

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

SOCIOLOGIE HISTORIQUE DES CONTROVERSES MÉMORIELLES PORTANT SUR LES FASCISMES EN
ITALIE ET EN ESPAGNE. 1975-2023

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR

MICHEL-PHILIPPE ROBITAILLE

DÉCEMBRE 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais exprimer ici toute ma gratitude envers les personnes et organismes qui ont rendu possible la complétion de mes études doctorales. Sans le financement du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC), cette thèse serait sans doute restée à l'étape d'un projet qui n'aurait jamais pu se concrétiser. La Chaire de recherche du Canada en sociologie des conflits sociaux (CSCS) m'a offert une contribution financière sans laquelle je n'aurais pu effectuer le travail de recherche dans les archives de la presse italienne et espagnole nécessaire à la démonstration présentée dans cette thèse.

Je tiens à remercier les membres du jury pour le temps qu'ils dédient à la relecture de mes travaux et pour leurs commentaires et leurs critiques, lesquels sont des outils indispensables à l'élaboration et l'amélioration de chacune des étapes de ma démarche de recherche.

Deux professeurs de l'UQAM ont eu une influence privilégiée sur mes travaux et il est important pour moi de leur témoigner de ma gratitude. Jean-Guy Prévost a cru en la pertinence de ce projet et en ma capacité à le mener à terme. Je lui serai à jamais reconnaissant de m'avoir démontré cette confiance et de m'avoir guidé dans mon exploration de la littérature italienne sur le fascisme. Sa contribution à mes travaux a été cruciale et je ne saurais trouver les mots pour exprimer la portée de son influence sur ma trajectoire intellectuelle.

Depuis le jour où je l'ai connu dans un cours de sociologie politique, au baccalauréat, Frédérick Guillaume Dufour a été le plus grand allié que j'ai trouvé dans le milieu universitaire. Professeur dévoué au succès de ses étudiants, Guillaume m'a soutenu dans toutes les étapes de l'ensemble de mes projets académiques et a exercé une immense influence sur ma pensée. Ses contributions à ma formation intellectuelle sont trop nombreuses pour les énumérer ici, mais je ne pourrais omettre de mentionner la rigueur, l'honnêteté intellectuelle et la générosité envers les interlocuteurs, qui sont quelques-uns des principes du travail intellectuel les plus importants qu'il m'a inculqués. Je ne saurais le remercier à la hauteur de sa contribution à mon parcours académique.

J'aimerais remercier les amis et collègues qui m'ont soutenu tout au long de ce projet. Alexis, Marilou, Caroline et Louis m'ont aidé à maintenir le cap en me demandant régulièrement des comptes sur l'avancement de ma rédaction, me rappelant souvent à quel point le travail accompli écartait toute

possibilité d'abandon. Sabrina Paillé a été une interlocutrice privilégiée sur les enjeux liés à la politique populiste et d'extrême droite comme sur les difficultés inhérentes au processus de rédaction d'une thèse de doctorat. Maxime Vallée-Landry a été un partenaire de discussion de premier plan depuis plus de vingt ans. Je ne saurais exprimer toute la reconnaissance que j'éprouve envers ces personnes si importantes pour moi.

Je voudrais aussi prendre le temps de remercier mes collègues du SPPEUQAM-CSN et Nancy Turgeon en particulier. Mon travail au sein du syndicat m'a donné le coup de pouce nécessaire pour parcourir le dernier droit de la trajectoire sinueuse qu'ont constituée mes études doctorales, en plus de me permettre de renouer avec le militantisme que j'avais négligé ces dernières années. Je voudrais aussi remercier mes collègues au Département de sciences sociales du Cégep Marie-Victorin. Nos discussions enrichissantes et leur soutien dans mon apprentissage du métier ont été d'une grande importance pour ma capacité à déposer la présente thèse.

Je me dois par ailleurs de remercier mes parents, qui m'ont soutenu de nombreuses façons au fil des ans. Ils ont cru en moi tout au long de mon parcours universitaire et m'ont appuyé comme ils le pouvaient, tout en montrant une grande curiosité par rapport à mes travaux. Sans leur contribution, il m'aurait été impossible de compléter cette thèse.

Une personne m'a soutenu plus que tout autre durant cette longue épreuve qu'ont été mes études doctorales. Sandrine a été de tous les combats avec moi, me donnant la force de continuer quand les obstacles sur mon chemin m'invitaient à remettre mes objectifs en question. Ses commentaires critiques sur le texte de ma thèse et ses invitations à synthétiser ma pensée m'ont posé un défi qui n'a pas toujours été agréable à relever, mais qui a fait de moi un meilleur chercheur. Son soutien face aux enjeux du quotidien m'a permis de terminer mon parcours avec un équilibre mental plus ou moins intact. Ma reconnaissance envers elle est infinie.

Pour terminer, je ne saurais passer sous silence la contribution à mon cheminement d'Alice et Leo, qui m'ont accompagné depuis mon entrée à l'université, m'ont posé leur lot de défis et m'ont permis de remettre en perspective les réalités du monde académique. Peu de choses ont autant de valeur à mes yeux que les innombrables heures que nous avons passées à s'amuser et à apprendre ensemble. La persévérance que nous avons développée ensemble a été un élément crucial à la complétion de cette thèse. Je suis convaincu qu'elle vous permettra d'atteindre les objectifs que vous vous fixerez.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	x
RÉSUMÉ.....	xi
ABSTRACT	xii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 CONTROVERSES MÉMORIELLES DANS L’HISTORIOGRAPHIE DES FASCISMES : DÉFINITION DE L’OBJET ET PROBLÉMATIQUE	12
1.1 Qu’est-ce qu’une controverse ?.....	14
1.2 La mémoire et les controverses mémorielles.....	27
1.3 Un objet particulièrement controversé : le fascisme	33
1.4 Un espace de controverse : l’historiographie	42
1.5 Conclusion.....	42
CHAPITRE 2 VERS UNE SOCIOLOGIE DES CONTROVERSES MÉMORIELLES DANS L’HISTORIOGRAPHIE DES FASCISMES : CADRE THÉORIQUE.....	44
2.1 Les études empiriques des controverses mémorielles dans l’historiographie des fascismes.....	45
2.1.1 La recherche historique comme travail documentaire face à la politisation de l’histoire	45
2.1.2 La connaissance de l’histoire comme rempart moral face aux menaces à la démocratie	51
2.2 Une sociologie des controverses mémorielle entre science, langage et politique	54
2.2.1 Structuration de l’espace du débat et stratégie : les jeux d’acteurs et les controverses mémorielles.....	55
2.2.1.1 Champs scientifiques, champs intellectuels et espace public	55
2.2.1.2 Historiens, intellectuels, journalistes et politiciens : les entrepreneurs politico-mémoriels et les controverses	62
2.2.2 Texte et contexte : jeux d’arguments, sens circonstanciel et luttes sociopolitiques	65
2.2.2.1 Actes de langage, intentions et conséquences de l’intervention des entrepreneurs politico-mémoriels dans les débats publics	65
2.2.2.2 Processus de cadrage, répertoire préexistant de cadres d’interprétation mémoriels et effets perlocutoires des interventions des entrepreneurs politico-mémoriels.....	68
2.3 L’apparition, le déroulement et la résolution des controverses mémorielles : résumé de l’argumentaire.....	77
2.4 Méthodologie.....	80

2.5 Conclusion.....	80
CHAPITRE 3 LES CONTROVERSES MÉMORIELLES PORTANT SUR LE FASCISME EN ITALIE	82
3.1 Trajectoire de l'interprétation du fascisme en Italie	82
3.2 Controverse sur <i>Intervista sul fascismo</i>	85
3.2.1 Le livre.....	85
3.2.2 Les réactions	86
3.2.2.1 Réhabilitation ou dépolitisation ?.....	86
3.2.2.2 Méthode historique : empirisme, interprétation et prudence.....	91
3.2.2.3 Consensus fasciste	94
3.2.2.4 Classes moyennes émergentes.....	96
3.2.2.5 Caractère révolutionnaire et distinction avec le nazisme	99
3.2.3 Déroulement et clôture	102
3.3 Controverse sur la Resistenza	102
3.3.1 Rosso e nero : une relecture de la guerre civile italienne	103
3.3.2 La controverse	108
3.3.2.1 Le débat sur la Résistance avant Rosso e nero.....	108
3.3.2.2 <i>La publication de Rosso e nero et le débat sur la mort de Mussolini</i>	110
3.3.3 Déroulement et clôture	115
3.4 Conclusion.....	116
CHAPITRE 4 LES CONTROVERSES MÉMORIELLES PORTANT SUR LE FRANQUISME EN ESPAGNE.....	117
4.1 La trajectoire de l'interprétation du franquisme	117
4.1.1 Histoire et mémoire de la Guerre Civile et analyse du régime franquiste (1939-1975).....	118
4.1.2 Histoire et mémoire de la Guerre Civile et du franquisme dans l'Espagne démocratique	119
4.1.3 Tendances générales de la trajectoire espagnole	120
4.2 La controverse sur la mémoire historique	121
4.2.1 L'objet de la controverse : la récupération de la mémoire historique	122
4.2.1.1 Comment s'est posé le problème de la mémoire historique en Espagne ?.....	124
4.2.1.2 Polarisation politique et politisation de l'histoire	127
4.2.1.3 Initiatives citoyennes pour la récupération de la mémoire historique	130
4.2.1.4 Politiques de mémoire et législation	131
4.2.1.5 Les discours en faveur de la récupération de la mémoire historique	136
4.2.2 La controverse	144
4.2.2.1 Intellectuels publics et historiens contre la réécriture de l'histoire.....	144
4.2.2.2 Les voix des vaincus et la réflexion critique sur le passé : Santos Julia et l'histoire	149
4.2.3 Déroulement et conclusion.....	155
4.3 La controverse sur le révisionnisme espagnol	155
4.3.1 Le révisionnisme : polémistes médiatiques et universitaires conservateurs contre la Seconde République	155
4.3.1.1 Un révisionnisme universitaire	159
4.3.1.2 Institutions culturelles de l'État contre historiens universitaires.....	161
4.3.1.3 Du soutien venu d'ailleurs : Stanley Payne et le révisionnisme espagnol.....	162
4.3.1.4 Les thèmes communs aux perspectives révisionnistes	163

4.3.2	La controverse	165
4.3.2.1	Méthodes révisionnistes.....	166
4.3.2.2	Intentions politiques.....	170
4.3.2.3	Conséquences politiques.....	173
4.3.2.4	Liens entre révisionnistes : culpabilité par association	175
4.3.2.5	Attaques personnelles.....	177
4.3.3	Déroulement et conclusion.....	178
4.4	Conclusion.....	178
CHAPITRE 5 LES ENTREPRENEURS POLITICO-MÉMORIELS ET LE CHAMP HISTORIOGRAPHIQUE : ESPACE ET STRATÉGIE AU SEIN DES CONTROVERSES MÉMORIELLES.....		180
5.1	Le champ historiographique	180
5.2	Le champ comme structure	183
5.3	Le champ historiographique comme jeu	184
5.3.1	Les étapes des controverses mémorielles.....	184
5.3.2	L'espace comme objet de stratégie.....	190
5.3.3	Le structure du champ comme hypothèse.....	192
5.4	L'agentivité dans les controverses mémorielles : les entrepreneurs politico-mémoriels entre rationalité en finalité et rationalité en valeur	194
5.5	Les limites d'une lecture interne des controverses mémorielles	199
CHAPITRE 6 TEXTE ET CONTEXTE : CADRES D'INTERPRÉTATION MÉMORIELS, SYSTÈMES DE PARTIS ET VIOLENCES POLITIQUES.....		201
6.1	Cadrage, mobilisation et mise en scène de soi : l'utilisation des cadres d'interprétation mémoriels au sein des controverses sur le passé fasciste	203
6.1.1	Les cadres d'interprétation mémoriels néofascistes en Italie et leur mobilisation par des entrepreneurs politico-mémoriels.....	204
6.1.2	Les cadres d'interprétation néo-franquistes en Espagne et leur mobilisation par des entrepreneurs politico-mémoriels.....	211
6.2	Le contexte politique, l'énonciation et la réception des interventions dans le cadre des controverses mémorielles.....	219
6.2.1	L'instabilité sans alternance : le système de partis italien et la controverse de 1975	220
6.2.2	L'extrême droite au pouvoir et l'alternance sans stabilité.....	225
6.2.3	Compétition électorale, intentions et réception des interventions dans les débats sur l'interprétation du franquisme	231
6.2.3.1	Le système de partis dans l'Espagne démocratique : une lente transformation accentuant la compétition électorale.....	232
6.2.3.2	L'impact de la compétition électorale sur les conflits de mémoires en Espagne.....	240
6.2.4	Intervenir dans le débat sur le passé comme moyen d'agir sur la situation politique dans le présent	243
6.3	Climat social, politique extra-parlementaire et violence.....	245
6.3.1	Le cycle de mobilisation italien, le contrecoup néofasciste et l'intégration postfasciste au jeu démocratique.....	246

6.3.1.1	Fascisme et antifascisme dans la rue : la violence politique et le processus de radicalisation	247
6.3.1.2	Des controverses à l'abri des bombes ?	253
6.3.2	L'opportunité manquée du nationalisme basque, l'exemple catalan et la réaction épidermique de la droite conservatrice espagnole	260
6.4	Expliquer les controverses mémorielles prenant pour objet les fascismes à travers une lecture multifactorielle	268
	CONCLUSION	272
	ANNEXE A VARIATION DE LA PART DES SUFFRAGES OBTENUES PAR LES PARTIS POLITIQUES ITALIENS..	280
	ANNEXE B VARIATION DE LA PART DES SUFFRAGES OBTENUES PAR LES PARTIS POLITIQUES ESPAGNOLS	283
	ANNEXE C LA VIOLENCE POLITIQUE EXERCÉ PAR LE GROUPE NATIONALISTE BASQUE ETA (1968-2010)	286
	BIBLIOGRAPHIE.....	287

LISTE DES FIGURES

Figure A. 1 Part des suffrages obtenue par la DC (1948-1992).....	280
Figure A. 2 Part des suffrages obtenue par le PCI (1953-1987)	281
Figure A. 3 Part des suffrages obtenue par le MSI (1948-1992)	281
Figure A. 4 Proportion des sièges obtenus par les partis exclus des coalitions (PCI-MSI; 1948-1987).....	282
Figure B. 1 Députation du PSOE et d'AP-PP à la suite des élections générales (1982-2019).....	283
Figure B. 2 Somme des députés élus sous les bannières des deux premiers partis aux élections générales (1977-2019)	284
Figure B. 3 Répartition des sièges après l'élection de 2008.....	284
Figure B. 4 Répartition des sièges après les élections d'avril 2019.....	285
Figure C. 1 Nombre de victimes mortelles d'ETA par année (1968-2010).....	286

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Les diverses conceptions du fascisme	41
--	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AN	Alleanza Nazionale
AP	Alianza Popular
CEDA	Confederación Española de Derechas Autónomas
CNT	Confederación Nacional del Trabajo
DC	Democrazia Cristiana
ETA	Euskadi ta Askatasuna
FI	Forza Italia
IC	Internationale Communiste
IU	Izquierda Unida
MSI	Movimento Sociale Italiano
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
PCE	Partido Comunista Español
PCI	Partido Comunista Italiano
PDS	Partito Democratico della Sinistra
PNV	Partido Nacionalista Vasco
PP	Partido Popular
PSI	Partito Socialista Italiano
PSOE	Partido Socialista Obrero Español
RSI	Repubblica Sociale Italiana
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
UCD	Unión de Centro Democrático

RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes. Elle tente d'expliquer le déclenchement, le déroulement et le résultat de quatre controverses mémorielles survenues au sein de l'historiographie italienne et espagnole du fascisme et du franquisme. S'inspirant de la sociologie des controverses scientifiques, notre approche mobilise le concept bourdieusien de champ pour rendre compte des rapports de force qui structurent la littérature portant sur les fascismes italien et espagnol. La conception du champ historiographique au cœur de cette thèse rejette une vision statique de la structure des champs sociaux et propose une conception dynamique du champ qui s'appuie sur l'idée du jeu qui se joue dans un champ spécifique et sur les règles qui l'encadrent. Dans un champ historiographique donné, un acteur possédant peu de capital dans le champ peut gagner un débat en utilisant les règles du jeu à l'encontre de ses adversaires. Cette conception de l'effet de champ permet de rendre compte des variations dans les résultats des controverses italiennes et espagnoles, mais elle n'explique pas le déclenchement des controverses mémorielles. Pour ce faire, nous procédons à une lecture minutieuse de la signification des thèses mises de l'avant par les acteurs des controverses en les contextualisant dans la séquence des conflits politiques et sociaux italiens et espagnols depuis les années 1970.

Notre approche met l'accent sur la réception des thèses révisionnistes en Italie et en Espagne comme déclencheur des controverses. Nous avons recours à la pragmatique du langage de John L. Austin et à la théorie du cadrage d'Erving Goffman. La théorie des actes de langage d'Austin nous permet de distinguer ce que font les acteurs sociaux en utilisant des mots, à travers les concepts d'acte locutoire et d'acte illocutoire, et les conséquences qu'entraînent leurs paroles, à travers le concept d'acte perlocutoire. Nous développons le concept de cadres d'interprétation mémoriels, ancré dans la théorie du cadrage, pour mettre de l'avant le fait que les historiens puisent dans des répertoires de cadres d'interprétation mémoriels qui leur préexistent et qui leur donnent des clés d'interprétation du passé. En puisant dans des répertoires controversés, comme ceux des traditions franquistes ou néofascistes, les historiens poursuivent des objectifs propres, mais leurs propos sont reçus comme cherchant à réhabiliter le fascisme en raison du contexte conflictuel dans lequel ils surviennent. Dans les cas espagnols et italiens, ce n'est pourtant pas l'objectif premier des acteurs révisionnistes, qui souhaitent plutôt délégitimer les forces politiques associées à la gauche – et, en Espagne, aux nationalismes basque et catalan – que de raviver une forme d'autoritarisme qui serait anachronique aujourd'hui. Les révisionnistes savent que leurs propos provoqueront des controverses, mais celles-ci participent de l'atteinte des objectifs politiques et intellectuels qu'ils poursuivent.

Mots clés : Controverses ; mémoire ; révisionnisme ; champ historiographique ; cadrage ; actes de langage ; fascisme ; franquisme ; extrême droite ; droite radicale ; populisme.

ABSTRACT

This thesis aims to explain the outbreak, the unfolding, and the outcome of four controversies that took place within historiographic fields in Italy and in Spain over the memory of fascism and Francoism. Building upon insights derived from the sociology of scientific controversies, our approach uses Bourdieu's concept of field to account for the power struggles that structure the literature about Italian and Spanish fascism. We reject static conceptions of social fields and advocates for a dynamic view of historiographic fields that focusses on the games being played out in specific fields and the rules that shape them. Within a given historiographic field, actors possessing low amounts of the type of capital valued in the field can win a debate using the rules of the game being played in the field against their opponents. This conception of the field effect accounts for variation in the outcome of Italian and Spanish controversies, but it doesn't explain the outbreak of controversies over memory. To do that, this thesis relies on an analysis of the meaning of theses advanced by actors of controversies, contextualizing the sequence of political and social conflict in Italy and Spain from the 1970s onward.

Our approach emphasizes the reception of revisionist theses in Italy and Spain as triggers of controversies. We use John L. Austin's theory of speech acts and Erving Goffman's theory of framing. Speech acts theory allows a distinction between what actors do by using words, that which Austin calls locutionary and illocutionary acts, and the consequences that occur as a result of their use of these words, accounted for by the concept of perlocutionary act. We develop the concept of memory interpretation frames, taking roots in framing theory, to account for the fact that historians use interpretations of the past taken from a preexisting repertoire to explain historical phenomena. Borrowing frames from controversial repertoires, like that of Francoist and neofascist traditions, historians pursue their own objectives, but are often seen as trying to rehabilitate fascism because of the conflictual context within which they happen. In the Spanish and Italian cases, it isn't the primary objective of revisionist actors, who hope instead to delegitimize left-wing political forces – and, in Spain, Basque and Catalan nationalist organizations – rather than to revive a form of authoritarianism that would be anachronic nowadays. Revisionist know their speech will provoke controversies, but the latter contribute to their ability to attain the goals they pursue.

Keywords : Controversy ; memory ; revisionism ; historiographic field ; framing ; speech acts ; fascism ; Francoism ; far right ; radical right ; populism.

INTRODUCTION

Le 22 octobre 2022, la leader « postfasciste » des *Fratelli d'Italia*, Giorgia Meloni, est devenue la première femme, mais aussi la première politicienne de la tradition fasciste à accéder à la Présidence du Conseil des ministres en Italie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (AFP, 2022; Baldini, Tronconi, & Angelucci, 2022; Birken & Herreros, 2022; Giuffrida, 2022b).

L'extrême droite espagnole n'en est pas encore à célébrer le genre de victoire que les « postfascistes » italiens peuvent savourer à ce moment-ci, mais elle connaît une impressionnante progression depuis une près d'une décennie. Les élections du 23 juillet 2023 sont passées bien près de permettre à Vox, un parti d'extrême droite populiste né d'une scission au sein du *Partido Popular* (PP), de faire son entrée dans la coalition gouvernementale (AFP, 2023; Robitaille, 2023a, 2023b). À moins de changements significatifs du comportement des électeurs espagnols, le PP ne dispose d'aucune option réaliste, dans un avenir prévisible, pour former un gouvernement sans obtenir l'appui de l'extrême droite dirigée par Santiago Abascal.

La progression de forces politiques illibérales à la droite de l'échiquier politique dans ces deux pays peut sembler surprenante quand on s'attarde à leur trajectoire historique dans la longue durée. La Résistance italienne contre le fascisme a donné lieu à un mouvement de masse livrant une lutte armée à l'occupant allemand et au régime fasciste de la République de Salò de 1943 à 1945. Sa victoire a mis le mouvement partisan dans une position de force au moment de fonder la République italienne en 1948. Les années d'après-Guerre ont vu l'antifascisme s'ériger en culture hégémonique dans la péninsule italienne, une position que les manifestations de masse qui sont survenues dans la foulée de mai 1968 sont venues confirmer.

Si l'antifascisme espagnol des années 1930 et 1940 a été défait, le pays n'en a pas moins été le symbole de la résistance contre la montée des régimes autoritaires durant la Guerre Civile survenue en juillet 1936 et qui a pris fin en avril 1939 (Droz, 2001, pp. 236-238; Traverso, 1998, pp. 124-125). Malgré plus de 35 ans de dictature fasciste, de 1939 à 1975, les partisans d'une Espagne démocratique ont gardé espoir et ont su profiter de l'opportunité que supposait la succession à Francisco Franco après la mort du dictateur. Depuis la démocratisation, entamée en 1977, l'extrême droite est restée en marge de la vie politique espagnole. Après la tentative de *Fuerza Nueva*, au début des années 1980, l'extrême droite espagnole s'est

vue réduite à des résultats électoraux marginaux, que ce soit sous la bannière régionale de *Plataforma per Catalunya* ou le nationalisme d'*España 2000* (Casals, 2000, 2020a). Les spécialistes de l'extrême droite ont longtemps chercher l'explication de cet « exceptionnalisme espagnol » (Turnbull-Dugarte, 2019). Alors que des partis d'extrême droite obtenaient des résultats qui semaient l'inquiétude des partisans de la démocratie dans nombre de pays européens, l'Espagne traversait l'âge d'or du bipartisme du milieu des années 1990 au début des années 2010 (Casals, 2011; Peres, 2023, pp. 54-56; Rama, Cordero, & Zagórski, 2021). La droite traditionnelle incarnée par le PP ne semblait avoir aucune raison de craindre la concurrence de l'extrême droite jusqu'à la percée du parti d'extrême droite Vox aux élections régionales andalouses de décembre 2018 (Peres, 2023, p. 92).

Si les succès récents des extrêmes droites italienne et espagnole ont pu surprendre les observateurs portant un regard distant sur ces deux pays, les analystes qui suivent au jour le jour la politique dans ces deux États ont pu voir venir ces événements. La progression des forces politiques à la droite de la droite en Italie et en Espagne s'inscrit dans une trajectoire de reconfiguration des luttes politiques dans la longue durée. Il n'y a jamais de garantie que la progression d'un parti populiste ou d'extrême droite se poursuivra au rythme qu'elle a suivi au fil des années précédentes. Toutefois, les mêmes causes ayant les mêmes effets dans des circonstances similaires, les spécialistes cherchent généralement dans les stratégies des adversaires et concurrents des partis d'extrême droite des innovations qui permettraient d'entrevoir un ralentissement marqué de leur progression. Les mêmes dilemmes continuent de se poser aux défenseurs de la démocratie dans ces deux pays, sans que des réponses réellement originales n'aient été mises à l'agenda politique.

La progression politique des droites postfascistes italiennes s'est appuyée, historiquement, sur une campagne médiatique et historiographique de remise en cause de l'antifascisme comme fondement de la démocratie. À partir des années 1970, des intellectuels et des figures médiatiques ont contesté publiquement la vision du passé véhiculée par ceux qui revendiquent l'héritage de la Résistance. Ils ont éventuellement appelé à révoquer l'interdiction constitutionnelle à reformer un parti fasciste.

La progression des héritiers du fascisme en Italie s'est concrétisée dans les années 1990 avec la participation d'élus issus du *Movimento Sociale Italiano* (MSI), qui s'étaient présentés sous la bannière *Alleanza Nazionale* (AN), dans le premier gouvernement Berlusconi 1994. Le MSI s'est ensuite reformé pour adopter de façon définitive le nom d'AN et ce nouveau parti a obtenu des ministères dans les cabinets

des deux autres gouvernements dirigés par le magnat de la presse milanais. Le parti s'est finalement uni à *Forza Italia* (FI), le parti de Berlusconi, les deux se fondant *Il Popolo della Libertà*, dirigé par ce dernier. Le départ du leader de la coalition a redonné son autonomie aux héritiers du MSI, sous le nom de *Fratelli d'Italia*, le parti de Giorgia Meloni (Pouthier, 2022; Puleo & Piccolino, 2022).

L'entrée dans la sphère du pouvoir au sein de la vie politique nationale des héritiers du fascisme s'est accompagnée d'une progression marquée des forces d'extrême droite et populistes entre 1994 et aujourd'hui (Broder, 2022). La Lega Nord a fait partie des coalitions qui ont porté FI au pouvoir. Plus récemment, la Lega a même réussi à positionner son leader, Matteo Salvini, au poste de vice-président du conseil des ministres au sein du gouvernement de Giuseppe Conte, en 2018 (Custodero, 2018), une fonction que Meloni lui a de nouveau attribuée en octobre 2022 (Giuffrida, 2022a).

La montée de l'extrême droite espagnole s'inscrit elle aussi dans le temps long. La présence d'électeurs disposés à voter pour ce type de parti a été relativement constante au fil des décennies, mais l'offre électorale a récemment fait migrer ce « franquisme sociologique » de la droite traditionnelle vers de nouveaux partis. Ce déplacement du vote à la droite de la droite s'est appuyé sur une campagne médiatique et historiographique comparable à celle qu'a connue l'Italie.

Alors divisées entre les intransigeants opposés à toute forme de démocratisation, au sein de *Fuerza Nueva*, et les réalistes déterminés à préserver ce qui pourrait l'être des institutions du franquisme, au sein d'*Alianza Popular* (AP), les forces de droite ont eu peu de succès lors des élections tenues durant la transition démocratique. La concurrence des réformateurs de l'*Unión de Centro Democrático* (UCD) et le discrédit engendré par quarante ans de dictature ont confiné la droite à un rôle secondaire. Durant la reconstruction de la droite traditionnelle, l'extrême droite avait abandonné son parti, *Fuerza Nueva*, et s'est laissé tenter par la perspective de reconquérir le pouvoir en concentrant son action politique dans les structures de ce qui, durant les années 1990, est devenu le PP.

L'action de l'extrême droite espagnole, durant les années de gloire du PP, s'est concentrée en marge de la sphère politique. Elle s'est déployée au niveau culturel avec le développement d'une mémoire du franquisme qui dépeignait le régime sous un jour favorable. À l'occasion, des militants et des dirigeants du

parti coïncidaient dans des rassemblements où apparaissait des symboles franquistes, fascistes et nazis¹. Le journal de centre-gauche *El País* faisait même état, en 2013, du maire d'un village de Galice, élu sous la bannière du PP, qui décorait son bureau de fonction de symboles franquistes et d'hommages au dictateur, tout en insistant sur le fait qu'il n'a jamais été inquiété par le parti à ce sujet (Taboada, 2013). Globalement, toutefois, l'action autonome de l'extrême droite espagnole est restée confinée à l'extérieur de la vie politique durant cette période.

Depuis 2013, la droite et l'extrême droite espagnoles ont connu une certaine division. L'extrême droite s'est constituée comme un parti autonome du nom de Vox, qui présente maintenant des candidats aux élections dans toutes les juridictions du pays². Vox a fait d'importants gains lors des élections régionales de mai 2023 (El País, 2023), mais le parti n'a pas obtenu le succès escompté lors des élections générales du 23 juillet suivant (Cué, 2023; González, 2023). Les négociations d'investitures régionales et nationales ont toutefois permis de clarifier certaines choses : la droite et l'extrême droite sont disposées à s'allier, elles ont la capacité de prendre le pouvoir dans plusieurs régions, ce faisant, et il ne leur manque que quatre sièges pour diriger le pays.

Cette thèse porte sur les campagnes médiatiques et historiographiques qui ont précédé l'ascension des partis d'extrême droite en Italie et en Espagne. Ces campagnes médiatiques et historiographiques ont suscité beaucoup de réactions, entraînant des controverses qui ont contribué à populariser certaines lectures polémiques du passé fasciste dans ces deux pays. Dans les chapitres suivants, nous nous questionnons quant aux causes, au déroulement et aux résultats de ce que nous qualifions de controverses mémorielles portant sur les fascismes dans ces deux pays.

¹ Un des événements les plus marquant fut l'hommage rendu par la déléguée du gouvernement central, alors dirigé par le PP, María de los Llanos de Luna, à une association d'anciens combattants de la *División Azul*, qui est allée combattre aux côtés des nazis de 1941 à 1943 (Redacción, 2013). Cet incident avait indigné les forces politiques de gauche et les partis nationalistes catalans (Junquera, 2013; "Todos los partidos menos PPC y Ciudadans piden la destitución de Llanos de Luna," 2013). Suite à cet événement, le journal *El País* a par ailleurs recensé, durant l'été 2013, 11 occurrences de militants des jeunesses du parti apparaissant avec des symboles franquistes (El País, 2013). Dans plusieurs cas, les militants en question mettent aussi de l'avant des symboles néonazis (Sánchez-Mellado, 2013). L'émergence de Vox ne semble pas avoir eu raison de l'attachement de certains militants du PP envers la symbologie franquiste (Marea, 2023), qui continue d'apparaître périodiquement dans les rassemblements du parti. Pour un exemple récent, voir Abascal (2023).

² Le journaliste Miguel González (2022) présente de façon détaillée le récit de l'émergence et de la progression de Vox.

Les occurrences de controverses mémorielles portant sur les fascismes sont trop limitées, sur le plan quantitatif, pour aborder cette problématique à travers les outils méthodologique issus des approches statistiques. Par ailleurs, notre démarche s'appuie sur l'hypothèse qu'une lecture détaillée du contenu des débats et des contextes dans lesquels ils surviennent constitue la meilleure avenue pour identifier les causes des conflits entre les tenants d'idées divergentes. Nous prenons parti pour une démarche comparative, qui permet de contraster les trajectoires spécifiques à chaque cas de controverse afin d'en identifier les causes.

Dans le chapitre 1, nous présentons la problématique des controverses mémorielles et les cas italiens et espagnols que nous avons choisi d'étudier. Nous discutons d'abord le concept de controverse, qui a surgi comme objet d'étude au sein de la sociologie des sciences pour remettre en question par l'étude de la pratique scientifique le caractère effectif des principes normatifs au cœur de la philosophie des sciences. Nous retenons des travaux en sociologie des sciences une posture méthodologique au potentiel heuristique particulièrement prometteur : la neutralité dans l'étude des controverses scientifiques permet d'étudier les causes du déclenchement et du déroulement du conflit sans s'appuyer sur la présomption que la validité des positions ayant rallié la majorité des chercheurs explique le consensus auquel elles donnent lieu.

Nous nous penchons ensuite sur le concept de mémoire. Traditionnellement, la mémoire a été théorisée en rupture avec l'histoire. La mémoire serait subjective, alors que la science historique vise l'objectivation. Notre approche s'inspire des travaux qui placent l'histoire au sein d'une dimension mémorielle par rapport à laquelle elle prend ses distances dans le cadre d'un processus de professionnalisation de la pratique historique. Cette professionnalisation de la pratique historique contraint les historiens à une certaine neutralité dans leurs pratiques de recherche, mais elle n'élimine pas les préoccupations mémorielles qui amènent les historiens et leurs publics à s'intéresser au passé. La mémoire demeure donc, comme nous le verrons au chapitre 1, l'objet d'un conflit qui concerne à la fois la connaissance du passé et l'usage qui peut en être fait sur le plan intellectuel et politique.

Nous explorons ensuite la littérature sur le fascisme. Constatant la difficulté à établir un consensus entre chercheurs autour d'une définition du fascisme, nous en venons à la conclusion que l'usage de l'étiquette « fasciste » par des entrepreneurs politico-mémoriels impliqués dans une controverse suffit pour traiter la controverse en question de controverse mémorielle portant sur le fascisme. Cette approche est

cohérente avec la conception acceptée en sociologie des controverses selon laquelle l'étude de ce phénomène doit être menée en toute neutralité, c'est-à-dire sans prendre parti pour l'un des camps impliqués.

Le chapitre 2 présente les principaux outils théoriques mobilisés dans le cadre de l'étude des cas empiriques choisis. Nous y passons d'abord en revue les principales explications des controverses mémorielles offertes par la littérature existante sur les cas empiriques à l'étude. Afin de pallier certaines limites de ces explications, nous présentons un cadre théorique original, s'appuyant sur une diversité de traditions intellectuelles et s'articulant autour de deux thématiques : la structuration de l'espace social dans lequel se déroulent les controverses et le sens circonstanciel visé et perçu des interventions des acteurs des controverses, que nous qualifions d'entrepreneurs politico-mémoriels. Cela nous permet de prendre en compte à la fois les rapports de force entre les acteurs des champs historiographiques et intellectuels, les stratégies qu'ils emploient pour le maintenir ou le transformer et pour faire avancer des idées, et les réactions du public en présence face à leurs interventions.

Concrètement, dans ce chapitre, nous mettons de l'avant une théorie de l'espace social conçu en termes de champ, inspirée par les travaux du sociologue Pierre Bourdieu. À la conception structurale des champs mise de l'avant par Bourdieu dans ses travaux empiriques, nous opposons toutefois une approche plus dynamique des phénomènes de champ, en prenant appui sur les réflexions théoriques de Bourdieu. Nous soutenons que les études du fascisme et du franquisme sont des champs historiographiques, qui se sont constitués entre les années 1960 et 1980, et qui sont régis par des règles importées d'autres champs historiographiques. Les champs historiographiques comportent à la fois des caractéristiques que Bourdieu attribuait aux champs scientifiques et d'autres qui sont typiques des champs intellectuels. Les idées que les historiens véhiculent concernent à la fois la recherche des causes des événements et processus historiques, mais aussi le sens que leurs contemporains doivent attribuer à ceux-ci, incluant les leçons qui, selon eux, s'imposent à la suite de ces événements. La procédure d'arbitrage des champs historiographiques est en revanche ancrée dans la démonstration empirique, preuves documentaires à l'appui, de la validité des thèses soutenues par rapport au déroulement et aux causes des événements passés.

Ce sont ces règles du jeu, propres aux champs historiographiques, qui ont permis à des acteurs en position subalterne lors de la construction du champ spécifique à leur domaine d'étude, d'accéder aux positions

dominantes qu'ils ont occupées par la suite. En Italie, Renzo De Felice et ses héritiers sont devenus les acteurs dominants de l'historiographie du fascisme, alors que les idées qu'ils défendaient étaient marginales dans les années 1960. Cette ascension du révisionnisme défalcéen résulte d'un travail minutieux consistant à appuyer sa lecture du fascisme sur la documentation interne au fascisme. Tentant de démontrer que le fascisme italien avait peu à voir avec le nazisme, le premier étant selon lui révolutionnaire et le second réactionnaire, De Felice puisait largement dans les archives fascistes, une documentation que les antifascistes avaient jusque-là jugée peu fiable car destinée à justifier les positions fascistes. Bien que leurs idées n'en fussent pas pour autant erronées, les adversaires de De Felice n'ont donc pas accompli un travail empirique aussi soutenu, ce qui a longtemps freiné leurs interprétations et a permis à la lecture révisionniste de s'imposer.

En Espagne, la formation d'un champ historiographique propre à l'étude de la Guerre Civile et du franquisme a été le fruit du travail des opposants à la dictature. Ces derniers durent cependant travailler hors d'Espagne pendant toute la durée du régime, ce qui a mis les historiens officiels du régime, Ricardo de la Cierva en tête, en position dominante dans le pays. Un champ véritablement historiographique, gouverné par des règles du jeu valides dans l'étude d'autres objets historiques, ne s'est donc implanté qu'après la mort du dictateur, quand le retour des exilés et l'ouverture de l'espace public a permis aux historiens opposés au régime de porter un regard critique sur celui-ci au sein des institutions universitaires espagnoles. Sans le pouvoir de contrainte du régime, l'historiographie officielle, portant un regard favorable sur la dictature, s'est rapidement retrouvée en position subalterne, se réfugiant dans des institutions en marge de la recherche universitaire, comme la *Real Academia de la Historia*.

Notre approche pour l'analyse de la structuration de l'espace social permet de distinguer les éléments qui diffèrent dans les trajectoires espagnole et italienne. Alors que l'Italie a connu une période d'hégémonie culturelle de l'antifascisme après 1945, la position antifasciste n'a jamais été aussi dominante en Espagne. Cependant, la capacité de ceux qui, en Italie, ont remis en question l'hégémonie culturelle de l'antifascisme d'adopter et d'imposer les règles propres aux champs historiographiques dans l'analyse du fascisme leur a permis de transformer le rapport de force défavorable auquel ils faisaient face à l'origine du champ historiographique dédié à l'analyse du fascisme. Cette capacité de légitimation du projet historiographique contestant la position dominante de l'antifascisme n'a jamais existé en Espagne, où les révisionnistes ont opté pour la contestation de la recherche universitaire par l'intervention dans l'espace

public, par la voie des grands médias et des revues d'idées, plutôt que par la présentation d'une documentation sérieuse et exhaustive de leurs thèses.

Le chapitre 3 présente une étude de cas sur les débats mémoriels italiens. Nous y abordons les controverses survenues en 1975 et en 1995, à la suite de la publication des ouvrages de Renzo De Felice intitulés *Intervista sul fascismo* (De Felice & Ledeen, 1975) et *Rosso e nero* (De Felice & Chessa, 1995). Ces deux controverses sont alors inscrites dans la trajectoire longue de la réception historiographique et mémorielle du fascisme en Italie.

Le chapitre 4 consiste en une étude de cas sur les débats mémoriels espagnols. Nous présentons les controverses suscitées par le mouvement pour la récupération de la mémoire historique et par le développement d'une historiographie généralement qualifiée de révisionniste à partir de la fin des années 1990. Nous inscrivons ces deux controverses dans la trajectoire longue de la formation d'une mémoire de la Seconde République, de la Guerre Civile et du franquisme en Espagne démocratique.

Le chapitre 5 analyse les controverses mémorielles italiennes et espagnoles à travers la problématique de la structuration de l'espace du conflit. Nous y discutons du concept de champ, que nous jugeons essentiel à l'étude de ces controverses. Nous y critiquons une conception répandue du concept de champ, que nous jugeons inadéquate pour rendre compte des controverses étudiées. Cette conception, notamment héritée de certains travaux empiriques de Pierre Bourdieu, conçoit les phénomènes de champs comme des structures relativement stables dont les rapports de forces s'imposent aux acteurs et que ces derniers ne peuvent généralement pas changer. Selon cette conception, les controverses mémorielles seraient le résultat de confrontation entre des acteurs occupant des positions très inégales dans un champ historiographique donné. Ces confrontations résulteraient de la faible autonomie des champs historiographiques.

Face à cette conception structurale du champ historiographique, nous adoptons une approche plus dynamique. Inspirée des travaux théoriques de Bourdieu sur le concept de champ, cette dernière met l'accent sur les règles du jeu qui gouvernent les champs historiographiques et sur l'utilisation stratégique de ces règles par les acteurs en présence, en particulier lors de l'institutionnalisation et de la transformation d'un champ historiographique. Concrètement, nous y soutenons que les révisionnistes se trouvaient en position dominée dans les champs historiographiques italien et espagnol avant l'éclatement des controverses étudiées. Dans le cas italien, les controverses ont permis à Renzo De Felice et ses alliés

de transformer le champ d'étude historiographique du fascisme en imposant des règles du jeu importées d'autres champs historiographiques. Ces règles concernaient en premier lieu le rôle de la documentation comme outil de démonstration de la validité du propos de l'historien. Pour les antifascistes, toute documentation n'était pas pertinente à étudier : les archives du régime fasciste n'avaient pas de valeur aux yeux de nombre d'historiens de cette tradition. De Felice a invoqué de nombreux documents issus de ces archives en appui à ses thèses, alors que ses adversaires ont mis du temps à se pencher sur ces sources, se contentant souvent d'en contester la valeur et le sens. Les règles du jeu propres aux champs historiographiques ont fini par s'imposer dans l'étude du fascisme, ce qui a renforcé la position des historiens dont le propos était le mieux habilité à prendre en compte l'ensemble de la documentation pertinente. L'approche défélicéenne s'est alors imposée comme l'approche dominante dans le champ. Cette position dominante consolidée par les règles du jeu d'un champ historiographique explique le fait que, malgré la contestation majoritaire des thèses mises de l'avant dans *Intervista sul fascismo* durant la controverse qui s'en est suivi, ces dernières ont fini par s'imposer. Le résultat plus nuancé de la controverse survenue vingt ans plus tard, à la suite de la publication de *Rosso e nero*, s'explique quant à elle par le fait que De Felice y soutient certaines interprétations qui ne prennent pas appui sur une démonstration empirique. Plus que sa propre position dans le champ, ce sont les règles qui lui ont permis d'accéder à celle-ci que De Felice a réussi à consolider au fil des ans.

Si la position des révisionnistes en Espagne est aussi confinée aux marges du champ de l'étude du franquisme lors de l'éclatement des controverses au début des années 2000, le cas espagnol est différent du cas italien sur deux aspects importants. En premier lieu, la position révisionniste a eu le temps de s'implanter plus profondément dans les mentalités en tant qu'idéologie de légitimation d'un régime dictatorial qui a régné près de 40 ans sur le pays. Les révisionnistes n'ont pas besoin de convaincre leur public cible de la validité des règles du jeu d'un champ historiographique pour justifier la validité de leurs thèses, car un lectorat nostalgique de la dictature, socialisé politiquement dans le cadre du narratif aujourd'hui mis de l'avant par Pío Moa et ses alliés, est disponible et disposé à recevoir ces interprétations. Par ailleurs, les révisionnistes espagnols ne peuvent pas s'appuyer sur les règles du jeu des champs historiographiques pour transformer l'étude du franquisme, car l'historiographie espagnole a déjà intégré ces codes au moment où surviennent les controverses. Les révisionnistes tentent d'invoquer les archives de la *Causa General* pour appuyer leurs affirmations sur les violences républicaines durant les années 1930, mais leurs adversaires ont déjà étudié cette documentation et sont en mesure de répondre en montrant le biais avec lequel les révisionnistes étudient ces documents. Les révisionnistes optent donc plutôt pour

une contestation du champ historiographique universitaire espagnol dans son ensemble, sans pour autant avoir la capacité d'y renverser le rapport de force existant. Ils cherchent alors à se positionner dans l'espace public et à intervenir dans le champ politique afin de transformer le rapport de force entre la droite et la gauche dans le pays, avec un certain succès.

Le chapitre 6 aborde les idées qui sont au cœur des controverses mémorielles italiennes et espagnoles à partir des stratégies discursives adoptées par les acteurs des débats et du contexte sociopolitique qui a marqué la réception de leurs interventions. Nous y mobilisons le concept de cadre d'interprétation mémoriel, développé au chapitre 2, pour situer les interprétations historiographiques mises de l'avant par les entrepreneurs politico-mémoriels dans des répertoires développés par des traditions intellectuelles et politiques spécifiques. L'emprunt à ces répertoires permet de mettre en lumière les conséquences perlocutoires des prises de positions des intervenants dans les débats historiographiques comme le résultat à la fois des choix théoriques de l'émetteur et des dispositions des récepteurs, dans le contexte de la signification convenue, dans un certain public, de ces choix théoriques. Nous présentons par ailleurs le contexte politique et social qui conditionne la réception des thèses donnant lieu aux controverses étudiées en montrant comment ils ont prédisposé un certain public à y voir une menace pour l'ordre démocratique et les valeurs sur lesquelles il s'appuie.

Dans un premier temps, nous montrons que les révisionnistes italiens et espagnols empruntent des cadres d'interprétation mémoriels aux traditions intellectuelles néofasciste et franquiste. Nous soutenons que ces emprunts n'ont pas pour objet de réhabiliter les régimes fascistes et franquistes, mais de délégitimer les forces politiques de gauche qui s'appuient sur les traditions antifascistes. Ces objectifs politiques sont documentés à partir de diverses interventions publiques des entrepreneurs politico-mémoriels du camp révisionniste.

Après avoir identifié les intentions illocutoires au cœur de l'action des entrepreneurs politico-mémoriels à l'origine des controverses étudiées, nous nous penchons sur les conséquences perlocutoires qu'elle entraîne. Nous abordons donc successivement le contexte politique dans lequel surviennent les controverses italiennes et espagnoles. En mettant l'accent sur les dynamiques propres aux systèmes de partis des deux pays, nous soutenons que les moments de compétitivité électorale accrue sont propices au déclenchement de controverses mémorielles, en particulier lorsque des forces politiques issues de traditions fortement contestées, comme l'extrême droite néofasciste, connaissent un certain succès. Ces

avancées de forces politiques fortement contestées, alertent les acteurs qui y sont opposés et leur fait percevoir certaines prises de position à travers une grille de lecture basée sur la menace perçue.

Ce phénomène est renforcé dans le contexte d'une conflictualité sociale prenant la forme de la lutte armée menée par des organisations terroristes, ce que l'Italie et l'Espagne ont connu durant les trente dernières années du 20^e siècle. En Italie, la controverse sur *Intervista* est survenue au milieu d'une décennie marquée par les attentats néofascistes et la radicalisation des mouvements d'extrême gauche qui a culminé, trois ans plus tard, avec l'enlèvement et l'assassinat du président du conseil, Aldo Moro. Ces violences étaient encore fraîches en mémoire lorsque survient la controverse sur *Rosso e nero* vingt ans plus tard, alors que la tradition néofasciste a fait son entrée au sein du premier gouvernement Berlusconi, une première dans l'histoire de la République italienne. En Espagne, les controverses sur la mémoire historique et sur le révisionnisme surviennent dans le contexte d'un regain, certes faible, mais perçu, en particulier par la droite comme un danger important, du terrorisme basque mené par *Euskadi ta Askatasuna* (ETA). Les controverses se poursuivent alors qu'ETA rend les armes et se dissout en 2011, dans un contexte où l'intégration des revendications jusque-là portées par ETA sont reprises par des organisations politiques légales comme *EH Bildu*. Pour la droite, l'intégration à la politique démocratique d'*EH Bildu* constitue une forme de violence symbolique à l'endroit des victimes d'ETA, ce qui ravive les tensions sur l'interprétation du passé franquiste, en raison de l'origine antifranquiste du groupe terroriste basque.

À travers l'étude des controverses mémorielles portant sur les fascismes dans l'historiographie italienne et espagnole, nous montrons que les conflits sur les idées surviennent d'abord et avant tout en raison des idées défendues par chaque camp. La polarisation intellectuelle et politique à l'origine de ces conflits n'est pas réductible à une opposition entre spécialistes orientés par des visées scientifiques et non spécialistes orientés par des visées politiques. Ces conflits portent sur des enjeux à la fois historiographiques et politiques et témoignent d'oppositions plus profondes qui deviennent perceptibles à des moments spécifiques. Le déroulement et la résolution de ces controverses mémorielles sont structurés par les rapports de force qui ont cours dans le champ historiographique propre à l'étude du fascisme, avec les transformations potentielles que peuvent subir ces rapports de force au fil du temps. En somme, nous soutenons que les controverses mémorielles doivent être étudiées à travers une analyse à la fois des *jeux d'acteurs* et des *jeux d'arguments* (Chateauraynaud, 2011).

CHAPITRE 1

CONTROVERSES MÉMORIELLES DANS L'HISTORIOGRAPHIE DES FASCISMES : DÉFINITION DE L'OBJET ET PROBLÉMATIQUE

Un an avant la nomination d'Hitler comme chancelier, en février 1932, le secrétaire général du parti communiste allemand, Ernst Thälmann, lance un appel à la lutte révolutionnaire contre le fascisme (Thälmann, 1983). Selon Thälmann, qui poursuit une trajectoire entamée en 1929 avec ce qu'il est coutume d'appeler la troisième phase du Komintern (Worley, 2004, p. 1), la menace fasciste qu'il fallait combattre s'étendait du NSDAP à droite, au SPD à gauche, en passant par le gouvernement Brüning entre les deux. Les communistes ont pris l'habitude de qualifier de « social-fascistes » leurs concurrents sociaux-démocrates dans la lutte pour conquérir la classe ouvrière. Sur un ton moins polémique que Thälmann, Karl Kautsky, l'intellectuel le plus en vue du SPD, a défendu la stratégie réformiste de son parti, l'expliquant par le contexte politique et l'importance de préserver les conditions démocratiques permettant la mobilisation du prolétariat (Kautsky, 1983).

Ces conflits entre communistes et sociaux-démocrates durant la phase d'ascension des fascismes européens illustrent bien l'imbrication des enjeux analytiques et politiques qui sous-tendent le problème de la définition du concept de fascisme. Plus qu'à la définition juste du fascisme, les acteurs en présence s'intéressent à la stratégie la plus efficace pour le combattre. Il n'est pas surprenant de constater une telle polarisation des positions dans un débat ayant pour objet un enjeu politique immédiat, en particulier dans une période de crise. Ces querelles perdurèrent bien après la défaite de l'Axe.

Il devrait en être autrement des débats entre historiens sur la nature et les causes du fascisme qui surviennent des décennies après les faits. Dans ce cas, comme le suggérait Max Weber³, le débat devrait avoir pour objet les « jugements de fait » qu'opèrent les historiens plutôt que les « jugements de valeur » qui témoignent de leurs préoccupations politiques. Pourtant, les controverses autour du passé fasciste

³ Weber invite en ce sens les universitaires à « reconnaître que d'une part l'établissement des faits, la détermination des réalités mathématiques et logiques ou la constatation des structures intrinsèques des valeurs culturelles, et d'autre part la réponse aux questions concernant la *valeur* de la culture et de ses contenus particuliers ou encore celles concernant la manière dont il faudrait agir dans la cité et au sein des groupements politiques, constituent deux sortes de problèmes totalement *hétérogènes* » (Weber, 2002, pp. 102-103). Il estime que le rôle du savant consiste à porter des jugements de fait, un rôle qu'il faut distinguer de la participation aux débats collectifs donnant lieu à des choix politiques, lesquels ne peuvent faire l'économie de jugements de valeur.

surviennent périodiquement, mettant en évidence l'imbrication de l'interprétation du phénomène et des postures politiques défendues par les acteurs du débat. En 1995, dans une ultime controverse, le grand historien du fascisme italien Renzo De Felice, dut défendre sa thèse selon laquelle, durant la guerre civile de 1943-1945, une majorité d'Italiens se serait rangée du côté du vainqueur – peu importe quel camp l'emporterait – pourvu que la guerre prenne fin. Ses détracteurs l'accusèrent de faire l'apologie du fascisme, et la controverse dura autour de ses écrits jusqu'après sa mort, quelques mois plus tard⁴.

Bien que les principaux régimes fascistes se soient effondrés il y a plus de 70 ans, les conflits au sein desquels le terme fascisme fait irruption restent nombreux. Pourquoi en est-il ainsi ? Une partie de la réponse vient possiblement du fait que les controverses sur l'interprétation du fascisme se produisent à la frontière de l'historiographie et de la mémoire collective. La double vocation des historiens comme scientifiques et producteurs de sens participant à la formation de la mémoire collective amène potentiellement des enjeux qu'une recherche objective sur le passé ne peut trancher. La recherche présentée ici vise à répondre à la question suivante : *quels sont les facteurs qui permettent d'expliquer le déclenchement, le déroulement, la clôture et le résultat des controverses mémorielles dans l'historiographie du fascisme ?*

Avant de présenter, au chapitre 2, les outils conceptuels permettant de répondre à ce questionnement, il importe de définir les termes de notre question. Dans un premier temps, nous présentons le développement de la réflexion en philosophie et en sociologie des sciences afin de mettre en lumière la trajectoire intellectuelle dans laquelle les controverses se sont imposées comme un objet d'étude privilégié des *science studies*. Nous proposons une définition du concept de controverse. Nous explorons ensuite les réflexions récentes en histoire sur la notion de mémoire afin de préciser le sens que nous lui attribuons et de mettre en garde contre une acception du concept qui reposerait sur une vision anthropomorphique des entités collectives. Nous présentons ensuite brièvement l'histoire des débats autour de la nature du fascisme. Un tel survol des études des fascismes depuis les années 1920 nous permet de démontrer la nature éminemment conflictuelle de la définition du fascisme. Ce caractère conflictuel lié à la définition du phénomène fasciste nous amène à privilégier une approche qui repose sur l'étude du cadrage et de la construction du concept de fascisme par les acteurs des controverses. Finalement, nous abordons la notion d'historiographie afin d'identifier un type de travaux historiques dont

⁴ De Felice énonce sa thèse dans *Rosso e nero* (De Felice & Chessa, 1995). Nous présentons de façon détaillée le déroulement de cette controverse au chapitre 3.

l'objet nous interpelle en premier lieu lorsque nous analysons les controverses mémorielles sur les fascismes.

1.1 Qu'est-ce qu'une controverse ?

Au cours des 50 dernières années, les controverses sont devenues un objet privilégié de l'étude des sciences et des technologies. Leur étude s'appuie sur le constat selon lequel, dans l'histoire des sciences, les désaccords sont nombreux et ne sont pas toujours tranchés par les données⁵. Dans cette section, nous introduisons la problématique de la sociologie des controverses en la situant dans la trajectoire de l'étude des sciences. Nous soutenons que les controverses sont un objet privilégié pour étudier les processus sociaux, cognitifs et intersubjectifs à travers lesquels se construit la connaissance reconnue comme valide au sein des champs scientifiques. Nous construisons une définition précise et originale du concept de controverse, à partir des apports de la littérature en sociologie des controverses. Nous complétons la section en situant les controverses mémorielles qui constituent notre objet par rapport à la typologie des controverses élaborée par Yves Gingras, qui situe ces conflits sur un continuum dont les pôles sont les controverses scientifiques et les controverses publiques.

La science, du point de vue du sens commun, est « un savoir qui a fait ses preuves », donnant lieu à des théories qui « sont tirées de façon rigoureuse des faits livrés par l'observation et l'expérience » (Chalmers, 1990, p. 21). Alan Chalmers qualifie la tradition philosophique qui sous-tend cette conception d'« inductivisme naïf »⁶. Selon cette conception, les désaccords entre les chercheurs surviennent principalement par rapport à l'inférence⁷. Quand ils surviennent, c'est par la récolte de données

⁵ L'idée que les données ne sont pas toujours suffisantes pour convaincre d'autres chercheurs et pour mettre un terme aux désaccords dans une communauté de recherche est au cœur de l'argumentaire de Thomas Kuhn dans *The Structure of Scientific Revolutions*. Le philosophe Willard Van Orman Quine a développé cette conception de la « sous-détermination de la théorie par les données » (Newton-Smith & Lukes, 1978), estimant que la « théorie peut quand même varier, bien que toutes les observations possibles soient fixes » (Quine, 1970, p. 179 ; traduction libre). Bourdieu résume l'idée de sous-détermination des théories par les données comme le fait que « les théories ne sont jamais complètement déterminées par les faits qu'elles invoquent et plusieurs théories peuvent toujours se réclamer des mêmes faits » (Bourdieu, 2001, p. 43).

⁶ Dans un même ordre d'idée, le sociologue des sciences Sergio Sismondo décrit la conception communément acceptée de la science dans les termes suivants : « science is a formal activity that creates and accumulates knowledge by directly confronting the natural world. That is, science makes progress because of its systematic method, and because that method allows the natural world to play a role in the evaluation of theories » (Sismondo, 2010, p. 1).

⁷ L'inférence consiste à généraliser « une série finie d'énoncés d'observation singuliers en une loi universelle », ce qui requiert un nombre d'observations suffisant, représentant une diversité de conditions d'observation et n'entrant

supplémentaires que les désaccords entre les chercheurs sont appelés à se résoudre, s'il n'en tient qu'à la conception inductiviste des sciences. Les désaccords sur l'interprétation théorique des résultats trouvent un terrain commun dans la recherche empirique. Comme le souligne Sergio Sismondo,

While the scientific method may be somewhat flexible and broad, and therefore may not level all differences, it appears to have a certain consistency: different scientists should perform an experiment similarly; scientists should be able to agree on important questions and considerations; and most importantly, different scientists considering the same evidence should accept and reject the same hypotheses. The result is that scientists can agree on truths about the natural world (Sismondo, 2010, p. 1).

Les grandes traditions théoriques en philosophie des sciences, du positivisme⁸ à l'empirisme logique⁹ et au falsificationnisme s'entendent sur le fait que les désaccords entre scientifiques sont solubles dans les données d'observation. Le falsificationnisme, ou rationalisme critique, développé par Karl Popper, est l'approche la plus sophistiquée parmi ces traditions. Dans *La logique de la découverte scientifique* (1973), Karl Popper soutient que la connaissance scientifique et la connaissance non-scientifique se distinguent

pas en contradiction avec le principe faisant l'objet d'une inférence (Chalmers, 1990, pp. 25-26). Ces conditions laissent place à l'interprétation : Il n'est pas possible de déterminer a priori le nombre d'énoncés d'observation suffisant pour procéder à une généralisation. De plus, l'étendue des conditions d'observation pertinente à la généralisation relève d'un certain arbitraire théorique propre à chaque objet d'étude. Finalement, lorsqu'un énoncé d'observation entre en contradiction avec la loi universelle proposée, il est toujours possible de recourir à une conception probabiliste de la causalité en lieu et place de lois générales à caractère déterministe (Chalmers, 1990, pp. 44-47).

⁸ Le positivisme est une tradition philosophique d'abord mise de l'avant par Auguste Comte. Inspiré par les travaux de Saint-Simon, Comte prônait le développement d'une pensée scientifique « positive », plus adaptée au stade historique émergent que constituait les sociétés industrielles que la pensée métaphysique propre aux sociétés légalistes et la pensée théologique propre aux sociétés militaristes (Hadden, 2009, pp. 27-30). La méthode positive que préconisait Comte était « fondée sur l'observation, l'expérimentation et l'établissement de lois ». Cette approche, développée en sciences de la nature, devait selon lui être adoptée dans l'ensemble des domaines de la connaissance, car « il existe une façon de penser, dite positive, qui a une validité universelle, aussi bien en politique qu'en astronomie » (Aron, 1967, p. 98).

⁹ L'empirisme logique, aussi appelé positivisme logique, a été développé par des philosophes associés au Cercle de Vienne tels que Rudolf Carnap et Otto Neurath. Dans un manifeste intitulé « La conception scientifique du monde » (Soulez, 1985), publié en 1929, Carnap, Neurath et Hans Hahn posent les bases d'une théorie « vérificationniste » de la connaissance scientifique, qui accorde la « primauté aux données sensorielles » en jugeant que « les données obtenues par les sens fournissent les fondations de notre connaissance du monde » (Gorton, 2006, p. 25). Bien que ce néopositivisme s'inspire davantage de David Hume que d'Auguste Comte (Ouelbani, 2006, pp. 8; 44-48), il partage avec le positiviste français son opposition à la pensée métaphysique, estimant que « les problèmes traditionnels de philosophie » sont voués à « être ramenés à des problèmes empiriques, grâce à l'analyse logique du langage » ce qui constituerait « la tâche de la philosophie » (Ouelbani, 2006, p. 14). Le positivisme logique a connu un important rayonnement grâce à la publication d'un article d'Albert E. Blumberg et d'Herbert Feigl (1931) dans le *Journal of Philosophy*.

par le principe de la falsifiabilité (Popper, 2002, p. 66)¹⁰. Critique du « vérificationnisme »¹¹ au cœur de l'empirisme logique, Popper propose que le caractère scientifique des théories ne repose pas sur une démonstration empirique de sa validité, qui ne sera jamais que provisoire, mais sur le caractère falsifiable des hypothèses auxquelles elle donne lieu¹². Il juge qu'il n'est pas possible d'appréhender le monde sans passer par la théorie¹³, mais que la théorie doit prévoir les mécanismes qui permettent de la mettre à l'épreuve empiriquement. Le rôle de la science consiste à énoncer des assertions significatives (*meaningful*) et à les mettre à l'épreuve.

Investir la communauté scientifique de la mission critique de tenter de réfuter les hypothèses falsifiables mises de l'avant par ses membres permet à Popper d'envisager la science comme une entreprise vouée au progrès. La conception progressiste de la science, telle qu'envisagée par le falsificationnisme, se décline ainsi :

La science commence par des problèmes, en rapport avec l'explication du comportement de certains aspects du monde ou de l'univers. Les hypothèses falsifiables sont proposées par le scientifique en tant qu'elles apportent des solutions au problème. Les conjectures sont ensuite critiquées et testées. Certaines seront rapidement éliminées. D'autres s'avéreront plus fructueuses. Ces dernières doivent être soumises à une critique encore plus serrée et à des tests. Lorsqu'une hypothèse qui a surmonté avec succès une batterie étendue de tests rigoureux se trouve falsifiée, un nouveau problème surgit, très éloigné il faut l'espérer du problème original résolu. Ce nouveau problème suscite la formulation de nouvelles

¹⁰ Pour qu'une hypothèse soit falsifiable, il faut que « la logique autorise l'existence d'un énoncé ou d'une série d'énoncés d'observation qui lui sont contradictoires, c'est-à-dire, qui la falsifieraient s'ils se révélaient vrais » (Chalmers, 1990, p. 76).

¹¹ Le vérificationnisme des philosophes du Cercle de Vienne est hérité de Wittgenstein (Ouelbani, 2006, p. 113). Il donne à la science le rôle de valider empiriquement des propositions. Ce dernier estime qu'« a du sens la proposition qu'on peut déclarer vraie ou fautive par confrontation avec la réalité ». Comprendre une proposition est revient donc à « connaître ses conditions de vérité » (Chauviré, 2022, p. 69). Réfutant la perspective inductive selon laquelle une assertion pourrait être vérifiée empiriquement, Popper affirme que « les théories [...] ne sont jamais vérifiables » (Popper, 2002, p. 18 ; traduction libre).

¹² Pour le falsificationnisme, la science est « un ensemble d'hypothèses visant à décrire avec précision ou à expliquer le comportement d'une partie du monde ou de l'univers » (Chalmers, 1990, p. 75). Le caractère falsifiable des hypothèses scientifiques est leur caractéristique distinctive, car « pour être empirique, une théorie doit être falsifiable » (Gattei, 2009, p. 32 ; traduction libre). Popper énonce ainsi les exigences pour qu'une théorie ait un caractère scientifique : « I shall not require of a scientific system that it shall be capable of being singled out, once and for all, in a positive sense; but I shall require that its logical form shall be such that it can be singled out, by means of empirical tests, in a negative sense: *it must be possible for an empirical scientific system to be refuted by experience* » (Popper, 2002, p. 18)

¹³ Selon Popper, « Our experiences are theory laden: theory informs all actions and decisions, and these cannot be justified. Experience and access to reality remain problematic, but it is possible to learn from it all the same » (Gattei, 2009, p. 3).

hypothèses, que suit un renouvellement de la critique et de l'expérimentation. Et le processus se poursuit ainsi indéfiniment (Chalmers, 1990, p. 84)¹⁴.

Le falsificationnisme a pour conséquence le caractère perpétuellement provisoire de la connaissance scientifique. Ainsi,

On ne peut jamais dire d'une théorie qu'elle est vraie, même si elle a surmonté victorieusement des tests rigoureux, mais on peut heureusement dire qu'une théorie actuelle est supérieure à celles qui l'ont précédée au sens où elle est capable de résister à des tests qui avaient falsifié celles qui l'ont précédée (Chalmers, 1990, pp. 84-85).

Pour Popper, la connaissance ne résulte pas de dynamiques sociales. Le savoir scientifique est épuré par les données elles-mêmes. En présentant leur thèse selon une forme comportant la logique de leur réfutation potentielle, les scientifiques abandonneraient à l'expérience la validité de leurs théories. Comme l'inductivisme naïf, le positivisme et l'empirisme logique, le rationalisme critique de Popper attribue aux données le rôle d'arbitre dans les désaccords entre scientifiques. Pour la philosophie des sciences, les controverses apparaissent ainsi comme le résultat d'une insuffisance de données d'observation, lesquelles sont nécessaires pour clore le débat.

L'histoire des sciences comporte pourtant nombre de cas où la démonstration empirique n'a pas permis de résoudre des controverses¹⁵. Pour les sociologues de la connaissance scientifique, il en résulte qu'il y a de bonnes raisons de croire que des facteurs sociaux sont à l'œuvre¹⁶.

¹⁴ Sur la conception poppérienne de la démarche scientifique, voir Gorton (2006, p. 52).

¹⁵ L'histoire des sciences humaines offre de bons exemples en ce sens, dans la mesure où la nature des données mobilisées donne souvent lieu à interprétation, ce qui en fait un critère peu fiable pour trancher les débats. À ce sujet, voir les controverses présentées dans Gingras (2014c).

¹⁶ Samir Okasha résume ainsi la position des tenants du « programme fort » : « Advocates of the “strong programme” in the sociology of knowledge have argued that, because scientific theories are “underdetermined” by data, sociological factors must be invoked to explain why scientists believe the theories they do » (Okasha, 2000, p. 283). Selon Dominique Pestre, la sociologie de la connaissance scientifique traite les controverses et les désaccords « comme des outils permettant de miner la validité philosophique et épistémologique des positionnements scientifiques. On insiste donc sur la malléabilité du réel, sur l'extraordinaire variété des constructions possibles » (Pestre, 2006, p. 27).

L'idée que la connaissance soit sujette à une forme ou une autre de déterminisme social est au cœur du projet sociologique¹⁷. La théorie marxiste de l'idéologie, la théorie durkheimienne de la religion et la sociologie de la connaissance développée par Karl Mannheim sont quelques manifestations de théories de la connaissance ancrée dans les facteurs sociaux (Gingras, 2013b, pp. 87-88)¹⁸.

Cependant, la sociologie des sciences, d'abord développée par Robert K. Merton (Fournier, 2015, p. 213)¹⁹, a placé la production scientifique à l'abri du regard sociologique²⁰ en mettant l'accent sur les institutions et l'éthos qui encadrent le travail scientifique²¹. Les travaux de Merton développent une réflexion sur l'encadrement institutionnel du travail scientifique, mais ils laissent intacte l'autonomie de la connaissance

¹⁷ Marcel Fournier affirme en ce sens : « L'idée que la science est un phénomène social est aussi vieille que la sociologie, comme on peut le voir chez Auguste Comte ou Émile Durkheim. L'un des objectifs de la sociologie comme nouvelle discipline est précisément, pour Durkheim, d'élaborer une nouvelle théorie de la connaissance, selon laquelle les concepts sont des représentations collectives » (Fournier, 2015, p. 212).

¹⁸ La théorie de l'idéologie de Marx attribue la croyance à des idées fausses à un biais inhérent à la position sociale des acteurs en position dominante. Les travaux de Karl Mannheim constituent une avancée par rapport à ceux de Marx à ce sujet en offrant une véritable théorie sociologique de la connaissance, laquelle ne se limite pas aux idées fausses. Comme le souligne Massimiano Bucchi : « For Mannheim, ideology was not necessarily a 'false consciousness'; rather, it was a mode of thought related to the position of an individual or a group within society (by which he meant that they belonged not only to a social class in the Marxian sense but also to a certain social group, or even to a certain generation) » (Bucchi, 2004, pp. 15-16)..

¹⁹ Bien que la sociologie se soit intéressée assez tôt à la connaissance et aux idées, la science en tant que telle est arrivée tard au sein de ses objets d'étude (Bucchi, 2004, p. 14). Le travail de Merton (1957, 1973b) a été au cœur du développement d'une sociologie des sciences.

²⁰ D'une certaine façon, Merton s'inscrit en continuité avec Mannheim à cet égard, en attribuant un statut privilégié à la connaissance scientifique, laquelle serait exempte d'influences sociales. Marcel Fournier affirme que Mannheim « associe la connaissance et l'idéologie, mais considère que les intellectuels n'appartiennent à aucune classe sociale et exclut de son champ d'analyse les connaissances scientifiques » (Fournier, 2015, pp. 212-213). Sur le statut de la connaissance scientifique chez Mannheim, voir Bucchi (2004, pp. 15-16).

²¹ Bourdieu affirme : « la sociologie de la science mertonienne substitue à la sociologie de la connaissance à la Mannheim une sociologie des chercheurs et des institutions scientifiques conçue dans une perspective structuro-fonctionnaliste » (Bourdieu, 2001, p. 26). La sociologie des sciences de Merton a notamment pour objectif d'identifier « les éléments de base qui forment un système de normes institutionnalisées et intériorisées par les chercheurs », car ce sont ces normes qui « constituent un système fonctionnel qui assure la production de connaissances objectives » (Gingras, 2013b, p. 53). L'éthos scientifique se décline en quatre « impératifs institutionnels », soient l'universalisme, le communisme, le désintéressement et le scepticisme organisé (Gingras, 2013b, pp. 54-55; Merton, 1973a, p. 270).

scientifique par rapport aux dynamiques sociales²². Les controverses n'étaient pas un objet privilégié de la sociologie des sciences inspirée par Merton²³.

Dans les années 1970, une nouvelle sociologie des sciences se développe en opposition à celle de Merton et à la sociologie de la connaissance de Mannheim (Bourdieu, 2001, pp. 22-23). Elle juge que le sociologue structuro-fonctionnaliste a trop mis l'accent sur les institutions qui encadrent la pratique scientifique et pas assez sur la connaissance que celle-ci produit²⁴. Cette nouvelle sociologie de la connaissance scientifique revendique l'héritage des travaux de Thomas Kuhn en histoire des sciences, lequel avait déjà fait le constat que « les règles de la méthode scientifique telles que les explicitent les logiciens ne correspondent pas à la réalité des pratiques » (Bourdieu, 2001, p. 35)²⁵.

Observant que les chercheurs pouvaient admettre un certain nombre d'observations dont une théorie est incapable de rendre compte avant de l'abandonner au profit d'une autre (Worrall, 2003, p. 69), Kuhn

²² Dans « *Priorities in Scientific Discovery* », Merton élabore sur le « système de récompenses » (*reward system*) qui incite les scientifiques à adopter l'éthos scientifique et à poursuivre la quête de connaissance au cœur de la pratique scientifique (Merton, 1957). Bourdieu formule une sévère critique de l'approche de Merton par rapport au système de récompense de la science, qui constituerait une justification de la hiérarchie dans le monde scientifique « en montrant scientifiquement que la distribution des prix et des récompenses est conforme à la justice scientifique puisque le monde scientifique proportionne les récompenses scientifiques aux mérites scientifiques des savants » (Bourdieu, 2001, pp. 32-33).

²³ Bourdieu affirme en ce sens que l'approche de Merton « ne fait pas la moindre référence à la manière dont les conflits scientifiques sont réglés » (Bourdieu, 2001, p. 30). Celle-ci met plutôt l'accent sur un autre type de conflits entre scientifiques : les querelles de priorité (Merton, 1957). Les querelles de priorité ont pour but de « déterminer qui, de plusieurs savants prétendant à une découverte donnée, doit en être crédité » (Vinck, 1995, p. 27). Ces querelles seraient le résultat du « système de récompenses » sur lequel repose la science en tant que pratique institutionnalisée (Merton, 1968).

²⁴ Plus qu'un désaccord sur la nature du travail scientifique, l'opposition entre sociologie mertonienne des sciences et sociologie de la connaissance scientifique résulte des champs d'intérêt distincts des chercheurs associés à chaque tradition (Panofsky, 2010, pp. 149-150). Panofsky affirme : « Merton and his associates were concerned with identifying the institutionalized features of science that distinguish and separate it from other spheres of social life and that endow it with the capacities to generate reliable knowledge regularly » (Panofsky, 2010, p. 141). En somme, « the studies by Merton and his colleagues were therefore mainly concerned with the organizational and functional aspects of science as an institution capable of self regulation » (Bucchi, 2004, p. 16). Sur les visées de la théorie de Merton, voir Gingras (2013b, p. 58).

²⁵ Kuhn juge que la vision des sciences mise de l'avant par Popper correspondait à des moments très singulier dans l'histoire des sciences, c'est-à-dire les révolutions scientifiques (Worrall, 2003, p. 65). Kuhn affirme : « I suggest then that Sir Karl has characterized the entire scientific enterprise in terms that apply only to its occasional revolutionary parts » (Kuhn, 1970, p. 6). Les travaux de Kuhn ont donné lieu à une controverse, lors de l'International Colloquium in the Philosophy of Science, qui a opposé ce dernier à Popper et à laquelle plusieurs importants philosophes des sciences ont participé. Les contributions au colloque ont été publiées dans Lakatos et Musgrave (1970). Sur la controverse Popper-Kuhn, voir Worrall (2003).

utilise le concept de paradigme²⁶ pour qualifier l'univers intellectuel au sein duquel les scientifiques puisent leurs questionnements et les solutions qu'ils y trouvent. Les paradigmes sont des

accepted examples of actual scientific practice – examples which include law, theory, application, and instrumentation together – provide models from which spring particular coherent traditions of scientific research (Kuhn, 2012, p. 11)²⁷.

Dans les travaux de Kuhn, « le paradigme est l'équivalent d'un langage ou d'une culture : il détermine les questions qui peuvent être posées et celles qui sont exclues, le pensable et l'impensable » (Bourdieu, 2001, p. 35)²⁸. Kuhn expose ainsi l'idée selon laquelle « il n'y a pas de corps de connaissance, ici un paradigme, sans support social, sans une communauté ou un groupe de scientifiques pourvus de leurs modes d'apprentissage et de leurs dogmes propres » (Fournier, 2015, p. 214). Selon Yves Gingras, le concept de paradigme, « qui regroupe à la fois des composantes cognitives et sociales, Kuhn ouvrait la voie à une lecture plus explicitement sociologique de l'histoire des sciences » (Gingras, 2013a, p. 95).

Selon Kuhn, la majeure partie du travail scientifique ne correspond pas au travail critique de réfutation propre aux révolutions scientifiques. Il s'inscrit plutôt dans la « science normale », à travers laquelle les scientifiques cherchent à résoudre des « puzzles » qu'ils dérivent des paradigmes au sein desquels ils travaillent²⁹. La science normale consiste en

la pratique habituelle du scientifique qui cherche à étendre le champ d'application du paradigme, lequel fixe le cadre théorique général, les méthodes, techniques et arguments

²⁶ En 1969, Kuhn affirme : « The paradigm as shared example is the central element of what I now take to be the most novel and least understood aspect of this book » (Kuhn, 2012, p. 186). Il délaisse toutefois le concept de paradigme dans ses travaux subséquents (Hacking, 2012, p. xviii).

²⁷ Bourdieu résume ainsi le raisonnement de Kuhn sur le rôle des paradigmes dans la science normale : « les activités de résolution d'énigmes (« puzzle-solving ») de la « science normale » s'appuient sur un paradigme communément accepté qui définit entre autres choses, de manière relativement indiscutée, ce qui peut valoir comme une solution correcte ou incorrecte » (Bourdieu, 2001, p. 38).

²⁸ Machamer affirme en ce sens : « Facts, or the experiences that give rise to assertions of or about them, involve interpretation and, thereby, a certain degree of cognitive or social construction. Even the identification of what is to be explained is subject to various cognitive and social processes » (Machamer, Pera, & Baltas, 2000, pp. 7-8).

²⁹ Bourdieu résume ainsi la pensée de Kuhn : « Comme en d'autres professions, les scientifiques tiennent pour acquis que les théories et les méthodes existantes sont valables et ils les utilisent pour leurs besoins. Ils travaillent non à la découverte de théories nouvelles, mais à la solution de problèmes concrets, considérés comme des énigmes (puzzles) » (Bourdieu, 2001, p. 35).

jugés légitimes par la communauté scientifique et qui sont incarnés par des exemples typiques qui servent de modèle (Gingras, 2013a, pp. 95-96).

Quand le paradigme sur lequel s'appuie leurs recherches échoue à rendre compte des observations faites par les chercheurs, ces derniers ne l'abandonnent pas immédiatement. Ils tentent d'abord de lui apporter les modifications nécessaires afin qu'il soit plus conforme aux données d'observation. Pour qu'un paradigme soit remplacé, il faut non seulement qu'un nombre important d'observations entrent en contradiction avec lui, mais aussi qu'un paradigme plus à même de rendre compte des données d'observation existantes soit disponible. Ce n'est que dans ces conditions, selon Kuhn, qu'une révolution scientifique survient.

La structuration du travail scientifique par des paradigmes ouvre la porte à des influences sociales dans l'adhésion aux théories scientifiques par les chercheurs. Yves Gingras résume ainsi le raisonnement de Kuhn :

Le caractère incommensurable des paradigmes qui s'opposent ne permet pas, selon Kuhn, un choix fondé sur les seules données scientifiques comme le voulait la tradition positiviste alors dominante. En l'absence de raisons « internes » décisives, les conditions sociales ou idéologiques du moment peuvent favoriser un paradigme plutôt qu'un autre. En somme, la crise ouvre la porte aux influences « externes » alors que la science normale suit les règles « internes » de la science (Gingras, 2013a, p. 97).

Les sociologues des sciences David Bloor et Harry Collins³⁰ ont accueilli favorablement la thèse de Kuhn comme une invitation à s'intéresser à la *pratique* scientifique, remettant en cause les perspectives héritées de la philosophie des sciences quant à ce que *devrait* être la logique du développement de la connaissance scientifique. Alors que Kuhn remettait en question la logique de concurrence des théories scientifiques en montrant que les chercheurs pratiquant la « science normale » travaillaient à l'intérieur d'un même paradigme plutôt que comme juge impartial vis-à-vis de chacun d'entre eux, les sociologues des sciences

³⁰ Harry Collins débute ses recherches en sociologie des sciences avec des travaux sur le problème de la réplication des expériences en sciences expérimentales. Dans « The Seven Sexes: A Study in the Sociology of a Phenomenon, or the Replication of Experiments in Physics » (Collins, 1975), il montre que les paramètres de réplication des expériences font l'objet de négociation dans l'étude des ondes gravitationnelles par les physiciens. L'année suivant la publication de l'article de Collins, David Bloor revendique un « programme fort » en sociologie de la connaissance en répondant par l'affirmative à ce qu'il voit comme le questionnement fondamental du champ : « Can the sociology of knowledge investigate and explain the very content and nature of scientific knowledge? » (Bloor, 1976, p. 1).

ont entrepris de montrer que le contenu de la connaissance scientifique résultait en partie de facteurs sociaux :

La séparation jusque-là généralement admise par les philosophes des sciences entre facteurs internes et externes de développement devient moins nette avec Kuhn qui laisse entrevoir comment la sociologie pourrait aussi s'intéresser aux contenus conceptuels des sciences et non plus se limiter aux contextes institutionnels orientant le choix des objets de recherche, comme le faisait jusque-là la sociologie des sciences d'inspiration mertonienne. En ce sens, et bien que le modèle de Kuhn demeure essentiellement internaliste (les crises étant principalement impulsées par le développement de la science normale régie par un paradigme et non par le contexte social ou politique), l'association entre une communauté (sociale) et un paradigme (cognitif) a ouvert la voie à une nouvelle réflexion sur les liens entre contexte social et contenu scientifique (Gingras, 2013a, p. 97).

C'est au sein de cette sociologie de la connaissance scientifique³¹ qu'apparaît la problématique des controverses scientifiques, lesquelles ne sont pas réductibles à un examen empirique des théories scientifiques. Pour Aaron Panofsky, la sociologie de la connaissance scientifique suppose un déplacement de la réflexion du « pourquoi » des « actions et de la culture des scientifiques » au « comment » des « pratiques de construction de la connaissance des scientifiques » (Panofsky, 2010, p. 149)³².

L'étude des controverses est devenue un objet central des *science studies* avec l'avènement du « programme fort de la sociologie des sciences », mis de l'avant par David Bloor (1976), et du « programme empirique du relativisme », proposé par Harry Collins (1981). L'approche de Bloor « s'appuie sur Wittgenstein pour fonder une théorie de la science selon laquelle la rationalité, l'objectivité et la vérité

³¹ La sociologie de la connaissance scientifique s'est largement développée autour de l'École d'Édimbourg, dont la figure centrale est David Bloor, fondateur du « programme fort » (Bloor, 1976). Ses collègues Barry Barnes (Barnes, 1974, 1979, 1982) et Steven Shapin (Barnes & Shapin, 1979; Shapin, 1982) ont aussi publié certaines des contributions majeures de l'École d'Édimbourg. Harry Collins (1975, 1981, 1985; Collins & Pinch, 1993) et ses collègues de l'École de Bath (Gooding, 1990) ont adhéré au programme, mais en ont radicalisé le relativisme, déplaçant du même coup l'étude de la pratique scientifique d'un questionnement macrosocial à une étude microsociale du travail en laboratoire (Fournier, 2015, p. 214). Selon Bourdieu, « Collins et l'école de Bath mettent l'accent moins sur la relation entre les intérêts et les préférences que sur le processus d'interaction entre les savants dans et par lesquels se forment les croyances ou, plus précisément, sur les controverses scientifiques et sur les méthodes non-rationnelles qui sont employées pour les trancher » (Bourdieu, 2001, p. 44). Sur l'École de Bath, voir Bucchi (2004, pp. 66-70). L'appellation sociologie de la connaissance scientifique n'est pas anodine : elle reflète la rupture que les chercheurs associés au Science Studies Unit of Edinburgh souhaitent opérer vis-à-vis de l'approche institutionnelle inspirée par les travaux de Merton en ouvrant la « boîte noire » de la connaissance scientifique (Bucchi, 2004, p. 42; Panofsky, 2010, p. 149).

³² Traduction libre.

sont des normes socio-culturelles locales, des conventions adoptées et imposées par des groupes particuliers » (Bourdieu, 2001, p. 41). Dans *Knowledge and Social Imagery*, Bloor met de l'avant les principes qui devraient guider la sociologie de la connaissance scientifique afin d'« incarner les mêmes valeurs qui sont tenues pour acquis dans d'autres disciplines scientifiques »³³ :

1 It would be causal, that is, concerned with the conditions which bring about belief or states of knowledge. Naturally there will be other types of causes apart from social ones which will cooperate in bringing about belief.

2 It would be impartial with respect to truth and falsity, rationality or irrationality, success or failure. Both sides of these dichotomies will require explanation.

3 It would be symmetrical in its style of explanation. The same types of cause would explain, say, true and false beliefs.

4 It would be reflexive³⁴. In principle its patterns of explanation would have to be applicable to sociology itself. Like the requirement of symmetry this is a response to the need to seek for general explanations. It is an obvious requirement of principle because otherwise sociology would be a standing refutation of its own theories (Bloor, 1991, p. 7)³⁵.

Les travaux en sociologie de la connaissance scientifique montrent, à travers l'étude des controverses, que « le consensus est fondamentalement fragile, que nombre de controverses s'achèvent sans avoir été tranchées par les seuls faits et que les champs scientifiques stables comportent toujours des mécontents qui attribuent le consensus au seul conformisme social » (Bourdieu, 2001, p. 44). Par ailleurs, les travaux venant de l'École d'Édimbourg et de l'École de Bath

insistent sur le fait que les données expérimentales ne suffisent pas par elles-mêmes à déterminer dans quelle mesure une expérience vaut pour valider ou invalider une théorie et que ce sont les négociations au sein d'un noyau central (*core set*) de chercheurs intéressés qui déterminent si une controverse est close. Ces négociations dépendent pour une bonne part de jugements sur des questions d'honnêteté personnelle, de compétence technique, d'appartenance institutionnelle, de style de présentation et de nationalité. Bref, le falsificationnisme popperien donne une image idéalisée des solutions apportées par le *core set* de savants au cours de leurs disputes (Bourdieu, 2001, pp. 45-46).

³³ Traduction libre.

³⁴ Gingras souligne qu'en sociologie de la connaissance scientifique, « le principe de réflexivité ne joue en fait aucun rôle dans les études de cas et n'a été vraiment pris au sérieux que par Woolgar et Ashmore qui ont ainsi été amenés à étudier davantage la sociologie des sciences et ses pratiques d'écriture que les sciences elles-mêmes » (Gingras, 2000, pp. 239-240).

³⁵ Sur les principes revendiqués par le « programme fort », voir Pestre (2006, pp. 14-17). Sur le « programme fort et son héritage, voir Gingras (2013a, pp. 105-107). Pour une critique de certaines incohérences entre la conception programmatique du « programme fort » énoncée par Bloor et les pratiques de recherche des chercheurs qui s'en revendiquent, voir Gingras (2000).

La sociologie de la connaissance scientifique a fait l'objet de critiques sévères. Elle a toutefois le mérite d'avoir mis le concept de controverse au centre des *science studies*. Il n'est pas nécessaire d'adopter une posture relativiste sur le plan épistémologique pour juger utile de procéder à l'analyse sociologique des controverses scientifiques. Les études présentées par Gingras (2014c) constituent de bons exemples d'analyses de controverses, dans des disciplines appartenant aux sciences humaines, qui portent attention à la fois aux phénomènes sociaux qui traversent et par lesquels s'institutionnalisent les champs scientifiques et au caractère plus ou moins convaincant de l'argumentaire et de la démonstration empirique mobilisés par les acteurs des controverses.

L'étude des controverses s'appuie sur le refus de prendre parti dans les débats étudiés, en prenant en compte une pluralité de facteurs susceptibles d'expliquer le déclenchement, le déroulement et le résultat des controverses. Ces facteurs ne sont pas strictement liés aux idées qui sont défendues, à la méthode scientifique ou à la démonstration empirique. L'étude des controverses suppose que la science est une pratique sociale et qu'elle comporte des dynamiques spécifiques résultant des interactions entre les acteurs qui y sont impliqués.

L'étude des controverses telle que nous l'envisageons suppose l'imbrication du travail scientifique dans un réseau complexe de relations sociales³⁶. Ce réseau donne lieu à une culture composée de traditions et de normes, mais aussi à des rapports de force. Les acteurs des controverses naviguent entre ces traditions et ces normes dans le but de tirer leur épingle du jeu dans un milieu marqué par des relations de pouvoir.

L'étude sociologique des controverses permet de reconstruire le processus par lequel les chercheurs au sein d'un champ scientifique sont arrivés à un consensus sur la validité de certaines connaissances souvent prises pour acquies (Bucchi, 2004, p. 67). Les controverses servent de « points d'appui pour étudier la science en train de se faire ». Car, comme le souligne Mathieu Bera, « c'est dans et par la controverse que la science se construit, que les disciplines s'affirment, que les savoirs se stabilisent, que les auteurs se posent et s'imposent » (Bera, 2012, p. 85). Ainsi,

Tout comme l'étude de la déviance permet de mettre en évidence des règles sociétales souvent implicites et surtout invisibles en temps normal, de même les controverses scientifiques rendent visibles la dynamique sociale des échanges entre scientifiques et les

³⁶ Machamer souligne en ce sens : « scientists working with a theory and belonging to an experimental tradition do not cease to be part of broader social and cultural contexts » (Machamer et al., 2000, p. 10).

règles qu'ils tiennent souvent pour acquises sans toutefois toujours les appliquer (Gauthier & Gingras, 2015, p. 64).

Les lectures philosophiques des controverses tendent à exagérer le caractère décisif des données dans le règlement de ces conflits. Les spécialistes des champs impliqués dans les controverses surestiment aussi le rôle de la validité des thèses aujourd'hui acceptées dans leurs comptes-rendus, lesquels présentent souvent l'histoire de leur champ comme le triomphe légitime des perspectives qui font consensus aujourd'hui. La sociologie des controverses n'a pas à trancher sur la validité des thèses qui font l'objet de débat dans les disciplines concernées³⁷, mais elle permet de nuancer la lecture des controverses qui en résulte en inscrivant l'argumentaire et la démonstration auxquelles se livrent les chercheurs dans le contexte des dynamiques sociales qui conditionnent leur travail. Comme le souligne avec justesse Sergio Sismondo, le sens à attribuer aux données dépend d'un contexte culturel spécifique dont la sociologie des sciences peut faire son objet. Ainsi,

When controversy studies work well, then, they show how evidence is tied to its local culture and contexts. By itself, some piece of data has no meaning. Data is only given meaning – as evidence – by the people who make use of it. Studies of scientific controversies show how people can give meaning to information and how they sometimes convince members of a community to agree with that meaning. They show how knowledge is built by a process of bootstrapping, but not that knowledge is groundless (Sismondo, 2010, p. 133).

Les controverses sont des moments privilégiés de l'histoire des sciences qui permettent aux chercheurs d'accéder à des idées qui ne sont pas toujours explicitées ailleurs :

In the midst of a controversy, participants often make claims about the stakes, strategies, weaknesses, and resources of their opponents. Therefore, researchers in STS have access to a wider array of information when they look at periods of active controversy than when they look at periods after controversies have been resolved (Sismondo, 2010, p. 125).

L'analyse des controverses permet donc d'étudier « la science telle qu'elle se fait » en remettant au-devant de la scène les processus que la philosophie des sciences et les autoreprésentations disciplinaires

³⁷ Sergio Sismondo affirme que les « controversy studies are intended to show that there is no decisive evidence for or against scientific claims, that there is no agreed-upon formula that inexorably leads to one answer over the other » (Sismondo, 2010, pp. 132-133). Cette façon d'envisager l'étude des controverses en partant de l'idée qu'aucun niveau d'évidence ne saurait être décisif est problématique à nos yeux. Plutôt, il nous semble que le rôle attribué aux données dans la résolution des controverses est une question qui ne peut se résoudre que par l'étude empirique dans le cadre d'une controverse donnée, et non au niveau théorique, comme un a priori à l'observation de cas spécifiques.

confinent généralement aux coulisses de l'histoire des sciences. Elle met en évidence les arguments et les démonstrations mises de l'avant par les divers acteurs en présence, lesquels peuvent être traités comme des causes, au même titre que les dynamiques sociales qui traversent le champ scientifique, du déclenchement, du déroulement et de la résolution des controverses.

Qu'est-ce qui caractérise les controverses ? Dans le cadre de cette thèse, nous définissons les controverses à travers quatre dimensions : le conflit (Gauthier & Gingras, 2015, p. 63), le moyen à travers lequel il se manifeste, c'est-à-dire le langage (Raynaud, 2003), le rôle du public comme arbitre du conflit (Lemieux, 2007, p. 196) et l'objet du conflit, qui inclut à la fois certaines thèses mises de l'avant par au moins un des participants et la procédure devant mener à la résolution du conflit (Dascal & Boantz, 2011, p. 4). Une controverse constitue donc, pour nous, *un conflit, arbitré par le public, déployé à travers le langage dans le cadre d'une joute argumentaire et rhétorique*³⁸, dont l'objet est entre autres la procédure de résolution du conflit en question.

Yves Gingras distingue deux types de controverses : « 1) les controverses scientifiques ou savantes proprement dites et 2) les controverses publiques, lesquelles peuvent inclure des éléments scientifiques, et même interférer avec des controverses scientifiques, mais débordent du champ scientifique et font intervenir d'autres acteurs sociaux aux intérêts et aux formations diverses » (Gingras, 2014c, p. 9).

Les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes correspondent généralement à ce que Gingras qualifie de controverses publiques. Elles se déroulent généralement devant un public qui déborde du cercle des spécialistes, puisque l'idée même que l'interprétation des fascismes relève de la seule communauté des historiens est elle-même un objet de contestation. Le tracé des frontières de l'espace où se déroulent ces controverses est l'un des objets débattus.

Ayant défini le concept de controverse, nous devons maintenant nous tourner vers une autre question de définition : quelles sont les caractéristiques spécifiques des controverses *mémorielles* ? Pour répondre à

³⁸ Yves Gingras distingue une approche argumentative et une approche rhétorique de la sociologie des sciences. Selon lui, « alors que l'analyse rhétorique se concentre le plus souvent sur la forme du discours (les tropes) et donc sur l'individu, l'approche argumentative insiste sur le caractère dialogique et donc social des échanges, lesquels supposent toujours la présence, même virtuelle, d'une audience » (Gingras, 2013b, p. 118). Si Gingras prend le parti de l'approche argumentative, nous estimons utile d'observer les controverses à partir des deux perspectives, que nous croyons complémentaires.

cette question, il est nécessaire de se pencher sur la nature de la mémoire. C'est ce que nous faisons dans la prochaine section.

1.2 La mémoire et les controverses mémorielles

Nous avons présenté une définition opératoire du concept de controverse. Il y a maintenant lieu de se demander : quelle est la nature spécifique des controverses *mémorielles* ? Définir ces dernières implique de réfléchir à la notion de mémoire. Depuis les années 1980, le concept de mémoire a connu une diffusion importante. La multiplication des enjeux présentés par certains comme relevant de la mémoire d'un groupe ou d'un autre a amené plusieurs historiens à se questionner sur la nature de la mémoire collective. Ceux-ci ont procédé à une distinction conceptuelle entre la mémoire et l'histoire. Ils ont ainsi mis en lumière l'imbrication étroite de la discipline historique et de la mémoire collective. Ils ont par ailleurs identifié une tension entre ces deux dimensions de notre regard sur le passé. Cette tension tient ses origines du sujet de la mémoire et du public auquel elle est destinée, lesquels ont une portée plus limitée que l'histoire.

Dans cette section, nous présentons brièvement les travaux d'historiens ayant pour objet la mémoire. Nous nous demandons : dans quelle mesure le concept de mémoire permet-il de rendre compte des controverses entourant l'interprétation des fascismes qui ont eu cours depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Faisant un détour par les travaux de Max Weber, nous soutenons que le concept est utile à notre démarche, à condition d'en évacuer la dimension anthropomorphique et de mettre l'accent sur le rôle des acteurs sociaux, ce que nous ferons avec le concept d'entrepreneur mémoriel.

Si la distinction entre mémoire et histoire est au cœur des travaux de plusieurs historiens contemporains, cette problématique remonte au moins au début du XXe siècle (Halbwachs, 1968). Comme le montre Reinhart Koselleck, une distinction entre deux visions du passé s'opérait déjà depuis plus d'un siècle : l'une, plus ancienne, présentait le passé comme une répétition d'événements desquels il fallait puiser des exemples et des leçons pour le présent ; l'autre, dont l'historicisme allemand serait le principal représentant jusqu'à l'institutionnalisation des départements d'histoire dans les universités, mettait en évidence la singularité de chaque événement et de l'époque dans laquelle il s'inscrit (Koselleck, 1985). La formation d'une discipline historique universitaire, avec ses procédures méthodologiques, cristallise la distinction entre ces deux types de regard sur le passé. Le XXe siècle est le théâtre d'événements qui favorisent le développement des pratiques mémorielles, alors même que l'institutionnalisation d'une

histoire « scientifique » élargit le fossé entre ces perspectives. La violence subie par des dizaines de millions de personnes entraîne un sentiment d'urgence de raconter leur expérience chez les protagonistes et témoins, tandis que s'opère la séparation entre ce qui relève de l'expérience vécue et ce qui constitue un récit objectif à propos de celle-ci. Selon Francisco Naishtat,

Certain facts of the 19th and 20th centuries – what we may call *catastrophes* or *historical traumatic events*, for lack of better terms – produced a wide gap between narrative historiography, and the historiography of memory and testimony. Consequently, there has been a turn in contemporary historiography characterized by a refocalization around the tension between memory and history. This counterpoint between memory and history has remained neglected in the common ground of historiographic space under an implicit consensus that states that memory does not actually belong to history but, at best, to its antechamber (Naishtat, 2011).

En quoi la mémoire se distingue-t-elle de l'histoire selon les chercheurs ? Avant de mettre de l'avant leurs différences, il importe de noter les points de convergence qui font de la mémoire et de l'histoire des concepts appartenant à un même univers intellectuel. Si certains jugent que la mémoire et l'histoire s'opposent en tout point (Nora, 1997, p. 24), c'est parce qu'elles se rejoignent d'une certaine façon qu'il est pertinent de les distinguer. L'historien Enzo Traverso note que, « au même titre que la mémoire, l'écriture de l'histoire est une modalité d'élaboration du passé » (Traverso, 2011, p. 251). C'est donc dire que l'histoire et la mémoire partagent le même objet, le passé, et qu'elles en font quelque chose qui n'est pas différent en substance : elles élaborent le passé pour en faire des représentations. Leurs façons de représenter le passé diffèrent en partie, mais elles se recoupent : l'écriture de récits et d'analyses du passé n'est exclusive ni à l'une ni à l'autre. Les débats et les enjeux soulevés par le développement de l'histoire orale se trouvent à la frontière entre ces deux univers³⁹. La distinction ne peut s'appuyer, par exemple, sur l'idée que la mémoire serait narrative vis-à-vis d'une histoire plus analytique : les écrits de Primo Levi sur son expérience à Auschwitz traitent autant des processus causaux que les travaux d'historiens sur le sujet (Levi, 1988).

Leurs similitudes ne devraient toutefois pas nous empêcher de distinguer, ne serait-ce que conceptuellement, l'histoire et la mémoire. Contrastant mémoire et histoire, Pierre Nora insiste d'abord sur le caractère organique et ancré dans le présent de la première. Selon lui,

³⁹ Sur la relation entre histoire orale et mémoire publique, voir Grele et Terkel (1991); Hamilton et Shopes (2008).

La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptible de longues latences et de soudaines revitalisations. L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus. La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel; l'histoire, une représentation du passé (Nora, 1997, pp. 24-25).

Parce qu'elle est ancrée dans le présent, la mémoire est vulnérable aux perspectives trompeuses et aux refoulements, pour reprendre le langage de Rousso (1990, p. 10). Nora ajoute :

Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que des détails qui la confortent; elle se nourrit de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensibles à tous les transferts, écrans, censure ou projections. L'histoire, parce que opération intellectuelle et laïcisante, appelle analyse et discours critique (Nora, 1997, pp. 24-25).

Traverso abonde dans le même sens, affirmant que « La mémoire est un ensemble de souvenirs individuels et de représentations collectives du passé. L'histoire, quant à elle, est un discours critique sur le passé : une reconstitution des faits et des événements écoulés visant leur examen contextuel et leur interprétation » (Traverso, 2011, p. 252). Dans les faits, toutefois, Traverso considère qu'histoire et mémoire sont plus difficiles à distinguer qu'en théorie. Si la mémoire partage certaines caractéristiques avec l'histoire, c'est que la distinction entre les deux vient d'un processus d'autonomisation de l'histoire comme discipline scientifique. Traverso considère que l'histoire vient de la mémoire, tout en faisant un retour critique sur celle-ci. Ainsi,

On peut sans doute reconnaître à la mémoire un caractère matriciel bien antérieur à la prétention de l'histoire à devenir une science. Se concevant comme un récit objectif du passé élaboré selon des règles, l'histoire s'est émancipée de la mémoire, tantôt en la rejetant comme un obstacle (les souvenirs éphémères et trompeurs soigneusement écartés par les fétichistes de l'archive), tantôt en lui attribuant un statut de source susceptible d'être exploitée avec la rigueur et la distance critique propres à tout travail scientifique. (Traverso, 2011, p. 252).

Yerushalmi note aussi la porosité des frontières entre l'histoire et la mémoire tout en insistant sur le caractère spécifique de la première. Pour lui, l'historiographie « n'est pas une tentative pour restaurer la mémoire, mais représente un genre réellement nouveau de mémoire » (Yerushalmi, 1984, p. 111). Paul Ricoeur, quant à lui, met en évidence le caractère organique de la relation entre les deux, affirmant que la mémoire « constitue le sol d'enracinement de l'historiographie » (Ricoeur, 2000, p. 83).

Dans *Le syndrome de Vichy*, l'historien Henry Rousso réfléchit à la relation entre histoire et mémoire. Non seulement reconnaît-il l'existence d'une frontière poreuse entre les deux, il met aussi au jour la relation dialectique qu'elles entretiennent. Sur l'influence mutuelle qu'exercent les historiens sur la mémoire et vice versa, il écrit :

L'historien, professionnel ou occasionnel, est toujours tributaire de son temps et de son époque. Il se trouve placé, dans le réseau des souvenirs collectifs, à un carrefour : d'un côté, il subit comme tout citoyen la mémoire dominante, qui, souvent contre son gré, lui suggère des interprétations, voire des pistes de recherche ; de l'autre, il est lui-même un « vecteur du souvenir » (et un vecteur privilégié), en ce sens qu'il propose une vision du passé qui risque – après un long parcours – d'infléchir les représentations de l'heure (Rousso, 1990, p. 12).

Si les historiens s'entendent généralement sur le fait que l'histoire et la mémoire ont une origine commune, ils sont aussi d'accord sur un point fondamental de leur distinction : le rapport critique aux sources comme fondement de l'histoire. L'historien doit prendre une distance critique par rapport aux documents historiques sur lesquels il fonde sa preuve. Il doit les contextualiser, les confronter les uns aux autres (Bloch, 1997; Ricoeur, 2000, p. 216). Pour Rousso, « La mémoire, parfois, est du registre du sacré, de la foi ; l'histoire est critique et laïque » (Rousso, 1990, p. 10). Ce caractère critique et laïque de l'histoire fait en sorte qu'aucun objet ou document ne lui est étranger. L'historien doit par conséquent appuyer son analyse sur l'ensemble de la documentation pertinente à sa démarche : c'est à travers ce principe que se concrétise le caractère universel de l'histoire et que celle-ci se distingue de l'aspect particulier de la mémoire⁴⁰.

Une fois la distinction entre histoire et mémoire clarifiée, une question fondamentale émerge par rapport à la seconde : si la mémoire a quelque chose de particularisant, par rapport aux visées universalistes de la démarche des historiens, qui est – ou qui peut être – le sujet de la mémoire ? Autrement dit, qui se souvient – et qui peut se souvenir – lorsqu'il est question de mémoire. L'importance de définir le sujet remémorant – le sujet qui donne vie à une mémoire particulière – est fondamentale à un examen critique des mémoires et des controverses qu'elles engendrent. Pour l'historien espagnol Santos Juliá,

il est primordial de se demander qui, comment et pourquoi on se souvient, parce qu'il est propre aux cultivateurs de la mémoire collective de regarder le passé à partir d'une perspective singulière, qui élimine les ambiguïtés et réduit les événements à des mythes, à

⁴⁰ L'historien espagnol Santos Juliá résume cette idée en affirmant que « L'histoire, à la différence de la mémoire, est obligée de rendre compte de tout » (Juliá, 2011a, p. 140; traduction libre).

des récits remplis de sens pour notre vie présente et nos perspectives d'avenir (Juliá Díaz, 2010, p. 16)⁴¹.

Juliá insiste sur ce point parce qu'à son avis, la littérature mémorielle dans son pays se présente comme la « récupération » d'un passé objectif, et non comme la mémoire spécifique à un ou des groupes sociaux⁴². La négation du caractère spécifique et socialement situé aurait pour corollaire la confusion entre histoire scientifique et objective, d'un côté, et mémoire particulière et subjective, de l'autre. Bien que certains auteurs utilisent une conception holiste de la mémoire collective⁴³, la plupart des chercheurs soulignent le caractère particulariste de la mémoire. Selon Ross Poole, « ce qui distingue la mémoire de son analogue historique est sa perspective à la première personne. Si le but de l'histoire est d'être écrite à la troisième personne, la mémoire est toujours écrite à la première personne » (Poole, 2008, p. 159)⁴⁴.

Il n'est pas superflu de rappeler que la littérature sur la mémoire en sciences sociales, depuis Maurice Halbwachs (1968), s'appuie sur une métaphore : les individus se souviennent, et par extension, les sociologues, les historiens, les philosophes ou les politologues peuvent affirmer que les groupes sociaux, les communautés, les sociétés, se remémorent le passé. Mais dans la réalité, les groupes ne sont pas dotés des facultés cognitives d'un être humain : ce sont des individus qui rappellent à l'ensemble de leurs concitoyens, par des interventions publiques, des événements passés en en proposant des interprétations et des représentations. Henry Rousso l'avait compris, affirmant que « la mémoire dite « collective » est à première vue une chimère, car somme imparfaite de mémoires éclatées et hétérogènes » (Rousso, 1990, p. 10).

Dans un passage important d'*Économie et Société*, Weber trace les frontières qui définissent l'objet de sa sociologie compréhensive, c'est-à-dire l'activité sociale. Il affirme alors qu'« Il ne saurait exister, à notre avis, d'activité au sens d'une orientation significativement compréhensible d'un comportement propre que sous la forme d'un comportement d'un ou plusieurs personnes *singulières* ». Les structures et les groupes « ne sont que des développements et des ensembles d'une activité spécifique de personnes

⁴¹ Traduction libre.

⁴² Il explique de façon détaillée l'évolution de son rapport à la mémoire, en tant que citoyen et historien, dans Juliá (2011a).

⁴³ Dans une conception holiste de la mémoire, c'est l'ensemble de la collectivité qui se souvient du passé d'une certaine façon et qui en tire des enseignements. En Espagne, les travaux de Paloma Aguilar tendent à utiliser une telle conception (Aguilar, 2002).

⁴⁴ Traduction libre.

singulières, puisque celles-ci constituent seules les agents compréhensibles d'une activité orientée significativement » (Weber, 1995, pp. 40-41). L'étude de la mémoire collective doit prendre en compte cette mise en garde. La question qui s'impose aux chercheurs qui se penchent sur les enjeux mémoriels est donc la suivante : qui remémore le passé, de quelle façon et au nom de qui ? La prise en compte du sujet agissant, qui écrit, parle ou pose des gestes qui témoignent symboliquement d'une conception du passé, est une étape nécessaire afin d'expliquer les rapports de pouvoir et les enjeux sociaux et politiques qui sous-tendent la démarche mémorielle.

Prendre en compte l'« entrepreneur politico-mémoriel » permet de situer la parole sur le passé et d'interroger la prétention à représenter un groupe social accompagnant ces discours. Bien qu'une distinction conceptuelle entre histoire et mémoire soit nécessaire et possible, la frontière entre les deux demeure floue et mouvante. Les historiens occupent par conséquent une position particulière, à la fois comme spécialistes dans leur discipline et comme citoyen dans l'espace public. Ils agissent donc comme entrepreneurs mémoriels et vecteurs d'une mémoire qui influence l'historiographie par le fait qu'ils sont à la fois citoyens et historiens.

La présence de perspectives mémorielles dans l'historiographie, nous invite à nous interroger sur la nature des points de vue adoptés par les historiens, les oppositions entre ces points de vue et les conséquences que cela implique dans les luttes mémorielles. En effet, la pluralité des points de vue, qui ne sont pas toujours compatibles, peut donner lieu à une concurrence pour la représentation des mémoires de divers groupes sociaux au sein de l'historiographie⁴⁵. Cette concurrence peut engendrer des conflits, plus ou

⁴⁵ La concurrence mémorielle et ses implications pour les historiens sont bien illustrées par le dialogue entre l'historien allemand Martin Broszat et l'historien israélien Saul Friedländer. Après le « Plaidoyer pour l'historisation du National-Socialisme » (Broszat, 1990) du premier, les deux intellectuels ont entamé un dialogue fructueux où Broszat défendait l'importance de faire une histoire du nazisme telle que vécue dans leur quotidien par les Allemands, pour qui la Solution Finale n'était pas une préoccupation, alors que Friedländer considérait nécessaire de mettre la Shoah au centre de l'histoire du nazisme (Broszat & Friedländer, 1988). Ces deux points de vue, incompatibles bien que tous deux appuyés sur des documents historiques, montrent qu'il y a bel et bien des dynamiques mémorielles à l'œuvre dans l'interprétation historiographique du nazisme : plus l'historien adopte le point de vue des Allemands, plus il tend à occulter celui des victimes de la violence nazie. Bien que le pluralisme des perspectives soit inhérent à l'entreprise historiographique et que le choix des perspectives adoptées ne soit pas un jeu à somme nulle, il faut reconnaître que ce choix comporte un potentiel de conflictualité qui dépasse la dimension scientifique du travail historique. S'il est évidemment pertinent de s'intéresser à la vie quotidienne sous le nazisme, le faire sans contraster explicitement le point de vue des Allemands avec ceux de leurs victimes et sans mettre en lumière les façons dont les activités quotidiennes des Allemands participaient de la persécution de Juifs pose un problème éthique sur lequel insistait Friedländer. Dans le cadre de notre problématique, il y a lieu de se demander dans quelle mesure et dans quelles circonstances ce type de perspective favorise l'irruption de controverses. Sur l'échange entre Broszat et Friedländer, voir (Traverso, 2011, pp. 127-152).

moins perceptibles, en fonction du contexte. Ces conflits, lorsqu'ils sont déployés à travers le langage, dans le cadre d'une joute argumentaire où le public fait office de juge, et dont l'objet est notamment la procédure de résolution de ces conflits, sont ce que nous entendons par controverses mémorielles.

Dans le cadre de notre démarche, la mémoire renvoie à une dimension de la réalité sociale qui consiste en la mise en dialogue, souvent de façon conflictuelle, de la pluralité des interprétations du passé et de leur sens dans le présent, portée par les divers groupes et sous-groupes qui occupent un espace social. Les controverses mémorielles sont donc des *conflits entre les tenants de certaines interprétations du passé et de son sens pour le présent et l'avenir – énoncées par des individus, mais dans de nombreux cas, partagées par des groupes et sous-groupes au sein de l'espace social – arbitrés par le public et déployés à travers le langage dans le cadre d'une joute argumentaire, ayant entre autres pour objet la procédure de résolution de ces conflits.*

1.3 Un objet particulièrement controversé : le fascisme

Les objets potentiels des controverses mémorielles sont nombreux : le passé colonial de plusieurs pays européens, l'esclavage et la traite des Noirs, les dictatures communistes et bien d'autres enjeux peuvent donner lieu à de tels conflits. Il est impossible de rendre compte de l'ensemble des polémiques que peut engendrer la concurrence des discours sur le passé. Parmi les objets potentiels de controverses mémorielles, il en est un qui se démarque par sa récurrence au centre de diverses polémiques depuis plusieurs décennies : le fascisme. C'est parmi les controverses portant sur le fascisme que sont choisis les cas à l'étude ici. Avant de les présenter, il est cependant nécessaire de régler temporairement une question d'une grande complexité : qu'est-ce que le fascisme ?

La nature du phénomène fasciste a été disputée dès ses origines. Les fondateurs du Parti national fasciste en Italie et les militants de mouvements similaires ailleurs en Europe n'ont pas laissé une grande œuvre fondatrice détaillant la vision qu'ils avaient de leur projet politique. S'ils ont éventuellement réfléchi sur la nature du phénomène politique qu'ils incarnaient, afin de ne pas laisser le monopole d'une théorisation du fascisme à ses adversaires, ils ont d'abord préféré la pratique politique à la théorie. Ce sont donc d'abord leurs adversaires qui ont contribué à définir la nature du phénomène au cours des premières années, après quoi les fascistes eux-mêmes ont senti le besoin de mettre de l'avant leur propre vision du mouvement.

Parmi les contemporains des mouvements fascistes qui émergent à la suite de la Première Guerre mondiale, les marxistes sont ceux qui ont dédié le plus d'attention au phénomène. La tradition marxiste a donné lieu à une grande diversité d'interprétations du fascisme. Un débat animé survient au sein de l'Internationale Communiste (IC) avec l'apparition des *fasci*, alors que les militants des partis sociaux-démocrates liés à l'Internationale Ouvrière apportent eux aussi leur éclairage sur le sujet. La prise du pouvoir et la consolidation du régime fasciste par Mussolini coïncide avec le développement d'une orthodoxie marxiste-léniniste au sein de l'IC. Bientôt, les marxistes se trouvent divisés en trois camps qui mettent chacun de l'avant leur interprétation du fascisme. Les communistes orthodoxes conçoivent le fascisme comme une extension de l'impérialisme capitaliste et une défense désespérée de la bourgeoisie capitaliste devant l'avancée du prolétariat dans ses visées révolutionnaires. En ce sens, l'exécutif élargi de l'IC statuait en 1933 que le fascisme était « the open, terrorist dictatorship of the most reactionary, most chauvinist and most imperialist elements of finance capital » (Comintern, 1971, p. 296).

L'opposition communiste – composée de communistes opposés au stalinisme – théorise parfois le fascisme en utilisant la notion de bonapartisme, faisant référence à l'analyse que fait Marx du coup d'État à l'origine du Second Empire dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Pour August Thalheimer, intellectuel allemand associé à l'opposition communiste de droite, le fascisme ne porte pas la bourgeoisie capitaliste directement au pouvoir. Plutôt, l'équilibre des classes sociales en lutte permet l'« autonomisation du pouvoir exécutif ». Comme l'Empire de Bonaparte, le régime fasciste règne sur les relations de classes, permettant le maintien de ces relations, sans pour autant reposer sur l'exercice du pouvoir par la classe à qui elles profitent (Thalheimer, 1984). Léon Trotski considère quant à lui que le bonapartisme correspond à une étape dans l'ascension vers le pouvoir des fascistes, alors que les élites politiques tentent de mettre en échec les prétentions au pouvoir de deux groupes en lutte – la classe ouvrière et les fascistes – en se plaçant au-dessus de cette opposition dans une position d'arbitrage. L'autonomie du politique dans les régimes bonapartistes ne signifie pas pour autant une neutralité sur le plan des intérêts de classes. La bourgeoisie en lutte contre la classe ouvrière se verrait contrainte de céder l'exercice du pouvoir politique à la faction la plus puissante de la classe dominante – renonçant par le fait même au pouvoir parlementaire – pour assurer la poursuite de ses intérêts de classe. Le risque d'avoir recours aux régimes bonapartistes consiste à paver la voie au fascisme, et Trotski insiste sur le fait que la frontière entre le bonapartisme et le fascisme n'est pas étanche. Sur le plan conceptuel, il considère toutefois nécessaire de distinguer ces

deux formes, qualifiant le fascisme de « moyen spécifique pour mobiliser et organiser la petite bourgeoisie pour la poursuite des intérêts sociaux du capital financier » (Trotsky, 1971, p. 441)⁴⁶.

Les sociaux-démocrates analysent eux aussi le fascisme à partir d'une théorie des classes sociales. Celle-ci repose cependant moins sur l'action des capitalistes à laquelle il faudrait opposer une résistance ouvrière. Comparant les stratégies adoptées par les différents partis sociaux-démocrates, Otto Bauer fait un constat important aux implications pour le moins pessimistes :

The Hungarian Social-Democrats in 1919, and the Italians down to 1922, pursued a 'left' revolutionary policy, closely akin to Communism – and in both countries their policy ended disastrously. Conversely, the German Social-Democrats adopted a very 'statesmanlike', nationalist, 'right' line of policy – and they too, have been laid low. We in Austria tried to tread a path midway between the Italo-Hungarian and German extremes – and we, too, have been defeated. The causes of the defeat of the working class clearly lie deeper than in the tactics of its parties or than in this or that tactical mistake (Bauer, 1983, pp. 291-292).

Si les tactiques de la social-démocratie européenne n'ont pas d'impact sur le résultat, c'est, selon Bauer, parce que le fascisme ne survient pas en raison d'une tactique de la classe capitaliste pour maintenir sa domination sur la classe ouvrière. Contrairement à ce qu'en pensent nombre de communistes, les sociaux-démocrates pensent que ce n'est pas la force relative du prolétariat qui caractérise l'arrivée du fascisme mais bien sa faiblesse. Cette position de faiblesse est provoquée par la crise économique, qui incite les capitalistes à abolir les droits des travailleurs afin d'augmenter les marges de profit, en même temps qu'elle laisse la classe ouvrière à la merci du chômage.

Les communistes italiens, bien qu'affiliés au Parti communiste et à l'Internationale, se montrent plus subtils dans leurs interprétations que la tradition stalinienne qui associe le fascisme à l'impérialisme capitaliste. En 1921, Gramsci y voyait une « tentative de résoudre les problèmes de la production et des échanges avec des mitraillettes et des tirs de pistolet » (Gramsci, 1983, p. 82)⁴⁷. Durant son incarcération par le régime, il met toutefois de l'avant le pouvoir idéologique de la classe dominante dont l'hégémonie sature la culture italienne au point de convaincre les classes subalternes de la validité de sa domination.

⁴⁶ Traduction libre.

⁴⁷ Traduction libre.

Togliatti souligne lui aussi le caractère irréductiblement politique du fascisme et sa capacité à convaincre les masses italiennes pour expliquer la longévité de son règne⁴⁸.

Les interprétations marxistes varient quant à leur degré de déterminisme et à l'importance qu'elles accordent à l'idéologie. Alors que Karl Kautsky et Otto Bauer y voient le résultat de conditions structurelles indépendantes de l'intention des élites, les communistes tendent à interpréter le fascisme comme une offensive politique du capital financier contre le prolétariat organisé. D'un autre côté, si les intérêts de classes sont au cœur des analyses marxistes, les communistes italiens, Gramsci et Togliatti en tête, mettent l'accent sur l'importance des luttes idéologiques ayant pour objet de convaincre les ouvriers de la nature de leurs intérêts.

Malgré les conflits qui caractérisent la tradition marxiste dans son interprétation du fascisme, l'ensemble des écrits qui s'inscrivent dans cette tradition se rejoignent sur deux aspects. Premièrement, bien que la nature du lien entre le capitalisme et le fascisme soit l'objet de débats, les marxistes s'entendent pour dire que le système économique sur lequel repose les États d'Europe au XXe siècle est un facteur important dans l'émergence d'une nouvelle forme d'autoritarisme. Deuxièmement, les marxistes considèrent tous que le concept de fascisme est un concept générique, qui s'applique à plus d'un cas – et ils s'empressent de trouver à l'extérieur de l'Italie des mouvements fascistes avec lesquels établir des comparaisons.

Bien que leurs interprétations soient les plus connues, les marxistes ne sont pas les seuls à se pencher sur le fascisme à l'époque où celui-ci règne sur une partie de l'Europe. Libéraux et catholiques s'opposant au fascisme ont aussi soutenu une réflexion sur la nature et les causes du phénomène. À la suite de la publication, le 21 avril 1925 d'un *Manifesto degli intellettuali del Fascismo* ("Il manifesto degli intellettuali del Fascismo," 1925), rédigé par Giovanni Gentile, le philosophe libéral Benedetto Croce signe, le 1^{er} mai de la même année, dans le journal *Il Popolo* avec une quarantaine d'intellectuels italiens, un *Manifesto degli intellettuali antifascisti*⁴⁹. Croce précise sa conception du fascisme au cours de la guerre civile, en

⁴⁸ C'est dans cette optique que, dans son *Appel au fascistes*, en 1936, il appelle les ouvriers à confronter le régime en revendiquant les éléments du programme fasciste qui leur sont favorables et que les fascistes ont laissé de côté une fois au pouvoir (Togliatti, 1983, pp. 49-53). Ce faisant, il concède que le succès du fascisme repose en partie sur un travail idéologique et non strictement sur des intérêts de classe.

⁴⁹ Les deux manifestes sont reproduits dans Papa (1958). Pour le manifeste fasciste, voir "Il manifesto degli intellettuali del fascismo" 1958). Pour le manifeste antifasciste, voir ("Il "contromanifesto" crociano," 1958). Sur la démarche qui a mené d'une proposition de Giovanni Amendola à la publication du manifeste par Croce, voir Giordano (2017).

novembre 1943, dans une lettre ouverte dans le *New York Times* où il soutient que le fascisme se nourrit d'un « déclin de la conscience de liberté » qui affecte l'Europe dans son ensemble. Il constitue par conséquent « la maladie contemporaine dont l'Italie a été la première à souffrir » (Croce, 1943, p. 45). La nature exacte de cette « maladie » a quelque chose d'insaisissable. Croce juge que le « fascisme ne peut être défini en fonction d'une idée politique déterminée parce qu'il se targue de ne pas être une révolution qui mène à une idée réalisée et qui se donne un système, mais plutôt une révolution qui continue à l'infini » (Croce, 1943, p. 44)⁵⁰. Revenant sur la place du fascisme dans l'histoire européenne, Croce soutient, devant le congrès du Comité de Libération Nationale qui se tient à Bari en janvier 1944, qu'il s'agit d'une « parenthèse de vingt ans » dans une trajectoire historique de civilisation et de liberté qui s'étendrait sur des siècles (Croce, 1944, pp. 21-22)⁵¹.

Si, pour Croce, la « maladie morale » que constitue le fascisme représente une « parenthèse » dans l'histoire européenne et italienne, d'autres y voient le résultat d'une trajectoire nationale spécifique qui contrasterait avec un progrès de la liberté caractéristique de la modernité européenne. C'est notamment le cas des théoriciens de la *Sonderweg* (voie particulière) allemande, qui attribuent le fascisme à la tradition culturelle de ce pays, qui aurait amené une prédisposition à adopter des positions fascistes, notamment en raison du militarisme et de la faiblesse de la tradition libérale. La *Catastrophe allemande* dont fait part Friedrich Meinecke « aurait représenté une “surprenante déviation” par rapport à la ligne d'évolution parcourue jusqu'alors par l'Europe » (De Felice, 2000, p. 50; Meinecke, 1963). Pour Gherard Ritter, la crise morale se serait traduite « d'un côté par une recherche exaspérée de bien-être matériel, et de l'autre par le besoin d'un “substitut de religion” ». Dans cette situation, les masses, et en particulier la petite bourgeoisie, « auraient cherché la voie permettant de sortir des impasses de la lutte de classe et de trouver une solution aux problèmes sociaux de l'époque capitaliste » (De Felice, 2000, p. 53).

À partir des années 1940, la recherche sur le fascisme intéresse non seulement les acteurs politiques et les intellectuels publics : elle fait l'objet de travaux en sciences sociales. Le sociologue Talcott Parsons considère que l'anomie et la perte de repères sociaux qui accompagnaient l'industrialisation rapide de l'Europe de la fin du XIXe siècle et du début du XXe ont favorisé l'émergence du fascisme (Parsons, 1964, pp. 124-141). Une vingtaine d'années plus tard, Barrington Moore Jr. a étudié les parcours nationaux qui ont culminé sur des régimes démocratiques, fascistes et communistes au XXe siècle. Selon lui, ce sont les

⁵⁰ Traduction libre.

⁵¹ Traduction libre.

conflits sociaux entre les classes sociales rurales qui expliquent la nature des régimes politiques qui se sont développés au XXe siècle. Ces conflits de classes ont connu des résolutions différentes en fonction des diverses stratégies adoptées par la classe dominante face à l'opportunité que constituait l'agriculture commerciale. En l'absence de « révolution bourgeoise » qui viendrait transformer les pratiques agraires et commercialiser l'accès à la terre, les propriétaires terriens de pays comme l'Allemagne auraient eu recours à des pratiques coercitives pour organiser la production agricole en liant les paysans à la terre afin de profiter à leur compte de l'agriculture commerciale. Ce néo-servage aurait pavé la voie à une tradition autoritaire qui, couplée d'une économie capitaliste, aurait culminé sur le fascisme (Moore, 1966).

Ces analyses du fascisme comme un phénomène social sont contestées par ceux qui y voient avant tout un phénomène politique qui se caractériserait par ses pratiques totalitaires. Avec l'émergence des théories du totalitarisme, ce sont moins les fondements sociaux des régimes politiques qui sont étudiés que leurs spécificités institutionnelles (Bracher, 1986; Broszat, 1985; Linz, 1964, 1976, 2006; Mommsen, 1976). Les théoriciens du totalitarisme (Arendt, 2002; Friedrich & Brzezinski, 1968) mettent l'accent sur la comparaison entre le régime nazi et le régime soviétique sous Staline. Dans leurs écrits, il n'est pas toujours clair si le concept de totalitarisme s'applique ou non à l'Italie fasciste et à d'autres phénomènes politiques similaires⁵². D'autres chercheurs privilégient de leur côté l'identification de traits de personnalité propices à l'adhésion à l'idéologie fasciste (Adorno, 2007) ou offre des explications psychologiques de ce phénomène collectif (Reich, 1972).

Dans les années 1960, les historiens commencent à s'appropriier le fascisme comme objet d'étude. Rapidement, cela donne lieu à deux types de travaux : d'un côté, certains documentent empiriquement un cas ou un autre, qu'il s'agisse d'un régime, d'un mouvement ou d'un parti ; de l'autre, un groupe d'historiens entame une réflexion sur le concept générique de fascisme. Alors que certains d'entre eux s'inspirent des réflexions des intellectuels et militants de l'entre-deux-guerres, un courant nouveau émerge et prend rapidement de l'ampleur. Les historiens qui s'inscrivent dans cette mouvance mettent de l'avant le caractère central de la culture et en particulier de l'idéologie pour comprendre le fascisme (Eatwell, 1996; Mosse, 1964; Mosse, 1966, 1999; Nolte, 1966; Payne, 1961, 1980, 1995; Sternhell, 1978,

⁵² Plusieurs historiens ont récemment exploré l'aspect totalitaire du régime fasciste en Italie, repensant par le fait même le contenu théorique du concept de totalitarisme (Dormagen, 2008b; Gentile, 2004; Matard-Bonucci, 2018; Prévost, 2009). Ce faisant, ces historiens ont contribué à mettre en lumière les limites des théories du totalitarisme des années 1950.

1983). À la fin du XXe siècle, l'un d'entre eux proclame un « nouveau consensus » dans l'étude du fascisme, affirmant que la majorité des historiens pourront se rallier à sa définition du fascisme :

a genus of modern, revolutionary, 'mass' politics which, while extremely heterogeneous in its social support and in the specific ideology promoted by its many permutations, draws its international cohesion and driving force from a core myth that a period of perceived national decline and decadence is giving way to one of rebirth and renewal in a post-liberal new order (Griffin, 1998, p. 14).

Depuis le « nouveau consensus », ironiquement, le débat perdure entre historiens, politologues et sociologues quant à la nature et aux causes du fascisme. L'historien Robert O. Paxton conteste la conception idéologique du fascisme mise de l'avant par Griffin et disciples. Il préconise une vision du fascisme comme pratique politique, animée par des « passions mobilisatrices » qui n'ont pas la cohérence d'une idéologie (Paxton, 2004). Paxton définit le fascisme comme une « political practice intended by its leaders to serve quite specific functions : to unite, purify, and energize nations or ethnic groups that have been put under strain by internal divisions, by the fear of decadence, or by tumultuous social changes » (Paxton, 1996, p. 48).

Les travaux récents de Michael Mann ont mis en évidence les crises dans les quatre « sources du pouvoir social » - idéologique, économique, militaire et politique – qui ont ouvert la voie à l'option fasciste – conçue comme « the pursuit of a transcendent and cleansing nation-statism through paramilitarism » (Mann, 2004, p. 13) – à la fin de la Première Guerre mondiale (Mann, 2004). Dylan Riley a renouvelé l'analyse gramscienne du fascisme en montrant le rôle de la société civile dans le développement d'une « démocratie autoritaire » dans des États où aucun groupe social ne réussit à imposer son hégémonie sur l'ensemble de la population et du territoire (Riley, 2010).

Alors que ces travaux ont mis de l'avant une conception sociale de la nature et des causes du fascisme, les recherches menées par l'historien Detlev Mühlberger (1987, 1991, 2003) mettent en évidence le profil sociologique des membres des partis fascistes.

Le conflit entourant la question de la nature du fascisme est aussi ancien que le phénomène lui-même. Les militants et les chercheurs débattent notamment à savoir sur quel plan se situe le fascisme. S'agit-il d'un phénomène social, relevant de conflits de classes caractéristiques du capitalisme dans sa phase impérialiste ou dans ses dernières défenses face au mouvement ouvrier ? S'agit-il plutôt d'un phénomène

moral découlant d'une perte de repère qui accompagne une modernité la politique prend le devant de la scène au dépend de la religion ? Le fascisme constitue-t-il un phénomène politique, qui se présente sous la forme d'une idéologie ? Bien que ces diverses conceptions du fascisme ne soient pas nécessairement incompatibles, les divers acteurs des débats politiques et académiques visant à identifier la nature du fascisme soutiennent que l'une d'entre elle est préférable et que certaines d'entre elles ont des implications problématiques. Si elles peuvent toutes apporter un éclairage sur le phénomène, il reste difficile de trancher sans s'impliquer directement dans les débats dont il est question de rendre compte avec neutralité et symétrie⁵³.

Dans un ouvrage récent, l'historien David D. Roberts (2016) montre le caractère contre-productif de la recherche d'une essence primordiale du fascisme. Il soutient que les analystes du fascisme devraient s'intéresser aux interactions – au sein des mouvements fascistes, entre ces divers mouvements et entre ceux-ci et leurs adversaires et concurrents politiques. Plus qu'un germe idéologique qui se développerait et se corromprait à la rencontre d'autres tendances politiques, le fascisme est pour Roberts l'objet de négociations, de compromis et de conflits entre des acteurs qui poursuivent des stratégies et des objectifs multiples. Il serait donc moins question d'identifier la véritable nature du fascisme que de retracer les multiples interactions qui l'ont forgé au fil du temps. C'est peut-être la meilleure stratégie à adopter, en particulier dans le cadre d'une démarche comme la nôtre, où les interactions conflictuelles participent de l'adoption par la communauté des chercheurs de conceptions divergentes du fascisme.

Le choix de cas d'étude demeure toutefois un problème à défaut d'une définition de l'objet des controverses que nous prétendons analyser. Comment déterminer quelles controverses ont pour objet le fascisme si nous nous refusons à trancher sur la nature de ce dernier ? La solution réside dans l'usage du concept par les acteurs des controverses. Si ceux-ci – dans leur ensemble ou seulement certains d'entre eux – soutiennent que l'objet du débat est le fascisme, cette posture est suffisante pour que nous considérions qu'il en est ainsi. Aussi imparfaite que cette solution puisse paraître, elle est la seule qui nous permette d'aborder les controverses mémorielles ayant pour objet le fascisme avec la neutralité nécessaire à l'étude de tels conflits dans une perspective sociologique.

⁵³ Le tableau 1.1 présente les principales conceptions du fascisme, les principales disciplines académiques et les auteurs qui y sont associés.

Tableau 1.1 Les diverses conceptions du fascisme

Types de conceptions	Conception sociales	Conceptions idéologiques et culturelles	Conceptions politiques et institutionnelles	Conceptions morales	Conceptions psychologiques
Variantes	<ul style="list-style-type: none"> - Explications sociohistoriques : Talcott Parsons, Barrington Moore Jr., Robert Paxton, Michael Mann, Dylan Riley - Sociologie des partis fascistes et de leurs membres : Detlev Mühlberger 	<ul style="list-style-type: none"> - Généalogie des idées : George Mosse, Zeev Sternhell, Ernst Nolte - Description des idées spécifiquement fascistes : Stanley Payne, Roger Griffin - Théories de la « voie particulière » (Sonderweg) 	<ul style="list-style-type: none"> - Architecture institutionnelle des États fascistes : Juan Linz, Karl-Dietrich Bracher - Dynamique institutionnelle des États fascistes : Martin Broszat, Hans Mommsen 	<ul style="list-style-type: none"> - Le fascisme comme crise morale de l'Europe : Benedetto Croce 	<ul style="list-style-type: none"> - Psychologie de masse et psychologie des foules : Wilhelm Reich, Hannah Arendt
Disciplines et champs contribuant à ces conceptions	<ul style="list-style-type: none"> - Sociologie historique - Histoire sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Histoire des idées - Histoire culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Science politique - Histoire - Sociologie 	<ul style="list-style-type: none"> - Philosophie 	<ul style="list-style-type: none"> - Psychologie - Psychanalyse - Philosophie
Périodisation	<ul style="list-style-type: none"> - Années 1920 et 1930 au sein du marxisme - Années 1940 à 1960 en sociologie - Années 2000 en sociologie historique 	<ul style="list-style-type: none"> - À partir des années 1960 	<ul style="list-style-type: none"> - À partir des années 1940, avec des périodes d'effervescence dans les années 1950 et 1980 	<ul style="list-style-type: none"> - Principalement des années 1920 aux années 1950 	<ul style="list-style-type: none"> - Principalement des années 1920 aux années 1950

1.4 Un espace de controverse : l'historiographie

Des controverses mémorielles ayant pour objet le fascisme surviennent dans certains pays sur une base régulière. Les enceintes parlementaires et les stades de football en sont souvent le théâtre en Italie et en Espagne, par exemple. Les dynamiques qui en résultent ne sont toutefois pas les mêmes que les controverses qui surviennent entre historiens et qui concernent l'historiographie. Étudier cette dernière implique donc de préciser la nature de l'historiographie. Qu'entend-on lorsque nous avons recours à ce terme ? Ce dernier est parfois utilisé pour renvoyer à la production de travaux historiques dans son ensemble, d'autres fois pour identifier une forme plus spécifique que peut prendre le questionnement des historiens. C'est à cette conception plus spécifique que nous faisons ici référence.

Dans la mesure où on la distingue de la production de travaux historiques en général, l'historiographie se situe à un niveau d'abstraction plus élevé que l'histoire. Selon l'historien Charles-Olivier Carbonell, l'historiographie est « l'histoire du discours - un discours écrit et qui se dit vrai - que les hommes ont tenu sur le passé ; sur leur passé » (Carbonell, 2003, p. 4). L'histoire documente les événements et les processus historiques afin d'en découvrir les causes et de rendre compte de ses mécanismes. L'historiographie se penche sur la littérature historique et met en dialogue ses résultats afin de prendre position dans les débats entre diverses interprétations.

Étudier les controverses mémorielles au sein de l'historiographie consiste donc à se pencher sur les conflits concernant les tensions entre les formes de mise en récit du passé opérées par divers groupes sociaux qui émergent dans l'élaboration d'une interprétation, qui se veut universelle, d'événements en particulier. Il n'est donc pas nécessaire d'analyser l'ensemble des travaux d'historiens sur les fascismes pour mener à bien notre démarche. Notre stratégie consistera plutôt à nous pencher sur ceux qui engendrent des conflits avec les tenants d'autres interprétations parce qu'ils proposent une position dans les débats sur l'interprétation générale de cette période.

1.5 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons posé les bases du questionnement qui guidera notre réflexion au cours des chapitres suivants. Ce questionnement peut se résumer ainsi : *quels sont les principaux facteurs qui permettent d'expliquer le déclenchement, le déroulement, la clôture et le résultat des controverses mémorielles dans l'historiographie du fascisme ?* Cette question limite dans une large mesure les cas de comparaison potentiels. Malgré ces restrictions, les cas de controverses correspondant aux critères

élaborés ici sont plus nombreux que ce qu'il serait possible d'explorer dans une thèse comme celle-ci. Aux chapitres 3 et 4, nous présenterons les cas à l'étude ici – les controverses italiennes survenues après la publication d'entrevues de Renzo De Felice en 1975, 1987-1988 et en 1995, et les controverses espagnoles autour de la « récupération de la mémoire historique » et du révisionnisme – et nous expliquerons le choix de ceux-ci. Auparavant, il importe d'explorer les outils conceptuels qui serviront à répondre à notre questionnement. C'est ce que nous ferons au chapitre 2.

CHAPITRE 2

VERS UNE SOCIOLOGIE DES CONTROVERSES MÉMORIELLES DANS L'HISTORIOGRAPHIE DES FASCISMES : CADRE THÉORIQUE

Expliquer les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes n'est pas une mince tâche. Pour ce faire, il faut non seulement identifier les facteurs à l'origine du déclenchement des controverses, mais aussi celles qui déterminent les trajectoires de leur déroulement et de leur résolution. En plus d'identifier ces causes, une sociologie des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes doit offrir une théorie de l'interaction entre les facteurs explicatifs invoqués. C'est à cette entreprise ambitieuse que nous dédions les réflexions présentées dans ce chapitre.

Pour ce faire, nous recensons d'abord quelques-unes des perspectives théoriques qui prétendent expliquer les controverses mémorielles entourant l'interprétation des fascismes. Dans un premier temps, nous survolons les diverses explications offertes dans la littérature empirique sur le sujet dans la section 2.1. Il s'agit notamment des contributions aux controverses étudiées et des écrits produits par les participants à la suite de celles-ci. Les travaux d'historiens, qui sont eux-mêmes appelés à se prononcer sur la validité des positions de chacun des camps en présence dans le cadre de revues de littérature et de travaux de synthèse historiographique, font aussi partie de cette catégorie. Dans un cas comme dans l'autre, leur objectif consiste moins à expliquer l'émergence, le déroulement et la résolution des controverses qu'à démontrer la justesse d'une position ou d'une autre. Afin de surmonter les limites inhérentes à ce biais, nous présentons les outils théoriques auxquels nous avons recours pour expliquer les controverses mémorielles ayant pour objet les fascismes en Italie et en Espagne dans la section 2.2. La section 2.2.1 aborde les jeux d'acteurs qui sous-tendent les controverses mémorielles. Nous y problématisons l'espace social au sein duquel surviennent les controverses à la section 2.2.1.1, en présentant les concepts de champ et d'usage public de l'histoire. La section 2.2.1.2 aborde les stratégies que les acteurs des controverses développent pour s'imposer dans les conflits de mémoire. Nous y discutons le concept d'entrepreneur politico-mémoriel. Dans la section 2.2.2, nous nous intéressons à la relation entre le texte des interventions des acteurs des controverses et le contexte d'émission et de réception de ces interventions. Nous y introduisons les notions de dimensions illocutoires et perlocutoires des actes de langages dans la section 2.2.2.1, ainsi que la notion de contexte. Nous présentons une théorie du cadrage inspirée des travaux du sociologue Erving Goffman pour rendre compte de la dimension perlocutoire des interventions des acteurs dans les controverses mémorielles dans la section 2.2.2.2. Dans

la section 2.3, nous résumons le cœur de l'argumentaire que nous déployons dans les chapitres suivants. Nous concluons le chapitre avec la section 2.4 par une présentation de la méthodologie adoptée dans le cadre de cette recherche.

2.1 Les études empiriques des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes

Comment expliquer les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes ? Les premiers à offrir une réponse à cette question sont les acteurs des controverses eux-mêmes. Contextualisant leurs interventions, ils présentent souvent un récit des origines de la controverse. Puis, les controverses mémorielles deviennent choses du passé et les historiens y font parfois référence dans leurs travaux de recherche. La plupart du temps, ils le font dans une revue de littérature en introduction de leurs travaux historiques. Quelquefois, ils élaborent davantage sur le déroulement des controverses dans des travaux de synthèse historiographique. Deux lectures prévalent pour expliquer les controverses mémorielles : d'un côté, une perspective met en lumière la politisation de l'histoire par un camp dans le débat et plaide dans plusieurs cas pour la dépolitisation; de l'autre, certains acteurs doutent de la possibilité d'une véritable dépolitisation et revendiquent leur propre posture politique et morale tout en prétendant exposer celle de l'autre camp. Nous présenterons maintenant ces deux lectures.

2.1.1 La recherche historique comme travail documentaire face à la politisation de l'histoire

Les acteurs des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes interprètent l'émergence de celles-ci dans leurs interventions et dans certains textes ultérieurs à la clôture des polémiques. Pour certains d'entre eux, les controverses sont le résultat de la politisation des débats sur l'histoire. Eux-mêmes se présentent souvent comme étant en quête d'une dépolitisation de l'histoire. À l'inverse, certains acteurs des controverses revendiquent les questions qui font l'objet du débat comme des questions politiques. Ils mettent de l'avant une perspective morale qui serait inhérente au travail historique. Ils tendent donc à se voir porteurs d'une position politique, dont la supériorité morale par rapport à celle de leurs adversaires leur conférerait une légitimité que ces derniers ne partageraient pas. La controverse, pour les uns, serait donc causée par le rejet de la pratique objective de l'histoire par leurs adversaires. Pour les autres, c'est plutôt le discours « révisionniste » et ses « provocations » qui seraient à l'origine du conflit (Gallerano, 1986, p. 109; Santomassimo, 2000, p. 417). Ainsi, des historiens, qui se présentent sous le couvert de l'objectivité, présenteraient, consciemment ou non, des thèses dont les conséquences politiques seraient moralement indéfendables, participant par le fait même à une « offensive politico-culturelle » contre la gauche (Gallerano, 1986, p. 116).

En Italie, une importante controverse mémorielle dans l'historiographie du fascisme est survenue à la suite de la publication d'une entrevue de l'historien Renzo De Felice par l'Américain Michael Ledeen, publiée sous forme de livre en 1975 (De Felice & Ledeen, 1976). Cette entrevue visait à introduire au grand public les perspectives des historiens sur le fascisme. De Felice y traitait des principaux problèmes liés à l'analyse du fascisme italien, résumant et simplifiant certaines des thèses qu'il avait tenues dans ses ouvrages précédents, notamment dans les premiers tomes de sa biographie de Mussolini⁵⁴. Ses détracteurs lui ont reproché plusieurs affirmations, qu'ils assimilaient à une réhabilitation du fascisme. De Felice affirmait notamment que le fascisme était révolutionnaire (pp. 43-60), qu'il comportait une dimension de gauche et s'inscrivait dans la tradition entamée par la Révolution française (pp. 105-107) et qu'il était fondamentalement différent du nazisme (pp. 55-57), avec lequel il ne se serait allié que pour des considérations stratégiques et non idéologiques (pp. 81-83).

Face à ses adversaires, De Felice et les intellectuels qui l'ont appuyé ont revendiqué la liberté académique, selon laquelle les historiens doivent être libres d'interroger le passé comme bon leur semble. Selon eux, De Felice aurait posé des questions taboues, en marge de l'idéologie antifasciste hégémonique en Italie, ce qui aurait suscité des réactions au sein d'une communauté intellectuelle conservatrice dans son adhésion au paradigme antifasciste (Gregor, 1978; Ledeen, 1976, pp. 16-19). C'est contre ce dernier, présenté sous le vocable peu flatteur de « vulgate de la Résistance »⁵⁵, que De Felice contraste sa position : celle d'un historien objectif animé par une volonté de connaître l'histoire telle qu'elle se présente.

C'est à travers le rapport aux sources que De Felice envisage le contraste entre sa position comme force de dépolitisation en histoire du fascisme. Les archives constituent pour lui l'arbitre qui permet de trancher entre sa perspective et celle de ses interlocuteurs. Ceux-ci seraient plus préoccupés par la préservation d'une mythologie ancrée dans des positions politiques que par le développement de la connaissance empirique du passé. Les critiques de De Felice seraient donc orientées politiquement, alors que l'historien aurait tenu les propos qui s'imposent à quiconque consulte les sources primaires sur le fascisme.

⁵⁴ L'année précédant la controverse, De Felice avait publié la première partie de *Mussolini il Duce*, intitulée *Gli anni del consenso* (les années du consensus). Cette publication lui avait valu de vives critiques, sans commune mesure, toutefois, avec la controverse de l'été 1975 (Santomassimo, 1975).

⁵⁵ L'expression revient à de nombreuses reprises à travers les pages de *Rosso e nero* (De Felice & Chessa, 1995).

Dans *Rosso e nero*, De Felice fait un retour sur l'historiographie de la Résistance dans les années 1970, période marquée par la controverse sur son *Intervista sul fascismo*. Parlant de la politisation de l'histoire, il affirme qu'à l'époque,

la thématique de la Résistance reste l'apanage de chercheurs et de publicistes, dont la valeur n'est pas contestable, mais qui continuent à concevoir leur étude dans une optique politique et à la mener sans sortir des schémas traditionnels (De Felice & Chessa, 1999a, p. 42).

Alors que les antifascistes admettent généralement la dimension morale et politique de leur travail de recherche, De Felice se présente comme étant à l'écart des questions politiques lorsqu'il présente ses thèses. A. James Gregor voit aussi le travail de De Felice comme un pas important dans la dépolitisation de la recherche historique sur le fascisme. Selon lui,

It seems reasonably clear that after a generation of tendentious scholarship-scholarship that could not help but be influenced by the passions generated by the most destructive war in human history – a new phase was opened by the all but simultaneous appearance of the books by Nolte, De Felice and Eugen Weber. In Europe and in the United States a new generation of scholars (all more or less in the same age group) began a reinterpretation of the history of the entire period (Gregor, 1978, pp. 433-434).

L'argument est parfois mis de l'avant dans le cadre d'interactions entre chercheurs et politiciens. Dans un échange poli, bien que tendu, avec le président de la République Carlo Azeglio Ciampi, l'historien et chroniqueur Ernesto Galli della Loggia défend son diagnostic d'une « mort de la patrie » survenue le 8 septembre 1943 et dont témoigneraient les divisions persistantes de la société italienne au cours des 50 années suivantes. Face au président qui remet en question une telle théorie, l'historien délimite le territoire qui est le sien en tant que chercheur :

Mais parmi les devoirs des historiens ne figurent pas celui d'être patriotiques. Les historiens ont simplement le devoir d'étudier le passé, de le préserver en mémoire en le reconstruisant selon leur capacité et leur conscience, sans se faire influencer par les modes les nécessités du jour, sans écouter les suggestions de l'heure. Et naturellement, ils ont le devoir de ne pas se laisser conditionner par les polémiques agressives de qui que ce soit, quand bien même qu'il s'agisse des vôtres, monsieur le président. Avec le plus grand respect (Galli della Loggia, 2005)⁵⁶.

⁵⁶ Le texte original a été publié dans le *Corriere della Sera* du 4 mars 2001.

Les arguments des historiens sur l'objectivité de leurs propos et sur le caractère politique des accusations portées contre eux ne sont pas étrangers aux chercheurs travaillant sur la « querelle des historiens » allemands. Lorsque Jürgen Habermas a publié un article dans lequel il s'inquiétait des « tendances apologétiques dans l'historiographie contemporaniste », la réponse des historiens a été similaire à celle de De Felice, Ledeen et Gregor lors de la polémique italienne. Klaus Hildebrand insiste sur l'objectivité de la recherche et sur le droit des historiens de poser les questions qu'ils croient pertinentes, accusant Habermas de trahir l'esprit des Lumières dont il se réclame lorsqu'il prête des intentions politiques aux historiens conservateurs. Hildebrand écrit :

Attention! Une historicisation du génocide national-socialiste, dont la réalisation n'est pas encore communément admise et qui, plus encore, suppose que l'on fasse une large place à la recherche et au débat, n'aurait pas forcément les conséquences politiques entrevues par certains; de même, on ne peut, comme d'autres l'affirment, prendre appui sur le caractère singulier de ce phénomène historique pour en déduire une pratique politique. Car, en bonne logique, un constat scientifique n'induit pas de conséquences politiques. (Hildebrand, 1988, p. 71).

Cette façon de catégoriser les camps entre historiens objectifs et architectes de la politisation de l'histoire trouve aussi des énonciateurs en Espagne. Dans la controverse qui l'oppose à plusieurs historiens espagnols, le polémiste Pío Moa revendique lui aussi la validité empirique de ses thèses, accusant ses adversaires de politiser l'histoire et de le censurer au sein des milieux universitaires. Répondant aux critiques de Javier Tusell à son endroit – qui l'accusent de politiser l'histoire et sur lesquelles nous reviendrons plus loin –, Moa affirme : « j'ai basé mon propos sur des sources indiscutablement primaires, comme le sait très bien quiconque m'a lu, en particulier le livre *Los orígenes de la guerra civil*, que je considère comme la clé de l'ensemble de mon œuvre » (Moa, 2004d)⁵⁷. Revendiquant la notion de révisionnisme, que plusieurs accolent aux travaux de Moa, Pedro Carlos González Cuevas donne en exemple Renzo De Felice, George Mosse et Ernst Nolte pour défendre une conception empiriste de l'histoire. Bien qu'il se dissocie de Moa, dont les publications cachent mal leur caractère politique, González Cuevas critique les adversaires du polémiste en déplorant les visées politiques de leurs travaux. Déplorant l'impact du mouvement pour la « récupération de la mémoire historique » sur l'historiographie, González Cuevas affirme que « Les débats historiographiques se sont convertis, depuis lors, en authentiques combats politiques. L'historiographie en est venue à être vue comme une arme de lutte

⁵⁷ Traduction libre.

politique et sociale » (González Cuevas, 2016a, p. 15)⁵⁸. La politisation de la discipline historique est pour lui l'œuvre d'un courant : l'histoire sociale d'inspiration marxiste mise de l'avant par Manuel Tuñón de Lara et renouvelée par plusieurs de ses étudiants et disciples, parmi lesquels González Cuevas souligne le rôle d'Ángel Viñas, de Josep Fontanas, de Ricard Vinyes et de Paul Preston (González Cuevas, 2016a, p. 18). Moa aussi situe le père de l'histoire sociale espagnole à l'origine de la politisation de l'histoire. Selon lui, « l'histoire récente de l'Espagne a été manipulée intensément ces trente dernières années, à partir, en particulier, de l'école du staliniste Tuñón de Lara » (Hernández Huerta, Martín González, & Moa, 2004, p. 98)⁵⁹.

Les révisionnistes Moa et González Cuevas ne sont pas seuls à reprocher à leurs adversaires la politisation du débat historiographique en Espagne. Leurs détracteurs soutiennent que ce sont justement ces auteurs qui mettent de l'avant des thèses polémiques à des fins politiques. Décrivant la démarche du révisionniste moyen – avant d'évoquer comme exemples César Vidal, Pío Moa et José María Marco –, l'historien Javier Tusell écrit en 2004 :

Il ne commence pas avec des questions, mais plutôt des certitudes ou des présomptions. Il ne va pas vers les sources primaires, mais plutôt vers les sources secondaires qu'il prétend interpréter de façon originale. Il le fait cependant avec extravagance, en amenant des questions inappropriées qui renvoient à la position partisane qu'il a déjà adoptée. Il élude la technique de l'historien et pour cela il tend à magnifier les données impertinentes pour ses propres fins ou à confondre la partie avec le tout. Il fuit les nuances car sa spécialité consiste en un dualisme manichéen, la simplification ou la partialité. Il cherche à tout prix la polémique car elle semble lui accorder le privilège d'une position innovante ou le situer sur un pied d'égalité avec les professionnels de la discipline historique (Tusell, 2004).

L'historien Alberto Reig Tapia dédie depuis une quinzaine d'années ses principaux travaux à l'analyse du courant révisionniste. Après la publication de deux ouvrages sur Moa, dont il qualifie les écrits de « subversion néo-franquiste de l'histoire d'Espagne », Reig Tapia publie en 2017 un nouvel ouvrage sur le courant révisionniste en Espagne dans lequel il aborde les écrits de González Cuevas. De l'historien révisionniste, il souligne la manie de « calomnier et d'insulter des historiens réputés pour le simple fait de

⁵⁸ Traduction libre.

⁵⁹ Traduction libre.

les considérer liés à des courants politiques de gauche », remettant en question et retournant à l'endroit de son adversaire sa prétention à dépolitiser l'historiographie (Reig Tapia, 2017a, p. 260)⁶⁰.

Les acteurs des controverses ne sont pas les seuls à se proposer de les expliquer. Plusieurs historiens reviennent sur celles-ci dans le cadre de revues de littérature en introduction à leurs travaux, alors que d'autres les approfondissent davantage dans le cadre de travaux de synthèse historiographique. Les historiens qui rendent compte des controverses pour faire l'histoire intellectuelle de la discipline prennent souvent partie dans le débat. S'ils mettent souvent de l'avant le caractère politique des positions antifascistes, ils tentent aussi d'expliquer les dynamiques d'intérêt qui sous-tendent cette politisation. Yvan Gouesbier, commentant la polémique autour d'*Intervista sul fascismo*, considère que les acteurs en position dominée et aspirant à renverser cette domination ont utilisé la politisation pour brasser les cartes et établir un rapport de force. Il affirme :

Finally, the real focus of the polemic that followed the publication of *Intervista* is without doubt to be found in the encounter of two rivalries: that which pitted the Milanese newspapers against each other and pushed one of these organs of the press to the fore, and that of the networks of historians. It is not without significance to note that the encounter in question took place between contenders. How can it be seen that, in their respective domains, *Il Giorno*, Tranfaglia, or Lelio Basso (the latter in a more chronic, not grand political, or grand intellectual) were *outsiders*. The politics would have been, in the present case, the weapon of the weak (Gouesbier, 2007, p. 537).

Marie-Anne Matard-Bonucci voit dans les controverses sur le fascisme des années 1990 en Italie des dynamiques contradictoires de politisation et d'apaisement. Alors que la recherche sur le fascisme délaisse progressivement le terrain de la polémique, les médias et les politiciens s'emparent de points de vue exprimés par des historiens pour gagner du capital politique sur le terrain de l'interprétation du passé, ce qui donne lieu à un « processus de banalisation et de réhabilitation du fascisme » (Matard-Bonucci, 2018, p. 7).

Pour finir, la plupart des acteurs en présence dans les controverses et des historiens qui réfléchissent sur celles-ci s'entendent sur le fait qu'elles résultent de la politisation d'enjeux historiographiques. Les points de vue divergent quant à savoir à quel camp attribuer la responsabilité de la politisation et dans quelle

⁶⁰ Traduction libre.

mesure les préoccupations politiques devraient être faire partie de la réflexion historiographique. C'est cette seconde question que nous aborderons maintenant.

2.1.2 La connaissance de l'histoire comme rempart moral face aux menaces à la démocratie

Face à des intervenants qui revendiquent la neutralité sur le plan politique et sur celui des valeurs, d'autres revendiquent une position politique et morale comme inhérente au travail historique. Dans un éditorial au numéro précédent l'éclatement de la controverse sur l'entrevue de 1975 de De Felice, la revue *Italia Contemporanea* qualifie d'« historiographie a-fasciste pour la majorité silencieuse » l'entreprise de De Felice. Selon les auteurs de l'éditorial, des positions comme celle-ci « finissent par devenir objectivement *philofascistes* et dans tous les cas, exercent une fonction typiquement déséducatrice » ("Una storiografia afascista per la « maggioranza silenziosa », 1975, p. 3)⁶¹. Pour Giovanni Ferrara, le risque de l'entreprise de De Felice consiste à « trop comprendre le fascisme » (Ferrara, 1975a). En s'appuyant sur les sources fascistes, l'historien risquerait de rester prisonnier du point de vue fasciste, une voie conduisant vers la réhabilitation, ce qu'avait déjà souligné Gianpasquale Santomassimo dans une critique du tome de la biographie de Mussolini parue l'année précédente (Santomassimo, 1975, p. 125). Pour Paolo Alatri, « le noir est là mais [De Felice] ne le voit pas » (Alatri, 1975). Pour Leo Valiani « le fascisme fut proprement noir », mais De Felice le dépeint autrement. Des violences qui ont mené Mussolini au pouvoir, « dans *l'Intervista*, il n'en parle pas. Dans la biographie de Mussolini, il en parle, mais en en atténuant la portée et en tentant de ne pas en faire porter la responsabilité au duce » (Valiani, 1975a)⁶².

En plus de revendiquer leur propre position morale et politique, ces intervenants s'affairent à débusquer les positions politiques dans le discours de leurs adversaires. Ainsi, pour Angelo D'Orsi, les positions de De Felice appartiennent à l'univers de la droite politique, un courant qui, en Italie, est fortement associé au fascisme – au point qu'aucune force politique ne s'en réclame à l'époque à l'exception du MSI néofasciste (D'Orsi, 1975).

La politisation de l'histoire que les antifascistes associent au travail d'historiens accusés de réhabiliter le fascisme constituerait une preuve de l'importance d'adopter une position morale forte dans le travail intellectuel. Parce que des historiens confirment certaines positions fascistes en reprenant les sources

⁶¹ Traduction libre.

⁶² Traduction libre.

fascistes, il y a un mouvement de réhabilitation du fascisme, ce qui justifie que la communauté intellectuelle se mobilise à l'encontre d'un tel mouvement.

Pour Nicola Tranfaglia (1983), la controverse sur *Intervista* constitue une opération politique, à laquelle les médias participent pour des motifs économiques. Si les thèses de De Felice font l'affaire d'une classe politique mal à l'aise avec la perspective antifasciste, les journaux – Tranfaglia pointe notamment vers *Il Giornale*, journal de droite dirigé par Indro Montanelli et propriété de Silvio Berlusconi – discutent des thèses de l'historien, lesquelles, en suscitant la controverse, favorisent les ventes.

Gianpasquale Santomassimo (1998) rejoint Tranfaglia sur le rôle des médias. Son analyse des controverses autour des écrits de De Felice met toutefois l'accent sur les arguments du principal intéressé, lesquels s'inscriraient dans un projet de « révisionnisme historique » suscitant la polémique par leur caractère moral. Le révisionnisme historique de De Felice se déclinerait sur trois aspects principaux. Premièrement, l'historien montre une « tendance à minimiser ou nier la dimension internationale du phénomène fasciste, accentuant les différences et les contrastes entre le fascisme italien, le fascisme allemand et les autres expériences fascistes ». Deuxièmement, il tend à « réévaluer des moments ou des aspects du régime fasciste par la comparaison avec l'expérience de l'Italie républicaine ». Finalement, il fait preuve d'une « propension à redimensionner le rôle et la portée de l'antifascisme et de la Résistance dans l'histoire d'Italie » (Santomassimo, 1998, p. 555)⁶³. Sur le plan politique et moral, Santomassimo considère que ces trois dimensions de l'œuvre de De Felice contribuent à relativiser la condamnation historique dont fait l'objet le fascisme.

Pour les antifascistes, c'est donc la nature des thèses de leurs adversaires qui engendre les controverses. Celles-ci sont favorisées par une diffusion médiatique qui grossit les traits et évacue les nuances. Santomassimo considère que

Plus encore que Renzo De Felice, c'est l'œuvre en fait d'une *vulgate* défélicéenne (s'il m'est permis de retourner un terme polémique souvent utilisé par De Felice dans ses dernières années) construite par la presse et la télévision. L'œuvre de De Felice a été pendant trente ans un mine inépuisable pour les journalistes à la recherche de scoops, de détails plus ou

⁶³ Traduction libre.

moins significatifs, du document plus ou moins « précieux » ou « décisif », ou de simples et banales anecdotes (Santomassimo, 1998, p. 556)⁶⁴.

Santomassimo rejoint aussi Tranfaglia sur le caractère ambivalent des thèses de De Felice dans ses écrits historique :

dans ses études analytiques, De Felice a rempli le texte de longues divagations qui, partant de citations de documents, la plupart du temps en provenance de Mussolini ou d'autres leaders fascistes (en particulier Dino Grandi), aboutissent sur des thèses tordues, souvent ambivalentes ou peu claires, qui laissent place à plusieurs interprétations (Santomassimo, 1998, p. 557)⁶⁵.

Pour les historiens antifascistes, le De Felice des travaux de divulgation scientifique, dont font partie ses célèbres entrevues, brosse un portrait assez différent de l'histoire du fascisme. Les traits plus marqués ajoutent à la clarté du propos autant qu'ils en soustraient la nuance. Santomassimo estime que De Felice

à travers des livres-entrevue, a exposé des thèses drastiques et non motivées, poussant à l'extrême le discours avec l'objectif de faire polémique et de provoquer, renvoyant le lecteur, pour soutenir ses affirmations, à ses travaux analytiques qui ne donnent absolument pas la documentation exhaustive et un jugement clair (Santomassimo, 1998, p. 557)⁶⁶.

Face à une réhabilitation du fascisme au profit de la droite, les historiens antifascistes ne croient pas qu'il soit suffisant de rétablir les faits. Plusieurs d'entre eux mettent de l'avant le rôle de l'histoire dans la défense des idéaux démocratiques. Les historiens Julián Casanova et Carlos Gil Andrés, dans l'introduction à leur *Breve historia de España en el siglo XX*, jugent que le rôle de l'histoire est central à l'éducation démocratique :

La connaissance historique doit sortir de l'espace académique et arriver à un public plus large, à une nouvelle génération d'Espagnols qui n'a pas l'expérience directe du siècle qui s'est terminé et qui a besoin de comprendre la complexité des phénomènes du passé pour mieux aborder les problèmes du futur. Nous, les historiens, ne sommes pas des antiquaires enfermés dans les archives, de dos au monde dans lequel nous vivons. Nous écrivons depuis le présent, engagés dans la société, conscients que la recherche n'est qu'une partie de notre travail. Nous avons l'obligation d'enseigner et de divulguer le long et tortueux processus qui

⁶⁴ Traduction libre.

⁶⁵ Traduction libre.

⁶⁶ Traduction libre.

nous a amené la démocratie, la tolérance et la cohabitation pacifique. Une histoire inachevée (Casanova & Gil Andrés, 2012, p. 16)⁶⁷.

Après la polémique de 1975, durant laquelle Dennis Mack Smith avait qualifié la biographie défélicéenne de « monument au duce », l'historien britannique spécialiste de l'Italie du Risorgimento revient à la charge en 1987. Il met alors en évidence que l'antifascisme qu'il revendique dans le travail historique répond à une préoccupation politique immédiate. Alors que De Felice propose l'abolition de la clause constitutionnelle interdisant la formation d'un parti fasciste, jugeant que l'antifascisme est inutile des décennies après la chute du régime, Mack Smith considère que l'antifascisme est actuel et que « le fascisme est encore vivant » ("«Il fascismo è ancora vivo». L'inglese Mack Smith è contro De Felice," 1987).

En Italie et en Espagne, les explications existantes des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes entrent pour l'essentiel dans deux catégories. D'un côté, il y a celles qui attribuent la responsabilité de la polémique à la politisation de l'histoire à laquelle se livrerait l'un des camps. Dans le cas italien, cette explication est centrale au point de vue des critiques de l'antifascisme, qui se portent à la défense de Renzo De Felice. Les antifascistes l'évoquent aussi contre leurs adversaires, mais ils n'en font pas le cœur de leur compte-rendu des controverses. En Espagne, les deux camps défendent souvent cette posture. De l'autre côté, il y a ceux qui revendiquent une position morale, éthique ou politique et attribuent la responsabilité de la polarisation du débat à l'immoralité des idées exprimées par leurs adversaires. En Italie, cette position est généralement celle des antifascistes, alors qu'en Espagne, elle est mise de l'avant pour des raisons différentes par divers acteurs aux positions opposées.

2.2 Une sociologie des controverses mémorielle entre science, langage et politique

Les explications mises de l'avant par les protagonistes des controverses mémorielles sont pertinentes pour la recherche. Elles permettent de reconstruire le fil des événements qui a mené à la polarisation, et donc à la conflictualité, et éventuellement à la pacification du débat. Nous ne pouvons toutefois pas souscrire à ces explications, trop partielles et partiales pour expliquer de façon convaincante le phénomène étudié. Suivant une avenue plus prometteuse, certains chercheurs rendent compte des controverses en mettant en évidence les rapports de force et les intérêts qui sous-tendent les positions, et en mettant en évidence les dynamiques induites par le rôle des médias (Gouesbier, 2007; Weingart & Pansegrau, 1999). Ils tendent toutefois à attribuer la politisation du débat à un des camps en présence, donnant raison aux vainqueurs

⁶⁷ Traduction libre.

et négligeant l'importance des principes de neutralité et de symétrie. Le domaine de l'étude des controverses nous offre quelques pistes intéressantes pour interroger l'histoire des controverses mémorielles et dépasser les comptes-rendus des principaux intéressés.

Nous croyons que l'émergence, la résolution et le résultat des controverses mémorielles concernant les fascismes au sein de l'historiographie doivent être expliqués à travers le recours à deux séries de facteurs explicatifs : la structuration de l'espace social et les jeux d'acteurs qui en découlent; et le contexte sociohistorique dans lequel se déroule les controverses mémorielles et les jeux d'arguments auxquels il donne lieu. Dans les sections suivantes, nous présentons ces deux séries de facteurs explicatifs et les principes de leur opérationnalisation.

2.2.1 Structuration de l'espace du débat et stratégie : les jeux d'acteurs et les controverses mémorielles

Une des stratégies explicatives répandues pour rendre compte des controverses consiste à s'intéresser aux jeux d'acteurs en étudiant le rapport de force que ces derniers se livrent. Pour ce faire, il est nécessaire de se pencher sur la structuration de l'espace social dans lesquelles se déroulent les controverses et aux motivations des acteurs qui y prennent part. Nous présentons les outils pour étudier ces deux dimensions des jeux d'acteurs dans les controverses mémorielles dans les sections 2.2.1.1 et 2.2.1.2.

2.2.1.1 Champs scientifiques, champs intellectuels et espace public

L'étude des controverses met souvent l'accent sur l'espace où celles-ci se déroulent (Bourdieu, 1976; Lemieux, 2007; Nudler, 2011). Plusieurs traditions de recherche en sociologie insistent sur l'importance de cartographier l'espace social. Le sociologue des mouvements sociaux Erik Neveu a en ce sens théorisé le concept d'« arène » sociale, c'est-à-dire « un système organisé d'institutions, de procédures et d'acteurs dans lequel des forces sociales peuvent se faire entendre, utiliser leurs ressources pour obtenir des réponses — décisions, budgets, lois — aux problèmes qu'elles soulèvent » (Neveu, 2005, p. 16). D'autres, Pierre Bourdieu en tête, ont préféré la notion de « champ », qu'il conçoit comme « un système de relations objectives entre des positions » (Bourdieu, 2013, p. 12). Le concept permet de mettre en lumière les rapports de force entre des acteurs au pouvoir inégal. Contrairement à l'arène qui, a priori, est un espace neutre, jusqu'à ce qu'il soit investi de rapports de forces, le champ est structuré dès le départ comme un espace de lutte entre des acteurs au pouvoir inégal. Il permet de cartographier l'espace social spécifique

à un enjeu et de rendre compte de la pluralité des rapports de force qui s'opère dans les divers champs qui constituent globalement les sociétés.

Utilisé dans diverses disciplines, le concept de champ est surtout connu en sociologie en raison des travaux de Bourdieu. Ce dernier l'utilise dans ses principaux ouvrages empiriques (Bourdieu, 1979, 1984b; Bourdieu & Passeron, 1970) et y dédie une réflexion théorique importante (Bourdieu, 2013). Le concept lui permet de « penser relationnellement » et d'adopter une ontologie matérialiste. Il affirme :

le réel est relationnel : ce qui existe dans le monde social, ce sont des relations – non pas des interactions ou des liens intersubjectifs entre des agents, mais des rapports objectifs qui existent « indépendamment des consciences et des volontés individuelles », comme disait Marx (Bourdieu & Wacquant, 2014, p. 142).

Au fil des ans, le sociologue français offre plusieurs définitions du concept. Un champ est ainsi

un ensemble construit de positions et d'agents occupant ces positions objectivement définies par les propriétés attachées à ces positions et pratiquement reliées par des luttes qui doivent leurs propriétés à la structure globale des positions, c'est-à-dire à ce qui est attaché pour chaque agent au fait d'occuper une certaine position (Bourdieu, 2013, pp. 31-32).

Dans *Invitation à la sociologie réflexive*, Bourdieu définit le champ comme « un réseau, ou une constellation de relations objectives entre des positions ». Ce réseau se caractérise par la distribution inégale du pouvoir en son sein. Ainsi,

Ces positions sont caractérisées objectivement dans leur existence et dans les déterminations qu'elles imposent à leurs occupants, agents ou institutions, par leur situation (*situs*) actuelle et potentielle dans la structure de la distribution des différentes espèces de pouvoir (ou de capital) dont la possession commande l'accès aux profits spécifiques qui sont en jeu dans l'espace considéré et, du même coup, par leurs relations objectives aux autres positions (domination, subordination, homologie, etc.) (Bourdieu & Wacquant, 2014, p. 142).

Chaque champ comporte sa logique spécifique, irréductible à celle d'un autre champ. Cette logique propre découle de l'enjeu qui est poursuivi dans le champ et les agents sont motivés par une *illusio*, la croyance que l'enjeu vaut la peine d'être poursuivi. Les acteurs dans un champ luttent pour un enjeu, mais aussi pour la définition de l'enjeu (Bourdieu, 2013, p. 32). Les ressources dont ils disposent pour mener cette lutte constituent des formes de capital, lesquelles prennent une valeur spécifique en fonction du champ dans lequel un acteur intervient. Les luttes au sein d'un champ visent « le monopole d'un type déterminé de biens rares, de capital. La lutte pour ce monopole risque toujours de s'organiser autour de l'opposition

entre les détenteurs du monopole et ceux qui veulent entrer sur le marché sans le capital adéquat » (Bourdieu, 2013, p. 21). Dans ces luttes monopolistiques, « les armes dont disposent les différents combattants dépendent du degré auquel ils ont les moyens de monopoliser à un instant donné, le capital spécifique considéré » (Bourdieu, 2013, p. 29).

Cartographier les relations entre les positions dans le champ, en identifiant la dotation en capital de différents types des agents qui s’y adonnent à une lutte, permet d’expliquer les prises de positions par rapport aux enjeux du champ. Dans *Homo Academicus*, Bourdieu cartographie le champ universitaire pour expliquer les prises de positions des divers acteurs lors des événements de mai 1968. Il montre qu’un capital universitaire plus faible coïncide généralement avec une position favorable à la contestation de l’ordre universitaire en place. Comme n’importe quel champ, le monde académique est dépeint dans l’ouvrage de Bourdieu comme « le lieu d’une lutte plus ou moins déclarée pour la définition des principes légitimes de division du champ » (Bourdieu, 1984a, p. 8).

Dans le cadre du problème qui nous concerne, la notion de champ permet de cartographier l’espace dans lequel se déroulent les controverses et les luttes pour en définir les frontières. Il nous invite à nous interroger sur la nature des tribunes où se déroulent les controverses afin d’évaluer dans quelle mesure celles-ci répondent à la logique du champ historiographique ou à celle du débat public. Des règles spécifiques s’appliquent à des espaces particuliers, et la transgression de ces règles et de ces logiques, tout comme leur respect, d’ailleurs, engendre des dynamiques particulières.

Les champs historiographiques comportent des caractéristiques propres aux champs scientifiques. Selon Bourdieu, les champs scientifiques sont marqués par une « lutte de concurrence qui a pour enjeu *spécifique* le monopole de *l’autorité scientifique* » (Bourdieu, 1975, p. 91). Pour étudier cette concurrence, il faut être en mesure de lire en tant que lutte sociale un conflit où les acteurs adoptent une posture que Bourdieu qualifie d’« intérêt au désintéressement », ce qui leur permet de « dissimuler les stratégies » dont ils font usage (Bourdieu, 1976, p. 94). Ces stratégies visent à construire l’espace dans lequel s’exerce le pouvoir social des scientifiques car « le fonctionnement même du champ scientifique produit et suppose une forme spécifique d’intérêts (les pratiques scientifiques n’apparaissant comme « désintéressées » que par référence à des intérêts différents, produits et exigés par d’autres champs) » (Bourdieu, 1975, p. 92).

Le champ historiographique ne comporte toutefois pas exclusivement les propriétés d’un champ scientifique. Il s’apparente à certains égards à un champ intellectuel, car l’interprétation du passé qui s’y

développe n'est jamais le monopole des spécialistes. Pour Bourdieu, « un intellectuel, pour dire les choses très simplement, c'est un écrivain, un artiste ou un savant, qui sort de son champ, avec l'autorité qu'il a acquise dans son champ, pour aller hors du champ, exercer une action symbolique de type politique » (Bourdieu, 1999, p. 20). Des intellectuels qui ne sont pas historiens ou qui le sont, mais dont la spécialisation ne correspond pas à la période ou à l'objet débattu interviennent régulièrement dans les débats historiographiques. Ils le font notamment parce que ces débats comportent à la fois une dimension scientifique et une dimension mémorielle : ils concernent l'interprétation historique du passé, mais aussi son sens pour le présent et l'avenir d'une communauté politique.

Les règles qui encadrent les débats qui se déroulent dans les champs historiographiques sont toutefois caractéristiques des champs scientifiques. Dans les champs historiographiques, l'objectif poursuivi correspond à la reconstruction du passé « tel qu'il a véritablement été », pour reprendre la célèbre formule de Leopold von Ranke⁶⁸. Les règles spécifiques au champ comprennent la confrontation des idées des différents intervenants, et surtout la confrontation de celle-ci avec les documents historiques. Le champ est marqué par des relations de pouvoirs caractéristiques du monde académique, puisque les chercheurs sont en compétition pour des postes et pour les ressources qui les accompagnent. Un changement de tribune peut engendrer une transformation des rapports de force et la modification de l'enjeu de la lutte.

Les travaux de Bourdieu mettent en évidence des rapports de pouvoir inhérents à la structuration de l'espace social. Ils ont inspiré des recherches importantes en sociologie des controverses, lesquels mettent de l'avant l'autonomie relative du champ scientifique et la répartition du capital scientifique entre spécialistes et profanes pour expliquer les conflits (Gingras, 2014a). Yves Gingras distingue les controverses scientifiques des controverses publiques en fonction des tribunes où se déroulent les débats. Les controverses ayant cours dans les revues spécialisées et destinées aux spécialistes sont des controverses scientifiques, alors que celles qui débordent dans l'espace public deviennent des controverses publiques. Celles-ci surgissent en raison de la faiblesse de l'autonomie relative du champ concerné et « donnent alors lieu à des débats incontrôlés pouvant faire intervenir des types d'arguments considérés comme exclus de la bienséance académique et disciplinaire, laquelle impose mises en formes et euphémisations » (Gingras, 2014b, p. 16). Cette perspective permet d'expliquer l'émergence des

⁶⁸ Cité dans Traverso (2005, p. 113)

controverses en identifiant, au-delà des désaccords exprimés, des sources potentiels des antagonismes. Elle est moins efficace pour rendre compte du déroulement des controverses, lorsque les frontières entre les camps changent ou se brouillent, et elle ne permet pas nécessairement d'expliquer la clôture et le résultat de controverses qui bouleverse la structure du pouvoir dans un champ. En mettant l'accent sur le positionnement dans le champ comme facteur explicatif des prises de positions, il y a un risque de négliger la force des arguments dans un espace social donné. Les controverses italiennes que nous présentons au chapitre 3 montrent bien la nécessité de recourir à des aspects plus dynamiques de la théorie des champs pour expliquer comment un historien partant d'une perspective marginale finit par s'imposer comme le plus grand historien du fascisme italien.

Si la réflexion théorique de Bourdieu sur le concept de champ accorde une certaine latitude aux agents, ses travaux empiriques mettent largement l'accent sur l'aspect déterminant de la structure des positions par rapport aux prises de positions. Cette conception déterministe influence certains travaux en sociologie des controverses, lesquels mettent l'accent sur la frontière entre un champ scientifique et l'espace public, expliquant les controverses par la faible autonomie relative d'un champ scientifique et la polarisation entre les prises de positions des spécialistes et celles des profanes.

Les controverses auxquelles nous nous intéressons ne peuvent être réduites à une série de prises de positions déterminées par la structure des positions dans le champ. Parmi les intervenants aux controverses italiennes et espagnoles, on trouve des spécialistes ayant publié des travaux scientifiques sur le fascisme et le franquisme dans les deux camps en opposition. De même, les journalistes et les intellectuels qui ont pris position dans ces débats l'ont fait pour défendre l'une ou l'autre des positions. La structure du champ historiographique est importante pour expliquer ces controverses, mais elle ne détermine pas directement et indépendamment des stratégies adoptées par les acteurs l'émergence, le déroulement et la résolution des controverses mémorielles que nous prenons pour objet.

Une interprétation moins structuraliste de Bourdieu est possible. Fritz Ringer note par exemple que les acteurs sociaux impliqués dans les rapports de pouvoir agissent en fonction de leur perception de ces rapports plus que de leur réalité effective. Ainsi,

Identical institutions and practices may be *perceived* in remarkably different ways, and it is perceptions, not realities as such, that enter into the constitution of roles. In a particular environment, perceptions may be decisively conditioned by inherited assumptions, including

incompletely conscious ones. For beliefs about roles, like other beliefs, may be more or less rational (Ringer, 2000, p. 17).

En mettant davantage l'accent sur les règles du jeu auquel s'adonnent les acteurs d'un champ et les stratégies que ces derniers adoptent afin d'en bénéficier ou de les modifier à leur avantage, la structure du champ devient un facteur incontournable de l'explication des conflits, sans pour autant déterminer unilatéralement les comportements des agents. Par ailleurs, des travaux critiques du structuralisme bourdieusien mettent en évidence des aspects différents du concept de champ. Les sociologues américains Neil Fligstein et Doug McAdam intègrent au concept de champ une théorie de l'action qui tient compte de la pluralité des finalités que les humains peuvent poursuivre. Là où Bourdieu subordonne le sens et les valeurs aux intérêts, ils postulent que ce sont là des motivations potentiellement autonomes auxquelles les acteurs dans un champ donné donneront plus ou moins d'importance à certains moments. Dans *A theory of fields*, ils définissent un « champ d'action stratégique » comme

a constructed mesolevel social order in which actors (who can be individual or collective) are attuned to and interact with one another on the basis of shared (which is not to say consensual) understandings about the purposes of the field, relationships to others in the field (including who has power and why), and the rules governing legitimate action in the field (Fligstein & McAdam, 2012, p. 9).

L'historiographie du fascisme italien et celle du franquisme constituent des champs d'action stratégique. Constitués à des époques distinctes, ceux-ci ont progressivement introduit dans la recherche sur ces régimes un ensemble de règles déjà acceptées dans le travail historique portant sur d'autres périodes et objets. Comme les « porteurs de causes » qui, selon la sociologie des mouvements sociaux, élargissent la réflexion autour d'un enjeu par la comparaison et la transposition – les « causes exemplaires » et la fédération des causes pour Chateauraynaud (2011, p. 203) ; le « changement d'échelle » pour Tilly et Tarrow (2015, pp. 168-173), les entrepreneurs politico-mémoriels que sont les historiens importent les règles des champs d'étude existants lors du processus de constitution des nouveaux champs. Généralement, ces règles incluent la recherche des « faits » historiques à travers la documentation, la distanciation par rapport à la mémoire publique et aux préoccupations politiques, autrement dit la quête de la neutralité axiologique du chercheur, etc. À l'intérieur de ces espaces, des luttes sociales ont cours, autant pour des objectifs immédiats et pragmatiques comme l'accès aux positions académiques de prestige que pour la défense intellectuelle d'idéaux, de contenus théoriques, d'approches méthodologiques, etc. Toutefois, le langage à travers lequel se livrent ces luttes est celui qui est spécifique

au champ : la recherche de la vérité sur le passé à travers un argumentaire rationnel appuyé sur des évidences documentaires.

Les questions dont on débat dans le champ historiographique se disputent en général sur des tribunes spécifiques au champ : les revues spécialisées, les ouvrages historiques longs et complexes qui appartiennent souvent à des collections spécialisées, les rencontres scientifiques, etc. Parfois, en fonction des stratégies des historiens ou à leur insu, ces débats se déplacent vers des tribunes où les spécialistes ne sont pas seuls à avoir droit de cité et où la vocation du débat est différente. Ces tribunes – les journaux, les magazines, les revues d'idées, les émissions de radio ou de télévision, les sites web et les réseaux sociaux – appartiennent à un espace public plus large dont la structure des positions des acteurs diffère du champ historiographique. De plus, l'espace public, en tant que lieu de délibération démocratique, donne lieu à l'expression de points de vue marqués par des préoccupations plus actuelles que la validité de la connaissance du passé. Les arguments qui y sont présentés sur le passé s'orientent davantage en fonction des implications que celui-ci comporte pour le présent et l'avenir de la communauté politique.

Comment rendre compte du traitement de l'histoire sur des tribunes s'adressant aux non spécialistes ? Dans ses interventions à ce qu'il est convenu d'appeler la « querelle des historiens », le philosophe allemand Jürgen Habermas a eu recours au concept d'« usage public de l'histoire » pour distinguer entre les écrits que des historiens publiaient dans des revues et des collections spécialisées et ceux qu'ils destinaient au grand public. Selon lui, certaines publications des historiens Ernst Nolte et Andreas Hillgruber participaient d'un usage public de l'histoire motivé par un projet néo-conservateur de réhabilitation du nationalisme allemand (Habermas, 1999).

En Italie, l'historien Nicola Gallerano a lancé un chantier de réflexion sur le concept d'usage public de l'histoire (Gallerano, 1994, 1999; Pavone, 2001). Gallerano le définit comme :

all that is developed outside the domain of scientific research in its strictest sense, outside the history of historians which is usually written by scholars and intended for a very limited segment of the population. Public use of history includes not only the various means of mass communication, each with its own particularities (journalism, radio, television, cinema, theater, photography, advertisement, etc.), but also the arts and literature; public places such as schools, history museums, monuments and urban spaces, etc., and finally institutions, formal or otherwise (such as cultural associations, parties, and religious, ethnic and cultural groups, etc.), which, with more or less clearly partisan objectives, endeavor to promote a more or less polemic reading of the past as compared to the generally accepted common

sense of history or historiography, a polemical reading based on the memory of their respective groups. (Gallerano, 1994, p. 85).

L'usage public de l'histoire n'exclut pas les travaux scientifiques publiés par des historiens :

In light of this extrinsic definition, the public use of history likewise figures in works conceived of and executed as scientific works and which nonetheless have a public impact beyond the scope of a circle of scholars. I refer to such works, to cite two Italian examples with very different significations, of the biography of Mussolini by De Felice and Pavone's book on the Resistance. Professional historians are not exempted either; they make public use of history when they speak of mass media; this is evident in the case of the *Historikerstreit*, in the German "dispute among historians" with regard to Nazism (Gallerano, 1994, p. 86).

En ce sens, Gallerano trace une frontière plus poreuse que ne le fait Habermas entre histoire et usage public de l'histoire. Il ouvre la porte à une prise en compte des interactions entre ces deux dimensions de l'action des historiens et à la possibilité que la maîtrise des tribunes où circulent leurs idées leur échappe. Il élargit aussi le concept en y incluant des usages de l'histoire qui ne sont pas « politiques au sens le plus strict et encore moins comme manipulations politiques ». Par conséquent, l'usage public de l'histoire tel que conçu par Gallerano « n'est pas une pratique à rejeter ou à démoniser en principe », mais plutôt une dimension de la vie publique et de la pratique historique qui mérite d'être étudiée et comparée en fonction des contextes (Gallerano, 1994, p. 87).

Le concept d'usage public de l'histoire permet de rendre compte des interactions qui se situent à la frontière du champ historiographique et de l'espace public. Par conséquent, il est essentiel à l'analyse de la dimension relative à l'espace social dans le phénomène des controverses mémorielles ayant pour objet les fascismes en Italie et en Espagne. Si la structuration de l'espace social est un aspect central pour expliquer ces controverses, il n'est toutefois pas suffisant. C'est pourquoi nous nous tournons à présent vers un deuxième aspect incontournable : le rôle des acteurs sociaux impliqués dans les controverses.

2.2.1.2 Historiens, intellectuels, journalistes et politiciens : les entrepreneurs politico-mémoriels et les controverses

En plus de l'espace social spécifique où se déroulent les controverses, il nous faut invoquer un second facteur pour en expliquer l'émergence, le déroulement et la résolution : il s'agit des acteurs qui y prennent part. Comment doit-on envisager le rôle des acteurs des controverses ? Dans cette section, nous présentons quelques-unes des approches adoptées par les chercheurs et les acteurs sociaux pour théoriser

le rôle des intervenants impliqués dans les controverses. Nous présentons ensuite la nôtre, inspirée par les écrits de Max Weber et au cœur de laquelle se trouve le concept d'entrepreneur politico-mémoriel.

Une première façon d'envisager les acteurs des controverses peut être qualifiée d'approche socio-démographique. Une lecture des controverses centrée sur la notion de champ et laissant peu de latitude aux acteurs sociaux se limitera généralement à cette approche. Elle consiste à comparer des données démographiques et socioéconomiques concernant chacun les protagonistes afin d'y observer des régularités. Ainsi, les chercheurs qui adoptent cette perspective se demanderont si la profession, le champ de spécialité et les fonctions académiques et disciplinaires des acteurs sont en mesure de prédire leur positionnement par rapport au conflit (Bourdieu, 1984b; Weingart & Pansegrau, 1999). Ils feront de même avec l'âge – qui peut être traité comme donnée quantitative, notamment avec la moyenne d'âge des participants, ou qualitative, en divisant par blocs générationnels. Un tel traitement qualitatif des différences générationnelles peut notamment s'articuler autour d'un événement ou d'une période. Pour les cas qui nous intéressent, ce traitement qualitatif consiste à se demander si les participants aux controverses étaient en âge de faire des choix politiques à l'époque du fascisme et du franquisme. S'ajoutent à ces données particulières celles concernant la nationalité, le lieu de naissance, le parcours académique – l'université où les participants ont obtenu leur doctorat, par exemple. De telles informations sont évidemment éclairantes. Elles ont toutefois le défaut de mettre l'accent sur l'identité des acteurs sociaux des controverses plutôt que sur ce qu'ils font.

Comment rendre compte de l'action des protagonistes des controverses autrement qu'en la réduisant à leur profil socio-démographique ? Certains protagonistes des controverses mémorielles ayant pour objet les fascismes ont eu recours à des notions comme le « révisionnisme » ou les « tendances apologétiques » pour qualifier leurs adversaires. Pour les uns, le révisionnisme serait une réinterprétation motivée politiquement par une volonté de réhabiliter le fascisme ou une vision conservatrice de sa place dans l'histoire (Losurdo, 2006; Reig Tapia, 2006a; Traverso, 2005, pp. 108-119; Tusell, 2004). Pour les autres, il ne serait que la substance même du travail de l'historien, qui consiste à réviser continuellement la connaissance du passé afin d'en donner une interprétation plus juste, parce que fidèle aux documents à sa disposition (Canali, 2011, p. 83; De Felice & Chessa, 1999a, p. 45; González Cuevas, 2016a, pp. 26-27). Bien que le concept de révisionnisme ait fait l'objet d'une réflexion théorique importante et qu'il ait l'avantage de remettre au centre du tableau le caractère irréductiblement politique des enjeux des controverses, il comporte aussi des inconvénients importants. Élaboré dans une perspective politique afin

de stigmatiser les adversaires de ceux qui l'utilisent, il doit – comme l'idée de tendance apologétique – être considéré comme une « catégorie de pratique sociale » plutôt que comme une « catégorie d'analyse » (Brubaker, 2001).

Pour rendre compte du rôle des acteurs au sein des controverses mémorielles tout en s'élevant au-dessus du débat, nous nous tournons vers Max Weber. Dans la seconde conférence qui constitue *Le savant et le politique*, Weber utilise la comparaison entre entrepreneur et homme politique pour mettre en lumière l'action de « L'homme politique professionnel qui vit "de" la politique » (Weber, 2002, pp. 140-141). Une telle comparaison lui permet de souligner à la fois le caractère instrumental de l'action politique – la recherche d'un profit par l'action politique – et la poursuite d'objectifs politiques plus généraux. L'usage de la notion d'entrepreneur par Weber a eu des échos en économie (Olson, 1978), en sociologie des mouvements sociaux (McCarthy & Zald, 1977), en sociologie de l'ethnicité (Lal, 1997) et en sociologie du nationalisme (Dufour, 2019).

Dans le cadre des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes, étudier le rôle des acteurs sociaux implique de les concevoir en tant qu'entrepreneurs politico-mémoriels. Un entrepreneur politico-mémoriel est *un acteur social qui s'implique dans un débat portant sur la mémoire du passé avec l'objectif de défendre une cause, peu importe la nature de cette dernière*. La notion d'entrepreneur politico-mémoriel ne vise pas à diviser les acteurs des controverses entre ceux qui défendraient une vision scientifique du passé et ceux qui seraient animés par des préoccupations politiques. Elle permet au contraire de souligner le fait que *tous les acteurs impliqués dans les controverses mémorielles* défendent une position qui comporte à la fois des enjeux scientifiques liés à l'explication et à l'interprétation du passé et des implications pour le sens de ce dernier pour le présent et l'avenir d'une communauté politique.

Que leur action vise à revoir la mémoire publique du fascisme et de l'histoire nationale, à transformer les règles d'accès au pouvoir politique sur la base de ces changements à la mémoire partagée du passé fasciste ou simplement à assurer l'autonomie du champ d'études historiques du fascisme, les acteurs des controverses se comportent comme les entrepreneurs de la cause qu'ils défendent. Peu importe le camp qu'ils choisissent, *ils sont tous des entrepreneurs politico-mémoriels*. Les traiter comme tels signifie rechercher les motivations qu'ils mettent de l'avant, étudier les stratégies qu'ils adoptent et le travail de mobilisation qu'ils accomplissent dans le but de faire triompher leurs projets.

L'étude de l'entrepreneur politico-mémoriel est donc complémentaire à celle du champ dans lequel il agit, en permettant notamment d'envisager le choix des tribunes comme une stratégie plus ou moins consciente dans la poursuite d'objectifs politiques ou mémoriels. Étudier l'interaction entre l'espace social des controverses et l'action des entrepreneurs politico-mémoriels qui y interviennent n'est cependant pas suffisant pour expliquer notre objet. Afin d'interpréter le sens des stratégies poursuivies par les acteurs, il est nécessaire de se pencher sur les moyens qu'ils mettent en œuvre et l'univers plus large dans lequel ils le font. Autrement dit, il faut aborder la théorie du langage afin d'étudier le texte et le contexte des controverses. C'est à la relation entre texte et contexte que nous dédions la prochaine section.

2.2.2 Texte et contexte : jeux d'arguments, sens circonstanciel et luttes sociopolitiques

Les travaux ayant recours à la notion de champ mettent généralement en évidence les rapports de forces qui structurent un espace social particulier. Dans une perspective structurale, ils tendent à accentuer le rôle de la « structure de position » comme déterminant des « prises de positions », pour reprendre le langage de Bourdieu. Lorsqu'ils s'intéressent au langage, c'est souvent pour montrer comment une position sociale spécifique entraîne un habitus qui se manifeste par une position dans le débat et une façon d'exprimer celle-ci. Les chercheurs qui s'inspirent de cette tradition s'intéressent plus aux « jeux d'acteurs » qu'aux « jeux d'arguments » (Chateauraynaud, 2011, p. 81). Si ces travaux apportent un éclairage essentiel sur le rôle des relations de pouvoir dans les débats politiques et scientifiques, il y a lieu de s'attarder davantage au rôle du langage dans les controverses mémorielles à l'étude ici. Après tout, cette logique structurale a pour objectif d'expliquer les prises de positions, mais pas le déroulement d'un débat où celles-ci peuvent évoluer ni la clôture de ce débat. Interpréter le texte des controverses implique de le situer dans son contexte afin de saisir les objectifs et les références que mettent de l'avant les acteurs. Dans cette section, nous présentons les apports de la théorie des actes de langage et des travaux en histoire des idées politiques qui s'en sont inspirés. Nous explorons ensuite certaines implications de ces travaux pour l'étude du contexte des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes.

2.2.2.1 Actes de langage, intentions et conséquences de l'intervention des entrepreneurs politico-mémoriels dans les débats publics

Dans *How to do things with words* (Austin, 1970), le philosophe John L. Austin met de l'avant des outils pour analyser le langage ordinaire autrement qu'à travers la validité d'un énoncé. Constatant que nombre de phrases utilisées dans la vie quotidienne ne sont pas des énoncés susceptibles d'être soumis au test de la validité, il entreprend de montrer que l'utilisation du langage comporte des actes, lesquels ont des

conséquences dans le monde social. Pour Austin, quand un acteur social utilise le langage, il accomplit un acte. Après avoir analysé le caractère performatif de certaines phrases, il conclut qu'on ne saurait catégoriser les phrases entre celles qui ont un caractère énonciatif et celles qui accomplissent une fonction performative. Il propose donc de distinguer trois dimensions de l'acte de langage : l'acte locutoire, l'acte illocutoire et l'acte perlocutoire. L'acte locutoire est « l'acte de "dire quelque chose" », le fait de prononcer des mots (Austin, 1970, pp. 109-110)⁶⁹.

L'acte locutoire se distingue de l'acte illocutoire, qui consiste en « un acte effectué *en* disant quelque chose, par opposition à l'acte *de* dire quelque chose » (Austin, 1970, p. 113)⁷⁰. Cette distinction vise à répondre à une réduction de l'intérêt philosophique aux questions qui relèvent du sens des mots plutôt qu'au rôle qu'ils jouent dans un certain contexte. Austin considère que « les circonstances d'une énonciation jouent un rôle très important et que les mots doivent être "expliqués", pour une bonne part, par le "contexte" où ils sont destinés à entrer, ou dans lequel ils sont prononcés » (Austin, 1970, p. 113).

En plus de l'acte locutoire et de l'acte illocutoire, l'acte de langage comporte une troisième dimension : l'acte perlocutoire. Celui-ci consiste aux conséquences indirectes qu'entraîne le fait de dire quelque chose. Selon Austin,

Dire quelque chose provoquera souvent – le plus souvent – certains effets sur les sentiments, les pensées, les actes de l'auditoire, ou de celui qui parle, ou d'autres personnes encore. Et l'on peut parler dans le dessein, l'intention, ou le propos de susciter ces effets. Compte tenu de cela, nous pouvons dire que celui qui a parlé a produit un acte qui ou bien renvoie qu'indirectement à l'acte locutoire ou illocutoire, ou bien n'y renvoie pas du tout. Nous appellerons un tel acte un acte *perlocutoire*, ou une *perlocution* (Austin, 1970, p. 114).

La théorie des actes de langage développée par Austin a inspiré des travaux en philosophie du langage. Ces travaux ont surtout porté sur la dimension illocutoire (Searle, 2005; Searle & Vanderveken, 2009). Dans un tout autre champ, des chercheurs ont repris ses concepts dans le but d'amener le contexte au centre de l'analyse historique des idées politiques. L'École de Cambridge en histoire des idées politiques (Pocock, 1975, 1981, 1989; Skinner, 1978a, 1981, 1996) rompt avec l'idée d'une étude de la théorie politique comme dialogue intemporel entre les grandes figures du canon de la pensée, défendue par Leo

⁶⁹ Austin subdivise ensuite l'acte locutoire, qui contient l'acte phonétique – « la simple production de sons » –, l'acte phatique – « la production de vocables ou mots » – et l'acte rhétique, qui « consiste à employer ces vocables dans un sens et avec une référence plus ou moins déterminés » (Austin, 1970, pp. 109-110)

⁷⁰ En italiques dans l'original.

Strauss et la tradition qu'il a inspiré (Strauss & Cropsey, 2006). Les travaux de Quentin Skinner et J.G.A. Pocock mobilisent les concepts d'actes locutoires, illocutoires et perlocutoires afin d'analyser les idées politiques dans divers contextes de la Renaissance et de l'époque moderne⁷¹.

Pocock soutient que les actes de langage qui constituent le discours politique peuvent avoir un impact sur quatre aspects du discours :

These acts are to be thought of as performed upon, and modifying the status of, (1) the hearers or readers to whom the speech is communicated, (2) the speaker or writer "himself," who is never unaffected by "his" own act, (3) the language structure which is confirmed or modified by the act of speech and by the conditions in which it is performed. I shall defer, but I do not ignore, the question (4) of how the political and historical situation, or the political and social structure, may be said to be modified by the act of utterance performed in it (Pocock, 1981, p. 959).

L'utilisation du langage est donc un acte ayant des conséquences au-delà de la dimension linguistique. Les acteurs agissent dans un cadre particulier, lequel permet de faire sens de ce qu'ils font avec le langage. C'est ce cadre que nous appelons contexte (Pocock, 1981, pp. 959-960). Mais en agissant par le langage dans un contexte spécifique, le locuteur peut modifier volontairement ou involontairement ce contexte. D'abord, la force illocutoire de l'acte de langage engendre les conséquences pour lesquelles le locuteur performe cet acte. Après quoi, les conséquences de l'acte vont au-delà de ce qui peut être contrôlé par l'acteur qui le performe. Ainsi,

as soon as another begins to hear my illocution, "he" begins to understand, to interpret, to receive, to reject, to respond; illocution becomes perlocution and "he" has begun to perform actions which I may not succeed in controlling, and which may succeed in modifying the perlocution performed by me; or rather, the act performed has begun to be the outcome of acts which speaker and hearer severally perform upon the locution and upon one another » (Pocock, 1981, p. 960).

Les travaux de Pocock nous invitent à porter attention aux interactions entre l'acte de langage et les éléments qui en constituent le contexte, parmi lesquels on retrouve les actes des autres interlocuteurs. Les limites de ce qui constitue le contexte d'un acte de langage sont toutefois floues et indéterminées. La

⁷¹ Certains ont reproché à l'école de Cambridge de réduire le contexte pertinent à l'étude des idées politiques à sa dimension linguistique, au détriment du contexte social (Wood, 2013, 2014; Wood & Wood, 1978). Peu importe la pertinence de ces critiques, les travaux de Pocock et Skinner ont permis d'approfondir la relation entre le langage et le contexte dans lequel les acteurs l'utilisent.

notion de contexte a un long historique (Burke, 2002). Son usage s'inscrit dans la poursuite de finalités multiples et son sens varie en fonction de ce qu'il est question d'en faire. C'est ce que lui reprochent ses détracteurs. Pourtant, une étude des débats d'idées ne peut se faire sans avoir recours au contexte qui donne leurs sens à celles-ci. Comme l'affirme avec raison Prévost, « personne n'a jamais soutenu que la voie royale vers la compréhension consistait à isoler un auteur ou ses énoncés de tout contexte. La question est plutôt de savoir quel est le contexte approprié à l'interprétation des énoncés d'un auteur donné » (Prévost, 1995, p. 1).

2.2.2.2 Processus de cadrage, répertoire préexistant de cadres d'interprétation mémoriels et effets perlocutoires des interventions des entrepreneurs politico-mémoriels

Les acteurs impliqués dans les controverses mémorielles ne se contentent pas de constater la réalité empirique. Ils interviennent avec l'objectif d'agir sur le monde qui les entoure. Ce faisant, ils choisissent des éléments du passé et du présent à mettre de l'avant sous la forme d'arguments qu'ils jugent en mesure de faire avancer leurs causes dans le cadre des débats auxquels ils participent. L'analyse des processus de cadrage permet d'analyser ces actes de langage en mettant l'accent sur l'organisation de la réalité à laquelle se livrent tous les acteurs sociaux qui produisent des interprétations du passé. Dans cette section, nous présentons l'analyse des processus de cadrage développée par Erving Goffman et ses successeurs, afin d'élaborer le concept de cadre d'interprétation mémoriel, qui est au cœur de notre lecture des controverses mémorielles italiennes et espagnoles. Après avoir défini le concept, nous tentons d'identifier les raisons qui poussent les personnes actives dans l'espace public à se pencher sur le passé et nous montrons la diversité des formes que peuvent prendre les cadres d'interprétation mémoriels empiriquement. Puis, en explorant la trajectoire des deux pays concernés par cette étude, nous reconstruisons les cadres d'interprétation mémoriels les plus fréquemment utilisés à la droite et l'extrême droite du spectre politique et nous situons l'intervention de certains entrepreneurs politico-mémoriels impliqués dans les controverses italiennes et espagnoles afin d'éclairer leurs actes illocutoires et perlocutoires, c'est-à-dire ce qu'ils font au cours de ces controverses et ce que leurs adversaires perçoivent de leur action.

L'analyse des processus de cadrage remonte aux travaux du sociologue Erving Goffman (1986)⁷². Goffman souligne que les acteurs sociaux organisent la réalité qui les entoure en opérant un cadrage de la situation

⁷² Pour une présentation succincte et une mise en contexte de l'analyse de cadrage au sein de la trajectoire intellectuelle et Goffman, voir Smith (2006, pp. 55-67).

à laquelle ils sont confrontés. Pour ce faire, ils se posent une série de questions qui participent de l'organisation de la réalité en vue d'agir au sein de celle-ci : « What is going on here? What is being said? What does this mean? And how should I (or we) act or respond? » (Snow, Vliegthart, & Ketelaars, 2019, p. 393). Les réponses possibles à ces questions sont toujours multiples, étant donnée la pluralité des phénomènes à l'œuvre et la diversité des perspectives existantes par rapport à un même phénomène. Pour rendre compte de ces réponses, Goffman utilise le concept de cadre, qu'il définit comme « les principes d'organisation qui gouvernent les événements [...] et notre implication subjective au sein de ceux-ci ». L'analyse des processus de cadrage correspond par conséquent à « l'examen, dans ces termes, de l'organisation de l'expérience » (Goffman, 1986, pp. 10-11)⁷³.

L'analyse des processus de cadrage permet de mettre en lumière le processus par lequel les acteurs des controverses construisent à la fois un point de vue sur le passé, sur son sens dans le contexte contemporain et sur les actions qui s'imposent en conséquence d'une telle lecture du passé. Les entrepreneurs politico-mémoriels qui s'impliquent dans les débats que nous étudions développent ou empruntent ce que nous appelons des *cadres d'interprétation mémoriels* du passé fasciste. En prenant appui sur la définition des cadres développée par Goffman, nous définissons les cadres d'interprétation mémoriels comme *les principes d'organisation des événements passés et de notre implication subjective au sein de ceux-ci, renvoyant à la fois à leur nature, leurs causes, leur sens et les implications qui en découlent*.

L'analyse des processus de cadrage permet d'éclairer la réalité sociale en mettant en lumière la construction subjective de la scène au sein de laquelle les acteurs sociaux performant. Cette construction subjective de la réalité sociale peut reposer sur une stratégie plus ou moins consciente de la part de acteurs qui opèrent un cadrage. David A. Snow et Robert D. Benford ont inscrit leur réflexion sur les mouvements sociaux dans la continuité de la réflexion de Goffman. Ils s'interrogent sur le cadrage qu'opèrent les entrepreneurs de mouvements sociaux afin de convaincre d'éventuels participants à leurs actions d'appuyer leurs causes. Selon Snow, les cadres

function like picture frames, focusing attention by bracketing what in our sensual field is "in-frame" and what is "out-of-frame." They also function as articulation mechanisms in the sense of tying together the various punctuated elements of the scene so that one coherent set of meanings rather than another is conveyed. And finally, frames often perform a

⁷³ Traduction libre.

transformative function by reconstituting the way in which some objects of attention are seen or understood as relating to each other or to the actor (Snow et al., 2019, p. 393).

Leurs travaux divisent les processus de cadrage en trois « core framing tasks » :

- (1) a diagnosis of some event or aspect of social life as problematic and in need of alteration;
- (2) a proposed solution to the diagnosed problem that specifies what needs to be done; and
- (3) a call to arms or rationale for engaging in ameliorative or corrective action (Snow & Benford, 1988, p. 199).

En somme, les acteurs soucieux de mobiliser en faveur d'une cause opèrent un « cadrage diagnostic », un « cadrage pronostic » et un « cadrage motivationnel » (Benford & Snow, 2000, p. 615). Les entrepreneurs politico-mémoriels impliqués dans les controverses mémorielles procèdent à ces trois tâches de cadrage. Les interventions qui déclenchent les controverses posent toutes un diagnostic en identifiant ce que leurs auteurs considèrent être des problèmes de l'historiographie ou de la mémoire du fascisme. Elles offrent toutes un cadrage pronostic, c'est-à-dire une lecture alternative du passé qui doit apporter des solutions aux problèmes identifiés à l'étape du diagnostic. Elles invitent toutes à un certain engagement pour rompre ce qui est diagnostiqué comme un problème en vue d'une interprétation adéquate du passé fasciste.

Les acteurs sociaux qui se prononcent sur le passé produisent, empruntent ou modifient des cadres d'interprétation mémoriels. Ils opèrent ce faisant un cadrage de la réalité vue de leur perspective, un peu comme un photographe choisit le segment de la réalité qui l'entoure qu'il souhaite inclure dans sa photographie et l'élément sur lequel focaliser. En mettant ces cadres d'interprétation de l'avant, les entrepreneurs politico-mémoriels tentent d'agir concrètement sur une situation politique, institutionnelle et intellectuelle qui les préoccupe.

Les controverses mémorielles portant sur le passé fasciste en Italie et en Espagne se caractérisent par la présence d'acteurs qui mobilisent des cadres d'interprétation mémoriels dont l'origine peut être retracée au sein des traditions intellectuelles d'extrême droite. Certaines explications ont été forgées dans le but plus ou moins explicite de légitimer un projet politique. Charles Tilly a développé la notion de « répertoire d'action » pour rendre compte de l'innovation et de l'inscription dans des traditions contestataires des mouvements de protestation (Tilly, 1984, 2006). Pour Tilly, un répertoire consiste en « l'ensemble des représentations conflictuelles qui sont, à un moment donné, utilisables – c'est-à-dire connues et disponibles – par un ensemble donné d'acteurs politiques » (Tilly & Tarrow, 2015, p. 99). Comme les

entrepreneurs de mouvements sociaux qui puisent dans un répertoire d'action afin d'organiser les représentations les plus appropriées en fonction du régime en place et des acteurs qu'ils tentent de mobiliser, les entrepreneurs politico-mémoriels empruntent des cadres d'interprétation mémoriels à un répertoire existant dans la poursuite de leurs fins. Ils modifient ces cadres au gré de leurs besoins, créant par le fait même des innovations qui deviennent dès lors partie prenante du répertoire existant. Le répertoire de cadres d'interprétation mémoriels d'une tradition politique évolue en fonction des impératifs qui pèsent sur les entrepreneurs politico-mémoriels en son sein en raison de la transformation du contexte social et politique dans lequel ils agissent. La généalogie de ces cadres d'interprétation mémoriels est cruciale s'il est question d'identifier les intentions des acteurs qui les mobilisent, mais aussi la perception de ceux qui les reçoivent.

Les cadres d'interprétation mémoriels prennent plusieurs formes. Ils se présentent parfois sous forme de mythes, de symboles ou de figures qui sont investies de valeurs, positives ou négatives. Ils prennent parfois la forme de récits ou de séquences d'événements mis en relation sur la base d'une chronologie, de l'attribution d'une forme de causalité ou dans une perspective métaphorique visant à attribuer un sens aux événements en question. Ils peuvent aussi prendre la forme d'explications rationnelles et argumentées, cherchant à identifier, par des méthodes plus ou moins systématiques, les causes d'un phénomène historique. Les acteurs politiques tendent à produire, à s'approprier ou à modifier des cadres d'interprétation mémoriels appartenant à l'ensemble de ces formes. Les historiens tendent à étudier les formes mythologiques et symboliques des cadres d'interprétation mémoriels et à mettre de l'avant des explications rationnelles. Ils construisent toutefois ces explications rationnelles, entre autres, à partir du matériau empirique que constituent les mémoires des acteurs historiques, intégrant plus ou moins le point de vue de ces derniers à leurs explications.

Dans les travaux de Snow et Benford, les trois tâches de cadrage participent d'un objectif commun : la mobilisation. Le succès des entrepreneurs de mouvement dans leurs stratégies de mobilisation repose sur leur capacité à aligner le cadrage qu'ils utilisent en vue de mobiliser une population avec les cadres déjà existants au sein de cette population. L'« alignement des cadres » peut être atteint par quatre processus différents que Benford et Snow appellent « frame bridging », « frame amplification », « frame extension » et « frame transformation » (Snow et al., 2019, pp. 400-401).

Ces stratégies d’alignement des cadres sont disponibles pour les entrepreneurs politico-mémoriels soucieux de maximiser la mobilisation d’appuis en faveur de leur posture. Pour expliquer l’éclatement et le déroulement des controverses, l’enjeu central consiste cependant à identifier les emprunts que font les acteurs du débat au répertoire de cadres d’interprétation mémoriels de certaines traditions politiques. Identifier les mécanismes utilisés pour intégrer ces cadres au sein d’une nouvelle interprétation dans le but de convaincre un public spécifique permettrait d’expliquer la transformation éventuelle des lignes de fracture. Mais c’est l’origine des cadres d’interprétation mémoriels utilisés – dans leur version originelle ou sous une forme modifiée – qui témoigne de l’intention des acteurs qui les utilisent et qui explique la réception de leurs interventions, ce qui permet d’expliquer l’éclatement des controverses.

En sociologie des mouvements sociaux, l’efficacité du processus d’alignement des cadres peut se vérifier en observant « s’ils résonnent auprès des publics visés » (Snow et al., 2019, p. 401). Le succès à rallier du soutien lors des controverses mémorielles dépend aussi en partie de la résonance des cadres d’interprétation mémoriels mobilisés. Mais les acteurs des controverses disposent de divers mécanismes pour faire avancer leurs idées et l’alignement de leurs cadres d’interprétation mémoriels avec ceux du public visé n’est pas toujours la solution privilégiée. Cela s’explique notamment par la différence fondamentale entre les controverses mémorielles et les mouvements sociaux étudiés par Snow et Benford : contrairement aux entrepreneurs de mouvements, les entrepreneurs politico-mémoriels disposent d’autres moyens pour sortir vainqueur des débats au sein desquels ils s’investissent.

L’utilisation des cadres d’interprétation mémoriels dans l’espace public n’obéit pas à la logique instrumentale qui caractérise les stratégies de mobilisation. L’utilisation de ces cadres repose sur des motivations diverses de la part des entrepreneurs politico-mémoriels qui en font usage. En fonction des acteurs qui les mobilisent et des objectifs qu’ils poursuivent, les cadres d’interprétation mémoriels prennent diverses formes.

Dans leurs formes les plus mythologiques, les cadres d’interprétation mémoriels « fournissent une identification affective, émotionnelle et existentielle et mobilise les membres en vue de l’action » (Ferraresi, 1996, pp. 34-35)⁷⁴. Plus ils prennent la forme de raisonnements argumentés, plus ils jouent un rôle consistant à assurer la cohérence du discours de celui qui les mobilise dans le but de justifier l’idée en faveur de laquelle il argumente. Ainsi, pour mobiliser des militants partageant des valeurs d’extrême droite,

⁷⁴ Traduction libre.

une organisation néofasciste peut jouer sur les émotions en utilisant la figure de Mussolini, Hitler ou Franco. Elle peut organiser des commémorations qui, en faisant partager un moment symbolique fort aux personnes présentes, renforcent le sentiment d'appartenance au groupe et la perception qu'ont les militants de s'inscrire et de jouer un rôle dans une trajectoire historique significative⁷⁵. Si elle souhaite convaincre des gens au-delà de sa famille politique que la tradition fasciste a joué un rôle positif dans l'histoire, elle doit plutôt recourir à un argumentaire cohérent en s'appuyant sur des prémisses que ses interlocuteurs peuvent accepter et faire de son point de vue une implication découlant de ces prémisses.

Qu'il s'appuie plus ou moins sur les émotions ou des arguments rationnels, l'usage politique du passé peut être un outil de mobilisation. Les entrepreneurs politico-mémoriels impliqués dans les controverses peuvent utiliser le cadrage comme stratégie de mobilisation dans le but de convaincre le public du bien-fondé de leur point de vue. L'utilisation des cadres d'interprétation mémoriels ne vise toutefois pas toujours à mobiliser des acteurs en appui à la position défendue. L'usage de cadres d'interprétation mémoriels d'origine fascistes peut viser davantage à miner les fondements de la tradition antifasciste qu'à réhabiliter la tradition fasciste.

La force du nombre n'est par ailleurs pas nécessairement au cœur des objectifs poursuivis par les acteurs des controverses. Dans le débat, les arguments peuvent peser autant que la force de ceux qui les invoquent. Mais le véritable déterminant du déroulement du débat est la *perception* de la valeur des arguments et de la distribution des forces entre les camps. Dans *The presentation of self in everyday life*, Goffman soutient que les individus prenant part à une interaction construisent leur identité et l'identité de la situation, pour un public, en donnant une image de la réalité à travers une « performance » (Goffman, 1959)⁷⁶. Cette conception de la *Mise en scène de la vie quotidienne* (Goffman, 1973) permet de saisir le sens de la performance de certains entrepreneurs politico-mémoriels impliqués dans les controverses mémorielles italiennes et espagnoles.

⁷⁵ Les néofascistes italiens font par exemple une sorte de pèlerinage à Predappio, lieu de naissance de Mussolini (Dechezelles, 2020). Pour l'extrême droite espagnole, le lieu privilégié de commémoration a longtemps été la tombe de Franco au Valle de los Caídos, près de Madrid. L'interdiction de l'« exaltation de l'extrême droite » sur les lieux et l'exhumation du corps du dictateur en 2019 ont eu raison de cette tradition (Alted Vigil, 2015; Piñar Ramírez, 2020).

⁷⁶ Pour une brève présentation de la thèse et une contextualisation de *The presentation of self in every day life* au sein de la trajectoire intellectuelle de Goffman, voir Smith (2006, pp. 95-109).

Les acteurs des débats investissent du temps et de l'énergie à se mettre en scène selon des façons qu'ils croient être à leur avantage. Ils se servent des arguments de leurs adversaires afin de prendre appui sur eux et de se camper dans un rôle qu'ils jugent honorable en vue de faire des gains dans le débat. Ils le font parfois en présentant les points de convergences de leur argumentaire et de celui d'autres acteurs pour créer la perception d'une forme d'alliance dans le but de mettre en scène un rapport de force⁷⁷. Dans certaines situations, ils tentent plutôt de se mettre en scène dans une position d'autorité en disqualifiant les positions de leurs adversaires plus nombreux au nom de l'expertise. Finalement, ils se campent parfois dans un rôle de victime afin de transformer leur incapacité à convaincre leurs adversaires en une victoire morale⁷⁸.

L'utilisation des cadres d'interprétation mémoriels du passé fasciste s'inscrit, pour les acteurs politiques comme pour les participants aux controverses mémorielles, dans une stratégie visant à convaincre un public de se rallier à la cause de l'individu qui en fait usage. À la dimension stratégique, il faut toutefois ajouter une dimension axiologique, qui motive les acteurs à poursuivre une finalité donnée. L'usage d'un cadre d'interprétation mémoriel spécifique s'explique souvent par sa compatibilité avec les valeurs mises de l'avant par un entrepreneur politico-mémoriel et par sa capacité à faire avancer ces valeurs dans les luttes sociales auxquels s'adonnent les acteurs en présence⁷⁹. Afin d'interpréter les intentions des entrepreneurs politico-mémoriels au moment de mobiliser des cadres d'interprétation mémoriels provenant de l'extrême droite et la réception de leurs interventions par le public, il importe de se pencher sur le contexte dans lequel sont prononcées ces interprétations contestées. Auparavant, nous montrons d'abord que certains cadres d'interprétation mémoriels mobilisés par le camp révisionniste dans les controverses italiennes et espagnoles proviennent, en tout ou en partie, d'un répertoire développé par l'extrême droite.

⁷⁷ C'est ce que fait notamment Pedro Carlos González Cuevas en revendiquant l'héritage de Renzo De Felice, Stanley Payne et Ernst Nolte, dont les travaux jouissent de reconnaissance dans l'historiographie anglo-saxonne, afin de légitimer ses positions auprès du public espagnol (González Cuevas, 2008a, 2009b, 2009c, 2015b, 2016a, 2017).

⁷⁸ Renzo De Felice et ses alliés ont souvent eu recours à ce type de performance (De Felice & Ferrara, 2017a), comme quand Rosario Romeo dénonce le « lynchage » de l'historien à la suite des critiques dont a fait l'objet *Intervista* (Romeo, 1975). Pío Moa joue aussi le rôle de la victime à plusieurs reprises (Moa, 2004c, 2006e, 2010), tout comme González Cuevas (González Cuevas, 2011b, 2015a).

⁷⁹ C'est notamment le cas pour des entrepreneurs politico-mémoriels souscrivant aux principes de la démocratie libérale, mais qui ont recours aux cadres d'interprétations mémoriels d'origine fasciste afin de faire avancer une conception anticommuniste permettant de délégitimer les prétentions à gouverner des forces politiques associés de près ou de loin à la gauche.

En étudiant le cadrage du passé opéré par les entrepreneurs politico-mémoriels, nous nous donnons un outil théorique important pour étudier le contexte d'émission et de réception des thèses qui font l'objet de controverses. L'utilisation de certains cadres d'interprétation mémoriels donne lieu à une réception conflictuelle selon certaines conditions qui relèvent du contexte politique et social. Pour l'étude des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes, le recours au contexte vise à dépasser une lecture interne, qui consiste à réduire la controverse aux arguments évoqués, en faisant abstraction des rapports de force et des enjeux politiques et sociaux qui les sous-tendent. Ces rapports de force et les événements qui les mettent en évidence sont potentiellement multiples, si bien qu'il est nécessaire de préciser les grandes lignes de ce que nous évoquons comme éléments contextuels.

Inscrire les controverses mémorielles dans leur contexte, c'est d'abord les insérer dans les trajectoires historiques au sein desquelles elles sont survenues. Les événements qui entourent de façon immédiate les controverses éclairent les interventions en leur sein⁸⁰. L'explication des controverses mémorielles italiennes et espagnoles nécessite aussi une inscription dans une trajectoire historique à plus long terme. Certains chercheurs en sociologie historique et en politique comparée ont recours au concept de *path dependency*, parfois traduit comme *dépendance au sentier*, pour mettre en lumière l'impact d'événements passés sur la limitation des possibilités futures et l'augmentation incrémentale des coûts associés aux changements de trajectoires (Collier & Collier, 1991; Mahoney, 2000; Pierson, 2000). Dans les cas qui nous intéressent, le développement de cultures mémorielles distinctes – l'antifascisme dominant et le fascisme minoritaire –, qui résulte de la marginalisation du fascisme après la chute des régimes qui lui étaient associés, crée des obstacles à l'utilisation de certains concepts et à l'énonciation de certaines thèses dans le développement de l'historiographie⁸¹.

Au-delà de cette inscription dans la trajectoire historique propre à chaque contexte national, nous mettons de l'avant que deux types spécifiques de contextes doivent être étudiés afin de fournir une explication satisfaisante des controverses mémorielles portant sur les fascismes. Il s'agit du contexte politique et du

⁸⁰ Nicola Tranfaglia montre par exemple que les idées de De Felice – dans leur version moins nuancée – ont connu une diffusion importante grâce aux médias de masse et en particulier à la télévision, notamment avec la diffusion du documentaire *Tutti gli uomini del duce*, réalisé par Nicola Caracciolo (Tranfaglia, 1983, pp. 143-146).

⁸¹ Le concept de guerre civile, en Italie, est un bon exemple. Omniprésent dans la culture mémorielle néofasciste, il fait son entrée tardivement dans les travaux des historiens, suscitant des réserves lorsqu'utilisé par un historien de gauche comme Claudio Pavone (2005), puis l'indignation quand De Felice (De Felice & Chessa, 1999a) et ses collègues plus à droite le revendiquent. Sur la mémoire néofasciste, voir Germinario (1999).

contexte social. Le contexte politique affecte les débats auxquels participent les historiens. Les luttes partisans pour la participation au pouvoir prennent parfois comme terrain les enjeux mémoriels⁸², ce qui suscite des débats entre historiens. Les systèmes de partis structurent de façon durable les luttes politiques. La compétitivité plus ou moins forte de ces systèmes et la progression de forces politiques spécifiques influencent la perception qu'ont les acteurs sociaux que quelque chose d'important se joue dans les débats entre intellectuels sur le passé fasciste. Les règles institutionnelles, formelles ou non, limitent par ailleurs les possibilités de transformation du système de partis, comme c'était le cas avec l'exclusion des néofascistes et des communistes des coalitions gouvernementales italiennes. Un système de partis qui se trouve dans une impasse peut amener certains acteurs à envisager des solutions controversées pour transformer le rapport de force dans l'arène politique, comme le fit De Felice lorsqu'il invita ses concitoyens à abolir l'interdiction constitutionnelle de la reconstitution d'un parti fasciste lors de ses entrevues publiées dans le quotidien de droite *Il Corriere della Sera* en 1987 et 1988 (Ferrara & De Felice, 2005).

Il y a par ailleurs un contexte social qui joue un rôle important dans la réception de thèses controversées et favorise l'éclatement de controverses mémorielles. C'est le cas, notamment, lorsque des mobilisations sociales, des luttes armées et du terrorisme surviennent, marquant à plus ou moins long terme les participants aux débats historiographiques et permettant d'éclairer les interventions au sein des controverses. Que De Felice se montre hostile au communisme et revendique une conception de plus en plus anticommuniste et antitotalitaire⁸³ – plutôt qu'antifasciste – de la démocratie résulte en partie de la proximité du langage adopté par ses adversaires par rapport à celui de groupes radicaux comme *Lotta continua* et les Brigades rouges, dans un contexte où des groupes armés sévissaient dans les rues d'Italie.

En s'appuyant sur la théorie des actes de langage et sur la théorie du cadrage, l'étude des controverses mémorielles doit mettre en lumière les intentions illocutoires et les conséquences perlocutoires de la publication de certaines thèses dans le contexte politique et social où elles surviennent. Cette approche ne s'oppose pas à une lecture des stratégies déployées par les acteurs dans leurs rapports de force au sein de champs d'action stratégiques. Elle complète cette lecture, dont la force est sa capacité à rendre compte

⁸² Aram Mattioli (2011) dresse un portrait éclairant de l'usage de la mémoire du fascisme par les politiciens italiens depuis le début de la carrière politique de Silvio Berlusconi.

⁸³ Ses critiques de 1975 envers l'hégémonie marxiste dans l'historiographie italienne se sont transformées en une remise en cause du caractère démocratique des convictions de ses adversaires communistes lors de la controverse de 1995 (De Felice & Ledeen, 1976, pp. 109-111; Sosesti & Chessa, 1995).

des rapports de force et de leurs transformations au fil du temps, comme facteur d'explication du résultat des controverses mémorielles, en fournissant une explication de l'éclatement de ces conflits.

2.3 L'apparition, le déroulement et la résolution des controverses mémorielles : résumé de l'argumentaire

Concrètement, comment les facteurs explicatifs présentés jusqu'ici permettent-ils de rendre compte des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes en Italie et en Espagne ? L'argumentaire détaillé est présenté au chapitre 5, dédié à la structuration de l'espace des controverses et aux stratégies de acteurs, et au chapitre 6, qui interroge la relation entre le texte des interventions au sein des controverses et les contextes au sein desquels elles surviennent. Nous en présentons une version résumée dans cette section.

Les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes résultent de la rencontre conflictuelle entre les projets mis de l'avant par des entrepreneurs politico-mémoriels. Ceux-ci choisissent ou se font imposer des tribunes en fonction de leurs capacités et de leurs intérêts, dans le but d'imposer leur conception du passé et des leçons à en tirer, auprès d'un certain public. Les conceptions mises de l'avant par ces entrepreneurs politico-mémoriels s'inscrivent dans une logique qui est à cheval entre le débat historiographique sur la nature et les causes des événements passés et le débat politique sur les leçons à tirer de ceux-ci : si les divergences d'opinions concernent les faits historiques et leur interprétation, elles comportent toujours une dimension actuelle concernant ce que ces faits et interprétations impliquent pour le présent et l'avenir. Lorsqu'ils exposent leurs idées, les entrepreneurs politico-mémoriels choisissent leurs tribunes afin d'atteindre et potentiellement de convaincre un certain public, mais aussi afin de choisir les interlocuteurs avec lesquels il sera question de débattre et en vue de mobiliser des alliés.

Peu importe de quelle façon l'espace social est structuré, les controverses mémorielles s'inscrivent toujours dans une dynamique de champ, et sont donc marquées par des rapports de pouvoir. Le champ dans lequel elles s'inscrivent n'est pas nécessairement un champ historiographique autonome. Lors de la controverse italienne de 1975, le champ d'étude de l'histoire du fascisme était en formation. Les publications, les postes universitaires et les ressources documentaires qui le concernent n'étaient pas encore établis. La polémique résulte notamment de la compétition pour le pouvoir de définir les règles du jeu dans ce champ émergent. D'un côté, les historiens qui se perçoivent comme porteurs de la mémoire de la Résistance veulent y imposer l'antifascisme comme principe fondateur. De l'autre, les partisans d'une histoire ancrée dans la tradition académique du désintéressement et de la neutralité veulent y importer

les règles qui s'imposent dans l'étude d'autres périodes historiques. Les préoccupations de ces deux camps ne se limitent pourtant pas au champ historiographique naissant : ils se livrent une lutte à finir quant à la légitimité de certaines factions politiques dans l'espace civique, à savoir le Parti communiste italien (PCI) et le MSI, ce qui devient plus clair quand éclate la controverse de 1987-1988. En 1995, en Italie, puis dans les années 2000, en Espagne, l'étude de l'histoire du fascisme s'est définitivement installée comme champ d'étude scientifique, mais les entrepreneurs politico-mémoriels n'ont pas laissé de côté leurs préoccupations politiques pour autant. Les règles de résolution des enjeux sont toutefois plus claires et, si la polarisation demeure sur les principes éthiques et philosophiques, les questions empiriques sont tranchées en ralliant la majeure partie des chercheurs plus rapidement. Les controverses mémorielles peuvent perdurer lorsque leur objet n'est pas une question qui peut être tranchée par la démonstration empirique. En particulier, elles s'enveniment lorsqu'il est question des implications du passé pour le présent et l'avenir. C'est ce qui se passe avec l'entrevue de De Felice en 1987 et 1988 et en Espagne autour de la « récupération de la mémoire historique ». Au contraire, les controverses sur le révisionnisme espagnol et sur la Résistance italienne mènent à des vérifications empiriques qui règlent en partie les désaccords – aux yeux du public si ce n'est aux yeux des acteurs des controverses.

Ce sont les entrepreneurs politico-mémoriels qui investissent l'espace public avec des thèses conflictuelles qui déclenchent les controverses, bien que celles-ci soient l'expression de conflits moins apparents mais plus durables. La lutte que se livrent les factions dans le champ historiographique devient une guerre ouverte lorsqu'un des camps fait un certain usage public de l'histoire. Quel type d'usage public de l'histoire est susceptible de déclencher une controverse mémorielle ? D'abord, ce sont ceux qui prétendent répondre à des problèmes qui ne sont pas réductibles à la spécialité et à la connaissance empirique de ceux qui les performant. Mais surtout, les usages publics de l'histoire qui se présentent sous la forme d'un acte de langage dont les dimensions illocutoire et perlocutoire participent d'une monopolisation de la légitimité scientifique sont particulièrement sujets à polémique. Quand un entrepreneur politico-mémoriel décrédibilise ses adversaires et les exclut, eux ou leurs idées, de la discussion sur l'objet de ses réflexions, la polarisation survient rapidement.

Un dernier aspect favorise le déclenchement et la poursuite d'une controverse. Il s'agit du contexte politique, qui influence à la fois les motivations des entrepreneurs politico-mémoriels et la perception par son auditoire de ses interventions au moment de la réception. Les événements politiques et sociaux, tels que le terrorisme, les luttes sociales ou les luttes partisans, sont autant de facteurs qui jouent sur la

dimension perlocutoire d'un acte de langage. Lorsque les idées d'un intervenant s'apparentent à celles défendues par certains acteurs sociaux qui sont au-devant de la scène dans un certain contexte, les adversaires de ces acteurs risquent d'assimiler l'intervenant à ceux-ci. C'est ce qui s'est passé en 1975 avec De Felice, dont les idées sur l'histoire du fascisme rejoignaient certains aspects – mais pas l'ensemble – de la mémoire fasciste au moment où les conflits armés entre les néofascistes et la gauche radicale étaient à leur comble. La perception d'une attaque groupée contre l'antifascisme amène ceux qui s'y identifient à s'unir à sa défense, un phénomène que le théoricien du conflit Lewis Coser qualifie de « group-binding functions of conflict » (Coser, 1956, p. 33)⁸⁴.

La résolution et le résultat des controverses dépendent en partie de la capacité des protagonistes à livrer bataille de façon victorieuse selon la logique spécifique de l'espace de la controverse, mais aussi des rapports de force globaux entre les camps en lutte. Francis Chateauraynaud note que, selon la sociologie pragmatique, « les cadres sociaux, typifiés sous la forme d'“arènes” ou de “régimes” appelant systématiquement des formes d'argumentation » (Chateauraynaud, 2011, p. 85). Les antifascistes italiens n'ont réussi à remettre en cause les thèses de De Felice qu'au moment où ils les ont attaquées sur le terrain de la recherche empirique. Cependant, la clôture des controverses par l'argument convaincant n'est pas la norme. Ernan McMullin identifie trois types de fin pour une controverse. En premier lieu, une controverse peut connaître une « résolution », quand une « entente survient sur les mérites de l'argumentaire », sur la base de « facteurs épistémiques standards ». La « fermeture » survient lorsqu'une controverse se termine « sur la base de facteurs non épistémiques », comme « l'autorité de l'État, la perte d'une subvention de recherche ; la paresse d'un participant ». Finalement, l'« abandon » de la controverse entraîne la fin lorsque « les participants perdent intérêt » et cessent d'y contribuer (McMullin, 1989, pp. 77-82)⁸⁵.

Tom Beauchamp envisage davantage de scénarios encore. Selon lui, une controverse peut se terminer par un « argument convaincant », un « consensus négocié », une « fermeture procédurale », une « mort naturelle » ou une « fermeture négociée » (Beauchamp, 1989, pp. 28-35). Les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes se terminent le plus souvent par ce que McMullin qualifie d'abandon et Beauchamp de mort naturelle. Les participants se désinvestissent du débat et retournent à leurs travaux.

⁸⁴ Il n'est pas nécessaire de souscrire à la théorie fonctionnaliste mise de l'avant par Coser pour voir dans la polarisation du conflit un effet de cristallisation des identités liées aux deux camps opposés.

⁸⁵ Traduction libre.

Leur abandon n'est toutefois pas toujours permanent : certains reviennent périodiquement sur les questions en litige, mais le font souvent dans des ouvrages ou des périodiques destinés à un public plus limité. D'autres se désintéressent du jugement général qui les oppose à leurs adversaires pour se lancer dans la recherche concernant des problèmes plus spécifiques. Puis, une controverse qui se termine sans une résolution capable de rallier la majorité des acteurs en présence peut resurgir plus tard, portée par les mêmes acteurs ou de nouveaux lorsque ces derniers ne plus présents ou disposés à débattre.

2.4 Méthodologie

La reconstruction des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes est avant tout un travail historique. Les recherches présentées dans les chapitres suivant s'appuient d'abord sur un large corpus de littérature secondaire. À travers cette littérature et les références bibliographiques qui l'accompagnent, nous avons colligé un corpus d'interventions pour chacune des controverses dont il est ici question. À partir de la chronologie établie sur la base des sources secondaires, nous avons dépouillé les archives des principaux journaux et périodiques figurant dans ce corpus pour les périodes concernées afin de l'enrichir de textes ayant passé sous le radar des travaux existants.

Notre traitement du contexte des controverses s'appuie surtout sur la littérature secondaire, mais est aussi informé par la connaissance des archives journalistiques. Si les travaux d'historiens, de politologues et de sociologues permettent mieux d'interpréter le contexte dans lequel se sont déroulés les débats qu'une consultation sommaire des journaux de l'époque, ces derniers témoignent davantage de l'importance relative qu'occupaient certains événements dans l'espace public au moment des controverses.

2.5 Conclusion

Ce chapitre avait pour objectif de présenter les outils théoriques à travers lesquels nous étudions les controverses mémorielles portant sur les fascismes en Italie et en Espagne. Nous y avons introduit, de façon synthétique, l'argumentaire que nous déployons dans les chapitres suivants. Le chapitre 3 inscrit les controverses mémorielles dans l'historiographie du fascisme en Italie dans la trajectoire intellectuelle et politique de ce pays. Le chapitre 4 fait de même avec les controverses espagnoles. Au chapitre 5, nous explorons la structuration de l'espace des controverses en identifiant les dynamiques de champs à l'œuvre dans les conflits à l'étude. Nous y mettons en évidence le rôle des entrepreneurs politico-mémoriels et des stratégies qu'ils adoptent dans l'émergence, le déroulement et la résolution des controverses. Le

chapitre 6 explore le lien entre le texte des controverses et le contexte dans lequel elles s'inscrivent et qui influence largement leur apparition, leur déroulement et leur clôture. Nous y analysons les controverses mémorielles italiennes et espagnoles comme les résultats de la perception d'un certain public vis-à-vis de la mobilisation de cadres d'interprétation mémoriel empruntés aux répertoires de traditions politiques contestées.

CHAPITRE 3

LES CONTROVERSES MÉMORIELLES PORTANT SUR LE FASCISME EN ITALIE

Dans ce chapitre, nous présentons les controverses mémorielles survenues en Italie autour de la publication de deux entrevues avec l'historien Renzo De Felice, respectivement en 1975 et 1995, en les situant dans la trajectoire de l'interprétation du fascisme depuis les années 1920. Nous commençons par tracer les grands traits de cette trajectoire dans la section 3.1. Les sections 3.2 et 3.3 présentent respectivement la controverse sur *Intervista sul fascismo* et celle sur la Guerre Civile et la Résistance qui survient avec l'annonce de la publication de *Rosso e nero* et à la suite de celle-ci. Nous nous penchons dans un premier temps sur le livre à l'origine de chacune de ces controverses (3.2.1 et 3.3.1), après quoi nous relevons les principales réactions dont ces ouvrages ont fait l'objet (3.2.2 et 3.3.2). Chaque section se conclut avec une présentation de la trajectoire générale du déroulement de la controverse et des termes de sa clôture (3.2.3 et 3.3.3).

3.1 Trajectoire de l'interprétation du fascisme en Italie

L'interprétation du fascisme en Italie se caractérise par la fragmentation entre de nombreuses écoles de pensée. Libéraux, catholiques et marxistes posent un regard radicalement différent sur l'expérience fasciste tout au long du *ventennio*⁸⁶. À partir de 1943, cependant, les forces antifascistes convergent vers un récit commun que chaque tradition politique investira de ses propres préoccupations. S'il n'y a jamais eu un seul antifascisme, toutes les forces appartenant au Comité de Libération Nationale (CLN) partagent les plus petits dénominateurs communs d'une même vision du fascisme, celle d'un fascisme réactionnaire au service d'une classe dominante hostile à la démocratisation.

En 1945, l'unité de l'antifascisme est plus d'une fois mise à l'épreuve. Les militants communistes considèrent dans plusieurs cas que la lutte de la Résistance doit être poursuivie contre les classes capitalistes. L'acceptation des règles du jeu de la politique démocratique par les dirigeants du parti n'empêche pas son exclusion des coalitions gouvernementales.

⁸⁶ Les Italiens appellent *ventennio* la période qui va de la marche sur Rome en 1922 à la destitution de Mussolini en 1943.

Dans ce contexte de luttes politiques, les militants développent l'idée que le PCI est le seul véritable acteur de la Résistance qui a survécu à l'instauration de la République. La *Democrazia Cristiana* (DC) est vue comme ayant tourné le dos à l'antifascisme. Avec la mobilisation de la fin des années 1960, elle sera de plus en plus présentée comme une nouvelle forme de fascisme.

Les écrits sur le fascisme publiés durant les deux décennies suivant la fin de la guerre comportent des essais politiques (Basso, 1951; Croce, 1963; Salvemini, 1966), des réflexions philosophiques et des mémoires d'anciens combattants et hommes politiques – fascistes (Bottai, 1949) et antifascistes (Zangrandi, 1963). Sur le plan empirique, ces écrits s'appuyaient le plus souvent sur les souvenirs de l'auteur et sa connaissance de la littérature de l'époque.

Des écrits historiques sur la période fasciste ont vu le jour au cours des années 1950, prenant principalement pour objet la Résistance, mais touchant nécessairement l'histoire du fascisme au passage. Parmi ceux-ci, soulignons la contribution de Roberto Battaglia sur le mouvement partisan (1953), les travaux de Paolo Alatri sur les origines du fascisme (1956) et l'ouvrage de Giovanni Amendola sur la lutte antifasciste pour la démocratie (1960)⁸⁷.

C'est toutefois dans les années 1960 que l'historiographie du fascisme a pris son envol. Les travaux de De Felice (1965, 1970, 1972, 2000) y ont été pour beaucoup. C'est notamment lui qui a été le premier à explorer systématiquement les archives des institutions du régime fasciste. Certains chantiers sur des problématiques spécifiques apparaissent, notamment concernant la politique étrangère fasciste (Di Nolfo, 1960) et l'entreprise coloniale du régime (Preti, 1968; Rochat, 1971, 1973).

À la fin des années 1960, les écrits sur le fascisme et l'antifascisme comprennent à la fois des œuvres mémorielles, telles que les récits d'acteurs de la Guerre Civile et du régime fasciste, et des travaux historiques produits dans un cadre universitaire. Parmi ces derniers, un courant se revendique antifasciste et dispute la priorité de l'interprétation scientifique avec l'école défélicéenne, qui préconise un regard dépolitisé sur le passé.

⁸⁷ Les écrits de Pavone (1959), Di Nolfo (1960) et Casucci (1961) sont aussi des contributions importantes à l'historiographie de la période fasciste parues durant cette période. Sur l'historiographie et la mémoire fasciste à la suite de la Seconde Guerre mondiale, voir Forlin (2013, pp. 58-69) ; Gouesbier (2007, pp. 331-384).

Au début des années 1970, l'opposition se dessine entre le courant défélicéen et l'historiographie antifasciste⁸⁸. Depuis le milieu des années 1960, les travaux de De Felice font l'objet de sévères critiques, mais c'est avec la publication de *Gli anni del consenso* (De Felice, 1974) que les plus acerbes sont formulées. Dans un article intitulée « Una storiografia afascista per la "maggioranza silenziosa" », publié en avril 1975 (Goesbier, 2007, p. 509), le comité éditorial⁸⁹ de la revue *Italia Contemporanea* suggère qu'une historiographie antifasciste est nécessaire sur le plan politique et sur celui de l'éducation. Selon les signataires, « le fascisme est et reste encore le noyau fondamental de l'historiographie italienne contemporaine ». Il convient de « faire les comptes avec le fascisme comme phénomène historique pour affronter le problème politique de l'héritage et des résidus qu'il a laissé dans la société italienne, entre autres mais non seulement dans l'épiphénomène qu'est le néofascisme » ("Una storiografia afascista per la « maggioranza silenziosa », 1975, p. 3)⁹⁰.

Les auteurs dénoncent l'existence d'une « opération politico-culturelle de mimétisme qui culmine, consciemment ou non, sur des positions « qualunquistiche »⁹¹, qui finissent par devenir objectivement philofascistes et dans tous les cas exercent une fonction typiquement déséducatrice » ("Una storiografia afascista per la « maggioranza silenziosa », 1975, p. 3). À travers une révision du fascisme conçu comme « démocratie autoritaire de masse », l'historien « nous donne un fascisme pour les gens ordinaires, un fascisme réduit aux dimensions "quotidiennes" » ("Una storiografia afascista per la « maggioranza silenziosa », 1975, p. 5)⁹². Les auteurs qualifient l'historiographie défélicéenne de centriste. Ils contestent

⁸⁸ Les premiers volumes de la biographie de Mussolini ont été reçus de façon plus nuancée que *Gli anni del consenso*, publié en 1974. Manacorda (1965) présente *Mussolini il rivoluzionario* sous un jour favorable. Valiani (1967) offre un bilan nuancé lors de la parution de *Mussolini il fascista : la conquista del potere*, alors que Vivarelli (1967) fait une critique acerbe de cet ouvrage. Les travaux de Santarelli (1967) de Quazza (1973), d'Aquarone et Vernassa (1974) et de Santomassimo (1975) sont quelques-unes des contributions de l'historiographie antifasciste de cette période.

⁸⁹ La première version du texte aurait été rédigé par Enzo Collotti et approuvé le comité, formé à l'époque par Collotti, Ferruccio Parri, Aldo Berselli, Arrigo Boldrini, Franco Catalano, Bianca Ceva, Mario Ferrari Aggradi, Carlo Francovich, Vera Lombardi, Claudio Pavone, Guido Quazza, Ernesto Ragionieri, Enzo Santarelli et Giorgio Vaccarino (Goesbier, 2007, p. 509).

⁹⁰ Traduction libre.

⁹¹ Le *qualunquismo* fait référence à « *Uomo Qualunque* (« Homme quelconque »), [qui] était le nom d'un hebdomadaire fondé à Rome en 1944 par le journaliste Guglielmo Giannini, et qui suscita un mouvement d'opinion du même nom. Ce mouvement, devenu ensuite un parti, exprimait un refus de la politique en général, qu'elle soit fasciste ou antifasciste ». La disparition du parti n'a pas eu raison de l'utilisation du terme *qualunquismo*, qu'Antonio Gibelli traduit comme « indifférence » et « poujadisme » (Gibelli, 2011, pp. 135-136).

⁹² Traduction libre.

la théorie des classes moyennes émergentes en lui opposant la contribution de Salvatorelli concernant les classes moyennes menacées de prolétarianisation.

La direction d'*Italia Contemporanea* critique aussi la place attribuée aux sources documentaires par l'historiographie defelicéenne. Selon elle, De Felice tombe dans une sorte de « néo-empirisme et néopositivisme », démontrant une sorte de « fétichisme pour les documents policiers ». L'auteur ferait preuve de « partialité avec l'usage d'abondantes et explicites sources fascistes » ("Una storiografia afascista per la « maggioranza silenziosa », 1975, p. 4). Derrière une posture de refus des influences idéologiques, *Italia Contemporanea* voit une « idéologie intrinsèque à la méthodologie même » de De Felice. En mettant de l'avant les documents d'archives « sans jamais fournir au lecteur une proposition interprétative réelle », l'historiographie defelicéenne offre une interprétation du fascisme « à l'usage des classes moyennes ». Les tenants d'une historiographie « afasciste » seraient sympathiques au fascisme comme « modèle d'ordre politique et de médiation des conflits sociaux », tout en étant critiques de ce qu'ils considèrent comme des excès. En somme, « l'objectivisme qu'ils démontrent n'est rien d'autre que la couverture de leur justificationnisme » ("Una storiografia afascista per la « maggioranza silenziosa », 1975, p. 5)⁹³.

Si la critique d'*Italia Contemporanea* est dure, elle ne rejoint qu'un public limité de lecteurs déjà au fait des enjeux historiographiques et mémoriels que comporte l'étude du fascisme. En 1975, la publication d'un ouvrage de divulgation des résultats de ses travaux de recherche par De Felice rejoint le grand public. Les réactions sont fortes et nombreuses.

3.2 Controverse sur *Intervista sul fascismo*

3.2.1 Le livre

Cherchant à amener au grand public les résultats de la recherche historique sur le fascisme, les éditions Laterza demandent à Renzo De Felice d'accorder une entrevue afin de la publier sous forme de livre. L'historien accepte, à la seule condition que son interlocuteur ne soit pas italien (Riva, 1975). *Intervista sul fascismo* (De Felice & Ledeen, 1975)⁹⁴ paraît donc au début juillet 1975. De Felice y discute avec le jeune

⁹³ Traduction libre.

⁹⁴ Une traduction anglaise de l'ouvrage est publiée un an plus tard (De Felice & Ledeen, 1976). À ce jour, l'entrevue n'a pas été publiée en français.

chercheur américain Michael Ledeen⁹⁵ des principaux problèmes historiographiques qui sont au cœur de son œuvre publiée jusque-là.

L'entrevue est divisée en huit chapitres. Le premier aborde l'« arrière-plan historique et théorique des travaux » de l'historien italien. Le chapitre 2 soulève la question de la définition du fascisme, qui est approfondie dans le chapitre 3 sur les « General characteristics of fascism ». La question de la comparaison et de la spécificité du fascisme italien survient dans le chapitre 4, intitulé « Italian fascism : historical and comparative analysis ». Le chapitre 5 se penche sur les enjeux géopolitiques, alors que De Felice explore le « Fascism, foreign policy, and World War II ». Le chapitre 6 aborde la question des cas qui peuvent être considérés comme de « True examples of fascism », à distinguer de ceux qui n'en sont pas et sont parfois confondus comme tels. Le chapitre 7, intitulé « Fascism today » aborde la question de la pertinence du concept de fascisme pour rendre compte des mouvements d'extrême droite contemporains de l'entrevue. Dans le dernier chapitre, De Felice s'attaque à la question du totalitarisme comme piste de recherche pour l'avenir de l'historiographie du fascisme.

3.2.2 Les réactions

Les réactions à *Intervista* surviennent avant même la publication du livre. Dans son édition du 29 juin 1975, l'hebdomadaire *L'Espresso* présente une table-ronde où sont débattues cordialement les thèses de De Felice avec la participation du principal intéressé et des historiens Giuliano Procacci et Giuseppe Galasso (Riva, 1975).

3.2.2.1 Réhabilitation ou dépolitisation ?

Un aspect important de la controverse sur *Intervista sul fascismo* concerne les intentions de l'historien au moment de formuler ses thèses et les conséquences estimées de celles-ci. Certains considèrent que De Felice tente délibérément de réhabiliter le fascisme, alors que d'autres pensent que ses thèses impliquent une telle réhabilitation sans pour autant prêter d'intentions à l'historien. Les défenseurs de De Felice jugent que ses thèses n'impliquent pas une telle réhabilitation, estimant que la politisation de l'histoire provient des antifascistes. Certains vont jusqu'à affirmer que l'indignation vis-à-vis *l'Intervista* participe d'une opération politique visant à donner le dernier mot à ceux qui représenteraient l'antifascisme

⁹⁵ Ledeen est un étudiant de George Mosse et l'auteur de *Universal fascism: the theory and practice of the fascist international, 1928-1936* (Ledeen, 1972).

modéré par rapport aux positions radicales d'indignation à l'origine de la controverse. Accusés de politiser l'histoire et de brimer la liberté scientifique, certains jugent que De Felice tente de se défilier de la critique en se plaçant en position de victime.

À la suite de la publication de *l'Intervista*, trois articles publiés dans *Il Giorno* accusent De Felice de vouloir réhabiliter le fascisme. Le 3 juillet, Giovanni Ferrara évoque le « risque de trop comprendre » le fascisme. Dans sa présentation du texte, le journal affirme que De Felice « cherche à réhabiliter le mouvement fasciste » (Ferrara, 1975a). Une dizaine de jours plus tard, Lelio Basso jugera que *l'Intervista* « ne contient rien d'autre qu'une habile tentative de réhabilitation » (Basso, 1975). Entre-temps, le 6 juillet, *Il Giorno* titre la contribution de Nicola Tranfaglia « Le coup de poignard de l'historien ». En en-tête à l'article, le journal place la présentation suivante :

Pour la première fois en trente ans d'après-guerre, un chercheur apprécié et estimé de tous réhabilite le fascisme. Mais ses thèses s'appuient sur des « preuves » qui ne sont pas crédibles (Tranfaglia, 1975)⁹⁶.

Tranfaglia avance que Ledeen est un « admirateur » de De Felice, ce qui expliquerait que l'intervieweur accomplisse son travail de façon « docile ». Quant aux thèses de De Felice, il « ne s'en émerveille » pas plus qu'il « ne s'en scandalise », ayant « lu avec attention la biographie de Mussolini » et « ayant exprimé depuis 1969 dans *Studi Storici* les raisons de son désaccord avec l'auteur ». Cependant, Tranfaglia pense que

l'Intervista peut faire chez les jeunes et ceux qui n'ont pas suivi au cours des dernières années la naissance et le développement d'une nouvelle historiographie sur le fascisme (non seulement d'inspiration marxiste : il suffit de penser aux travaux fondamentaux de Roberto Vivarelli) des dommages très graves, en se positionnant comme une interprétation nouvelle, fondée sur les recherches documentaires précédentes, sortie chez un éditeur qui, dans le passé, a publié dans ses collections historiques surtout des contributions d'orientation radicale ou marxiste (Tranfaglia, 1975)⁹⁷.

Sans recourir au procès d'intention, certains jugent que les thèses de De Felice sous-estiment l'ampleur des violences fascistes, alors que d'autres considèrent qu'elles confortent certaines positions politiques. Le 5 juillet, dans les pages du *Corriere della Sera*, Leo Valiani critique la position de De Felice. Jugeant que

⁹⁶ Traduction libre.

⁹⁷ Traduction libre.

les crimes violents sont au cœur de l'identité historique du fascisme, il reproche à l'historien de les minimiser, en épargnant la responsabilité au Duce (Valiani, 1975a).

Une critique plus marquée paraît sous la plume d'Enzo Santarelli dans *L'Unità* du 5 et du 7 août. Dans un premier article, Santarelli laisse entendre que ce n'est pas un hasard si la polémique survient à ce moment. Il souligne l'actualité de la question du rapport au fascisme et à l'antifascisme de la DC, se campant par le fait même dans le camp antifasciste (Santarelli, 1975a).

Santarelli ne croit pas que la volonté de l'historien de rompre avec un « conformisme antifasciste » aurait entraîné la controverse. Plutôt, le conflit serait marqué par les perspectives opposées de deux traditions historiographiques. D'un côté, une historiographie qui se base sur les documents fascistes, qui adopte ses autoreprésentations comme catégories analytiques. De l'autre, une étude des structures sociales du régime. La « revalorisation des sources fascistes » entamée par De Felice risque de culminer sur « une vision édulcorée du mouvement et du régime » si elle ne s'accompagne pas d'un « examen de la contrepartie effective ou potentielle, sans analyse du contexte structurel » (Santarelli, 1975b). Ses travaux n'incarnent donc pas l'historiographie dépolitisée qu'il prétend représenter et que Santarelli souhaite voir apparaître. Ils participent plutôt d'une « opération culturelle » qui rassemble dans un même camp le « secteur modérée de notre historiographie » et « certains groupes ou groupuscules de nostalgiques et d'extrémistes » (Santarelli, 1975b)⁹⁸.

La défense de De Felice situe l'instrumentalisation politique dans le camp antifasciste et adopte un langage victimaire en opposant la politisation de l'histoire à la liberté scientifique. Ainsi, Rosario Romeo dénonce le 19 juillet dans les pages du *Giornale* le « lynchage » dont ferait l'objet De Felice. Selon lui, De Felice serait le chercheur qui a le mieux inscrit les événements de la période fasciste dans la trajectoire historique de l'Italie. Si les thèses de De Felice ne sont pas toutes valides, Romeo juge qu'« elles méritent toutes d'être discutées ». Il déplore les réactions « hystériques » qui « ont adopté le ton de la dénonciation et du lynchage ». Il invite à une discussion sans préjugé des thèses de l'historien. Pour Romeo, la polémique a eu l'effet positif de « rappeler à De Felice qu'il n'y a pas de véritable histoire sans conscience des liens qui unissent le passé et le présent ». Il termine toutefois en lançant un avertissement aux détracteurs de l'historien : « qui a pour le présent un intérêt plus profond et engagé doit tendre vers une connaissance

⁹⁸ Traduction libre.

plus sûre et réaliste du passé, s'il veut que celui-ci contribue à mieux diriger l'action concrète et non à alimenter de nouvelles illusions » (Romeo, 1975)⁹⁹.

Confronté aux accusations de « réhabiliter le fascisme », De Felice les réfute, affirmant que sa « seule préoccupation est de comprendre le fascisme, même si certains objectent qu'il y a là un risque de trop le comprendre ». Il juge que le fascisme historique est disparu, que la période fasciste est close et qu'il est nécessaire d'en faire une étude scientifique (Orlando, 1975)¹⁰⁰.

Le 20 juillet, dans un appel au calme dirigé à l'endroit des antifascistes, Giorgio Amendola déplore la polémique politique déclenchée par les détracteurs de l'historien. Il désapprouve « les réactions indignées et moralement exaspérées qui ont accueilli l'*Intervista* de De Felice, quand était plutôt nécessaire une réfutation de ses thèses ». Ils n'adoptent pas la bonne approche, se refusant à se livrer à l'étude empirique, qui est pourtant une « condition pour mieux combattre » le fascisme. Cette posture revient à « se condamner à ne pas comprendre les raisons et la durée du fascisme, et la nature du lourd héritage qu'il a laissé et qui empoisonne aujourd'hui encore la vie du peuple italien », tout en gardant de la Résistance « une version commode, rhétorique et de célébration, qui ne correspond pas à la réalité » (Amendola, 1975). Il appelle à une véritable histoire de l'antifascisme, qui a pour corollaire l'histoire du fascisme, invitant à l'ouverture des archives des partis au public et à l'autocritique de chacune des forces politiques (Amendola, 1975)¹⁰¹.

Dans certains cas, la critique de la politisation de l'histoire prend des airs de théorie du complot. Le 13 juillet, Domenico Sassoli recense dans le journal de la DC, *Il Popolo*, les interventions de Tranfaglia et Alatri. Il voit dans la controverse « une orchestration, préparatoire peut-être, pour une intervention de plus grande autorité ». Reconnaissant le droit au désaccord face aux thèses défélicéennes, il se questionne quant à savoir « pourquoi se faire une idée du phénomène fasciste différente de celle actuelle, codifiée par une culture marxiste ou marxisante enragée, doit forcément équivaloir à réhabiliter le fascisme, à conclure que celui-ci fut, pour les Italiens qui le subirent ou qui en ont souffert, une expérience bénéfique ou salutaire » (Sassoli, 1975b). Sassoli estime que la culture marxiste antifasciste et l'interprétation historique qui en découle montrent leur faiblesse quand ils doivent être « défendus et maintenus par un

⁹⁹ Traduction libre.

¹⁰⁰ Traduction libre.

¹⁰¹ Traduction libre.

véritable terrorisme culturel » (Sassoli, 1975b). Il considère que ce n'est pas « l'historiographie qui est au centre de la polémique, mais ses réflexions [celles de De Felice] sur la politique actuelle » (Sassoli, 1975b). En attaquant la lecture marxiste du fascisme historique, c'est l'utilisation du concept comme illustration d'une continuité historique allant jusqu'à l'époque contemporaine qui s'en trouve miné. Les détracteurs de De Felice tenteraient de sauvegarder le concept de fascisme comme outil politique, en particulier comme arme à utiliser contre la DC. Il croit que De Felice s'est fait des ennemis à long terme :

La culture officielle ne pardonnera jamais à De Felice, nous en sommes certains, sur la base d'autres expériences, d'avoir soulevé des doutes sur la solidité de ses interprétations. Elle ne lui pardonnera pas plus d'avoir rappelé que le fascisme, avant de se positionner à droite, est né à gauche. Le fascisme fut et est un monstre, mais justement parce qu'il est un monstre il n'est pas possible de l'emprisonner dans les fragiles cages des *clichés*¹⁰² idéologiques (Sassoli, 1975b)¹⁰³.

Après l'intervention d'Amendola, Sassoli juge sa prédiction réalisée. Le ton indigné des réactions de Ferrara et Amendola n'aurait servi qu'à « souligner la modération ostensible du ton » d'Amendola. Sassoli n'accepte visiblement pas l'argument du communiste, qu'il résume ainsi : « laissons être l'histoire du fascisme et lançons-nous dans celle de l'antifascisme; il nous sera toujours possible de mettre de l'avant l'étude du premier en enquêtant sur le second » (Sassoli, 1975a). Selon lui, au sein du PCI, ce sont les politiciens et non les chercheurs « qui décident de la validité des règles de la culture » (Sassoli, 1975a)¹⁰⁴.

Dans le *Corriere della Sera* du 23 juillet, Leo Valiani se défend d'avoir contribué à une opération de lynchage contre De Felice et de participer à miner la liberté académique, scientifique et d'expression. Il rappelle que les contemporains du fascisme ont connu de véritables « lynchages d'opposants », que De Felice ne fait face à aucune violence politique de ce type et que « sa liberté d'expression n'est d'aucune façon menacée ». Il revendique le droit à la liberté d'expression pour les détracteurs de l'historien au même titre que pour ce dernier. Bien qu'il juge souhaitable que la science historique informe le débat public, il considère que « personne n'a par contre le monopole de la science et même les plus grands scientifiques peuvent se tromper » (Valiani, 1975b)¹⁰⁵.

¹⁰² En italiques dans l'original.

¹⁰³ Traduction libre.

¹⁰⁴ Traduction libre.

¹⁰⁵ Traduction libre.

Rappelant qu'il n'avait jamais accusé De Felice de « vouloir réhabiliter le fascisme », Valiani reproche cependant à l'historien d'avoir minimisé les crimes fascistes et d'en disculper Mussolini. Valiani juge que le traitement que l'historien offre de ces crimes dans la biographie donne le bon rôle au Duce, alors que *l'Intervista* reste à toute fin pratique muette sur le sujet (Valiani, 1975b).

Pour Valiani, De Felice se berce d'illusions « quand il croit juger le fascisme avec la sérénité avec laquelle il jugerait les événements d'il y a deux ou trois siècles ». Pour lui, « le jugement historiographique est inévitablement influencé par les problèmes de l'ère à laquelle vit le chercheur ». Il estime tout de même souhaitable que les diverses forces politiques de la période fasciste soient l'objet d'une étude scientifique, dépolitisée (Valiani, 1975b)¹⁰⁶.

3.2.2.2 Méthode historique : empirisme, interprétation et prudence

Le débat sur *l'Intervista* donne lieu à des discussions sur la méthode historique. Le biographe de Mussolini met régulièrement de l'avant une vision empiriste de l'histoire, arguant que ce sont les documents d'archives qui constitue le fondement de la validité des interprétations historiques. Ses interlocuteurs sont d'accord sur le principe, mais plusieurs jugent que De Felice n'applique pas toujours la méthode qu'il préconise. Certains nuancent l'approche empiriste en insistant sur l'importance de l'interprétation et mettent de l'avant qu'en s'appuyant sur certains types de sources, l'historien privilégie une interprétation au détriment des autres. Ultiment, plusieurs se demandent si les sources évoquées par De Felice corroborent son propos, remettant à l'étude empirique le soin de mettre à l'épreuve les thèses présentées dans *l'Intervista*.

L'historien Luigi Firpo est critique envers De Felice. Il l'est tout autant envers ses détracteurs, qui « feraient mieux d'enseigner la théologie que l'histoire » s'il ne jugent pas productif le débat (Firpo, 1975)¹⁰⁷. Le socialiste Gaetano Arfè va dans le même sens. Dans *l'Avanti!* du 27 juillet, il invite les antifascistes à « ne pas avoir peur de l'histoire ». Il se dit « convaincu que chaque progrès scientifique dans ce champ [l'étude du fascisme] donnera sur le plan politique aussi des résultats positifs » (Arfè, 1975)¹⁰⁸. Même Enzo Santarelli, dont les écrits dans *l'Unità* n'épargnent guère De Felice, en appelle à la vérification empirique

¹⁰⁶ Traduction libre.

¹⁰⁷ Traduction libre.

¹⁰⁸ Traduction libre.

des thèses de l'historien, espérant que l'interprétation de De Felice ait au moins l'effet de stimuler la recherche sur le fascisme et l'antifascisme (Santarelli, 1975b).

Si tous s'entendent sur l'importance du recours aux sources historiques, l'application de ce principe fait moins l'unanimité. L'historien et journaliste Paolo Alatri relève chez De Felice une contradiction entre le principe revendiqué de séparer les phases de recherche historique et d'interprétation, d'un côté, et la façon dont l'historien mène ses recherches. Pour De Felice, il convient de « publier les documents, de clarifier les faits » avant de les interpréter. Or, si l'on se fie à Alatri, « il est le premier à démentir ces intentions », faisant preuve d'une assurance quant à l'énonciation de ses thèses qu'il reprocherait à d'autres chercheurs (Alatri, 1975). Alatri considère que la distinction entre fascisme-mouvement et fascisme-régime, bien que pertinente, fait l'objet d'un usage abusif de la part de l'historien :

Mais cette distinction, De Felice l'exaspère, s'en servant pour donner du fascisme des définitions qui ne correspondent en rien à la réalité, et qui au mieux se réfèrent à quelques-uns des éléments du fascisme des origines que le régime réduit à l'impotence ou fait même disparaître (Alatri, 1975)¹⁰⁹.

Luigi Firpo, recensant *l'Intervista* le 18 juillet dans le journal de centre-droit *La Stampa*, abonde dans le même sens. Selon lui, dans cet ouvrage, De Felice « met le feu à la méthodologie générale de ses propres travaux ». Firpo y voit une « intention délibérée de provocation », alors que le biographe de Mussolini revendique « la priorité du document sur l'idéologie, l'exigence d'entreprendre un discours toujours plus historique et toujours moins politique » (Firpo, 1975)¹¹⁰.

Si De Felice met les documents d'archive au centre de la méthodologie qu'il revendique, certains jugent qu'il sous-estime la part du travail d'interprétation dans la recherche. Lelio Basso critique les positions empiristes de l'historien :

S'il est vrai en fait que l'historien doit savoir repérer et utiliser les sources pour reconstruire l'événement avant d'en donner un jugement, il est aussi vrai que l'œuvre principale de l'historien est l'« intelligence » de l'événement, son inscription exacte dans le processus historique, c'est-à-dire la compréhension des rapports, des dérivations, des significations et il ne peut y avoir un jugement historique qui ne soit aussi jugement politique. Si cela mène à

¹⁰⁹ Traduction libre.

¹¹⁰ Traduction libre.

une conclusion erronée, l'œuvre de l'historien est un échec, quand bien même son travail de chercheur, son travail archivistique, de documentariste, serait réussi (Basso, 1975)¹¹¹.

Santarelli est aussi d'accord sur l'importance de la recherche empirique. Il concède que « les marxistes, dans leurs approches du fascisme italien et international, ont souffert de dogmatisme ». Mais il rappelle les écrits de Gramsci et les *Lezioni* de Togliatti pour justifier la pertinence de cette tradition de recherche, qu'il compare favorablement à l'approche de De Felice, lequel « sur plusieurs points centraux survole ou confond les idées » (Santarelli, 1975b). Selon lui, les distinctions opérées par De Felice « auraient un sens si elles n'étaient pas extrémisées et radicalisées et rendues de façon polémique et absolue ». Les conséquences des thèses de De Felice sont les suivantes : « le moment de continuité avec le néofascisme, avec le préfascisme de droite est réduit à très peu de chose, la formation du bloc fasciste international apparaît ou peut apparaître comme à peine plus qu'un accident de l'histoire ». Santarelli considère qu'il « est démontré et démontrable, au contraire – sur le terrain idéologico-culturel et des habitudes, des connexions entre développement politique et des structures expansionnistes – que Mussolini et le fascisme avaient opté très clairement et explicitement pour une politique impérialiste et « antibolchévique » à partir de l'acte de fondation du 23 mars 1919 » (Santarelli, 1975b)¹¹².

Bien que favorable à l'historicisation du fascisme, Santarelli juge que De Felice s'en remet trop à la recherche empirique et néglige les questions d'interprétation. Selon lui, l'historien « a sous-estimé les oppositions » en s'appuyant sur « une certaine sélection de documents et de faits, comme si le point de vue à travers lequel on confronte les uns et les autres était sans importance » (Santarelli, 1975b). La solution à l'interprétation du fascisme ne peut pas, à ses yeux, être réglée sur la base des évidences empiriques : « le fascisme est, à l'ère contemporaine, un des phénomènes de classe les plus profonds et complexes : les questions de méthodes et d'interprétation ne peuvent être réduites aux questions empiriques, elles doivent être soulevées » (Santarelli, 1975b)¹¹³.

Santarelli croit que la discussion sur les thèses de De Felice est possible malgré la polarisation des positions. Pour lui, « *L'Intervista* fait réfléchir, mais il ne faut pas la confondre avec les résultats d'une œuvre

¹¹¹ Traduction libre.

¹¹² Traduction libre.

¹¹³ Traduction libre.

historiographique »¹¹⁴. L'histoire du fascisme ne peut s'appuyer sur des distinctions schématiques traitées comme des définitions absolues. Elle ne peut non plus rester uniquement sur le terrain idéologique. Elle doit interroger sociologiquement les concepts utilisés et elle doit s'appuyer sur une analyse des structures sociales (Santarelli, 1975b).

Si les enjeux d'interprétation sont cruciaux dans l'étude du fascisme, c'est notamment en raison de la nature des sources utilisés. Santarelli déplore une lecture binaire de l'historiographie italienne, qui oppose le travail empirique de De Felice à une interprétation strictement déductive de la part des antifascistes. Il juge que l'intervention d'Amendola tend à sous-estimer la contribution à la recherche de la tradition antifasciste et à laisser croire que l'entièreté du travail documentaire sur le fascisme serait le fruit de l'école défélicéenne. Il juge questionnable de « dédier une vie entière à une biographie de Mussolini », mais admet que l'historien choisit les objets qui lui conviennent et « chacun, en définitive, reste maître de ses choix et de ses vocations de recherche ». Réfutant l'idée que De Felice s'identifie avec son objet d'étude, il déplore tout de même « le fait qu'il tend (toujours plus) à opérer une introspection psychologique de son personnage ». Les motivations individuelles permettent d'expliquer la trajectoire biographique d'un individu, mais elles ne sont pas adéquates pour expliquer « les raisons profondes d'un processus historique plus complexe et enraciné ». L'entreprise historiographique défélicéenne est marquée par une tension, alors qu'elle prétend déduire d'une étude biographique une histoire générale du fascisme. Face à cette tension, Santarelli rappelle que « l'histoire n'est pas « justicière » » et qu'elle cherche à reconstruire le contexte des événements et non à en attribuer la responsabilité à des individus (Santarelli, 1975a).

3.2.2.3 Consensus fasciste

Une des questions empiriques qui a suscité le débat en 1975 est la thèse, avancée par De Felice dans le volume paru l'année précédant *l'Intervista*, selon laquelle le régime fasciste aurait joui d'un consensus au sein de la société italienne de la fin des années 1920 au début de la Seconde Guerre mondiale. Certains intervenants appuient l'historien sur cette question. C'est le cas de Luigi Firpo, qui critique Lelio Basso, lequel considère que les Italiens n'ont pas participé activement au consensus fasciste, rappelant le rôle

¹¹⁴ Traduction libre.

des organisations de masse dans l'organisation de la vie quotidienne des Italiens. Il note aussi « l'absence quasi-totale » d'opposition antifasciste avant les années 1940.

Rosario Romeo va dans le même sens. Il reconnaît que le consensus fasciste a été « superficiel » et qu'il était basé sur une limitation importante de l'accès à l'information et de la liberté d'expression, mais il considère que le régime a tout de même réussi à obtenir la « participation des citoyens à la vie collective », ce qui lui donne « sa physionomie de phénomène de masse moderne et qui, comme le souligne justement De Felice, le distingue des régimes autoritaires et bureaucratiques traditionnels » (Romeo, 1975)¹¹⁵.

Certains jugent que la thèse du consensus minimise les conflits qui traversent la société italienne. Dans *l'Espresso* du 29 juin, l'historien anglais Adrian Lyttelton critique *l'Intervista*, soulignant notamment l'absence de la lutte des classes dans l'analyse de De Felice (Lyttelton, 1975). Procacci souligne que le consensus varie largement en fonction des classes sociales, ce à quoi De Felice répond que c'est une erreur de mettre l'accent sur « la dissension contre le fascisme [qui] est née très tard et a explosé en raison de circonstances externes » (Riva, 1975). Pour justifier sa thèse du consensus fasciste, De Felice distingue consentement passif et consentement actif :

Quand je dis consensus, je ne veux pas dire consentement actif. Jusqu'à une certaine époque, il y a eu un gros consensus passif : c'est un consensus de coercition, obtenu avec des moyens démagogiques, c'est un consensus d'habitude. Mais l'habitude, il ne faut pas la sous-estimer (Riva, 1975)¹¹⁶.

Certains jugent que le consensus fasciste n'a pas duré aussi longtemps que le prétend De Felice. À la thèse d'un consensus fasciste qui ne se serait érodé qu'avec la guerre, Amendola répond que « de la désillusion de beaucoup de jeunes, qui ont grandi avec la "foi" en une fonction révolutionnaire du fascisme, naîtra, à partir de 1934, dans les universités italiennes, une nouvelle opposition au régime » (Amendola, 1975)¹¹⁷.

Certains remettent en question la participation des masses que De Felice met au centre de la distinction entre régimes réactionnaires et régime fasciste (Arfé et al., 2006, pp. 151-152). Manacorda juge que la mobilisation des masses sous le fascisme a un caractère démagogique résultant de la poursuite

¹¹⁵ Traduction libre.

¹¹⁶ Traduction libre.

¹¹⁷ Traduction libre.

d'« objectifs pseudo-révolutionnaires » visant à bernier les masses. En ce sens, le fascisme a plutôt exclu les masses, mais le régime leur a laissé croire qu'elles participaient à quelque chose de grand en les embrigadant dans une série d'organisations de contrôle social (Arfé et al., 2006, pp. 152-153). Arfé concorde avec Manacorda et ajoute que « l'organisation totalitaire de la société » s'est faite en s'appuyant sur un « appareil de propagande ». Pour lui, « la participation présuppose une part active dans l'organisation à laquelle on appartient, et il n'y en a pas dans le fascisme » (Arfé et al., 2006, pp. 155-156)¹¹⁸. Garosci rejoint Arfé et Manacorda, estimant que le mouvement fasciste en était un qui suscitait la mobilisation par la contrainte et par l'intimidation (Arfé et al., 2006, p. 156).

De son côté, Rosario Romeo juge authentique le caractère révolutionnaire du fascisme et estime que les masses ont eu une part active dans le mouvement et dans la genèse du régime (Arfé et al., 2006, pp. 153-154). Gabriele De Rosa considère quant à lui que la mobilisation fasciste s'inscrit en continuité avec les valeurs traditionnelles et conservatrices. Plutôt que fondé sur la démagogie, l'appel du fascisme aux masses viserait à « congeler un certain développement de l'Italie, sous l'enseigne d'une Italie rurale », une opération inspirée par « le préjugé anti-industriel du fascisme ». Une telle distinction n'est pas incompatible, selon De Rosa, avec la distinction entre un « fascisme bureaucraté, c'est-à-dire le régime, et le fascisme-mouvement » (Arfé et al., 2006, p. 158)¹¹⁹.

3.2.2.4 Classes moyennes émergentes

L'enjeu qui a soulevé le plus de réactions est sans doute la question des bases sociales du fascisme. De Felice juge que ce dernier est principalement l'œuvre de classes moyennes émergentes qui ont réussi à prendre le devant de la scène politique dans les années suivant la Première Guerre mondiale. Des intervenants trouvent la conception défélicéenne des bases sociales du fascisme prometteuse, alors que d'autres la mettent en doute. C'est le cas de Galasso, qui questionne la « physionomie sociologique » des classes moyennes émergentes évoquées par De Felice. Il demande : « À quels développements de la société et de l'économie sont-elles liées ? Quel rapport entretiennent-elles avec les classes bourgeoises, en particulier les petites et moyennes bourgeoisies ? » (Riva, 1975). De Felice les voit comme une force sociale à la recherche d'un « espace politique » et d'une « promotion sociale ». Il rétorque qu'il s'agit principalement de « petits entrepreneurs, de petits employés, personnes qui, si on consulte les registres

¹¹⁸ Traduction libre.

¹¹⁹ Traduction libre.

municipaux, au temps de leurs parents ou de leurs grands-parents, n'étaient rien et au moment de s'inscrire aux faisceaux, sont déjà quelque chose de plus » (Riva, 1975)¹²⁰.

Dans ce débat sur les classes moyennes émergentes, De Felice trouve un allié en Rosario Romeo. Celui-ci juge que cette idée permet d'expliquer « les sympathies initialement montrées envers le fascisme par certains groupes libéraux, lesquels en attendaient l'élimination des vieux parasitismes protectionnistes de style giolittien » (Romeo, 1975)¹²¹. Le fait que les promesses d'efficacité ne se soient pas réalisées ne changerait rien aux raisons qui ont amené certains à appuyer le fascisme.

Si Romeo et De Rosa sont assez favorables à la thèse de De Felice, Manacorda et Arfé en sont plutôt sceptiques. Manacorda juge que l'idée des classes moyennes émergentes est une hypothèse à vérifier et Arfé souligne que le concept manque de clarté et que l'historien l'utilise de diverses façons très différentes (Arfé et al., 2006, p. 145-147). Garosci se positionne entre les deux camps, jugeant que les classes moyennes émergentes représentent une partie seulement de la réalité du fascisme, lequel est une coalition de forces sociales diverses qui émerge dans un contexte de « crise morale » qui affecte l'ensemble de la société italienne.

Si l'idée des classes moyennes émergentes ne fait pas l'unanimité, certains attendent une démonstration empirique à l'appui de la thèse de De Felice. Firpo considère que l'affirmation de De Felice « reste pour l'instant gratuite et requerrait une documentation exhaustive ». À son avis, ce n'est pas clair « ce que fut en '20, en '22, une classe moyenne italienne en ascension » (Firpo, 1975)¹²².

Certains interlocuteurs contestent la théorie des bases sociales du fascisme exposée par De Felice en argumentant en faveur d'une conception marxiste. Paolo Alatri conteste la conception défélicéenne, jugeant que le fascisme ne fut pas la révolution des classes moyennes émergentes. Les appuis du fascisme étaient

les agriculteurs, les petits et moyens commerçants, les employés, une partie des étudiants; c'est-à-dire, justement, les classes moyennes mortifiés par les processus de concentration capitaliste, poussés vers la prolétarianisation, et en même temps (le paradoxe n'est

¹²⁰ Traduction libre.

¹²¹ Traduction libre.

¹²² Traduction libre.

qu'apparent) désireuses de réaffirmer leurs distinctions et leur supériorité par rapport au prolétariat ascendant (Alatri, 1975)¹²³.

Giorgio Amendola estime que le fascisme reposait sur une pluralité de forces sociales « qui voulaient chacune conditionner les autres », parmi lesquelles, « la force la plus faible était justement cette petite bourgeoisie à laquelle De Felice voudrait reconnaître une fonction prééminente dans le développement du fascisme ». Il juge qu'un rapport de force plus important marque le régime fasciste et explique sa dynamique autoritaire. Mussolini aurait transformé le régime en une dictature centrée sur sa personne pour se libérer de l'influence des classes dominantes industrielles et agraires qui tentaient de faire pencher la balance en faveur de leur camp. Parmi ces forces sociales hétérogènes, la présence d'un « mouvement de « gauche », porté à voir le fascisme comme révolution nationale et corporative » n'était pas incompatible avec un contrôle constant par le grand capital (Amendola, 1975)¹²⁴.

Arfè n'est pas plus convaincu par la théorie du fascisme comme expression politique des classes moyennes émergentes. À ses yeux, elle ne situe pas suffisamment le rôle de ces classes dans le contexte des relations de classes capitalistes « en l'absence forcée de quelque dialectique sociale moderne et libre » (Arfè, 1975)¹²⁵.

Galasso considère que la thèse du fascisme comme révolution des classes émergentes et par conséquent comme phénomène progressiste, héritier de la Révolution française est une « simplification excessive ». De Felice se laisse bernier en prenant l'autoreprésentation du fascisme pour son identité profonde (Riva, 1975). C'est sur la propagande et non sur les actions du régime que se base De Felice, d'après ses détracteurs. Si l'essence révolutionnaire du fascisme réside dans le mouvement, Procacci se questionne : « Qu'est-ce que le mouvement a transmis au régime ? Seulement la propagande ». À ce sujet, le biographe de Mussolini n'est que partiellement d'accord, jugeant que le mouvement a aussi fourni « une aspiration profonde » à beaucoup de gens. Nombre de militants du mouvement fasciste ont adopté des « positions antifascistes justement parce qu'ils se sont rendus compte de l'incompatibilité des énonciations du mouvement avec la pratique du régime » (Riva, 1975)¹²⁶.

¹²³ Traduction libre.

¹²⁴ Traduction libre.

¹²⁵ Traduction libre.

¹²⁶ Traduction libre.

Bien qu'Arfè juge importante la distinction entre fascisme-mouvement et fascisme régime, parce qu'elle permet de comprendre « la dialectique des rapports entre fascisme et État-historique » et le « divorce entre « mouvement » et régime du 25 juillet » il conteste l'idée que le fascisme ait une origine de gauche. Il réfute le lien avec les Lumières et la Révolution française, même s'il reconnaît que le fascisme comporte une dimension subversive.

Dans *l'Avanti!*, Franco Gaeta concède à De Felice que le concept de révolution qu'il adopte est valide selon ses termes. Il doute cependant que cette révolution puisse définir le fascisme. Bien que les militants fascistes se soient perçus comme participants de la création d'un homme nouveau, la réalité du régime n'est autre que l'imposition d'une passivité en rupture avec l'idée de la mobilisation de masse (Gaeta, 1975).

3.2.2.5 Caractère révolutionnaire et distinction avec le nazisme

Pour De Felice, les classes moyennes émergentes italiennes ont servi de base sociale à une force politique révolutionnaire, le fascisme. Le caractère révolutionnaire du fascisme italien le distinguerait radicalement du nazisme, lequel serait tourné vers le passé. Plusieurs des interlocuteurs de l'historien remettent en question une telle distinction, jugeant que fascisme et nazisme sont deux variantes d'une même catégorie.

Procacci considère artificielle la distinction entre fascisme-mouvement et fascisme-régime à travers laquelle De Felice définit le caractère révolutionnaire du fascisme. Il pense qu'elle constitue une manœuvre visant à réintroduire une conception du fascisme comme « régime réactionnaire de masse » après l'avoir congédiée, en mettant plus l'accent sur le caractère de masse que sur le caractère réactionnaire du régime (Riva, 1975).

Alatri n'est pas non plus convaincu par l'idée que le fascisme soit un phénomène révolutionnaire. Selon lui, « on peut parler de révolution quand les bases structurelles d'une société sont profondément transformées » (Alatri, 1975). Manacorda concède quant à lui que le fascisme puisse être révolutionnaire, mais juge qu'il n'a pas opéré une révolution¹²⁷. Arfè le seconde sur ce dernier point, alors que Romeo se

¹²⁷ De Felice conteste toutefois l'histoire du concept de révolution que propose Manacorda, disant qu'elle correspond à sa trajectoire italienne et que dans le monde anglo-saxon, cette conception avait changé, notamment avec certains apports de la sociologie. De Felice ne nomme toutefois pas les auteurs auxquels il fait référence ici (Arfé et al., 2006, p. 151).

range derrière De Felice et juge qu'en instaurant une politique de masse en Italie, le fascisme a engendré une « révolution politique » (Arfé et al., 2006, p. 146)¹²⁸.

Si le concept de révolution mis de l'avant par De Felice ne fait pas l'unanimité, la distinction qu'elle lui permet de faire entre fascisme et nazisme est tout aussi contestée. Galasso et Procacci jugent que « De Felice surestime la différence entre un fascisme qui regarde en avant et un nazisme qui marche vers l'arrière ». Le premier considère par ailleurs que l'« attention à la technique et au développement technologique » que porte le nazisme « porte une atteinte substantielle à la thèse de De Felice ». Celui-ci s'en défend, affirmant que le progressisme du fascisme, par comparaison au caractère réactionnaire du nazisme, se situe sur le plan moral et culturel, non sur le plan technique et technologique (Arfé et al., 2006, p. 146)¹²⁹.

Romeo n'est pas non plus convaincu par la thèse de la différence entre un fascisme à la quête d'un « homme nouveau » orienté vers l'avenir et un nazisme orienté vers le passé. Il reconnaît l'importance d'éviter d'assimiler les divers fascismes à une catégorie commune dans laquelle les différences nationales seraient obliérées, mais il juge que le fascisme emprunte largement aux conceptions traditionnelles. En cela, le nazisme n'est pas très différent du fascisme. Il était un projet d'avenir – le Reich millénaire – ancré dans une doctrine largement empruntée à la tradition (Arfé et al., 2006, p. 161).

Selon Manacorda, le caractère « progressiste » que De Felice attribue au fascisme relèverait de la démagogie qui lui est inhérente et qu'il partage avec le national-socialisme. Si De Felice néglige l'appel à gauche du nazisme, il « sous-estime la matrice de droite du fascisme » (Arfé et al., 2006, pp. 160-161)¹³⁰.

De Felice n'est pas convaincu par les arguments de ses interlocuteurs sur la comparaison entre fascisme et nazisme. Ce dernier est, pour lui, ancré dans une « idéologie du cycle, qui n'est pas exactement une idée de progrès ». Au contraire, le fascisme, s'il met de l'avant le mythe de la romanité, pense que celui-ci s'inscrit dans une progression – passant par le Risorgimento, la Grande Guerre et le mouvement fasciste – dont le point de focalisation est dans l'avenir (Arfé et al., 2006, p. 163). L'animateur Giuseppe Giacobozzo

¹²⁸ Traduction libre.

¹²⁹ Traduction libre.

¹³⁰ Traduction libre.

lui rappelle que « nous sommes au niveau des mythes ». Mais pour De Felice, « dans une société de masses, ce qui compte, ce sont les mythes » (Arfé et al., 2006, p. 163)¹³¹.

Du caractère progressiste que De Felice attribue au fascisme découle une vision essentiellement pacifiste et raisonnable de sa politique étrangère, laquelle se comparerait favorablement à la géopolitique prédatrice du régime nazi. Valiani exprime son désaccord avec De Felice sur ce sujet. Il ne croit à la « politique de paix, par opposition à celle belliqueuse d'Hitler ». Complimentant le travail documentaire accompli par l'historien, il juge toutefois que « cette documentation ne justifie pas, par ailleurs, l'image sympathique et bienveillante, insuffisamment critique dans la confrontation des adulateurs du temps, que De Felice trace de Mussolini » (Valiani, 1975b)¹³².

Les détracteurs de De Felice ne s'opposent pas en soi à une analyse des différences entre fascisme et nazisme. Plusieurs soulignent des différences de degré entre les deux mouvements et entre les régimes qu'ils ont mis sur pied, mais ils insistent sur l'importance d'une catégorie commune pour rendre compte de la trajectoire transnationale du phénomène fasciste. Procacci accepte la spécificité du fascisme italien et sa différence profonde avec le nazisme, mais il insiste sur la pertinence d'une analyse comparative à travers un « dénominateur commun », lequel « n'est pas minimal, comme le dit De Felice ». Ce dénominateur commun entre les divers fascismes résiderait dans le fait qu'ils sont « une réponse à la Révolution d'Octobre » (Riva, 1975, p. 59)¹³³.

Quand Procacci souligne qu'« un autre point de convergence entre fascisme et nazisme est l'hostilité envers la démocratie parlementaire »¹³⁴, De Felice met de l'avant la souplesse idéologique de Mussolini, qu'il contraste avec la rigidité des positions d'Hitler. Ainsi, Mussolini aurait tenté d'arriver à un accord avec les démocraties, ce qui démontrerait l'invalidité de la thèse selon laquelle l'alliance avec les nazis serait le fruit de la proximité idéologique des deux régimes (Riva, 1975, p. 59).

Manacorda, Garosci, Arfé et De Rosa jugent que De Felice surestime le contraste entre fascisme et nazisme. Manacorda et Garosci estiment que les différences entre les deux relèvent de leur inscription dans des

¹³¹ Traduction libre.

¹³² Traduction libre.

¹³³ Traduction libre.

¹³⁴ Traduction libre.

trajectoires historiques nationales distinctes. Elles ne se voit pas « dans les idéaux ou les bases sociales » mais les « diverses sociétés » où ces mouvements ont vu le jour (Arfé et al., 2006, pp. 161-162). Arfé et De Rosa estiment que « le fascisme et le nazisme participent d'un mouvement commun à l'échelle européenne » (Arfé et al., 2006, p. 162)¹³⁵. Arfé juge que les importantes différences entre le fascisme et le nazisme ne justifient pas d'abandonner le concept comparatif de fascisme (Arfé, 1975).

3.2.3 Déroulement et clôture

Avec la publication d'une recension de *l'Intervista* et de *Gli anni del consenso* dans le *Times Literary Supplement*, l'historien britannique Denis Mack Smith ajoute un volet anglais à la controverse, en engageant un dialogue avec Michael Ledeen (Mack Smith & Ledeen, 1976). En 1976, l'éditeur Giovanni Volpe publie un collectif intitulé *Sei risposte a Renzo De Felice* (Bardeche, Eisermann, & Erra, 1976). Au cours des années suivantes, les réflexions historiographiques sur le fascisme et l'antifascisme reviennent parfois sur *l'Intervista* et la controverse qu'elle a suscitée (Tranfaglia, 1983). Après le mois d'août 1975, la controverse quitte toutefois les pages des journaux où elle a d'abord éclaté. Qu'est-ce qui explique cette fin abrupte ? Il semble que les protagonistes aient perdu intérêt dans le débat public sur les enjeux concernés. Les arguments de chaque camp ayant été présentés et des désaccords majeurs persistants, seule une élaboration plus approfondie des idées en question pouvait faire avancer davantage le débat. C'est à cela que les protagonistes ont dédié leurs énergies après l'été mouvementé de 1975.

3.3 Controverse sur la Resistenza

La controverse est revenue durant les années 1990, avec en arrière-plan l'effondrement du système de partis, emporté dans des scandales de corruption, et la transition vers ce qu'il est convenu de qualifier de Seconde République italienne (Tranfaglia, 2003). Le débat concernait cette fois-ci la guerre civile déclenchée par l'armistice du 8 septembre 1943. Il commença avec la publication de l'ouvrage de l'historien antifasciste – qui fut lui-même Partisan – Claudio Pavone, *Una Guerra Civile* (Pavone, 1991). La thèse de Pavone, selon laquelle les années 1943 à 1945 ont été marquées, en Italie, par un conflit en trois axes – une guerre civile, entre fascistes et antifascistes ; une guerre de classes, entre classes ouvrière et capitaliste ; et une guerre patriotique, entre partisans italiens et occupant allemand – entrain en contradiction avec un mythe tenace de l'antifascisme italien, selon lequel les Italiens avaient été largement en faveur des partisans. Si les Italiens étaient dans leur immense majorité favorables à la Résistance, une

¹³⁵ Traduction libre.

guerre de libération contre l'occupant était possible, mais pas une guerre civile entre Italiens. En qualifiant les années 1943-1945 de « guerre civile », Pavone introduit dans le lexique mémoriel antifasciste une notion qui était principalement utilisée dans la mémoire néofasciste¹³⁶.

Puis, plusieurs ouvrages paraissent à l'occasion du cinquantenaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale (Bocca, 1995a; Galli Della Loggia, 1996a; Rusconi, 1995c). L'un d'entre eux, *Rosso e nero* (De Felice & Chessa, 1995), une entrevue de Renzo De Felice avec Pasquale Chessa, publiée sous forme de livre, constitue une sorte de testament intellectuel de l'historien italien. Une controverse survient au moment où De Felice publie dans les journaux certaines idées qui figureront dans l'ouvrage – et dans le dernier volume de la biographie de Mussolini. Elle reprend à la suite de la publication de l'ouvrage. De Felice y remet en cause le caractère populaire de la Résistance, considérant que la majorité des Italiens ont plutôt assisté au conflit entre les partisans et la République de Salò avec indifférence, espérant la paix plus qu'un résultat spécifique (De Felice & Chessa, 1999b)¹³⁷.

Avec l'entrée des partis d'extrême droite AN et Lega Nord dans le gouvernement Berlusconi, plusieurs ont vu dans les ouvrages polémiques remettant en cause l'antifascisme parus à l'occasion du cinquantenaire une forme de restauration intellectuelle de la mémoire fasciste.

3.3.1 Rosso e nero : une relecture de la guerre civile italienne

Contrairement à *l'Intervista*, *Rosso e nero* survient à la suite d'une controverse, qu'il ravive en lui donnant un nouvel objet. L'historien y reformule certaines positions qu'il a tenues lors de débats publics qui ont eu lieu dans les mois précédant la publication de l'ouvrage. Une nouvelle controverse survient en lien avec une réflexion de l'historien sur la question de l'exécution de Mussolini, dont il remet en question la version acceptée jusque-là.

¹³⁶ Il attribue toutefois un sens bien différent à l'histoire italienne, à partir de l'idée de guerre civile. Si pour les néofascistes le fait qu'il y ait eu des appuis considérables pour la République sociale italienne (RSI) de Mussolini revient à légitimer son projet politique, Pavone y voit plutôt l'assurance que des fascistes ont adopté les habits de la République antifasciste dans l'après-Guerre, sans nécessairement abandonner les motivations qui les portaient vers le fascisme. Sur la mémoire néofasciste, voir Germinario (1999).

¹³⁷ Nicola Tranfaglia, habitué des controverses sur le révisionnisme italien, a répondu aux thèses de De Felice avec un livre au titre évocateur : *Un Passato scomodo*, un passé inconfortable (1996).

Dès le départ, Chessa pose le problème à l'intersection de l'histoire et de la mémoire. Il invite De Felice à réfléchir à la perte d'identité de la nation italienne, à la débâcle de son armée au cours de la Seconde Guerre mondiale et à l'« acte manqué » que constituerait « la fin du fascisme et la naissance de la République, la Résistance et la République sociale de Salò » pour la recherche historique (De Felice & Chessa, 1999b). C'est avec l'intention affirmée de démonter la mythologie de la Résistance que De Felice entame sa réflexion. Selon lui, « l'effondrement du sentiment national » survenu le 8 septembre 1943 constitue une « faiblesse “éthico-politique” ». Celle-ci se manifeste par l'attachement « aux racines culturelles – mais aussi psychologiques et caractérielles – du passé, antérieur à l'unité du pays » (De Felice & Chessa, 1999b, pp. 53-54).

Une fois Mussolini démis de ses fonctions, le 25 juillet 1943, les Italiens ont tourné le dos à la guerre et aux camps qui s'y investissaient, selon De Felice. À ce stade, la majorité n'avait qu'un souhait : « voir la fin de la guerre, essayer d'y échapper » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 58). Cela a entraîné la débandade de l'armée italienne, dont la dissolution à la suite de l'armistice a laissé Rome sans défense et a permis aux Allemands de consolider leur présence dans le nord, après avoir évacué leurs troupes du sud.

De Felice s'oppose au consensus dépeignant la Résistance comme un mouvement populaire de masse. L'historien opère un bilan quantitatif des forces de la Résistance et de la RSI pour soutenir sa thèse voulant qu'une majorité d'Italiens soit restée neutre. Il juge qu'une « *vulgate* historiographique, agressivement hégémonique, construite pour des raisons idéologiques (légitimer la nouvelle démocratie par l'antifascisme), mais souvent utilisée à des fins politiques (légitimer la gauche communiste par la démocratie) », a exagéré le nombre de combattants au sein du mouvement partisan (De Felice & Chessa, 1999b, p. 65). Selon lui, 3,5 à 4 millions de personnes, parmi les 44 millions d'Italiens vivant à l'époque, ont participé à la lutte dans un des camps. Le mouvement a pris une certaine ampleur, mais il n'a « gagné la multitude [que] peu de jours avant la capitulation allemande, au moment où un foulard rouge suffisait pour s'autoriser à défiler avec les vainqueurs » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 73). En étudiant la Guerre Civile « du seul point de vue des combattants », ce sont donc des dizaines de millions d'Italiens qui sont laissés en périphérie de l'histoire. L'historien appelle à une « reconstitution historique » visant à « replacer dans leur contexte les événements avec le regard de l'époque, pour raconter les faits tels qu'ils se sont déroulés », en tenant compte de la « large zone grise » où se situait la majorité des Italiens (De Felice & Chessa, 1999b, p. 72).

Plus disposé qu'il ne le laisse entendre à entrer dans l'arène du débat politique, De Felice se lance dans une critique du « mythe de la démocratie italienne » en abordant l'héritage partisan de la République. Portant un jugement sévère sur le régime en vigueur, il ne croit pas que « la démocratie qui s'installa en Italie en 1945 fut belle et compatible avec le développement historique du pays » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 82). Soucieuses de l'unité du mouvement de Résistance, les forces antifascistes ont donné au Parti communiste de Palmiro Togliatti une sanction morale en l'incluant au sein des forces démocratiques. Par conséquent, « le PCI a pu se vanter, de l'immédiat après-guerre jusqu'à aujourd'hui, d'une sorte de primauté sur la tradition morale, politique et culturelle, établie autour de la date emblématique du 25 avril 1945 » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 83).

Le PCI a utilisé sa position de force au sein de la Résistance et la sanction démocratique qui l'accompagnait pour atteindre des objectifs dont la portée dépasse le cadre de la démocratie libérale. Selon De Felice, « la démocratie progressive était le cheval de Troie » qui « introduirait la lutte contre le capitalisme, le libéralisme et la bourgeoisie et permettrait de faire de Togliatti le nouveau chef du gouvernement italien » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 83). Il soutient que les apparences démocratiques du PCI relèvent d'une stratégie dictée par Staline et qui devait consacrer le « mythe idéologique de l'autonomie par rapport à l'Union soviétique » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 85). De cette vision de la lutte partisane découle ce que De Felice qualifie de Résistance trahie. Pour ceux qui espéraient davantage qu'une démocratie libérale, la Résistance aurait été trahie par l'entrée du PCI dans le gouvernement De Gasperi et l'amnistie qui a alors été adoptée. Cette idée est au cœur de la vision du monde des étudiants contestataires de 1968 et des groupuscules terroristes qui radicalisèrent l'action de la gauche dans les années 1970. De Felice en conclut, citant François Furet, que « l'antifascisme ne bouleverse pas le terrain moral et politique sur lequel il a grandi. Il approfondit la crise de l'idée démocratique sous l'apparence de l'avoir résolue » (cité dans De Felice & Chessa, 1999b, pp. 88-89).

L'historien italien prétend laisser au passé l'antifascisme en opérant une évaluation critique de son histoire et de sa mythologie. Après avoir examiné le nombre d'Italiens impliqués dans la Résistance, il réévalue l'importance de celle-ci sur le plan militaire et considère qu'il ne fut pas décisif pour la Libération (De Felice & Chessa, 1999b, p. 91). Le mythe de la Résistance comme lutte militaire décisive résulterait de la nécessité pour le pays d'avoir le statut de cobelligérant afin d'obtenir une position favorable lors des négociations de paix qui suivraient la victoire.

De Felice juge aussi que le mythe de la Résistance a eu raison du concept de nation. Il pose une question aux forts accents politiques : « Pourquoi nous ne pouvons nous dire patriotes ? » Il estime que « c'est l'idée de nation qui sort vaincue » de la Guerre Civile italienne (De Felice & Chessa, 1999b, p. 107). Empruntant à l'organicisme durkheimien, il juge que le peuple italien s'est transformé dans son identité profonde avec cette défaite : « C'est quelque chose de profond qui implique l'ADN de tout un peuple, défigure son autobiographie, transforme son patrimoine génétique » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 107). Demeurant dans la métaphore organique, il explicite sa pensée :

Nous n'avons plus d'anticorps : le mythe de la nation, créée par Mussolini, s'est écroulé définitivement le 25 juillet 1943¹³⁸. Il était miné, depuis ses origines, par le monopole fasciste du patriotisme, qui identifiait le primat de la nation à celui du régime. (De Felice & Chessa, 1999b, p. 108).

La défaite « fit s'écrouler l'idée de nation comme valeur unificatrice de tous les Italiens » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 109). Mais ce ne fut pas suffisant pour l'écarter définitivement. La « *vulgate* historique » aurait consacré la « mort de la patrie » afin de « légitimer, par la victoire antifasciste, le nouvel Etat » et « d'épurer des poisons du nationalisme la politique de l'après-guerre et la reconstitution de la démocratie » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 109). Pour atteindre ces objectifs, il fallait « délayer la guerre fasciste et dissimuler la nature fratricide de la lutte entre la RSI et la Résistance », ce qui s'est fait à travers un « mécanisme de refoulement politique dont il faut tenir compte encore aujourd'hui » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 109).

Norberto Bobbio avait réfuté l'idée de la mort de la patrie, jugeant que l'idée de nation avait cédé le pas au « patriotisme de la Constitution ». De Felice estime quant à lui que le patriotisme constitutionnel suppose une nation à la trajectoire historique spécifique, sur laquelle s'érige la constitution qui fait l'objet du patriotisme (De Felice & Chessa, 1999b, p. 111). Déplorant l'imprécision du concept de nation, il considère toutefois le sentiment national comme un facteur important du développement démocratique :

il est encore vrai qu'on ignore si la nation est avant tout un fait culturel, naturel ou politique. Mais tout cela n'empêche pas qu'un fort sentiment national en Italie aurait favorisé le

¹³⁸ Notons au passage que la périodisation de l'effondrement national varie chez De Felice. Si plus tôt il le datait au 8 septembre, date de l'armistice, ici c'est l'arrestation de Mussolini à la suite de la décision du Grand Conseil Fasciste du 25 juillet qui sert de déclencheur.

processus de reconstruction démocratique dans notre pays. (De Felice & Chessa, 1999b, p. 111).

De Felice pense que les difficultés de la démocratie italienne ne sont pas le résultat de la loi fondamentale, qui jouerait selon certains le rôle de péché originel. Selon lui, « S'il y a faute, elle ne vient pas de la Constitution. Elle est due au manque de patriotisme des partis, des débuts jusqu'à présent » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 113).

De Felice délaisse ensuite le problème politique de l'héritage du fascisme et de la Résistance pour retourner à l'histoire. Il pose la question des motivations de Mussolini en prenant la tête de la RSI en 1943, à partir d'une réflexion contrefactuelle sur les conséquences potentielles d'une occupation de l'Italie par l'Allemagne nazie sans régime allié. Pour De Felice, la RSI « est à l'origine de la guerre civile qui a ensanglanté le Nord « occupé » et a conditionné l'histoire ultérieure de l'Italie ». Sans un régime italien pour légitimer l'occupation nazie, « la Résistance aurait eu un caractère national, la guerre partisane aurait été une lutte de libération contre l'occupation étrangère, l'insurrection générale serait apparue comme une révolte patriotique naturelle ». L'historien juge que les communistes n'auraient pas été hégémoniques et que la Résistance n'aurait pas été marquée par « le schéma révolutionnaire, identifiant ainsi l'ennemi politique à l'ennemi de classe ». Les forces démocratiques se seraient retrouvées en position dominante et le pays n'aurait pas connu une guerre fratricide (De Felice & Chessa, 1999b, pp. 115-116).

Généralement critique des affirmations non documentées, De Felice juge dans ce cas-ci que l'argument contrefactuel « est indispensable pour formuler un jugement « scientifique » sur le rôle joué par Mussolini devenu un Duce républicain » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 116). Il estime qu'Hitler impose à Mussolini sa « résurrection politique » en le libérant et en le mettant à la tête d'un nouveau régime. Le chef fasciste n'aurait accepté qu'à contrecœur. Il aurait préféré « que son destin s'accomplisse le 25 juillet » ou « être délivré par les Italiens » (De Felice & Chessa, 1999b, pp. 116-117). Pourquoi a-t-il donc accepté l'offre d'Hitler ? De Felice juge qu'une « motivation patriotique » animait Mussolini. Le chef fasciste n'aurait pas été « un dictateur sanguinaire du même type que Staline ou Hitler », pas plus qu'il n'aurait été « poussé par l'ambition politique et l'envie d'une revanche » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 119). Pour l'historien,

Mussolini est revenu au pouvoir pour « se mettre au service de la patrie », car c'est seulement ainsi qu'il pourrait empêcher Hitler de transformer l'Italie en une nouvelle Pologne, qu'il pourrait rendre moins pesant et tragique le régime d'occupation. (De Felice & Chessa, 1999b, pp. 119-120).

L'historien croit Mussolini bien intentionné au moment de prendre la tête de la RSI. Celle-ci a par ailleurs « atteint une partie des objectifs que s'étaient fixés Mussolini ». De Felice nuance plus loin, admettant donc que, « dans le décompte des coûts et des bénéfices », le prix à payer a été trop élevé » (De Felice & Chessa, 1999b, p. 123)¹³⁹.

L'avant-dernier chapitre est celui qui a suscité le plus de débats. De Felice y discute de l'image de Mussolini et des mythes qui se sont construits notamment autour de la circulation de faux documents signés par le chef fasciste. C'est en discutant des documents où la ligne paraît mince entre le vrai et le faux que l'historien aborde la question des correspondances qu'il y aurait eu entre Mussolini et Winston Churchill. Selon De Felice, Franklin Roosevelt souhaitait capturer Mussolini pour le juger, ce qui n'était pas le cas des Britanniques, qui « ne souhaitaient pas voir Mussolini devant un tribunal, car il aurait pu leur créer de grands embarras ». Un procès public du chef fasciste aurait représenté un danger pour Churchill. De Felice laisse donc entendre que ce sont les Britanniques qui voulurent l'exécution de Mussolini :

Ce sont les partisans de la Résistance qui s'en chargèrent. Mais ce fut un agent des services secrets britanniques, lui-même italien d'origine, qui les exhorta à agir vite, à en finir rapidement avec l'affaire Mussolini (De Felice & Chessa, 1999b, p. 142).

Le dernier chapitre, « Le mensonge de la race », est l'occasion pour De Felice de se pencher sur le racisme et l'antisémitisme fasciste, ce qu'il fait en revendiquant le mythe des Italiens « brava gente » tout en maintenant une série de critique contre ceux-ci.

3.3.2 La controverse

3.3.2.1 Le débat sur la Résistance avant Rosso e nero

L'année 1995 ramène De Felice au-devant de la scène et commence ironiquement avec une déclaration de paix. Nicola Tranfaglia salue le travail de De Felice, prétendant mettre un terme à une dispute qui s'éternise depuis vingt ans (Fertilio, 1995). Au mois de février, l'annonce de la publication du dernier tome de la biographie de Mussolini promet de faire connaître des secrets inédits (r.c., 1995). Puis, deux ouvrages contestent des éléments importants de l'entreprise défélicéenne. Giovanni De Luna et Marco Revelli

¹³⁹ La réhabilitation des motivations des fascistes qu'opère De Felice trouve écho dans certaines publications mémorielles. Par exemple, l'ancien volontaire de la RSI, Carlo Mazzantini, affirme dans *I ballila andarono a Salò* : « Les garçons de Salò méritent le respect ni plus ni moins que les Partisans. Les motifs de leur choix, le sens de l'honneur, la loyauté patriotique, la défense de la nation, ont la même valeur morale, la même dignité que les raisons de leurs adversaires » (cité dans Messina, 1995b; traduction libre).

revisitent l'historiographie défélicéenne en remettant en question sa vision du fascisme et de l'antifascisme (De Luna & Revelli, 1995; Papuzzi, 1995a, 1995b). Gian Enrico Rusconi relance quant à lui le débat sur la nécessité de l'antifascisme à la démocratie italienne, prenant parti en faveur d'un ancrage historique de la République dans la Résistance (Fiori, 1995b). Particulièrement actif dans la presse lors de cette année du cinquantenaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, De Felice accorde une entrevue – qui prend plutôt la forme d'une discussion et parfois d'un débat - à Rusconi, laquelle paraît dans *La Stampa* du 22 mars et laisse entrevoir une part substantielle du contenu de *Rosso e nero*¹⁴⁰.

Le 21 avril, *Panorama* et *l'Unità* publient simultanément la transcription d'un entretien entre Renzo De Felice et Norberto Bobbio. Les deux intellectuels confrontent leur vision du fascisme et de la Résistance, discutant plusieurs des idées que De Felice développera dans *Rosso e nero*. Pour Bobbio, le fait que le mouvement partisan ait été minoritaire dans la société italienne ne change pas son importance historique et militaire. Il juge que la date tragique dans l'histoire d'Italie n'est pas le 8 septembre 1943, mais le 10 juin 1940, alors que Mussolini entre en guerre aux côtés d'Hitler. Bobbio juge que l'antifascisme est toujours d'actualité, en raison des menaces qui planent sur la démocratie italienne, ce que conteste De Felice (as., 1995; Sosetti & Chessa, 1995)¹⁴¹.

¹⁴⁰ Si la plupart des idées mises de l'avant dans la discussion avec Rusconi se retrouvent dans l'entrevue accordée à Pasquale Chessa, De Felice traite dans *La Stampa* du virage postfasciste opéré par AN, successeur du MSI. L'historien juge qu'il s'agit d'une « opération strictement et immédiatement politique » de la part du parti de droite. Il nie avoir quoi que ce soit à voir avec le changement de nom et d'orientation du parti et il affirme « n'avoir aucun lien avec ce secteur, même si au sein de celui-ci, il y a des amis personnels » (Rusconi, 1995a; traduction libre). L'historien ne semble convaincre ni Rusconi, ni ses détracteurs de gauche (Fiori, 1995a) avec cette défense. Giovanni De Luna juge que « le problème » ne consiste pas à déterminer si De Felice a été impliqué dans la rédaction des thèses postfascistes d'AN, mais plutôt à souligner la continuité entre les idées mises de l'avant par l'historien dans ses entrevues avec Giuliano Ferrara en 1987 et 1988 et le tournant postfasciste du parti d'extrême droite. Notant le désaccord revendiqué par De Felice quant au rôle de Giorgio Pisano, dont les écrits centraux à la mémoire néofasciste sont restés au centre de la culture postfasciste, De Luna juge que l'historien s'aveugle quant au rôle qu'il a lui-même joué pour le parti d'extrême droite en légitimant son inclusion dans une redéfinition de l'arc constitutionnel. Selon lui, « nous sommes aujourd'hui à "l'ère" De Felice et il est normal que les Italiens qui se reconnaissent dans Fini et Berlusconi trouvent le monument historiographique approprié dans la biographie de Mussolini » (De Luna, 1995; traduction libre). Claudio Pavone, historien et ancien résistant, exprime quant à lui son désaccord avec De Felice tout en marquant ses distances par rapport à ceux qui voudraient associer le biographe de Mussolini aux visées politiques des postfascistes (Cavagnola, 1995). Il indigné par ailleurs plusieurs intellectuels et hommes politiques associés à la droite néofasciste et postfasciste (Battista, 1995), lesquels blâment les milieux universitaires italiens qui seraient des chasses-gardées de la gauche (Ferraresi, 1995).

¹⁴¹ Dans le cadre du cinquantenaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs acteurs politiques et intellectuels plaident pour une réconciliation des camps en opposition lors de la guerre civile, laquelle permettrait d'aller au-delà des querelles ayant marqué le XXe siècle. De Felice revendique une telle position, alors que certains,

Rosso e nero vient donc inscrire dans la durée des idées qui ont été reçues de façon critique dans le débat public. Peu importe l'intention de l'auteur, l'ouvrage a pour résultat d'accroître la visibilité de ces idées au détriment des critiques qui leur ont été adressées dans les journaux. Une fois l'ouvrage publié, le débat reprend, se focalisant sur une question spécifique : les circonstances entourant la mort de Mussolini.

3.3.2.2 *La publication de Rosso e nero et le débat sur la mort de Mussolini*

Peu avant la publication du livre de De Felice, le 24 août 1995, le journaliste Stefano Folli prévoit un automne de débat autour du fascisme et de l'antifascisme (Folli, 1995b)¹⁴². Le 2 septembre, dans un entretien avec Folli, De Felice, met en évidence ses intentions dans le cadre de l'ouvrage :

Si on veut construire les institutions de la Seconde République, il faut réécrire le chapitre Résistance-Salò. L'histoire s'écrit comme elle s'est réellement passée et non comme un camp ou l'autre l'a rêvée avec les lunettes de la foi politique ou de la convenance. Il n'y a que de cette façon que nous pourrons comprendre pourquoi au cours de ces cinquante ans nous n'avons pas été capables d'être une nation (Folli, 1995a)¹⁴³.

La guerre civile dépeinte par De Felice ne fait pas l'unanimité. Dans le quotidien de centre-gauche *La Repubblica* du 5 septembre 1995, Giorgio Bocca affirme ne pas reconnaître l'Italie dans laquelle il a vécu dans le récit de De Felice :

L'impression que me fait la longue entrevue de De Felice est que nous avons vécu dans des Italies distinctes et que l'Italie que j'ai vue de mes yeux durant la guerre partisane et après n'a aucune ressemblance avec celle que lui a reconstruite à partir des livres et des documents d'archives (Bocca, 1995b)¹⁴⁴.

comme Alessandro Galante Garrone, jugent important de retenir des événements passés les convictions de chacun et la validité du combat partisan, tout en reconnaissant que les fascistes ont pu mener leur combat pour des raisons qui leur paraissaient bonnes (Galante Garrone, 1995).

¹⁴² L'article intitulé « Una repubblica in rosso e nero » cite l'ouvrage de Giorgio Bocca et celui de De Felice. Il note par ailleurs que le corpus sur le fascisme s'agrandira grâce la publication d'une biographie de Giovanni Gentile, signée Gabriele Turi (1995), un collectif sur le régime fasciste dirigé par Angelo Del Boca, Massimo Legnani et Mario G. Rossi (1995), les mémoires d'une jeunesse fasciste de Roseda Tumiatì (1995), une réflexion de l'ancien fasciste Carlo Mazzantini sur l'adhésion des adolescents à la RSI (Mazzantini, 1995), les mémoires de l'ancien espion américain Peter Tompkins (1995). Les travaux sur l'antifascisme comptent notamment la *Storia del Pci* de Renzo Martinelli (1995) et les *Scritti Politici* du résistant catholique Giuseppe Dossetti (1995).

¹⁴³ Traduction libre.

¹⁴⁴ Traduction libre.

À l'historien, Bocca conseille la lecture des mémoires du fasciste Carlo Mazzantini. Le sentiment d'être « étranger dans sa patrie » que le combattant de la République de Salò décrit lui montrerait l'adhésion de masse des Italiens à la cause de la Résistance.

Bocca conteste aussi la théorie défélicéenne de la « mort de la patrie », reprise par Galli della Loggia. L'armistice du 8 septembre 1943 met en évidence la volonté des résistants de faire survivre la patrie devant le démembrement de l'Italie par l'occupation allemande.

Leo Valiani offre une critique plus favorable à De Felice le 18 septembre (Valiani, 1995). Il donne raison à l'historien qui accuse l'antifascisme de réduire la guerre civile à une lutte armée entre fascistes et antifascistes. Il juge important d'étudier le conflit en prenant compte de l'ensemble de ses dimensions, incluant les tensions à l'intérieur des deux camps, que ce soit entre les mouvements partisans, le Royaume d'Italie et les alliés, ou entre la RSI et le régime nazi. Il juge que l'antifascisme communiste s'inscrit dans une stratégie, élaborée par l'URSS, visant à établir l'hégémonie du parti en Italie. Mais il estime que le Parti d'action et le Parti socialiste italien (PSI) ont contribué à l'hégémonie communiste en laissant le champ libre au PCI sur le terrain de l'antifascisme. Sur le nombre de combattants antifascistes, Valiani affirme que le fait qu'il s'agisse d'une minorité n'a rien de surprenant : « ceux qui confrontent, volontairement, la mort au combat sont toujours des minorités »¹⁴⁵. Finalement, il n'attribue que peu de crédibilité à l'idée que les Britanniques aient exécuté Mussolini afin de mettre la main sur ses correspondances avec Churchill.

Gian Enrico Rusconi intervient le 23 septembre dans Tutto Libri, un cahier de *La Stampa* (Rusconi, 1995b). Il juge que *Rosso e nero* est un ouvrage important qui traite de questions historiographiques qui restent à résoudre. Il déplore toutefois le ton polémique utilisé par De Felice, notamment l'utilisation du terme « vulgate de la Résistance ». Rusconi rejette la dichotomie mise de l'avant par l'historien entre une historiographie dépolitisée et une instrumentalisation politique de l'histoire. Il note que les préoccupations qui mènent De Felice sur le terrain de l'étude de la guerre civile sont d'ordres éthico-politiques. Il juge que De Felice sous-estime la contribution de l'antifascisme à l'institution de la démocratie italienne, tout en rappelant qu'aucune des forces politiques en présence à l'origine de la République n'était pleinement démocratique.

¹⁴⁵ Traduction libre.

Dans *La Stampa* du 4 septembre, Norberto Bobbio critique *Rosso e nero* sur le plan méthodologique. Discutant la notion de révisionnisme, il note une tension entre deux significations du terme : l'une, péjorative, associée à la négation de l'Holocauste dont les partisans se revendiquent comme révisionnistes ; l'autre, positive, correspond à la révision perpétuelle que comporte la discipline historique, dont les travaux font toujours l'objet d'un examen critique et dont les interprétations ne sont jamais figées. Bobbio souligne que De Felice revendique cette seconde conception du révisionnisme, mais se désole paradoxalement que « les historiens italiens continuent de tourner autour du cas Mussolini, sans jamais vouloir l'affronter et le résoudre définitivement »¹⁴⁶. Le paradoxe du révisionnisme hostile à son propre examen critique est le point de départ de Bobbio pour s'attaquer à la conception empiriste de l'histoire mise de l'avant par le biographe du duce. Différente des sciences dites dures, l'histoire se base sur les faits, mais doit à la fois distinguer entre « faits pertinents et faits impertinents » et interpréter les faits retenus. La revendication de l'histoire comme entreprise herméneutique est l'occasion de critiquer l'interprétation faite par De Felice de la « zone grise » entre partisans et collaborateurs de la RSI. Reposant sur un jugement éthico-politique, l'évaluation du rôle de l'« attentisme » de la majorité peut aller dans un sens radicalement différent de ce qu'en fait De Felice. Bobbio affirme que la paix espérée par la majorité est la même que souhaitaient les partisans, c'est-à-dire celle qui résulterait d'une victoire des forces antifascistes. Il considère qu'une faible minorité de la population souhaitait la victoire des nazis et des fascistes et que cette position ne peut être considérée comme attentiste, mais bien comme collaboratrice.

Malgré ses critiques sévères à l'endroit de la méthode défélicéenne, Bobbio termine son intervention de façon conciliante, invitant son adversaire au dialogue :

Que ce soit clair, mes doutes ont trait à la méthode, ils ne touchent pas à la substance. Et c'est celle-ci qui compte. Nous devons tous au grand historien qu'est Renzo De Felice l'élargissement de notre connaissance, le dégagement du brouillard amené par plusieurs idées confuses et l'invitation à nous libérer des idées reçues. Pour ceux qui, comme moi, sont assez vieux pour avoir été témoins de ces années, c'est plus difficile, je le sais. Mes observations présentées dans cet article sont-elles la preuve que je ne m'en suis pas encore totalement libéré ? Je serais heureux que De Felice me dise en toute liberté ce qu'il en pense (Bobbio, 1995)¹⁴⁷.

¹⁴⁶ Traduction libre.

¹⁴⁷ Traduction libre.

Précisant la critique de la méthode défélicéenne, Bocca considère que les historiens ne peuvent s'en tenir à la recherche d'archives :

Les documents d'archives sont des instruments importants pour écrire l'histoire, mais ils ne sont pas suffisants ; il faut aussi avoir la capacité de recréer les sentiments collectifs. La guerre civile ne fut pas une joute sanglante entre deux minorités devant un public indifférent : elle fut l'épilogue tragique du fascisme que la majorité des Italiens ont regardé avec passion et participation (Bocca, 1995b)¹⁴⁸.

O.M. Petracca invite de son côté à distinguer le problème factuel de la vérité historique et l'interprétation des faits (Petracca, 1995).

Rapidement, le débat se focalise sur une question empirique spécifique : les circonstances entourant la mort de Mussolini. Le 3 septembre, Elisabetta Rosaspina relève dans le *Corriere della Sera* les réactions de plusieurs intellectuels par rapport à une hypothèse mise de l'avant par l'historien. Selon De Felice, les Britanniques ont voulu assassiner Mussolini et s'emparer d'un calepin documentant les échanges entre Churchill et le duc, alors que les Américains veulent capturer le leader fasciste vivant afin de le juger. Il laisse entendre que les premiers seraient possiblement responsables de la mort du Duce. Leo Valiani, réagissant à la thèse de De Felice, affirme : « L'histoire de Mussolini assassiné par les Anglais est vieille de plusieurs années. Je n'en sais absolument rien. Que De Felice nous montre ses preuves ». Denis Mack Smith partage l'opinion de Valiani : « Il m'apparaît improbable que Churchill ait donné l'ordre aux services secrets de tuer Mussolini, qu'il considérait désormais comme un pantin aux mains de Allemands. Il a laissé les mains libres aux partisans. Si De Felice possède les preuves d'un avantage politique que Churchill aurait obtenu de la mort de Mussolini, c'est important qu'il les révèle rapidement ». Le journaliste et historien Luciano Garibaldi considère quant à lui que « De Felice a raison, mais il n'obtiendra jamais les preuves des inaccessibles archives anglaises » (Rosaspina, 1995)¹⁴⁹.

Le 6 septembre, Indro Montanelli se joint à ceux qui réclament des preuves de De Felice quant à la théorie de l'assassinat de Mussolini par les Britanniques (Montanelli, 1995a). Le 10 septembre, c'est au tour de l'historien Brian Sullivan, coauteur d'une biographie de Margherita Sarfatti, maîtresse de Mussolini de la

¹⁴⁸ Traduction libre.

¹⁴⁹ Traduction libre.

Première Guerre mondiale au début des années 1930, de contester la thèse de De Felice sur l'assassinat du Duce par les Britanniques (Caretto, 1995).

Mario Lombardo adopte une approche différente, procédant, avec l'aide du chercheur Fabrizio Castellini, à une reconstruction de l'itinéraire du carnet contenant les correspondance entre Mussolini et Churchill dans *Epoca* (Messina, 1995a). Lombardo affirme que c'est un agent italien des services secrets britanniques, Tommaso David, qui aurait mis la main sur le carnet. Il ne l'aurait toutefois pas remis à Churchill, choisissant plutôt de le donner à Alcide De Gasperi en 1951, lequel le transmet aux Américains qui le rendirent au dirigeant britannique (Messina, 1995a).

Sans avoir en main les documents, Lombardo prétend avoir une idée assez claire de ce qui s'y trouve. Dans une des lettres, Churchill aurait demandé à Mussolini « d'entrer en guerre du côté d'Hitler ». De cette façon, l'Italie fasciste aurait pu « constituer un élément de modération une fois que l'Axe eut gagné la guerre ». Dans une autre lettre, « Churchill aurait proposé à Mussolini » une alliance. Après la guerre, une fois l'Allemagne vaincue, il aurait voulu que l'Italie s'unisse « à la Grande Bretagne pour combattre l'URSS » (Messina, 1995a)¹⁵⁰.

Poursuivant dans la trajectoire de la spéculation, Luciano Garibaldi commente dans le journal néofasciste *Secolo d'Italia* en ajoutant des détails à la théorie du complot évoquée par De Felice. Selon lui, les documents se trouveraient à Londres, « entre les mains de Lord Rothschild, président de la Commission nationale britannique pour l'héritage historique, qui les a obtenues de Winston Churchill Jr., petit-fils de l'homme d'État, en échange de plus de trente milliards de liras » ("Mussolini-Churchill: i documenti a Londra," 1995)¹⁵¹.

Les journaux se joignent aux chercheurs dans la quête des hypothétiques correspondances des deux hommes politiques. Le 19 septembre, le *Corriere della Sera* rapporte que les archives de Winston Churchill ne contiennent aucune lettre de Mussolini ("Archivio Churchill: nessuna lettera di Mussolini," 1995).

Montanelli met en garde contre les spéculations et la recherche des documents prisés, lesquels sont particulièrement propices à la contrefaçon. Il raconte le 16 septembre dans le *Corriere della Sera* qu'un

¹⁵⁰ Traduction libre.

¹⁵¹ Traduction libre.

homme lui aurait offert le carnet de correspondances dans les années d'après-guerre. Selon Montanelli, ces objets circulent car il y a un marché pour ça, et cela résulte du fait que « l'Italie est disposée à croire à tout, et donc que tout, dans le soi-disant imaginaire collectif, devient possible » (Montanelli, 1995b)¹⁵². Constatant les passions soulevées par l'évocation d'un tel carnet, Montanelli ironise, affirmant regretter d'avoir refusé l'offre, qui lui aurait valu la gloire en 1995.

En l'absence de preuve pour étayer l'hypothèse défélicéenne, c'est une fois de plus aux intentions de l'historien que le débat revient. Le 29 octobre, Denis Mack Smith qualifie De Felice d'antibritannique (Formenti, 1995). Il réclame des preuves à l'appui pour accepter la thèse de l'implication britannique dans l'exécution de Mussolini. Lorsque l'historien italien promet la documentation nécessaire dans le volume subséquent de sa biographie du duce, son collègue britannique estime que De Felice devrait viser une synthèse de ses travaux biographiques plutôt que la publication d'un nouvel ouvrage volumineux dans lequel la documentation à l'appui se perd autant que le fil conducteur, lequel laisse place à de multiples contradictions.

3.3.3 Déroulement et clôture

Le débat sur l'importance historique et militaire de la Résistance et celui sur la mort de Mussolini s'éteignent toutefois vers la fin de l'année 1995¹⁵³. Pourquoi en est-il ainsi ? A priori, il semble que l'absence de documentation permettant d'appuyer l'idée de la participation britannique dans l'exécution de Mussolini a étouffé la controverse. Une idée spéculative appuyée sur un document dont l'existence même reste hypothétique n'est pas suffisant pour nourrir un débat prolongé.

La controverse sur la Résistance se poursuit jusqu'après la mort de Renzo De Felice. Ses héritiers intellectuels mettent de l'avant un récit des controverses dans lesquelles il a été impliqué mettant l'accent sur le statut de victime de l'historien (Gentile, 2003a; Goglia, Moro, & Fiorentino). Ses détracteurs

¹⁵² Traduction libre.

¹⁵³ Si les controverses publiques et politiques sur le fascisme perdurent jusqu'à ce jour en Italie, l'historiographie s'est largement pacifiée, empruntant une avenue plus empiriste et un ton moins polémique. Pour une synthèse des travaux récents ayant permis de dépasser les polémiques par la recherche empirique, voir Matard-Bonucci (2018).

continuent de contester ce récit et de défendre une vision de l'histoire prenant en compte les implications éthiques et politiques des thèses historiographiques (Collotti, 2000)¹⁵⁴.

Quant au rôle de la Résistance, le débat a laissé place à des questionnements plus éloignés de la question de l'importance quantitative du mouvement partisan. Incapable de déterminer une procédure qui permettrait de trancher d'un point de vue « scientifique » sur la question de l'importance de la Résistance, les intellectuels italiens ont fini par problématiser hors du champ historiographique la question mémorielle qui sous-tendait le débat. Les historiens ont continué de participer à ce débat, mais ils l'ont fait davantage à titre de citoyens d'une communauté politique que de spécialistes du passé.

3.4 Conclusion

L'historicisation du fascisme a donné lieu à plusieurs controverses mémorielles en Italie. Parmi celles-ci, nous avons choisi de tenter d'expliquer les deux qui ont mobilisé le plus les historiens autour de questions d'interprétations du passé, soient celles survenues à la suite de la publication de deux ouvrages de Renzo De Felice, *Intervista sul fascismo* et *Rosso e nero*. Dans ce chapitre, nous avons présenté ces controverses en les inscrivant dans la trajectoire de l'interprétation du fascisme en Italie. Qu'est-ce qui explique que ces controverses aient éclaté au moment où elles sont survenues, qu'elles se soient déroulées de la façon que nous avons vue et qu'elles se soient terminées ainsi ? Selon notre hypothèse, c'est l'action des entrepreneurs politico-mémoriels que sont les intervenants au sein des controverses qui, dans le cadre des rapports de pouvoir propres au champ historiographique, à l'espace public et à la relation entre les deux, explique ces controverses. Celles-ci éclatent et se déroulent en fonction des réactions des entrepreneurs politico-mémoriels aux interventions des autres, lesquelles reposent sur la lecture que chacun fait du point de vue des autres dans un contexte donné. Nous nous pencherons sur le rôle des rapports de pouvoir sur la structuration de l'espace dans le champ historiographique et l'espace public au chapitre 5. Puis, nous aborderons le rôle du contexte dans l'étude des intentions des acteurs des controverses et de la réception de leurs interventions par leurs adversaires et leurs alliés au chapitre 6. En attendant, le chapitre 4 présente les controverses mémorielles survenues dans l'historiographie du franquisme en Espagne.

¹⁵⁴ À la suite du décès de De Felice, les hommages pleuvent dans les journaux (Bocca, 1996; Galli della Loggia, 1996b; Montanelli, 1996), mais certains en profitent pour réitérer les critiques déjà adressées à l'historien de son vivant (Bobbio, 1996; Rocca, 1996).

CHAPITRE 4

LES CONTROVERSES MÉMORIELLES PORTANT SUR LE FRANQUISME EN ESPAGNE

Depuis une vingtaine d'années, l'Espagne est marquée par une polarisation croissante sur le plan politique et social. Au cours de la dernière décennie, cette polarisation a culminé sur une fragmentation du système de partis sans précédent durant l'ère démocratique. Ironiquement, cette exacerbation des divisions politiques survient au moment où la violence politique est à toute fin pratique disparue. Une coalition s'est formée autour de la défense du statu quo constitutionnel, avec le PP comme expression politique principale. Un bloc réformiste s'est rassemblé autour du Parti Socialiste (PSOE), avec des objectifs plus diversifiés. D'un côté, certains prônent de faire les comptes avec le passé franquiste et de rétablir la justice pour les victimes du régime. De l'autre, des nationalistes catalans et basques tentent d'approfondir l'État des autonomies et dans certains cas de forcer à travers la décentralisation la rupture entre leur région et l'État central. Cette guerre culturelle et politique a donné lieu à deux controverses mémorielles majeures, lors desquelles des historiens ont joué un rôle de premier plan. Ces controverses concernent toutes deux le régime franquiste.

Ce chapitre présente les controverses sur la récupération de la mémoire historique et sur le révisionnisme dans l'historiographie contemporaine espagnole. Une première section (4.1) retrace la trajectoire de l'interprétation du franquisme depuis l'origine du régime et les principaux développements historiographiques depuis la transition démocratique. La section 4.2 présente la controverse sur la récupération de la mémoire historique. La section 4.3 explore la controverse sur le révisionnisme dans l'historiographie espagnole contemporaine.

4.1 La trajectoire de l'interprétation du franquisme

Le cas espagnol diffère à plusieurs égards des autres fascismes européens. Alors que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste sont vaincues définitivement en 1945, l'État franquiste, resté en marge de la Seconde Guerre mondiale, réussit à se maintenir malgré la vague de démocratisation qui touche une partie du continent européen¹⁵⁵. Ce n'est que 30 ans plus tard que le régime de Franco amorcera, après la mort du

¹⁵⁵ Carme Molinero et Père Ysàs estiment que l'adaptation du régime franquiste au contexte international engendré par la défaite des forces de l'Axe a constitué une véritable « traversée du désert » (Molinero & Ysàs, 2008). Cette épreuve pour la dictature a incité Franco à maintenir une censure stricte, ce qui a contribué à empêcher le développement d'une historiographie critique du régime jusqu'en 1975.

dictateur, un processus de démocratisation qui mènera à l'adoption d'une nouvelle constitution en 1978¹⁵⁶. L'avènement d'un régime garantissant la liberté académique et la liberté d'expression permettant l'expression de points de vue contradictoires fut une condition nécessaire à l'éclosion de controverses mémorielles. Entre-temps, l'analyse historique, sociologique et politique du franquisme s'est développée au-delà des frontières espagnoles, alors qu'en Espagne même, les travaux académiques sur le sujet devaient être approuvés par les autorités pour être publiés¹⁵⁷.

4.1.1 Histoire et mémoire de la Guerre Civile et analyse du régime franquiste (1939-1975)

De nombreux écrits sont publiés concernant la Guerre Civile et le franquisme durant le règne de Franco. Certains d'entre eux abordent leur objet dans une perspective politique. Des acteurs de la Guerre Civile publient ainsi leurs mémoires, donnant leur version des faits et plaidant pour un projet politique (Abad de Santillán, 1975; Gil Robles, 1968; Ibárruri, 1966)¹⁵⁸. Des historiens proches du régime produisent des justifications du coup d'État du 18 juillet 1936.

Ce sont des journalistes et des historiens anglo-saxons qui entament des analyses de la Guerre Civile et du franquisme à partir d'évidences empiriques plutôt que de considérations politiques. Comme le soulignent Élodie Richard et Charlotte Vorms, « ces historiens bénéficient, à la différence de leurs homologues espagnols, de la liberté d'expression, mais ils n'ont pas accès aux archives espagnoles » (Richard & Vorms, 2015, p. 17)¹⁵⁹. Au tournant des années 1960, l'historiographie anglo-saxonne de l'Espagne intègre progressivement une réflexion sur le régime franquiste (Linz, 1964; Payne, 1967; Preston, 1976) et le fascisme espagnol (Payne, 1961), qui s'ajoute à celle sur le conflit armé qui en constitue l'origine¹⁶⁰.

¹⁵⁶ Sur la transition démocratique en Espagne, voir Preston (2005) et Tusell et Soto Carmona (1996).

¹⁵⁷ Les ouvrages historiques publiés en Espagne à l'époque (Arrarás Iribarren, 1956) élaborent, dans leur ensemble, une perspective officielle justificatrice du soulèvement militaire, présenté comme une croisade. Sur le « mythe de la croisade » dans l'Espagne franquiste, voir Southworth (1964). Sur la censure dont faisait l'objet la publication de livres sous le premier franquisme, voir de Lima Grecco (2014).

¹⁵⁸ Certains acteurs du conflit ont pour leur part attendu après la transition démocratique pour donner leur version des faits. C'est notamment le cas du communiste Santiago Carrillo (1993).

¹⁵⁹ Parmi les travaux publiés par ces hispanistes, on compte ceux de Gerald Brenan (1943), Hugh Thomas (1961), Burnett Bolloten (1961), Herbert Southworth (1964), Gabriel Jackson (1965), Edward Malefakis (1970) et Raymond Carr (1971).

¹⁶⁰ Sur les relations qu'entretient l'historiographie espagnole avec ces hispanistes anglo-saxons, voir Boyd (2000).

Durant les années 1960 et au début des années 1970, l'historiographie du franquisme et de la Guerre Civile se développent grâce aux historiens espagnols installés à l'étranger. L'assouplissement des contrôles du régime permet aussi à des historiens libéraux de publier des travaux prenant leurs distances avec la version mise de l'avant par les dirigeants franquistes. Sans toucher au cœur de l'objet conflictuel que constitue la Guerre Civile, fondement de la légitimité du régime, des historiens commencent à étudier la Seconde République (Tamames, 1973; Tusell, 1969, 1970), une tendance qui se poursuit après la mort du dictateur (Juliá, 1979; Montero, 1977; Tuñón de Lara, 1976; Tusell, 1982; Varela, 1978).

4.1.2 Histoire et mémoire de la Guerre Civile et du franquisme dans l'Espagne démocratique

À la suite de la mort de Franco et à mesure qu'avancé le processus de transition vers la démocratie, les débats sur la Guerre Civile et la dictature se sont libérés des contraintes idéologiques du régime. Les chercheurs en sciences sociales ont été les premiers à se pencher sur le régime franquiste, discutant du concept de « régime autoritaire » développé par Juan Linz¹⁶¹.

À partir des années 1980, dans la foulée des travaux de Juan Linz (1978b) et de Manuel Tuñón de Lara (Sánchez Recio, 2017, p. 71; 1977), les historiens se questionnent sur la nature du régime franquiste (Fontana, 2000; Molinero & Ysàs, 2003; Rodrigo, 2009b; Saz, 1999, 2004; Tusell, 1988)¹⁶². Un autre chantier, entamé dans les années 1980, s'avère plus fructueux. Il concerne la répression opérée par le régime franquiste dans les territoires conquis par les nationalistes au cours de la guerre. Après les bilans nationaux tentés par Hugh Thomas (1961) et Gabriel Jackson (1965), et la tentative par l'historien franquiste Ramón Salas Larrazábal (1977) de les réfuter, des études locales sur plusieurs provinces permettent d'obtenir un portrait plus exhaustif à une échelle moins ambitieuse (Hernández García, 1984; Herrero Balsa & Hernández García, 1982; Richard & Vorms, 2015, pp. 27-28; Solé i Sabaté, 1985; Solé i

¹⁶¹ Amando de Miguel publie en 1975 une *Sociología del franquismo* qui développe empiriquement la notion de pluralisme limité au cœur de l'autoritarisme chez Juan Linz. Offrant un portrait idéologique des ministres du gouvernement franquiste, il montre la diversité des traditions qui composent les droites espagnoles à l'époque tardive de la dictature (De Miguel, 1975). L'ouvrage donne lieu à un important débat dans la revue sociologique *Papers* (De Miguel, 1977; Giner, 1977; Hernández, 1977; Payne, 1977), au cours duquel Ignacio Sotelo le qualifie de « franquisme en sociologie », jugeant qu'il ne contraste pas suffisamment la perspective idéologique de ses sujets à la recherche comparative sur les fascismes européens (Sotelo, 1977). La revue revient à la charge en 1978, dédiant un numéro à diverses analyses sociologiques du franquisme (Borja, 1978; Linz, 1978a; Martínez Alíer, 1978; Oltra, 1978; Oltra & de Miguel, 1978; Sevilla-Guzmán, Pérez Yruela, & Giner, 1978). D'autres revues de sciences sociales, comme *Sistema*, présentent aussi un intérêt pour l'analyse du régime (Bilbao, 1978; Tezanos, 1978).

¹⁶² Le débat perdure malgré le fait que plusieurs notent son caractère stérile (Aróstegui, 1992; Sánchez Recio, 2017, p. 71; Tusell, 1993).

Sabaté & Villarroya i Font, 1983). Des études locales mettent aussi en lumière la violence déployée dans l'arrière-garde républicaine durant la guerre (Solé i Sabaté & Villarroya i Font, 1989). La somme de ces travaux permet la publication dans les années 1990 et 2000 de synthèses de la violence durant la guerre civile et le franquisme (Casanova, 2004; Gómez Bravo & Marco, 2011; Juliá, 1999; Prada Rodríguez, 2010; Preston, 2011; Rodrigo, 2008).

Le développement de la littérature sur la répression a nourri le débat sur la nature du franquisme. Il a aussi informé les réponses de plusieurs intervenants dans les deux controverses mémorielles qui sont survenues à partir de la fin des années 1990 et le début des années 2000, lesquelles font l'objet des prochaines sections du présent chapitre. Elles sont le résultat du prolongement, à travers l'usage public de l'histoire, des deux tendances principales de l'historiographie espagnole de la Seconde République, de la Guerre Civile et du franquisme.

4.1.3 Tendances générales de la trajectoire espagnole

Malgré l'autonomisation de la discipline historique par rapport au pouvoir politique après 1975, l'historiographie espagnole contemporaine est restée marquée par la division entre des interprétations de l'histoire favorables, d'un côté, aux vainqueurs de la guerre civile, de l'autre, aux vaincus¹⁶³. Les défenseurs du franquisme interprètent le soulèvement militaire du 18 juillet 1936 comme une réaction face à la menace que posait un mouvement révolutionnaire et violent¹⁶⁴.

Les voix plus critiques du régime évoquent généralement la nature du projet franquiste et les rapports internes au camp républicain pour expliquer l'origine de la dictature. D'un côté, certains mettent en lumière le caractère antidémocratique de la droite des années 1930, estimant que c'est la volonté de cette

¹⁶³ Les interprétations qui, de près ou de loin, adoptent la perspective des vaincus sont plus nombreuses dans l'historiographie universitaire, mais une littérature favorable aux vainqueurs obtient un succès impressionnant en librairies et dans les médias, ce qui, aux yeux d'une partie du public, fait des auteurs en question des interlocuteurs valides et spécialisés dans le débat sur le passé franquiste.

¹⁶⁴ La périodisation du danger communiste, un terme utilisé dans une acception large incluant non seulement le Parti communiste espagnol (PCE), mais aussi le PSOE, le POUM trotskistes et surtout la *Confederación nacional del trabajo* (CNT), anarchiste, varie d'un auteur à l'autre. Pour certains, c'est le Front Populaire qui amène un déchaînement de violences anticléricales qui est à l'origine du coup d'État (Álvarez Tardío, 2013). D'autres jugent que le point de non-retour a été atteint avec la grève des mineurs asturiens et le soulèvement nationaliste catalan en octobre 1934 (Moa, 2004a). Finalement, pour certains, c'est la proclamation de la République en elle-même qui annonce l'échec du régime démocratique, la gauche étant déjà en rupture avec les valeurs de cohabitation nécessaires au fonctionnement d'une démocratie.

dernière de mettre un terme à la République qui a déclenché la Guerre Civile (González Calleja, 2011)¹⁶⁵. D'autres mettent l'accent sur les divisions internes qui ont mené à la défaite de la République¹⁶⁶.

4.2 La controverse sur la mémoire historique

En 2007, le parlement espagnol a adopté une loi connue sous le nom de Loi de la mémoire historique ("Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura," 2007). Celle-ci constitue le point culminant de la réponse gouvernementale que l'État espagnol a donné à une controverse qui a mobilisé un très grand nombre d'acteurs dans l'espace public à partir de la fin des années 1990. La loi n'a pas mis fin à la controverse, qui continue de polariser les Espagnols encore aujourd'hui. Le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez a fait adopter par le parlement une seconde loi mémorielle, la Loi de la mémoire démocratique ("Ley 20/2022, de 19 de octubre, de Memoria Democrática," 2022)¹⁶⁷, en 2022, ce qui a donné un nouveau souffle à la controverse. C'est cette controverse que nous présentons dans cette section. Nous présentons d'abord l'objet de la controverse et le contexte qui mène à la revendication de la récupération de la mémoire historique par un mouvement social. Nous survolons ensuite les arguments mis de l'avant par certains historiens qui appuient le mouvement. Nous explorons ensuite l'argumentaire des opposants à la récupération de la mémoire historique. Finalement, nous nous intéressons aux critiques plus nuancées d'historiens sceptiques face au concept de mémoire historique,

¹⁶⁵ Les tenants de cette explication jugent généralement que les forces intégrant la coalition nationaliste dont a pris la tête le général Franco étaient fascistes ou fascisées (Saz, 2004). C'est cette proximité idéologique avec les régimes italien et allemand qui serait à l'origine du soutien de Mussolini et Hitler aux militaires insurgés, faisant de la Guerre Civile « une guerre internationale interposée entre les deux puissances agresseurs (le Troisième Reich et l'Italie fasciste), une puissance sur la défensive et à la recherche du renforcement de la sécurité collective contre le fascisme (l'Union Soviétique) et les pays soi-disant non interventionnistes, mais dans le fond plus ou moins hostiles à la République, le Royaume-Uni, la France et les États-Unis en tête » (Rodrigo, 2016; Viñas, 2001, 2011; 2012a, p. 251). Sans une telle aide internationale, et sans le pacte de non-intervention auquel ont souscrit et qu'ont respecté les démocraties européennes, les troupes de Franco n'auraient pas gagné la guerre (Moradiellos, 2012, p. 233).

¹⁶⁶ Selon José Luis Martín, « les institutions républicaines ont eu du mal à répondre à un défi double : celui posé par les rebelles qui, grâce au soutien international, ont pu transformer leur coup d'État, à moitié manqué, en guerre civile, et celui de l'occupation des rues, des usines et des champs, accompagnée de violence et d'aspirations révolutionnaires » (Martín, 2012, p. 279; traduction libre). Les tensions récurrentes, chez les anarchistes, les socialistes et les communistes, entre ceux qui voulaient profiter de l'effondrement du pouvoir de l'État en juillet 1936 pour déclencher un processus révolutionnaire et ceux qui jugeaient préférable de reporter un tel projet aux lendemains de la victoire sur les forces nationalistes auraient détourné l'attention du camp républicain de son objectif prioritaire (Juliá, 2010a). La résistance face à la militarisation des milices organisées spontanément en réaction au coût d'État aurait privé l'armée de la République des capacités militaires nécessaires à la victoire.

¹⁶⁷ Pour un résumé des mesures mises en place par la Loi de la mémoire démocratique, voir RTVE.es et EFE (2022) et Borraz (2022).

tout en étant favorables à une meilleure intégration du point de vue des vaincus dans les perspectives historiographiques.

4.2.1 L'objet de la controverse : la récupération de la mémoire historique

La nature de la mémoire historique est au cœur du conflit en Espagne entre ceux qui plaident pour sa récupération et ceux qui s'y opposent. Il n'est pas pertinent de prendre parti dans la controverse dans le cadre de notre démarche. Nous nous contentons donc de survoler les principaux enjeux liés à la définition de la mémoire historique à travers une analyse du sens que prêtent les acteurs de la controverse au concept. Nous présentons dans l'ordre la nature de la mémoire historique pour les partisans de sa récupération, pour les opposants à cette démarche et pour les historiens, politologues et sociologues qui, impliqués de près ou de loin dans la controverse, ont développé une réflexion théorique sur la mémoire.

L'expression « mémoire historique¹⁶⁸ » réfère en Espagne à une série d'enjeux liés à la relation entre les institutions démocratiques espagnoles et le passé franquiste, incluant les origines de la dictature dans la Seconde République et la Guerre Civile et son héritage institutionnalisé lors de la transition démocratique¹⁶⁹. La diversité des initiatives présentées comme des enjeux de mémoire historique pose un défi important pour la définition du concept (Ruiz Torres, 2007, p. 6; Yusta Rodrigo, 2008). Chaque catégorie d'acteurs aborde ce défi à sa façon.

Les partisans de la récupération de la mémoire historique mettent l'accent sur le fait de rendre visible aux yeux du public les aspects qu'ils considèrent centraux à la compréhension de la Guerre Civile et du franquisme, lesquels sont à leur avis méconnus. Selon l'historien Francisco Sevillano Calero, la mémoire publique se caractérise « comme la volonté ou le désir de la part d'un groupe social ou la propension du

¹⁶⁸ L'expression est ancienne en Espagne et chez les républicains exilés après leur défaite au cours de la Guerre Civile. Francisco Espinosa recense par exemple 650 occurrences dans les pages du quotidien *El País* entre 1976 et 1996. À partir de 1997, il note toutefois une forte augmentation de son utilisation avec 2113 occurrences entre cette date et 2007 (Espinosa Maestre, 2007, p. 6n).

¹⁶⁹ Cette institutionnalisation concerne notamment l'amnistie de 1977 qui prescrit les crimes commis par les deux camps ("Ley 46/1977, de 15 de octubre, de Amnistía," 1977).

pouvoir à sélectionner et organiser des représentations du passé de façon à ce qu'elles soient assumées comme les leurs » (Sevillano Calero, 2003, p. 318)¹⁷⁰¹⁷¹.

De leur côté, les opposants à la récupération de la mémoire historique la voient comme une tentative d'imposer une histoire officielle sectaire en rupture avec l'esprit de compromis politique à l'origine de la transition démocratique et de la Constitution de 1978 (Álvarez Tardío, 2006; Camacho, 2006; González Cuevas, 2011a; San Martín, 2006; Van-Halen, 2012; Vidal, 2010, 2011).

La réflexion des historiens sur la nature de la mémoire historique s'articule autour de la distinction et de la relation entre histoire et mémoire. Certains jugent que l'histoire est étrangère à la mémoire et qu'elle est supérieure à celle-ci par sa méthode scientifique et l'objectivité qui en découle (Juliá, 2011a). D'autres croient que la distinction « a un fondement, mais qu'elle n'est pas aussi claire que nous, les historiens, voudrions qu'elle soit » (Ruiz Torres, 2007, p. 25)¹⁷². Ils estiment que la relation entre les deux est complexe et que l'histoire est une forme spécifique de la mémoire¹⁷³. Les tenants de ces deux postures s'entendent en général sur le rôle de l'histoire¹⁷⁴. Enfin, la mémoire permet de rendre compte de l'usage public de

¹⁷⁰ Traduction libre.

¹⁷¹ Pedro Ruiz Torres, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Valence, estime que les discours médiatiques en faveur de la récupération de la mémoire historique font référence « à la mémoire du passé de ces événements historiques et à leur signification en vue de l'action dans le présent, comme si le passé pouvait être possédé et investi de sens grâce à quelque chose comme une "mémoire objective" et une "vérité historique" » (Ruiz Torres, 2007, p. 16; traduction libre). José María Pedreño, président et fondateur de Foro por la memoria, définit la récupération de la mémoire historique comme « un mouvement socio-culturel, né au sein de la société civile, visant à divulguer, de façon rigoureuse, l'histoire de la lutte contre le franquisme et ses protagonistes, avec l'objectif d'obtenir justice et de récupérer des référents pour lutter pour les droits humains, la liberté et la justice sociale » (Pedreño, 2004; traduction libre).

¹⁷² Traduction libre.

¹⁷³ Des historiens rejettent l'idée que la mémoire revendique le développement de la connaissance de la Guerre Civile et du franquisme, estimant qu'aucun pacte de l'oubli ou du silence n'a accompagné la transition démocratique et que les travaux historiographiques ont au contraire produit une somme impressionnante de connaissance sur les violences caractéristiques de ces périodes (Juliá Díaz, 2006; Juliá, 1996). Santos Juliá estime que l'histoire est plus appropriée que la mémoire face aux revendications des descendants des victimes pour une plus grande connaissance du passé (Juliá, 2010b). D'autres, comme Pedro Ruiz Torres, jugent que la mémoire a pour « objectif de réhabiliter les victimes de purges, les gens incarcérés et fusillés durant la Guerre Civile par ceux qui se sont rebellés contre la légalité républicaine et, une fois terminée la guerre, par la dictature de Franco » (Ruiz Torres, 2007, p. 13; traduction libre).

¹⁷⁴ Pedro Ruiz Torres l'envisage avant tout comme une « critique de la mémoire, ou si on préfère, une activité intellectuelle unie à la connaissance du passé par le moyen de l'analyse critique des sources disponibles, une activité qui conduit à un autre type de représentation du passé, différent de celui que nous offre la mémoire » (Ruiz Torres, 2007, p. 21; traduction libre). Des historiens soulignent que ce travail critique des sources n'est pas incompatible

l'histoire (Ruiz Torres, 2001, 2007) et de la « conscience historique » qui s'inscrit dans le subconscient d'une population (Aguilar, 2007, p. 3).

Ces diverses conceptions de la mémoire historique sont mobilisées par les acteurs au cœur des débats publics. Ces idées divergentes témoignent d'une polarisation des points de vue sur les implications concrètes du concept. Il convient maintenant de préciser les enjeux qui sous-tendent la polarisation du débat sur la récupération de la mémoire historique.

4.2.1.1 Comment s'est posé le problème de la mémoire historique en Espagne ?

Le problème de la mémoire historique n'a pas toujours eu cette importance dans la société espagnole. À la mort du dictateur et durant la transition à la démocratie, les forces politiques en présence ne se sont pas polarisées sur la question de ce qui devait être fait par rapport au passé franquiste (Aguilar, 1996; Juliá, 2003a). L'hégémonie socialiste des années 1980, n'a donné lieu qu'à de rares politiques ou revendications de la mémoire¹⁷⁵. Jusqu'au milieu des années 1990¹⁷⁶, le problème de la mémoire est surtout une affaire d'historiens, lesquels le posent « à partir des difficultés qu'ils rencontrent pour consulter la documentation archivée ayant à voir avec l'étude de la répression franquiste durant les années d'après-guerre » (Sevillano Calero, 2003, p. 304)¹⁷⁷.

avec l'histoire orale comme méthode permettant de donner une voix aux vaincus (Alted Vigil & Mateos López, 1990; Yusta Rodrigo, 2002).

¹⁷⁵ Francisco Sevillano Calero estime que durant le premier mandat socialiste, « la réhabilitation des vaincus par ce gouvernement, élu en octobre 1982, supposait seulement la reconnaissance juridique des droits et des services rendus à ceux qui firent partie des Forces Armées et de l'Ordre Public et du Corps des Carabiniers de la République durant la guerre civile, par le biais de la loi du 22 octobre 1984 » (Sevillano Calero, 2003, pp. 301-302; traduction libre). Pour Francisco Espinosa Maestre, avec González au pouvoir, l'Espagne a connu une « suspension de la mémoire », laquelle fait suite à une ère de « politiques de l'oubli » (1977-1981) et à une autre de « négation de la mémoire » (1936-1977) (Espinosa Maestre, 2006; Ruiz Torres, 2007, p. 6). Pedro Ruiz Torres recense les ouvrages parus à l'occasion du cinquantenaire du début de la Guerre Civile, en 1986. La mémoire de la Guerre Civile est au cœur d'une seule section d'un chapitre d'un ouvrage publié par l'historien Manuel Tuñón de Lara qui qualifie la Guerre Civile de « passé qu'il est important de ne pas oublier afin de ne pas le répéter », jugeant tout de même que « celui-ci s'était gagné sa place dans l'histoire, qu'il était de plus en plus éloigné des passions et des idéologies et qu'il s'était converti en objet d'étude, de connaissance et de jugement critique » (cité dans Ruiz Torres, 2007, p. 15; traduction libre). Sur les commémorations du cinquantenaire en 1986, voir Aróstegui (1986) et Martínez Martín (1986).

¹⁷⁶ Le PSOE fait une rare irruption sur le terrain de la mémoire en janvier 1996 en accordant la citoyenneté espagnole aux combattants enrôlés dans les Brigades Internationales au cours de la Guerre Civile (Sevillano Calero, 2003, p. 305).

¹⁷⁷ Traduction libre.

La situation change à partir de 1996¹⁷⁸. D'un côté, Paloma Aguilar publie un ouvrage intitulé *Memoria y olvido de la Guerra Civil Española*, lequel suscite un intérêt important pour la mémoire de la part des chercheurs (Aguilar, 1996), comme en témoignent les travaux de Josefina Cuesta Bustillo (1998, 2002), Francisco Espinosa Maestre (2006, 2015), Pedro Ruiz Torres (2001, 2007, 2015), Julio Aróstegui (2002, 2004, 2007) et Mercedes Yusta Rodrigo (2008, 2014). Puis, la droite reprend le pouvoir pour la première fois depuis l'adoption de la constitution, alors que le PP dirigé par José María Aznar remporte les élections du 3 mars 1996 qui met de l'avant ses propres politiques de mémoire en faisant abstraction de l'histoire conflictuelle de la Guerre Civile et de la dictature¹⁷⁹. Les années au pouvoir du PP sont le théâtre d'un « changement drastique dans la société espagnole » en ce qui a trait au rapport au passé. Le débat public est marqué par un conflit entre « les partisans d'une revendication de la mémoire des victimes de la Guerre Civile et du franquisme et ceux qui s'opposent à une telle revendication » (Ruiz Torres, 2007, p. 10)¹⁸⁰. L'émergence de la revendication de la récupération de la mémoire historique correspond entre autres à un passage de générations (Richard & Vorms, 2015, pp. 30-31; Ruiz Torres, 2007, p. 26)¹⁸¹.

¹⁷⁸ Déjà en 1996, l'historien Santos Juliá considérait que les Espagnols étaient « saturés de mémoire » (Juliá, 1996). Le débat était loin d'être terminé, alors que plusieurs intellectuels se sont prononcés sur le sujet dans la presse et les revues spécialisées en 1997 (Muñoz Molina, 1997; Ramoneda, 1997; Reig Tapia, 1997; Tusell, 1997). C'est cependant à partir de l'année 2000, avec l'organisation d'un mouvement pour la récupération de la mémoire historique plus structuré, que la controverse prend de l'ampleur.

¹⁷⁹ Le gouvernement Aznar commémore des événements historiques d'un passé plus lointain – centenaire de la mort d'Antonio Cánovas, centenaire de la perte des colonies de Cuba et des Philippines en 1898, 400 ans de mort de Philippe II, 500 ans de la naissance de Charles Quint –, laissant de côté la période de la République, de la Guerre Civile et du franquisme (Ruiz Torres, 2007, p. 7; 10). Selon Josep Ramoneda, « la droite a mis de l'avant le discours de la table rase, comme si avant Aznar, en somme, il n'y aurait eu que les Rois Catholiques ». Ce discours viserait à « renier la période socialiste » tout en rejetant dans l'oubli « la dernière grande période de gouvernement de droite en Espagne : le Franquisme » (Ramoneda, 1997, traduction libre). Francisco Sevillano Calero soutient quant à lui que, sous le gouvernement du PP, « s'est produite la reconstruction de la mémoire historique comme source d'une identité nationale renouvelée ». Un tel réaménagement de l'histoire espagnole dans une perspective nationaliste a été source de conflit avec les gouvernements régionaux, en particulier la Generalitat de Catalogne, en lien avec la question de l'enseignement de l'histoire, alors que la droite conservatrice envisage l'enseignement de l'histoire comme un mécanisme central de la formation de l'identité nationale (Sevillano Calero, 2003, p. 312; traduction libre). Pedro Ruiz Torres souligne que le premier gouvernement Aznar a entrepris une réforme de l'enseignement de l'histoire sans s'attaquer à la période de la Guerre Civile et du franquisme.

¹⁸⁰ Traduction libre.

¹⁸¹ Il faut toutefois nuancer la lecture générationnelle de l'émergence de la mémoire. Les racines familiales des petits-enfants de la guerre ne sont pas exclusives au camp républicain, dont les héritiers réclament des politiques de mémoire. Certains portent un héritage familial divisé entre les deux camps, rendant encore plus conflictuelle la revendication publique de la mémoire. Bien que le phénomène générationnel joue un rôle dans l'émergence d'un mouvement pour la récupération de la mémoire historique en Espagne, le contexte politique du retour de la droite au pouvoir après près de vingt ans de marginalisation y est sans doute pour beaucoup. Aróstegui (2007) offre une

Le discours en faveur de la récupération de la mémoire historique est déjà bien présent à la fin des années 1990. Francisco Espinosa Maestre date l'origine du mouvement à 1997 (Espinosa Maestre, 2004, p. 205). Sa résonance s'étend à partir de l'an 2000, alors qu'Emilio Silva¹⁸² fonde l'Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica afin d'aider les familles à donner « un enterrement digne et un hommage posthume aux “disparus” du franquisme » (Ruiz Torres, 2007, p. 9)¹⁸³¹⁸⁴. Ces développements font suite à un contexte international propice¹⁸⁵.

Deux discours mémoriels opposés structurent le débat public. D'un côté, un discours révisionniste apparaît dans les médias et dans des ouvrages destinés au public général. Celui-ci remet en question l'historiographie espagnole récente et propose une interprétation de la Seconde République espagnole posant les actions, les discours et les stratégies adoptés par la gauche comme cause de la Guerre Civile, présentant le coup d'État du 18 juillet 1936 comme la réponse plus ou moins inévitable aux excès de l'attitude révolutionnaire des organisations ouvrières. De l'autre côté, un discours généralement associé aux « petits-enfants de la guerre », une génération dont les grands-parents ont vécu le conflit, dénonce le « silence » imposé par la transition démocratique, réclame des réparations pour les victimes de la répression franquiste (Ruiz Torres, 2007, p. 9) et revendique la « réintégration du récit et de l'expérience

lecture approfondie de l'émergence du problème de la mémoire historique à partir de l'interprétation générationnelle.

¹⁸² Emilio Silva est « journaliste, petit-fils d'un militant de la Gauche Républicaine assassiné avec d'autres personnes en octobre 1936, à la suite de l'occupation de Villafranca del Bierzo par les militaires insurgés ». Il fonde l'Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica quelques mois après avoir mené à bien la recherche des restes de son grand-père, qui gisaient dans une fosse commune à Priaranza del Bierzo (Ruiz Torres, 2007, p. 9; traduction libre).

¹⁸³ Traduction libre.

¹⁸⁴ De nombreuses associations du même type ont été fondées à l'échelle locale et régionale au cours des années suivantes.

¹⁸⁵ L'émergence de la mémoire de la Shoah dans l'espace public donne un élan aux initiatives en faveur d'une reconnaissance des victimes de crimes contre l'humanité et d'une valorisation de la parole des survivants. Puis, l'émission d'un mandat d'arrêt international contre Augusto Pinochet par le juge de l'Audiencia nacional espagnole Baltasar Garzón et l'arrestation subséquente du dictateur déchu a nourri l'espoir de ceux qui, en Espagne, souhaitent obtenir justice pour les exactions commises par la dictature franquiste. Ces personnes trouvaient dans la procédure entamée par Garzón un précédent pour invalider l'amnistie à l'origine du pacte constitutionnel de 1978 et amener les responsables des crimes de la dictature devant les tribunaux. Sur le contexte international participant de l'émergence de la question de la mémoire historique en Espagne, voir Baby (2024) et Izquierdo Martín (2018).

des vaincus et des victimes au récit historique et à la mémoire collective » (González Calleja, 2013, p. 15)¹⁸⁶

¹⁸⁷.

Ces interprétations amènent chacun des camps à adopter des positions distinctes sur ce qui doit être fait par rapport à la mémoire historique de la Guerre Civile et du franquisme. Une grande part de la gauche en appelle à la récupération de la mémoire historique, alors que la droite juge qu'une telle approche ne ferait qu'« ouvrir de vieilles plaies » (Faber, 2007, p. 172). Selon Paloma Aguilar, le débat oppose :

ceux qui considèrent que la démocratie espagnole s'est construite sur l'oubli, portant atteinte au devoir de mémoire envers les victimes des représailles du camp vainqueur et de la dictature, et ceux qui pensent que les mesures de réparation destinées aux victimes ont été suffisantes et que, dans tous les cas, les arrangements fondateurs de la démocratie, qui empêchent de remuer les aspects les plus épineux du passé, doivent être respectés pour le bien de la coexistence des Espagnols (Aguilar, 2007, pp. 3-4)¹⁸⁸.

4.2.1.2 Polarisation politique et politisation de l'histoire

La polarisation sociale et politique autour des questions relatives au passé franquiste de l'Espagne s'inscrit dans la continuité de la formation d'un antagonisme partisan qui prend forme dans les années 1990. Après une transition démocratique sous l'égide de l'Unión de Centro Democrático (UCD)¹⁸⁹, les socialistes prennent le pouvoir en 1982 et imposent leur hégémonie sur le pays pendant une décennie. Le PSOE a su capitaliser en choisissant la modération, acceptant une transition vers la démocratie à travers l'ordre juridique hérité de la dictature et se résignant à la mise en place d'une monarchie constitutionnelle. Il a bénéficié de la crainte d'un retour en force de l'extrême droite et de la menace qui en résulterait pour la

¹⁸⁶ Traduction libre.

¹⁸⁷ Pour Sebastiaan Faber, dans la dispute espagnole sur la mémoire historique, « l'enjeu est le sens et les conséquences de la transition à la démocratie en Espagne » (traduction libre), dont la droite et la gauche tirent des conclusions radicalement différentes. Pour la droite, l'amnistie a permis la réconciliation, alors que qu'une partie de la gauche estime que « the transition was incomplete or even flawed. Its combination of amnesty and amnesia, they claim, in effect robbed the Republican side from the opportunity to properly mourn and honor its victims, to restore their memory and good name, and to condemn the abuses of the Franco regime » (Faber, 2007, p. 172).

¹⁸⁸ Traduction libre.

¹⁸⁹ L'UCD prétendait incarner le centre, une voie de compromis empruntée par les élites réformiste du régime entre le *búnker* hostile aux réformes (Rodríguez Jiménez, 2008, p. 58) et le socialisme et le communisme, partisans de la rupture avec la légalité du régime. L'UCD a conduit le processus constituant et a mis en place l'État des autonomies, mais n'a pas survécu à sa défaite aux mains des socialistes en 1982.

démocratie¹⁹⁰. Le parti a exercé le pouvoir pendant près de quinze ans, profitant des difficultés de la droite à se constituer comme une alternative de gouvernement.

Durant la transition démocratique et face à l'inéluctabilité des réformes, une partie de la droite s'est organisée au sein d'un parti, AP, qui donnait une expression parlementaire aux réticences conservatrices envers certaines implications du cheminement vers la démocratie¹⁹¹. Incapable d'incarner une alternative crédible au gouvernement socialiste, la droite se réorganise au tournant des années 1990. Elle fonde un nouveau parti, le PP, sur les ruines d'AP, sous l'égide du leader de ce parti, Manuel Fraga¹⁹². Ce parti progresse à mesure que l'usure du pouvoir se fait sentir pour Felipe González et gagne les élections en 1996, ce qui lui permet de former un gouvernement présidé par José María Aznar¹⁹³. Après un premier mandat minoritaire, le PP est reporté au pouvoir avec une majorité absolue en 2000.

Le PSOE s'est repositionné au sein du système de parti espagnol à la suite de la prise du pouvoir par le PP et en particulier après le premier mandat de ce dernier à la tête du pays. Se positionnant plus à gauche (Díez, 2004; López Alba, 2011), il sollicite le soutien de plus petits partis à sa gauche et parmi les nationalismes périphériques pour faire adopter ses politiques après avoir pris le pouvoir en 2004 (Gunther & Montero, 2016, pp. 121-122).

¹⁹⁰ Au début des années 1980, la crainte d'un nouveau coup d'État par les élites du régime franquiste est bien réelle. Le 23 février 1981, cette peur se concrétise alors que le Lieutenant-colonel Antonio Tejero, de la Garde Civile, fait irruption avec 200 hommes armés au Congrès des députés durant la cérémonie d'investiture du nouveau chef du gouvernement, Leopoldo Calvo-Sotelo. Le coup d'État est avorté après que Tejero eut échoué à rallier une part suffisante des troupes à sa cause, un dénouement auquel n'est pas étranger le rôle du roi Juan Carlos, qui refuse d'appuyer le soulèvement (Preston, 2005, pp. 145-150). Sur les forces armées durant la transition démocratique, voir Barrios Flores (2021).

¹⁹¹ AP était particulièrement préoccupé par la légalisation du (PCE) et la fragmentation de la souveraineté nationale qui accompagnerait l'institutionnalisation d'une certaine forme d'autonomie pour les régions revendiquant une nationalité historique, c'est-à-dire la Catalogne et le pays basque ("III Congreso Nacional de Alianza Popular," 1980, p. 220). Sur les origines d'AP, voir del Río Morillas (2013, 2015).

¹⁹² Fraga fut ministre de l'Information et du tourisme sous le régime franquiste, avant de prendre la tête d'AP en 1977. Il cède la direction du parti après la fondation du PP, se dédiant à la politique régionale en Galice, où il est président de la communauté autonome de 1990 à 2005.

¹⁹³ Le parti combine un néo-conservatisme hostile aux programmes sociaux et aux impôts qui les supportent, un nationalisme défendant l'unité nationale face aux revendications autonomistes basques et catalanes, une défense des valeurs morales catholiques face à l'avortement et au mariage entre conjoints de même sexe et un attachement profond et rigide au pacte constitutionnel de 1978. L'attachement au pacte constitutionnel du PP se traduit à la fois par son refus de remettre en cause le rapport au passé de l'Espagne développé au cours de la transition démocratique et la rigidité avec laquelle le PP – en particulier sous la direction de Mariano Rajoy – invoque la constitution, qu'il refuse de réformer, pour bloquer les revendications des nationalistes catalans au pouvoir à Barcelone.

Entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, l'Espagne connaît donc un processus de polarisation qui divise le pays en deux camps, représentés par plusieurs partis. Au sein de chaque camp, un parti, le PSOE à gauche et le PP à droite, assume le leadership. Cette polarisation du pays est encore bien perceptible, bien que les rapports de force au sein de chaque camp aient été profondément transformés à partir de 2011¹⁹⁴.

La polarisation politique que connaît l'Espagne depuis plus de vingt ans est perceptible dans le langage et les référents utilisés dans les débats publics. Les références au passé conflictuel de l'Espagne deviennent une arme pour les acteurs politiques de gauche comme de droite (Faber, 2007, pp. 170-171). La droite accuse la gauche de révisionnisme, estimant qu'elle procède à une réécriture biaisée de l'histoire de l'Espagne du XXe siècle. La gauche renvoie l'accusation, jugeant que l'interprétation de l'histoire véhiculée par les politiciens et les chroniqueurs de droite participe d'une apologie du coup d'État du 18 juillet 1936. Les accusations de fascisme, de communisme et de totalitarisme sont fréquentes, participant de la reproduction quotidienne de la polarisation politique du pays.

L'urgence avec laquelle chaque camp répond aux actions et aux positions de l'autre camp par une perspective opposée témoigne aussi de la polarisation. L'église catholique espagnole, par les voix des évêques, a réagi négativement aux politiques de mémoire socialistes et s'est prononcée contre la « mémoire historique sectaire » (Ruiz Torres, 2007, p. 11)¹⁹⁵.

¹⁹⁴ Le PP reprend le pouvoir en 2011 sous la direction de Mariano Rajoy. À gauche, la montée du nationalisme catalan et la porte fermée que lui oppose le gouvernement conservateur engendre des tensions entre le PSOE et un mouvement de plus en plus engagé dans la voie indépendantiste. Puis, la fondation d'une nouvelle formation politique qui revendique un populisme de gauche, Podemos, donne lieu à des affrontements politiques et à une fragmentation de l'électorat du camp progressiste. La droite connaît aussi des ratées avec le déplacement d'une part significative de l'électorat du PP vers le parti Ciudadanos aux élections de 2016. Puis, le contexte de fragmentation de l'électorat de chacun des camps amène à une crise profonde de la politique espagnole en 2019, alors que deux élections sont nécessaires pour arriver à la formation d'un gouvernement ayant l'appui d'une majorité de députés, ramenant les socialistes au pouvoir, dans une position particulièrement fragile. Pour compliquer davantage la situation, une nouvelle force politique, Vox, émerge alors à l'extrême droite du spectre. Polarisation et fragmentation partisane semblent pour l'instant bien implantés en Espagne. Sur la fragmentation de l'offre politique en Espagne dans les années 2010, voir le chapitre 6; voir aussi Cosano (2019, pp. 129-134). Sur la progression de Vox, voir Jannessari (2019) et Carrasco-Polaino, Sánchez-de-la-Nieta-Hernández, et Trelles-Villanueva (2020).

¹⁹⁵ Pedro Ruiz Torres juge que « l'Église catholique a peu d'autorité morale pour parler de "mémoire sectaire" alors qu'elle a béatifié les victimes de la terreur en zone républicaine et gardé le silence sur les crimes commis en son nom par les partisans de la Croisade » (Ruiz Torres, 2007, p. 11; traduction libre). Julián Casanova critique lui aussi le rejet de la loi de la mémoire historique par l'église, qui « préfère sa mémoire, celle de ses martyrs, celle qui continue de

La polarisation des acteurs politiques se reflète dans l'espace médiatique espagnol où les journaux et médias adoptent en général la perspective de l'un ou de l'autre des pôles politiques. Sur la question de la mémoire historique, des journaux comme *ABC*, *El País* et *La Vanguardia* présentent une couverture très différente, appuyée sur des lignes éditoriales fortement opposées (Ruiz Torres, 2007, p. 5; Soler Paricio, 2017). Les politiciens choisissent parfois à quels journaux et médias ils parlent en fonction de leur affiliation politique¹⁹⁶.

4.2.1.3 Initiatives citoyennes pour la récupération de la mémoire historique

La volonté de « récupérer la mémoire historique » provient d'acteurs de la société civile, dont les initiatives ont forcé les partis politiques à prendre position (Aguilar, 2007, pp. 4-5). La réponse des acteurs politiques a fait de la mémoire historique un objet d'affrontements politiques et de politiques publiques. Ces politiques et les points de vue divergents sur celles-ci s'appuient sur des demandes citoyennes de la part de ceux qui réclament une plus grande reconnaissance pour les vaincus de la Guerre Civile et de ceux qui sont satisfaits du silence de l'État concernant la répression franquiste, que ce soit par volonté de protéger la mémoire des bourreaux ou par désir de préserver la cohésion sociale.

Si les initiatives citoyennes en vue de la récupération de la mémoire historique sont présentes dès les premières années de la démocratie, elles se multiplient avec le développement du milieu associatif visant à venir en aide aux familles à la recherche des corps de leurs proches victimes de la répression. La multiplication des fouilles permet à de nombreuses personnes de trouver des réponses à leurs questions et de donner une sépulture à leurs proches décédés. Les journaux offrent de leur côté une couverture importante au phénomène, rapportant les fouilles (Cuartas, 2003; Prieto, 2008) et offrant des portraits des victimes et de leurs proches (Serrano, 2001) et d'anciens prisonniers du régime (Ortega Dolz, 2000). Les journaux accordent aussi de l'espace dans leurs pages à la couverture de commémorations, parmi

réserver l'honneur pour les uns et le silence et l'humiliation pour les autres. Comme l'a toujours fait la dictature de Franco » (Casanova, 2007b; traduction libre).

¹⁹⁶ Mariano Rajoy avait notamment boycotté les médias du consortium PRISA, propriétaire d'*El País*, après que son PDG, Jesús de Polanco, « had suggested in a speech to his shareholders that he feared the Spanish Right was aiming for a return to Francoism or even civil war » (Faber, 2007, pp. 170-171). Plus récemment, le leader du parti d'extrême droite Vox, Santiago Abascal, suit l'exemple de Donald Trump en attaquant verbalement les médias dont il juge la couverture journalistique du parti défavorable (Atlas, 2023).

lesquelles figurent celles organisées par les anciens combattant qui gardent vivante la mémoire des vaincus (Gil, 2000).

4.2.1.4 Politiques de mémoire et législation

En réponse aux initiatives citoyennes en ce sens, certaines institutions et certains acteurs politiques expriment des revendications et adoptent des politiques concernant la mémoire historique de la Guerre Civile et du franquisme. Certains utilisent la construction d'un rapport de force dans les luttes qui opposent le gouvernement de Madrid aux gouvernements des régions autonomes, comme les nationalistes catalans, qui ont joué un rôle de premier plan pour imposer un agenda mémoriel dans l'ensemble de l'Espagne¹⁹⁷.

D'autres institutions participent aussi au mouvement de récupération de la mémoire historique. Par exemple, en 2005, l'Universidad Complutense de Madrid réhabilite la mémoire de ses professeurs persécutés par le régime¹⁹⁸. L'université met aussi sur pied une chaire de recherche sur la mémoire historique du XXe siècle, dont la direction est assumée par l'historien Julio Aróstegui (Morán Breña, 2005).

Au niveau de l'État central, c'est le PSOE et ses alliés qui ont mis de l'avant les politiques de mémoire, d'abord dans l'opposition, puis, à compter de 2004, au gouvernement. Dès le premier mandat des *populares* au pouvoir, le PSOE appuie certaines « initiatives revendiquant l'héritage des victimes de la

¹⁹⁷ En août 2000, le parti Convergència Democràtica de Catalunya demande la réhabilitation de Lluís Companys, président de la Generalitat exécuté en 1940 (El País, 2000a), une demande refusée par le PP au pouvoir à Madrid (El País, 2000b; Rusiñol, 2000). Le parlement catalan adopte quant à lui une loi condamnant le franquisme et visant à « indemniser les personnes qui souffrirent la perte de la liberté durant la répression franquiste » (Company, 2000; Ruiz Torres, 2007; traduction libre). La chaîne publique de la communauté autonome, Televisió de Catalunya (TV3), diffuse en 2002 un documentaire intitulé *Els nens perduts del franquisme*, racontant l'histoire d'environ 30 000 enfants retirés de leurs familles pour des motifs politiques entre 1937 et 1950 pour être placés dans des familles et des institutions leur inculquant les valeurs du régime (Ruiz Torres, 2007). En 2001, une campagne s'organise pour la dévolution au gouvernement catalan des « *papeles de Salamanca* », c'est-à-dire l'ensemble de la documentation saisie par les forces franquistes lors de la chute de la Generalitat, deux mois avant la fin de la Guerre Civile, et conservée dans les archives d'État à Salamanque, dans la région de Castille-et-León. Des centaines de caisses de documents ont finalement été restitués au gouvernement de Barcelone en janvier 2006 en vertu d'une loi adoptée en septembre 2005 par le Congrès des députés de Madrid à l'initiative des socialistes, une mesure contestée en vain devant les tribunaux au nom de « l'unité de l'Espagne et des archives » (Constenla, 2013; Guereña, 2011; Ruiz Torres, 2007, p. 11). Alors que Madrid s'apprête à adopter une Loi de la mémoire historique, prévoyant un soutien aux familles à la recherche des restes de leurs proches décédés en conséquence de la répression franquiste, le gouvernement catalan devance l'État central et soutient par une loi l'exhumation de 9000 républicains enterrés dans des fosses communes (Cañizares, 2007).

¹⁹⁸ Sur le processus de formation d'institutions universitaires favorables au régime, voir Pallol Trigueros et Touboul Tardieu (2015).

répression franquiste et condamnant la dictature » (Aguilar, 2007, p. 5)¹⁹⁹. Puis, lors du deuxième mandat d’Aznar, il tente d’imposer un agenda mémoriel. Il échoue à faire adopter une motion de réhabilitation des personnes impliqués dans les guérillas antifranquistes (Sevillano Calero, 2003, p. 317). Puis, il réussit notamment à faire adopter en commission constitutionnelle une motion affirmant « le devoir de notre société démocratique de procéder à la reconnaissance morale de tous les hommes et toutes les femmes qui furent victimes de la Guerre Civile, ainsi que de tous ceux qui ont subi plus tard la répression de la dictature franquiste » (Ruiz Torres, 2007, p. 10)²⁰⁰. Les socialistes restent sur leur appétit en termes de politiques mémorielles durant leur séjour dans l’opposition²⁰¹.

Le rapport de force des socialistes s’accroît avec leur victoire aux élections de 2004, ce qui leur permet d’imposer des politiques mémorielles, bien qu’ils soient minoritaires en chambre²⁰². En 2005, le gouvernement a donc créé par une loi un Centre Documentaire de la Mémoire Historique à Salamanque. Puis, l’année 2006 a été proclamé Année de la Mémoire Historique afin de « remémorer et honorer ceux qui ont fait des efforts pour mettre en place un régime démocratique en Espagne, ceux qui ont soufferts en conséquence du conflit civil et ceux qui ont lutté contre la dictature pour défendre les libertés et les droits fondamentaux desquels nous jouissons aujourd’hui » (Aguilar, 2007, p. 5)²⁰³²⁰⁴. L’étape ultime des politiques de mémoires adoptées par les socialistes de Zapatero consiste en l’adoption de la *Loi de reconnaissance et d’extension des droits et de rétablissement des moyens en faveur de ceux qui ont souffert*

¹⁹⁹ Traduction libre.

²⁰⁰ Traduction libre.

²⁰¹ Paloma Aguilar et Leigh A. Payne estiment que la motion de 2002 dénonçant la répression « semblait renforcer non seulement le rôle historique, mais la valeur actuelle de laisser le passé au passé » (Aguilar & Payne, 2016, p. 13; traduction libre). La déclaration « acknowledged violations on both sides with its reference to the importance of recognizing “all men and women who were victims of the Spanish Civil War, as well as those who later faced repression during the Franco dictatorship.” ». En invitant les Espagnols à « éviter dans tous les cas l’ouverture de vieilles plaies », le Parlement décourageait les initiatives visant à faire les comptes avec le passé, ce qui reproduisait ce que plusieurs considèrent comme une erreur ou un héritage malheureux de la transition démocratique (Aguilar & Payne, 2016, p. 13; traduction libre). Les socialistes réclamaient l’annulation des jugements sommaires rendus sous le franquisme (Cué, 2003).

²⁰² La présence d’alliés potentiels sur cet enjeu en chambre, notamment Izquierda Unida (IU), a poussé le PSOE à s’engager dans une « politique de la mémoire ambitieuse » pour faire suite aux mesures modestes adoptées lors de la législature précédente (Aguilar, 2007, p. 5; traduction libre).

²⁰³ Traduction libre.

²⁰⁴ Les conservateurs ont plutôt proposé de l’appeler Année du vivre-ensemble (Aguilar, 2007, p. 5).

*de persécution ou de violence durant la Guerre civile et la Dictature, communément appelée Loi de la mémoire historique*²⁰⁵.

Face aux politiques de mémoire mises de l'avant par le PSOE, la droite conservatrice a fait entendre son opposition, tout en niant les accusations de néo-franquisme dirigées contre elle. Le PP déplore l'esprit revanchard de ses adversaires²⁰⁶.

La Loi de la mémoire historique constitue le cœur du conflit sur la mémoire en Espagne. Selon le texte adopté, la loi a deux objets :

1. Reconnaître et étendre les droits de ceux qui ont souffert de persécution ou de violence, pour des raisons politiques, idéologiques ou de croyance religieuse, durant la Guerre Civile et la Dictature, promouvoir la réparation morale et la récupération de la mémoire personnelle et familiale de ces personnes, et adopter des mesures complémentaires destinées à supprimer des éléments de division entre les citoyens, cela avec la finalité de promouvoir la cohésion et la solidarité entre les diverses générations d'Espagnols autour des principes, valeurs et libertés constitutionnelles.

2. Par le biais de la présente Loi, comme politique publique, il est question de promouvoir les valeurs et les principes démocratiques, en facilitant la connaissance des faits et des circonstances survenus durant la Guerre Civile et la dictature, et en assurant la préservation des documents en lien avec cette période historique et déposés dans les archives publiques ("Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura," 2007)²⁰⁷²⁰⁸.

La loi prévoit des indemnisations, en plus d'inclure une « série de dispositions en vue de la récupération des corps de victimes qui furent inhumées dans des fosses communes, en des lieux qui ne sont pas

²⁰⁵ Cette loi fait suite à un processus de consultation entamé en 2004 par une Commission interministérielle formée à cet effet (Aguilar, 2007, pp. 5-6).

²⁰⁶ Il s'oppose aux commémorations mise sur pied par les socialistes et à la Loi de la mémoire historique, concevant la mémoire comme « l'utilisation du passé comme arme politique ». Il accepte parfois, mais pas toujours, de condamner le coup d'État et la dictature (Jiménez, 2008) mais cherche à étendre le blâme aux violences perpétrées par la gauche (Monteforte Jaén, 2018).

²⁰⁷ Traduction libre.

²⁰⁸ Selon Paloma Aguilar, elle vise à « faire justice sans recourir à la voie judiciaire, fermée par la Loi d'amnistie de 1977 » (Aguilar, 2007, p. 6; traduction libre). Julio Aróstegui juge de son côté que la loi a pour but la « restitution de la mémoire personnelle de victimes innocentes et l'indemnisation, partielle et conditionnelle, de dommages reconnus aux personnes et aux patrimoines, en plus de donner une destinée appropriée aux traces matérielles et symboliques du conflit et de la période dictatoriale » (Aróstegui, 2009, p. 43; traduction libre).

préparés et prévus à cet effet, en l'absence de toute procédure légale et de la moindre considération pour les droits des personnes » (Aróstegui, 2009, p. 44)²⁰⁹.

La loi a suscité l'insatisfaction de plusieurs partisans de la récupération de la mémoire historique, qui jugent qu'elle ne va pas assez loin. D'un autre côté, la droite estime que la loi engendre des divisions au sein de la société espagnole en ré-ouvrant les plaies du passé ("El Congreso aprueba la Ley de Memoria Histórica sin el apoyo del PP y de ERC," 2007; S.E., 2007).

L'adoption de la Loi de la mémoire historique donne des munitions à ceux qui veulent transporter la bataille de la mémoire sur le terrain judiciaire. En 2008, le juge Baltasar Garzón prend à sa charge une demande de l'*Asociación para la recuperación de la memoria histórica* déposée à l'*Audiencia Nacional* où il siège et entreprend une enquête sur les « crimes contre l'humanité commis par les putschistes de 1936 », estimant que « ce type de crimes relevait d'une juridiction universelle et imprescriptible et ne pouvait pas être couvert par la loi d'Amnistie de 1977 ni entrer dans les limites fixées par la loi de 2007 » (González Calleja, 2013, p. 13). Après avoir suscité un débat public de grande envergure²¹⁰, l'affaire Garzón donne lieu à une décision de l'*Audiencia Nacional*, qui déclare que le juge n'a pas juridiction pour procéder sur les enjeux en question, jugeant que les crimes investigués sont prescrits en vertu de l'amnistie de 1977. L'*Audiencia Nacional* laisse aux juges locaux la décision d'entreprendre des recherches pour exhumer les fosses communes où reposent les corps des victimes²¹¹.

Le débat persiste bien au-delà du règne de José Luis Rodríguez Zapatero. En 2017, les socialistes au parlement espagnol ont présenté un projet de loi intitulé « proposición de ley de memoria histórica y democrática » visant à modifier la *Loi de la mémoire historique* et à mettre sur pied des « commissions de

²⁰⁹ Traduction libre.

²¹⁰ L'affaire polarise, alors que des acteurs, journaux et organisations de droite – dont la Phalange espagnole (González Calleja, 2013, p. 13) – prennent le parti de la poursuite contre le juge Garzón (P. Rodríguez, 2010), alors que ce dernier reçoit un appui populaire peu commun pour un magistrat, prenant notamment la forme de manifestations dans les rues des grandes villes du pays (Guzmán, 2012; "Las marchas de apoyo a Garzón se convierten en un homenaje a las víctimas del franquismo," 2010) et d'une pétition en faveur du Commission de la vérité (EFE, 2016).

²¹¹ À la suite de cette décision, Garzón fait l'objet en 2009 d'une poursuite, intentée contre lui par l'organisation d'extrême droite Manos Limpias, qui accuse le magistrat d'abus de pouvoir. C'est finalement pour un autre dossier, portant sur une affaire de corruption durant la présidence de Mariano Rajoy, que le magistrat se voit condamné pour abus de pouvoir, pour avoir procédé à des écoutes illégales. Il est interdit de pratique pour une durée de 11 ans (González Calleja, 2013, p. 13; Lázaro, 2012). Sur l'affaire Garzón, voir Espinosa Maestre (2009; 2015, pp. 403-432).

la vérité » inspirées de celles mise sur pied en Afrique du Sud après la fin de l’Apartheid. Les opposants à ce projet de loi signent un *Manifeste pour l’histoire et la liberté* (FNFF, 2018)²¹². Le PSOE parvient finalement à faire adopter la Ley de Memoria Democrática ("Ley 20/2022, de 19 de octubre, de Memoria Democrática," 2022) en octobre 2022 (Borraz, 2022)²¹³. Lors des élections du 23 juillet 2023, le PP et Vox promettent d’abroger la loi s’ils prennent le pouvoir (Partido Popular, 2023, p. 68; Vox, 2023, p. 17).

Des polémiques éclatent sur une base régulière concernant la toponymie et l’art public rendant souvent hommage à des figures franquistes (Carrillo, 2000). Les forces politiques de gauche défendent généralement le retrait des symboles franquistes, alors que le PP milite pour leur maintien, bien que certains de ses militants s’y oppose (ABC, 2005)²¹⁴.

Une longue polémique survient aussi sur le sort à réserver au Valle de los Caídos²¹⁵, mausolée monumental construit durant les premières années du régime franquiste à la mémoire des victimes de la Guerre Civile dans le camp nationaliste²¹⁶. Le dictateur Franco et le fondateur du parti fasciste Phalange Espagnole José Antonio Primo de Rivera y furent enterrés²¹⁷. Dès les années 1980, des voix s’élèvent pour réclamer que les dépouilles de Franco et Primo de Rivera soient exhumées et déplacées vers d’autres lieux. La Loi sur la

²¹² Les signataires incluent plusieurs acteurs de la controverse sur le révisionnisme, présentée plus loin dans ce chapitre, dont Stanley Payne, Pío Moa, Federico Jimenez Losantos et Pedro Carlos González Cuevas.

²¹³ Pour un résumé des dispositions incluses dans la loi, voir RTVE.es et EFE (2022).

²¹⁴ Un épisode de conflit survenu à Grenade constitue un cas plus inhabituel. Une plaque commémorative dédiée aux victimes du franquisme avait été installée au cimetière de la ville. Elle a été retirée par l’administration municipale après que le PP en ait pris le contrôle, ce qui a suscité des protestations (ABC, 2008). Un cas différent survient en 2016, alors qu’une exposition d’art public au Museu del Born à Barcelone présente deux œuvres réalisées en hommage à Franco, dont une statue équestre du dictateur (Pauné & Sallés, 2016). L’exposition suscite un tollé et la statue a été vandalisée (Congostrina, 2016).

²¹⁵ Le Valle de los Caídos a officiellement été renommé Valle de Cuelgamuros en 2022, avec l’adoption de la Loi de mémoire démocratique ("Ley 20/2022, de 19 de octubre, de Memoria Democrática," 2022).

²¹⁶ La construction du Valle de los Caídos commence en 1942. Le monument est inauguré en 1959. Franco le dédit alors à l’ensemble des victimes de la Guerre Civile, alors qu’il était prévu qu’il n’honore que ceux « tombés lors de notre glorieuse croisade » ("Decreto de 1 de Abril de 1940, disponiendo se alcen Basílica, Monasterio y Cuartel de Juventudes, en la finca situada en las vertientes de la Sierra de Guadarrama (El Escorial), conocida por Cuelgamuros, para perpetuar la memoria de los caídos de nuestra gloriosa Cruzada," 1940). Sur le débat entourant le statut du Valle de los Caídos, voir Altred Vigil (2015).

²¹⁷ Le corps de Primo de Rivera est arrivé au Valle de los Caídos en 1959. Il avait d’abord été transféré, en novembre 1939, d’Alicante, où le leader fasciste a été fusillé le 20 novembre 1936, au Monastère d’El Escorial, près de Madrid, où plusieurs rois espagnols ont leur sépulture. Puis, 20 ans plus tard, Franco fait à nouveau transférer le corps de Primo de Rivera, à destination du Valle de los Caídos à peine achevé.

mémoire historique est amendée en 2018 afin de procéder à l'exhumation du corps du dictateur²¹⁸. L'amendement est contesté devant les tribunaux par les héritiers de Franco, mais la Cour suprême lui donne son aval en 2019 et le gouvernement de Pedro Sánchez va de l'avant²¹⁹.

4.2.1.5 Les discours en faveur de la récupération de la mémoire historique

Le débat public sur la récupération de la mémoire historique a rapidement pris de l'ampleur, accompagnant la lutte politique entourant l'adoption des politiques de mémoire. Les historiens ont joué un rôle de premier plan dans le débat. Nous présentons ici les arguments des intervenants qui ont accueilli favorablement le mouvement pour la récupération de la mémoire historique. Ces derniers considèrent le mouvement comme une manifestation de la volonté du public, et des jeunes générations en particulier, de connaître un passé que les artisans de la transition démocratique ont voulu laisser dans l'ombre²²⁰. Il s'agirait de corriger cette erreur historique et de faire les comptes avec le passé²²¹. Ils rappellent que le

²¹⁸ La loi de 2007 interdit déjà les activités politiques sur les lieux, stipulant que : « En aucun lieu dans l'enceinte il ne sera permis de tenir des actes politiques et ou d'exalter la Guerre Civile, ses protagonistes ou le franquisme ». L'amendement du 25 août 2018 stipule que : « Seuls les restes des personnes mortes en conséquence de la Guerre Civile espagnole pourront reposer dans le Valle de los Caídos, comme lieu de commémoration, de souvenir et d'hommage aux victimes du conflit » ("Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura," 2007; traduction libre).

²¹⁹ Le corps de Franco est exhumé le 24 octobre 2019 et enterré aux côtés de celui de son épouse Carmen Polo au cimetière municipal de Mingorrubio, à Madrid (Mayor Ortega, 2019). Le corps de José Antonio Primo de Rivera reste à ce jour enterré au Valle de los Caídos. La Commission des experts pour le futur du Valle de los Caídos a recommandé qu'il en soit ainsi, jugeant que le dirigeant fasciste fut une victime de la Guerre Civile et non un combattant. Si le gouvernement Sánchez a accepté cette recommandation, des voix s'élèvent pour souligner le rôle de Primo de Rivera dans la mise en place du régime franquiste (Blanco, 2019).

²²⁰ Selon l'historien Julián Casanova, l'intérêt du public pour le passé franquiste et les enjeux de sa mémoire était présent au fil de la transition. Les demandes pour remettre de l'avant la mémoire des vaincus et retirer les symboles hérités du franquisme et ayant façonné les mémoires étaient multiples mais « ni les gouvernements, ni les partis démocratiques ne paraissaient intéressés à ouvrir un espace de débat sur la nécessité de réparer cette injustice » (Casanova, 2007a; traduction libre).

²²¹ Casanova salue le projet de Loi sur la mémoire historique, qu'il juge nécessaire : « La démocratie espagnole a besoin de cette loi. Une loi qui intègre les diverses mémoires, mais qui assume que seules les victimes de la répression des militaires insurgés contre la République et de la violence de la dictature de Franco nécessitent la réparation morale et la reconnaissance juridique et politique après tant d'années de marginalisation honteuse. Une loi qui condamne la dictature franquiste et déclare illégitimes ses organes de répression, depuis le Tribunal de Responsabilités Politiques jusqu'au Tribunal de l'Ordre Public, et les jugements qui en émanent. Il ne devrait y avoir aucun doute quant à l'illégitimité d'origine de ce système de terreur institutionnalisé, étudié avec rigueur et dans ses moindres détails au cours des dernières années par des dizaines d'historiens » (Casanova, 2007a; traduction libre).

régime franquiste a dédié des efforts considérables à implanter dans les consciences une mémoire officielle justifiant l'origine du régime (González Calleja, 2013, pp. 15-16; Molinero, 2004).

Ces intellectuels portent un regard critique sur la transition démocratique. Afin d'éviter de faire avorter le processus de démocratisation, les protagonistes auraient institutionnalisé un pacte de l'oubli²²² ou pacte du silence (Izquierdo Martín, 2014) quant à la Guerre Civile et à la dictature franquiste²²³. Josefina Cuesta Bustillo montre quant à elle que la transition démocratique s'est accompagnée d'un renouveau de la mémoire franquiste dans l'espace public (Cuesta Bustillo, 2002, pp. 32-34), laquelle s'est ancrée durablement dans la culture espagnole²²⁴.

Certains partisans de la récupération de la mémoire jugent que l'oubli officiel a eu ses avantages à l'époque, alors que d'autres sont plus sceptiques face aux vertus de l'oubli²²⁵. À long terme toutefois, les défenseurs

²²² Paloma Aguilar et Leigh A. Payne soutiennent que : « Once the democratic regime was stable, the pact of oblivion remained unchanged. There were few challenges to it. The reasons behind its endurance when the threat of democratic collapse was no longer credible were never publicly debated. Over time it has thus become increasingly clear that the pact was based as much on its role in establishing democratic stability as in removing conflictual debate in Spanish society » (Aguilar & Payne, 2016, p. 13).

²²³ Le cœur de la politique de l'oubli durant la transition démocratique réside dans la loi d'amnistie adoptée en octobre 1977. Celle-ci a « consacré simultanément le pardon pour ceux qui avaient combattu la dictature, en utilisant ou non la violence, et l'impossibilité de juger les responsables des violations des droits et libertés sous le franquisme » (Aguilar, 2007, p. 4; traduction libre). Pour Carme Molinero, « le souvenir de la Guerre Civile et la nécessité de consolider un régime démocratique » ont bloqué le développement d'une politique de la mémoire revendiquant « la tradition démocratique antérieure » (Molinero, 2004; traduction libre). Ce « désir d'oubli » visait à « surmonter un passé traumatique et favoriser le vivre-ensemble dans le présent » (Sevillano Calero, 2003, p. 299). Paloma Aguilar résume la mémoire partagée par tous les acteurs de la transition démocratique à une leçon simple : « tous, d'une certaine façon, ont commis des actes barbares durant la guerre et cette catastrophe ne doit plus jamais se reproduire » (Aguilar, 2007, p. 4; traduction libre). Sur la mémoire de la Guerre Civile et du franquisme durant la transition démocratique, voir Aguilar (2001, 2002) ; Juliá (2011a, pp. 19-41) ; (Sevillano Calero, 2003).

²²⁴ Carme Molinero juge qu'en l'absence de politiques de mémoire, « la fausse mémoire recréée par le franquisme ne s'est pas vue contrée institutionnellement par une nouvelle politique de mémoire appuyée sur des référents démocratiques passés et présents » (Molinero, 2004; traduction libre). Francisco Espinosa Maestre va dans le même sens, jugeant qu'en refusant d'intervenir dans le dossier de la mémoire, les gouvernements espagnols laissent le champ libre à la mémoire franquiste. Il soutient que : « depuis les premières élections démocratiques, la prédominance de la mémoire des vainqueurs sur celle des vaincus, bien que cela puisse paraître autrement aux yeux d'un observateur superficiel, est presque absolue. Si nous nous contentons de laisser les choses telles qu'elles sont arrivées jusqu'à nous, ce qui restera, en définitive, sera la propagande franquiste, dont les assises – comme cela a été visible en de multiples occasions durant la seconde législature "triomphale" du PP – sont plus solides que ce qu'on pourrait penser » (Espinosa Maestre, 2004, p. 205; traduction libre).

²²⁵ Josep Ramoneda estime « possible que la suspension de la mémoire ait été indispensable pour initier en Espagne la marche vers la démocratie » (Ramoneda, 1997; traduction libre). Francisco Sevillano Calero soutient que l'oubli officiel qui sous-tend la transition démocratique donne lieu à une transformation de la perception qu'ont d'eux-mêmes les Espagnols. Selon lui, « l'oubli évasif a donné lieu, avec le temps, à la formation des mythes d'une nouvelle

de la mémoire historique s'entendent pour dire que l'oubli a eu des conséquences néfastes pour l'Espagne. Le problème principal qu'entraîne l'oubli consiste en l'asymétrie des conséquences qui en découlent pour chaque camp²²⁶.

Pour les partisans de la récupération de la mémoire historique, une telle asymétrie rend illusoire l'atteinte d'une véritable réconciliation basée sur l'oubli²²⁷. L'oubli officiel devient pour ces gens « la continuation de leur défaite durant la Guerre Civile et le franquisme » (Navarro, 2001)²²⁸²²⁹. Ramoneda considère que « l'oubli est un manque de respect pour ceux qui ont souffert à l'époque » (Ramoneda, 1997)²³⁰. Javier

identité nationale, comme la réconciliation, l'eupérisation et la modernisation ». Le développement d'une conception de « la "normalité" de l'histoire d'Espagne et l'assimilation à l'Europe configurent, ainsi, une nouvelle image de la nation opposée aux vieux clichés de l'"anomalie" espagnole » (Sevillano Calero, 2003, pp. 299-300; traduction libre).

²²⁶ Josep Ramoneda estime que le « mythe de la réconciliation » s'est construit en Espagne en offrant des avantages inégaux aux élites du régime et aux citoyens. Les actions répréhensibles de plusieurs étant appelées à rester dans l'ombre, « la suspension de la mémoire fut un baume pour les forces réactionnaires », alors que l'amnistie « soulageait pleinement les franquistes de la peur qu'on leur demande de faire face à leurs responsabilités ». Sur le plan de la politique partisane, « c'est ainsi que, lors des élections de 1977, on a pu présenter une brochette de fascistes sous le nom d'Alianza Popular » (Ramoneda, 1997; traduction libre). Aguilar et Payne affirment : « The crucial asymmetry of the Amnesty Law is that it benefited, on one hand, prisoners that had already been prosecuted and condemned (or had already served a sentence) and, on the other hand, agents of the dictatorship who had never been judicially prosecuted and whose crimes had never faced public exposure. The Francoists, in sum, benefited more from the national narrative that "we are all guilty." » (Aguilar & Payne, 2016, p. 13).

²²⁷ Pour Julián Casanova, « l'oubli officiel, qui est ce qui reste en place en Espagne, ne fera pas disparaître le souvenir des victimes, parce que personne n'a encore trouvé la formule pour effacer les passés traumatiques, qui reviennent en surface de temps à autres » (Casanova, 2007a; traduction libre). Selon Vicenç Navarro, « la réconciliation basée sur l'oubli a été non seulement une grande erreur politique des gauches dans notre pays, mais aussi une grande injustice pour tous ceux, les vaincus de la Guerre Civile et les combattants antifranquistes, dont la lutte pour la démocratie a été oubliée et qui aujourd'hui meurent sans que le pays ne leur ait dit merci, en leur donnant l'honneur, la gratitude et la reconnaissance qu'ils méritent » (Navarro, 2001; traduction libre).

²²⁸ Traduction libre.

²²⁹ En l'absence de politiques de mémoire, Navarro estime que les persécutions dont furent victimes de nombreux Espagnols tombent dans l'oubli. Il rappelle que « durant la dictature, il y a eu des milliers de disparus politiques, qui ne sont toujours pas enregistrés comme tels et dont on ne connaît pas le sort et la localisation ». Il estime que le public espagnol a aussi oublié les persécutions linguistiques dont furent victimes les locuteurs des langues minoritaires, notamment le catalan et le basque, dont l'utilisation était interdite en public et réprimée par le régime. La politique de l'oubli dans l'Espagne démocratique s'expliquerait par « la grande domination exercée par la droite durant la transition au sein des appareils de l'État et dans les médias d'information et de persuasion, qui ont forcé une telle amnésie dans la culture médiatique et politique du pays ». Pour lui, la transition démocratique reste une œuvre inachevée, laquelle n'a pas su jusqu'ici imprégner la société espagnole d'une culture démocratique : « il ne pourra y avoir en Espagne une culture authentiquement démocratique tant qu'il n'y aura pas une culture antifranquiste, laquelle requiert une mémoire historique vivante » (Navarro, 2001; traduction libre).

²³⁰ Traduction libre.

Tusell met quant à lui en garde contre la recherche des causes des maux de la démocratie espagnole dans les insuffisances de la transition. Il soutient que :

La mémoire collective est importante, mais ce n'est pas non plus une donnée définitive qui explique le présent. Il est vrai que la façon dont s'est déroulée la transition n'a pas favorisé la mobilisation populaire, mais de là à penser que de cela dérivent les maux de la démocratie espagnole, il y a tout un fossé. Il n'y a pas de péché originel dans notre transition – il y a cependant des aspects très critiquables (Tusell, 2000)²³¹.

Tusell juge que « les maux de notre démocratie sont ceux qui sont habituels dans le reste des démocraties occidentales » et non le résultat d'une survivance franquiste dans les institutions en raison d'une transition démocratique ayant réformé plutôt qu'aboli le cadre constitutionnel de la dictature (Tusell, 2000)²³².

Si les partisans de la récupération de la mémoire historique accueillent généralement bien la loi adoptée en 2007, certains sont critiques de sa trop faible portée, alors que « l'État ne prendrait pas en charge les exhumations, il n'y aurait ni révision, ni annulation des sentences et le Valle de los Caídos resterait le même, si ce n'est qu'on interdirait le spectacle fasciste qui s'y déroule chaque 20 novembre » (Espinosa Maestre, 2009, pp. 103-104)²³³²³⁴. Ils estiment que la loi prolonge l'impunité qu'a institutionnalisé la loi d'amnistie de 1977²³⁵.

²³¹ Traduction libre.

²³² Traduction libre.

²³³ Traduction libre.

²³⁴ Francisco Espinosa Maestre ici référence au fait que les nostalgiques de la dictature avaient à l'époque l'habitude de se rendre au Valle de los Caídos chaque 20 novembre, anniversaire du décès du dictateur, afin de lui rendre hommage. Ces hommages donnaient lieu à un grand déploiement de symboles d'extrême droite, parmi lesquels figurent les uniformes et l'hymne phalangiste *Cara al sol* et les drapeaux « préconstitutionnels » - c'est-à-dire le drapeau officiel de l'Espagne durant la dictature (Ximénez de Sandoval, 2006).

²³⁵ L'historien catalan Ricard Vinyes estime que la transition démocratique a donné lieu à un « modèle espagnol d'impunité », une idée que partage Jesús Izquierdo Martín (2017). La loi s'inscrirait dans ce modèle d'impunité en donnant une plus grande place dans l'espace public aux voix des victimes du franquisme tout en fermant la porte aux recours qui pourraient permettre que justice soit faite (Vinyes, 2013, p. 1028). Paloma Aguilar et Leigh A. Payne soulignent elles aussi les limites de la loi : « it continues to avoid state responsibility in revealing the truth about the past. It delegates the search for the remains to local victim and memory associations without sufficient resources. Dependent on government subsidies, these organizations have faced severe limitations on their work with the 2011 freezing of public financing under the last conservative government. While the law declares illegitimate and unfair the political trials of the dictatorship, these sentences have not yet been annulled » (Aguilar & Payne, 2016, p. 14).

Face à l'oubli institutionnalisé, les partisans de la récupération de la mémoire historique jugent qu'une politique de mémoire est nécessaire et devrait permettre de « récupérer la voix des *vaincus* de la Guerre Civile et des victimes de la répression franquiste ». Pour Carme Molinero, il s'agit de remédier au fait que « la mémoire publique aujourd'hui diffère amplement des conclusions auxquelles nous conduisent les études historiques et la mémoire individuelle réduite au silence » (Molinero, 2004)²³⁶²³⁷.

Les politiques de mémoire doivent, selon plusieurs, avoir une fonction pédagogique²³⁸. Selon Julián Casanova, « l'avenir de la mémoire passe par une transmission des expériences de violence politique et de violation des droits humains à nos jeunes, à ceux qui n'ont pas fait partie de cette histoire » (Casanova, 2007a)²³⁹. Pour Josep Ramoneda, « les nouvelles générations doivent savoir ce qu'était le franquisme, car

²³⁶ Traduction libre.

²³⁷ Jesús Izquierdo Martín va dans le même sens, jugeant que le rôle des politiques de mémoire consiste à « inciter diverses possibilités de raconter le passé, dans lesquelles les citoyens qui ne sont pas des professionnels de l'histoire puissent participer ». Il est cependant moins optimiste quant au rôle de l'historiographie dans l'organisation de la mémoire, jugeant que des politiques en la matière doivent permettre le témoignage des victimes, des vaincus, des défaits, des activistes...de ceux qui sont restés hors de la narration officielle ou de l'histoire professionnelle la plus condescendante » (Izquierdo Martín, 2018, p. 340; traduction libre). Francisco Espinosa Maestre estime que l'objectif que « porte le mouvement pour la récupération de la mémoire historique n'est autre que de rétablir la vérité sur ce qui est arrivé aux victimes du fascisme et, avec elle, la dignité du système politique pour lequel elles ont servi et auquel elles ont donné leur vie ». Selon lui, « les militants des mouvements en faveur de la mémoire croient que la transition restera incomplète et la démocratie ne serait pas complète tant qu'on n'assumera pas le passé occulté et qu'on ne rendra pas digne l'expérience républicaine » (Espinosa Maestre, 2009, p. 105; traduction libre).

²³⁸ Espinosa Maestre déplore que « les recherches réalisées dans plus de la moitié du pays au fil des 25 dernières années sont parvenues au public de façon très inégale, étant donné le désintérêt absolu que les médias ont montré pour ces questions jusqu'à tout récemment » (Espinosa Maestre, 2004; traduction libre). Selon Molinero, « la récupération de la mémoire démocratique de la part des institutions n'implique d'aucune manière de participer à la confrontation des mémoires, elle implique plutôt d'assurer l'incorporation de la connaissance rigoureuse du passé à la mémoire publique, ce qui, dans le cas espagnol, suppose de transmettre aux nouvelles générations la signification de la Seconde République, du franquisme et de l'antifranquisme à la lumière des valeurs démocratiques » (Molinero, 2004; traduction libre). L'historienne juge qu'« une politique publique de la mémoire doit avoir comme objectif de proclamer solennellement la validité des valeurs démocratiques comme fondement de l'organisation sociale et du vivre-ensemble ». La récupération de la mémoire historique « comme base de la citoyenneté démocratique est un devoir de justice historique » et elle constitue « un investissement pour l'avenir car nous ne devons pas oublier que l'identité se construit en grande partie à partir de la mémoire » (Molinero, 2004; traduction libre).

²³⁹ Traduction libre.

la valeur de la liberté s'apprécie surtout quand on ne l'a pas » (Ramoneda, 1997)²⁴⁰²⁴¹. La toponymie est un outil pédagogique que les politiques de mémoire doivent utiliser, selon les partisans du mouvement²⁴².

Certains voient la récupération de la mémoire davantage comme un vecteur de justice, que ce soit dans une perspective juridique ou symbolique, afin de « réparer une injustice historique » (Casanova, 2007a) ou corriger des « erreurs du passé » (Aróstegui, 2009, p. 41)²⁴³. La réparation des erreurs du passé peut par ailleurs jouer un rôle fondamental dans le présent et « contribuer à la formation d'une identité civique et sociale et d'une citoyenneté respectueuse avec la culture de la légalité, la démocratie et les Droits de l'Homme » (González Calleja, 2013, p. 16)²⁴⁴²⁴⁵.

Pour les partisans de la récupération de la mémoire historique, il est insensé de s'accrocher à une politique de l'oubli au nom de la neutralité face aux mémoires des diverses catégories d'Espagnols²⁴⁶. En évitant de

²⁴⁰ Traduction libre.

²⁴¹ Selon lui, l'oubli du franquisme aurait pour conséquence de construire une « démocratie contrôlée au sein de laquelle la liberté n'est pas la valeur principale, mais bien ce qui reste après la compétitivité et la sécurité » (Ramoneda, 1997; traduction libre).

²⁴² Carme Molinero souhaite que « le répertoire des rues et les monuments exercent la fonction didactique qui leur correspond en tant que lieux de mémoire et qu'ils cessent d'exalter les figures de la dictature comme un patrimoine collectif » (Molinero, 2004; traduction libre). Déplorant la confusion qui règne dans la mémoire transmise par la toponymie et l'art public espagnol, Javier Tusell juge que : « La mémoire collective n'est pas quelque chose de banal, mais plutôt quelque chose qui nous inculque le sens de l'identité, la conscience de certaines valeurs et la capacité de les projeter dans l'avenir. C'est pour ça qu'elle est présente dans la couverture politique, qu'on le veuille ou non. L'important est qu'elle le soit de façon positive et destinée à promouvoir des principes qui favorisent la coexistence démocratique » (Tusell, 2000; traduction libre).

²⁴³ Vicenç Navarro pense qu'une politique de mémoire doit corriger le fait que « beaucoup des personnes responsables de la répression franquiste sont encore vivantes et exercent des fonctions avec des responsabilités, le tout en étant fières de leur histoire de répression, qui s'est étendue jusqu'à la fin de la dictature » (Navarro, 2001; traduction libre). Jesús Izquierdo Martín estime que le mouvement pour la mémoire historique et la loi qui en découle arrivent tard « pour la mémoire traumatique de ce pays, quand il n'est plus possible de juger au pénal les gens ayant perpétré tant de douleur » (Izquierdo Martín, 2018; traduction libre).

²⁴⁴ Traduction libre.

²⁴⁵ Cette dimension est importante chez les partisans de la récupération de la mémoire historique, car plusieurs estiment le mouvement pro-mémoriel et la loi qui en découle arrivent tard « pour la mémoire traumatique de ce pays, quand il n'est plus possible de juger au pénal les gens ayant perpétré tant de douleur » (Izquierdo Martín, 2018; traduction libre).

²⁴⁶ Carme Molinero croit que « favoriser le vivre-ensemble n'implique d'aucune manière la pratique d'un relativisme éthique selon lequel toutes les idéologies sont bonnes, car de nombreux individus ont cru en elles ». L'historienne estime qu'« on ne pourrait justifier moralement l'oubli officiel » que si « les deux camps du conflit civil et de la dictature avaient une responsabilité identique pour ce qui s'est passé et s'ils avaient commis la même quantité de violation des droits humains ». Comme ce n'est pas le cas à ses yeux et à la lumière de l'historiographie, elle juge

se prononcer, l'État espagnol enverrait le message que les mémoires franquistes et antifranquistes jouissent d'une validité équivalente et que les crimes commis par chacun des camps sont d'une gravité égale²⁴⁷.

Cette fausse équivalence morale résultant d'une politique de l'oubli entraîne des conséquences différentes pour chacun des camps opposés durant la Guerre Civile. La violence nationaliste, beaucoup plus meurtrière que sa contrepartie républicaine, est un héritage que la droite a avantage à occulter²⁴⁸. Par ailleurs, mettre les violences franquistes et républicaines sur un pied d'égalité revient à faire abstraction des causes de la Guerre Civile durant laquelle ces atrocités ont été commises, c'est-à-dire le coup d'État tenté par les généraux fascistes²⁴⁹.

qu'« à partir de la conscience démocratique, il n'est pas possible de niveler la División Azul avec les exilés espagnols enrôlés dans la Division Leclerc ». Elle s'interroge : « Quelles valeurs les institutions transmettent-elles quand elles mettent sur un pied d'égalité les agissements de ceux qui ont lutté pour défendre les politiques nazis et de ceux qui ont lutté pour que les sociétés européennes s'organisent selon les vieux principes de liberté, d'égalité et de fraternité? » (Molinero, 2004; traduction libre). La División Azul, composée de volontaires espagnols, a combattu au sein de la Wehrmacht sur le front de l'est contre l'URSS de 1941 à 1943. La Division Leclerc a participé à la libération de la France occupée, étant notamment la première unité militaire arrivée à Paris lors de sa libération. De nombreux exilés républicains espagnols ont intégré la Division Leclerc pour poursuivre le combat antifasciste à la suite de la défaite dans leur pays.

²⁴⁷ Les historiens espagnols ont développé une importante réflexion méthodologique et empirique dans le but de dresser un bilan quantitatif des massacres perpétrés par les deux camps qui se sont affrontés durant la Guerre Civile. À partir de la littérature existante et du contenu des archives, Francisco Espinosa Maestre et José Luis Ledesma estiment que les républicains ont tué 49 272 personnes, alors que le camp nationaliste a assassiné 130 199 personnes. Ces chiffres sous-estiment probablement les victimes du franquisme, dont plusieurs ont été exécutées sans aucune forme de procès et ne sont pas compilées dans les archives du régime (Espinosa Maestre & Ledesma, 2012, p. 484).

²⁴⁸ Selon Vicenç Navarro, « accepter l'oubli n'est donc ni éthiquement, ni politiquement neutre. Les uns – les vainqueurs et ceux qui ont appuyé la dictature – en ont bénéficié beaucoup plus que les autres – les vaincus et ceux qui ont souffert de la répression franquiste ». Les victimes du régime « ont payé le plus grand coût de cette supposée réconciliation, souffrant de la marginalisation et de l'oubli alors même que l'autre camp continue à honorer les vainqueurs et ceux qui ont commis des abus et des atrocités » (Navarro, 2001; traduction libre).

²⁴⁹ Ricard Vinyes juge que l'idée selon laquelle l'État est resté neutre sur la question de la mémoire avant le processus menant à la Loi de la mémoire historique est un leurre. Selon lui, « l'État a produit et distribué un récit spécifique orienté vers la symétrie entre dictature et démocratie au nom d'une interprétation biaisée et discutable des expressions "réconciliation" et "consensus" ». À travers la promotion de ce point de vue, l'État « occulte des processus et des causalités historiques, et en conséquence fait disparaître les protagonistes qui ont conduit à l'instauration de l'État de droit que nous avons et les valeurs sur lesquels il est fondé ». De la même façon qu'il laisse dans « l'oubli les coûts de la démocratie », ce point de vue occulte « les réelles et fortes résistances de nombreux citoyens à l'implantation de la démocratie » (Vinyes, 2013, p. 1032; traduction libre).

Si les partisans de la récupération de la mémoire historique s'entendent sur la nécessité d'une politique de mémoire fondée sur les valeurs démocratiques²⁵⁰, ils reconnaissent généralement l'existence de plusieurs points de vue sur la Guerre Civile et le franquisme au sein d'une telle mémoire démocratique²⁵¹.

Pour certains partisans de la récupération de la mémoire historique, l'intérêt du public pour le passé est une occasion à saisir pour les historiens. Julián Casanova souhaite profiter de l'intérêt que le passé suscite afin de favoriser le développement de la connaissance historique en ouvrant les archives²⁵².

Le fait que les intervenants présentés ici appuient le mouvement pour la récupération de la mémoire historique ne signifie pas qu'ils souscrivent à l'ensemble des revendications et des perspectives exprimées par les militants du mouvement. Les partisans de la récupération de la mémoire s'inscrivent dans un continuum allant d'une revendication plus nuancée de la mémoire historique à une identification totale de leur contribution aux valeurs du mouvement²⁵³. Les tensions au sein des partisans de la mémoire

²⁵⁰ Il faut, selon Francisco Espinosa Maestre, « développer une politique de la mémoire qui permette de créer une véritable culture démocratique qui implique et incorpore la société civile. Il faut ouvrir l'Histoire à la société. Cela obligera à repenser les racines de notre mémoire historique et mènera, inévitablement, à régénérer notre mémoire collective et à la construction progressive de la vérité » (Espinosa Maestre, 2004, p. 206; traduction libre).

²⁵¹ Javier Tusell estime qu'« il faut distinguer ce qu'est ou ce que devrait être la mémoire collective et les mémoires sectorielles, légitimes mais distinctes ». Selon lui, « convertir, par exemple, Cánovas ou Maura²⁵¹, d'un côté, ou les Brigades Internationales en partie de la mémoire collective serait, par exemple, inacceptable ». Ces mémoires appartiennent selon lui aux traditions politiques qu'elles ont incarnées (Tusell, 2000; traduction libre). Vicenç Navarro, pour sa part, salue les efforts des nationalistes catalans dans le sens de la récupération de la mémoire, même s'il se dit « en profond désaccord avec leur interprétation de notre histoire récente », et notamment du coup d'État et de la Guerre Civile, laquelle ne doit pas être vue comme « la victoire de l'Espagne contre la Catalogne » (Navarro, 2001; traduction libre).

²⁵² Il plaide notamment pour que l'État espagnol force la *Fundación Nacional Francisco Franco* à rendre publics ses fonds documentaires : « Nous ne savons pas ce qu'il restera de cette ère de mémoire pour la connaissance historique des générations futures, de ces historiens qui n'auront pas vécu la dictature. Mais pour y arriver, nous avons besoin, et c'est là la responsabilité des politiciens et des gouvernants, de préserver les témoignages et les documents, de créer un Musée-Archive de la Mémoire, lequel devrait incorporer comme propriété publique les fonds documentaires de la *Fundación Nacional Francisco Franco* et transmettre une éducation démocratique qui empêcherait que les nouvelles générations d'étudiants reçoivent encore le lègue idéologique de la dictature » (Casanova, 2005). Pour sa part, Javier Tusell juge « absurde » que « les documents que le général a utilisés [...] restent en marge de la consultation publique, une situation qui n'existe dans aucun pays qui ait passé par des circonstances semblables » (Tusell, 2000; traduction libre).

²⁵³ Des historiens comme Julián Casanova, Julio Aróstegui et Eduardo González Calleja se montrent conscients de limites du mouvement dans sa capacité à transformer les mentalités des Espagnols dans le cadre du pluralisme démocratique. D'autres comme Francisco Espinosa Maestre, Ricard Vinyes, Jesús Izquierdo Martín et Pablo Sánchez León souhaitent donner une plus grande portée aux politiques de mémoire.

historique et les divisions entre les pôles nuancé et radical apparaissent plus clairement dans leurs réponses aux détracteurs du mouvement. C'est vers ces derniers que nous nous tournons maintenant.

4.2.2 La controverse

Les intellectuels et les citoyens espagnols ne partagent pas tous l'enthousiasme pour la mémoire historique exprimé par les historiens que nous venons de présenter. Cette section présente le point de vue des intervenants les plus critiques envers le mouvement pour la récupération de la mémoire historique à travers leurs principaux axes de critique, leur vision de la transition démocratique, le rapport à l'histoire qu'ils préconisent et l'interprétation de l'histoire espagnole qu'ils mettent de l'avant.

4.2.2.1 Intellectuels publics et historiens contre la réécriture de l'histoire

Des historiens et des chroniqueurs ont réagi négativement aux revendications du mouvement pour la récupération de la mémoire historique et aux politiques de mémoire du gouvernement espagnol et des gouvernements des communautés autonomes²⁵⁴. Les opposants à la récupération de la mémoire historique évoquent plusieurs réserves par rapport à l'agenda du mouvement et de ses alliés politiques.

Ils estiment que la mémoire historique est une arme de diversion pour les socialistes et que les politiciens devraient donner moins d'attention à cette question²⁵⁵. Ils jugent les politiques de mémoire trop

²⁵⁴ Eduardo González Calleja souligne avec raison que « l'opinion conservatrice s'est opposée à tout débat public qui aurait amené à reconsidérer le passé conflictuel espagnol » (González Calleja, 2013, p. 14).

²⁵⁵ Le chroniqueur Ignacio Camacho écrit dans les pages du journal *ABC* : « Comme il n'y a rien de plus urgent à faire, comme le pays va *tellement bien* et comme les problèmes se résolvent par eux-mêmes, le gouvernement a décidé de s'occuper de ce qui importe réellement, c'est-à-dire gagner la Guerre Civile avec 70 ans et deux générations de retard » (Camacho, 2006; traduction libre). L'expression en italiques vise ici à souligner notre choix sur le plan de la traduction. Pour accentuer le sarcasme de sa description de la situation du pays, Camacho utilise une expression vulgaire – qu'il censure en remplaçant quelques lettres par des points de suspension – que nous nous abstenons de reproduire ici. Cette expression donne un ton particulièrement agressif à son propos, lequel est difficile à reproduire à la traduction. Le chroniqueur Juan Van-Halen, pour sa part, estime que la mémoire historique « tente de convertir en vainqueurs ceux qui ont perdu la guerre et en perdants ceux qui l'ont gagnée, avec pas mal de décennies de retard, à travers l'exercice impossible consistant à passer sur l'histoire une gomme à effacer afin qu'apparaisse seulement comme vrai ce qui convient à chacun » (Van-Halen, 2012; traduction libre). Ironiquement, alors que la presse conservatrice s'indigne de l'importance que donne les socialistes à la mémoire historique, des partisans du mouvement mémoriel comme Francisco Espinosa Maestre déplorent que celle-ci n'a jamais figuré dans les questions prioritaires pour le PSOE (Espinosa Maestre, 2009, p. 102).

coûteuses, en particulier dans le contexte de crise économique qui frappe l'Espagne en 2008 (Vidal, 2010)²⁵⁶.

Ils déplorent le retour d'une vision revancharde qui met en péril les conditions du vivre-ensemble, basé sur la réconciliation qu'a consacré la constitution de 1978 (Vidal, 2010)²⁵⁷. Ils dénoncent « la volonté de délégitimer l'adversaire » et la propension à le « considérer comme un ennemi » (Álvarez Tardío, 2006)²⁵⁸²⁵⁹, une accusation que rejettent les intellectuels engagés dans le mouvement pro-mémoriel, qui estiment que « si cette mémoire se maintient dans le but de ne pas répéter le passé et en condamnant les violences antérieures, elle peut être un instrument de cohésion sociale et nationale » (González Calleja, 2013, p. 15)²⁶⁰. Les militants du mouvement pour la récupération de la mémoire historique jugent que la

²⁵⁶ Juan Van-Halen invite le gouvernement à abroger la loi de la mémoire historique, déplorant au passage que seulement 28% des subventions accordées en vertu de la loi aient été destinées à l'excavation des fosses communes (Van-Halen, 2012). Pedro Carlos González Cuevas juge quant à lui que la mémoire historique est payante pour certains : « durant le mandat de José Luis Rodríguez Zapatero, la mémoire historique s'est convertie, à tous les niveaux, en une bonne occasion d'affaires; et non seulement en termes économiques. Expositions, musées, films, romans, tout cela a servi d'accessoires à une telle imposture. Ses défenseurs ont joui d'influence et de célébrité » (González Cuevas, 2011a; traduction libre).

²⁵⁷ Ils qualifient en ce sens les revendications mémorielles de *guerracivilistas* (Aguilar, 2007, p. 6; Faber, 2007, pp. 170-171). Selon un éditorial de *Libertad Digital* : « C'est l'irresponsabilité de Rodríguez Zapatero, incitée par une gauche radicale qui n'a jamais enterré la hache de guerre, qui a ouvert à nouveau un débat inexistant » ("Memoria Histórica: mirando atrás," 2006; traduction libre). Manuel Álvarez Tardío déplore une « obsession renouvelée avec le passé », qu'il associe à un « surprenant désir d'associer la démocratie de 1978 au régime de la Seconde République » (Álvarez Tardío, 2006; traduction libre). Juan Van-Halen va dans le même sens, estimant qu'il « n'est pas risqué de penser que ce à quoi prétendaient certains était d'établir une certaine légitimité démocratique en 1931 et dans la Constitution de la Seconde République et non dans la transition et la Constitution de 1978 », ce qui constituerait une conception « fallacieuse en plus d'être une injustice historique » (Van-Halen, 2012; traduction libre).

²⁵⁸ Traduction libre.

²⁵⁹ Une telle accusation n'est pas sans fondement, alors que certains, comme Francisco Espinosa, notent que si la droite revendique haut et fort l'esprit de la transition comme fondement de la cohésion sociale, c'est en raison des « liens et des fidélités jamais rompues avec la dictature franquiste, qui permettent à Fraga Iribarne ou Mayor Oreja de justifier ou même de revendiquer ce passé, ou à la FAES aznarienne de soutenir que le franquisme n'avait rien à voir avec le fascisme » (Espinosa Maestre, 2009, p. 102; traduction libre). Les liens mis en évidence par Espinosa sont toutefois bien documentés. Manuel Fraga Iribarne fut ministre de l'information et du tourisme de 1962 à 1969. Il devient vice-président du gouvernement et ministre de l'intérieur à la suite de la mort de Franco, fonctions qu'il occupe jusqu'en juillet 1976. Il fonde par la suite *Reforma Democrática*, qui se joint au processus de formation d'AP 1977, parti dont Fraga sera le principal dirigeant. Il participe à la refondation de la droite autour d'une version élargie du parti sous le nom de PP en 1989. Jaime Mayor Oreja a quant à lui occupé le poste de ministre de l'intérieur dans le gouvernement Aznar de 1996 à 2001. Il refuse de condamner le franquisme (Clemente, 2007). La *Fundación para el análisis y los estudios sociales* (FAES) est un think tank de droite dirigé par José María Aznar. La FAES avait soutenu publiquement en 2009 que « la dictature franquiste ne fut pas une époque fasciste puisque le régime de Francisco Franco s'est caractérisé par l'absence d'idéologie autre que celle de se maintenir au pouvoir » (EFE, 2009b; traduction libre).

²⁶⁰ Traduction libre.

loi de 2007 « se présente avec un esprit de réconciliation, de réparation, de reconnaissance des injustices » (Aróstegui, 2009, p. 54). Ils estiment que « ceux qui croient que son objectif est revancharde ou partial, et surtout, qu'elle vient "ré-ouvrir" de vieilles plaies déjà guéries se trompent lamentablement » (Aróstegui, 2009, p. 54)²⁶¹ et que « la dissension politique ouverte par rapport au passé pourrait aussi être s'interprétée comme un signe de maturité politique, dans la mesure où ont enfin été surmontées les résistances d'autrefois face à leur discussion au sein du Parlement » (Aguilar, 2007, p. 6)²⁶².

Les critiques qualifient la conception de l'histoire véhiculée par les partisans de la mémoire historique d'« exercices intéressés de mémoire historique » (San Martín, 2006) et de révisionnisme, accusant leurs adversaires de vouloir réécrire l'histoire en la falsifiant, en y introduisant un biais politique – « on échange la rigueur de la science et l'étude des faits pour un critère sentimental, subjectif et idéologique » – et en donnant « une nouvelle finale à la guerre » (Camacho, 2006)²⁶³²⁶⁴. Selon eux, le processus en cours consiste à « mettre l'histoire au service d'un groupe politique avec un agenda très limité, c'est-à-dire falsifier la mémoire de tous au bénéfice d'une minorité qui s'est auto-proclamée comme conscience collective » ("Memoria Histórica: mirando atrás," 2006)²⁶⁵. Cette déformation de l'histoire à des fins politiques s'appuierait sur une lecture manichéenne dans laquelle les vainqueurs de la Guerre Civile incarnent le mal et les vaincus le bien, au nom de laquelle « l'enseignement s'est converti en un terrain de rééducation idéologique » (Camacho, 2006)²⁶⁶ et qui témoignerait de « la volonté du gouvernement d'envisager cette

²⁶¹ Traduction libre.

²⁶² Traduction libre.

²⁶³ Traduction libre.

²⁶⁴ González Cuevas déplore par exemple la relecture mémorielle de l'histoire qui amène certains à faire de figures révolutionnaires comme Francisco Largo Caballero, Buenaventura Durruti, Julio Álvarez del Vayo, José Díaz, Dolores Ibárruri ou Joan García Oliver des défenseurs de la République (González Cuevas, 2011a). Fernando del Rey fait de même avec l'« idéalisation du substrat démocratique de la Seconde République – appliquée sans nuance à toutes les forces de gauche » (del Rey, 2012, p. 161; traduction libre). César Vidal juge de son côté que « loin de tenter de récupérer la mémoire collective, la loi prétend exactement le contraire, c'est-à-dire effacer une partie de l'histoire récente de l'Espagne et la remplacer par des mythes absurdes et injustes » (Vidal, 2010; traduction libre).

²⁶⁵ Les détracteurs du mouvement pro-mémoriel estiment que les partis adhérant à cette mouvance font usage de « stratégies consistant à ne pas tourner la page » (Van-Halen, 2012; traduction libre) et se livrent à un « exercice de cynisme politique et législatif » en misant sur les craintes de leurs adversaires « de se voir associés au franquisme s'ils expriment leur opposition ». ("Pacto para la revancha histórica," 2007; traduction libre). L'historien américain Stanley Payne déplore les tentatives de « légiférer les interprétations de l'histoire » auxquels il prête « des airs presque soviétiques », dont l'origine se trouverait dans le déclin du soutien populaire au gouvernement de Felipe González, qui aurait mené les socialistes « à sortir l'idée que le PP était un parti franquiste » (P. Rodríguez, 2010; traduction libre).

²⁶⁶ Traduction libre.

législature comme le point final au vivre-ensemble démocratique » ("Pacto para la revancha histórica," 2007)²⁶⁷²⁶⁸. Si certains jugent qu'« il n'y a rien à objecter aux indemnisations aux victimes d'injustices historiques flagrantes, ni au droit des familles à récupérer les restes de leurs défunts jetés à l'ignominie des fosses communes », ils estiment toutefois que la révision des jugements des tribunaux franquistes et les recours judiciaires contre ceux qui ont commis des actes criminels dans le cadre de la répression pratiquée par le régime ne devraient pas être à l'ordre du jour (Camacho, 2006).

Les détracteurs de la mémoire historique jugent que la conception manichéenne mise de l'avant par les politiques de mémoire met trop l'accent sur les violences perpétrées par les nationalistes et occulte celles perpétrées par les forces de gauche²⁶⁹. Fernando del Rey déplore en ce sens la vision manichéenne qui assimile l'opposition au franquisme à l'engagement démocratique. Selon lui, qualifier de démocratiques les principales forces de gauche dans l'Espagne des années 1930 relève de la caricature élaborée à des fins politiques (del Rey, 2012, pp. 161-162)²⁷⁰.

Les critiques du mouvement pour la récupération de la mémoire historique mettent de l'avant leur propre lecture de l'histoire espagnole, laquelle constitue pour eux une mémoire partagée par tous les Espagnols

²⁶⁷ Traduction libre.

²⁶⁸ Un éditorial de *Libertad Digital* affirme : « Il n'y a pas d'Espagnols bons ou mauvais en fonction de leurs idées politiques, de la même façon qu'il n'est pas approprié d'identifier ceux qui ont dû se battre du côté républicain à des anges et ceux qui l'ont fait du côté national à des démons » ("Memoria Histórica: mirando atrás," 2006; traduction libre). Le langage utilisé par les auteurs témoigne d'un biais marqué en faveur du camp nationaliste. *Libertad Digital* laisse entendre que la défense de la République a reposé sur la mobilisation forcée, ce que le journal n'impute pas au camp nationaliste. Un tel portrait de la Guerre Civile contraste avec celui qu'en dresse l'historiographie. James Matthews note une mobilisation volontaire légèrement plus forte du côté républicain, tout en rappelant que « the large majority of Spanish men only went to war following both sides' decisions to introduce obligatory military service in the summer and autumn of 1936 » (Matthews, 2012, p. 3).

²⁶⁹ Le journal ABC juge en ce sens que la loi contraste avec la tendance européenne, « où le mouvement de condamnation tant du nazisme que du stalinisme gagne en force chaque jour » ("Pacto para la revancha histórica," 2007; traduction libre). L'équipe éditoriale de *Libertad Digital* souligne elle aussi le caractère partial de la mémoire historique en évoquant les violences de la gauche : « bien, maintenant, si ce qu'on veut est rendre justice, rendons-la pour tous. Dénoncer les bombes de Guernica alors qu'on occulte les checas de Madrid ne consiste pas à récupérer quelque mémoire historique, mais bien à mettre l'histoire au service d'un groupe politique ayant un agenda bien délimité, c'est-à-dire falsifier la mémoire de tous au bénéfice d'une minorité qui s'est autoproclamée en tant que conscience collective » ("Memoria Histórica: mirando atrás," 2006; traduction libre).

²⁷⁰ Il estime que « les historiens qui alimentent les visions héroïques et idéalisées de la République courent le risque de projeter dans le passé la lutte des opposants à la dictature, les faisant apparaître comme quelque chose qu'ils ne furent pas durant la décennie des années 1930 ». Selon lui, la récupération de la mémoire « oblige à analyser et étudier tous les protagonistes de ce passé, sans concessions intéressées à qui que ce soit, en assumant toutes les conséquences et sans éluder ni camoufler quelque vestige de ces décennies conflictuelles, aussi dérangentant que cela puisse être » (del Rey, 2012, pp. 161-162; traduction libre).

– contrairement à ce qu'ils considèrent comme la mémoire sectaire mise de l'avant par les socialistes au pouvoir²⁷¹. Ils souhaitent voir la transition démocratique au cœur de la politique de mémoire du gouvernement car, contrairement à l'échec de la Seconde République, la démocratie s'est installée durablement après la mort de Franco²⁷².

Ils estiment qu'une démocratie libérale doit instaurer un rapport sain à son passé, lequel exclurait l'intervention des instances de l'État dans l'interprétation du passé²⁷³. Pedro Carlos González Cuevas juge en ce sens que le PP doit changer de cap en matière de mémoire historique et se limiter à encadrer les recherches des restes des victimes²⁷⁴.

²⁷¹ Eduardo San Martín réclame en ce sens du gouvernement une politique de mémoire plus inclusive, axée sur un long combat pour la démocratie plutôt que sur une courte période de radicalisme : « Cent ans, pas cinq, de lutte pour la liberté » (San Martín, 2006; traduction libre). L'équipe éditoriale de *Libertad Digital* juge notamment qu'« en ce qui a trait à la noble Seconde République, il n'est jamais superflu de rappeler que ce fut une expérience historique frustrante dont le corolaire est bien connu de tous ». Les auteurs concluent : « L'histoire d'Espagne n'appartient pas à un parti politique ni à une idéologie, mais bien à tous. La connaître et la respecter comme elle fut est notre obligation pour que les générations d'Espagnols que viendront la reçoivent sans ajout, sans manipulation et, surtout, sans haine » ("Memoria Histórica: mirando atrás," 2006; traduction libre). Álvarez Tardío juge que « la République fut un échec, non pas parce qu'elle s'est terminée en guerre civile, mais parce que durant ses cinq ans d'existence, elle fut incapable de se convertir en un régime politique de tous les Espagnols, en une démocratie libérale assurant l'alternance pacifique à travers les urnes ». Elle était, selon lui, « modelée pour assurer que certains, mais pas tous, puissent mener à bien une transformation radicale du pays, une révolution pacifique mais qui impliquait l'exclusion de toutes les options idéologiques qui ne partageaient pas ces objectifs de changement radical » (Álvarez Tardío, 2006; traduction libre).

²⁷² Julio Almeida croit que la mouvance de la mémoire historique « oublie d'entrée de jeu notre intelligente Transition » (Almeida, 2007; traduction libre).

²⁷³ Selon Manuel Álvarez Tardío, « les fondements de la légitimité d'une démocratie libérale ne résident pas dans l'interprétation du passé qu'approuve un pouvoir législatif, et encore moins si le souvenir et l'analyse de ce passé divisent profondément les citoyens » (Álvarez Tardío, 2006; traduction libre). L'équipe éditoriale du journal ABC abonde dans le même sens, affirmant : « une démocratie, par définition, ne peut être sectaire, mais ce projet de loi prétend que la démocratie de tous les Espagnols se convertisse en une arme contre ceux qui, légitimement, peuvent se sentir lésés par la ségrégation partisane que promeuvent les socialistes et les communistes » ("Pacto para la revancha histórica," 2007; traduction libre). Stanley Payne juge de son côté que « n'importe quelle tentative de légiférer l'interprétation de l'histoire est nocive, en particulier en démocratie ». Payne critique aussi l'intervention du juge Garzón, estimant que « les tribunaux n'ont pas le moindre droit de juridiction en vertu de la grande loi d'amnistie adoptée à la fin des années 1970 » (P. Rodríguez, 2010; traduction libre).

²⁷⁴ Selon lui, il faut répondre « aux demandes des familles pour chercher, exhumer et identifier les corps des victimes des crimes perpétrés durant la Guerre Civile et leur donner une sépulture. C'est là une obligation; mais sans esprit vindicatif ni ressentiment » (González Cuevas, 2011a; traduction libre). Juan Van-Halen juge quant à lui que de telles politiques ont été mise en œuvre depuis le début de l'ère démocratique et que l'unique nouveauté des politiques de mémoire de Zapatero réside dans son esprit revanchard (Van-Halen, 2012). Pour Fernando del Rey, il est temps d'en finir avec la politisation de l'histoire : « nous vivons en démocratie depuis 40 ans, nous sommes une société mature, et la citoyenneté démocratique mérite que nous essayions de lui offrir une approche du passé la plus rigoureuse possible et la plus libre d'idéologie possible » (Redacción, 2019a; traduction libre).

Ils opposent une lecture alternative de l'histoire de l'Espagne dans les années 1930 à celle véhiculée par leurs adversaires. Ils considèrent que la Seconde République était loin d'être un régime démocratique exemplaire²⁷⁵.

4.2.2.2 Les voix des vaincus et la réflexion critique sur le passé : Santos Julia et l'histoire

Le mouvement pour la récupération de la mémoire historique suscite la réprobation de la droite, mais certaines voix critiques se font aussi entendre à gauche. Parmi ces critiques, un historien se démarque par l'insistance avec laquelle il intervient sur cet enjeu. Loin des lectures révisionnistes cherchant à démontrer l'équivalence des exactions commises par les deux camps ou la culpabilité originelle des forces de gauche, Santos Juliá défend l'héritage de la transition démocratique et l'indépendance de la recherche historique vis-à-vis du politique²⁷⁶.

La position de Santos Juliá sur la mémoire est ambivalente. Il est réceptif à l'intégration de la voix des vaincus dans les travaux historiques²⁷⁷. Il se fait toutefois une obligation de défendre l'historiographie contre ceux qui prétendent, de l'extérieur de la discipline, offrir leur vérité sur le passé en se présentant

²⁷⁵ Juan Van-Halen juge que les combattants républicains « ne luttèrent pas pour défendre des idéaux démocratiques, mais bien des idéaux révolutionnaires qui n'étaient pas moins totalitaires, bien qu'en sens contraire, que ceux des insurgés » (Van-Halen, 2012; traduction libre). Stanley Payne soutient quant à lui que les militaires insurgés ont pris leur mal en patience, acceptant la République jusqu'à ce que la cohabitation devienne impossible, à la suite de l'élection du Front Populaire. Il estime que ce sont les divisions internes et non l'aide militaire fournie par les nazis et les fascistes italiens qui expliquent la victoire des insurgés durant la Guerre Civile (P. Rodríguez, 2010; traduction libre).

²⁷⁶ Homme de gauche, proche du PSOE de Felipe González, Juliá fut professeur d'histoire sociale et de la pensée politique à l'Universidad nacional de educación a distancia (UNED). Il est notamment l'auteur d'une biographie de Manuel Azaña, président de la République contraint à l'exil (Juliá, 1990). Historien engagé, il participe régulièrement au débat public, tenant longtemps une chronique dans *El País*. Il est au cœur de plusieurs controverses, desquelles il n'a pas l'habitude de se défilier, comme en témoigne un échange, tenu en 2010 avec l'historien marxiste catalan Josep Fontana, à propos des violences dans l'arrière-garde républicaine au cours de la Guerre Civile (del Rey, 2012, pp. 163-164). Fontana reproche à Juliá d'emprunter le discours des vainqueurs de la Guerre Civile en affirmant que « les massacres dans le camp antifranquiste durant la Guerre Civile ne furent pas l'œuvre des républicains, mais des partisans d'une révolution sociale qui, si elle avait triomphé, aurait aussi supposé la fin de la République » (Juliá, 2010a; traduction libre). Pour l'ensemble du débat, voir Juliá (2010a, 2010c) et Fontana (2010). Santos Juliá est décédé en 2019.

²⁷⁷ Eduardo González Calleja associe la position de Santos Juliá à « une tendance modérée, proche des thèses du PSOE, qui dénonce les excès indéniables et l'évidente saturation de la mémoire, et qui insiste sur le fait que la reconnaissance de toutes les victimes a des limites juridiques, politiques, économiques et culturelles ». Il en découle une nécessité de « relativiser le rôle du mouvement de récupération de la mémoire et d'opposer au révisionnisme mémorialiste qu'ils préconisent le vaste travail de recherche historique fait depuis la Transition » (González Calleja, 2013, p. 14; traduction libre).

en rupture avec une vision prétendument officielle. Opérant une distinction étanche entre histoire et mémoire, il s'oppose à ce que l'État offre une interprétation du passé²⁷⁸.

Juliá critique les fondements ontologiques de la mémoire qui, sur le plan collectif, n'existe pas « hors d'une conception organiciste » (Juliá Díaz, 2006) et anthropomorphique de la société. Certains utilisent la métaphore de la mémoire pour en appeler à récupérer des souvenirs oubliés en raison d'un traumatisme, attribuant erronément à une entité collective un phénomène appartenant à la psychologie des individus²⁷⁹. Juliá estime plutôt que « nous sommes devenus saturés de mémoire de la guerre et non vidés de son souvenir » (Juliá, 1996)²⁸⁰.

La critique de Juliá envers la récupération de la mémoire historique s'articule à une défense de la discipline historique et de sa prétention à l'objectivité. Il opère une distinction forte entre l'histoire et la mémoire (Faber, 2007, p. 177). Contrairement à la mémoire, l'histoire doit rendre compte de tous les faits pertinents, en s'appuyant sur l'ensemble de la documentation disponible. « avec l'objectif de trouver des fragments, des pistes, des traces de ce monde étranger » qu'est le passé (Juliá, 2010b, p. 19). Selon lui,

Ce n'est pas la mémoire mais l'histoire, celle qui regarde le passé à partir de toutes les perspectives possibles: l'histoire est critique des récits mythiques, elle fuit la sacralisation du passé, elle ne prétend pas imposer une vérité objective et unique depuis un parlement, elle doit accepter la pluralité des centres de production de récits sur le passé et la complexité des réponses, et elle ne prétend pas célébrer quoi que ce soit, et encore moins, une guerre qui a scindé une société pendant des décennies. Entre connaître le passé et le remémorer, il y a une distance qu'on ne peut franchir allègrement et qui n'est pas celle qui distingue le privé et

²⁷⁸ Gardant en mémoire l'histoire officielle véhiculée pendant la dictature, il considère que ce n'est pas à l'État d'effectuer un travail qui incombe aux historiens, lesquels jouissent de l'indépendance et d'une méthodologie critique qui est étrangère à l'exercice du pouvoir. L'adoption d'une mémoire officielle risque selon lui de se transformer en un discours unique sur le passé, dicté par les intérêts politiques (Faber, 2007, pp. 183-184).

²⁷⁹ Selon Sebastiaan Faber, la notion de mémoire historique « implies that traumatic memories remain preserved, and not only can but should be retrieved. The notion of recuperation, moreover, suggests that the object to be recuperated was hidden, lost, or stolen, and associates its return or reappearance with notions of justice or the restoration of proper order » (Faber, 2007, p. 173).

²⁸⁰ Traduction libre.

le public, mais le public et le politique: l'histoire est publique, la mémoire que nous appelons historique est politique (Juliá, 2010b, p. 16)²⁸¹²⁸².

Pour Juliá, l'histoire, en tant que discipline, n'a pas pour fonction sociale une forme d'éducation visant à apprendre des erreurs passées et à dicter les conduites présentes et futures. Cette fonction sociale appartient plutôt aux citoyens qui, à travers le débat public, peuvent s'appuyer sur les travaux historiographiques, un rôle que Santos Juliá a souvent fait sien au fil des ans, tout en le distinguant de son travail d'historien²⁸³. Selon lui, la subordination de l'histoire aux perspectives mémorielles mène à des abus et à des exagérations qui ne peuvent se justifier sur le plan professionnel²⁸⁴.

Sa conception de l'histoire inclut la prise en compte des voix des vaincus, mais il prône la mise à distance de ces points de vue par le travail critique qui est celui de l'historien. Il voit la mémoire comme un récit subjectif, parfois mythologique, que les historiens doivent déconstruire à partir de l'ensemble des sources documentaires disponibles.

²⁸¹ Traduction libre.

²⁸² Bien qu'il soit critique des biais politiques qu'il attribue à la démarche mémorielle, Juliá reconnaît volontiers les limites de l'objectivité historique. Selon lui, l'historien rédigeant ses travaux « ne se fait pas beaucoup d'illusions, en réalité, il ne s'en fait aucune, quant à l'objectivité et la vérité de cette histoire, car il sait mieux que n'importe quel philosophe narratif que l'histoire est la sienne, et qu'en ce sens elle est vraie et qu'elle est prête à être présentée devant d'autres artisans et devant le public avec l'objectif d'alimenter les débats sur le passé avec lesquels les sociétés, quand elles se construisent sur des bases démocratiques, quand elles sont libres de mémoires imposées, forment et investissent de contenu leur conscience historique » (Juliá, 2010b, p. 19; traduction libre).

²⁸³ L'historien Javier Rodrigo va dans le même sens, estimant que l'histoire se trouve « accusée génériquement de manque d'engagement envers la vérité ». Il soutient que l'idéologie « mémorialiste » présente une conception particulière du travail des historiens, « selon laquelle notre travail *devrait*²⁸³ avoir une fonction prométhéenne, cohérente avec l'importance du passé et de ses récits dans la construction des identités du présent ». Selon lui, « l'historiographie marche au contraire dans la direction inverse, celle du questionnement des identités fermées et des récits qui les nourrissent » (Rodrigo, 2012, pp. 244-245; traduction libre).

²⁸⁴ Javier Rodrigo déplore par exemple que certains aient recours au concept de génocide pour rendre compte de la violente répression dont a usé le régime franquiste pour installer son autorité. En inscrivant les crimes du franquisme dans une « catégorie juridique dotée d'imprescriptibilité pénale », ils justifient l'invalidité de la loi d'amnistie qui empêche des poursuites judiciaires contre les responsables. Rodrigo rappelle cependant à ceux qui sont tentés par l'usage du concept de génocide que celui-ci ne repose pas sur une conception quantitative des décès attribués aux bourreaux. Démontrer qu'un génocide a eu lieu requiert d'étudier « les plans globaux d'extermination et d'élimination totale d'un groupe de population. La plus grande difficulté à ce jour a été de doter cette idée de contenu empirique » (Rodrigo, 2012, p. 247; traduction libre). Incapables de démontrer l'existence d'un génocide espagnol, certains partisans de la récupération de la mémoire recourent à l'exagération, falsifiant les chiffres et dénaturant la tragédie vécue par ceux dont ils veulent honorer la mémoire. Rodrigo pointe du doigt Vincenç Navarro, « qui a l'habitude de légitimer ses opinions par le récit de son exil ». Selon le politologue catalan, « pour chaque mort franquiste, Franco a tué 10 000 républicains » (Rodrigo, 2012, p. 248n; traduction libre).

La critique de la mémoire de Santos Juliá s'appuie sur une lecture de la transition démocratique en rupture avec celle véhiculée par les partisans de la récupération de la mémoire historique. Il estime que la mémoire de la Guerre Civile et de la dictature était omniprésente durant la transition et qu'elle a inspiré les protagonistes de la réforme des institutions²⁸⁵. Elle a amené les acteurs de la transition démocratique à mettre de côté le passé dans les luttes politiques afin de rendre possible la démocratisation²⁸⁶.

Certains partisans du mouvement mémoriel reprochent à Santos Juliá son manque de réflexivité par rapport à sa discipline et aux méthodes qui la caractérisent²⁸⁷. Ils critiquent la distinction qu'ils prêtent à l'historien entre une histoire scientifique et une mémoire étrangère à la connaissance rigoureuse²⁸⁸. Pour

²⁸⁵ Selon lui, c'est la mémoire d'un conflit fratricide et de la perte de liberté qui en a découlé qui motive les protagonistes de la transition démocratique à mettre de côté le passé dans les luttes politiques afin de rendre possible un projet d'avenir hors de la dictature. Loin de se caractériser par une amnésie collective, la transition aurait amené les Espagnols à aborder leur passé traumatique dans la sphère culturelle, tout en approfondissant la connaissance par rapport à celui-ci à partir des travaux historiques et en refusant d'en faire une arme dans le cadre des débats politiques (Juliá, 1996). La mémoire a servi comme un « avertissement permanent, souvenir abominable de la guerre, qui a donné l'élan nécessaire pour négocier des amnisties dans la première phase de la transition » en donnant lieu à une réinterprétation, par « des éléments modérés des deux camps » de la Guerre civile « comme un malheur collectif » (González Calleja, 2013, p. 14).

²⁸⁶ Juliá établit une distinction entre l'amnésie et le fait de « jeter aux oubliettes » quelque chose qu'il est question d'« oublier volontairement » (Aguilar, 2007, p. 4; Juliá, 2003a; traduction libre). Laisser le passé au passé et s'abstenir d'en faire l'objet d'un débat politique et d'une politique de mémoire résulte selon Juliá d'un choix conscient et rationnel, car il n'y a dans une guerre civile « rien à célébrer, si ce n'est sa fin en tant que réconciliation » (Juliá, 1996). Allant dans le même sens, Ángel Luis López Villaverde juge que « le souvenir de la guerre a influencé la prise de décision dans la démocratie actuelle ». De plus, « le récit de la Transition a été projeté sur la Seconde République » en tant qu'exemple à ne pas suivre (López Villaverde, 2014, p. 265; traduction libre). Ce n'est donc pas à un retour en scène de la mémoire, visant à mettre un terme à un pacte de l'oubli, que l'on assiste. Plutôt, le mouvement pour la récupération de la mémoire historique témoignerait de « la fin d'un consensus de la mémoire qui impliquait un partage plus ou moins égalitaire des responsabilités » (González Calleja, 2013, p. 14).

²⁸⁷ Sebastiaan Faber qualifie la position de Juliá de « naively empiricist », jugeant que l'historien « appears to claim that the historian can do her work in a moral vacuum ». Faber accuse Juliá de « presenting the historian—and the principles of historiography—in a strangely a-historical light » (Faber, 2007, pp. 178-179). Pablo Sánchez León juge que la confiance de Juliá en l'objectivité des historiens néglige leur inscription dans des processus sociaux (Faber, 2007, p. 180; Sánchez León, 2006, p. 98), un point de vue que partage Pedro Ruíz Torres (2007, p. 25). Selon Jesús Izquierdo Martín, « l'académie peut prétendre échapper aux conditions de production d'un texte historique autant qu'elle le veut, sa vérité est aussi dépendante de l'interprétation que l'est la vérité de la mémoire ». Il cite en exemple les travaux de Paloma Aguilar, Julio Aróstegui, et Pedro Ruíz Torres pour illustrer le type de réflexivité avec lequel les historiens peuvent appréhender le passé et la mémoire de ce dernier (Izquierdo Martín, 2018, pp. 342-344; traduction libre).

²⁸⁸ Izquierdo Martín conteste le portrait que dresse Santos Juliá de la mémoire en l'associant au récit et au mythe. Il affirme que « les travailleurs de la mémoire défendent que le témoignage est la vérité » et qu'ils « emploient la méthode indicielle qu'utilise l'historiographie ». Histoire et mémoire seraient des vases communicants, chacune recourant aux méthodes de l'autre sans pour autant éliminer la distinction. L'histoire et la mémoire se distinguent par rapport au fondement ultime sur lequel elles s'appuient : « si la communauté des historiens est obligée de présenter

certaines partisans de la mémoire historique, le mouvement résulte de l'incapacité de l'historiographie de répondre au défi que suppose l'élaboration « d'un récit historique abordant la justice face au passé traumatique espagnol » et « la dignification de ses victimes » (Izquierdo Martín, 2018, pp. 346-347)²⁸⁹. Ce serait parce que les historiens ont manqué à leur obligation d'opérer une critique d'une certaine mémoire franquiste que les récits mémoriels se sont imposés. Izquierdo Martín estime que l'historiographie démocratique a fait un travail digne dans sa critique de la mémoire de la Guerre Civile mise de l'avant par le premier franquisme, mais qu'elle n'a pas su opérer une critique du discours de légitimation qu'a élaboré le régime à partir des années 1960. Il affirme : « l'historiographie démocratique a gagné la reconnaissance sociale en critiquant l'interprétation historique faite par le franquisme, en particulier la mémoire basée sur la « légitimité de la victoire ». Elle a démonté le vieux récit de sens métaphysique où la nation apparaissait comme vainqueur de l'anti-Espagne dans un supposé destin historique aux fondements catholique et d'essentialisme hispanique » (Izquierdo Martín, 2018, p. 336). L'historiographie n'aurait pas réussi, selon Izquierdo Martín, à : « déstabiliser le récit hégémonique qui provenait du franquisme tardif et dont, en un certain sens, hériterait la transition jusqu'à en faire une mémoire officielle pendant près de quarante ans de démocratie » (Izquierdo Martín, 2018, p. 336)²⁹⁰²⁹¹.

Pour certains partisans de la mémoire historique, la distinction entre histoire et mémoire participe de l'affirmation du pouvoir social des historiens face à ceux qui contestent leur chasse-gardée autour de l'étude du passé. Certains historiens utiliseraient cette distinction pour délégitimer les discours concurrents (Faber, 2007, pp. 184-185), alors que leur pratique tendrait au contraire à brouiller la frontière entre les deux types de discours sur le passé²⁹². Dans cette lutte pour l'imposition des interprétations

des documents pour démontrer ses affirmations quand on les lui demande, la mémoire a pour principe de garantie de véracité la douleur de ceux qui témoignent » (Izquierdo Martín, 2018, pp. 341-343; traduction libre).

²⁸⁹ Selon Izquierdo Martín, plutôt que de porter un regard critique sur la mémoire, l'histoire devrait « assumer son propre récit non comme un narratif supérieur mais comme un texte parmi d'autres, avec des origines et des effets distincts, sans prétendre mettre la mémoire sous tutelle en ne la considérant que comme document-témoin de l'histoire » (Izquierdo Martín, 2018, pp. 346-347; traduction libre).

²⁹⁰ Traduction libre.

²⁹¹ Izquierdo Martín fait référence à l'usage de la distinction entre régimes autoritaires et totalitaires chez Juan Linz. Selon Linz, les premiers seraient plus propices aux réformes démocratiques, ce qui explique son « maintien dans l'historiographie et les cercles philofranquistes », qui font usage de cette distinction pour créditer au régime le succès de la transition démocratique (Richard & Vorms, 2015, p. 37).

²⁹² Sebastiaan Faber souligne que la division entre l'historiographie universitaire et le discours public est poreuse, s'appuyant pour ce faire sur le poste de chroniqueur que nombre d'historiens, parmi lesquels figurent Santos Juliá, occupent dans les médias espagnols (Faber, 2007, p. 179).

légitimes, pour les tenants de la perspective des vaincus, « la mémoire est une des rares ressources dont nous disposons pour nous défendre de l'histoire, que les vainqueurs écrivent toujours » (Ramoneda, 1997)²⁹³.

Certains historiens font un bilan moins positif de la transition démocratique et du rapport au passé qu'ont adopté ses protagonistes. Javier Tusell juge que reléguer le passé aux oubliettes « a été positif, mais a eu l'inconvénient, lorsque porté à l'extrême, de causer des ravages intellectuels et moraux ». Il estime qu'« aujourd'hui même, nous, les Espagnols, ne disposons d'à peu près aucun signe d'identité collective avec lequel nous pouvons nous identifier comme collectivité » (Tusell, 1997)²⁹⁴²⁹⁵. Francisco Espinosa conteste quant à lui la lecture que fait Juliá de l'historiographie durant la transition démocratique, estimant que le silence sur la Guerre Civile et le franquisme ne s'est pas limité à la sphère politique. Il déplore que « durant la transition, il n'y a pas eu de recherche sur la répression » (Espinosa Maestre, 2007, p. 9)²⁹⁶²⁹⁷.

La pensée de Santos Juliá est complexe et nuancée. Ses idées sur le rapport à la mémoire de la Guerre Civile durant la transition a fait l'objet d'emprunt de la part d'opposants à la récupération de la mémoire historique qui porte un regard moins nuancé sur le sujet (Álvarez Tardío, 2006; P. Rodríguez, 2010; San Martín, 2006)²⁹⁸. Le fait que ses perspectives sur la mémoire aient servi la cause des opposants à la

²⁹³ Traduction libre.

²⁹⁴ Traduction libre.

²⁹⁵ Tusell met en garde contre la tentation de faire l'impasse sur les responsabilités individuelles pour les crimes du passé: « celui qui en son temps fut dans le pire des lieux et positions imaginables ne doit pas bénéficier de l'oubli et encore moins se servir de celui-ci pour obtenir l'approbation comme si rien n'importait, ni la responsabilité qu'il a eue, ni le statut social et le profit qui en découlent, ni le rôle joué dans le préjudice des autres ». En laissant dans l'oubli le rôle des individus dans les atrocités commises au nom du régime, « cette attitude ne mène pas au vivre-ensemble, mais bien à une indifférence morale radicale » (Tusell, 1997; traduction libre).

²⁹⁶ Traduction libre.

²⁹⁷ Ainsi, « entre 1977 et 1982, les travaux sur la période 1936-1939 avaient été peu nombreux ». Ainsi, « l'université n'a abordé le thème de la répression que dans les années 1990 et c'est seulement en 1997 que l'on a pu accéder aux archives militaires, indispensables pour aborder ce type de recherches » (González Calleja, 2013, p. 15).

²⁹⁸ Selon l'équipe éditorial du journal *ABC*, par exemple, les partisans de la récupération de la mémoire historique ne chercheraient que « la satisfaction viscérale de ceux qui se sentent incommodés par l'entente démocratique de 1978 et qui veulent la substituer par la rupture » ("Pacto para la revancha histórica," 2007; traduction libre).

récupération de la mémoire historique explique en partie l'hostilité qu'ont montrée certains partisans du mouvement à son égard.

4.2.3 Déroulement et conclusion

La controverse sur la récupération de la mémoire historique a connu son apogée durant les années 2006 à 2011. Depuis, le débat revient au-devant de la scène à des occasions spécifiques, sans occuper l'espace public sur une base aussi régulière qu'au cœur de la controverse. Le conflit ne s'est toutefois pas résorbé. Certains intervenants, comme Santos Juliá et Javier Tusell, sont décédés. D'autres ont abandonné le terrain du débat, estimant peut-être que l'ensemble des arguments pertinents ont été mobilisés. Les figures les plus engagés de la défense de la récupération de la mémoire historique, comme Francisco Espinosa Maestre, continuent de s'investir dans la controverse. Une autre controverse, intimement liée à celle sur la récupération de la mémoire historique, a toutefois pris plus d'importance pour les historiens. C'est vers cette controverse, prenant pour objet le révisionnisme que ses détracteurs qualifient de néo-franquiste, que nous nous tournons à présent.

4.3 La controverse sur le révisionnisme espagnol

4.3.1 Le révisionnisme : polémistes médiatiques et universitaires conservateurs contre la Seconde République

La montée du mouvement pour la récupération de la mémoire historique en Espagne a donné lieu à un ressac. Les chroniqueurs et les politiciens de droite ont saisi la balle au bond pour remettre en cause la vision de l'histoire du XXe siècle espagnol mise de l'avant par les partisans du mouvement, critiquant une part importante de l'historiographie contemporaine au passage. Des historiens se sont joints à eux. L'étude de l'histoire espagnole contemporaine polarise, les historiens se laissant peu à peu attirer par un de ces deux courants dominants (Cortina, 2010). La vision de l'histoire mise de l'avant par le camp des opposants à la récupération de la mémoire historique est qualifiée de révisionniste par plusieurs historiens, qui associe ce terme à la politisation de l'histoire²⁹⁹.

²⁹⁹ Pour l'historien Francisco Sevillano Calero, le révisionnisme historique « réfère à un phénomène aussi ancien que l'instrumentalisation idéologique du passé. En ce sens, le révisionnisme historique est une ligne d'interprétation polémique du passé par rapport à la version « officielle ». Comme conception idéologique constituée à la marge des centres universitaires et académiques, le révisionnisme historique s'imbrique avec le nationalisme et le conservatisme politique, estimant que seule la connaissance de la « vraie histoire » permet de fonder une politique nationale qui favorise les intérêts de toute la nation » (Sevillano Calero, 2007, p. 183; traduction libre).

Les écrits de Ramón Salas Larrazábal (1977), Ricardo de la Cierva (1986, 1995), César Vidal (2004, 2005), Federico Jiménez Losantos (2018b), Manuel Álvarez Tardío (Álvarez Tardío & del Rey Reguillo, 2012; Álvarez Tardío & Villa García, 2010), Pedro Carlos González Cuevas (2016a) et Stanley Payne (Payne & Palacios, 2014) ont été qualifiés de révisionnistes en Espagne. C'est toutefois Pío Moa qui a été au centre de la première phase de la controverse sur le révisionnisme. Ce chroniqueur et essayiste a réussi à capitaliser plus que tout autre du ressac provoqué par le débat sur la mémoire historique. Moa s'est retrouvé au-devant de la scène au début des années 2000 lorsque José Maria Aznar, à la tête du gouvernement central, fit la promotion de son ouvrage *Los mitos de la Guerra Civil* (Moa, 2003c), le propulsant par la suite au sommet des ventes (Belmonte, 2008, p. 98)³⁰⁰.

Moa n'est pas historien de formation. Dans sa jeunesse, il participe à la fondation d'un groupe terroriste qui lutte contre le régime franquiste³⁰¹. Après avoir travaillé à l'Ateneo de Madrid, il collabore à diverses tribunes associées à la droite conservatrice³⁰². Il publie en 1999 son premier ouvrage historique, *Los orígenes de la Guerra Civil española* (Moa, 1999). Prolifique, Moa a publié depuis plus d'une quinzaine d'essais historiques³⁰³, en plus de quelques pamphlets politiques (Moa, 2006b, 2009e), dont un ouvrage ouvertement homophobe (Moa, 2001b).

³⁰⁰ En 2010, de 200 000 exemplaires de l'ouvrage avaient été vendus, en faisant un des plus grands succès de La Esfera de los Libros (E. Rodríguez, 2010).

³⁰¹ Il s'agit des Grapo (Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre). Sur cette époque de sa vie, Moa a publié un ouvrage intitulé *De un tiempo y de un país*, qui donne un éclairage sur son passage de l'extrême-gauche à la droite la plus conservatrice (Moa, 2002a).

³⁰² Il intervient sur des questions historiques et politiques à la télévision conservatrice Intereconomía, devenue El Toro TV. Il écrit principalement pour le journal numérique *Libertad Digital*.

³⁰³ Ses principaux ouvrages sur l'histoire sont Moa (2001a, 2003b, 2005c, 2006c, 2006d, 2009d, 2012).

Confiant en sa capacité à présenter les faits en toute neutralité³⁰⁴, il prétend contester une historiographie biaisée à la faveur d'une gauche nostalgique de la Seconde République et incapable de faire un examen de conscience face à ses erreurs passées (Moa, 2004c; 2009b, pp. 13-14; Sevillano Calero, 2007, p. 184)³⁰⁵.

À ceux qui l'accusent de ne pas avoir les compétences nécessaires pour accomplir le travail historiographique qu'il prétend accomplir, Moa rétorque que son statut d'*outsider* du milieu universitaire n'est pas un obstacle à un travail historique de qualité. Pour les révisionnistes, être mal reçu par l'historiographie universitaire espagnole constitue une preuve de la rigueur de leurs travaux (Fernández Barbadillo, 2015). Pour Moa, l'historiographie académique est biaisée et se voir refuser sa reconnaissance démontre qu'il dérange en remettant en question les dogmes d'une idéologie nourrie de mensonges et de demi-vérités (Moa, 2006e).

Sa principale thèse consiste en une révision de la périodisation de la Guerre Civile et l'attribution de la responsabilité pour le déclenchement des hostilités aux vaincus³⁰⁶. Selon lui, la Guerre Civile ne débute

³⁰⁴ Il affirme par exemple dans *Los orígenes de la Guerra Civil Española* : « J'ai tenté d'éviter les jugements moraux ou politiques généraux et concluants. Non pas parce que ces jugements manquent d'intérêt; dans un certain sens, ils sont ce qu'il y a de plus important. Et la personne qui relate les faits, avec l'avantage de connaître leur dénouement, ce qui est hors de la portée des protagonistes au cours de l'action, se sent facilement autorisée à décréter « la faille de l'histoire ». Mais cet avantage, un peu illusoire, donne lieu à des sentences naïves. Les « jugements de l'histoire » tendent à vieillir vite, et ils tombent dans la gratuité quand les faits ne sont pas connus avec suffisamment de clarté, laquelle est rarement complète. La tâche de l'historien consiste, selon moi, à rendre cette clarté dans la mesure du possible et à laisser le lecteur porter son propre jugement » (Moa, 2009f, p. 19; traduction libre).

³⁰⁵ Selon Francisco Sevillano Calero, dans *Los mitos de la guerra civil*, « Pío Moa a voulu réfuter l'idée que la République est arrivée pacifiquement et avec un esprit généreux, instaurant une démocratie progressiste et modérée, contre laquelle la vieille oligarchie réactionnaire a conspiré dès le premier jour par peur de perdre ses privilèges » (Sevillano Calero, 2007, p. 184; traduction libre). Ce constat de l'incapacité de la gauche à faire une autocritique est un lieu commun dans la presse conservatrice. Le chroniqueur conservateur César Alonso de los Ríos affirme en ce sens : « La gauche s'invente depuis un certain temps un passé correspondant à la période de la Seconde République et de la Guerre Civile. Celle d'aujourd'hui ne veut pas se reconnaître dans la gauche d'hier et tente de le faire non pas en s'en distanciant et en la critiquant, mais en la transformant en quelque chose qu'elle ne fut pas. Puisque l'image de celle qui a réellement existé ne lui convient pas, elle la dénature » (Alonso de los Ríos, 2005b; traduction libre).

³⁰⁶ Moa inscrit son point de vue sur la Guerre Civile dans une revalorisation de l'histoire politique, au détriment des interprétations sociologiques et économiques héritées du marxisme. Selon lui, « Les origines de la Guerre Civile peuvent remonter à la fin du XIXe siècle et même avant, aux racines d'une série de problèmes sociaux et économiques apparus à cette époque. Mais bien que ces problèmes étaient bien réels, et les études sur le sujet furent éclairantes, ils ne prédéterminaient pas la guerre, excepté selon les analyses marxistes. Tous les pays affrontent des défis variés, et ceux de l'Espagne dans les années 30 n'étaient pas exceptionnels. Ce n'est pas la gravité intrinsèque de ces défis qui a provoqué la guerre, mais la réponse que lui ont donné les partis. Ceci, ça peut paraître évident, amène à poser la question non pas en termes économiques ou sociologiques – bien qu'il y plonge ses racines – mais politiques » (Moa, 2009f, p. 17; traduction libre).

pas avec le soulèvement des généraux militaires survenu le 18 juillet 1936. Elle aurait plutôt éclaté en octobre 1934, lorsque les mineurs asturiens ont déclenché la grève générale révolutionnaire et que le président de la Generalitat de Catalogne a proclamé une république catalane au sein d'un État fédéral espagnol (Moa, 2004a)³⁰⁷. Puis, l'élection du Front populaire en février 1936 aurait donné le coup de grâce à la démocratie en portant au pouvoir des forces politiques prêtes à tolérer la violence des groupuscules d'extrême-gauche (Moa, 2005a, 2009b).

Le soulèvement militaire survenu en juillet aurait par conséquent pour objet de prévenir une « révolution en marche » et non de mettre un terme à un régime démocratique (Moa, 2014). Les violences perpétrées par les forces républicaines au cours de la Guerre Civile témoigneraient d'une rupture avec la légalité démocratique qui caractériserait l'ensemble de la gauche des années 1930 (Moa, 2003a, 2006d, 2011d). D'autres polémistes, comme César Vidal (2004, 2005) et Federico Jiménez Losantos (2018a, 2018b) insistent aussi sur les violences de la gauche.

L'adhésion de Moa à la légitimité du régime franquiste repose non seulement sur la croyance que le soulèvement militaire du 18 juillet 1936 a permis de mettre un terme à une ère de désordre et de violence, mais aussi sur une réévaluation de la violence du régime et de ses liens avec la démocratie institutionnalisée dans la constitution de 1978. Ainsi, Moa rejette l'idée d'une répression arbitraire et meurtrière dans les années d'après-guerre (Moa, 2011d)³⁰⁸. Quant à la relation entre franquisme et démocratie, Moa soutient que la dictature a mis en place les conditions nécessaires à l'institutionnalisation d'une démocratie stable (Moa, 2011a), une idée critiquée par certains de ses disciples (Rodríguez, 2011)³⁰⁹.

Les écrits de Moa sont les réflexions les plus en vue et les plus développées d'un courant de pensée dont les principales tribunes sont les chroniques journalistiques dans la presse écrite et sur les ondes

³⁰⁷ Selon Moa, octobre 1934 met en évidence le refus de l'alternance politique de la part de la gauche, incapable d'accepter la victoire de la droite aux élections de 1933 (Moa, 2006a). Dans *Los orígenes de la Guerra Civil Española*, Moa soutient que l'insurrection de 1934 « constitue, littéralement et rigoureusement, le début de la Guerre Civile espagnole, et non un épisode distinct ou un simple précédent de celle-ci. Par conséquent, juillet 1936 ne serait qu'une reprise des hostilités entamées 21 mois auparavant » (Moa, 2009f, p. 9; traduction libre). Moa juge que cette idée n'est pas nouvelle (Moa, 2009f, p. 9), l'attribuant à Gerald Brenan (1943), Enrique Barco (1984) et Ángel Palomino (1988).

³⁰⁸ Selon lui, « l'enjeu des exécutions reste encore à investiguer sérieusement, et à partir de certains indices, je crois que les chiffres sont de loin inférieurs [aux 30 000 évoqués par José Carlos Rodríguez (2011)], et de plus il s'agissait d'exécutions légales dans presque tous les cas et surtout pour des crimes horribles » (Moa, 2011b; traduction libre).

³⁰⁹ Moa résume ses principales thèses dans un article publié en 2007 dans *Libertad Digital* (Moa, 2007).

radiophoniques et télévisuelles. D'autres auteurs révisionnistes interviennent sur les mêmes tribunes. César Vidal collabore avec le journal en ligne ultraconservateur *Libertad Digital*³¹⁰ – dans lequel Moa publie sur une base régulière – et il a animé une émission à la *COPE*, la station de radio de l'église catholique espagnole jusqu'en 2009, avant de se joindre à *esRadio*, la station de *Libertad Digital*. Il présente maintenant son émission *La Voz* sur son site web personnel. Ces médias conservateurs, et d'autres comme le journal conservateur *ABC*, font une place de choix aux idées révisionnistes.

4.3.1.1 Un révisionnisme universitaire

Ces polémistes ne sont pas seuls à dénoncer une vision mythologique de l'histoire de la nature et des origines du franquisme. Des historiens comme Manuel Álvarez Tardío, Fernando Del Rey, Roberto Villa García et Pedro Carlos González Cuevas, occupant des postes comme professeurs au sein des universités espagnoles contestent eux aussi le narratif des années 1930 qu'ils attribuent à l'« historiographie progressiste » (Del Rey, 2015). Pour ce courant, l'attitude sectaire de la gauche espagnole durant les années 1930 a contribué à consolider une alliance antirépublicaine à droite, laquelle s'est soulevée contre un régime au sein duquel la faction modérée du conservatisme se trouvait dans un cul-de-sac. Loin d'être le fait d'un mouvement fasciste, minoritaire au sein de la droite espagnole, le coup d'État serait le résultat de l'impasse dans laquelle se trouvait une droite plus ancrée dans le traditionalisme comme rempart contre la révolution que dans une révolution moderniste contre la démocratie libérale. Les 40 ans de dictatures qui ont suivi le soulèvement militaire constitueraient le « prix de l'exclusion » de la droite pendant la Seconde République (Álvarez Tardío & Villa García, 2010)³¹¹.

Il y a une quinzaine d'années, Pedro Carlos González Cuevas, professeur d'histoire à l'*Universidad nacional de educación a distancia* a entrepris une tentative de réhabilitation de l'idée de révisionnisme et, revendique son appartenance à une tradition révisionniste, tout en se distanciant des polémistes comme Pío Moa. Les travaux de González Cuevas portent sur l'histoire des droites en Espagne de la fin du XIXe

³¹⁰ *Libertad Digital* est un journal numérique de droite radicale fondé par Federico Jiménez Losantos, qui combine le libéralisme économique, une hostilité marquée envers la gauche politique, un nationalisme exacerbé qui se manifeste dans un rejet systématique des revendications des minorités basque et catalane, sur un fond de conservatisme moral hérité d'une conception chrétienne.

³¹¹ Le révisionnisme universitaire espagnol a fait son chemin jusque dans le monde anglo-saxon où le *Journal of Contemporary History* a ouvert ses pages à l'expression des positions révisionnistes (Álvarez Tardío, 2013; Villa García, 2013) à la suite de la publication d'une recension particulièrement critique de ce courant (Ealham, 2013). La revue revient sur l'historiographie espagnole en 2017, présentant alors des positions plus nuancées, sans faire de place aux voix révisionnistes (Anderson, 2017; Casanova, 2017; Evans, 2017; Marco, 2017; Thomas, 2017; A. Viñas, 2017).

siècle jusqu'à la période franquiste (González Cuevas, 2001, 2006, 2007a, 2007b). Un aspect central de son œuvre consiste à remettre en cause l'usage de la catégorie de fascisme pour analyser le franquisme (González Cuevas, 2005, 2012). Se positionnant en rupture avec une hégémonie de la gauche dans le champ historiographique, il critique avec véhémence l'héritage intellectuel de l'historien marxiste Manuel Tuñón de Lara, dont il considère l'œuvre comme « un fossile méthodologique, conceptuel et historiographique » (González Cuevas, 2019b, p. 48). Dans la foulée des controverses sur la mémoire historique et sur le révisionnisme de Moa, il développe un axe de recherche centré sur la reconstruction d'une tradition révisionniste européenne, dont les grandes figures seraient Ernst Nolte, Renzo De Felice et George Mosse (González Cuevas, 2008a, 2009b, 2009c, 2010, 2011c, 2017). Ses principales réflexions sur le révisionnisme sont rassemblées dans *Estudios revisionistas sobre las derechas españolas* (González Cuevas, 2016a).

Comme le polémiste Moa, les révisionnistes universitaires revendiquent avec confiance leur neutralité, qu'ils contrastent avec la politisation de l'histoire dont feraient preuve leurs adversaires. Selon Jorge Vilches, c'est parce que les recherches de González Cuevas, Álvarez Tardío et del Rey sont « basées sur les techniques rigoureuses de l'histoire politique qu'elles ont donné lieu à un flot de dénigrement de la part des "gardiens partiels de l'histoire" » (Vilches, 2017)³¹². Stanley Payne juge quant à lui que les travaux de González Cuevas « se sont toujours caractérisés par une recherche assidue, une démonstration claire et pénétrante et une objectivité notable dans le critère de l'analyse » (Payne, 2015, p. 347)³¹³.

Si les travaux de González Cuevas ne suscitent pas autant la réprobation des historiens espagnols que ceux de Moa³¹⁴, certains historiens dénoncent le caractère politique de ses thèses et le ton dépréciatif qu'il utilise à l'égard de ses collègues. Alberto Reig Tapia (Reig Tapia, 2017a) assimile l'entreprise de González Cuevas à une version plus universitaire de l'œuvre de Moa, plaçant les deux auteurs dans une trajectoire

³¹² Traduction libre.

³¹³ Traduction libre.

³¹⁴ Les travaux de González Cuevas sur l'histoire des droites en Espagne jouissent d'une réception relativement positive de la part de plusieurs collègues au sein de l'historiographie universitaire, comme en témoignent Selva Roca de Togores (2011), Sánchez (2011) et (Payne, 2015). Ses écrits sur le révisionnisme ont de leur côté été largement ignorés par la critique, à l'exception d'Alberto Reig Tapia, dont l'œuvre est largement dédiée à la tradition révisionniste, dont elle constitue une sévère critique (Reig Tapia, 2017a).

d'historiographie néo-franquiste que Ricardo de la Cierva et Ramón Salas Larrazábal auraient lancée durant la transition démocratique.

4.3.1.2 Institutions culturelles de l'État contre historiens universitaires

Un épisode important de la controverse sur le révisionnisme espagnol survient avec la publication du *Diccionario biográfico español* de la *Real Academia de la Historia*. Publié en 2011, le dictionnaire biographique a fait l'objet de critiques concernant certaines entrées portant sur l'histoire contemporaine, notamment celle présentant le général Franco³¹⁵. Les critiques jugeaient que les textes proposés présentaient la dictature sous un jour favorable, omettant notamment le terme de dictateur dans la présentation de Franco, optant plutôt pour les titres de Generalísimo et de chef d'État³¹⁶. Un chroniqueur d'*El País* qualifie l'ouvrage de « Fictionnaire » (Alpuente, 2011). D'autres déplorent qu'en suivant le récit mémoriel des vainqueurs de la Guerre Civile, le dictionnaire constitue une entrave à l'adoption d'une vision de l'histoire commune à l'ensemble des Espagnols (Rojo, 2011). Des citoyens ont même entamé des recours judiciaires demandant l'arrêt de la production de l'ouvrage, jugeant que ce dernier enfreint deux dispositions du code pénal (Cortés, 2011). Une lettre ouverte signée par 622 professeurs d'université a réclamé la démission du directeur de la *Real Academia de la Historia*, Gonzalo Anes (Caballer, 2011). Julian Casanova allait encore plus loin, portant un jugement négatif sur l'institution dans son ensemble. Selon lui,

La *Real Academia de la Historia* ne représente personne, ni les historiens, ni leurs recherches, et son utilité est minime ou inconnue. Ses membres sont un groupe de collègues reclus entre eux, éloignés en bonne partie, quoiqu'il y ait des exceptions, de l'enseignement et de la recherche, des congrès et débats historiographiques (Casanova, 2011)³¹⁷.

Quant à lui, l'historien Paul Preston déplorait que les responsables du dictionnaire n'aient pas fait appel à des spécialistes plus neutres pour rédiger les entrées en question. Quant à Santos Juliá, il s'est dit déçu que l'entrée concernant Manuel Azaña, dont il est le spécialiste le plus réputé, ait été confiée à quelqu'un

³¹⁵ Pour un compte-rendu détaillé des réactions au dictionnaire de la *Real Academia de la Historia*, voir Ledesma (2012).

³¹⁶ Une minorité d'historiens, parmi lesquels figure Hugh Thomas, s'est portée à la défense de l'ouvrage et des auteurs critiqués (Thomas, 2012).

³¹⁷ L'hostilité est réciproque entre universitaires et académiciens. Serafín Fanjul, membre de l'académie, juge que si le projet du dictionnaire avait été confié aux universitaires, les conflits régionaux et le boycott des Basques et des Catalans auraient miné le projet (Fanjul, 2014).

d'autre – Carlos Seco Serrano³¹⁸ – et qu'on ne lui propose qu'un personnage mineur pour lequel il n'avait aucun intérêt³¹⁹. Quant à Ángel Viñas, il juge Suárez capable de « déformer, manipuler ou mentir » (Constenla, 2011b). Le PSOE, au pouvoir jusqu'en 2011, exige la rectification du dictionnaire, ce que refuse la direction de la *Real Academia de la Historia* (Constenla, 2011a). Puis, une fois dans l'opposition, les socialistes réclament que le gouvernement Rajoy retire le financement au projet de dictionnaire biographique – une deuxième partie étant alors prévue pour une publication en 2013 (Constenla, 2012a) –, ce que le gouvernement refuse (Riaño, 2012a). Ensuite, la *Real Academia de la Historia* envisagea d'ajouter de nouvelles versions d'une dizaine d'entrées du dictionnaire, tout en conservant les textes controversés (El País, 2012), avant de reculer (Constenla, 2012b; Riaño, 2012b). L'idée fut mal reçue par plusieurs, dont l'historien Julián Casanova, qui, rebaptisant l'institution « l'Académie de la confusion »³²⁰. Une trentaine d'historiens critiques du dictionnaire de la *Real Academia de la Historia* participent à un dictionnaire alternatif intitulé *En el combate por la historia*, dirigé par Ángel Viñas et Julio Aróstegui, visant à présenter le point de vue des historiens universitaires sur la Seconde République, la Guerre Civile et le franquisme (Constenla, 2012c; "El combate por la historia," 2013; Viñas, 2012b)³²¹.

4.3.1.3 Du soutien venu d'ailleurs : Stanley Payne et le révisionnisme espagnol

La trajectoire d'un historien, reconnu comme un des plus grands spécialistes de l'Espagne contemporaine, mérite d'être abordée lorsqu'il est question de la controverse sur le révisionnisme. Stanley Payne, professeur d'histoire contemporaine à l'University du Wisconsin-Madison, a été parmi les premiers

³¹⁸ Carlos Seco Serrano fut professeur d'histoire à l'Université de Barcelone de 1957 à 1974, puis à l'Université Complutense de Madrid de 1975 à 1989 (López Vega, 2020).

³¹⁹ Santos Juliá estime que « le biais de tout cela est très clair » quand Stanley Payne se voit chargé d'écrire l'entrée de la dirigeante communiste Dolores Ibárruri, surnommée La Pasionaria, et Luis Suárez celle de Franco (Constenla, 2011b). Payne n'a jamais caché son anticommunisme et Suárez, un médiéviste, n'est pas une figure réputée de la recherche sur Franco. Il fut professeur, doyen et recteur de l'Université de Valladolid durant la dictature. Il exerce aussi les fonctions de Directeur Général des Universités au sein du ministère de l'éducation du régime (Valdeón Baroque, 1998, pp. 30-31).

³²⁰ Casanova estimait que cette stratégie revenait à dire : « il y a autant d'histoire qu'il y a d'historiens. Ou en termes plus directs : le métier d'historien est peu fiable, car tout dépend du prisme à travers lequel on regarde le passé » (Casanova, 2012; traduction libre).

³²¹ Contrairement au dictionnaire de la *Real Academia de la Historia*, l'ouvrage dirigé par Viñas et Aróstegui a été bien reçu, alors que certains le croient des plus pertinents dans le contexte de la prolifération des perspectives révisionnistes (De Riquer, 2012; Morente, 2013), alors qu'il suscite chez ceux qui attribuent moins d'importance à la littérature apologétique du franquisme des critiques nuancées (Canal, 2013; Reverte, 2012). En 2015, la nouvelle directrice de la *Real Academia de la Historia*, Carmen Iglesias, décida de modifier l'entrée correspondant au dictateur, rédigée par Luis Suárez (El País, 2015a).

chercheurs à se pencher sur le fascisme en Espagne en s'appuyant sur les archives de la Phalange espagnole. Ses premiers ouvrages sont publiés en espagnol par l'éditeur Ruedo Ibérico, fondé à Paris par des opposants au régime franquiste et ils furent interdits de publication en Espagne (Aguilera, 2015; González Cuevas, 2016b). En 1966, Payne est critiqué par le *Boletín de Orientación Bibliográfica*, une publication qui relève de la section du ministère de l'information et du tourisme dirigée par Ricardo de la Cierva. On lui reproche alors un « sentiment d'hostilité à l'égard de l'État espagnol » (cité dans Moreno Juliá, 2017, p. 114). De la Cierva se montre par la suite admiratif des travaux de Payne (González Cuevas, 2016b). Si l'historien américain a toujours adopté une approche farouchement critique de la gauche en général et de la gauche espagnole en particulier, depuis une vingtaine d'années, il s'est montré plus insistant à attribuer le blâme aux partisans de la République pour expliquer l'échec de celle-ci et l'éclatement de la Guerre Civile³²². Après avoir incarné – avec Javier Tusell, notamment – une alternative entre les interprétations favorables aux forces républicaines et celles inspirées de la propagande franquiste, Payne s'est rapproché du courant révisionniste³²³.

4.3.1.4 Les thèmes communs aux perspectives révisionnistes

Les écrits révisionnistes se rejoignent sur une série de thèmes communs concernant l'interprétation de la période allant de la proclamation de la Seconde République, le 14 avril 1931, à l'institutionnalisation de la démocratie dans la première décennie suivant la mort du général Franco, décédé le 20 novembre 1975. Ils s'entendent notamment sur le fait que la République n'était pas un régime démocratique digne de ce nom³²⁴ et que la Confederación española de derechas autónomas (CEDA) – principal parti de droite sous

³²² Dans un ouvrage publié en 2016 (traduit en anglais l'année suivante), Payne impute l'échec de la République à celui qui en fut le président, Alcalá Zamora. Selon l'historien, le gouvernement de droite qui gouverna de 1933 à 1935 a été renversé par l'initiative du président, lequel mit ainsi un terme au gouvernement parlementaire (Payne, 2017). Payne rejette implicitement ici le caractère démocratique et parlementaire du gouvernement formé par le Front Populaire à la suite des élections de février 1936.

³²³ Il donne son appui à Pío Moa dans le conflit qui l'oppose à la majeure partie des spécialistes de l'histoire contemporaine espagnole – une décision que l'historien espagnol Eduardo González Calleja qualifie d'« erratique » (González Calleja, 2017, p. 27). Puis, il contribue au *Diccionario biográfico español*, avant de publier avec Jesús Palacios une biographie de Franco dénoncée comme un exercice de propagande par certains (Constenla, 2014) et accueillie comme une brillante tentative d'apporter une vision nuancée dans l'historiographie espagnole par d'autres (García Cárcel, 2014).

³²⁴ Moa affirme en ce sens : « Le soulèvement de juillet 1936 ne se fit pas contre une démocratie, déjà inexistante, mais contre un processus révolutionnaire et les abus de pouvoir du gouvernement, intolérables dans n'importe quel régime de libertés » (Moa, 2007; traduction libre).

la Seconde République – n’était pas un parti fasciste (Del Rey, 2015, p. 307; González Cuevas, 2005)³²⁵. Ils mettent l’accent sur l’étude de la violence perpétrée par les forces de gauche durant les années 1930 (Álvarez Tardío, 2013; Álvarez Tardío & del Rey Reguillo, 2013; Álvarez Tardío & Villa García, 2010, 2017; del Rey, 2011; Moa, 2004a, 2005a, 2007)³²⁶. Pour plusieurs révisionnistes, la radicalisation de la gauche à l’origine de l’échec de la République s’étend jusqu’aux républicains de gauche dirigés par Manuel Azaña (Álvarez Tardío & Villa García, 2017; Moa, 2003a; Prego, 2017)³²⁷. Un événement survenu durant la Guerre Civile est au cœur de leur réinterprétation de celle-ci : le massacre de prisonniers par les Républicains à Paracuellos de Jarama, près de Madrid (Espinosa Maestre, 2005; González Cuevas, 2013b; Moa, 2010; Reverte, 2006; Ruiz, 2015)³²⁸. D’après les révisionnistes, Paracuellos mettrait en évidence la tendance exterminatrice de la gauche, coupable de génocide, d’après César Vidal (2005)³²⁹. Cette nature violente et

³²⁵ À cet égard, Moa juge que : « Contrairement à ce que prétend tout un courant non fondé de l’historiographe, la droite et l’Église ne répondirent pas avec violence (à l’exception de la Phalange) aux agressions constantes et aux exactions dont elles furent victimes, et en octobre 1934, elles défendirent la légalité républicaine malgré ses défauts. Le courant putschiste fut insignifiant et pratiquement sans appui, comme l’a démontré en 1932 le ridicule coup d’État de Sanjurjo (un général qui avait aidé à amener la république beaucoup plus que la majorité des leaders républicains, il faut aussi se rappeler). Mais la démagogie et les violences vécues inclinèrent progressivement la droite, qui avait accepté la république en principe, vers des solutions autoritaires » (Moa, 2007; traduction libre). Certains critiques du révisionnisme, comme Ismael Saz, jugent que si la CEDA et une bonne partie de la droite espagnole de l’époque n’étaient pas à proprement parler fascistes, elles avaient connu un processus de fascisation qui les rapprochait à plusieurs égards du fascisme (Saz, 2011).

³²⁶ La droite dénonce ce qu’elle voit comme une tentative d’« anéantissement de l’ennemi politique et de classe » par la gauche espagnole des années 1930 (Sevillano Calero, 2007, p. 186; traduction libre), dans le cadre de visées révolutionnaires qui ont créé un climat « impossible pour le vivre-ensemble » (Alonso de los Ríos, 2005b; traduction libre).

³²⁷ Une telle vision contraste avec le point de vue plus répandu dans l’historiographie qui divise les forces de gauches entre une faction dont l’engagement avec la République est inconditionnel, un bloc incluant le PSOE et le PCE pour lequel l’engagement démocratique est instrumental aux finalités poursuivies et une frange anarchiste qui s’oppose de façon plus ou moins constante à l’ordre républicain. Pour Eduardo González Calleja, par exemple, c’est au sein des forces de droite que cette opposition à la République est la plus constante et largement répandue : « L’histoire des droites antirépublicaines durant les années trente et jusqu’après la date emblématique du 18 juillet 1936, peut se résumer à l’élaboration et à la concrétisation conflictuelle de ce projet contre-révolutionnaire dirigé contre l’essence réformiste du régime républicain » (González Calleja, 2011, p. 22; traduction libre).

³²⁸ Un débat académique est en cours sur le massacre de Paracuellos, mais il suscite toujours une grande polarisation (Reverte, 2016; Ruiz, 2015).

³²⁹ Les révisionnistes jugent que Paracuellos révèle la véritable nature de leurs adversaires politiques : la gauche serait, selon ces auteurs, totalitaire, voire fasciste, dans sa nature même (De Grado, 2012; Gay, 2008; Jiménez Losantos, 1999; Laínz, 2018; Sánchez Cámara, 2002; Vidal, 2008). Les intellectuels qui qualifient le régime franquiste de fasciste feraient ainsi de la projection, reprochant à leurs adversaires politiques les abus et les crimes dont leur propre tradition politique serait coupable (Moa, 2002d). Le régime franquiste, son dirigeant et le soulèvement militaire qui l’a amené au pouvoir ne seraient ni fascistes, ni totalitaires (Ródenas, 2005), mais autoritaires, selon une typologie empruntée au sociologue Juan Linz (Linz, 1978a, 2006; Moa, 2007). L’historien irlandais Ian Gibson affirme que l’argument de Vidal pour démontrer le caractère prémédité du massacre de Paracuellos repose sur une citation

hostile aux droits humains que les révisionnistes prêtent à l'ensemble de la gauche expliquerait l'échec de la Seconde République et le déclenchement de la Guerre Civile³³⁰.

4.3.2 La controverse

La controverse sur le révisionnisme espagnol s'étire sur plusieurs années. Les réactions au révisionnisme en Espagne surviennent par vagues. Une première vague de réactions survient de 2003 à 2005 et coïncide avec la publication de *Los mitos de la Guerra Civil* (Moa, 2003c) et *1934 : comienza la Guerra Civil* (Moa, 2004a) de Pío Moa. À ce moment, des historiens interviennent dans les journaux (Demicheli, 2005; Tusell, 2004), dans les revues spécialisées (Moradiellos, 2005; Reig Tapia, 2003; Rodrigo, 2004), dans des revues d'idées plus ou moins partisans (Moradiellos, 2003a; Payne, 2005; Sánchez Martínez, 2003), lors des campagnes de promotion de leurs propres ouvrages (Demicheli, 2004) et dans des rencontres publiques (Cuevas, 2004). Des chroniqueurs, des intellectuels et de simples lecteurs réagissent eux aussi aux écrits de Moa et à la polémique qu'ils déclenchent (Arranz Notario, 2005; Astorga, 2003; Moya Valle, 2003; Perea Morales, 2003; Valverde, 2003). De façon générale, on dénonce Moa dans les journaux plus à gauche comme *El País* et *Público*, alors que la presse de droite, dont les journaux *ABC*, *El Mundo* et *Libertad Digital* sont certains des principaux organes, se porte plus souvent à la défense du polémiste³³¹. Puis, les révisionnistes eux-mêmes interviennent dans la presse, que ce soit pour réagir aux interventions qui les visent ou pour mettre de l'avant de nouvelles thèses (Marco, 2004). Moa est particulièrement actif à cet

attribuée au journal madrilène *La Voz* qui reste introuvable dans l'édition indiquée en référence. Il juge qu'il pourrait s'agir d'une déformation d'une autre citation du même journal, laquelle n'appuie aucunement l'argument d'une gauche génocidaire (Rojo, 2005).

³³⁰ Pour Pío Moa, « ni le franquisme, ni son opposition, majoritairement communiste et terroriste, n'étaient démocratiques ». Il croit cependant que, si la démocratie a pu voir le jour en Espagne c'est grâce à la dictature érigée par Franco : « la transition fut possible grâce au développement, au sein de la dictature, d'un secteur réformiste et libéralisant croissant. La transition a été attaquée par une opposition qui s'identifiait avec le Front Populaire et qui s'engageait dans la rupture. Mais l'opposition favorable à la rupture a échoué et a finalement dû accepter la transition » (Moa, 2007, 2011a; traduction libre).

³³¹ Le chroniqueur conservateur Antonio Burgos juge par exemple que l'Inquisition existe en Espagne, sous la forme d'un « Saint Office du Politiquement Correct », lequel « Index Librorum Prohibitorum » où figureraient les ouvrages de Moa (Burgos, 2005). Parmi les appuis à Moa, on compte Duque (2015), Arranz Notario (2005), Sánchez Martínez (2003).

effet, intervenant à l'époque surtout dans *ABC* ("Encuentros digitales: Pío Moa," 2004; Moa, 2003d, 2003f, 2004b, 2004f, 2005b)³³².

Après 2005, une première vague d'ouvrages dédiés à la question du révisionnisme historique survient (Reig Tapia, 2006a, 2008), coïncidant avec le développement du révisionnisme dans les milieux universitaires et la revendication du révisionnisme européen de González Cuevas, qui suscitent de leurs côtés de nouvelles réactions (Saz, 2011). Une nouvelle vague d'interventions suit la publication du *Diccionario biografico español* par la *Real Academia de Historia*³³³. Le débat perdure, toujours aussi polarisé, se déversant dans les médias aux fils des batailles politiques sur la mémoire de la Guerre Civile et du franquisme³³⁴.

4.3.2.1 Méthodes révisionnistes

L'historien Javier Tusell n'est pas tendre envers l'école révisionniste de Moa³³⁵. Il juge important de distinguer la révision, au cœur de la méthode historique, du révisionnisme, qui lui est étranger. Pour Tusell, « réviser est un verbe que, nécessairement, les historiens conjuguent au quotidien ». La profession historique ne connaît pas les versions définitives, car elle est « une aventure intellectuelle, par chance remplie de surprises, dans laquelle chaque génération et même chaque individu s'interroge à partir de prémisses collectives et individuelles ». Il rappelle que « tout historien part des sources primaires et arrive à une interprétation originale qui s'inscrit dans la somme de nos connaissances et qui sera sans doute

³³² Moa répond très souvent à ses critiques, adoptant généralement un ton agressif et reprochant à ses adversaires d'être animé de « l'esprit de la Cheka », la police secrète soviétique, dont le nom est utilisé en Espagne pour désigner les centres de détention où les dissidents étaient détenus dans le territoire de la République durant la Guerre Civile (Moa, 2004e).

³³³ La réponse la plus forte au dictionnaire biographique survient avec la publication du livre *En el combate por la historia : la República, la guerra civil, el franquismo* (Viñas, 2012b).

³³⁴ Au fil des ans, ce débat d'idées s'est transformé en guerre personnelle entre certains révisionnistes et leurs principaux critiques, chacun utilisant les tribunes plus ou moins nichées auxquelles il a accès pour dénigrer l'adversaire (González Cuevas, 2015a, 2018a, 2019a; Reig Tapia, 2017a; Rodríguez Rivero, 2017).

³³⁵ Décédé en 2005, Tusell n'a pas connu l'ascension du révisionnisme académique. Son jugement porte donc strictement sur les polémistes intervenant dans l'espace public, hors des publications spécialisées.

l'objet de reconsidération ». La méthode révisionniste est étrangère à la démarche historique (Tusell, 2004)³³⁶³³⁷.

Tusell donne l'exemple de Moa, qui prend « une partie de la vérité et monte une thèse complètement démesurée qui nous ramène aux années quarante ». Dans *1934 : comienza la Guerra Civil*, « il commence, par exemple, en considérant que la CEDA n'était pas nazie, pour arriver à la conclusion que la Guerre Civile a éclaté par la faute de la gauche en octobre 1934 ». Non content de s'en tenir à cette interprétation biaisée, Moa « se targue de mettre au jour une conspiration de la gauche et des nationalistes depuis le début du siècle et prétend découvrir sa capacité destructive dans une société secrète » (Tusell, 2004)³³⁸.

Un élément central de la méthode révisionniste consiste, selon ses critiques, à dresser un sombre portrait de l'historiographie existante – parfois qualifiée d'officielle ou d'académique – afin de mettre en relief le caractère original de la contribution de l'auteur. Santos Juliá se désole qu'un spécialiste aussi réputé que Stanley Payne (Payne, 2003) ait recours à une telle stratégie pour défendre Moa face à ses critiques (Juliá, 2003b)³³⁹. Les critiques du révisionnisme mettent en lumière les limites des perspectives qu'il offre comme la faible originalité de ses positions théoriques et méthodologiques. Enrique Moradiellos affirme en ce sens que Moa joue dans le débat sur l'impact de l'aide étrangère aux deux camps qu'oppose la Guerre Civile un rôle « très limité et secondaire de divulgateur et de communicateur » (Moradiellos, 2003a)³⁴⁰³⁴¹.

³³⁶ Traduction libre.

³³⁷ Tusell envisage ainsi le révisionniste type : « Il ne part pas de questions, mais de certitudes ou de suppositions. Il ne consulte pas les sources primaires, seulement les sources secondaires qu'il prétend élaborer avec originalité. Il le fait, cependant, avec extravagance, s'appuyant sur des interrogations inappropriées qui laissent transparaître la position partisane qu'il a déjà adoptée. Il se soustrait à la technique de l'historien et par conséquent il amplifie des faits anecdotiques pour ses propres fins ou il confond la partie et le tout. Il fuit les nuances car son terrain est le dualisme manichéen, la simplification ou la partialité. Il recherche la polémique qui lui donne l'impression privilégiée d'amener une position innovante ou de le situer sur le même plan que les professionnels de l'histoire » (Tusell, 2004; traduction libre).

³³⁸ Traduction libre.

³³⁹ Alberto Reig Tapia (2017b, p. 131) note aussi cette stratégie de la part de Payne, alors que Chris Ealham l'attribue à l'œuvre de l'historien américain au-delà de sa recension de *Los mitos de la guerra civil* (Ealham, 2007, p. 367).

³⁴⁰ Traduction libre.

³⁴¹ Luis Arranz Notario, qui défend Moa, soutient de son côté qu'il s'est tourné vers un travail de divulgation de la recherche historique après que ses ouvrages « scientifiques » (Moa, 1999, 2000, 2001a) n'aient pas suscité le débat escompté dans l'historiographie universitaire (Arranz Notario, 2005).

Les critiques du révisionnisme mettent souvent l'accent sur la distinction entre une histoire « scientifique », qui a droit de cité dans les universités et dont les canaux de publication principaux sont les revues procédant à l'évaluation par les pairs, et les écrits politiques et historiques dans les journaux, revues et maisons d'édition grand public. Le révisionnisme espagnol trouve dans ces dernières un accueil plus favorable que dans la communauté des historiens universitaires. Pedro Ruiz Torres qualifie les écrits Federico Jiménez Losantos, César Vidal, José María Marco et Pío Moa de « discours révisionnistes de journalistes et d'«historiens» avec peu ou pas de mérite académique » (Ruiz Torres, 2007, p. 8)³⁴². La méthode biaisée que les critiques du révisionnisme prêtent à ce dernier convient à un certain public, selon Reig Tapia. L'historien juge qu'« il est évident qu'il y a une grande masse d'Espagnols de droite dont les intérêts et demandes idéologiques, lesquels ne sont pas historiographiques, se voient amplement satisfaits par l'approche » de Moa (Reig Tapia, 2017b, p. 139)³⁴³.

Plusieurs chercheurs se questionnent quant à savoir si une réponse aux écrits révisionnistes mérite d'être formulée. Julián Casanova se refuse à engager le débat avec des auteurs comme Moa, jugeant qu'il s'agit d'un « débat à savoir qui crie le plus et qui vend le plus de livres et non sur le moyens de mieux comprendre le passé » (Casanova, 2008, p. 118n)³⁴⁴. La plupart des historiens universitaires se rangeraient derrière la position de Javier Tusell, qui juge qu'« en termes de science historique », le révisionnisme ne mérite pas l'attention des universitaires. Il mérite toutefois une réponse en ce qu'il « dénote un déplacement de la droite sociale et politique vers un néo-conservatisme radical », mais aussi parce qu'il « obtient un certain succès au sein d'un public de lecteurs peu favorable aux sophistications ». Par-dessus tout, le révisionnisme doit faire l'objet d'une réponse, selon Tusell, parce qu'il constitue un danger en « diffusant une série de présomptions qui ne facilitent en rien le vivre-ensemble » (Tusell, 2004)³⁴⁵. Javier Rodrigo juge quant à lui que le terme révisionnisme est inapproprié pour qualifier les écrits auxquels il réfère – un diagnostic derrière lequel se range nombre d'historiens (Ledesma, 2009, p. 187; Reig Tapia, 2011; Á. Viñas, 2017) –, préférant qualifier ces derniers de « para-historiographie » (Rodrigo, 2006, p. 251). Selon lui,

Les distorsions, manipulations et les a priori qui définissent ce supposé « phénomène révisionniste » sont si flagrants qu'à eux seuls, ils disqualifient leurs auteurs, faisant de leur

³⁴² Traduction libre.

³⁴³ Traduction libre.

³⁴⁴ Traduction libre.

³⁴⁵ Traduction libre.

lecture une perte de temps inutile et stupide. Ils ne découvrent, ne révèlent et n'analysent rien (Rodrigo, 2006, p. 268)³⁴⁶.

Alberto Reig Tapia affirme quant à lui au sujet de Moa: « Aucun de ses écrits ne passerait l'épreuve incontournable permettant de publier dans les revues académiques spécialisées de prestige : l'évaluation par des spécialistes anonymes ». Il juge que la méthodologie utilisée par le polémiste consiste à « disqualifier et insulter ses contradicteurs » en les associant au marxisme³⁴⁷. Pour Reig Tapia, Moa procède généralement à un constat de l'état lamentable de la littérature historique, afin de justifier la pertinence de sa contribution, mais aussi d'excuser l'absence de discussion sérieuse des idées de ses adversaires. Il juge qu'il est « dans les habitudes de cet auteur de ne jamais citer la source de ce qu'il attribue à d'autres auteurs, qu'il mentionne parfois sans jamais, jamais citer leurs œuvres » (Reig Tapia, 2017b, pp. 139-140)³⁴⁸.

Enrique Moradiellos se montre lui aussi critique de la méthode utilisée par Moa. Selon lui, le polémiste procède par :

Reproduction acritique des lignes argumentatives de la propagande originale franquiste et de l'historiographie la plus favorable au régime; radicalisation manichéenne des thèses écrites et formulées par des auteurs franquistes déclarés ou génériquement conservateurs; absence de preuves documentaires ou d'appuis archivistiques que confirment ou corroborent les jugements et raisonnements exposés; partialité dans l'usage et la citation de la production historiographique spécialisée et disponible; méconnaissance manifeste ou simple répudiation et omission d'œuvre et de recherche écartées *a priori* pour des raisons inexpliquées ou liées aux préférences et antipathies politico-idéologiques, etc. (Moradiellos, 2003a)³⁴⁹.

Moradiellos procède à un examen détaillé des thèses soutenues par Moa sur l'aide étrangère aux deux camps opposés dans la Guerre Civile espagnole en confrontant l'ouvrage *El derrumbe de la segunda república y la guerra civil* aux quatre questions principales qui structurent l'étude de cet objet à ses yeux : « la genèse, la motivation, la nature et l'importance de l'intervention étrangère dans la Guerre Civile espagnole ». L'historien conclut qu'à cet égard, « les failles, les erreurs et les faussetés détectées sont si

³⁴⁶ Traduction libre.

³⁴⁷ Par exemple, dans *El derrumbe de la segunda república y la guerra civil*, Moa juge que Paul Preston « a reçu un appui important dans les médias, tant de gauche, parce qu'il reproduit un marxisme bas de gamme, que d'un large secteur des droites anxieux de se laver les mains du franquisme » (Moa, 2009b, p. 14; traduction libre).

³⁴⁸ Traduction libre.

³⁴⁹ Traduction libre.

abondantes et récurrentes que, nécessairement, elles projettent une ombre massive de doute sur la solidité et les fondements véridiques de l'entièreté de l'œuvre de Pío Moa » (Moradiellos, 2003a).

Principale cible des critiques du révisionnisme, Pío Moa les rejette d'un revers de main, jugeant qu'à travers l'usage même du mot, certains « accusent les autres de pratiquer la plus élémentaire exigence de la méthode scientifique, et aspirent à endoctriner la population en général et les jeunes en particulier » (Moa, 2003e; Sevillano Calero, 2007, p. 187)³⁵⁰. Ses défenseurs invoquent le recours aux sources documentaires comme fondement de la méthode historique, laquelle positionnerait Moa du côté de la science, aux prises avec l'idéologie dogmatique d'une gauche refusant les faits empiriques. César Alonso de los Ríos juge que l'ouvrage *1936 : el asalto final a la República* « est une nouvelle tentative de réconcilier les faits avec la vérité concernant la destruction de la Seconde République par la gauche ». La contribution principale de l'ouvrage réside selon lui, « au moins du point de vue de l'efficacité informative, dans la partie graphique, documentaire, extraite de la presse de l'époque » (Alonso de los Ríos, 2005b)³⁵¹. Luis Arranz Notario juge quant à lui que la méthode de Moa consiste en « l'application au fonctionnement de la vie politique de la Seconde République des critères de cohérence du régime libéral démocratique » (Arranz Notario, 2005, p. 52)³⁵².

4.3.2.2 Intentions politiques

Les historiens universitaires s'entendent pour la plupart sur le fait que le révisionnisme constitue une opération politique motivée idéologiquement. Les opinions divergent quant aux finalités politiques exactes poursuivies par les révisionnistes. Pour plusieurs, le courant révisionniste n'est autre qu'une actualisation d'une tradition de propagande franquiste remontant aux origines de la dictature (Demicheli, 2004; Ledesma, 2009)³⁵³. Pedro Ruiz Torres estime que les révisionnistes « défendent une idéologie néo-

³⁵⁰ Traduction libre.

³⁵¹ Traduction libre.

³⁵² Traduction libre.

³⁵³ Alberto Reig Tapia rappelle notamment que la thèse de Moa faisant remonter le début de la Guerre Civile à octobre 1934 coïncide avec la perspective du dictateur. En effet, Franco « avait promulgué sa Loi des responsabilités politiques, faisant remonter ces dernières à 1934 pour pouvoir fusiller encore plus de gens, puisque, semble-t-il, le nombre de ceux déjà exécutés et de ceux qui restaient à mettre à mort lui paraissait trop bas » (Reig Tapia, 2017b, p. 144; traduction libre). Si les points de vue divergent sur plusieurs auteurs associés au révisionnisme espagnol, de nombreux intervenants considèrent Moa comme une incarnation contemporaine d'une tradition de propagande franquiste. En plus des auteurs déjà cités, les historiens Enrique Moradiellos (2003a), Juan Francisco Fuentes (2005) et le chroniqueur Jorge Trias Sagnier (2005) adoptent cette position, alors que César Alonso de los Ríos juge qu'en se

conservatrice présentée comme “libérale” et une vision du passé qui coïncide sur bien des aspects avec celle des partisans du coup d’État militaire de 36 » (Ruiz Torres, 2007, p. 8)³⁵⁴. Cette inscription dans la tradition idéologique franquiste est associée par plusieurs à des positions politiques d’extrême droite³⁵⁵.

Francisco Sevillano Calero croit qu’il faut analyser le développement de ces thèses en lien avec le contexte de diffusion des discours négationnistes de la Shoah qui émergent en Europe à la suite de la chute du bloc de l’est. Selon lui, dans leurs tentatives de remettre en perspective les responsabilités des deux camps et d’attribuer la faute principale à la gauche,

certaines affirmations concernant la répression républicaine semblent partager les termes du “négationnisme” de la Shoah en réexaminant les événements de Badajoz au moment où la ville fut occupée par les troupes “nationales” et, surtout, en utilisant les massacres de Paracuellos del Jarama et la réalité de la Cheka (Sevillano Calero, 2007, p. 185)³⁵⁶³⁵⁷.

Pour certains, la perspective néo-franquiste des écrits révisionnistes n’est qu’un miroir d’une mythologie de gauche prenant pour objet la République et la Guerre Civile (Dávila, 2003; Tusell, 2004). Javier Tusell voit aussi dans les discours de Moa, César Vidal et José María Marco un projet néo-conservateur « qui mène non seulement à un américanisme fervent mais à une identification absolue et impénitente avec

portant à la défense du régime franquiste, Moa opère « une condamnation indirecte de la démocratie comme façon d’organiser le vivre-ensemble » (Alonso de los Ríos, 2005a; traduction libre). Moa lui-même ne cache pas son jugement favorable sur le régime de Franco (Izquierdo, 2010; Moa, 2013), ni ses liens avec les organisations qui réclament l’héritage franquiste, publiant notamment dans *Altar Mayor*, la revue de la *Hermandad del Valle de los Caídos*.

³⁵⁴ Traduction libre.

³⁵⁵ Répondant aux critiques que lui adresse Payne, Paul Preston souhaite que ce dernier « nous explique sa trajectoire de la gauche à l’extrême droite » qui l’amène « à parler de choses qu’il n’a pas étudiées » (Europa Press, 2011; traduction libre). Ces accusations de faire partie de l’extrême droite ne sont pas gratuites. Plusieurs révisionnistes espagnols ont récemment appuyé Vox, le parti émergent à l’extrême droite du spectre politique (González Cuevas, 2020; Jiménez Losantos, 2019; Moa, 2019; Vidal, 2019). Federico Jiménez Losantos est entré en conflit avec le parti après son appui initial, déclarant qu’une faction de l’organisation constituait une secte (Caballero, 2019). S’en tenant à une perspective plus analytique, Fernando del Rey croit qu’il serait erroné de qualifier Vox de fasciste car « ils n’ont pas manifesté qu’ils voulaient détruire le système ». Il ajoute que « du moins du point de vue verbal, Podemos a été beaucoup plus radical et antisystème » (Ordaz, 2018; traduction libre). Del Rey affirme tout de même que Vox est populiste et utilise un langage simpliste pour promouvoir ses politiques anti-immigration (Brunat & Ginés, 2019).

³⁵⁶ Traduction libre.

³⁵⁷ Selon Sevilla Calero, en défendant « l’idée que la « période franquiste » a favorisé une démocratie stable », les révisionnistes « essaient de relativiser la responsabilité de la droite monarchiste et radicale, et de larges secteurs de la société espagnole, par rapport au déclenchement de la Guerre Civile, en plus de négliger la violence originelle et d’excuser l’anomalie de la dictature franquiste » (Sevillano Calero, 2007, p. 186; traduction libre).

Bush »³⁵⁸. Tusell note aussi une tendance à chercher dans un passé immémorial les pièces pour reconstruire la nation espagnole (Tusell, 2004).

Javier Rodrigo n'est pas non plus satisfait par la vision du révisionnisme comme un retour du discours propagandiste du régime franquiste. Discutant de *Los mitos de la guerra civil*, il juge que le livre est « un peu plus que le plaidoyer bien connu en faveur du retour de la vision propagandiste des vainqueurs de la guerre » (Rodrigo, 2004, p. 185). Il suggère d'analyser le succès du révisionnisme

comme la reproduction d'une contre-mémoire sur la guerre civile – en ces années de grande production mémorielle – qui est encore très présente dans l'imaginaire collectif des Espagnols et qui, possiblement, prend origine dans la rareté des politiques officielles sur le passé en démocratie et dans le fait que la profession historiographique ait accepté de façon généralisée une évaluation de la République et de la guerre dans laquelle une bonne partie des Espagnols ne s'identifient pas (Rodrigo, 2004, p. 186)³⁵⁹.

Ismael Saz, répondant à la recension d'un ouvrage de Paul Preston sur la répression sanguinaire mise en œuvre par les vainqueurs de la Guerre Civile signée Pedro Carlos González Cuevas, affirme être « particulièrement terrorisé par ces horreurs », alors que « d'autres sont terrorisés par la connaissance de celles-ci et, au passage, par le message » (Saz, 2011, p. 161)³⁶⁰³⁶¹.

Certains critiques relèvent des liens entre les révisionnistes et des personnalités politiques. Ils voient la confirmation des motivations politiques du révisionnisme dans l'appropriation, par des acteurs politiques, des écrits de ce courant. Ils soulignent notamment le fait que José María Aznar ait affirmé publiquement lire *Los mitos de la guerra civil* de Pío Moa durant ses vacances d'été (Belmonte, 2008, p. 98)³⁶².

³⁵⁸ Traduction libre.

³⁵⁹ Traduction libre.

³⁶⁰ Traduction libre.

³⁶¹ Saz juge que les révisionnistes « remettent en question les fondements et les valeurs de nos démocrates antifranquistes, ils avancent dans la direction de l'anti-antifranquisme, ce qui mène à banaliser la dictature franquiste ». Il estime que González Cuevas est manichéen. Dans son texte, il ne recense « pas un seul mot qui ne soit une défense « des droites », pas un seul mot qui ne soit une condamnation « des gauches » » (Saz, 2011, p. 164; traduction libre).

³⁶² Reig Tapia souligne par ailleurs que la présidente de la Communauté autonome de Madrid – élue sous la bannière du PP – a nommé Moa comme personne en charge d'un cours sur la République et la Guerre Civile au Centro Territorial de Innovación y Formación (Reig Tapia, 2017b, p. 133). Javier Tusell note quant à lui que José María Marco a été l'auteur anonyme d'un livre signé José María Aznar. Il se désole que l'ouvrage « insoutenable » de César Vidal

Certains identifient dans la vie culturelle et politique des idées et des actions qui vont dans le même sens que les écrits révisionnistes, laissant entendre que ces derniers seraient l'expression intellectuelle de la mémoire collective de certains groupes sociaux, permettant de légitimer un projet politique concret. Reig Tapia voit la mémoire franquiste dans des expressions communes au sein de la droite espagnole. L'expression « ¡Esto parece una república! »³⁶³ est apparue relativement récemment pour qualifier un état d'« anarchie et de chaos », témoignant de la diffusion d'un nouveau paradigme d'interprétation du passé, inspiré de la propagande franquiste, dans la mémoire collective (Reig Tapia, 2017b, p. 134)³⁶⁴.

Les révisionnistes et leurs défenseurs rejettent quant à eux l'idée selon laquelle les auteurs qui y sont associés politiseraient l'histoire et revendiquent une dépolitisation de l'histoire³⁶⁵.

4.3.2.3 Conséquences politiques

Nonobstant les intentions des auteurs révisionnistes, des critiques jugent que les stratégies de comparaison et les arguments qu'ils utilisent ont des conséquences politiques. Alberto Reig Tapia estime que la tendance dans le courant révisionniste à mettre en évidence les liens entre la République et la Guerre Civile tend à occulter les liens beaucoup plus forts qui lient la Guerre Civile à la dictature (Reig Tapia, 2017b, p. 132)³⁶⁶.

(Vidal, 2004) sur les prisons républicaines de Madrid durant la Guerre Civile soit invoqué à l'assemblée de Madrid comme argument contre les députés socialistes (Tusell, 2004).

³⁶³ L'expression signifie « on dirait une république ! ». Elle permet à la droite conservatrice espagnole, en puisant dans les représentations mémorielles héritées du franquisme, de présenter les conflits politiques contemporains – en particulier ceux déclenchés par l'opposition de gauche à l'agenda politique du PP – comme des manifestations d'attitudes hostiles à la démocratie, susceptibles de prendre l'ampleur qu'a connue la conflictualité politique des années 1930.

³⁶⁴ Ce nouveau paradigme se transpose aussi dans la sphère politique. Ainsi, Reig Tapia souligne que le PP a supprimé le cours d'Éducation à la citoyenneté qu'avaient instauré par les socialistes, jugeant qu'il avait pour fonction d'« endoctriner » les élèves (Reig Tapia, 2017b, p. 132).

³⁶⁵ Pour César Alonso de los Ríos, Moa « n'a pas de préjugé sur les témoins et les auteurs » (Alonso de los Ríos, 2005b; traduction libre). Fernando del Rey déplore ce qu'il appelle l'« histoire de combat », jugeant que « les professionnels qui font de la recherche sur l'histoire des années trente se sont vus récemment exposés à des critiques et même à des excommunications sous le signe idéologique, même quand ils ont prétendu se soustraire à ces bagarres au nom de leur indépendance académique » (del Rey, 2012, p. 160; traduction libre). González Cuevas conteste quant à lui l'accusation de politisation que lui adresse Ismael Saz, affirmant qu'il « n'a jamais mythifié les droites ni prétendu laver son image » (González Cuevas, 2011b, p. 89; traduction libre).

³⁶⁶ Selon Reig Tapia, en mettant en évidence la radicalisation de la gauche comme facteur central du déclenchement de la Guerre Civile, les révisionnistes tendent à sous-estimer l'impact d'une menace encore plus importante pour la

Selon Reig Tapia, la tendance au dénigrement de la Seconde République espagnole par les révisionnistes entraîne des conséquences importantes sur le plan politique en ce qu'elle légitime le point de vue du camp nationaliste lors de la Guerre Civile. Il affirme : « Plus on dénigre la Seconde République espagnole, plus on légitime le soulèvement militaire du 18 juillet 1936 et tout ce qui est venu après ». (Reig Tapia, 2017b, p. 135). Pour lui, en invalidant la Seconde République comme antécédent démocratique à l'Espagne contemporaine, les révisionnistes rejettent l'héritage réformateur qui en constitue l'esprit au profit d'un immobilisme politique cher aux forces conservatrices. Il affirme : « N'importe quel démocrate d'aujourd'hui et de demain portera toujours la République dans son cœur malgré le souvenir doux-amer que nous laissent les meilleures causes perdues. Nous évoquerons avec nostalgie les nobles rêves qui auraient pu se réaliser mais ne le firent pas parce que ces patriotes de pacotille, qui pensent que la patrie n'est que leur domaine, les firent avorter dans le feu et le sang » (Reig Tapia, 2017b, p. 146). Si les révisionnistes présentent la Guerre Civile comme le résultat inéluctable de la Seconde République, en raison de l'attitude et des agissements des forces de gauches, c'est en vue d'en tirer des conclusions sur le plan politique en délégitimant les forces politiques restées fidèles à la République et leurs héritiers. Pour Reig Tapia, le désastre de la Seconde République était évitable, alors que les trajectoires possibles sont restées ouvertes jusqu'au moment ultime du soulèvement militaire. Il estime que la République fut détruite par la droite pour les raisons mêmes pour lesquelles elle avait été érigée (Reig Tapia, 2017b, pp. 141-143)³⁶⁷.

Certains critiques du révisionnisme jugent que ce dernier entraîne des conséquences politiques au-delà de l'interprétation du passé. C'est le cas de Javier Tusell, qui y voit une menace au vivre-ensemble (Tusell, 2004)³⁶⁸.

démocratie, laquelle a directement mis fin à la République : la droite radicale monarchiste et fasciste. dans les années 1930, « liquider la République espagnole est devenu l'objectif de base de la réaction » (Reig Tapia, 2017b, p. 145; traduction libre). C'est cette radicalisation de la droite qui explique selon lui l'extrémisme de gauche dans l'Espagne des années 1930 : « Étant données les énormes difficultés internes de l'Espagne à l'époque, le pouvoir considérable que conservaient encore les forces de la réaction et le contexte international conflictuel de l'époque, avec pratiquement toute l'Europe soumise au joug fasciste, comment aurait-il été possible que la gauche, à son tour, ne se radicalise pas devant la perte des droits à peine conquis et qu'elle ne rêve pas à des insurrection et des rébellions ou des révolutions rédemptrice et libératrices de ses maux séculaires ? » (Reig Tapia, 2017b, p. 135; traduction libre).

³⁶⁷ Traduction libre.

³⁶⁸ Tusell affirme que l'entreprise révisionniste « consiste à blâmer la gauche – et les nationalismes – depuis des temps immémoriaux pour leur attitude révolutionnaire menant aux actes totalitaires et exterminateurs de leur adversaire. Et il est clair que, si on se met à simplifier, on pourrait argumenter la même chose par rapport à la droite.

4.3.2.4 Liens entre révisionnistes : culpabilité par association

Une étape importante de l'argumentaire des critiques du révisionnisme consiste à construire celui-ci comme un courant cohérent et plus ou moins organisé. Cela permet aux détracteurs du révisionnisme de critiquer l'ensemble du groupe ainsi constitué en invoquant à l'appui les pratiques d'un auteur spécifique. Pour ce faire, ils mettent au jour la convergence d'idées entre les différents auteurs en question. Ils exposent ensuite les liens qui unissent les différents auteurs du courant. En inscrivant les auteurs qu'ils critiquent dans un courant commun, ils mettent en lumière le pouvoir social, médiatique et politique que ces gens détiennent. Puis, ils mettent en lumière le caractère politique du courant, dont les diverses figures entretiennent des liens avec les instances politiques partisans.

Alberto Reig Tapia trace un lien de filiation entre Joaquín Arrarás (1956), Manuel Aznar (1942), Eduardo Comín Colomer (1955), Ricardo de la Cierva (1986, 1995), César Vidal et Pío Moa, sur la base de la convergence de leurs idées³⁶⁹. Il juge que Pedro Carlos González Cuevas partage l'orientation interprétative de cette tradition, malgré sa prise de distance vis-à-vis de ces auteurs (González Cuevas, 2008b)³⁷⁰.

Le plus abracadabrant dans tout ça est d'utiliser cette argumentation historique – insoutenable en tant que telle – dans les luttes politiques quotidiennes actuelles. Du moment qu'on l'utilise, le vivre-ensemble est impossible » (Tusell, 2004; traduction libre).

³⁶⁹ Reig Tapia retrace les liens qui unissent de la Cierva à une organisation militant notamment pour le maintien de la mémoire franquiste dans la toponymie et note que la présidente conservatrice de la communauté autonome de Madrid a appuyé un projet de ce groupe. Il note que Guillermo Rocafort, secrétaire de l'Asociación de Amigos de Don Ricardo de la Cierva, est aussi secrétaire général de l'Asociación Nacional de Caballeros Legionarios, qui a manifesté son opposition au changement de nom de la rue Millán Astray, honorant un des généraux militaires s'étant soulevés contre la République espagnole le 18 juillet 1936. La présidente de la communauté de Madrid, Esperanza Aguirre, avait alors appuyé la revendication des défenseurs de la mémoire franquiste (Reig Tapia, 2017b, p. 136). Javier Rogrigo note quant à lui l'influence de Ricardo de la Cierva sur Moa ainsi que la légitimation de ses travaux par une compagnie promotionnelle dans laquelle Payne et Vidal ont joué un rôle central (Rodrigo, 2004, pp. 186-187). Par ailleurs, Moa lui-même inscrit sa contribution dans la trajectoire de Ricardo de la Cierva (Vivas, 2015). Luis Arranz Notario, qui se porte à la défense de Moa, juge que « ceux des critiques de Moa qui attribuent l'origine de ses thèses à des historiens franquiste comme Joaquín Arrarás ou Ricardo de la Cierva se trompent ». C'est plutôt chez Juan Linz, Santiago Varela, Richard A. Robinson, Carlos Seco et Stanley Payne qu'il faudrait chercher l'inspiration du polémiste (Arranz Notario, 2005, pp. 56-57; traduction libre).

³⁷⁰ En tentant de légitimer son projet révisionniste, González Cuevas le contraste avec les écrits de Pío Moa, suscitant la réaction de ce dernier (Moa, 2009g), à laquelle l'historien répond à son tour (González Cuevas, 2009a). González Cuevas revendique une perspective révisionniste, inscrivant sa contribution parmi des historiens étrangers comme Stanley Payne, Renzo De Felice, Ernst Nolte et George Mosse. Il se dissocie toutefois de Moa, dont il qualifie l'œuvre de « pseudorévionnisme » et qu'il ne juge pas digne de débattre avec lui. Selon lui, « le polémiste galicien a l'habitude de répondre de manière intempestive et prévisible aux stimuli que lui offrent ses présumés ennemis, en

Face aux tentatives de rapprocher ces auteurs et d'en faire un groupe unifié pour le bien de la critique, les principaux intéressés se montrent parfois peu coopératifs. Pedro Carlos González Cuevas s'en prend à Moa à qui il prête une « faible stature intellectuelle », le taxant au passage d'« ignorance historique crasse ». Alors que Moa réclame de débattre, il lui dicte les conditions selon lesquelles il accepterait le dialogue, lesquelles incluent l'abandon de son « langage ordurier de taverne ». Il lui suggère aussi d'« étudier systématiquement et attentivement l'histoire contemporaine espagnole et européenne, qu'il ignore en ce moment » (González Cuevas, 2009a)³⁷¹.

Moa n'a guère une opinion plus favorable de González Cuevas. Réagissant au fait que l'historien se dissocie de ses travaux, Moa prétend identifier les motivations derrière cette prise de position, jugeant que González Cuevas « aspire à se faire un nom et à se convertir en idéologue du PP » et qu'il craindrait que « César Vidal ou moi-même lui prenions ce poste », pour lequel il spécifie ne pas être candidat (Moa, 2009g)³⁷²³⁷³.

Fernando del Rey marque lui aussi ses distances avec la tradition révisionniste. Il qualifie Joaquín Arrarás, Manuel Aznar, Ricardo de la Cierva, José Manuel Martínez Bande, Jesús et Ramón Salas Larrazábal et Luis Suárez Fernández d'« historiens proprement franquistes » et Pío Moa d'« hagiographe de Franco » (del Rey, 2012, p. 158 et 167n).

particulier si ceux-ci sont des historiens universitaires. Monsieur Moa est fastidieux et répétitif; ses réponses prennent toujours le même ton et un contenu identique; et le pire est qu'il n'a aucun sens de l'humour. Sa psychologie se distingue par son narcissisme monstrueux. Il semble se considérer comme le centre du monde; ou mieux encore, de l'univers » (González Cuevas, 2009a; traduction libre). Javier Tusell note de son côté une convergence idéologique entre les écrits historiques de Vidal, Moa et José María Marco, en plus de relier à ce groupe certains écrits littéraires de Jon Juaristi. Répondant à Tusell, Marco se « réjouit d'appartenir à un groupe d'historiens et d'écrivains illustres », soulignant le mérite de Moa, « dont le succès éditorial confirme l'extraordinaire intérêt que comporte son œuvre » (Marco, 2004; traduction libre).

³⁷¹ Traduction libre.

³⁷² Traduction libre.

³⁷³ Moa assimile les travaux de González Cuevas à l'historiographie « progressiste » qu'il dénigre sur une base régulière (Moa, 2009g). Selon lui, González Cuevas s'abreuve aux sources du matérialisme historique sans s'en rendre compte, cédant aux thèses structuralistes qui voient dans la transformation du capitalisme les causes d'alliances politiques changeantes entre les classes sociales (Moa, 2009g).

4.3.2.5 Attaques personnelles

Alors que les débats académiques se caractérisent en général par un langage respectueux dans lequel l'éloge précède souvent la critique acerbe, la controverse sur le révisionnisme se présente le plus souvent sous la forme d'un mélange d'insultes mutuelles et d'arguments destinés au public plus qu'à l'interlocuteur³⁷⁴. Certains accusent les révisionnistes de mentir³⁷⁵ ou de déformer la réalité³⁷⁶. D'autres critiques évitent les insultes, sans pour autant laisser de côté les jugements à l'égard de leurs interlocuteurs³⁷⁷.

La plupart des critiques du révisionnisme s'abstiennent de discuter des thèses des auteurs qu'ils associent à ce courant³⁷⁸. À cet égard, l'exception la plus notable est l'historien Enrique Moradiellos, qui discute en profondeur les thèses de Pío Moa sur l'intervention étrangère dans la Guerre Civile espagnole³⁷⁹.

³⁷⁴ Dans ses nombreux écrits sur le révisionnisme, Alberto Reig Tapia qualifie les publications de Pío Moa du terme péjoratif d'« *historietografía* ». Difficile à traduire, le terme *historietografía* combine *historieta*, qui signifie bande dessinée, et *historiografía*, c'est-à-dire historiographie. Reig Tapia se sert de cette expression pour infantiliser le travail de Moa et le distinguer du travail sérieux que font les historiens. Il qualifie l'auteur de cette littérature d'« écrivain compulsif doté au moins d'un talent véritablement exceptionnel qui lui permet de toujours dire la même chose dans des formats et avec des titres distincts » (Reig Tapia, 2017b, p. 138; traduction libre).

³⁷⁵ L'historien José Luis Corral déplore le « révisionnisme lamentable » et les « mensonges pathologiques » de César Vidal et Federico Jiménez Losantos dans leur *Historia de España* (EFE, 2009a; traduction libre; Vidal & Jiménez Losantos, 2011).

³⁷⁶ Dans sa recension d'un ouvrage de César Vidal (2004), Eduardo González Calleja affirme que l'auteur « ne met pas en évidence les prisons républicaines, mais son incompetence pour traiter ce thème avec rigueur ». Il inscrit les écrits de Vidal dans une « production bibliographique parallèle », jugeant qu'« on peut difficilement parler d'historiographie » dans le cas de cette littérature. Il laisse entendre que ce corpus inclut Pío Moa, évoquant la fascination de Stanley Payne pour ce qu'il juge être « un pari pour la dénonciation hystérique plutôt que l'analyse sereine ». Un tel choix interprétatif « nuit à ce que le thème de la répression se dirige vers sa normalisation historiographique définitive » (González Calleja, 2004; traduction libre).

³⁷⁷ Francisco Rodríguez Jiménez se questionne par exemple au sujet de la trajectoire de Payne, remettant en question la réputation dont il jouit, jugeant que les historiens franquistes ont joué un rôle de premier plan dans sa notoriété dans la péninsule ibérique. (Rodríguez Jiménez, 2015). Selon lui, le « parrainage » de Ricardo de la Cierva a été essentiel à la carrière de Payne en lui « ouvrant les portes de ABC et de La Vanguardia ». L'appui des intellectuels franquistes à Payne s'expliquerait par ses positions favorables au régime, une évaluation dont Rodríguez Jiménez trouve les traces dans les communications de Ricardo de la Cierva avec le Viceamiral chef des services documentaires de la présidence du gouvernement, Jesús Fontán Lobé (Rodríguez Jiménez, 2015, p. 19; traduction libre).

³⁷⁸ Les défenseurs de Moa rappellent régulièrement ce refus de débattre avec Moa de la part des historiens universitaires (Arranz Notario, 2005; Moa, 2004c; Payne, 2005). Pour Esteban de Castilla les thèses de Moa sont entourées d'un « cordon sanitaire idéologique » (De Castilla, 2010; traduction libre).

³⁷⁹ S'il affirme comprendre ses collègues se refusant à « perdre leur temps à démentir un divulgateur quand le débat a déjà eu lieu avec les historiens qui lui servent de base et d'appui », il croit nécessaire que les historiens universitaires

Les attaques personnelles donnent parfois lieu à des escalades verbales qui menacent de faire déborder le conflit des tribunes où il se déroule. C'est notamment le cas de la polémique qui oppose Ismael Saz et Pedro Carlos González Cuevas. Alors que le premier associe le révisionnisme du second au négationnisme de l'Holocauste, González Cuevas exige une rétractation, laissant planer le spectre d'une éventuelle procédure judiciaire³⁸⁰.

4.3.3 Déroulement et conclusion

Les controverses mémorielles espagnoles sur la Guerre Civile et le franquisme n'ont pas connu de résolution jusqu'à maintenant. Elles resurgissent périodiquement au gré de la mobilisation des enjeux mémoriels par les acteurs politiques. Elles continuent d'occuper un espace significatif dans la presse et les débats intellectuels. Les positions restent fortement polarisées et l'atteinte d'un accord semble hors de portée pour l'instant.

4.4 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons présenté les deux controverses mémorielles portant sur le fascisme qui ont éclaté en Espagne au début des années 2000 et qui se sont poursuivies jusqu'à ce jour. Nous avons résumé les points de vue des intervenants des deux camps dans chacune des controverses.

Nous poursuivons notre réflexion au chapitre 5 en appliquant certains outils théoriques présentés au chapitre 2 pour analyser les controverses décrites dans le présent chapitre et le précédent. Nous présentons la lutte entre les intervenants impliqués dans les controverses mémorielles à travers le concept de champ historiographique. Notre conception du champ, inspirée des travaux de Pierre Bourdieu, mais l'accent sur le jeu qui se déroule dans l'espace historiographique et sur les règles qui l'encadre. Nous poursuivons ensuite cette analyse au chapitre 6 en procédant à une analyse du cadrage du passé

jouent un rôle central dans la diffusion de la connaissance historique au sein du public (Moradiellos, 2003a; traduction libre).

³⁸⁰ Il affirme : « non seulement je renoncerais à débattre avec monsieur Saz Campos, mais je me verrai obligé de recourir à d'autres instances. Car je n'ai pas nié l'existence d'aucun massacre. J'ai simplement interprété d'une autre façon sa signification » (González Cuevas, 2011b, p. 92; traduction libre).

qu'opèrent les divers acteurs des controverses étudiées et des conséquences découlant de ce cadrage sur la réception de leurs interventions, dans le contexte social et politique où sont survenus ces débats.

CHAPITRE 5

LES ENTREPRENEURS POLITICO-MÉMORIELS ET LE CHAMP HISTORIOGRAPHIQUE : ESPACE ET STRATÉGIE AU SEIN DES CONTROVERSES MÉMORIELLES

Dans ce chapitre, nous analysons les controverses mémorielles ayant pour objet les fascismes à partir du concept de champ historiographique. D'abord, nous présentons les caractéristiques du champ historiographique, à la croisée des champs scientifique et intellectuel. Ensuite, nous soutenons que l'analyse de champ peut mettre l'accent sur deux dimensions du phénomène étudié : le champ comme structure et le champ comme jeu. Nous présentons brièvement les limites d'une analyse du champ historiographique comme structure pour les cas de controverses qui nous intéressent, avant de nous concentrer sur la dimension la plus prometteuse pour notre objet : le champ comme jeu de stratégie. Après avoir mis en évidence la dynamique du jeu stratégique qui se joue dans le champ, nous mettons en évidence les limites d'une lecture purement instrumentale de l'action au sein des controverses. Nous introduisons un aspect idéologique et axiologique en situant le rôle de la rationalité en finalité par rapport à une autre orientation de l'action nécessaire à la compréhension des controverses : la rationalité en valeur. Nous concluons le chapitre sur les limites d'une lecture interne des controverses mémorielles, permettant ainsi d'anticiper sur la réflexion proposée dans le chapitre 6 sur le contexte sociopolitique des conflits sur la mémoire des fascismes.

5.1 Le champ historiographique

L'espace dans lequel se déroulent les controverses étudiées gagne à être conceptualisé en termes de champ, car ce concept met en lumière les rapports de force propres à la lutte pour un enjeu spécifique. Nous soutenons que les controverses mémorielles ayant pour objet les fascismes surviennent dans des champs historiographiques qui conquièrent peu à peu leur autonomie – non sans faire face à quelques résistances – et qui sont marqués par une tension entre les dynamiques propres à deux types de champs : le champ scientifique et le champ intellectuel.

Si les champs sont des espaces sociaux de niveau méso qui fonctionnent selon leur propre logique (Bourdieu, 2013, 2021; Fligstein & McAdam, 2011, 2012), celle des champs historiographiques se situe à mi-chemin entre deux grands types de champs : les champs scientifiques et les champs intellectuels. Les champs scientifiques sont des espaces où le coût d'entrée est relativement élevé et qui disposent d'une autonomie relativement importante vis-à-vis des espaces sociaux qui leur sont extérieurs (Bourdieu, 1975,

1976; Gingras, 2014b). Il s'agit d'espaces relativement fermés où ceux qui sont reconnus comme spécialistes dans le champ – qui peut être défini en termes disciplinaires, mais qui peut aussi prendre la forme d'une sous-discipline ou s'articuler à un objet d'étude spécifique au-delà des barrières disciplinaires – discutent entre eux des enjeux relatifs à leur pratique scientifique. Les acteurs des champs scientifiques définissent entre eux – avec un dosage variable de consensus et de rapport de force – les règles concernant les types d'arguments recevables et les méthodes acceptables dans le cadre de leur pratique.

Les champs intellectuels fonctionnent de façon différente. Comme ils sont plus diffus et moins structurés par une discipline, une sous-discipline ou l'étude d'un objet spécifique, ces champs ont des règles moins bien définies et un coût d'entrée beaucoup plus bas. Ils ne disposent donc pas d'une autonomie aussi importante que les champs scientifiques qui leur permettrait de limiter la participation aux débats aux seuls spécialistes. Comme ils n'ont pas d'objet spécifique, il serait impossible de limiter la discussion aux spécialistes d'un tel objet.

Les champs historiographiques comportent des caractéristiques des champs scientifiques et d'autres des champs intellectuels. La réflexion sur le passé s'inscrit d'abord dans le champ intellectuel, puis les champs historiographiques la structurent progressivement comme un problème scientifique. Cependant, bien que les spécialistes d'un objet historique s'investissent généralement dans un combat pour l'autonomie du champ d'étude lié à cet objet, ils ne peuvent jamais répondre d'une façon exclusivement scientifique aux questions que la réflexion suscitée dans le champ intellectuel a d'abord soulevées. Une part de ces questions ne concerne pas directement la reconstruction minutieuse des événements à partir des documents d'archives ou la détermination des causes d'un événement ou d'un processus historique³⁸¹. De telles questions pourraient faire l'objet d'une étude purement scientifique, bien qu'il ne soit pas clair qu'une science historique puisse leur donner des réponses convaincantes à tout coup. Mais parmi les questions soulevées par l'étude du passé se trouvent des interrogations concernant le sens à tirer des événements et processus historiques et les leçons à retenir pour l'avenir. Les réflexions sur le génocide commis par les nazis ne visent pas simplement à élaborer des statistiques concernant les Juifs déportés et

³⁸¹ La question récurrente concernant l'équivalence entre les violences perpétrées par les régimes fascistes et celles qui sont le fait des régimes communistes, au cœur des controverses étudiées ici, déborde largement de la reconstruction des faits et de l'analyse des causes. Les débats à cet effet lancés par Renzo De Felice en Italie ou Pio Moa et César Vidal en Espagne concernent plutôt le sens qu'il faut, selon les entrepreneurs politico-mémoriels concernés, attribuer aux événements en question.

assassinés et à dresser une cartographie et une chronologie de la persécution et de l'extermination³⁸². Elles ne cherchent pas non plus strictement à déterminer les causes du phénomène ou à identifier les motivations qui animaient les génocidaires. Plusieurs interventions dans le champ d'étude du génocide nazi prétendent investiguer la signification de la Shoah et les leçons qu'elle impose pour l'Europe, la modernité, la démocratie, le nationalisme et la judéité ou l'identité allemande (Bauman, 2002; Habermas, 1999; Mayer, 1988; Nolte, 1988). Des réflexions analogues surviennent par rapport à d'autres objets et les fascismes italien et espagnol n'y font pas exception.

Les champs historiographiques conservent donc toujours une partie de la dynamique des champs intellectuels. Même quand ils s'autonomisent, ils demeurent marqués par la question herméneutique du sens que porte leur objet d'étude. Certains historiens tentent d'exclure cette interrogation des débats historiographiques afin d'établir un cadre où il est possible de trancher sur des questions purement factuelles, mais le sens des événements et processus historiques reste au cœur des champs historiographiques, ne serait-ce que sous la forme de la motivation première des acteurs du champ à s'investir dans celui-ci. Au fur et à mesure que les événements étudiés s'éloignent dans le temps et que les acteurs du passé étudié se font plus rares dans les débats du champ, la présence du sens de l'investissement dans le champ dans le langage emprunté tend à s'amenuiser³⁸³, mais les motivations des acteurs à débattre du passé ne sont pas pour autant strictement scientifiques. Il suffit de lire les interventions des acteurs des controverses présentées dans les chapitres 3 et 4 pour se rendre compte que les questions factuelles et causales s'accompagnent fréquemment d'arguments sur le sens civique et politique à donner aux événements étudiés, peu importe le camp choisi dans la controverse.

Les champs historiographiques comportent des caractéristiques des champs scientifiques et d'autres des champs intellectuels en raison même des objets qui les structurent. C'est cette double inscription dans ces catégories qui engendre une tension à l'origine des controverses mémorielles. Parce que les questions que ces champs posent ne sont jamais exclusivement scientifiques, la fermeture du champ aux non-spécialistes n'est pas une option viable. Mais la cohabitation d'acteurs aux compétences inégales, aux motivations

³⁸² Les travaux de Raul Hilberg (1961, 1992) et Christopher Browning (1992) ont une visée factuelle, mais le débat déclenché par l'intervention d'Ernst Nolte (1988) s'inscrit dans une tentative d'imposer un narratif comme étant le sens légitime de l'Holocauste.

³⁸³ Plusieurs historiens observent une telle diminution des débats sur le sens du fascisme en Italie au profit d'études empiriques plus poussées. C'est le cas de Marie-Anne Matard-Bonucci (2018) et de Jean-Yves Dormagen (2008b) notamment.

distinctes et aux bagages intellectuels radicalement différents peut entraîner des conflits pour lesquels aucune forme conventionnelle de résolution n'est disponible (Gingras, 2014b; McMullin, 1989).

5.2 Le champ comme structure

Les travaux qui s'appuient sur le concept de champ tendent à concevoir celui-ci soit comme une structure qui détermine les lignes de fractures à la source des conflits, soit comme l'arène d'une lutte dans le cadre de laquelle les acteurs mobilisent des stratégies pour sortir de ces conflits en position de force. L'analyse présentée dans ce chapitre repose sur la seconde conception. Ce choix tient au fait que l'analyse de champ envisagé comme structure ne permet de rendre compte de la transformation des rapports de force qu'à travers des variables extérieures au débat. Postulant une détermination de la position dans le champ sur les prises de positions dans le débat (Bourdieu & Wacquant, 2014, p. 142), ces travaux nécessitent l'introduction d'une variable extérieure aux comportements des acteurs des controverses pour expliquer la transformation des rapports de force. Ainsi, Bourdieu invoque-t-il l'augmentation de la population universitaire et la transformation du rapport de force entre les facultés pour expliquer les prises de position des acteurs du milieu universitaire lors des événements de mai 1968 (Bourdieu, 1984b)³⁸⁴.

Certaines des controverses à l'étude ici – les controverses italiennes – requièrent une explication qui prenne en compte la capacité des intervenants dans le débat à convaincre leurs adversaires. Car si l'historiographie italienne s'est éloignée de la tradition antifasciste, c'est non seulement parce que les jeunes générations d'historiens ont accepté les postulats de De Felice, mais aussi parce que les adversaires de ce dernier ont progressivement intégré des éléments de sa pensée et de sa méthode, même quand ils continuaient à scander leur opposition à certaines de ses thèses. Expliquer la capacité d'un entrepreneur politico-mémoriel à convaincre nécessite une analyse des stratégies adoptées par les acteurs des controverses.

³⁸⁴ Par ailleurs, l'analyse des controverses mémorielles à partir d'une conception du champ historiographique envisagé comme une structure déterminant les prises de position comporte un défi méthodologique qu'il n'est pas possible de relever dans le cadre de notre démarche. La méthode des analyses de correspondances multiples (Duval, 2013), au cœur de la conception bourdieusienne du champ, se prête davantage à l'analyse de conflits impliquant de nombreux acteurs. Le nombre relativement limité des interventions recensées dans les controverses italiennes et espagnoles permet difficilement de faire ressortir des relations statistiquement significatives entre les indicateurs témoignant de la position dans le champ des acteurs et ceux mettant en évidence les prises de position dans le débat.

5.3 Le champ historiographique comme jeu

Si certains travaux mettent l'accent sur la dimension structurale des oppositions dans un champ, un autre aspect du phénomène est généralement moins exploré quand vient le temps d'expliquer la polarisation des débats. Les travaux théoriques sur le concept conceptualisent le champ comme un lieu où se joue un jeu ayant sa propre logique et ses propres règles. Cette dimension est souvent sous-exploitée dans les analyses empiriques de champs. Trop souvent, le jeu auquel se livrent les agents dans les champs bourdieusiens se réduit à celui d'un acteur suivant le script qui lui est assigné. Les stratégies des agents sont ainsi déterminées par leurs positions dans le champ, à travers la médiation de l'habitus. Les travaux de Fligstein et McAdam introduisent dans le concept de champ une part d'indétermination, notamment en redonnant une certaine autonomie aux acteurs (Fligstein & McAdam, 2011, 2012). Notre lecture des controverses mémorielles italiennes et espagnoles s'appuie sur cette ouverture à une plus grande latitude de la part des acteurs sociaux en remettant au cœur du concept de champ une conception plus riche du jeu qui s'y joue. Loin d'être périphérique dans l'analyse de champ, le jeu devrait y jouer un rôle central. Pour ce faire, il est nécessaire de remettre en valeur son caractère imprévisible. Une analyse démesurément structurale du champ mène à concevoir le jeu qui s'y joue comme une compétition biaisée au sein de laquelle les résultats peuvent être prédit avec un haut niveau de certitude. Notre approche met de l'avant une conception du jeu plus fidèle à son acception sportive. Le jeu est certes une compétition où chacun arrive avec des ressources prédéterminées et inégales, mais celles-ci ne suffisent pas nécessairement à déterminer d'avance le résultat du duel. La supériorité sur papier ne garantit pas la victoire; le jeu se joue sur le terrain, quel qu'il soit. Les stratégies adoptées importent et il n'est pas toujours évident de déterminer a priori la stratégie qui sera la plus efficace pour chaque acteur.

5.3.1 Les étapes des controverses mémorielles

Analyser les controverses mémorielles comme un jeu dont il n'est pas possible de déterminer à l'avance le résultat implique de prendre en compte la temporalité du conflit. Les controverses italiennes et espagnoles adoptent une trajectoire qu'il est utile, pour les fins de l'analyse, de diviser en trois moments : l'alerte aux acteurs du champ, la délibération sur les règles applicables pour résoudre le conflit, et le jugement sur le résultat de la controverse³⁸⁵.

³⁸⁵ La littérature sur les controverses s'est peu penchée sur la séquence des controverses dans leur globalité. Les contributions à (Engelhardt & Caplan, 1989) ont porté une attention particulière et très éclairante à la clôture des

La première étape est celle qui fait éclater la controverse. L'objet de la controverse peut exister sans qu'il ne suscite de conflit ouvert et public. C'est avec l'alerte aux acteurs du champ que la controverse prend forme, alors qu'un ou des acteurs informent leurs collègues d'un désaccord marqué, accompagné d'une certaine inquiétude, par rapport à la présence de l'objet dans l'espace public. La controverse est déclenchée lorsque des gens qui se voient comme des acteurs du champ perçoivent que quelqu'un a contrevenu aux règles du jeu avec des conséquences suffisamment importantes pour juger nécessaire d'intervenir afin de faire respecter ces règles.

Un deuxième moment survient si la polémique se poursuit parce qu'il y a mécontentement soit sur les règles qui doivent gouverner le champ, soit sur les implications et les applications concrètes qui découlent de ces règles. Nous appelons cette deuxième étape de la controverse la *phase délibérative*³⁸⁶. La deuxième étape est celle qui permet de tracer les frontières entre deux camps. L'alerte aux acteurs du champ pourrait, dans certains cas, être suivie d'une clarification de la part des acteurs associés à l'objet de l'éventuelle controverse et culminer sur un ralliement ou un compromis sans qu'un conflit éclate. Mais pour qu'une controverse survienne, il faut au contraire que deux camps opposés prennent forme et que chacun de ces camps argumente en faveur de sa position. La seconde phase est donc délibérative et l'objet de la délibération inclut généralement, parmi d'autres arguments, le point de vue de chacun sur la route vers une résolution de la controverse.

Un troisième et dernier moment survient lorsque, les arguments sur les règles du jeu et leur application ayant été exprimés, les acteurs et le public des controverses tranchent quant à sa résolution, déterminant lequel des camps en présence, à leurs yeux, a remporté la joute. Il s'agit alors de la phase de *jugement du résultat de la controverse*. Le jugement en question peut varier en fonction des différents publics atteints par le débat. La troisième et dernière étape d'une controverse survient lorsque les deux camps ont mis de l'avant leurs arguments et que les acteurs du champ jugent que le temps est venu de porter un jugement

controverses. Nous proposons ici une séquence qui englobe les typologies des formes de clôture des controverses proposées par (McMullin, 1989) et (Beauchamp, 1989). Nous préférons mettre en évidence l'étape du jugement plutôt que celle de la clôture, car les cas étudiés ici n'ont pas vraiment donné lieu à une fin de la controverse, sinon à un retranchement vers des forums plus éloignés du regard du public, chaque camp investissant des arènes peu fréquentées par ses adversaires.

³⁸⁶ Les controverses ne passent pas obligatoirement par une phase délibérative. Dans certains cas, les acteurs peuvent ne pas juger nécessaire la discussion sur les paramètres permettant de juger de la valeur des positions en présence et sauter directement à l'étape du jugement. Cependant, la phase délibérative est une condition préalable à certaines formes de dénouement aux controverses, comme la « clôture négociée » et la « clôture procédurale » (McMullin, 1989).

sur le débat. À partir des critères qu'il aura jugés pertinents, chaque acteur pourra, au moment et à l'endroit qu'il jugera opportun, se prononcer sur le résultat de la controverse. Certains acteurs du champ choisiront quant à eux de ne pas se prononcer publiquement sur le sujet, laissant le champ libre aux acteurs qui montrent un engagement plus fort avec le débat d'en déterminer l'issue.

Ce découpage des controverses en trois étapes est parfois difficile à appliquer à des cas empiriques spécifiques. Les acteurs ne s'entendent pas toujours sur le moment opportun pour passer de la phase délibérative à la phase du jugement. Certains acteurs jugent parfois hâtivement que les arguments ont été entendus et que le débat est mûr pour entrer dans la phase du jugement, alors que leurs adversaires estiment avoir encore des arguments à communiquer. Néanmoins, l'identification de ces trois moments permet de classer les interventions en fonction du rôle qu'elles jouent dans le débat.

En Italie, la controverse de 1975 survient lorsque plusieurs voix s'élèvent, notamment dans le quotidien *// Giorno*, pour alerter historiens et citoyens qu'un historien avait enfreint les règles du champ qui avait pris en charge l'étude du fascisme. L'historiographie du fascisme s'était structurée depuis la naissance de la République italienne autour des grands principes de l'antifascisme, auxquels tous les acteurs politiques et intellectuels devaient adhérer pour mériter la crédibilité aux yeux du grand public comme du public cultivé. Il y avait certes, à l'époque, une littérature néofasciste prospérant dans l'orbite du MSI, mais cette littérature atteignait un public restreint et ne jouissait d'aucune crédibilité hors de ce cercle. Les interventions de (Ferrara, 1975a) et (Tranfaglia, 1975) au début du mois de juin 1975 constituent donc une tentative de faire appliquer les règles du champ en réprimandant les thèses mises de l'avant par De Felice dans *Intervista sul fascismo*.

Une fois l'alerte lancée, la controverse attire l'attention de nombreux acteurs plus ou moins impliqués dans le champ. Ces derniers délibèrent sur le contenu du livre, mais aussi sur la nature des critiques dirigées vers De Felice et, plus important encore, sur le rôle de l'antifascisme dans l'étude du fascisme. Certains jugent que ce rôle doit rester central et que contrevenir aux règles établies consiste à faire l'apologie du fascisme (Basso, 1975; Ferrara, 1975b; Santarelli, 1975a; Tranfaglia, 1975). D'autres estiment qu'il est nécessaire d'éliminer les règles en place pour les remplacer par les règles du jeu existant dans d'autres champs historiographiques – en particulier ceux prenant pour objet le passé plus lointain – afin de dépolitiser l'étude du fascisme (Sassoli, 1975b). C'est la position défendue par De Felice (Orlando, 1975) et Romeo (1975), notamment. Puis, un troisième groupe pense que, si une dépolitisation de l'étude du

fascisme est souhaitable, elle ne peut passer par l'abandon de la perspective antifasciste, mais plutôt par la confrontation de celle-ci à la documentation disponible. On retrouve entre autres dans ce camp des figures comme Leo Valiani (1975b) et Giorgio Amendola (1975).

Après des semaines de délibération, les positions se campent et le débat se dissipe, chacun portant un jugement sur son résultat. Dans l'immédiat, le résultat semble mitigé, les acteurs de chaque camp jugeant avoir eu raison de leurs adversaires, mais avec le temps, il semble clair que De Felice a largement réussi à imposer sa vision des règles du jeu dans le champ. Par ailleurs, ses adversaires ont globalement échoué à vaincre De Felice sur le terrain de jeu qu'il est parvenu à imposer : celui d'une démonstration empirique des thèses historiographiques prenant en compte les archives du régime fasciste (Dormagen, 2008b; Matard-Bonucci, 2018).

Quand la controverse éclate en 1995, les règles du jeu caractéristiques des champs historiographiques sont mieux établies dans l'étude du fascisme. Cependant, De Felice s'aventure plus loin de son expertise en mettant davantage de l'avant les implications politiques et mémorielles qu'il tire de ses résultats de recherche. Évaluant que la Résistance n'a pas eu l'importance historique que lui attribue l'antifascisme, il invite les Italiens à s'identifier à ceux qui, dans leur pays, n'ont pas choisi un camp lors de la guerre civile (De Felice & Chessa, 1995). Une telle position politique n'est pas directement déductible de l'argument sur lequel l'historien la fonde, si bien que ses adversaires ont alors pu délibérer des règles gouvernant cette nouvelle controverse sans que la procédure de validation de la connaissance historique joue un rôle central sur cette question. Le débat sur une telle procédure est plutôt survenu lorsque les adversaires de De Felice ont utilisé les règles du jeu du champ historiographique pour invalider la thèse, soutenue par l'historien, selon laquelle les services secrets britanniques seraient à l'origine de l'assassinat de Mussolini (Bocca, 1995b; Montanelli, 1995a). De Felice n'ayant pas de preuve tangible pour appuyer son affirmation, Dennis Mack Smith peut soutenir de façon crédible que cette nouvelle thèse controversée résulte d'un biais antibritannique chez le biographe de Mussolini (Formenti, 1995).

Comme lors de la controverse de 1975, la phase de jugement du résultat de la controverse de 1995 a donné lieu à des perspectives variées. Mais une fois de plus, les principes de dépolitisation de l'étude du fascisme et de validation des interprétations de celui-ci par leur confrontation à la pluralité des sources historiques s'est trouvée renforcée, établissant progressivement le champ historiographique de l'étude du fascisme comme un espace autonome vis-à-vis du débat public sur la mémoire de cet objet. La mémoire

du fascisme reste conflictuelle en Italie (Focardi, 2005), comme en témoignent les polémiques qu'ont suscité l'instrumentalisation politique du passé fasciste par Berlusconi et ses alliés³⁸⁷ et les révélations de l'historien Roberto Vivarelli (2000) sur son passé dans les Brigades noires de la RSI. Cependant, les historiens s'accordent dans leur ensemble sur l'objectif de la recherche historique et sur le rôle de la documentation dans le jugement de la validité des thèses de leurs collègues, un principe qui était loin d'être acquis en 1975 (Basso, 1975).

Les cas de controverses mémorielles en Espagne se présentent quelque peu différemment. Dans ce pays, ce n'est pas un livre qui a incité certains à alerter le champ pour dénoncer un contrevenant aux règles du jeu, mais la prolifération d'un discours sur la mémoire historique dans la sphère politique et l'espace public. Les opposants à ce discours ont tenté d'alerter les acteurs du champ à compter du milieu des années 1990. À cet égard, l'historien Santos Juliá (1996) a été un précurseur et a plus tard été rejoint par des intervenants aux propos moins nuancés. Les délibérations sur les règles du jeu de la controverse se sont déroulées sur plusieurs années, en l'absence d'un consensus ou d'un compromis qui rejoindrait la majeure partie des intervenants. Ces derniers se trouvent encore à ce jour divisés en trois factions : celle des opposants au mouvement de récupération de la mémoire historique, celle des défenseurs modérés du mouvement et celle de ses partisans plus radicaux. Les opposants dénoncent une manipulation politique de l'histoire, revendiquent la liberté académique, proposent une lecture différente du passé franquiste et mettent de l'avant des politiques de mémoires axées sur la réconciliation des Espagnols (Aznar, 2018), voire sur la revendication des « bienfaits » du franquisme (Moa, 2013). Ils estiment que c'est la prise en compte de l'ensemble des faits qui permet d'élaborer une conception objective de l'histoire et ils soutiennent que les acteurs associés à la gauche – à laquelle ils associent de nombreux historiens – négligent les atrocités perpétrées par les Républicains en se concentrant sur celles commises par les nationalistes (Álvarez Tardío & Villa García, 2010, 2017; González Cuevas, 2013a; Moa, 2003c, 2010; Vidal, 2004, 2005). Les défenseurs modérés du mouvement invitent les autorités politiques à prendre acte des résultats de la recherche historique sur la République, la Guerre Civile et le franquisme. Ils réclament une politique de mémoire visant à réparer les préjudices symboliques subis par les vaincus de la Guerre Civile via la reconnaissance du bien-fondé de leur combat et de l'illégitimité de la dictature. Ils estiment que l'histoire objective, telle qu'elle se pratique dans la recherche universitaire, doit servir de base à une politique de mémoire qui cesserait d'épargner la mémoire franquiste qu'ont conservé beaucoup

³⁸⁷ À ce sujet, voir les travaux de Mattioli (2011).

d'Espagnols (Casanova, 2005, 2007a; González Calleja, 2013; Molinero, 2004). Quant aux partisans radicaux de la récupération historique, ils considèrent que l'historiographie elle-même est biaisée par la mémoire franquiste et invitent autant l'État espagnol que les chercheurs à se réformer en écoutant et en mettant de l'avant la mémoire des vaincus, véritable fondement de la connaissance historique de ce passé conflictuel (Espinosa Maestre, 2004; Sánchez León, 2006).

En réaction à l'émergence du discours sur la mémoire historique, l'Espagne est le théâtre d'un regain de popularité d'une littérature révisionniste dont les artisans sont la plupart du temps à l'extérieur de l'historiographie universitaire, quelquefois à la périphérie de celle-ci et plus rarement des acteurs reconnus du champ historiographique. Des historiens plus établis alertent leurs collègues et le public dès le début des années 2000 concernant ce qu'ils jugent être une tentative de réintroduire dans l'espace public les mythes historiographiques jadis chers aux élites franquistes et qui subsisteraient dans la culture politique conservatrice du PP (Juliá, 2003b; Reig Tapia, 2003; Tusell, 2004). La phase délibérative du débat porte sur les conditions déterminant la compétence d'un historien et la validité de l'interprétation qu'il propose. Dans un premier temps, Moa et ses partisans revendiquent la validité de leur interprétation en arguant qu'elle tient compte de tous les faits historiques pertinents, jugeant par le fait même l'historiographie universitaire serait biaisée par une idéologie qui l'amène à soustraire le camp républicain à la critique (Moa, 2004c). Leurs adversaires estiment que Moa déforme la réalité en interprétant et en contextualisant de façon biaisée les faits qu'ils rapportent. Ils associent le polémiste à une longue tradition de littérature franquiste ancrée dans la propagande du régime (González Calleja, 2004; Reig Tapia, 2003, 2006a, 2008; Tusell, 2004). Puis, des historiens de droite tentent de se distinguer de l'approche de Moa et Vidal afin d'asseoir leur légitimité en tant qu'historiens (González Cuevas, 2008b), pour ensuite dénoncer le biais de l'historiographie « progressiste » d'une façon similaire à celle utilisée par ces polémistes (del Rey, 2012; González Cuevas, 2015a). Leurs adversaires associent par conséquent ces historiens au révisionnisme de Moa, jugeant qu'il s'agit de deux visages – l'un plus brut, l'autre plus poli – d'un même courant opérant une politisation de l'histoire contemporaine de l'Espagne (Reig Tapia, 2017a).

L'étude de l'histoire sur la base d'une méthode rigoureuse est relativement récente en Espagne, en particulier quand l'objet étudié concerne l'histoire conflictuelle du pays au courant du XXe siècle. L'interprétation franquiste n'est contestée, sur le territoire espagnol, qu'après le décès du dictateur en 1975. Pendant plus d'une décennie suivant le début de la transition démocratique, des historiens d'allégeance franquiste, formés à une époque où l'histoire faisait office de propagande du régime plus que

de science, continuent d'occuper des postes dans les universités. La transition des historiens franquistes aux spécialistes s'appuyant sur l'ensemble de la documentation disponible est terminée dans les institutions universitaires, quand éclatent les controverses des années 1990 et 2000. Cependant, plusieurs des historiens formés durant la dictature et souscrivant à certaines thèses autrefois mises de l'avant par les historiens franquistes conservent des postes dans des institutions comme la *Real Academia de la Historia*. De plus, une part importante de la population conserve une certaine nostalgie du franquisme et considère le virage scientifique de l'histoire espagnole comme un biais idéologique en faveur de la gauche. Bien que l'idée que la documentation soit l'arbitre des controverses historiographiques soit généralement acceptée, les camps en présence ne s'entendent pas sur la nature de la documentation pertinente à l'étude du franquisme et encore moins sur l'interprétation à tirer des documents en question. De plus, les objets à l'origine des controverses sont souvent irréductibles à des questions factuelles ou d'interprétation, comme en témoignent les enjeux relatifs à la Loi sur la mémoire historique. Il en résulte qu'aucune résolution des controverses n'apparaît pour l'instant à l'horizon.

5.3.2 L'espace comme objet de stratégie

À travers cette trajectoire des controverses, les acteurs qui s'y investissent tentent de tirer leur épingle du jeu en utilisant diverses stratégies. Si chaque acteur espère évidemment sortir gagnant du débat, certains peuvent se contenter de victoires plus modestes, car le choix des positions défendues n'est pas instrumental – nous reviendrons à cette question dans la section 5.4. Apparaître aux yeux du public comme une figure persécutée par les tenants d'une idéologie dominante refusant le pluralisme des idées ne constitue pas un substitut à une issue gagnante dans le débat du champ, mais cela peut être une avenue intéressante pour gagner du capital dans le champ intellectuel. Car tous les acteurs qui s'investissent dans le débat historiographique ne visent pas l'accumulation de prestige ou de notoriété dans le champ historiographique. Chaque acteur s'investira dans le débat à la poursuite d'objectifs qui lui sont propres et tentera de négocier les contraintes spécifiques au champ de façon à favoriser la poursuite de ces objectifs.

Les entrepreneurs politico-mémoriels adoptent parfois des stratégies qui vont à l'encontre de l'autonomie du champ. Ils choisissent, dans une perspective plus ou moins stratégique, les tribunes où ils interviennent afin de construire un rapport de force qui favorise leur position dans la controverse et dans le champ. Les publications spécialisées – les revues, les collections universitaires, etc. – constituent le cœur du champ historiographique. Certains journaux, magazines et émissions de radio et de télévision participent aussi du champ historiographique, mais y occupent une position périphérique. Dans *Argumenter dans un champ*

de forces, le sociologue Francis Chateauraynaud (2011) utilise la métaphore balistique pour fonder sa sociologie des controverses. Ainsi, chaque intervention dans le débat constitue le lancement d'un projectile balistique dont il est possible d'évaluer la cible, la portée et le succès relatif. Les entrepreneurs politico-mémoriels impliqués dans les controverses qui nous intéressent choisissent les tribunes où publier leur intervention dans une telle perspective balistique, afin de maximiser les dommages infligés au camp adverse par une stratégie offensive ou de protéger leur propre position en adoptant une stratégie défensive. Certains acteurs interviennent sur les tribunes favorables au camp adverse dans le but de convaincre un public peu familier ou peu réceptif à leur thèses (Moradiellos, 2003a, 2003b), alors que d'autres s'en tiennent aux tribunes favorables à leur propre camp, préférant mobiliser leurs alliés ou argumenter auprès d'eux afin de façonner l'approche à adopter face aux adversaires.

Le choix des tribunes qu'opèrent les entrepreneurs politico-mémoriels donne lieu à ce que les sociologues Charles Tilly et Sidney Tarrow nomment un « changement d'échelle ». Pour expliquer la dynamique changeante des conflits sociaux, ils ont recours à ce processus, qui consiste en une « augmentation ou diminution du nombre d'acteurs et/ou de la portée géographique d'une revendication coordonnée » (Tilly & Tarrow, 2015, p. 360). Plusieurs mécanismes peuvent être à l'origine d'un processus de changement d'échelle. Nos recherches montrent que ce processus peut résulter des diverses stratégies utilisées par les acteurs du conflit.

En choisissant leurs tribunes, les entrepreneurs politico-mémoriels tentent parfois de circonscrire le débat au cercle des spécialistes, contribuant à assurer l'autonomie du champ historiographique. Dans certains cas, cependant, leur stratégie consiste à élargir le public atteint par le débat et à impliquer des acteurs étrangers au champ historiographique. Une telle démarche fragilise l'autonomie du champ.

Un outil central de la stratégie des acteurs dans les débats intellectuels consiste dans le choix des tribunes utilisées pour publier ses interventions. Choisir une tribune consiste à choisir le public atteint par son intervention. Le profil du lectorat des journaux, des revues spécialisées ou des émissions de télévision diffère largement d'une catégorie de publication à une autre – les publics d'une revue scientifique en histoire et d'un grand quotidien n'ont pas le même niveau de familiarité avec les questions historiques, par exemple – et entre des publications au sein d'une même catégorie – un journal de gauche et un autre de droite n'ont pas nécessairement les mêmes préoccupations par rapport à une même période historique.

Chaque acteur choisira donc à quel public il s'adresse pour chacune de ses interventions en déterminant la meilleure tribune pour joindre ce public.

Les acteurs des controverses contrôlent les stratégies qu'ils mettent en œuvre, mais ils ne maîtrisent pas l'entièreté des conséquences de ces stratégies. Cela tient au fait que leurs stratégies peuvent être contrées, volontairement ou non, par celles des autres acteurs en présence. En choisissant de lancer un débat sur des tribunes qui atteignent un certain public, un acteur n'a jamais l'assurance que son intervention et le débat qu'elle suscite resteront cantonnés à ces tribunes et au public en question. D'autres acteurs pourront choisir d'intervenir dans le débat ou de l'aborder sur d'autres tribunes, que ce soit dans le but d'informer un public moins touché par le déroulement du débat jusque-là, de transporter le débat dans une arène différente ou d'ouvrir une « succursale » du débat touchant un nouveau public.

Les entrepreneurs politico-mémoriels déplorent parfois les stratégies de leurs adversaires consistant à ramener le débat sur des tribunes qui leur sont plus favorables. Pour Habermas (1988a, p. 77), Klaus Hildebrand (1988) avait commis un manquement à l'éthique de la discussion en répondant à son texte publié dans *Die Zeit* dans les pages du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* plutôt que dans les pages de l'hebdomadaire de Hambourg. Le philosophe avait alors jugé nécessaire d'accepter ce changement d'échelle dans le débat en publiant lui-même sa réplique dans le quotidien de Francfort.

5.3.3 Le structure du champ comme hypothèse

Il est plus commun de procéder à une analyse de champ en mettant l'accent sur la structure des oppositions en son sein qu'en l'envisageant comme l'arène où se déroule un jeu dont l'issue est imprévisible. La structure des champs historiographiques italien et espagnol permet dans une certaine mesure de prédire les oppositions dans les controverses étudiées, mais une part de cette polarisation demeure inexplicable dans le cadre d'une analyse de la distribution des capitaux. Comme nous le verrons à la section 5.4, ce sont les valeurs qui animent les acteurs des controverses qui déterminent leur investissement dans le débat et celles-ci ne sont pas totalement explicables par l'effet d'un champ. Ce que le concept de champ permet de mettre en évidence, toutefois, c'est l'efficacité relative des stratégies des acteurs dans le cadre de la négociation des règles du jeu qui se joue dans le champ. Le concept de champ ne saurait donc être décisif pour expliquer le *déclenchement* des controverses mémorielles, mais les règles qui s'y imposent au fil du temps expliquent le *résultat* de ces conflits.

C'est le succès relatif des stratégies des acteurs en vue de négocier les contraintes que constituent les règles existantes du champ historiographique et de les modifier à leur avantage qui explique le fait que la structure des positions dans le champ ne détermine pas totalement le résultat des controverses. En Italie, De Felice adopte une posture méthodologique qui le campe dans une position subalterne dans le champ historiographique de l'étude de la période fasciste. Ce champ est alors dominé par le paradigme antifasciste. Au fil des ans, le biographe de Mussolini participe à la construction d'un nouveau champ où l'étude du fascisme n'est plus subordonnée à l'étude de la Résistance. Il revendique pour ce faire une conception des règles méthodologiques héritée d'autres champs historiographiques en s'inspirant notamment de ses travaux sur l'Italie à l'époque de la Révolution française. Pour imposer ces nouvelles règles à un objet d'étude qui était traité d'une façon très différente, De Felice inscrit ses travaux dans un réseau intellectuel émergent, mobilisant notamment des perspectives inspirées de George Mosse. La vision du fascisme développée par De Felice devient la posture dominante en Italie, notamment grâce à son influence à l'échelle internationale. Mais c'est surtout sa conception des règles du jeu du champ historiographique dédié à l'étude du fascisme qui s'impose, au-delà de sa conception théorique. Les règles du champ que revendique l'historien deviennent hégémoniques, au point où l'historien perd sa controverse en 1995 quand ses adversaires invoquent les règles qu'il a lui-même mise de l'avant depuis trente ans.

En Espagne, la posture révisionniste est en déclin et la posture pro-mémorielle en ascension quand les controverses surviennent. Les révisionnistes anti-mémoire tentent de renverser cette tendance, mais ils échouent à le faire, même en invoquant les règles du champ mises de l'avant par les révisionnistes européens et américains (González Cuevas, 2008a), car le principe de l'étude empirique approfondie guide déjà la recherche de leurs adversaires dans plusieurs domaines importants, notamment celui de la répression par l'armée franquiste (Casanova, 2004; González Calleja, 2011, 2015; Molinero, Sala, & Sobrequés i Callicó, 2003; Rodrigo, 2008). L'évocation de Paracuellos et d'autres cas de la répression républicaine, parce qu'anecdotique en comparaison, ne peut mener qu'à diagnostiquer une fausse équivalence dans le discours des révisionnistes (González Calleja, 2004; González Calleja & Sánchez Pérez, 2018; Rodrigo, 2004, 2009a). Personne ne dit qu'il ne faut pas l'étudier, mais les données empiriques de cet axe de recherche ne permettent pas de faire dire à l'histoire ce que les révisionnistes aimeraient dire : que c'est la gauche qui a été violente et que c'est elle qui est responsable du conflit fratricide de 1936 (Moa, 2004a, 2004e, 2005a).

Nos recherches mettent aussi en évidence une structure de champ où un camp se trouve en position dominante et un autre est dominé. Les cas italien et espagnol montrent toutefois que ces structures peuvent changer à travers le débat. La controverse de 1975 a été un pas important dans la transformation de l'historiographie du fascisme italien. De Felice allait alors à contre-courant de l'interprétation dominante. Dans les années 1990, il était devenu le père fondateur de l'historiographie du fascisme. Les voix qui s'élevaient en Espagne pour la récupération de la mémoire historique ont aussi connu une trajectoire ascendante entre le milieu des années 1990 et le moment où, une quinzaine d'années plus tard, le gouvernement central adopta la Loi de la mémoire historique. Au contraire, l'historiographie révisionniste était en déclin et se trouvait de plus en plus marginalisée quand Moa lui a redonné un peu de visibilité (Reig Tapia, 2003). Si ce dernier n'a jamais pu redonner à ce courant la position dominante qu'il occupait dans le champ historiographique dans les années qui ont suivi la mort de Franco, d'autres ont profité de la visibilité qu'il a donné au révisionnisme et, sans réussir à le reconvertir en orthodoxie historiographique, en ont fait une approche sérieuse par rapport à laquelle les historiens jugent souvent nécessaire de se positionner (Álvarez Tardío & Villa García, 2010, 2017; del Rey, 2012; González Cuevas, 2016a).

5.4 L'agentivité dans les controverses mémorielles : les entrepreneurs politico-mémoriels entre rationalité en finalité et rationalité en valeur

S'il est nécessaire de conceptualiser le champ comme un jeu dont le résultat n'est pas déterminé d'avance par la répartition des forces en place, il faut aussi remettre en cause l'idée que les positions adoptées seraient uniquement le résultat de la position occupée dans le champ, à travers la médiation de l'habitus. Une telle conception tend à réduire les valeurs des acteurs sociaux au statut d'instrument de leur accumulation de pouvoir social. Or, dans les controverses mémorielles prenant pour objet les fascismes, l'accumulation de pouvoir social est loin d'être une finalité capable de justifier rationnellement un moyen comme l'adoption d'une posture que les acteurs qui les tiennent savent à risque d'être assimilée à une apologie du fascisme. Le bénéfice à tirer de se positionner en rupture avec l'orthodoxie dans un champ prenant pour objet une question d'une telle sensibilité existe certes, comme en témoigne le parcours de Renzo De Felice, mais le risque est tel qu'il est difficile d'imaginer un acteur qui choisirait cette posture de façon purement instrumentale dans le but de subvertir les règles du champ et d'assurer son ascension sociale. Dans les circonstances, il est plus rationnel pour un acteur de choisir la voie de la « science normale » de l'étude du fascisme dans le respect des traditions intellectuelles en place, dans l'espoir de gagner en capital par un travail empirique minutieux ou par voie de cooptation, que d'opérer une

« révolution scientifique » pour abattre un paradigme dominant et obtenir le crédit comme pionnier d'une grande transformation du paysage intellectuel du champ (Kuhn, 1983). Expliquer les controverses mémorielles italiennes et espagnoles nécessite d'attribuer une autonomie relative aux valeurs et aux idéologies politiques des entrepreneurs politico-mémoriels. Ces valeurs et idéologies jouent en fait le rôle de force motrice de l'intervention des acteurs dans les controverses, laquelle est ensuite réfractée par le champ historiographique qui limite l'éventail des stratégies disponibles aux acteurs et conditionne les résultats de ces stratégies.

Une lecture structurale du champ historiographique invite à une lecture stratégique des controverses mémorielles. Si un acteur défend une vision du champ, ce serait parce que sa position dans le champ le conduirait, en fonction de ses intérêts, à opter pour une stratégie de subversion ou de reconduction des règles du jeu dans le champ. La réalité des controverses mémorielles n'est pas aussi simple. Alors que, chez Bourdieu, la théorie de l'action semble subsumer la rationalité en valeur et l'action traditionnelle, sous la forme de l'habitus, à une version culturellement décalée de la rationalité en finalité (Bourdieu & Wacquant, 2014, pp. 162-191), les acteurs sociaux dans le monde réel n'héritent pas toujours leur univers axiologique des intérêts correspondants à leurs positions passées et présentes. Les valeurs transmises sont importantes dans la formation de la conception axiologique des individus, mais les façons de se positionner par rapport à ces valeurs héritées sont variées et découlent de l'effort réflexif plus ou moins grand des acteurs sociaux par rapport à leur propre parcours³⁸⁸. Expliquer les controverses mémorielles italiennes et espagnoles implique d'attribuer une autonomie relative aux valeurs et aux idéologies politiques des entrepreneurs politico-mémoriels. Ces valeurs et idéologies jouent en fait le rôle de force motrice de l'intervention des acteurs dans les controverses, laquelle est ensuite réfractée par le champ historiographique qui limite l'éventail des stratégies disponibles aux acteurs et conditionne les résultats de ces stratégies.

Dans l'Italie des années 1970 à 1990, Renzo De Felice est le principal entrepreneur politico-mémoriel à mettre de l'avant l'idée de refonder l'étude du fascisme sous la forme d'un champ historiographique libéré des présupposés antifascistes. Ce projet politique et mémoriel constitue à la fois une tentative de développer une perspective scientifique de l'histoire du fascisme et une stratégie de délégitimation du communisme dans le champ intellectuel. Ses adversaires lui opposent un agenda politico-mémoriel

³⁸⁸ C'est là un phénomène dont Bourdieu était conscient, ayant lui-même fait un effort de réflexivité en s'adonnant à sa propre auto-analyse (Bourdieu, 2004).

différent, selon lequel l'étude du passé fasciste doit non seulement reconstruire empiriquement la période étudiée, mais aussi élaborer des outils en vue d'une critique des valeurs qui sous-tendent le fascisme et qui subsistent au cœur de certains projets politiques néofascistes ou ayant des affinités avec ceux-ci.

Dans l'Espagne de la fin des années 1990 à aujourd'hui, des entrepreneurs politico-mémoriels mettent de l'avant un projet de délégitimation politique de la dictature franquiste en invoquant le jugement de la grande majorité des travaux historiques sur la période allant de la Seconde République à la transition démocratique. Pour ces intellectuels en faveur de la récupération de la mémoire historique, il est important que l'État espagnol prenne acte des recherches historiques sur l'origine illégitime du régime franquiste, sur son inscription dans la constellation des fascismes européens et sur la violence meurtrière instrumentale à sa mise en place (Casanova, 2016; González Calleja, 2011; Molinero, 2004; Rodrigo, 2016). En reconnaissant les crimes commis par le régime et les causes qui les ont engendrés, ces entrepreneurs politico-mémoriels espèrent voir l'État espagnol à même de surmonter les impasses dans lesquelles ils estiment que la monarchie constitutionnelle est prise. Certains jugent nécessaire de rompre avec la monarchie au profit d'une troisième république, alors que d'autres se contenteraient de voir les partis conservateurs – le PP en tête – tourner le dos sans équivoque au franquisme en opérant une critique de leurs propres trajectoires historiques et de leur propre culture politique. Leur projet politico-mémoriel ne préconise cependant pas une relation unidirectionnelle entre historiographie et politique, dans laquelle la première jouerait le rôle d'émetteur et informerait la seconde qui serait cantonnée à une posture de réception de la connaissance juste. Plutôt, les défenseurs de la mémoire souhaitent que la connaissance de l'expérience des victimes du franquisme émane aussi de la société civile pour informer à la fois l'État et l'historiographie, au sein de laquelle il faudrait délégitimer les perspectives néo-franquistes résiduelles.

Les adversaires de ces entrepreneurs politico-mémoriels mettent aussi de l'avant un agenda mémoriel qui concerne à la fois les institutions politiques et le champ historiographique. Dans la majorité des cas, ces entrepreneurs politico-mémoriels qui se situent à la droite du spectre politique militent pour une conception de la mémoire axée sur la réconciliation. La condition d'une telle réconciliation serait de laisser le passé à l'histoire et de reléguer les idéologies au cœur des événements historiques hors de la sphère politique. Si ces acteurs refusent souvent d'opérer une critique de la culture politique franquiste d'une partie de leur base électorale, ils tentent d'imposer à leurs adversaires une rupture complète avec les perspectives marxistes, socialistes et communistes qui sont, selon eux, à l'origine des conflits sociaux des

années 1930³⁸⁹. En ce sens, la réconciliation dans le champ politique devrait, à leurs yeux, s'accompagner dans le champ historiographique d'une critique acerbe du rôle des gauches dans le conflit historique à l'origine du franquisme.

Il n'y a rien de surprenant à ce que les acteurs des controverses mémorielles espagnoles et italiennes défendent des projets politico-mémoriels correspondant aux valeurs qui les animent et qu'ils souhaitent inculquer au champ historiographique. Le débat sur le fascisme en France est l'occasion pour une école opposée à la conception structurale de l'histoire de réintégrer le rôle des grands hommes politique à l'historiographie, dans un effort de faire basculer le champ historiographique du côté conservateur après l'hégémonie d'approches plus ou moins inspirées du marxisme. Dans *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Michel Dobry utilise le concept de champ pour expliquer l'utilisation de la « thèse immunitaire » par l'école d'histoire politique à laquelle donna naissance René Rémond au-delà de considérations politiques. Les tenants de cette thèse n'étaient pas nécessairement animés de visées apologétiques en vue de restituer la mémoire des groupes d'extrême droite des années 1930 comme le PSF et les collaborateurs de Vichy, bien que leur conception fût teintée d'un biais que nous pourrions qualifier de protection de l'honneur national. Ils ont utilisé cette thèse pour faire avancer leur agenda au sein des institutions universitaires. Selon Dobry, le développement de cette thèse s'inscrit dans le ressac contre l'école des Annales visant à remettre l'histoire événementielle au cœur de la discipline historique (Dobry, 2003, pp. 30-31).

La querelle des historiens allemands s'appuie elle aussi sur des conceptions divergentes du rôle de l'histoire et de la mémoire. Michael Stürmer offre l'expression la plus claire d'un projet visant à mettre l'historiographie allemande à contribution dans une affirmation nationaliste au crépuscule de la guerre froide, donnant comme objectif à l'histoire de « consolider l'identité nationale des Allemands d'aujourd'hui en dégageant une signification positive du passé allemand » (Kershaw, 1997, p. 363; Stürmer, 1988). Moins explicite quant à ses intentions, Nolte revendique le droit de faire l'histoire du nazisme en cherchant l'origine de la Shoah dans la violence de classe perpétrée par les bolchéviques (Nolte, 1988). Ce faisant, il contribue à l'entreprise de construction d'une signification positive du passé allemand à laquelle

³⁸⁹ Les historiens qui œuvrent au sein des institutions universitaires se montrent plus critiques envers le franquisme, tout en attribuant à la République et aux forces politiques qui l'ont soutenu après juillet 1936 une responsabilité de premier plan dans le déclenchement du conflit (Álvarez Tardío & del Rey Reguillo, 2012; Álvarez Tardío & Villa García, 2010, 2017; del Rey, 2012). Les polémistes médiatiques sont plus disposés à revendiquer explicitement le franquisme, à l'instar de Pío Moa (2009, 2011a, 2011b).

appelle Stürmer, présentant comme véritable origine historique du génocide le communisme soviétique plutôt que la biologie raciale et l'eugénisme en vogue chez les nationalistes allemands de l'époque de Weimar à la fin de la guerre. La comparaison suscite la critique d'Habermas, qui plaide pour la reconnaissance de la singularité du génocide³⁹⁰. Il ne prétend pas intervenir dans un débat interne au champ historiographique. Il refuse toutefois de concéder aux historiens le monopole du débat sur le sens du passé nazi. Ce faisant, il propose une transformation du rôle des historiens dans la mémoire publique. Alors que l'historiographie conservatrice juge que l'histoire devrait intégrer le passé à un récit national permettant d'insuffler leur légitimité aux institutions, le sociologue allemand soutient que l'étude du passé devrait servir de leçon pour opérer une rupture avec celui-ci, en abandonnant la conception substantive de l'identité chère à ses adversaires au profit d'une conception abstraite qu'il qualifie de patriotisme constitutionnel³⁹¹. Selon lui,

Le seul patriotisme qui ne fasse pas de nous des étrangers en Occident est un patriotisme constitutionnel. Un engagement, ancré dans des convictions favorables aux principes constitutionnels universalistes, n'a malheureusement pu se forger dans la nation culturelle des Allemands qu'après – et à travers – Auschwitz (Habermas, 1988b, p. 58)³⁹².

³⁹⁰ L'idée de la singularité historique du génocide suscite la critique de nombreux historiens, y compris de ceux qui sont plutôt sympathique à la cause d'Habermas. Ian Kershaw juge « nécessaire de s'opposer » aux « tentatives de "révision" » de Stürmer, Nolte et Hillgruber en raison de « l'ambiguïté de leurs implications morales et politiques » (Kershaw, 1997, p. 387). Il juge cependant que « seule une méthode comparatiste » est à même d'éclairer la spécificité du génocide (Kershaw, 1997, pp. 376-377). Enzo Traverso considère la reconnaissance de la singularité des crimes nazis comme « un acquis important de l'historiographie », mais s'inquiète de « son corollaire, c'est-à-dire les conséquences problématiques [...] qui ont accompagné cette reconnaissance », parmi lesquelles il souligne « la disparition du concept de fascisme » (Traverso, 2005, p. 99). Selon lui, « la singularité des crimes du nazisme n'exclut pas son appartenance, en dépit de toutes ses particularités, à une famille politique plus vaste, celle des fascismes européens » (Traverso, 2005, p. 105).

³⁹¹ Le concept a d'abord été utilisé par le politologue Dolf Sternberger, mais Habermas l'a popularisé à partir de la querelle de 1986 (Müller, 2000, p. 93). La réception du concept de patriotisme constitutionnel hors d'Allemagne a donné lieu à des usages contre-intuitifs. En Espagne, par exemple, des nationalistes conservateurs militants au sein du PP et de Ciudadanos ont mobilisé le patriotisme constitutionnel contre les nationalistes basques et catalans, dans le but de revendiquer l'unité de l'Espagne, tout en épargnant la réflexion critique sur le passé autoritaire qui était au cœur de la conception d'Habermas (Casqueiro, 2001; Gallego-Díaz, 2001; Mateo, 2015b; Peces-Barba Martínez, 2004). Certaines figures à l'extrême droite du spectre politique déplore par ailleurs l'appropriation du concept par la droite espagnole, ce qu'ils considèrent comme une trahison de l'identité nationale et une concession excessive face au libéralisme (Alcalá, 2004; González Cuevas, 2020). Sur la trajectoire du concept de patriotisme constitutionnel en Espagne, voir (Ballester Rodríguez, 2014).

³⁹² Si l'intention d'Habermas de transformer l'identité allemande de nation culturelle à communauté politique est saluée par plusieurs, certains s'inquiètent d'une revendication acritique de la tradition philosophique des Lumières à travers la revendication de l'héritage occidental. Soulignant les contributions d'Adorno et Horkheimer à l'analyse d'une « barbarie qui s'inscrit dans le principe même de la civilisation », Traverso rejette une conception de

Si les relations de pouvoir caractéristiques des phénomènes de champs sont à l'œuvre dans l'ensemble de ces cas de controverses, ce sont les convictions de chaque acteur au sein du champ historiographique qui expliquent leur position dans le débat. Rendre compte de ces convictions et du rôle qu'elles jouent dans l'argumentaire utilisé et dans la réception de cet argumentaire par d'autres acteurs ne peut se faire à travers une lecture purement interne des controverses.

5.5 Les limites d'une lecture interne des controverses mémorielles

Nous avons montré dans ce chapitre qu'une analyse de champ permet d'expliquer en partie la dynamique des controverses mémorielles sur les fascismes, dans la mesure où l'explication met l'accent sur le jeu au cœur du champ historiographique et les règles qui le régissent. Le concept de champ permet de mettre en évidence les fondements structurels des oppositions entre les acteurs qui participent aux controverses, mais cette dimension du champ ne permet pas de rendre compte des changements qui surviennent dans le champ à travers les débats. L'étude de la dynamique du jeu au cœur du champ historiographique permet de rendre compte de certaines stratégies utilisées par les acteurs des controverses et le résultat de celles-ci. Nous avons montré que les règles du jeu dans le champ historiographique sont parfois utilisées par les acteurs des controverses dans une perspective stratégique. En appuyant leurs positions concrètes dans les débats sur l'histoire avec une conception du fonctionnement du champ historiographique, les entrepreneurs politico-mémoriels tentent d'établir leur position et de construire un rapport de force leur permettant de sortir vainqueurs du débat ou d'optimiser leur position dans le champ en vue de bénéfices à venir.

Si ce déplacement du point de focalisation dans la théorie des champs permet d'éclairer certains aspects de notre objet, la théorie des champs est incapable de rendre compte des motivations qui animent les acteurs dans les controverses étudiées ici. Le champ pointe vers les stratégies des acteurs, mais les positions qu'ils adoptent sont de l'ordre des valeurs, lesquelles ne sont pas réductibles à une position dans le champ ou à l'habitus que les acteurs héritent de celle-ci. S'arrêter à une lecture interne du débat nous condamnerait à attribuer le choix des positions défendues à une évaluation stratégique des opportunités. Nous avons montré les limites de la théorie des champs pour expliquer les finalités que poursuivent les

l'Holocauste comme un « effondrement de civilisation » (Elias, 2013). Il juge que « le nazisme ne s'inscrit pas dans l'histoire de l'Occident seulement comme expression extrême des contre-Lumières. Son idéologie et sa violence condensaient plusieurs tendances à l'œuvre en Europe depuis le XIXe siècle : le colonialisme, le racisme et l'antisémitisme moderne » (Traverso, 2005, p. 83). Sur le rapport complexe du nazisme à la modernité européenne, voir (Traverso, 2002) et (Bauman, 2002).

acteurs des controverses, lesquelles s'inscrivent souvent davantage dans une rationalité en valeur ayant pour objet une vision de l'histoire propre à chaque camp qu'une lutte monopolistique pour le pouvoir de dicter la vérité historique. À Bourdieu qui dépeint les acteurs des champs scientifiques comme impliqués dans une lutte pour le « monopole de l'autorité » et de la « compétence scientifique » (Bourdieu, 1976, p. 89), nous opposons le constat de Weber selon lequel la rationalité en finalité pure « n'est, pour l'essentiel, qu'un cas limite théorique » (Weber, 1995, p. 57). Indépendamment des variations de la structure d'opportunité, les acteurs défendent leurs positions au fil du temps et modifient davantage les arguments qui les appuient que les valeurs profondes sur lesquelles elles se fondent. Ainsi, bien qu'une étude approfondie du déroulement des controverses mémorielles soit nécessaire à leur explication, une lecture strictement interne de ces débats ne permet pas toujours de bien comprendre les objectifs visés par les entrepreneurs politico-mémoriels qui y interviennent. Il nous faut donc conclure sur le constat des limites d'une lecture interne des controverses mémorielles et ouvrir la porte à une approche complémentaire pour en expliquer les dynamiques. L'étude des valeurs sur lesquelles repose la rationalité des acteurs des controverses nous oblige à rompre avec la lecture interne et à lire le texte des controverses à la lumière du contexte dans lequel elles surviennent. Nous poursuivons cet objectif dans le chapitre 6.

CHAPITRE 6

TEXTE ET CONTEXTE : CADRES D'INTERPRÉTATION MÉMORIELS, SYSTÈMES DE PARTIS ET VIOLENCES POLITIQUES

Le contenu des interventions dans les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes italien et espagnol a généralement été abordé sur la base de la validité des thèses défendues. Dans cette perspective sémantique, il s'agit alors de déterminer le sens de ce qui est dit et de tester empiriquement la validité des assertions pour trancher le débat en faveur d'un participant ou de son camp.

Dans les conférences réunies dans *Quand dire, c'est faire*, Austin (1970) a montré que l'utilisation du langage gagnait à être analysée dans une perspective pragmatique, plutôt que strictement sémantique³⁹³. L'approche sémantique envisage le langage à travers ce qu'Austin qualifie d'« illusion descriptive » (Austin, 1970, p. 39; Bracops, 2010, p. 34), c'est-à-dire comme un code où les « unités de base du langage sont des images correspondant à des unités dans la réalité » (Giddens, 1979, p. 245). L'utilisation du langage est alors évaluée en fonction de la validité de la description de la réalité qui est produite. Au contraire, pour la perspective pragmatique, il s'agit alors d'étudier ce que les acteurs font avec le langage et ce que cela entraîne dans leurs interactions les uns avec les autres. Car le langage est un « moyen de la pratique sociale, et en tant que tel, il est utilisé dans la diversité des activités auxquelles les acteurs sociaux participent » (Giddens, 1979, p. 245)³⁹⁴.

La pragmatique du langage développée par Austin apporte un éclairage pertinent sur le phénomène des controverses mémorielles portant sur les fascismes, car les acteurs qui s'y impliquent ne se limitent pas à des énoncés constatifs. L'utilisation du langage par les entrepreneurs politico-mémoriels comporte une dimension performative³⁹⁵ qu'il est important de prendre en compte s'il est question d'expliquer le phénomène des controverses mémorielles, de leur origine à leur clôture. Ainsi, les entrepreneurs politico-

³⁹³ Pour une brève introduction à la philosophie du langage d'Austin, voir Bracops (2010, pp. 33-49).

³⁹⁴ Traduction libre.

³⁹⁵ Après avoir structuré son argumentaire autour de l'opposition constatif-performatif, Austin décide d'abandonner celle-ci, car nombre d'énoncés ne peuvent selon lui être rangés dans l'une ou l'autre des catégories (Austin, 1970, pp. 152-153) – ce que certains philosophes inscrivant leurs travaux dans la tradition d'Austin ont refusé de faire (Récanati, 1981). Sans nous prononcer sur ces débats complexes concernant la pragmatique du langage, il nous semble pertinent d'envisager les trois types d'actes de langage – les actes locutoires, illocutoires et perlocutoires, sur lesquels nous revenons plus bas – proposés par Austin comme des formes d'articulation d'une dimension performative présente dans toute utilisation du langage.

mémoriels ne se contentent pas de dire des choses à leurs interlocuteurs; ils font des choses en énonçant leur propos, ce qui entraîne des conséquences sur le déroulement du débat.

Austin classe les actes de langage en trois catégories : l'acte locutoire, l'acte illocutoire et l'acte perlocutoire. Succomber à l'illusion descriptive suppose de limiter son attention à l'acte locutoire, c'est-à-dire l'acte de « dire quelque chose » (Austin, 1970, p. 109). Quentin Skinner (Skinner, 1972, 1978b, 1988a, 1988b, 1988c) et J.G.A. Pocock (1989) ont montré que prendre en compte la dimension illocutoire de l'acte de langage donnait lieu à une lecture contextuelle éclairante dans le cadre de l'étude des idées politiques. Un acte illocutoire est « un acte effectué *en* disant quelque chose, par opposition à l'acte *de* dire quelque chose » (Austin, 1970, p. 113). Expliquer les controverses mémorielles dans une perspective pragmatique implique de déterminer les intentions des entrepreneurs politico-mémoriels au moment de formuler leurs énoncés. Il s'agit alors de reconstruire les actes illocutoires qu'exécutent les participants aux débats à partir du contexte dans lequel ils interviennent.

Expliquer l'engagement dans les controverses mémorielles nécessite de porter attention à la dimension perlocutoire du langage. Austin définit les actes perlocutoires comme des « actes que nous provoquons ou accomplissons *par* le fait de dire une chose » (Austin, 1970, p. 119). Les historiens des idées ont accordé moins d'attention à cette dimension qu'à la dimension illocutoire du langage. Les acteurs interviennent dans le débat avec l'objectif d'avoir un impact sur celui-ci et sur le milieu intellectuel et politique dans lequel il survient. Il faut donc prendre en compte la nature des conséquences recherchées par les participants. Mais il est tout aussi nécessaire de se pencher sur les conséquences imprévues ou non souhaitées suscitées par une intervention.

Le présent chapitre a pour objectif d'étudier les controverses mémorielles à la lumière du contexte dans lequel elles surviennent et en prenant compte des dimensions locutoires, illocutoires et perlocutoires du langage. Pour ce faire, nous discutons d'abord la littérature sur l'analyse de cadrage, à partir de laquelle nous élaborons le concept de cadre d'interprétation mémoriel. Nous montrons que les acteurs des controverses puisent dans un répertoire de cadres d'interprétation mémoriels dans le but d'atteindre des objectifs spécifiques : ils cherchent à imposer certaines idées sur le passé, sur le présent et sur la relation à établir entre les deux, comme étant les plus appropriées à leurs yeux, dans une perspective à la fois historique et politique. Le choix des cadres d'interprétation mémoriels que les acteurs des controverses empruntent au répertoire existant est révélateur quant à leurs intentions – l'acte illocutoire qu'ils

accomplissent en mobilisant ces cadres d'interprétation –, mais il permet aussi d'éclairer la réception de leurs interventions – l'acte perlocutoire qu'ils accomplissent par le fait de mobiliser ces cadres. Bien que les raisons pour lesquelles des entrepreneurs politico-mémoriels empruntent des cadres d'interprétation mémoriels à une tradition intellectuelle et politique différent, les conséquences de ces emprunts sur le débat sont généralement similaires dans des circonstances équivalentes.

C'est le contexte spécifique dans lequel surviennent les interventions dans les débats qui expliquent la réception de ces interventions et, par conséquent, le fait qu'elles donnent lieu à des controverses. Après tout, ce sont des emprunts au répertoire de cadres d'interprétation mémoriels existants qui suscitent l'indignation et déclenchent les controverses. Les formulations originales de ces cadres d'interprétation mémoriels n'ont pas toujours donné lieu à des polémiques du même ordre, car la menace que représentaient ces cadres était moindre dans un contexte différent. Nous présentons donc pour chacun des contextes nationaux étudiés une série de circonstances spécifiques qui ont contribué à une réception hostile des cadres d'interprétation mémoriels utilisés par certains entrepreneurs politico-mémoriels. Nous présentons d'abord la structure d'opportunités politiques qui s'offre aux différents acteurs en présence et résultant du système de parti en place dans les régimes politiques concernés. Finalement, nous nous penchons sur l'effet de la violence politique et des stratégies de légitimation des acteurs en marge du système politique sur le déroulement des controverses mémorielles.

6.1 Cadrage, mobilisation et mise en scène de soi : l'utilisation des cadres d'interprétation mémoriels au sein des controverses sur le passé fasciste

Les acteurs des controverses mémorielles utilisent le langage pour intervenir dans le monde qui les entoure. Pour ce faire, ils cadrent la réalité pour faire avancer les idées auxquelles ils souscrivent. Nous avons introduit l'analyse des processus de cadrage développée par Erving Goffman au chapitre 2. Nous avons élaboré le concept de cadre d'interprétation mémoriel à partir des outils théoriques développés par Goffman et ses successeurs. Nous avons défini les cadres d'interprétation mémoriels comme *les principes d'organisation des événements passés et de notre implication subjective au sein de ceux-ci, renvoyant à la fois à leur nature, leurs causes, leur sens et les implications qui en découlent*. Notre argument est le suivant : la mobilisation, par des entrepreneurs politico-mémoriels, de cadres d'interprétation mémoriels empruntés aux répertoires issus de traditions politiques particulièrement polarisantes, comme la tradition fasciste, vise à se mettre en scène dans une position avantageuse pour l'issue du débat et à atteindre une certaine résonance de ces cadres d'interprétation au sein du public. Cependant, les emprunts à ces

répertoires de cadres d'interprétation mémoriels engendrent des conséquences perlocutoires prévisibles : ils mobilisent les adversaires des traditions politiques dont sont issus ces cadres, qui ont de bonnes raisons de croire que la mobilisation de ces cadres participe d'une réhabilitation du fascisme à travers l'analyse historique. Nous présentons ici les origines intellectuelles des cadres d'interprétation mémoriels les plus controversés mobilisés par les entrepreneurs politico-mémoriels au sein des controverses étudiées.

Comment les différentes forces politiques opèrent-elles des cadrages en portant un regard sur le passé ? Les périodes marquantes de régimes fascistes et de guerres civiles peuvent difficilement être écartées du cadre lorsque des entrepreneurs politiques portent leur regard vers le passé en investissant celui-ci de sens. Mais la nature du sens attribué au passé fasciste repose sur des choix d'événements auxquels attribuer une importance, de causes invoquées pour expliquer le déroulement des événements, de blâmes à attribuer et d'acteurs à célébrer. Finalement, le sens du passé fasciste s'incarne toujours dans les leçons qu'un entrepreneur politico-mémoriel croit s'imposer en raison d'événements passés, dont l'impact continue de se faire sentir dans le présent. Ces leçons de l'histoire sont présentes, explicitement ou non, dans le discours de tous les acteurs qui choisissent de s'investir dans le débat sur le passé.

Quelles sont les caractéristiques des cadres d'interprétation mémoriels issus de l'extrême droite italienne et espagnole ? Quels sont les éléments que des entrepreneurs politico-mémoriels impliqués dans les controverses étudiées ici ont empruntés au cadrage opéré par l'extrême droite ? Quelles innovations ont-ils intégrées à ces cadres d'interprétation mémoriels ? Dans quels buts ont-ils eu recours aux cadres d'interprétation mémoriels produits par cette tradition politique ? Nous répondons à ces questions dans cette section, en étudiant d'abord le cas italien et ensuite le cas espagnol.

6.1.1 Les cadres d'interprétation mémoriels néofascistes en Italie et leur mobilisation par des entrepreneurs politico-mémoriels

Dans ses travaux de recherche – et notamment dans la biographie de Mussolini –, De Felice s'appuie en grande partie sur des sources fascistes. Cette intégration des sources fascistes dans ses écrits constitue une des grandes forces de l'approche défélicéenne. Les détracteurs de De Felice estiment que l'historien ne contraste pas suffisamment les sources fascistes avec d'autres sources et qu'il accepte volontiers le point de vue fasciste à plusieurs occasions (Mack Smith & Ledeen, 1976; "Una storiografia afascista per la « maggioranza silenziosa », " 1975). Dans ses travaux de divulgation, il met particulièrement l'accent sur quelques-unes de ces thèses contestées, dans le but de réfuter certains aspects centraux du narratif antifasciste. Il en résulte que plusieurs des thèses mises de l'avant par De Felice dans *Intervista sul fascismo*

et dans *Rosso e nero* sont des emprunts, parfois adaptés, d'autres fois repris tels quels, au répertoire des cadres d'interprétation mémoriels néofascistes.

Le cadrage de la mémoire du passé fasciste qu'opèrent les militants de la droite et de l'extrême droite après la chute des dictatures diffère substantiellement de celui qui constitue la colonne vertébrale de la propagande fasciste produite dans le cadre de l'exercice du pouvoir. Au cadrage fasciste classique s'ajoute donc le cadrage de la mémoire des vaincus – et de leurs successeurs – dans le répertoire des cadres d'interprétation mémoriels de la droite et de l'extrême droite. C'est à ce répertoire, spécifiquement, que De Felice emprunte le cœur de ses interprétations dans le cadre de sa contestation de la lecture antifasciste.

Après leur défaite en 1945, les fascistes revoient leur rapport au passé et aux mythes qu'ils avaient jusqu'alors fait leurs. Franco Ferraresi (Ferraresi, 1996, pp. 30-50) s'est penché sur la transition de la mythologie du régime fasciste à celle des néofascistes de l'après-Guerre. Il recense trois grands mythes sur lesquels s'appuyait l'adhésion au régime : le culte des martyrs de la Première Guerre mondiale, l'héritage de la « romanité » et la figure du Duce³⁹⁶. Selon lui, ces trois mythes, fondés sur une vision optimiste de l'histoire,³⁹⁷ ont été anéantis par la défaite, qui a montré l'impuissance du régime devant l'adversité. Aux prises avec l'amertume d'une défaite qui confirme à la fois la faiblesse de la nation italienne dans la géopolitique européenne et l'incapacité du fascisme de la sortir de cette position subalterne, la mythologie néofasciste a forgé une nouvelle vision de l'histoire pour renouveler l'engagement de ses militants dans une période difficile. Condamné à l'opposition et à l'exclusion dans le

³⁹⁶ Emilio Gentile envisage lui aussi le fascisme comme un culte : « Therefore the fascist State took on the character of a sacred institution, with its symbols, myths, and martyrs. At the center of this cult the charismatic figure of the Duce stood as a living myth, a human demigod worshiped by the masses in an everlasting collectivist cult » (Gentile, 2003b, p. 84). Il met cependant l'accent sur deux aspects de la mythologie fasciste sur lesquels Ferraresi n'insiste pas, soit « the conception of the State as the accomplishment of the will to power by an activist minority » et le mythe de l'État totalitaire – qu'il considère comme « the original contribution made by fascism to the theory and practice of modern authoritarianism and to contemporary mass politics » (Gentile, 2003b, p. 85). Sur la domination charismatique exercée par Mussolini, voir Gentile (1998), Dormagen (2008a) et Musiedlak (2009).

³⁹⁷ Emilio Gentile décrit bien l'optimisme sur lequel repose l'usage du passé et en particulier le mythe de la « romanité » : « In fascism, the mythic use of tradition, which is a typical aspect of modern mass politics, did not draw on a pessimistic regret for the lost past, but went hand in hand with an attitude of 'tragic and active optimism' » (Gentile, 2003b, p. 175). L'expression « tragic and active optimism » est empruntée aux écrits de l'intellectuel fasciste Camillo Pellizzi, selon lequel « cette attitude de l'esprit et de la volonté » serait « typiquement italienne » (Pellizzi, 1924, p. 166; traduction libre).

champ politique, les néofascistes se sont lancés dans une défense de la RSI et de leur engagement passé en son sein.

La défaite se prêtant moins bien aux mythes qu'à l'introspection, les néofascistes entament une réflexion en vue d'expliquer leur échec, de contester la version antifasciste de l'histoire et de revendiquer la valeur de leur engagement. Francesco Germinario a étudié le regard porté par la mémoire néofasciste sur la RSI et la Résistance durant la période d'après-Guerre. Son étude s'appuie sur une analyse des écrits d'anciens combattants, militants, intellectuels et dirigeants fascistes, parmi lesquels il attribue un statut paradigmatique aux écrits de Stanis Ruinas (1946), Filippo Anfuso (1950) et Rodolfo Graziani (1950).

Germinario note que les « revendications d'un honneur trahi » sont rapidement devenues un des « leit motiv de la littérature mémorielle et de l'historiographie néofasciste » (Germinario, 1999, p. 37), laquelle tente à la fois de « dénationaliser la Résistance », tout en réinscrivant la RSI dans l'histoire nationale italienne en insistant sur l'engagement patriotique de ceux qui l'ont soutenue (Germinario, 1999, p. 113). Par ailleurs, la littérature néofasciste cherche à séparer l'esprit fasciste du racisme, traitant l'antisémitisme de Salò comme « une tache politique largement étrangère à l'esprit de la RSI, une erreur du régime fasciste qui se reproduisait à Salò malgré la volonté de larges secteurs du fascisme républicain de ne pas répéter les erreurs du passé » (Germinario, 1999, p. 64)³⁹⁸.

Selon Germinario, ces narratifs partagés de la littérature néofasciste se déclinent en trois paradigmes à travers lesquels les intellectuels plus ou moins proches du MSI envisagent la République fasciste. Ruinas, Anfuso et Graziani sont ainsi présentés comme des entrepreneurs mémoriels qui posent les termes des débats dans l'univers néofasciste.

Ruinas incarne l'aile radicale du néofascisme, qui voit dans la RSI une opportunité manquée de « sauver et récupérer l'élan révolutionnaire des origines fascistes » (Ferraresi, 1996, p. 36)³⁹⁹⁴⁰⁰. Ruinas présente la

³⁹⁸ Traduction libre.

³⁹⁹ Traduction libre.

⁴⁰⁰ Les politiques sociales et la « socialisation » sont au cœur de l'autoreprésentation fasciste, que ce soit parmi les fascistes « de gauche » ou parmi la classe dirigeante de la RSI, accusée par ces derniers d'avoir entravé le développement de ces politiques. Les antifascistes s'entendent quant à eux sur le fait que Mussolini cherchait avant tout à « utiliser la politique sociale de la RSI comme un instrument visant à donner une base de masse à la république, ou au moins à ouvrir une brèche dans la classe ouvrière, considérée comme la force décisive, affaiblissant l'antifascisme et en particulier le communisme » (Poggio, 2000, p. 71; traduction libre).

RSI à travers le prisme des « frustrations du fascisme de gauche », auquel il s'identifie et qui l'a amené à s'engager dans le conflit (Germinario, 1999, p. 36). Il explique l'échec de la République de Salò par les contraintes posées par les Allemands, « accusé de s'être accordés avec le patronat du nord pour saboter les projets de socialisation de Mussolini ». Face à cette lutte interne au fascisme, la Résistance n'aurait « pas su influencer les masses ouvrières urbaines », dont les grèves auraient servi « la droite patronale pour saboter les projets de socialisation » (Germinario, 1999, p. 38)⁴⁰¹. Ce narratif permet aux néofascistes qui l'adopte de transformer la défaite de 1945 en un « instrument pour construire une identité forte, éthiquement ancrée, capable de survivre les perturbations et la ghettoïsation » (Ferraresi, 1996, p. 36)⁴⁰².

Filippo Anfuso, sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères dans la phase finale de la RSI, soutient que la RSI était une nécessité pour éviter une catastrophe pour la nation italienne. Ce narratif apparaît comme une tentative de défasciser le régime de Salò en le présentant comme choix patriotique plutôt qu'idéologique. La RSI n'aurait pas été fondé sur l'idéologie fasciste, comme en témoigne le fait qu'y ont « adhéré des personnalités politiques auparavant éloignées du régime » (Germinario, 1999, p. 46). La décision de mettre sur pied la RSI, prise par Mussolini à la suite de sa libération par les nazis, aurait permis de « préserver l'Italie de la vengeance d'Hitler » (Germinario, 1999, p. 44). Ce serait le mérite de Mussolini de s'être frayé « un chemin entre les nazis, les fascistes et la marée montante de l'antifascisme et de la Résistance » (Germinario, 1999, p. 44) et de « sacrifier son propre prestige politique, et peut-être aussi sa propre personne, pour respecter les intérêts supérieurs de la nation » (Germinario, 1999, p. 47). Avec la RSI, Mussolini aurait réussi à contrecarrer les « projets nazis de "poloniser" l'Italie » (Germinario, 1999, p. 44). La RSI « aurait pu jouer un rôle politique très positif, en reconstruisant un État dans lequel pouvait finalement se reconnaître les fascistes et les antifascistes » (Germinario, 1999, p. 47). Au contraire, elle fut « entraînée dans une guerre civile à cause, d'un côté, de l'attitude rigide des Allemands, de l'autre, de ces secteurs de l'antifascisme qui avait décidé d'influencer profondément le cours de la guerre en Italie » (Germinario, 1999, p. 47)⁴⁰³.

Un troisième paradigme de la littérature mémorielle néofasciste s'incarne dans les écrits de Rodolfo Graziani, ministre de la Défense de la RSI. Il met l'accent sur l'honneur de la nation italienne. Graziani soutient la thèse « de l'adhésion à la RSI comme étant dictée par l'honneur et la dignité nationale, que la

⁴⁰¹ Traduction libre.

⁴⁰² Traduction libre.

⁴⁰³ Traduction libre.

partie saine de la nation avait l'intention de défendre face à la lâcheté du 8 septembre » (Germinario, 1999, p. 52). Accusé d'avoir collaboré avec l'envahisseur nazi, Graziani évoque « la nécessité de défendre la patrie menacée par les envahisseurs » britanniques et américains « et non par le régime fasciste » (Germinario, 1999, p. 53). Ce faisant, l'ancien ministre fasciste se défend « en retournant l'accusation et en revendiquant pour la RSI la parfaite continuité juridique avec l'État précédent » (Germinario, 1999, pp. 55-56). Inspiré par son expérience militaire, Graziani revendique l'héritage du général de Gaulle pour justifier le choix patriotique de défendre le territoire national d'une invasion américano-britannique. Selon lui, la désobéissance du héros national français, tout comme la sienne, aurait été « envers un gouvernement désormais disqualifié, et non envers la nation » (Germinario, 1999, p. 53)⁴⁰⁴.

La littérature néofasciste de l'après-Guerre insiste sur la distinction entre le fascisme italien et le nazisme, tant sur le plan idéologique que sur le rôle historique joué par ces forces politiques. Elle conteste le concept de « nazifascisme », cher à l'antifascisme italien, et l'idée de la collaboration fasciste avec les nazis, parfois imputée à une classe dirigeante déconnectée des valeurs fascistes originales, d'autres fois revendiquée comme un choix patriotique visant à mettre des bâtons dans les roues de l'occupation allemande ou à honorer les engagements de la nation italienne. Puis, elle réinscrit la RSI dans la trajectoire nationale italienne « en la légitimant en tant que chapitre de l'histoire de la nation, plus que du fascisme lui-même » (Germinario, 1999, p. 48) et dénationalise la Résistance, dépeinte comme la lutte d'une minorité ayant nui au progrès social promis par le fascisme républicain, ayant trahi l'honneur national italien et n'ayant pas réussi à influencer le cours de l'histoire au même titre que l'engagement fasciste. Ce faisant, la littérature néofasciste délimite l'analyse du conflit entre fascistes et antifascistes dans un cadre national, nuanciant « l'influence allemande et revendiquant aux forces armées de Salò un patriotisme que la culture politique de la Résistance lui avait nié » (Germinario, 1999, pp. 38-39)⁴⁰⁵. De Felice a emprunté le cœur de ces cadres d'interprétation mémoriels néofascistes lors de ses travaux de divulgations, en particulier dans *Intervista sul fascismo* et dans *Rosso e nero*.

En insistant sur la distinction entre fascisme-mouvement et fascisme-régime, dans *Intervista sul fascismo*, Renzo De Felice développe un cadre d'interprétation mémoriel au cœur de la littérature néofasciste, comme en témoignent les écrits de Ruinas. Comme ce dernier, l'historien situe dans le fascisme-mouvement l'essence véritable du fascisme, dont il souligne l'origine de gauche et le caractère

⁴⁰⁴ Traduction libre.

⁴⁰⁵ Traduction libre.

révolutionnaire. Alors que Ruinas souligne les entraves posées par les Allemands et les élites fascistes qui ont collaboré avec eux durant la RSI, De Felice pointe les compromis avec les élites conservatrices, au cœur du fascisme-régime, pour expliquer l'absence de concrétisation des proclamations sociales dans le programme original des *Fasci italiani di combattimento* (De Felice & Ledeen, 1976, pp. 43-60).

Le biographe de Mussolini donne une expression historiographique à un autre cadre d'interprétation mémoriel cher à la culture néofasciste en distinguant de façon marquée le fascisme italien et le nazisme (De Felice & Ledeen, 1976, pp. 79-88). Les néofascistes ont élaboré des stratégies de justification pour expliquer l'alliance militaire et la collaboration avec les nazis durant la guerre civile en réfutant la thèse antifasciste de la convergence idéologique du national-socialisme et du fascisme. Dans les écrits de Ruinas, le nazisme est tellement aux antipodes du fascisme qu'il devient l'obstacle principal à la réalisation de son programme.

Dans *Rosso e nero*, l'historien emprunte à nouveau des cadres d'interprétation mémoriels d'origine néofasciste. En présentant la Résistance comme le fait d'une minorité, en la dénationalisant au profit d'une « zone grise » incarnée par les Italiens qui n'ont pas choisi de camp, De Felice légitime une conception qui est au cœur de la littérature néofasciste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour les néofascistes, le choix de la Résistance est un choix politique partisan et non un choix patriotique. De Felice va plus loin dans ses emprunts au répertoire des cadres d'interprétation mémoriels néofascistes en soutenant que la constitution du régime fut une décision patriotique de la part de Mussolini, soucieux de protéger les Italiens de l'occupation nazie. Il emprunte non seulement l'interprétation d'Anfuso, il légitime partiellement celle de Graziani, qui nie la continuité juridique entre le régime fasciste et l'Italie de Badoglio, en affirmant que le 8 septembre 1943 constitue ni plus ni moins que la « mort de la patrie ».

À la lumière de la comparaison des cadres d'interprétation mémoriels mobilisés par les néofascistes à la suite de la chute de la RSI en 1945 et de ceux mis de l'avant par Renzo De Felice dans *Intervista sul fascismo* et dans *Rosso e nero*, il apparaît clair que l'historien utilise la littérature néofasciste non seulement comme source empirique à contraster de façon critique avec d'autres sources, mais comme source d'inspiration théorique, en y empruntant des cadres d'interprétations mémoriels en vue de faire avancer ses propres fins.

La littérature néofasciste prend note de l'incursion de l'historien sur un terrain qui leur est généralement réservé. Germinario affirme que « l'historiographie néofasciste plus avertie n'épargne pas d'éloges » à son

endroit, alors que le néofascisme plus radical l'accuse d'être « inféodé à l'antifascisme » en raison de son rejet de la RSI, dont il a parfois jugé la fondation « indéfendable » (Germinario, 1999, p. 113). Le néofascisme revendique parfois la notion de « zone grise » – la part des Italiens qui n'a adhéré à aucun des deux camps durant la Guerre Civile – mise de l'avant par De Felice pour renforcer « l'image d'une RSI comme point de rencontre de l'aristocratie de la nation » (Germinario, 1999, p. 114). De plus, il reçoit les thèses défélicéennes comme une confirmation de son cadre d'interprétation mémoriel consistant en la « négation de la Résistance comme phénomène historique d'importance ». Pour les néofascistes, « celle-ci non seulement n'a pas eu l'ampleur et le consensus diffus, comme l'a prétendu l'antifascisme subséquent, mais peut-être qu'elle n'a jamais existé, si ce n'est comme une mythification idéologique » (Germinario, 1999, p. 114)⁴⁰⁶.

Les objectifs principaux poursuivis par De Felice à travers sa quête historiographique concordent avec certains des objectifs des néofascistes. La délégitimation du communisme et de l'antifascisme est au cœur du projet intellectuel et politique de l'historien⁴⁰⁷ et constitue la pierre angulaire de la réarticulation idéologique de la droite néofasciste à la suite de la Seconde Guerre mondiale. En étudiant le contexte politique et social italien de la période durant laquelle surviennent les controverses mémorielles autour des travaux de De Felice, il devient cependant clair que l'historien poursuit des fins politiques distinctes de celles mises de l'avant par les néofascistes du MSI et leurs héritiers d'AN. Cependant, sa tendance à mobiliser des cadres d'interprétation mémoriels néofascistes explique les réactions fortes qu'ont suscitées ses travaux. Car si De Felice n'a pas tant cherché à légitimer le fascisme qu'à délégitimer l'antifascisme et le communisme, ses emprunts au répertoire de cadres d'interprétation mémoriels néofascistes ont sans doute participé à la légitimation et à l'intégration du MSI et d'AN dans la vie politique italienne⁴⁰⁸. Et une telle légitimation est survenue à des moments charnière de la vie politique et sociale italienne qui ont favorisé la suspicion des intellectuels antifascistes vis-à-vis d'un projet intellectuel et politique dont le

⁴⁰⁶ Traduction libre.

⁴⁰⁷ De Felice est clair sur son rejet du communisme dans plusieurs de ses interventions publiques (De Felice, 2016g; De Felice & Furno, 2016). Sa critique de l'antifascisme est souvent plus nuancée. L'historien rejette par exemple ce qu'il qualifie d'« antifascisme compris comme idéologie d'État » (De Felice & Ferrara, 2017a, p. 166; traduction libre). Dans *Rosso e nero*, cependant, le ton et le vocabulaire qu'utilise l'historien sont fortement dépréciatifs à l'endroit de la tradition antifasciste, qu'il semble rejeter en bloc (De Felice & Chessa, 1999b).

⁴⁰⁸ Son appel à éliminer la disposition constitutionnelle interdisant la fondation d'un parti fasciste est le point culminant de cette légitimation (De Felice & Ferrara, 2017b). Selon l'historien Aram Mattioli, « la proposition » de De Felice « a trouvé un terrain fertile au sein des droites » (Mattioli, 2011, p. 48; traduction libre). Gianfranco Fini s'est notamment appuyé sur les travaux de De Felice pour s'opposer à la « diabolisation » sans nuance de la dictature fasciste (Mattioli, 2011, p. 53).

cœur était constitué d'un anticommunisme prenant la forme d'une « campagne “anti-antifasciste” » (Traverso, 2011, p. 123).

6.1.2 Les cadres d'interprétation néo-franquistes en Espagne et leur mobilisation par des entrepreneurs politico-mémoriels

Les entrepreneurs politico-mémoriels révisionnistes en Espagne ont emprunté des cadres d'interprétation mémoriels à la tradition franquiste. Cette tradition a connu des transformations au fil du temps, mais elle a globalement conservé certains traits caractéristiques de la justification du coup d'État par le camp insurgé durant la Guerre Civile.

La droite espagnole a entamé une révision de ses cadres d'interprétation mémoriels durant la dictature franquiste, afin de mettre davantage l'accent sur la réconciliation après la Guerre Civile que sur la victoire dans cette dernière. Cette interprétation s'est consolidée durant la transition démocratique pour devenir le fondement des cadres d'interprétation mémoriels du passé franquiste de la droite démocratique au sein du PP par la suite (Aguilar, 2002). Ce cadrage dominant n'a toutefois jamais complètement remplacé le cadrage historique hérité de la propagande des vainqueurs de la Guerre Civile, revendiqué par l'aile droite du parti, dont une part significative a récemment fait défection au profit du parti d'extrême droite Vox⁴⁰⁹. Le répertoire des cadres d'interprétation mémoriels d'origine franquiste comporte donc des narratifs triomphalistes et d'autres axés sur la réconciliation⁴¹⁰. Les acteurs des controverses, dans le camp révisionniste, puisent dans ce répertoire diversifié en fonction des besoins de leur argumentaire. Certains s'en tiennent généralement au narratif de la réconciliation, alors que d'autres utilisent ce narratif à des fins défensives, préférant le narratif triomphaliste lorsque vient le temps de passer à l'attaque.

Paloma Aguilar (1996) a étudié l'évolution de la mémoire de la Guerre Civile espagnole durant le régime franquiste et la transition démocratique. Elle divise la période dictatoriale en deux époques, durant lesquelles le régime véhicule des messages différents sur le passé. Une première période, marquée par une mémoire axée sur la division, s'entame lors de la victoire franquiste à la fin de la Guerre Civile et se termine à la fin des années 1950. Une deuxième période, durant laquelle le régime tente d'élaborer une mémoire rassembleuse, axée sur la pacification de la société espagnole – un succès attribué à la dictature

⁴⁰⁹ Pour une analyse des idées politiques qu'incarne Vox, voir Casals (2020b) et Ferreira (2019).

⁴¹⁰ Sur le passage de la mémoire triomphaliste à la mémoire de la réconciliation dans le discours du régime franquiste, voir Aguilar (2002).

–, s’ouvre au début des années 1960 et devient le fondement de la mémoire de la droite durant la transition démocratique et le régime qui en résulte.

Durant la première période, le régime met l’accent sur la « victoire nationale », divisant les Espagnols en deux camps, composés, d’un côté, de ceux qui ont choisi la « croisade » franquiste⁴¹¹ et dont la victoire est glorifiée, de l’autre, de ceux qui ont défendu la République et dont la défaite est évoquée dans le but de les humilier et de les maintenir en position de subordination.

Le discours sur le passé du régime franquiste des premières années s’inscrit dans la continuité de la propagande du régime durant la Guerre Civile. Carlos Pulpillo Leiva s’est intéressé à la vision de la République espagnole que construisait *El Noticiero de España*, une publication produite par le gouvernement franquiste de septembre 1937 à octobre 1941. Son étude montre que cet organe de l’État franquiste présentait la République comme « le zénith de la décadence espagnole » (Pulpillo Leiva, 2018, p. 234). Si l’ensemble de la République est une période sombre aux yeux des franquistes, les trois étapes du régime font l’objet d’une évaluation distincte. Les deux premières années, alors que la gauche républicaine est au gouvernement, sont vues comme une période sectaire et dénuée de légitimité. Durant la seconde étape de la République, de 1933 à 1936, la droite au pouvoir aurait « tenté de freiner les politiques des deux années antérieures et de récupérer, légèrement, l’essence et la tradition espagnole » (Pulpillo Leiva, 2018, p. 241). Quant aux mois qui séparent les élections de février 1936 et le soulèvement du 18 juillet, les insurgés jugent que c’est le dernier clou dans le cercueil d’un régime illégitime. Ainsi, le régime franquiste s’est légitimé en pointant « la composante d’illégitimité, c’est-à-dire de non-respect des lois, que comportait le gouvernement de la République au moment du coup d’État du 18 juillet » (Pulpillo Leiva, 2018, p. 242). Soucieux de justifier le coup d’État, le gouvernement de Franco mettait sur pied en 1938 une Commission sur l’illégitimité du pouvoir en place le 18 juillet 1936, dont le rapport serait déposé l’« année de la victoire ». Si celui-ci présente l’origine de l’illégitimité de la République dans les agissements des groupes de gauches dès 1931, il met surtout l’accent sur l’illégitimité du Front Populaire arrivé au pouvoir en février 1936. Celle-ci tiendrait à la violence survenue durant la campagne qui l’a porté au pouvoir et à la fraude électorale qui aurait marqué ce scrutin (Estado Español - Ministerio de la Gobernación, 1939, pp. 31-51). Les franquistes considèrent que « la violence est ce qui a réellement

⁴¹¹ Sur l’usage du concept de « croisade » pour qualifier le combat des insurgés durant la Guerre Civile, voir Southworth (1964).

conditionné le processus électoral et son résultat » (Pulpillo Leiva, 2018, p. 243)⁴¹². Non seulement la violence aurait conditionné l'arrivée au pouvoir du Front Populaire, mais ce dernier aurait permis, par son exercice du pouvoir – notamment avec l'amnistie proclamée pour les révolutionnaires d'octobre 1934 –, d'en généraliser l'usage durant le printemps 1936 (Estado Español - Ministerio de la Gobernación, 1939, pp. 53-75). Par ailleurs, les franquistes jugent que la réintroduction de l'autonomie catalane, suspendue à la suite des événements d'octobre 1934, « rompt de nouveau l'unité de l'Espagne » (Estado Español - Ministerio de la Gobernación, 1939, p. 56)⁴¹³.

À partir des années 1960, le régime franquiste tente d'élaborer un discours différent sur l'histoire espagnole récente. Il met donc l'accent sur la réconciliation, dont il s'attribue le mérite. La « pax franquista » est célébrée et contrastée avec la conflictualité incessante de la Seconde République. Au sein de ce discours, la Guerre Civile est présentée comme une tragédie qu'il faut reléguer au passé.

L'émergence de cette mémoire réconciliatrice sous l'égide des vainqueurs coïncide avec le passage d'un discours de propagande produit par le pouvoir à un traitement du passé récent qui tente d'adopter les codes de la discipline historique. La latitude dont disposaient les historiens pour aborder l'histoire de la Seconde République, la Guerre Civile et le Franquisme fait l'objet de débats. Pedro Carlos González Cuevas estime qu'avec le développement économique, « le modèle d'histoire basé sur l'exaltation du passé impérial est entré dans un processus de décadence irréversible; et un retour marqué à une historiographie de caractère libéral s'est produit » (González Cuevas, 2018b)⁴¹⁴⁴¹⁵. Pour Alberto Reig Tapia, la nouvelle historiographie prenant la Seconde République et la Guerre civile pour objet n'est pas fondamentalement différente des discours de propagande antérieurs. Là où González Cuevas observe une forme d'autonomisation et de professionnalisation de l'histoire, Reig Tapia souligne la « continuité manifeste »

⁴¹² Traduction libre.

⁴¹³ Traduction libre.

⁴¹⁴ Traduction libre.

⁴¹⁵ La libéralisation de l'histoire dont parle González Cuevas est bien survenue dans les années 1960 en Espagne, mais elle n'a pu se réaliser dans le champ historiographique portant sur l'histoire du XXe siècle – et en particulier de la Guerre Civile et de la dictature – qu'après la mort de Franco. Walther L. Bernecker souligne avec raison la nécessité qu'imposait le régime « de pratiquer l'historiographie non pas comme une science critique, mais comme légitimation du régime vainqueur. La Guerre Civile devait être présentée comme “croisade” nationale et antibolchévique et comme “guerre de libération nationale”. Pendant des décennies, les livres critiques du régime pouvaient seulement être publiés et vendus à l'étranger » (Bernecker, 2020, p. 121; traduction libre).

entre les propagandistes des premières années du régime, les historiens de la phase subséquente et les révisionnistes contemporains (Reig Tapia, 2017b, p. 131).

Au début des années 1960, des intellectuels franquistes commencent à s'intéresser à la littérature produite hors de l'Espagne sur la Guerre Civile. Rafael Calvo Serer (1962) et Vicente Marrero (1961) font, chacun de leur côté, une revue critique de ce qui s'est écrit sur le sujet – et qui n'est pas disponible pour le public espagnol – afin de donner aux cadres d'interprétation mémoriels franquistes une expression historiographique en bonne et due forme. Jusque-là, les rares ouvrages publiés sur le sujet n'abordaient à peu près pas la littérature produite hors d'Espagne ou celle publiée dans le territoire républicain durant le conflit. Herbert Southworth publie un ouvrage critique des travaux de Calvo Serer et de Marrero en 1963. Il affirme, au sujet de leurs ouvrages :

Le thème persistant de ces livres franquistes est que la guerre civile d'Espagne fut une croisade contre le communisme, une guerre menée non seulement pour l'Espagne et la civilisation chrétienne, mais pour tout l'Occident (Southworth, 1964, p. 3)⁴¹⁶.

Au mythe central de la croisade franquiste, Southworth ajoute trois thèmes secondaires au cœur des écrits des auteurs franquistes qui font l'objet de sa critique :

- I. L'Espagne de Franco n'a jamais été un partenaire des pouvoirs fascistes. Les relations entre l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et l'Espagne phalangiste ne furent que purement « circonstancielles ».
- II. La guerre civile d'Espagne ne fut pas le prélude de la seconde guerre mondiale mais le premier chapitre de la troisième guerre mondiale – la guerre anti-communiste.
- III. Les grandes figures du monde littéraire furent des partisans de la République espagnols, par naïveté et ignorance politique. Elles ont depuis, d'ailleurs, reconsidéré leurs conclusions et sont maintenant dans la même armée que Franco (Southworth, 1964, p. 3).

Le développement d'une historiographie prenant l'apparence des travaux spécialisés ne témoigne pas seulement d'un relâchement de l'emprise du régime sur la sphère publique. Le régime investit alors le champ historiographique de la Seconde République et de la Guerre Civile espagnoles, qui se développent rapidement à l'étranger. La diffusion clandestine des écrits de Southworth amène les franquistes à changer

⁴¹⁶ Alberto Reig Tapia (2006b) revisite les mythes entourant l'idée du coup d'État de 1936 conçu comme une croisade.

d'approche et à chercher pour leurs narratifs l'apparence d'une légitimité académique (Preston, 1999). En 1964, le ministère de l'information et du tourisme dirigé par Manuel Fraga place Ricardo de la Cierva à la tête du Cabinet d'études sur l'histoire, au sein duquel ce dernier fonde la Section d'études sur la Guerre d'Espagne (Escribano Hernández, 2011; González Cuevas, 2018b). À partir de sa position au sein des institutions de la dictature, de la Cierva supervise le renouveau de l'historiographie franquiste et sa transition vers une histoire arborant l'apparence d'une démarche scientifique. Avec la collaboration de Vicente Palacio Atard, Ramón Salas Larrazábal et José Manuel Martínez Bande, la Section produit les *Cuadernos Bibliográficos de la Guerra de España* (González Cuevas, 2018b). Au fil des ans, de la Cierva soutient une « thèse alternative qui interprétait la dictature comme un régime quasi démocratique » (El País, 2015b). Tentant de réfuter les travaux de Southworth, il écrit « 80 livres à la défense de la dictature de Franco » (Preston, 1999)⁴¹⁷.

Si la mémoire de la Guerre Civile présentée dans les travaux des historiens franquistes de la Cierva et Salas Larrazábal diffère de la propagande de guerre du camp insurgé et de la mémoire triomphaliste des premières années du régime, elle conserve certains aspects de cette littérature en apparence moins sophistiquée. Dans leurs travaux, la Seconde République est dépeinte comme « une formule impossible », étant donné que « chaque groupe voulait utiliser la République non pas pour quelque chose, mais de préférence contre quelque chose » (de la Cierva, cité dans González Cuevas, 2018b)⁴¹⁸.

Javier Rodrigo considère que de la Cierva, Moa et Payne, en affirmant que la Seconde République n'était pas démocratique, font l'erreur de « reproduire de façon acritique les intentions discursives des insurgés » (Rodrigo, 2004, p. 188)⁴¹⁹. Bien que les cadres d'interprétation mémoriels franquistes soient devenus plus sophistiqués au cours de la dernière décennie d'existence du régime, ils n'ont jamais tourné le dos à l'interprétation justificatrice du coup d'État au cœur de la mémoire franquiste des premières années de la dictature. Ce sont ces mêmes cadres d'interprétation mémoriels franquistes qu'ont empruntés les historiens révisionnistes au cours des 25 dernières années avec l'objectif de contester le mouvement pour la récupération de la mémoire historique, de transformer le paysage historiographique espagnol et de

⁴¹⁷ Traduction libre.

⁴¹⁸ Traduction libre.

⁴¹⁹ Traduction libre.

restaurer une conception de l'histoire anticomuniste, antisocialiste et hostile aux revendications des nationalismes catalans et basques.

L'utilisation de ces cadres d'interprétation mémoriels d'origine franquiste est non seulement présente dans l'historiographie contemporaine, elle occupe une place de choix dans le discours de la droite espagnole.

En 2004, alors que le président catalan Pasqual Maragall appelait l'Espagne à assumer sa diversité, le leader du PP, José María Aznar semblait expliquer l'éclatement de la Guerre Civile par l'attitude des dirigeants nationalistes catalans. Il estimait que Maragall semblait « disposé à retourner à l'époque de la Guerre Civile » si l'Espagne n'accédait pas à ses demandes. Il résumait l'attitude du dirigeant catalan ainsi : « si on y parvient, c'est merveilleux; sinon, nous avons échoué comme pays et nous retournons en arrière, en 36, au début du XXe siècle, quand on a voulu et qu'on n'a pas pu » (El Periódico, 2012)⁴²⁰. Autrement dit, la Guerre Civile serait le résultat du maximalisme des nationalistes et de la gauche plutôt que de la décision de militaires alliés à la droite de prendre les armes contre la République.

En 2007, le député européen du PP Jaime Mayor Oreja refusait de condamner le franquisme. Il affirmait : « comment pourrais-je condamner ce qui, sans aucun doute, représentait une part importante des Espagnols ». Estimant que le régime « fait partie de l'histoire de l'Espagne », il jugeait que « beaucoup de familles l'ont vécu de façon naturelle et normale ». Face à ceux qui pointaient le camp vainqueur de la Guerre Civile, faisant porter la responsabilité des violences aux franquistes, Mayor Oreja répondait que les deux camps s'étaient livrés à la répression et que « le franquisme fut la conséquence d'une Guerre Civile au sein de la laquelle il y avait deux belligérants » (EFE, 2007)⁴²¹. Ce faisant, le député conservateur omettait que la guerre était le résultat d'une décision délibérée de la part d'un groupe de militaires, représentant les intérêts d'une partie de la population, de proférer un coup d'État et de mettre fin à une étape démocratique dans l'histoire espagnole.

En 2013, la présidente du PP de la région de Madrid et ancienne présidente du gouvernement de cette même région, Esperanza Aguirre, affirme :

⁴²⁰ Traduction libre.

⁴²¹ Traduction libre.

Il n'est pas nécessaire d'être un historien chevronné, il est suffisant d'être un lecteur minimalement critique de livres d'Histoire, pour savoir que la Seconde République fut un véritable désastre pour l'Espagne et les Espagnols. Il est vrai qu'elle fut accueillie avec l'espoir que se termine la crise qu'avait déclenché le coup d'État de Primo de Rivera (sans effusion de sang et qui conta rapidement sur la complicité du Parti Socialiste, de l'UGT et de Largo Caballero, il faut bien tout le dire). Mais il est aussi vrai que de nombreux politiciens républicains ont utilisé le régime récemment né pour tenter d'imposer leurs projets et leurs idées – dans beaucoup de cas, absolument totalitaires – aux autres, et qu'il a manqué de générosité et de patriotisme. Le résultat fut une guerre sauvage que plusieurs voudraient voir continuer d'influencer la vie politique d'aujourd'hui (Viñas, 2016)⁴²².

Toujours en 2013, la déléguée du gouvernement central en Catalogne, María de los Llanos de Luna, a participé à une cérémonie en l'honneur de la Guardia Civil. Durant l'hommage, elle a remis un diplôme témoignant de sa participation à un membre de la Fraternité des Combattants de la División Azul portant l'uniforme de cette unité militaire composée de volontaire ayant choisi d'aller combattre l'URSS aux côtés des nazis en 1943. Tous les partis représentés au Congrès des députés ont exigé la démission de la déléguée, à l'exception du PP – son propre parti – et de Ciudadanos (Piñol & Carranco, 2013). Sa participation à cet hommage a suscité l'indignation d'Israël, dont l'ambassadrice en Espagne a communiqué les préoccupations au gouvernement de Mariano Rajoy (Gúzman, 2013).

En juillet 2021, le leader du PP, Pablo Casado, a suscité une polémique en célébrant la Constitution espagnole, lors d'une intervention au Congrès des députés, comme étant l'équilibre entre la démocratie et le droit. Il expliquait la Guerre Civile en disant qu'elle constituait « un affrontement entre ceux qui voulaient la démocratie sans la loi et ceux qui voulaient la loi sans la démocratie » (Martínez, 2021)⁴²³.

En 2021, le PP a fait face à des critiques à la suite des Journées sur le vivre-ensemble, la Constitution et le patriotisme, organisées par la *Fundación Concordia y Libertad*. Lors de l'événement, l'ancien ministre adjoint pour les relations avec les *Cortes Generales* – il occupe le poste de juillet à septembre 1977 – et membre fondateur de Vox, Ignacio Camuñas, prononce un discours aux forts accents polémiques. Il nie « le coup d'État de 1936 et attribue la responsabilité au gouvernement de la République pour le soulèvement militaire » (Tasca & Garcia de Blas, 2021)⁴²⁴. Selon lui,

⁴²² Traduction libre.

⁴²³ Traduction libre.

⁴²⁴ Traduction libre.

S'il y a un responsable à la Guerre Civile, c'est directement le gouvernement de la République. Un coup d'État, ce n'est pas ce qui s'est passé en 1936. Ce fut un affrontement brutal entre deux secteurs parmi les Espagnols et il s'est soldé par les dommages caractéristiques d'une guerre civile (Casqueiro, 2021)⁴²⁵.

Les cadres d'interprétation mémoriels néo-franquistes sont au cœur des interventions de plusieurs acteurs des controverses mémorielles qui se déroulent en Espagne depuis une vingtaine d'années. Certains opposants à la récupération de la mémoire historique et l'ensemble du camp révisionniste adhèrent à l'un ou l'autre de ces cadrages développés en premier lieu dans une perspective de justification du coup d'État de 1936. Les révisionnistes qui n'ont pas d'affiliation universitaire, comme Moa, tendent à utiliser ces cadres de façon plus directe, sans en modifier substantiellement les visées. Ainsi, s'il considère que le terme « croisade » n'est pas approprié, Moa juge que la « lutte de Franco fut, effectivement, contre le communisme » (Moa, 2009a)⁴²⁶. Il estime que le soulèvement militaire fut non seulement justifié, mais légal, évoquant notamment la fraude électorale sur laquelle s'appuyait le régime franquiste pour légitimer son existence (Moa, 2021).

Les universitaires révisionnistes mettent quant à eux de l'avant des cadres d'interprétation mémoriels d'origine franquiste sans pour autant accepter la justification du coup d'État. Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa García illustrent bien ce type d'emprunts au répertoire néo-franquiste de cadres d'interprétation mémoriels. Leurs travaux donnent une expression historiographique aux accusations faites par le régime envers les forces politiques constitutives du Front Populaire selon lesquelles la violence et la fraude électorale auraient été déterminantes dans le résultat des élections de février 1936 (Álvarez Tardío, 2013; Álvarez Tardío & Villa García, 2017). Sans exercer le jugement normatif qui en découle dans la propagande franquiste, ces auteurs utilisent le narratif au cœur de la justification de la dictature. Plus globalement, les révisionnistes universitaires utilisent l'approche néo-franquiste consistant à répondre aux dénonciations de la répression franquiste – et aux portraits historiographiques qu'en offre la recherche – en invoquant les violences et les injustices perpétrées par le camp républicain – un type d'argument qui correspond à ce que les anglophones qualifient de *whataboutism*. Pour les dirigeants du régime, ce procédé visait à légitimer le coup d'État en délégitimant le régime contre lequel les militaires se sont soulevés. Pour les militants conservateurs et d'extrême droite, tout comme pour les historiens universitaires d'aujourd'hui, cette approche vise à saper les fondements de la légitimité de la gauche

⁴²⁵ Traduction libre.

⁴²⁶ Traduction libre.

politique et de l'antifascisme historiographique. En délégitimant la gauche d'autrefois, la droite se donne des armes pour combattre les prétentions à gouverner de la gauche contemporaine. De plus, en présentant les années 1930 à travers la lentille de l'équivalence entre exactions de droite et de gauche, puis en faisant porter la responsabilité de l'éclatement du conflit à la gauche, les conservateurs contemporains se donne le beau rôle comme étant la famille politique qui souhaite laisser le passé au passé afin d'aller de l'avant en répondant aux véritables préoccupations des Espagnols d'aujourd'hui, dépeignant au passage la gauche comme une source de conflit et de division.

Identifier les motivations et les intentions des acteurs pour intervenir comme ils le font dans le débat nécessite de se plonger plus en profondeur dans le contexte politique et social dans lequel surviennent les controverses. C'est ce que nous faisons dans les deux prochaines sections. La section 6.2 aborde le contexte politique et l'évolution des systèmes de partis en Italie et en Espagne. La section 6.3 survole quant à elle le contexte social constitué notamment de la politique extra-parlementaire et de la situation changeante de la violence politique.

6.2 Le contexte politique, l'énonciation et la réception des interventions dans le cadre des controverses mémorielles

Le contexte politique dans lequel se déroulent les controverses est d'une grande importance s'il est question d'identifier les motivations et les intentions des entrepreneurs politico-mémoriels impliqués dans les controverses mémorielles. Il est aussi crucial pour comprendre la réception qu'a réservé le public aux interventions de ces acteurs. Les acteurs des controverses à l'étude ici sont ou ont été aux premières loges des débats politiques italiens ou espagnols pendant plusieurs années. Des historiens comme Renzo De Felice, Pedro Carlos González ou Manuel Álvarez Tardío, et des polémistes comme Pío Moa et César Vidal se prononcent régulièrement sur les enjeux politiques d'actualité. Ces prises de positions politiques permettent de comprendre la logique derrière le raisonnement des acteurs durant les débats sur la mémoire. Mais identifier leurs intentions nécessite de saisir à quoi leur servent les cadres d'interprétation mémoriels utilisés dans les controverses dans le cadre du contexte politique dans lequel elles se déroulent.

Nous reconstruisons ici les contextes politiques qui prévalent en Italie et en Espagne au moment où surviennent les controverses étudiées. Nous portons une attention particulière aux systèmes de partis en place et à leur transformation.

6.2.1 L'instabilité sans alternance : le système de partis italien et la controverse de 1975

Le système de partis de la République italienne fondée en 1947, construit autour des forces politiques unies dans la lutte antifasciste durant la guerre civile de 1943 à 1945, repose sur un mode de scrutin proportionnel. Il se caractérise par une fragmentation de la représentation parlementaire. Plusieurs petits partis envoient des députés en Chambre et jouent un rôle dans les alliances permettant l'exercice du pouvoir. Les gouvernements sont « formés sur la bases de négociations post-électorales portant principalement sur l'allocation de postes ministériels aux différents partis, plutôt que sur les politiques » (Bull, 2015, p. 104)⁴²⁷. Cette façon de traduire les suffrages en représentation parlementaire et d'organiser le pouvoir exécutif entraîne une grande instabilité, car la position du gouvernement repose sur sa capacité à obtenir et à garder le soutien d'une majorité en chambre dans une législature où aucun parti ne dispose d'une majorité de voix⁴²⁸. Le système de partis italien donne lieu à des coalitions négociées après le scrutin par des partis qui utilisent leur rapport de force pour imposer leur agenda⁴²⁹.

Le système se caractérise par un « parti dominant et une absence d'alternance au gouvernement » (Bull, 2015, p. 105)⁴³⁰. La même formation, la DC, arrive en tête à chacune des élections, de 1948 à 1992. La DC est au cœur de toutes les coalitions gouvernementales de 1948 jusqu'aux élections de 1994, bien que le président du conseil ne soit pas toujours issu de ses rangs⁴³¹. Plusieurs plus petits partis s'allient à la DC

⁴²⁷ Traduction libre.

⁴²⁸ Selon Anna Cento Bull, le système italien plaçait le chef du gouvernement dans une position de faiblesse, alors que les « Prime ministers were, therefore, 'mediators' rather than 'authoritative leaders' » (Bull, 2015, p. 104). Cette position faisait en sorte que le chef du gouvernement « had little control over his ministers since they perceived themselves as accountable to their parties, which had secured their appointment » (Bull, 2015, p. 104). Ces dysfonctionnements du système italien étaient connus: « it was commonly accepted that the system did not work well; yet the cause was identified not so much in the core institutions as such but in the role of the political parties and how their behaviour distorted, or at least exploited, the system's distinctive features to the detriment of the Italian democratic model » (Bull, 2015, p. 104).

⁴²⁹ Ces gouvernements « were weak and unstable in parliament since their legislation and their own fate depended less on their policies than on internal factional struggles in the parties, often taking place outside the parliamentary arena » (Bull, 2015, p. 104). La faiblesse des gouvernements italiens a amené ces derniers à faire souvent usage de « decree legislation (where a decree would be issued which had to be ratified by parliament within sixty days, but the decree was simply reiterated when parliament failed to act) » (Bull, 2015, p. 105).

⁴³⁰ Traduction libre.

⁴³¹ Cette absence d'alternance a été au cœur du problème diagnostiqué par les nombreux intellectuels qui se sont penchés sur l'« anomalie italienne ». Au crépuscule de la Première République, en 1993, le philosophe Norberto Bobbio estimait que : « Par rapport au modèle idéal de la démocratie représentative – seulement deux grands partis qui alternent au gouvernement – le système politique italien a été jusqu'à maintenant anormal par rapport aux deux caractéristiques : beaucoup de partis à la place de deux et aucune alternative. De la première anomalie vient la

pour former diverses coalitions gouvernementales au fil des ans⁴³². Avec 47 gouvernements différents lors des 11 législatures qui s'étalent de 1948 à 1994⁴³³, l'Italie est marquée par une instabilité politique sans alternance au pouvoir.

L'absence d'alternance résulte non seulement de la position de force de la DC dans le système de partis, mais aussi du peu d'alternatives disponibles quand vient le temps de former une coalition gouvernementale. Car dans ce portrait politique beaucoup plus stable que les gouvernements auxquels il donne lieu, deux partis, récoltant une part significative des suffrages, sont exclus d'avance des négociations en vue de la formation des coalitions gouvernementales. Le PCI, au cœur de la lutte antifasciste à l'origine de la République, mais exclu du pouvoir après l'adoption de la Constitution, récolte près de 23% des voix aux élections de 1953⁴³⁴.

À l'opposé du spectre politique, le MSI, fondé par des anciens combattants de la République de Salò est exclu de l'arc constitutionnel en raison de sa revendication de l'héritage fasciste⁴³⁵. Il obtient près de 6% des appuis en 1953. Une telle performance, comparable à celle du parti au fil de la première République –

nécessité des gouvernements de coalitions, de la seconde le positionnement des gouvernement au centre du système » (Bobbio, 1997, p. 32; traduction libre).

⁴³² Les partenaires de coalition de la DC changent légèrement au fil des ans. Ainsi, l'Italie a connu durant la Première République un « party system which proved adept at adapting to absorb the increasing pressures on the system and thereby retaining its anomaly (absence of alternation in government) ». La trajectoire du pays amène des coalitions reposant sur une idéologie variable, allant du « centrism in the 1950s to the centre-left in the 1960s to the Historic Compromise in the 1970s and the pentapartito in the 1980s » (Bull, 2015, p. 105).

⁴³³ La liste des gouvernements d'Italie de 1943 à aujourd'hui est disponible sur le site du gouvernement italien (Governo Italiano - Presidenza del Consiglio dei Ministri, <https://www.governo.it/it/i-governi-dal-1943-ad-oggi/191>).

⁴³⁴ Les résultats électoraux italiens présentés dans ce chapitre sont tirés de Ministero dell'Interno et Servizi Informatici Elettorali .

⁴³⁵ Le parti a, depuis ses origines, été confronté au problème consistant à articuler ses origines historiques et son rôle dans le système politique contemporain. Attaché à l'héritage fasciste, le parti n'a jamais tourné le dos au projet politique qui en était le fondement. Tout au plus s'est-il contenté d'en accepter une actualisation centrée sur le principe de l'anticommunisme, au cœur de sa stratégie de légitimation. Dès les premières années du parti, dans le contexte de la Guerre froide qui s'entame, Giorgio Almirante, à la tête du parti, « a tenté de modifier le cadre politique en substituant le principe discriminant historique, l'antifascisme, par son équivalent politique, l'anticommunisme, traçant les contours d'un système reposant sur la simplification de la confrontation entre un front des gauches et un bloc anticommuniste, comprenant tous les partis atlantiques, dans lequel le MSI aurait joué le rôle d'avant-garde aguerrie » (Conti, 2013, p. VI; traduction libre). Le parti n'est jamais parvenu à atteindre l'objectif ultime qu'il poursuivait à travers cette stratégie de légitimation, c'est-à-dire accéder à la coalition gouvernementale et participer à l'exercice du pouvoir.

à l'exception d'une percée en 1972 – le situe en meilleure posture que certains partenaires gouvernementaux réguliers.

Alors que la DC s'est toujours trouvée dans une position précaire pour former des gouvernements, son rapport de force tend à s'amenuiser au fil des ans en raison d'un lent déclin de ses appuis électoraux. La figure A.1⁴³⁶ montre la progression des appuis au parti entre 1948 et 1992. Ainsi, après un sommet en 1948, alors qu'il obtient 49% des suffrages, le parti se stabilise sous la barre des 40% dans les années 1960 et chute autour de 33% dans les années 1980. Il n'obtient plus que 30% des voix lors de sa dernière élection en 1992.

En contrepartie, le PCI voit ses appuis augmenter significativement au fil du temps. La figure A.2 montre sa progression entre 1953 et 1987. Obtenant 23% des appuis lors des deux élections qui se sont tenues dans les années 1950, le parti progresse au cours des années 1960 et atteint un sommet en 1976 avec 34% des voix. Il redescend légèrement lors des deux élections suivantes, puis culmine son parcours en 1987 avec 27% des suffrages, avant de se scinder en deux partis distincts – soient le Partito Democratico della Sinistra (PDS) et le Partito della Rifondazione Comunista – au moment où l'URSS se dissout⁴³⁷.

À son sommet historique en 1976, le parti « a permis aux gouvernements minoritaires de la DC de rester au pouvoir » dans sa quête d'un « compromis historique » (Bull, 2015, p. 104)⁴³⁸. Ce « compromesso storico », promu par le secrétaire-général communiste Enrico Berlinguer, visait à faire entrer le PCI au gouvernement avec la formation d'une coalition qui inclurait le PSI et la DC⁴³⁹. Bien que le compromis historique ne se soit jamais concrétisé⁴⁴⁰, il a donné lieu à la formation d'un gouvernement de « non sfiducia », c'est-à-dire de non-non-confiance, alors que le PSI et le PCI ont accepté de ne pas faire tomber

⁴³⁶ Les figures A.1 à A.4, présentant certains développements importants de la politique italienne, observables dans les données électorales, sont rassemblées dans l'Annexe A.

⁴³⁷ Sur la crise qui a mené à la scission du PCI, voir Dormagen (1995).

⁴³⁸ Traduction libre.

⁴³⁹ Sur les motivations de Berlinguer lors de la proposition du compromis historique, voir Ginsborg (1990, pp. 354-358)

⁴⁴⁰ Les négociations en vue de l'entrée du PCI au gouvernement sont complexes, débordant du cadre national italien. Les États-Unis constituent un tiers parti particulièrement intéressé par cet enjeu dans le cadre de la Guerre froide, tout comme l'URSS. Dans ce contexte particulièrement complexe, c'est Aldo Moro qui joue le rôle d'« interlocuteur privilégié » au sein de la DC pour les communistes. Son assassinat en 1978 marque la fin de la poursuite du compromis historique par le PCI (Ignazi, 2018, p. 146). Sur le rôle des États-Unis dans l'échec du compromis historique, voir Heurtebize (2014, pp. 261-301).

le gouvernement (Ginsborg, 1990, p. 378). Le projet est demeuré au cœur des orientations du PCI jusqu'aux élections de 1979, après quoi Berlinguer l'a abandonné au profit de la recherche d'une alliance avec le PSI, tournant le dos à la DC, en raison de la baisse significative des suffrages récoltés par le PCI (Ginsborg, 1990, p. 402).

Si les néofascistes du MSI ne connaissent pas une progression similaire, ils font tout de même une percée en 1972 avec près de 9% des voix. La figure A.3 montre la part des suffrages obtenue par le parti entre 1948 et 1992.

La progression du PCI et la percée du MSI entraînent une diminution des parlementaires disponibles pour soutenir la coalition gouvernementale, alors même que la DC nécessite des appuis supplémentaires en raison du déclin de ses performances électorales. La figure A.4 montre la proportion des parlementaires appartenant à l'un ou l'autre des deux partis exclus des coalitions gouvernementales entre 1948 et 1987. Atteignant un sommet à 42% en 1976, cette proportion laisse peu de marge de manœuvre et à vrai dire aucune alternative en vue d'un changement significatif dans la source des appuis à une coalition gouvernementale. Cette situation entraîne des conséquences majeures, donnant notamment un pouvoir disproportionné à certains petits partis, qui réussissent à exercer une influence beaucoup plus importante que ne le justifie leur représentation parlementaire.

L'évolution du système de partis au fil de la Première République italienne permet d'éclairer la controverse mémorielle qui survient à la suite de la publication d'*Intervista sul fascismo*. Le livre se présente comme une mise en garde contre une conception caricaturale ou mythologique du fascisme associée à la tradition antifasciste. Dans cette mise en garde, l'acte locutoire de De Felice consiste à rejeter les thèses antifascistes en évoquant une démonstration empirique de leur réfutation⁴⁴¹. En argumentant en faveur de cette réfutation de l'antifascisme historiographique, l'historien mobilise des cadres d'interprétation mémoriels d'origine fasciste. L'acte illocutoire produit par l'historien prend son sens à la lumière de la progression communiste – et, dans une moindre mesure, néofasciste – qui aggrave la situation de blocage du système de parti italien. L'insistance de De Felice sur la nécessité d'une alternance politique pour que l'Italie devienne un « pays normal » - dont témoignent plusieurs de ses interventions au fil de la décennie

⁴⁴¹ Dans certains cas, la réfutation empirique est présente dans les travaux de recherche de l'historien. Dans d'autres, la démonstration est moins claire que De Felice ne le laisse entendre – comme c'est le cas de l'affirmation selon laquelle le fascisme serait principalement le fait de classes moyennes ascendantes. Cependant, la réfutation des thèses antifascistes est toujours plus affirmée que démontrée dans l'ouvrage à l'origine de la controverse.

(De Felice & Furno, 2016) – ne résulte pas d’une volonté de voir le fascisme reprendre le dessus dans le pays, mais d’un désir de débloquent un système politique dont l’inertie place la phase décisive du jeu politique dans les coulisses du parlement plutôt que dans la consultation des électeurs⁴⁴².

Les réactions suscitées par les propos de De Felice s’éclairent elles aussi à la lumière de la dynamique du système de partis italien. L’acte perlocutoire produit par l’historien se révèle en observant que la mobilisation de cadres d’interprétation mémoriels d’origine fasciste n’a jamais suscité une réaction aussi forte qu’à la suite du succès néofasciste aux élections de 1972. La publication d’*Intervista* survient en 1975, après que le plus récent volume de la biographie de Mussolini, paru l’année précédente, ait déjà éveillé les soupçons des antifascistes⁴⁴³. Avec la publication d’un ouvrage de vulgarisation, destiné à un plus large public et dans lequel les thèses controversées sont formulées de façon plus directe, les détracteurs de l’historien ont raison de craindre que les idées qu’ils rejettent pourraient connaître une diffusion sans précédent dans l’Italie démocratique.

D’un autre côté, alors que la gauche antifasciste constate la progression de l’extrême droite, elle voit son influence politique fortement limitée malgré ses propres succès électoraux. C’est ce qui amène certains militants à utiliser l’hégémonie culturelle de l’antifascisme dans le but de prévenir le public du danger d’un retour du fascisme. L’emprunt de cadres d’interprétation mémoriels développés dans les cercles néofascistes par un historien détenant un poste de professeur d’université, dans une maison d’édition prestigieuse est perçu comme une nouvelle avancée fasciste, qui s’ajoute aux succès électoraux du MSI, en donnant droit de cité à ses idées dans le débat public. Les antifascistes ont l’impression que les moyens politiques pour faire face à cette légitimation perçue du point de vue fasciste leur échappe. Incapable de traduire l’adhésion populaire aux idéaux de la gauche antifasciste en pouvoir politique à l’échelle nationale, des militants s’empressent de faire usage de l’influence culturelle de l’antifascisme pour faire barrière à la progression de l’influence néofasciste.

⁴⁴² La quête d’un pays normal est au cœur de l’anticommunisme de De Felice dans les années 1970. En 1977, l’historien qualifie le projet de compromis historique entre la DC et le PCI d’« opération totalitaire », qui « signifierait l’élimination de toute forme d’opposition » (De Felice, 2016g, p. 209; traduction libre).

⁴⁴³ En témoigne l’éditorial d’*Italia Contemporanea*, intitulé « Una storiografia afascista per la maggioranza silenziosa » (1975).

6.2.2 L'extrême droite au pouvoir et l'alternance sans stabilité

Si la progression des partis exclus du pouvoir a eu un impact important sur le déclenchement de la controverse de 1975, c'est l'effondrement du système de parti de la Première République, l'émergence de nouvelles forces politiques et l'abandon du cordon sanitaire qui entourait les forces autrefois exclues qui explique la controverse de 1995. De Felice semble chercher à donner le coup de grâce à la culture de la Résistance en publiant son entrevue avec Pasquale Chessa. Il prétend alors réfuter les mythes entourant la guerre civile italienne, faisant usage, une fois de plus, de cadres d'interprétation mémoriels issus de la tradition néofasciste. La réception des thèses présentées dans *Rosso e nero* est conditionnée par la transformation du système politique italien. La transition en cours amène les adversaires de l'historien à percevoir comme une menace la mobilisation des cadres d'interprétation mémoriels d'origine néofasciste, dans le contexte d'une percée sans précédent de l'extrême droite italienne dans sa quête d'exercer le pouvoir.

Entre les élections de 1987 et celles de 1994, le paysage politique italien s'est transformé radicalement⁴⁴⁴. Cette transformation était nécessaire étant donné l'impasse dans laquelle s'était engagée l'Italie au fil des ans, alors que les prétendants au pouvoir s'appuyaient sur une part décroissante de la représentation parlementaire⁴⁴⁵. L'effondrement des appuis aux principaux partis a libéré un espace politique pour une

⁴⁴⁴ La transformation du système de partis italiens était au cœur des visées des réformateurs politiques depuis les années 1970. La force d'inertie qu'amenait le mode de scrutin proportionnel, dans le cadre d'un système pluraliste dominé par un parti et avec deux partis systématiquement exclus du pouvoir, faisait l'objet de critiques sévères de la part des intellectuels italiens. Le changement de mode de scrutin, adopté en 1993, a contribué à renouveler le système de parti et à introduire l'alternance dans la politique italienne, sans pour autant épargner aux Italiens la division de l'électorat au profit d'une multiplicité de partis et l'instabilité qui l'accompagne, lesquels donnent lieu autant qu'auparavant aux jeux de coulisses maintes fois dénoncés comme antidémocratiques par les détracteurs du scrutin proportionnel (Bull, 2015, pp. 105-106). Martin J. Bull porte un jugement sévère, mais juste, quand il affirme: « Italy is exceptional amongst advanced western democracies for the extraordinary focus it has placed in the past thirty years on reforming its political system through institutional reform – and largely failing to do so » (Bull, 2015, p. 103).

⁴⁴⁵ Martin J. Bull affirme: « In the 1980s, the system's distortions became more acute, the parties became trapped in their own clientelistic logic, the party system (after the pentapartito) had no further coalition options and the system unknowingly approached its *dénouement* » (Bull, 2015, p. 105).

nouvelle offre électorale. Le PCI est disparu avec la chute du régime soviétique⁴⁴⁶. La DC subit un sort similaire à la suite du scandale de corruption Tangentopoli, qui emporta aussi le PSI⁴⁴⁷.

L'effondrement des principales forces politiques italiennes donne lieu à la libération d'un espace important disponible pour de nouvelles forces politiques⁴⁴⁸. Afin de s'approprier l'électorat rendu orphelin par la disparition de ces partis, les nouvelles forces politiques ont utilisé diverses stratégies incluant la mobilisation de lectures spécifiques du passé fasciste⁴⁴⁹. Le choix des cadres d'interprétation mémoriels utilisés varie en fonction du passif que les acteurs politiques qui les mobilisent traînent.

⁴⁴⁶ Le parti s'est scindé en deux factions, c'est-à-dire le PDS et Rifondazione Comunista. Les partis successeurs du PCI voient leurs appuis chuter lors de l'élection de 1992 : alors que les communistes récoltaient près de 27% des suffrages en 1987, le PDS en obtient 16% et Rifondazione Comunista un peu plus de 5,5% en 1992. Les appuis agrégés à ces deux partis remontent à un niveau comparable à la dernière performance du PCI lors des élections de 1994, obtenant alors 20 % et 6% des suffrages, respectivement, mais cette remontée coïncide avec la chute des appuis au PSI et la disparition de la DC. Il serait logique de croire que les appuis au PSI se sont déplacés vers le PDS, tout comme ceux provenant de l'aile gauche de la DC. En somme, la gauche italienne a connu un déclin significatif après la dissolution de l'URSS, ce qui a libéré un espace pour de nouvelles forces politiques.

⁴⁴⁷ Sur le passage mouvementé de la Première à la Seconde République italienne, voir Colarizi et Marco (2012, pp. 3-47). Sur Tangentopoli et ses conséquences immédiates sur la vie politique italienne et le système de partis, voir De Santa Olalla Saludes . Sur le régime de corruption mis au jour par le scandale, voir (Della Porta, 1996).

⁴⁴⁸ Le renouvellement des forces politiques italiennes survient dans le contexte d'une diminution radicale des appuis aux principaux partis existants, mais aussi d'une réforme du système électoral qui introduit une proportion de députés élus au scrutin majoritaire, forçant les partis à négocier des alliances afin de transformer leurs appuis en sièges. Cette réforme électorale rend complexe la comparaison entre les résultats électoraux des scrutins survenus avant 1994 et ceux à partir de cette date. Étant donné que la réforme électorale conserve une part de la représentation parlementaire élue au scrutin proportionnel, nous avons choisi d'utiliser les résultats du scrutin permettant d'élire ces députés afin de les comparer aux résultats des élections précédentes. Il est évident que ce choix méthodologique comporte des limites. Les variations dans la représentation parlementaire des partis que laisse voir cette approche ne rend pas fidèlement compte du poids politique exact des partis en question, puisque certains d'entre eux sont plus ou moins représentés dans la partie de la chambre élu au suffrage majoritaire. Cependant, cette méthode comporte aussi des avantages importants : notamment, elle permet de rendre compte de la diversité du paysage politique italien, puisque plusieurs partis ne sont pas représentés chez les députés élus au suffrage majoritaire ou le sont comme membres d'une coalition. De plus, les résultats au suffrage proportionnel permettent d'isoler les affiliations partisans en écartant la dimension stratégique qu'entraîne le suffrage majoritaire, ce qui permet de mieux saisir les variations des bases sociales des organisations politiques, éclairant par le fait même le rapport de force qui sous-tend la négociation sur la formation des coalitions.

⁴⁴⁹ Dans l'immédiat, en vue des élections de 1994, la principale stratégie adoptée par les forces politiques aspirant à occuper l'espace autrefois réservé à la DC consiste à appeler au « changement » et à la moralisation de la politique italienne (Dechezelles, 2008, p. 1). À moyen terme, toutefois, avec la stabilisation d'un nouvel équilibre des forces en présence et face à l'alternative à gauche qui émerge avec le PDS, les partis de droite sont appelés à se repositionner par rapport à l'antécédent que constitue le fascisme pour la droite italienne.

N'ayant jamais caché son affiliation fasciste, le MSI traîne un passif important qui tend à le disqualifier dans ses aspirations à prendre le pouvoir⁴⁵⁰. Son leader, au début des années 1990, Gianfranco Fini, a milité dans sa jeunesse au sein des groupuscules d'extrême droite qui se livraient à la violence terroriste, ce qui a été qualifié de stratégie de la tension, et à des confrontations avec les organisations d'extrême-gauche telles que les Brigades rouges et Lotta continua dans les années 1970⁴⁵¹. L'effondrement des principales forces politiques de la Première République offre toutefois une opportunité sans précédent au parti. Davide Conti décrit avec justesse l'ouverture de la structure d'opportunité politique qui se présente au MSI au début des années 1990:

La crise de légitimité et de crédibilité des partis de la Première République offrit au MSI la possibilité de se présenter comme l'unique force antisystème non impliquée, directement ou indirectement, dans la gestion conjointe du pouvoir et du système illicite de financement politique (Conti, 2013, p. XI).

Une rupture était cependant nécessaire afin qu'une part considérable de l'électorat voie le parti comme un aspirant légitime au pouvoir. L'effondrement du système de partis a été l'opportunité idéale pour Fini d'opérer cette rupture en vue de capitaliser rapidement dans les urnes et dans les négociations entre les partis.

En 1994, le MSI se présente aux élections sous une nouvelle bannière, AN, afin d'attirer des candidats qui ne sont pas issus de la mouvance néofasciste. Il s'allie à un nouveau venu dans la sphère politique italienne. Silvio Berlusconi, magnat des médias⁴⁵² et propriétaire du club de soccer AC Milan, se lance alors en politique avec l'objectif de rallier les électeurs de droite et d'incarner le changement⁴⁵³. Il fonde son propre parti, FI. Berlusconi présente des candidatures conjointes avec le MSI dans le sud et avec la Lega Nord, parti xénophobe d'extrême droite prônant la sécession du nord de l'Italie dans le nord⁴⁵⁴. Après avoir

⁴⁵⁰ Sur le MSI, voir Ignazi (1989)

⁴⁵¹ Sur la trajectoire de Fini, voir Fella (2006).

⁴⁵² Berlusconi est notamment propriétaire du *Giornale* dans lequel Renzo De Felice a publié ses principales interventions lors de la controverse de 1975.

⁴⁵³ Sur la trajectoire personnelle et professionnelle de Berlusconi, voir Fracassi et Gambino (1994). Sur l'entrée en politique de Berlusconi et sur la formation de son parti, FI, voir Briquet (2011).

⁴⁵⁴ Sur la conception du passé véhiculée par la Lega Nord, voir Dechezelles (2008, pp. 7-9) et Giordano (2000). Sur l'origine et les fondements du succès de la Lega dans les années 1990, voir Cento Bull et Gilbert (2001). Sur les trajectoires opposées d'AN et de la Lega Nord – la première tentant de se dédouaner de son passé fasciste et la seconde se confirmant au fil du temps comme nouveau leader de l'extrême droite, voir Ignazi (2005).

gagné les élections⁴⁵⁵, Berlusconi met sur pied un gouvernement de coalition, au sein duquel des députés élus sous la bannière AN obtiennent des ministères, parmi lesquels Giuseppe Tatarella est même nommé vice-président du conseil des ministres. En faisant alliance avec le MSI, FI contribue au « dédouanement » du parti néofasciste, amenant ce dernier sur la voie de l'intégration au système partisan italien (Tarchi, 2013, pp. 695-696).

Le premier gouvernement de Berlusconi ne reste que quelques mois au pouvoir⁴⁵⁶, mais les forces politiques qui le composent entament alors un cheminement qui, au fil des ans, les amènent à être perçues comme des partis de gouvernement par une part considérable des Italiens. Quelques jours après la chute de ce gouvernement, le MSI approuve sa propre refondation, sous le nouveau nom d'AN⁴⁵⁷. La légitimation qu'amène l'alliance avec FI donne l'occasion au parti de revoir sa stratégie politique. Le parti actualise les cadres d'interprétation mémoriels hérités de l'après-Guerre afin de les rendre compatibles avec les aspirations actuelles de la formation. Annonçant les principes de ce qui deviendrait AN, Fini publie en supplément d'*Il Secolo d'Italia* un document programmatique ("Pensiamo l'Italia, il domani c'è già. Valori, idee e progetti per l'Alleanza Nazionale," 1994). Adopté au congrès de Fiuggi, en janvier 1995, qui sonne le glas du MSI et proclame la naissance d'AN, le texte brosse un portrait sombre du XXe siècle et des leçons qui s'imposent à son terme, jugeant que « l'hallucinante tragédie des Goulags et des Lagers a fait comprendre à tous le danger et les horreurs des dictatures ». Le nouveau parti déclare donc que « de la liberté descend notre conception de l'État, de la société, des rapports économiques ». En s'appuyant sur ce nouveau fondement, AN marque une rupture quelque peu ambiguë vis-à-vis du passé fasciste, tout en s'épargnant l'autocritique que pourrait susciter cette nouvelle position. AN abandonne la revendication du fascisme au profit de l'étiquette « postfasciste », faisant remonter les racines de sa vision de l'Italie à une époque préfasciste et prétendant incarner un autre moment d'une tradition politique au sein de laquelle le fascisme n'aurait été qu'une étape :

Pour cela, il n'est pas possible d'identifier la droite politique au fascisme ni d'instituer une descendance politique directe à partir de celui-ci. La Droite politique n'est pas fille du fascisme. Les valeurs de la droite préexistent le fascisme, l'ont traversé et lui ont survécu. Les racines

⁴⁵⁵ La coalition autour de FI réussit à prendre le pouvoir grâce à un « climat défavorable aux "héritiers recyclés" du système politique précédent, discrédités par les scandales politico-affairistes » (Dechezelles, 2008, p. 2).

⁴⁵⁶ Sur le premier gouvernement Berlusconi, voir Brice (2002, pp. 439-442).

⁴⁵⁷ Sur la transition du MSI à AN, voir Ignazi (1995, 2005) et Tarchi (2013, pp. 695-698). Sur la culture politique d'AN, voir Tarchi (2003).

culturelles de la Droite plonge dans l'histoire italienne avant, durant et après le Ventennio ("Pensiamo l'Italia, il domani c'è già. Valori, idee e progetti per l'Alleanza Nazionale," 1994)⁴⁵⁸.

Sur le plan de la mémoire du fascisme, FI et AN empruntent des voies très différentes en fonction de la structure d'opportunité politique qui s'offre à chacun des partis. L'historien suisse Aram Mattioli a étudié la mémoire du fascisme dans l'Italie de Berlusconi. Il note que les « postfascistes » d'AN ont adopté une trajectoire inverse à celle empruntée par les troupes de Berlusconi. Alors que FI a courtisé l'électorat nostalgique du fascisme en multipliant les déclarations controversées sur le passé fasciste, le leader d'AN, Gianfranco Fini, a peu à peu pris ses distances vis-à-vis du passé néofasciste de son parti (Mattioli, 2011).

Peu importe la valeur que nous attribuons au repositionnement « postfasciste » opéré par Fini et son parti⁴⁵⁹, la participation du MSI au pouvoir en 1994 a conditionné la réception des thèses soutenues par De Felice dans *Rosso e nero* en 1995. L'emprunt par l'historien, sur une trentaine d'années, de cadres d'interprétation mémoriels d'origine néofasciste, et l'appel qu'il avait fait en 1987 à mettre un terme à l'interdiction constitutionnelle de la refondation d'un parti fasciste⁴⁶⁰, ont contribué à ce que les antifascistes perçoivent ses plus récents travaux de divulgation comme une forme de légitimation de l'accession au pouvoir de la droite néofasciste.

La controverse autour de *Rosso e nero* s'explique notamment par le contexte d'énonciation et de réception de l'ouvrage de De Felice. Ce contexte éclaire les intentions de l'auteur au moment d'écrire l'ouvrage et la perception que le public s'en est fait au moment de le lire. Pour De Felice, le contexte de transformation du système de parti italien constituait un moment opportun pour enfoncer le dernier clou dans le cercueil

⁴⁵⁸ Traduction libre.

⁴⁵⁹ Le qualificatif postfasciste a soulevé des critiques à l'extérieur de l'Italie récemment. À la suite de l'arrivée à la tête du gouvernement italien de Giorgia Meloni, certaines figures, à droite, ont jugé que ce qualificatif était utilisé comme une étiquette infamante dans le but de diaboliser la présidente du conseil (Birken & Herreros, 2022). Une étude du contexte italien montre toutefois qu'à l'origine, ce terme constitue un euphémisme utilisé par AN dans le but de se dédouaner de son passé néofasciste. Le doute persiste cependant sur l'inscription de ce virage postfasciste dans le système de valeurs des militants d'AN et des partis qui en ont poursuivi la tradition. Stéphanie Dechezelles relève notamment la dissonance entre le discours postfasciste que met de l'avant AN, à travers ses dirigeants, et la culture qui règne en son sein. Elle affirme : « La culture du mouvement de jeunesse d'Alleanza Nazionale, Azione Giovani, s'inspire très largement de celle du Fronte della Gioventù, organisation de jeunesse elle-même du Movimento Sociale Italiano. Elle se caractérise par la référence prégnante à l'héritage fasciste en tant que mouvement, la défense du modèle de régime fasciste sur la base de la République sociale italienne » (Dechezelles, 2008, p. 6). Sur la trajectoire de Giorgia Meloni et son rapport au fascisme, voir Giuffrida (2022b).

⁴⁶⁰ En entrevue avec Giuliano Ferrara, dans le *Corriere della Sera* du 27 décembre 1987, De Felice jugeait « grotesque » l'interdiction de la formation d'un parti fasciste, étant donné qu'elle n'avait pas empêché le MSI d'opérer légalement depuis sa fondation (De Felice & Ferrara, 2017b).

de ce qu'il percevait comme une mythologie antifasciste ayant pour fonction de légitimer un régime dysfonctionnel⁴⁶¹. Pour ses adversaires, les thèses de De Felice posaient un nouveau jalon dans un processus de normalisation de la droite néofasciste qui venait de faire l'expérience du pouvoir. Le caractère dysfonctionnel que l'historien prête au régime républicain est mis en évidence dans l'entrevue de De Felice avec Giuliano Ferrara en 1987. Il affirme : « Certes, la classe dirigeante fasciste était illibérale. Mais sommes-mes sûrs qu'elle fut, pour tout le reste, bien pire que l'actuelle ? » (De Felice & Ferrara, 2017b, p. 164)⁴⁶². Si ce passage illustre bien le pessimisme du biographe de Mussolini face à la démocratie italienne sous la Première République, il constitue en même temps une démonstration convaincante que les antifascistes avaient de bonnes raisons de percevoir les thèses de De Felice comme une menace à l'antifascisme italien.

En somme, les deux camps opposés dans les controverses italiennes sur le fascisme ont contribué à la polarisation qui a mené aux conflits ouverts, sur la place publique, dont nous présentons ici l'étude. Ces deux points de vue avaient l'inconvénient de revendiquer l'urgence d'agir de façon claire et forte, ce qui a amené les deux camps à adopter une attitude d'hostilité défavorable à un débat intellectuel fructueux. Cette attitude, justifiée par la perception que chacun des camps se faisait du rôle joué par ses adversaires, est une condition sine qua non de l'éclatement de la controverse de 1995.

En somme, derrière l'acte locutoire consistant à affirmer la réfutation de l'interprétation antifasciste de l'histoire italienne se cache l'acte illocutoire consistant à prévenir la population italienne d'un danger perçu afin de délégitimer une tradition politique, celle issue du PCI. La force illocutoire de l'avertissement atteint sa cible chez une part de la population, mais elle entraîne une conséquence perlocutoire involontaire en raison de la forme que prend l'acte locutoire, c'est-à-dire l'emprunt au répertoire de cadres d'interprétation mémoriels d'origine néofasciste par De Felice. Cette conséquence perlocutoire involontaire se présente comme une levée de boucliers de la part des intellectuels antifascistes qui

⁴⁶¹ Déjà en 1987, l'historien notait que l'antifascisme de la République était seulement une façade n'impliquant aucune action particulière. Il affirmait : « Idéalement, à la base de notre République, il y a l'antifascisme. Mais dans la pratique, rien n'a été construit différemment du vieil État giolittien et libéral, peut-être avec quelque restauration. Et plusieurs innovations introduites par le fascisme italien, de l'industrie d'État à la protection sociale, ont survécu avec succès, à peine modifiées, dans la démocratie » (De Felice & Ferrara, 2017b, pp. 163-164; traduction libre).

⁴⁶² Traduction libre.

critiquent le discours de l'historien et note la proximité entre ses idées et les sources fascistes sur lesquelles elles s'appuient.

6.2.3 Compétition électorale, intentions et réception des interventions dans les débats sur l'interprétation du franquisme

Les controverses mémorielles entourant la récupération de la mémoire historique et le révisionnisme historique en Espagne gagnent à être interprétées comme des séries d'actes de langage s'inscrivant dans le contexte d'une transformation du système de partis survenue au cours des années 1990 et s'étant poursuivie depuis. Dans le cadre des variations de la structure d'opportunité qu'offre le système de partis en place, les entrepreneurs politico-mémoriels font usage de certains cadres d'interprétation mémoriels avec l'intention d'avoir un impact sur la situation politique en légitimant ou en délégitimant certaines traditions politiques. D'un autre côté, le public qui reçoit les interventions de ces entrepreneurs politico-mémoriels en fait une lecture qui est conditionnée par le contexte politique en question, percevant les interventions dans le débat comme témoignant de la menace qu'incarnerait leurs adversaires politiques dans la joute partisane. En somme, expliquer les controverses mémorielles sur le passé franquiste nécessite de porter attention aux actes locutoires, illocutoires et perlocutoires des intervenants qui participent aux débats, comme nous l'avons fait précédemment pour les controverses italiennes sur le passé fasciste.

Dans cette section, nous présentons la trajectoire du système de partis espagnols depuis la démocratisation en insistant sur une tendance générale d'accentuation de la compétition électorale depuis le début des années 1990. De l'hégémonie socialiste des années 1980 au bipartisme des années 1990 et 2000, puis au multipartisme qui caractérise le pays aujourd'hui, l'Espagne est marquée par une multiplication des forces politiques pouvant légitimement aspirer à gouverner le pays⁴⁶³. Dans le contexte de cette compétition électorale accrue, les acteurs politiques et les entrepreneurs politico-mémoriels utilisent le passé comme arme pour justifier la pertinence de leurs projets politiques et pour délégitimer

⁴⁶³ L'émergence de *Ciudadanos*, *Podemos* et *Vox* constitue l'élément central de l'évolution du système de parti espagnol au courant des années 2010, alors que celui-ci se caractérisait par son bipartisme depuis 1996. Si certains tiers partis présents depuis les années 1980, comme IU, présentent des candidatures à l'échelle du territoire espagnol, la plupart des partis n'ayant pas gouverné le pays sont actifs à l'échelle de communautés autonomes spécifiques, qu'il s'agisse de forces nationalistes – comme *Convergència i Unió*, *Esquerra Republicana de Catalunya* ou le *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) – ou de partis voués à la défense d'intérêts locaux sans revendications nationalistes – comme *Unió Valencianista* ou *Chunta Aragonesista*. La spécificité de l'émergence de *Ciudadanos*, *Podemos* et *Vox* consiste dans le fait que ces partis présentent des candidats et récoltent des suffrages à l'échelle du pays. Ces nouvelles forces politiques se présentent donc comme concurrents pour l'exercice du pouvoir.

leurs adversaires. Ce faisant, ils utilisent des cadres d'interprétation mémoriels hérités des conflits du passé afin de gagner les batailles politiques du présent. Une part du public qui reçoit ces interventions voit souvent l'usage de ces cadres d'interprétation mémoriels comme un signe que ses adversaires politiques cachent leurs motivations et militent en faveur d'un agenda caché lié à une cause en rupture avec l'ordre démocratique. L'usage des cadres d'interprétation mémoriels hérités de la Guerre Civile et la perception que les motivations des acteurs de ce conflit fratricide subsistent dans les forces politiques du présent amènent une polarisation croissante des débats mémoriels en Espagne, au moment même où la compétition électorale s'accroît et oblige les acteurs politiques et les militants à trouver de nouveaux arguments pour légitimer leurs candidatures et délégitimer celles de leurs adversaires.

6.2.3.1 Le système de partis dans l'Espagne démocratique : une lente transformation accentuant la compétition électorale

Le système de partis espagnol s'est formé dans la précipitation, à la suite de l'adoption de la *Ley para la Reforma Política* par le gouvernement d'Adolfo Suárez ("Ley 1/1977, de 4 de enero, para la Reforma Política," 1977)⁴⁶⁴. À la suite de la démission du président du gouvernement Carlos Arias Navarro, en juillet 1976, Suárez est nommé à la tête d'un nouveau gouvernement par le roi Juan Carlos avec pour mandat de mettre en œuvre une réforme des institutions (Contreras Casado & Cebrían Zazurca, 2015, pp. 84-85)⁴⁶⁵. La loi est la première étape de cette réforme, fixant le mode de scrutin⁴⁶⁶ et les principes généraux de l'adoption d'une nouvelle constitution. Les partis sont légalisés⁴⁶⁷ en vue de l'élection d'une assemblée

⁴⁶⁴ Sur le processus qui a mené à l'adoption de la loi, le contexte dans lequel il s'est déroulé et une traduction en français du texte de la loi, voir Trouvé (2017).

⁴⁶⁵ Sur le rôle de Suárez dans la transition démocratique espagnole, voir Suárez Iñiguez (2011).

⁴⁶⁶ Les principes généraux du mode de scrutin espagnol sont inscrits dans la *Ley para la reforma política*, puis ils sont détaillés dans la constitution de 1978. La *Ley Orgánica 5/1985, de 19 de junio, del Régimen Electoral General* met en place les Juntas electorales, institutions chargées de veiller au bon fonctionnement et à l'application des principes inscrits dans la constitution. Le mode de scrutin espagnol est basé sur le système d'Hondt, qui s'appuie sur la proportionnalité des suffrages tout en insérant un biais favorable aux partis obtenant le plus de votes dans une circonscription donnée – les provinces et les territoires de Ceuta et Melilla, dans le cas espagnol. Sur le fonctionnement du système électoral espagnol, voir Europa Press (2021) et Martí (2021). Sur les effets du mode de scrutin espagnol sur les comportements des électeurs, voir Lago Peñas et Lago Peñas (2000). Sur les effets de la répartition territoriale du vote, voir Penadés et Santiuste (2013).

⁴⁶⁷ La légalisation des partis a fait consensus au sein des diverses forces politiques en présence, à l'exception de celle du PCE, qui a fait l'objet de violents débats. Manuel Fraga, ministre franquiste et bientôt leader du parti de droite conservatrice AP, dénonce alors la légalisation du PCE comme étant un « coup d'État » (Suárez Iñiguez, 2011, p. 56).

constituante qui s'est tenue le 15 juin 1977 et ceux qui opéraient dans la clandestinité depuis l'avènement de la dictature se sont rapidement organisés en vue de présenter des candidats.

Les élites du régime franquistes tentent aussi de s'organiser en vue de l'élection. La frange réformiste dirigée par Suárez fonde l'UCD. Manuel Fraga fédère de son côté, au sein d'AP, la part des forces favorables au statu quo qui juge nécessaire d'investir le jeu de la politique démocratique⁴⁶⁸.

Bien que l'UCD domine un paysage politique marqué par la coopération transpartisane lors du processus de démocratisation, le système de parti qui reste en place à la suite des principales réformes s'organise autour du PSOE, qui devient le seul aspirant crédible au pouvoir dès le début des années 1980. L'hégémonie socialiste résulte de l'effondrement de l'UCD⁴⁶⁹. Après avoir dominé l'assemblée constituante élue en 1977, l'UCD a piloté l'adoption de la constitution en 1978. Le parti a alors été réélu en mars 1979. Le règne de l'UCD a permis de faire des avancées majeures dans le processus de démocratisation espagnol. Mais l'équilibre au sein de la formation était fragile et la position du parti dans l'échiquier politique était précaire. Adolfo Suárez démissionne en janvier 1981. Une tentative de coup d'État survient le 23 février 1981, alors que le lieutenant-colonel Antonio Tejero, de la Guardia Civil, fait irruption avec 200 hommes au parlement durant le vote sur l'investiture du successeur de Suárez à la tête du gouvernement, Leopoldo Calvo-Sotelo⁴⁷⁰. L'usure du pouvoir et la crise de légitimité des héritiers du régime franquiste à la suite du coup d'État manqué contribuent à l'élection du PSOE, dirigé par Felipe González, en octobre 1982. Les conflits internes au parti s'accroissent après la défaite, l'UCD se dissout en 1983, bien que les parlementaires élus sous sa bannière aient maintenu un groupe parlementaire jusqu'en 1986⁴⁷¹.

⁴⁶⁸ Les purs et durs du régime préfèrent quant à eux rester fidèles à l'une ou l'autre des formations revendiquant l'héritage du parti unique du régime, lesquelles se présentent sous les appellations *Falange Española de las JONS*, *Falange Española de las JONS autentica* et *Falange Española Independiente*.

⁴⁶⁹ Sur l'effondrement de l'UCD, voir Gunther et Hopkin (2002).

⁴⁷⁰ Sur le déroulement des événements du 23 février 1981, voir Preston (2005, pp. 145-151).

⁴⁷¹ Sur la trajectoire de l'UCD, voir El País (1983).

L'agonie de l'UCD et le stigmate lié aux origines franquistes de la droite espagnole⁴⁷² contribuent à la réélection du PSOE en 1986 et en 1989⁴⁷³. Le monopole de l'exercice du pouvoir qu'exerce la gauche pendant les années 1980 force la droite à se repositionner afin de devenir une alternative au PSOE dans le jeu démocratique. La droite entame alors une réorganisation majeure, refondant son parti sous le nom de PP, en ralliant une partie des anciens dirigeants de l'UCD (Prieto & González Ibañez, 1989)⁴⁷⁴. La croissance des appuis au parti est insuffisante pour empêcher la réélection des socialistes en 1993, mais la droite prend finalement le pouvoir en 1996 (Valdecantos, 1996), avec à sa tête José María Aznar⁴⁷⁵. Par la suite, le PP obtient même un mandat majoritaire lors des élections du 12 mars 2000 (Prieto, 2000).

À partir de l'élection de 1996, le PP et le PSOE alternent au pouvoir, obtenant la grande majorité des sièges au congrès des députés lors des élections pendant une période d'une quinzaine d'années⁴⁷⁶. Il ne faut pas surestimer le poids électoral du bipartisme : plusieurs autres partis sont représentés au parlement. Alors que l'électorat espagnol n'a accordé de mandat majoritaire à un parti que quatre fois depuis le début du processus de démocratisation suivant la mort de Franco – en 1982 et 1986 au PSOE et en 2000 et 2011 au PP – le poids politique de ces tiers partis n'est pas négligeable. Les données électorales sont toutefois claires quant à la périodisation du système de partis espagnol depuis 1982. Après une période de monopole de l'exercice du pouvoir par le PSOE, de 1982 à 1996, une période d'alternance bipartisane

⁴⁷² Selon Sebastian Balfour, « The PP has both family and ideological roots in Francoism. Apart from Manuel Fraga, ex-minister of Franco and founder of PP's predecessor, Alianza Popular (AP), the majority of its leaders are sons, daughters or grandchildren of leading members of the Francoist political elites. Its political roots lie in the variegated reformist elements of the Francoist state that sought to take part in the new democracy » (Balfour, 2005, p. 147; traduction libre). Sur les origines franquiste d'AP, voir del Río Morillas (2013, 2015).

⁴⁷³ Mais, alors que le PSOE avait obtenu des majorités parlementaires lors de ses deux premiers mandats, il manque par un seul élu la barre de 176 députés nécessaire à l'exercice du pouvoir sans avoir à récolter d'appui hors de son parti lors de l'élection de 1989. Le PSOE n'a, à ce jour, jamais obtenu un nouveau mandat majoritaire depuis celui de 1986. L'ensemble des données sur les résultats électoraux espagnols présentées dans ce chapitre sont celle du ministère de l'intérieur. Voir Gobierno de España - Ministerio de Interior (<http://www.infoelectoral.mir.es/infoelectoral/min/home.html>).

⁴⁷⁴ Pour une perspective critique sur la « réinvention du conservatisme espagnol », voir Balfour (2005). López Nieto (2009) offre, de son côté, une perspective militante sur la transformation de son parti, dans la revue du think tank présidé par l'ancien dirigeant espagnol José María Aznar, la Fundación para el Análisis y los Estudios Sociales.

⁴⁷⁵ Sur la signification historique de l'arrivée du PP au pouvoir, voir Del Riego (2021).

⁴⁷⁶ Il est possible d'observer l'émergence et le déclin du bipartisme en Espagne en observant les variations de la part des suffrages exprimés récoltés par les deux partis qui arrivent en tête à chacune des élections générales. Entre 1996 et 2011, cette proportion se situe entre 72% et 83%. Cette part est en progression par rapport à l'année de fondation du PP, en 1989, alors que les deux partis s'étaient contentés de 60% des suffrages. Après 2011, toutefois, cette proportion chute à un creux historique de 50% en 2015, puis remonte à 57% lors des élections de novembre 2019 (Revilla-Blanco & Molina-Sánchez, 2021, p. 222).

survient de 1996 à 2015. Puis, depuis 2015, le bipartisme espagnol s'est effondré au profit d'un système multipartite où il devient beaucoup plus difficile pour le parti vainqueur aux élections de se négocier l'appui d'une majorité parlementaire⁴⁷⁷. La figure B.1⁴⁷⁸ présente les variations dans la députation du PSOE et de la famille politique formée par AP et le PP pour chacune des élections générales depuis 1982. Elle montre une première phase dominée par les socialistes, de 1982 à 1989. L'élection de 1993 laisse présager l'avènement du bipartisme, qui se confirme en 1996 et se poursuit jusqu'à l'élection de 2011 remportée par le PP et qui voit un effondrement du vote socialiste. L'effondrement des appuis au PSOE s'avère être le prélude à une nouvelle ère où les deux principaux partis obtiennent nettement moins que les votes nécessaires à une majorité parlementaire.

Avec les élections de 2015, l'Espagne est entrée dans une ère de multipartisme caractérisée par l'instabilité politique (Orriols & Cordero, 2016). Vainqueur en 2015, le PP ne réussit pas à obtenir les appuis parlementaires nécessaires à la formation d'un gouvernement (Garea, 2015) et doit retourner aux urnes en 2016 (Garea, 2016), formant alors difficilement un gouvernement avec l'appui de Ciudadanos et l'abstention de nombreux socialistes (El País, 2016). Après la chute du gouvernement Rajoy⁴⁷⁹, les élections d'avril 2019 réservent un sort similaire aux socialistes de Pedro Sánchez⁴⁸⁰, qui est contraint de consulter

⁴⁷⁷ L'effondrement du bipartisme n'a pas amené de nouveaux partis à diriger les gouvernements espagnols, mais il a forcé le PSOE à faire entrer dans son cabinet ministériel des députés de plus petits partis afin d'obtenir leur appui en chambre. Avant 2015, le parti au pouvoir pouvait se contenter, quand il ne disposait pas d'une majorité parlementaire, de faire des concessions sur son programme législatif pour obtenir l'appui de partis concurrents, sans avoir à admettre d'élus de ces partis au sein du gouvernement. Après les élections de 2015, le PP a tenté de maintenir ce type de fonctionnement, suscitant l'appui de Ciudadanos sans inclure ses élus dans le conseil de ministre, mais le succès de cette approche a été de courte durée. Il faut dire que la position du parti en chambre était particulièrement précaire, alors qu'en plus de l'appui de Ciudadanos, l'investiture du gouvernement avait nécessité l'abstention de la majorité des députés socialistes – seulement quinze élus du PSOE avaient alors voté contre le nouveau gouvernement (Cruz, 2016).

⁴⁷⁸ Les figures B.1 à B.4, présentant certains développements importants de la politique espagnole, observables dans les données électorales, sont rassemblées dans l'Annexe B.

⁴⁷⁹ Le gouvernement Rajoy est renversé par une motion de censure présentée par le PSOE à la suite d'une sentence de l'Audiencia Nacional particulièrement incriminante pour le PP dans le cadre de l'affaire de corruption connue comme le caso Gürtel (Merino, 2018). Pedro Sánchez est alors nommé à la tête du gouvernement le 2 juin 2018 (El País, 2018). Sur la motion de censure et ses conséquences sur la vie politique espagnole, voir Coiduras (2022).

⁴⁸⁰ Le vote de l'opposition contre le budget, en février 2019, contraint Sánchez à demander au roi de dissoudre le parlement en vue de nouvelles élections. Arrivant en tête aux élections du 28 avril 2019, le PSOE échoue deux fois à réunir les appuis nécessaires pour investir son gouvernement (Díez, 2019), forçant le roi à convoquer à nouveau des élections qui se tiennent le 10 novembre 2019.

l'électorat à nouveau en novembre 2019. S'il réussit à former un gouvernement après sa seconde victoire, Sánchez doit néanmoins former une coalition avec Unidas Podemos (El País, 2020)⁴⁸¹.

L'érosion du bipartisme espagnol se constate non seulement aux difficultés qu'éprouvent les partis à obtenir l'appui de la chambre, mais aussi aux variations de la somme des députés élus sous les bannières des deux principaux partis aux élections générales. C'est cet indicateur qui est présenté dans la figure B.2. Entre 1977 et 2011, la somme des députés élus par les deux formations politiques qui sont arrivées en tête – soient l'UCD et le PSOE en 1977 et 1979, puis le PSOE et AP et son successeur, le PP, de 1982 à 2011 – varie entre 282 et 323. Lors du sommet atteint en 2008, les tiers partis ne font donc élire que 27 députés – et 68 lors des élections de 1989, leur plus haut total durant cette période⁴⁸².

Depuis 2015, au contraire, la somme des députés élus par les deux premiers partis – toujours le PP et le PSOE, dans un ordre ou dans l'autre – a atteint un modeste sommet de 222 en 2016 et un creux historique de 189 en avril 2019. Les tiers partis ont obtenu entre 128 et 161 sièges aux élections de cette plus récente période – une proportion des sièges qui varie entre 36% et 46% de l'assemblée. La figure B.3 montre la répartition des sièges à la suite de l'élection de 2008, soit au plus fort du bipartisme espagnol, alors que la figure B.4 présente le portrait du parlement espagnol après l'élection d'avril 2019, qui a plongé le pays dans une crise de gouvernance en raison de l'incapacité des partis à former un gouvernement obtenant la confiance d'une majorité de députés.

Le bipartisme espagnol s'effrite à la suite de la crise financière de 2008. La crise économique dans laquelle cette dernière pousse l'Espagne contribue à éroder la légitimité des deux partis ayant gouverné le pays au cours du quart de siècle précédent. De nouvelles forces politiques émergent et se présentent comme l'antidote vis-à-vis d'un milieu politique corrompu ayant mené l'Espagne à la crise. Ces nouvelles forces, c'est-à-dire les partis Ciudadanos et Podemos, renouvellent le discours mémoriel au cœur de la politique espagnole. Fondé en 2005, Ciudadanos, qui tente de faire compétition au PP, apparaît d'abord en Catalogne, « comme une plateforme qui cherche surtout à être une alternative au nationalisme catalan »

⁴⁸¹ Unidas Podemos est une coalition électorale qui regroupe Podemos et IU. La coalition gouvernementale de Pedro Sánchez regroupe des députés élus sous les bannières du PSOE et d'Unidas Podemos, mais il a fallu des appuis de nombreux autres partis pour la porter au pouvoir. Sur les appuis du gouvernement Sánchez lors de l'investiture de janvier 2020, voir Casqueiro et Pérez (2020).

⁴⁸² Le nombre total d'élus siégeant au Congrès des députés espagnol est resté le même, soit 350, depuis les premières élections démocratiques en 1977.

(Rodon & Hierro, 2016, p. 5)⁴⁸³⁴⁸⁴. Le parti conteste les politiques nationalistes du gouvernement régional, en particulier les politiques linguistiques visant la protection de la langue catalane (Mateo, 2015a)⁴⁸⁵. Il présente ses adversaires, de gauche comme de droite, et en particulier les forces politiques catalanistes, comme des vestiges d'une époque de conflits remontant aux années 1930 et déconnectés de la volonté de la majorité silencieuse, favorable à un bilinguisme ancré dans la liberté de choix linguistique⁴⁸⁶. L'arrivée du parti sur la scène nationale l'amène à centrer son discours sur le rejet des forces politiques associées à l'histoire conflictuelle de la République, de la Guerre civile et du franquisme, appelant à « délaissier le thème de Franco » (Redacción, 2019b). Son leader, Albert Rivera, affirme en ce sens qu'il n'aurait pas choisi de camp et aurait préféré « quitter ce pays » s'il avait vécu l'époque de la Guerre Civile (Pascual, 2019)⁴⁸⁷.

De son côté, Podemos est fondé en 2014, dans la foulée du mouvement des indignés (Revilla-Blanco & Molina-Sánchez, 2021), qui s'était d'abord réuni à la Puerta del Sol de Madrid le 15 mai 2011, à la suite de l'appel de la plateforme *Democracia Real Ya*⁴⁸⁸. Le parti conteste les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement espagnol sous la pression de l'Union européenne et utilise son rapport de force pour imposer un agenda anti-austérité quand il en a l'occasion (Ruiz de Almirón, 2018). Il emprunte les codes du populisme en rejetant l'opposition gauche-droite au profit d'une opposition peuple-élites et en revendiquant la souveraineté populaire face à la technocratie européenne⁴⁸⁹. Le parti présente les élites

⁴⁸³ Traduction libre.

⁴⁸⁴ Sur la trajectoire de Ciudadanos, de la politique régionale catalane à la scène nationale à Madrid, voir (Rodríguez Teruel & Barrio, 2016).

⁴⁸⁵ Sur l'origine du ressentiment des locuteurs de la langue castillane envers les politiques linguistiques des régions ayant une langue co-officielle, voir Keeley (2008).

⁴⁸⁶ En plus de sa critique du nationalisme catalan, Ciudadanos met de l'avant une série de mesure qui le campe fortement à droite, proposant notamment « to limit the health service provision for immigrants, rationalise health spending and reduce taxes » (Rodon & Hierro, 2016, p. 5).

⁴⁸⁷ Pour un bref portrait biographique et professionnel d'Albert Rivera, voir Salgado (2012).

⁴⁸⁸ Sur le mouvement des indignés et le cycle de mobilisation qui survient en Espagne à la suite de la crise financière de 2008, voir Ancelovici (2015), Fernández (2021) et Musseau (2016). Sur les idées à l'origine du mouvement des indignés, voir "Manifiesto 'Democracia Real Ya'" 2011)

⁴⁸⁹ Selon José Javier Olivas Osuna, « les fondateurs de ce parti, fortement influencés par les idées d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, en plus de leurs expériences personnelles en tant que conseillers et chercheurs au service de gouvernements populistes latinoaméricains comme ceux d'Evo Morales, Rafael Correa et Hugo Chávez, ont décidé d'adopter un discours et une stratégie populiste » (Olivas Osuna, 2021, p. 375; traduction libre). En 2016, le leader du parti, Pablo Iglesias, reconnaissait de façon implicite le caractère populiste de son organisation alors qu'il affirmait vouloir soumettre à débat la question à savoir s'il devait « demeurer populiste ou pas » (Gil, 2016). Sur le concept de populisme, voir Müller (2016).

politiques de l'Espagne démocratique comme corrompue, affirmant dans son programme électoral de 2016 vouloir « mettre fin au vol systématique d'argent public auquel des élites politiques corrompues se sont livrées en toute impunité durant des décennies » (cité dans Olivas Osuna, 2021, p. 381)⁴⁹⁰. Cherchant à se distinguer des autres forces politiques en présence, Podemos présente le PP comme un parti ayant une « ADN franquiste » (Tremending, 2021) et le PSOE comme le parti de l'oubli au cœur de la transition démocratique⁴⁹¹. En prenant la tête du parti en 2014, Pablo Iglesias promet « d'en finir avec le "régime" de la transition » (Manetto, 2014)⁴⁹².

Ciudadanos et Podemos progressent au détriment des deux partis établis durant les années 2010. Lors de l'élection de 2015, le PP et le PSOE perdent 2,5 millions de votes chacun par rapport au scrutin de 2011 (Dufour, Nez, & Ancelovici, 2016, p. 301). Avec l'échec de Mariano Rajoy à former un gouvernement soutenu par une majorité parlementaire en 2015, plusieurs déclarent la fin du bipartisme espagnol (Del Palacio, 2019; Guasch, 2019; Trujillo, 2019) et certains déplorent la « parfaite ingouvernabilité » du pays (Blanco Valdés, 2017).

Plus récemment, un nouveau parti populiste d'extrême droite a fait son apparition et profite de l'instabilité politique de l'Espagne et de la crise sanitaire pour se faire du capital politique (Calleja, 2021; Ramos Antón, 2021)⁴⁹³. Vox, fondé en 2013, réussit une percée en 2018 lors des élections régionales andalouses (Saiz, 2018) et investit le congrès des députés de Madrid par la suite (González, 2019)⁴⁹⁴. C'est un parti

⁴⁹⁰ Traduction libre.

⁴⁹¹ Pour une comparaison du regard porté sur la transition démocratique par Podemos, Ciudadanos et Vox, voir Casals (2019).

⁴⁹² Traduction libre.

⁴⁹³ Sur l'idéologie de Vox avant la pandémie de Covid-19 et sa focalisation sur la lutte aux mesures sanitaires, voir Ferreira (2019).

⁴⁹⁴ Le succès de Vox peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Xavier Casals place l'ascension du parti d'extrême droite dans le contexte de la trajectoire sociohistorique du nationalisme espagnol, faisant des liens avec l'esprit anti-islam de la Reconquista, le nationalisme intégriste développé durant la guerre d'indépendance cubaine et le retour d'une dichotomie Espagne-anti-Espagne typique de l'opposition gauche-droite durant la Seconde République. Cependant, l'élément déclencheur qui a, selon Casals (2020b), permis à Vox de se propulser sur la scène politique espagnole réside dans l'exacerbation des conflits entre l'État espagnol et les nationalismes périphériques. Il affirme en ce sens : « le climat politique basque marqué par le terrorisme d'ETA a favorisé la récupération de l'intégrisme nationaliste espagnol que Vox défend, alors que la crise sécessionniste catalane lui a offert le cadre pour développer ce discours jusqu'à devenir la troisième force [politique] du pays » (Casals, 2020b, p. 30; traduction libre). Les nationalistes espagnols ont depuis longtemps montré une hypersensibilité par rapport aux revendications autonomistes mises de

with a political ideology firmly grounded in authoritarian conservatism and nationalism. Far from being a single-issue anti-immigrant party, it advocates policy positions including opposition to same-sex marriage, abortion, gender quotas, gender violence protection ordinances, and general social welfare provision (Turnbull-Dugarte, 2019).

Vox s'est fait le porteur d'une conception de la mémoire plus en phase avec la tradition conservatrice espagnole, refusant les compromis auxquels a souscrit le PP en laissant de côté la revendication de la dictature au profit du consensus constitutionnel⁴⁹⁵. Son leader, Santiago Abascal, revendique le droit des descendants du camp nationaliste de la Guerre Civile à honorer leur mémoire (Pan-Montojo, 2019). Il s'oppose à une mémoire officielle antifranquiste ("Santiago Abascal: "Los que defienden la obra de Franco tienen cabida en Vox", 2019) et il souscrit aux justifications franquistes du coup d'État du 18 juillet 1936,

l'avant par les élites basques et catalanes, comme en témoignent les annonces périodiques et alarmistes d'une dissolution prochaine de la nation espagnole (Alonso de los Ríos, 1994, 2006; Moa, 2006b). C'est cette hypersensibilité qui, dans le contexte des luttes pour la répartition des pouvoirs entre ordres de gouvernement, a nourri l'ascension de l'extrême droite espagnole au cours des dernières années.

⁴⁹⁵ Des entrepreneurs politico-mémoriels ayant appuyé Vox ont vertement critiqué la revendication du patriotisme constitutionnel du PP (Partido Popular, 2002), reprochant au parti son manque de fermeté dans le cadre de la crise politique provoquée par la montée de l'indépendantisme catalan. Dès 2002, Pío Moa entrevoyait la fin possible de l'unité du PP, jugeant que le parti était divisé entre une tendance « libérale-conservatrice » et une autre « progressiste », cette dernière étant à l'origine de l'adhésion au patriotisme constitutionnel auquel s'opposait le polémiste (Moa, 2002b). Selon lui, cette nouvelle conception du patriotisme espagnol consisterait à faire « comme si l'Espagne avait commencé à exister avec la Constitution de 1978, ou si avant cette date le patriotisme n'avait pas de raison d'être ou qu'il s'avérait invouable », une conception qui décrit selon lui « ce que n'est pas l'Espagne » (Moa, 2002c; traduction libre). Son regard sur le patriotisme constitutionnel est resté le même, jugeant qu'il s'agit d'une « stupidité solennelle », car « le patriotisme est pour la patrie, pas pour la Constitution » (Moa, 2018; traduction libre). Pedro Carlos González Cuevas (2020) juge stérile la revendication du patriotisme constitutionnel, estimant préférable de procéder à une révision constitutionnelle qui assoirait l'unité de l'Espagne sur des bases plus solides en limitant l'autonomie des régions. Federico Jiménez Losantos (Fernández Úbeda, 2017; traduction libre) estime de son côté que, « sans la nation espagnole, il est impossible de soutenir un régime constitutionnel espagnol ». Le philosophe nationaliste Gustavo Bueno critique quant à lui le concept de patriotisme constitutionnel comme reposant sur une conception subjective de l'appartenance. Défendant une conception objectiviste de la nation, il affirme : « seuls se rendront au "patriotisme constitutionnel" les ignorants qui croient que le patriotisme peut se réduire à la condition d'un sentiment psychologique subjectif, pris comme un critère infaillible de la puissance de l'État duquel il font partie, sans remarquer que leur sentiment patriotique est toujours fondé sur l'histoire de leur Nation politique et que, par conséquent, il dépend de la vérité ou de la fausseté de cette histoire » (Bueno, 2014; traduction libre). Ces auteurs ont trouvé dans la conception mémorielle de Vox la vision primordialiste de la nation espagnole à laquelle ils adhèrent et qu'ils reprochent au PP d'avoir abandonné au profit d'une conception civique de la nation. Sur la carrière du concept de patriotisme constitutionnel en Espagne, voir Ballester Rodríguez (2014).

qualifiant la Seconde République de « régime criminel séquestré par les socialistes et les communistes et qui a mené l'Espagne à une Guerre Civile » (García, 2021)⁴⁹⁶.

Après une phase, dans les années 1980, où le PSOE a joui d'un monopole de l'exercice du pouvoir, l'Espagne a connu une croissance constante de la compétitivité de son système de partis. Passant de l'hégémonie socialiste au bipartisme, le pays a vu la mémoire du franquisme devenir une arme dans le combat politique pour la légitimation des aspirations de chaque parti à gouverner et pour la délégitimation de ses adversaires. L'effondrement du système bipartite au profit de forces émergentes et la formation d'un système multipartite ont accentué l'usage de la mémoire en radicalisant les discours. Cette radicalisation des discours ne s'est pas limitée à la sphère politique : elle a été au cœur des débats publics et historiographiques dans lesquels se sont engagés de nombreux intellectuels espagnols.

6.2.3.2 L'impact de la compétition électorale sur les conflits de mémoires en Espagne

En quoi ces transformations de l'offre politique espagnole et du rapport de force entre les diverses organisations partisans ont-elles eu un impact sur l'avènement des controverses mémorielles sur le passé franquiste ? La consolidation du bipartisme dans les années 1990 a accentué à la compétition au sein du système électoral. Dans cet environnement caractérisé par une compétition accrue, les partis aspirant au pouvoir et leurs militants ont investi le passé comme un terrain de lutte sur lequel vaincre leurs adversaires dans le présent. Comme l'a noté Santos Juliá, la revendication de la mémoire historique est survenue au moment où la droite a réussi à se présenter face à l'électorat comme une alternative au PSOE en vue de l'exercice du pouvoir à Madrid (Juliá, 2011b)⁴⁹⁷. La mobilisation du passé franquiste à gauche visait notamment à imposer la condamnation de la dictature et de ses crimes comme un rite de passage obligatoire pour les politiciens qui aspirent à gouverner le pays (Gil, 2018)⁴⁹⁸. Les militants pour la récupération de la mémoire historique estimaient alors nécessaire d'actualiser les leçons du passé sur lesquelles s'appuient les acteurs politiques pour orienter leurs actions à la lumière des conclusions de

⁴⁹⁶ Traduction libre.

⁴⁹⁷ Manuel Álvarez Tardío (2010, p. 115) va dans le même sens, identifiant le moment de où l'alternance apparaît plausible, avec le retour de la droite à l'avant-scène, comme le point tournant de la politisation du passé en Espagne.

⁴⁹⁸ C'est la vision que défend notamment Podemos, qui juge que « condamner le Franquisme est nécessaire en démocratie pour avancer vers la vérité, la justice et la réparation pour les victimes de la dictature » (UnidosPodemos Senado, 2018; traduction libre). Il s'agit d'une exigence à laquelle refusent régulièrement de se plier les partis de droite (Fernández, 2018; Monteforte Jaén, 2018; "Santiago Abascal: "Los que defienden la obra de Franco tienen cabida en Vox", " 2019).

l'historiographie de la Seconde République, de la Guerre Civile et du franquisme. Ils dénonçaient ce que nous qualifions de cadres d'interprétation mémoriels d'origine franquiste dans les discours des acteurs politiques et des intellectuels de droite en Espagne.

Voyant leur tradition politique faire l'objet d'une critique sur la base de son passé préconstitutionnel, des entrepreneurs politico-mémoriels de droite ont choisi de contre-attaquer⁴⁹⁹. Pour ce faire, certains se sont approprié les cadres d'interprétation mémoriels du premier franquisme. C'est ce qu'a fait Moa en faisant remonter le début de la Guerre Civile à octobre 1934 afin d'en faire porter la responsabilité à la gauche et aux nationalismes basque et catalan (Moa, 2004a). D'autres ont opté pour des cadres d'interprétation mémoriels axés sur la pacification en contrastant le présent avec la violence des années 1930, lesquels ont été développés au sein du régime dans les années 1960. C'est ce que font Álvarez Tardío (2010) et Villa García (Barros, 2021; Villa García, 2013), qui soulignent les torts de la gauche des années 1930 en appelant à une rupture entre la politique de la Seconde République et celle de la monarchie constitutionnelle actuelle.

Si les intentions des acteurs des controverses espagnoles éclairent substantiellement leurs actions, c'est la perception de ceux qui reçoivent les actes de langage en question qui détermine les stratégies adoptées pour y répondre et qui, par le fait même, oriente la trajectoire subséquente des controverses. Aux yeux de la majeure partie de la droite espagnole, la gauche des années 1930 était radicale, violente et menaçait la stabilité du pays. Quand les conservateurs voient des acteurs du mouvement pour la récupération de la mémoire historique revendiquer les combats des partis et organisations de gauche de la Seconde République ou ceux de la République elle-même, ils estiment l'ordre social et politique contemporain menacé. Cette hypersensibilité vis-à-vis de la politique ouvrière des années 1930 leur vient d'une socialisation politique durant la dictature qui identifie la moindre revendication de gauche à une adhésion

⁴⁹⁹ Le public a aussi montré un intérêt renouvelé pour les thèses favorables à la dictature en réaction au discours sur la récupération de la mémoire historique. L'historien Xosé M. Núñez Seixas affirme en ce sens: « le premier livre de Pío Moa en 1998 s'est à peine vendu et, au contraire, à partir de l'an 2000, avec la question des fosses et la récupération de la mémoire historique, il semble s'être ouvert une voie. Soudain, il y avait une demande conservatrice des restants du franquisme sociologique qui disait: nous voulons un narratif qui disculpe nos ancêtres » (Sáenz de Ugarte, 2018; traduction libre).

au camp « rouge », une disposition qui s'est reproduite dans les organisations politiques de la droite durant la période démocratique⁵⁰⁰.

Ce cadre d'interprétation mémoriel franquiste amène plusieurs figures associées à la droite espagnole contemporaine à réagir fortement aux revendications concernant la mémoire historique. Pour une partie de la droite, l'émergence et le succès du discours de la mémoire historique démontre l'échec de l'approche axée sur la pacification et appelle à une revendication plus assumée de la justification du coup d'État généralement associée au premier franquisme.

De l'autre côté, les militants et intellectuels de gauche tendent à percevoir le rejet des politiques de récupération de la mémoire historique et la prolifération du discours révisionniste, au début des années 2000, comme la confirmation de l'illégitimité de la droite dans ses aspirations à gouverner⁵⁰¹. Alors que le PP se montre réticent à condamner le passé franquiste, le fait que plusieurs figures au sein du parti s'approprient les idées de Moa, Vidal et d'autres révisionnistes apparaît comme la démonstration que les

⁵⁰⁰ Alberto Reig Tapia, très critique du révisionnisme et de la droite espagnole contemporaine, contraste la socialisation politique durant la Seconde République et durant le franquisme en des termes peu élogieux pour la dictature : « Si la République socialisait les enfants pour en faire des citoyens, Franco s'est mis à les endoctriner avec les valeurs les plus rances et caduques d'un fascisme d'opérette et un traditionalisme vétuste auquel n'intéressait que les bœufs qui travaillaient la terre du petit seigneur et les sujets fidèles les plus éloignés possible de la funeste manie de penser » (Reig Tapia, 2017b, p. 144; traduction libre). Des études montrent que l'éducation politique professée sous le régime franquiste visait davantage à susciter un « consentement passif » au bénéfice du régime (Fuertes Muñoz, 2018, p. 122), une idée qui rejoint la thèse de Juan Linz sur le franquisme comme régime autoritaire plutôt que totalitaire (Linz, 1964). Peu importe la portée de l'endoctrinement auquel a donné lieu la socialisation politique des jeunes sous le franquisme, deux choses sont certaines : il y a des variations importantes au niveau de la socialisation politique qu'exerçaient les familles en fonction de leurs allégeances durant la Guerre Civile; et les partis politiques, durant la période démocratique, ont eux aussi contribué à la socialisation politique de leurs militants. Les scandales périodiques qui surviennent au sein des organisations jeunesse de la droite espagnole en raison de gestes et de symboles fascistes mobilisés par des militants donne un indice sur la nature du processus de socialisation politique au sein de la tradition conservatrice espagnole (Guzmán, 2013).

⁵⁰¹ Le politologue Vicenç Navarro offre un bon exemple de cette position, estimant que la droite espagnole – tant au sein du PP que de Ciudadanos – est héritière d'une « dictature d'extrême droite » qui a cheminé vers une « démocratie très incomplète ». Notant la faible éthique du dialogue des figures médiatiques de la droite espagnole, Navarro affirme que « même la chaîne Fox, l'extrême droite américaine, n'atteint pas ces niveaux de grossièreté et de manipulation » (Navarro, 2015; traduction libre). Par ailleurs, nombreux sont les intervenants qui, dans l'espace public, profitent des tentatives du PP d'articuler une vision de l'histoire compatible avec la démocratie et avec son intérêt à discréditer les forces politiques de gauche et les nationalismes périphériques, pour rappeler l'origine franquiste du parti – rappelant par exemple que la presse rapportait, à la suite du congrès d'AP, en mars 1977, que 3000 militants avaient alors scandé « Franco, Franco, Franco! » pour rendre hommage au dictateur décédé un an et demi plus tôt (Aduriz, 2019; Sánchez, 2021). Alberto Reig Tapia, de son côté, estime que c'est pour des raisons électoralistes que le PP s'abstient d'expulser ou de marginaliser son « aile la plus extrémiste » (Reig Tapia, 2017b, p. 130; traduction libre).

conservateurs se sont adaptés aux exigences de la politique démocratique sans en adopter les valeurs. Pour les intellectuels de gauche, la popularité de ce discours, ancré dans des cadres d'interprétation mémoriels d'origine franquiste, justifie leur réfutation publique, ce que des historiens font rapidement. Mais cette réfutation a peu d'impact sur l'opinion publique, largement rangée dans des bulles idéologiques souvent imperméables aux preuves empiriques présentées par leurs adversaires.

En somme, la transformation du système de partis espagnol, depuis le milieu des années 1990, a accru la compétition électorale, ce qui a amené les partis et des intellectuels à faire du passé une arme dans le combat politique contemporain. C'est parce qu'ils perçoivent les aspirations à gouverner de leurs adversaires comme une menace au fondement des institutions auxquels ils attribuent une grande valeur que des entrepreneurs politico-mémoriels alertent le public et appellent à tirer les leçons que, selon eux, le passé conflictuel espagnol impose.

Autrement dit, à travers des actes locutoires consistant à mettre de l'avant une interprétation du passé, les acteurs des controverses espagnoles exécutent l'acte illocutoire de prévenir le public du danger que constitue leurs adversaires politiques afin de les mobiliser dans un contexte politique où la compétition rend la conquête du pouvoir particulièrement difficile. Le regard qu'ils portent sur le passé empruntent des cadres d'interprétation mémoriels ancrés dans le conflit gauche-droite des années 1930 – des cadres d'interprétation mémoriels franquistes pour les opposants à la récupération de la mémoire historique et des cadres d'interprétation mémoriels d'origine républicaine chez les partisans du mouvement. La force illocutoire des avertissements lancés par les entrepreneurs politico-mémoriels espagnols n'opèrent donc pas aussi efficacement auprès de l'ensemble du public visé, parmi lequel certains perçoivent les cadres d'interprétation mémoriels mobilisés comme un danger plus important que celui que pointe ceux qui les mobilise. Les conséquences perlocutoires des interventions entraînent donc une polarisation croissante du débat. Celui-ci reviendra probablement à l'avant-scène de façon périodique tant que la compétition électorale ne sera pas moins féroce.

6.2.4 Intervenir dans le débat sur le passé comme moyen d'agir sur la situation politique dans le présent

Le survol de l'évolution des systèmes de partis italien et espagnol que nous venons de faire montre que la structure d'opportunité politique qui s'offre aux acteurs a un impact sur les façons d'agir des entrepreneurs politico-mémoriels dans le cadre des débats portant sur le passé fasciste. Les acteurs des débats poursuivent des intentions spécifiques à travers leur participation aux controverses sur les

fascismes. Ils cherchent à faire avancer certaines idées non seulement dans le champ universitaire, mais aussi dans l'espace public, afin d'influencer la situation politique là où ils interviennent. Pour les antifascistes, s'investir dans les débats sur le fascisme est un moyen de disqualifier certaines idées de droite en les associant aux horreurs causées par le fascisme. Pour les révisionnistes, débattre de l'histoire du fascisme vise à réfuter la conception antifasciste de l'histoire et à délégitimer la gauche qui s'en revendique en l'associant aux crimes commis par les communistes. Ainsi, le passé devient un champ de bataille dans des luttes complexes, ayant notamment pour objets la légitimité des aspirations de chaque camp à exercer le pouvoir dans le présent et la définition de l'agenda politique de son propre camp. Plus la structure d'opportunité politique donne lieu à une compétition forte pour l'exercice du pouvoir, plus la polarisation risque d'être marquée en ce qui a trait à l'interprétation du passé. Et plus les forces politiques en présence ont quelque chose à gagner à s'investir dans le débat sur le passé fasciste, plus les chances seront fortes que ces débats donnent lieu à des controverses publiques.

Si les intentions des acteurs au moment de participer à la controverse s'éclairent en fonction du contexte politique, ce dernier nous permet aussi de comprendre la réception que réservent les entrepreneurs politico-mémoriels aux interventions de leurs collègues. Car le choix des mots et du ton par les acteurs d'un débat dépend largement de la perception qu'ils se font de l'identité de leurs interlocuteurs et de l'urgence d'agir dans la situation. Lorsque les acteurs du camp antifasciste perçoivent que leurs adversaires ont l'écoute de leaders politiques et que les idées qu'ils mettent de l'avant peuvent trouver leur chemin jusqu'à la tête des institutions, ils sortent plus facilement du cadre habituel des débats universitaires et du langage formel qui les caractérise. Quand les forces politiques qui reprennent ces discours se situent à l'extrême droite du spectre politique et revendiquent le passé fasciste, les antifascistes sont facilement disposés à croire à une résurgence du fascisme. D'une façon similaire, quand les forces politiques honnies de la droite, c'est-à-dire les communistes et leurs successeurs – et dans le cas espagnol l'aile gauche du PSOE et les nationalistes basques et catalans – reprennent les cadres d'interprétation mémoriels antifascistes et peuvent, de façon réaliste, aspirer à exercer le pouvoir, les entrepreneurs politico-mémoriels de droite réagissent plus fortement et de façon plus intransigeantes que lorsque ces discours demeurent aux marges du système politique.

Le point commun aux quatre controverses mémorielles que nous avons abordées, sur le plan du système de parti, consiste donc en la perception d'une menace par les deux camps impliqués dans le débat. Les entrepreneurs politico-mémoriels des deux camps ont perçu dans la structure d'opportunité politique du

moment le risque que leurs adversaires s'emparent du pouvoir et utilisent une lecture idéologique du passé pour justifier l'imposition d'une vision du monde que ces entrepreneurs politico-mémoriels jugent préférable de reléguer au passé. Si leurs perceptions du danger ont parfois été exagérées, la participation au gouvernement, plus récemment, de forces politiques pour lesquelles l'engagement démocratique est stratégique et circonstanciel témoigne de son existence. Il faut par ailleurs reconnaître que le climat social marqué par la violence politique a accentué la perception d'une menace imminente. C'est vers ce facteur, crucial à l'explication des controverses mémorielles, que nous nous tournons à présent.

6.3 Climat social, politique extra-parlementaire et violence

L'Italie et l'Espagne ont connu, au cours de la seconde moitié du XXe siècle, des périodes de conflit politique extra-parlementaire qui ont donné lieu à des flambées de violence. Une fois les tueries passées, les mouvements qui avaient donné lieu à ces épisodes de terrorisme ont tenté d'intégrer la politique parlementaire, convaincus que les gains qu'ils n'avaient pas réussi à faire avec les armes seraient à leur portée dans le cadre légitime de la politique démocratique. Les débats sur la mémoire du passé fasciste ont connu une intensification importante, dans les deux pays, à des moments où la violence faisait rage et trônait au sommet des préoccupations de la classe politique et de l'électorat. L'apaisement survenu par après n'a cependant pas calmé les controverses, qui ont plutôt redoublé d'ardeur dans le contexte de l'intégration de nouvelles forces politiques aux systèmes de partis. Dans cette section, nous soutenons que le contexte de violence politique dans lequel éclatent les controverses mémorielles italiennes et espagnoles explique la réception des interventions de certains entrepreneurs politico-mémoriels par des acteurs préoccupés par ces événements. Puis, nous proposons d'envisager la réception de l'engagement des mouvements ayant un passé de violence dans le jeu démocratique comme une violence symbolique aux yeux des acteurs qui s'y étaient autrefois opposés.

Pierre Bourdieu a mis de l'avant la notion de violence symbolique pour rendre compte de « cette forme de violence qui s'exerce sur un agent social avec sa complicité » (Bourdieu & Wacquant, 2014, p. 221). Selon Loïc Wacquant, la violence symbolique « naît dans la relation de connivence impensée entre une structure mentale et la structure des rapports sociaux dont elle est issue et/ou à laquelle elle s'applique » (Wacquant, 2014, p. 54). Bourdieu considère que « les agents sociaux sont des agents connaissant, qui, même quand ils sont soumis à des déterminismes, contribuent à produire l'efficace de ce qui les détermine dans la mesure où ils structurent ce qui les détermine » (Bourdieu & Wacquant, 2014, p. 221). Weber, Marx et Gramsci avaient déjà mis en lumière le fait que l'adoption par les dominés des structures de

pensée imposées par les dominants était une condition nécessaire à l'exercice de la domination. Bourdieu vient enrichir l'analyse de ses prédécesseurs sur ce point en montrant que cette imposition des structures de pensée constitue une forme de violence que les dominants exercent sur les dominés sur le plan symbolique.

Si Bourdieu utilise le concept de violence symbolique pour mettre en lumière des relations de domination objectives, nous en faisons ici un usage différent. Peu importe le caractère objectif ou non de la domination dans laquelle s'inscrit la violence symbolique, c'est la perception de cette dernière qui pousse les entrepreneurs politico-mémoriels à réagir fortement face aux interventions de leurs adversaires. Il n'est donc pas question ici de mettre au jour des relations de domination contre lesquels des individus seraient amenés à agir, mais plutôt de montrer leur croyance subjective apparente⁵⁰² en l'existence de ces relations, laquelle les motive à intervenir.

En concevant l'engagement démocratique de l'extrême droite italienne ou des indépendantistes basques et catalans en Espagne comme une forme de violence symbolique perçue par les antifascistes italiens et les nationalistes espagnols, nous pouvons expliquer pourquoi la pacification des conflits politiques dans ces deux pays n'a pas donné lieu à une atténuation des controverses sur le passé fasciste.

6.3.1 Le cycle de mobilisation italien, le contrecoup néofasciste et l'intégration postfasciste au jeu démocratique

L'Italie a connu un épisode important de manifestations étudiantes et ouvrières autour de l'année 1968. Ces mobilisations se sont prolongées plus longtemps qu'ailleurs. De plus, elles ont culminé sur une période de violences politiques sans commune mesure avec ce qui se passait ailleurs (Della Porta, 2006, p. 31). Ce climat social a favorisé des réactions fortes à la suite de la publication d'*Intervista sul fascismo* de la part des adversaires de De Felice, lesquels ont perçu la menace à l'édifice intellectuel de l'antifascisme italien comme une nouvelle bataille dans la lutte armée que livraient les néofascistes à leur camp dans la rue. Le

⁵⁰² Nous choisissons ici de laisser de côté la question à savoir si la dénonciation de la violence symbolique s'appuie sur une authentique croyance en l'injustice de ce qui est dénoncé ou sur une volonté d'instrumentaliser un passé significatif pour une part de l'auditoire afin de récolter des appuis. Non seulement est-il impossible de déterminer avec certitude la part exacte de l'engagement des entrepreneurs politico-mémoriels qui relève de l'action orientée par les affects, celle qui relève de la rationalité en valeur et celle qui relève de la rationalité en finalité, il faut par ailleurs noter qu'une lecture juste de ces deux motivations ne changerait rien à l'argument proposé ici. Dans un cas comme dans l'autre, l'usage de la violence symbolique perçue explique la réaction forte des entrepreneurs politico-mémoriels, que cette réaction soit purement émotionnelle, qu'elle soit motivée axiologiquement ou qu'elle vise simplement à susciter l'appui d'un public disposé à ces types de réactions face aux questions qui sont en jeu.

camp favorable aux thèses du biographe de Mussolini a aussi été conditionné, dans sa réception des critiques formulées par les intellectuels antifascistes, par le climat social. Les excès de langage dans le débat historiographique et mémoriel lui sont apparus comme le prolongement de la politique extra-parlementaire des groupes d'extrême-gauche pour lesquels toute idée associée à la droite est fasciste et justifie l'usage de la violence contre ceux qui la défendent. Même quand les armes se sont tues, le spectre de la violence politique est resté en arrière-plan de la lecture que faisaient les participants aux controverses mémorielles des débats dans lesquels ils s'investissaient.

Dans cette section, nous présentons d'abord ce que Sidney Tarrow a qualifié de « cycle de mobilisation » italien en mettant sur le processus de radicalisation et l'escalade dans l'utilisation de la violence physique et verbale. Nous montrons par la suite que les acteurs des controverses mémorielles, De Felice en tête, étaient préoccupés par cette violence, mais qu'ils ne percevaient pas les deux camps en lutte comme un danger équivalent. Nous terminons en expliquant ce que ce déséquilibre dans la perception du danger que représentait la violence politique a eu comme effet sur le déroulement des controverses mémorielles italiennes.

6.3.1.1 Fascisme et antifascisme dans la rue : la violence politique et le processus de radicalisation

Sidney Tarrow a qualifié la période qui, en Italie, va du milieu des années 1960 au milieu des années 1970, de « cycle de mobilisation », de « cycle de protestation » et « cycle de conflit » (Tarrow, 1990). Ces trois formulations renvoient à un même phénomène. Un cycle de conflit se compose d'une « série d'épisodes, dont certains s'entrecroisent mais qui répondent le plus souvent aux mêmes changements des opportunités (ou des menaces) » (Tilly & Tarrow, 2015, p. 164). Il s'agit de « cycles récurrents de mobilisation et de démobilisation qui se répètent pratiquement à chaque génération » (Tarrow, 1990, p. 5). Ces cycles de protestation se distinguent par « l'élargissement du secteur des mouvements sociaux au point d'inclure des groupes qui, normalement, n'auraient pas recours à une action collective au-delà du cadre conventionnel » (Tarrow, 1990, p. 9) Généralement, un cycle de mobilisation

commence sous une forme modérée et en interaction avec les institutions. Il passe ensuite à une intensité supérieure, et les interactions se multiplient avec divers secteurs de la société; il se diffuse rapidement des secteurs mobilisés vers ceux qui ne l'étaient pas; des formes novatrices ne cessent de surgir; les thèmes, eux aussi, s'élargissent à mesure que de nouveaux acteurs entrent en scène; enfin, il se forme parfois de nouvelles identités lorsque plusieurs acteurs s'agrègent et fusionnent dans le cours de l'action (Tilly & Tarrow, 2015, pp. 164-165).

Le cycle de protestation italien s'enclenche vers 1965. Il s'intensifie vers 1968-1969, puis donne lieu à une radicalisation du mouvement au moment où s'amorce la démobilisation, au début des années 1970. Tarrow situe la fin du cycle à l'année 1974, bien que ses conséquences soient perceptibles plusieurs années après cette date⁵⁰³.

Selon Donatella della Porta, le cycle de mobilisation survient notamment quand des militants critiquent le PCI et son approche institutionnelle, alors que le parti tente de profiter du rapport de force que lui octroient la croissance économique et la situation de plein emploi depuis le début des années 1960 pour améliorer les conditions de travail (Della Porta, 2006, p. 26). Ironiquement, ce rapport de force permettant au PCI d'acquiescer du « pouvoir institutionnel » l'a exposé à des critiques venant de sa gauche. De ces critiques a émergé un mouvement autonome que le parti n'était pas en mesure de contrôler⁵⁰⁴.

L'extrême droite néofasciste tente elle aussi de s'institutionnaliser dans les années 1960. Cherchant à mettre fin à l'exclusion dont il fait l'objet depuis sa fondation, le MSI minimise le rôle de la nostalgie de la République de Salò dans son discours et tente de réduire « la doctrine fasciste à une conjugaison, certes extrême, de l'anticommunisme [de l'alliance] atlantique » (Conti, 2013, p. 35)⁵⁰⁵. Le néofascisme est donc, après quelques soubresauts de mobilisation violente dans l'après-guerre immédiat⁵⁰⁶, plus actif dans la sphère politique, à élaborer une stratégie de marketing électoral, que dans la rue. Incapable de convaincre les leaders chrétiens-démocrates de faire alliance avec elle, la droite néofasciste aspire à « monopoliser

⁵⁰³ Il n'y a qu'à penser à l'enlèvement du président du conseil, Aldo Moro, le 16 mars 1978, et à son assassinat, le 9 mai de la même année, par des militants des Brigades Rouges. Donatella della Porta estime même que c'est cet événement qui marque la fin du cycle de mobilisation italien : « Protest activities collapsed, particularly following the kidnapping and assassination of the president of the Christian Democratic Party (Democrazia Cristiana, DC), Aldo Moro, by the Red Brigades, in 1978 » (Della Porta, 2006, p. 32).

⁵⁰⁴ Pour un bref portrait de la nébuleuse d'organisations de gauche extraparlamentaire qui se sont formées durant le cycle de mobilisation italien et les années de plomb sur lesquelles il a culminé, voir Von Tangen Page (1998, pp. 93-96).

⁵⁰⁵ Traduction libre.

⁵⁰⁶ Selon Della Porta, « For a few years after the end of World War II, bands of former members of the Fascist Party and the Italian Social Republic had attacked strikers and trade unions activists, helping the police in a brutal repression of workers' protests » (Della Porta, 2006, p. 152).

l'opposition conservatrice face au virage à gauche » que représente l'entrée des socialistes dans la coalition gouvernementale (Revelli, 1996, p. 40)⁵⁰⁷.

Les confrontations sont rares entre militants de gauche et militants néofascistes au début des années 1960. Pendant une vingtaine d'années, ces conflits se sont limités à quelques « occasions presque rituelles, surtout quand la gauche manifestait contre les congrès nationaux tenus par le parti néofasciste MSI ou contre les discours publics de ses leaders dans les districts industriels du nord de l'Italie ou dans les régions "rouge" du centre » (Della Porta, 2006, p. 153).

La mobilisation qui s'intensifie à gauche finit toutefois par susciter son lot de conflit avec les néofascistes, entraînant peu à peu l'Italie dans la violence politique, à mesure que les deux camps se radicalisent et optent pour des actions de plus en plus violentes. Alors que les débats parlementaires portant sur la réforme du système d'enseignement italien s'ouvrent, des étudiants se mobilisent (McAdam, Tarrow, & Tilly, 2004, p. 63)⁵⁰⁸. Portés par un mélange de convictions libertaires souvent associés au Nouveau mouvements sociaux et d'idéologie marxiste axée sur la lutte des classes (Della Porta, 2006, p. 26), des militants procèdent à des occupations dans les universités, d'abord à Trento et à Pise en 1966 et 1967, puis à Milan et Turin par la suite (McAdam et al., 2004, pp. 30-31). Les occupations deviennent un « phénomène généralisé à l'hiver 1967-1968 » (Galli, 1986, p. 5). Au fil du temps, on observe une transformation de l'idéologie et du répertoire d'action des militants. La frange libertaire, prédominante

⁵⁰⁷ Le PSI entre au conseil des ministres, pour la première fois depuis l'adoption de la Constitution, dans le premier gouvernement d'Aldo Moro, alors que le leader socialiste Pietro Nenni se voit attribuer la vice-présidence du conseil et d'autres élus de son parti héritent de portefeuilles ministériels (Ginsborg, 1990, p. 273). La composition complète du premier gouvernement Moro est disponible sur le site de la présidence du conseil : <https://www.governo.it/it/i-governi-dal-1943-ad-oggi/191>

⁵⁰⁸ La réforme du système d'enseignement d'impose dans le contexte où, « as a sideproduct of the economic miracle of the 1950s, thousands of new students poured into universities whose structures were ill-equipped to receive them and whose professors yearned for the elitist system they had inherited from fascism » (McAdam et al., 2004, p. 63). Alors que les organisations étudiantes mobilisent leurs membres dans le but de faire entendre leur point de vue sur la réforme à accomplir, des « radical minorities within them appropriated these structures and seized the opportunity of the educational debate for their own purposes, framing the issue not as one of the technical reform of an overloaded system but as one of the "autonomy" of the students from their universities. Around this theme, they developed a contentious repertoire of actions aimed at establishing their autonomy both from their organizations' leaders and from the parties that until then had controlled them » (McAdam et al., 2004, p. 63). Pour un bon résumé des enjeux à l'origine de la mobilisation de 1968 en Italie, voir Milza (1988). Pour une lecture un peu plus approfondie de ces enjeux, voir Hilwig (2009, pp. 12-19).

au début du cycle, se voit surpassée par les marxistes alors que les conflits avec l'extrême droite et les forces de l'ordre se sont multipliés (Della Porta, 2006, p. 26)⁵⁰⁹.

Les conflits avec l'extrême droite se multiplient quand les néofascistes, qui tentent de se positionner comme le « parti de l'ordre », tentent de jouer le rôle que la police est incapable de prendre en charge (Conti, 2013, pp. 79-82; Revelli, 1996, p. 40). La violence apparaît dans les institutions d'enseignement, alors que de « violents combats dans les écoles et les universités deviennent de plus en plus fréquents » (Della Porta, 2006, p. 153)⁵¹⁰. Donatella della Porta décrit le portrait type de ces conflits : « the leftist students would occupy a school or a university and were then attacked by neofascist groups, who tried to "disoccupy" it and reestablish the "right to study" » (Della Porta, 2006, p. 153). La stratégie du MSI vise à « connecter, selon une logique d'extrémisation des tensions, la politique et la ligne nationale du parti avec la dimension internationale du conflit entre l'Occident et le bloc soviétique » (Conti, 2013, p. 79)⁵¹¹.

La menace qui pèse sur les militants de gauche avec la prolifération des violences néofascistes les oblige à transformer leur rapport à la violence⁵¹². De plus en plus, la violence sporadique et spontanée résultant de « la nécessité de l'autodéfense » (Della Porta, 2006, p. 27) se transforme en combats quotidiens et organisés. Des groupes de défense contre les violences néofascistes et la répression de l'État s'organisent à gauche, alors que l'extrême droite se dote de « gardes du corps pour protéger les leaders du MSI » (Della Porta, 2006, p. 153)⁵¹³.

⁵⁰⁹ Cette prédominance de l'idéologie marxiste dans le mouvement, en particulier à l'apogée de sa radicalisation, ne signifie pas pour autant la coopération entre les militants du mouvement et les communistes. Les relations restent difficiles entre les étudiants et le PCI qui, « bien qu'il critique le comportement de la police durant les manifestations, s'était opposé aux formes de lutte du mouvement étudiant et à ses orientations théoriques » (Galli, 1986, p. 8; traduction libre).

⁵¹⁰ Traduction libre.

⁵¹¹ Traduction libre.

⁵¹² Nous souscrivons ici à l'explication de la violence, mise de l'avant par Della Porta (Della Porta, 2006; Della Porta & Rossi, 1984) et par Tarrow (1989), selon laquelle c'est dans l'interaction entre des groupes aux revendications opposées que s'est développée la violence. Cette dernière est le résultat d'un processus complexe de radicalisation survenu au cours de la lutte. Parmi les explications alternatives, Richard Drake soutient qu'une « culture de violence », qui s'inscrit dans une longue tradition d'esthétisation de la violence, a joué un rôle important dans le déclenchement de la vague de terrorisme qui a affligé l'Italie dans les années 1970 (Drake, 1984, p. 279).

⁵¹³ Traduction libre.

L'organisation et la routinisation de la violence contribue à la polarisation et à la radicalisation des deux camps, mais des changements au sein du MSI contribuent à amener la confrontation à un niveau de violence inédit. Avec l'échec de sa tentative de normalisation au nom d'une alliance anticomuniste au milieu des années 1960, confirmé par l'échec électoral de 1968, le MSI connaît un changement de direction. Giorgio Almirante, fondateur et secrétaire du parti de 1948 à 1950, en reprend la tête en juin 1969⁵¹⁴. Almirante réintègre la faction dissidente Ordine Nuovo en novembre 1969, ce qui marque le début d'une nouvelle phase, offensive, de la violence fasciste⁵¹⁵.

Le point tournant de la radicalisation violente dans le cycle de protestation italien survient en 1969. Le premier pas dans cette voie survient avec un attentat à la bombe, commis par des militants néofascistes, à la Banque nationale de l'agriculture, situé sur la Piazza Fontana de Milan, le 12 décembre⁵¹⁶. L'attentat fait 17 morts et 88 blessés (Cento Bull, 2007, p. 4). L'enquête qui s'ensuit envenime rapidement la situation alors que l'anarchiste Giuseppe Pinelli, interrogé par rapport à l'attentat, meurt en détention le 15 décembre 1969⁵¹⁷.

La violence qui devient de plus en plus fréquente entraîne une certaine démobilisation (Della Porta, 2006, p. 29). Entre 1970 et 1973, la mobilisation s'essouffle dans les milieux universitaires, tout en s'élargissant au-delà des institutions d'enseignement (Della Porta, 2006, p. 27). Mais la violence amène aussi les forces qui demeurent mobilisées à se radicaliser (Della Porta, 2006, p. 29). La prolifération de la violence donne lieu à une « adaptation réciproque graduelle à des armes de plus en plus dangereuses : des pierres et des

⁵¹⁴ Almirante succède alors à Michellini, qui dirigeait le parti depuis 1954, une étape qui représente « une victoire de la composante modérée du parti (Chiarini, 1989, p. 378).

⁵¹⁵ Sur les liens complexes entre la nébuleuse groupusculaire d'extrême droite, formée par des organisations comme Ordine Nuovo, Avanguardia Nazionale et Fronte Nazionale, le MSI et la violence d'extrême droite, voir Von Tangen Page (1998, pp. 89-93).

⁵¹⁶ L'attentat de Piazza Fontana a fortement marqué les esprits en Italie, alors que les militants de gauche craignaient que la DC, l'extrême droite néofasciste et la CIA utilisent la violence pour procéder à un coup d'État (Le Quang, 2014, p. 6). Sur l'attentat de Piazza Fontana et la longue enquête qui s'en est suivie, voir Ventrone (2020). Sur l'inscription de l'attentat dans une « stratégie de la tension » par l'extrême droite néofasciste, voir (Cento Bull, 2007). Pour une chronologie des événements ayant marqué les années de plomb, voir Lazar et Matard-Bonucci (2010). Sur le rôle des États-Unis dans le déploiement des violences d'extrême droite, voir (Mariele, Corrado, & Daniela, 2019).

⁵¹⁷ Pinelli est mort en tombant d'une fenêtre du poste de police où il était interrogé. Son décès a été traité comme un suicide, une version que plusieurs n'ont pas cru. Le policier considéré responsable de sa mort, Luigi Calabresi, est assassiné le 17 mai 1972 par un commando de militants de Lotta Continua (Cento Bull, 2007, pp. 20-26; Lazar, 2017, p. 41). Sur le rôle joué par la police dans l'escalade de violence en Italie, voir Reiter et Weinhauer (2007).

bâtons de la fin des années 1960 aux armes à feu des années 1970 » (Della Porta, 2006, p. 154)⁵¹⁸. Ainsi, avec la routinisation de la violence se propage une « haine entre les membres des groupes opposés, créant une image “abstraite” et “absolue” de l’autre camp comme “ennemi” » (Della Porta, 2006, p. 154)⁵¹⁹.

La polarisation du conflit et sa radicalisation entraîne des effets sur la cohésion des groupes en conflits, alors que la « solidarité augmente entre les membres de chacun des groupes en conflit » (Della Porta, 2006, p. 154). Cette solidarité résulterait du risque commun encouru par les protagonistes impliqués dans la lutte, alors que « l’engagement partagé dans des activités risquées renforcent les liens de loyauté au sein des groupes de camarades » (Della Porta, 2006, p. 154). La solidarité favorise l’engagement dans le conflit violent suivant une logique revancharde qui mène à une surenchère. Della Porta évoque le cas d’un militant d’extrême droite qui « expliquait son engagement dans la violence politique comme résultant d’une série de revanches » (Della Porta, 2006, p. 155)⁵²⁰. Cet esprit revancharde est cultivé dans la mémoire militante qui repose sur une forme de solidarité avec les camarades morts au combat (Della Porta, 2006, p. 155).

Au fil du temps, le recours à la violence, d’abord le fruit des circonstances, devient de plus en plus un moyen d’action jugé légitime par les deux camps. Les militants plus jeunes, arrivés dans le mouvement alors que la violence s’était déjà installée, « avait très peu de tabou par rapport à la violence, encore moins que la génération plus âgée » (Della Porta, 2006, p. 156). De nombreux militants voient le fait de prendre les armes à des fins politiques comme la « conséquence logique de leur carrière politique » (Della Porta, 2006, p. 156). La prolifération des actes de violence politique entraîne une transformation du rapport de force au sein des groupes impliqués, alors que « les branches qui se spécialisent dans l’utilisation de la violence – les servizi d’ordine – gagnent de plus en plus d’influence au sein de leurs organisations » (Della Porta, 2006, p. 30)⁵²¹.

⁵¹⁸ Giorgio Galli affirme en ce sens que ce n’est qu’après l’attentat de Piazza Fontana « que l’orientation favorable à la lutte armée commence à prévaloir dans le Collettivo politico metropolitano », une organisation d’extrême-gauche dont plusieurs fondateurs ont par la suite formé les Brigades Rouges (Galli, 1986, p. 6; traduction libre). Sur l’idéologie des Brigades Rouges et la violence à laquelle elle s’est livrée, voir Drake (2021); Matard-Bonucci (2010).

⁵¹⁹ Traduction libre.

⁵²⁰ Traduction libre.

⁵²¹ Traduction libre.

La violence atteint un seuil inédit lorsqu'un commando des Brigades Rouges procède à l'enlèvement du leader de la DC, Aldo Moro, le 16 mars 1978, faisant cinq morts au sein des forces de l'ordre au passage. Le 9 mai suivant, les ravisseurs assassinent le leader de la DC (Lazar & Matard-Bonucci, 2010)⁵²².

Della Porta (1984) recense 11 470 événements violents attribuables aux groupes néofascistes ou à la gauche extraparlimentaires en Italie entre 1969 et 1982⁵²³. Ces événements ont causé un total de 350 morts et 738 blessés. Si les deux camps portent une part plus ou moins équivalente de responsabilité – les néofascistes étant responsables de 53% des événements et de 53% des décès, contre 47% dans les deux cas pour la gauche extraparlimentaire – le nombre de blessés résultant des actes commis par les deux camps est beaucoup plus inégal. Les néofascistes sont responsables de 78% des blessures, contre 22% pour les groupes de gauche (Weinberg & Eubank, 1988, p. 532). Cette inégalité entre les conséquences des attentats des deux camps explique le fait que la menace néofasciste ait fortement marqué les Italiens souscrivant aux idées antifascistes. La mémoire de ces violences explique en partie la réaction des antifascistes face à la mobilisation, dans l'espace public, de cadres d'interprétations mémoriels d'origine fasciste dans les débats sur le passé fasciste.

6.3.1.2 Des controverses à l'abri des bombes ?

Le regard que les acteurs portent sur le passé fasciste est fortement teinté par les événements du moment. Les interventions des entrepreneurs politico-mémoriels lors de la controverse sur *Intervista sul fascismo* ont subi l'influence du contexte de conflits sociaux et de violences politiques survenus en Italie au tournant des années 1970⁵²⁴.

⁵²² Sur la signification de l'assassinat de Moro dans l'histoire italienne et son impact sur la vague de violence dans laquelle il s'inscrit, voir Giovagnoli et Mazéas (2010).

⁵²³ Si le fait de considérer l'attentat de Piazza Fontana comme la date marquant le début des violences fait consensus, le moment où ont pris fin les hostilités est moins clair. Gianni Oliva le situe en 1980, avec l'attentat de la station ferroviaire Bologna Centrale (Oliva, 2019). Della Porta (2006, pp. 35-36) note quant à elle la présence de violence résiduelle dans les mouvements de contestation jusqu'en 1983. Sur la question de la périodisation des années de plomb, voir Drake (1984, pp. 279-281). Sur le lent processus de pacification ayant mis un terme aux années de plomb et sur les outils utilisés par les institutions pour y arriver, voir (Cento Bull & Cooke, 2013). Sur les défis complexes auxquels est confronté l'État italien dans la « "gestion" du terrorisme », voir Rayner (2010).

⁵²⁴ Ces acteurs ne sont évidemment pas les seuls à réfléchir au passé fasciste dans le contexte de lutte armée qui caractérise les années de plomb en Italie. Les protagonistes des événements portent eux-mêmes un regard sur le passé dans le but d'éclairer le présent (Panvini, 2009). Les acteurs de la controverse se distinguent de ces derniers en ce qu'ils tentent plutôt d'éclairer le passé, à partir de visions divergentes du rôle que doit jouer le présent dans l'interprétation du passé.

Le principal protagoniste de la controverse, Renzo De Felice, se montre préoccupé par la violence politique et la radicalisation de la gauche antifasciste au cours de la période en question⁵²⁵. De Felice est poussé par la conviction selon laquelle, « pour se défendre du radicalisme de droite et de gauche », l'État italien s'est trouvé désarmé car « il lui a manqué un système bipartite qui eut garanti l'équilibre » (De Felice, 2016d, p. 29)⁵²⁶⁵²⁷. Ses critiques du répertoire de conflit et des positions idéologiques de la gauche extraparlamentaire⁵²⁸ et sa perception que les intellectuels antifascistes n'ont pas osé prendre leurs distances vis-à-vis des extrémistes en leurs rangs⁵²⁹ ont sans doute motivé l'historien à mettre l'accent sur certains aspects de son discours, lors de l'*Intervista* elle-même et dans le cadre de ses réactions face aux critiques.

⁵²⁵ Gianpasquale Santomassimo situe l'animosité de l'historien envers la tradition antifasciste sur le plan personnel. Il voit chez De Felice « une rancœur envers la tradition antifasciste, destinée à s'intensifier, ayant probablement pour origine des interventions polémiques de quelques représentants, surtout actionnistes, de cette tradition » (Santomassimo, 1998, p. 559; traduction libre). Si cette dimension personnelle de la distanciation de De Felice par rapport à l'antifascisme n'est pas à négliger, l'impasse politique dans laquelle le système de parti a plongé le pays et la crise sociale résultant de la radicalisation violente de la politique extraparlamentaire constitue, à nos yeux, des éléments non négligeables pour expliquer l'hostilité de l'historien à l'égard de l'antifascisme à partir des années 1970.

⁵²⁶ Traduction libre.

⁵²⁷ C'est notamment cette recherche d'une normalité politique pour l'Italie qui amène De Felice, en 1976, à appeler les électeurs à ne pas voter pour le PCI (De Felice & Furno, 2016).

⁵²⁸ Bien que l'historien se dise convaincu que l'« hégémonie culturelle du marxisme et du PCI » résulte, entre autres, de « raisons respectables » (De Felice & Degli Esposti, 2016, p. 115; traduction libre), il se montre particulièrement critique avec les versions plus militantes de cette idéologie. Il déplore l'emprise de l'idéologie de la gauche extraparlamentaire sur les étudiants des années 1970, parmi lesquels « domine un je-m'en-foutisme radical de gauche » et qui sont « incapables de synthèse, soutenus par un marxisme réduit à des "slogans", obsédés par un unique intérêt pour la lutte des classes » (De Felice & Listri, 2016, p. 184; traduction libre). Il s'oppose par ailleurs à ce que le PCI devienne un partenaire de gouvernement en raison du « rapport non résolu entre le PCI et les extraparlamentaires de gauche » (Parlato, 2010, p. 53; traduction libre). De Felice reprend ici une constante de l'« opinion conservatrice » italienne, pour laquelle le PCI est « soupçonné en permanence de «double jeu», c'est-à-dire d'être, malgré son apparent soutien aux institutions démocratiques affiché à partir de 1944, un véritable cheval de Troie de Moscou, œuvrant en sous-main pour soutenir une subversion antidémocratique » (Le Quang, 2014, p. 5).

⁵²⁹ En 1977, par exemple, De Felice estime que : « face aux récentes guérillas universitaires, chercher des analogies avec le nazisme et le squadriste est stérile : il faut au contraire mettre en cause ces secteurs de la culture, de l'information et de la classe politique qui ont depuis longtemps encouragé la rhétorique juvénile » (De Felice, 2016b, p. 177; traduction libre). Il est vrai que ce n'est qu'après que la violence de la gauche extraparlamentaire ait pris des proportions plus importantes et plus indiscriminées, dans la seconde moitié des années 1970, que les intellectuels de gauche ont condamné en grand nombre la violence venant de leur propre camp. Sur la réaction des intellectuels face au terrorisme durant les années de plomb, voir Attal (2010). Sur le rôle joué par les éditeurs dans la normalisation des discours de violence au sein de la gauche extraparlamentaire italienne, voir Hage (2010).

Aux yeux des adversaires de De Felice, ses critiques envers les antifascistes et envers le communisme s'inscrivaient en continuité avec ses emprunts aux cadres d'interprétation mémoriels néofascistes⁵³⁰. En soutenant certaines thèses controversées, mais faisant consensus chez les néofascistes, l'historien s'attirait déjà les critiques de plusieurs de ceux pour qui l'antifascisme était une valeur cardinale de la République italienne. Mais en prenant position, au-delà des questions relevant de l'analyse historique, contre le parti hégémonique à gauche et contre les mouvements extraparlimentaires qui en critiquait l'inertie, De Felice apparaissait aux yeux de ses détracteurs comme un polémiste anticommuniste courtisant l'extrême droite. L'historien répond à ses détracteurs qu'il n'a jamais tenté de « réhabiliter le fascisme ». Il affirme plutôt avoir « contesté que l'antifascisme, entendu comme idéologie d'État, soit une discrimination historiquement, politiquement et civiquement utile pour stabiliser ce qui est une authentique démocratie républicaine, une démocratie libérale-démocratique » (De Felice & Ferrara, 2017a, p. 166). Selon lui, la persistance de l'antifascisme rend « plus difficile de stimuler les communistes à mener à terme leur révision, en affirmant avec radicalisme les valeurs qui nourriraient leur identité moderne et leur mentalité libérale-démocratique » (De Felice & Ferrara, 2017a, p. 167). L'antifascisme institutionnalisé apparaît non seulement comme inutile, mais plutôt nuisible, aux yeux de l'historien. Ce dernier estime qu'en affirmant « que la démocratie est égale à l'antifascisme », on se limite à « une définition seulement négative de la démocratie ». Dans ce contexte, l'antifascisme devient un cheval de Troie à travers lequel des forces antidémocratiques se dédouanent de leurs actes criminels et se légitiment en tant qu'opposant à l'ennemi unique de la démocratie. Pour l'historien, « réduite au seul antifascisme, la démocratie risque de se suicider car elle ne réussit pas à reconnaître et à identifier les ennemis qui ont un autre visage » (De Felice & Ferrara, 2017a, p. 168)⁵³¹.

Si De Felice se montre très préoccupé par la voie qu'adopte la gauche dans le cadre de sa mobilisation, il se montre plus optimiste quant à la capacité de la société italienne de faire face au danger que représente le néofascisme à l'époque⁵³². L'extrême droite néofasciste semble être une préoccupation mineure pour

⁵³⁰ Ces critiques et les protestations qu'elles ont suscitées ont suivi l'historien tout au long de sa vie. Plusieurs années après la fin des violences, Lotta Continua a appelé au blocage d'un cours de De Felice après que ce dernier ait affirmé que « cela n'a plus de sens de parler d'antifascisme » (Botta, 1988; traduction libre).

⁵³¹ Traduction libre.

⁵³² Les interprétations divergentes que font De Felice et certains de ses adversaires du danger des violences politiques de gauche et de droite expliquent en partie le conflit sur le sens à attribuer au passé. Pour De Felice, la violence néofasciste n'est pas préoccupante sur le plan politique car l'entrée du parti au gouvernement n'est pas envisageable en 1975. Au contraire, la possibilité de l'inclusion du PCI dans la coalition gouvernementale semble rendre le radicalisme de la gauche extraparlimentaire plus préoccupant aux yeux de l'historien. De Felice semble surévaluer

l'historien. Les *Scritti giornalistici* de De Felice, qui compilent la plupart de ses interventions dans les journaux italiens, comportent peu d'interventions portant sur les violences d'extrême droite. Durant la période allant de 1968 et 1972, De Felice semble assez peu intéressé par la question du néofascisme, laquelle n'apparaît que très peu dans ses interventions publiques à l'époque. Alors que l'Italie s'enlise dans un cycle de violence, deux interventions de l'historien traitent du néofascisme en 1973 (De Felice, 2016f, 2016h), aucune en 1974, pourtant le point culminant du terrorisme d'extrême droite, puis trois autres surviennent en 1975 (De Felice, 2016a, 2016e, 2016j). Les interventions de De Felice concernant le néofascisme durant cette période visent surtout à distinguer celui-ci du fascisme historique (De Felice, 2016a), à tracer sa généalogie pour le lier au nazisme (De Felice, 2016h) et à minimiser les risques d'un retour du fascisme au pouvoir (De Felice, 2016l). Pour ce faire, l'historien nie que le néofascisme ait un pouvoir de mobilisation important en Italie en raison même de sa parenté avec le nazisme plus qu'avec le fascisme italien, préférant voir dans le succès du MSI un vote de protestation sans lien avec la violence armée qui sévit dans les rues du pays (De Felice, 2016j).

En 1970, l'historien juge que « dans la situation italienne d'aujourd'hui, un fascisme comme celui qui a conquis le pouvoir en 1922 est à mon avis impossible à reproduire » (De Felice, 2016k, p. 165). En 1972, l'historien estime « la situation économique, peut-être plus alarmante qu'en 1921-1922 ». Cette situation, « en continuant ou en empirant, peut favoriser le néofascisme, et peut-être pas seulement au niveau de la petite-bourgeoisie ou du sous-prolétariat » (Tornabuoni, 1972). Malgré le risque d'une montée en puissance du néofascisme, De Felice n'envisage pas la possibilité d'une participation au pouvoir par le MSI, car les forces politiques des années 1970 ne partagent pas, avec celle du début des années 1920, « la conviction que, pour normaliser la situation italienne, les fascistes devraient participer au pouvoir » (Tornabuoni, 1972). Cela tient au fait que l'influence de la gauche est « aujourd'hui beaucoup plus importante qu'à l'époque, surpassant toutes les autres influences, rendant pratiquement impossible cette posture de "neutralité" entre les deux "extrêmes" qui est la prémisse pour un positionnement de l'opinion

la part de responsabilité revenant à la gauche extraparlamentaire pour la violence politique du début des années 1970, laquelle était largement causée par l'extrême droite (Drake, 1984, p. 281), malgré les tentatives des néofascistes et postfascistes d'en imputer la responsabilité aux anarchistes et à l'extrême-gauche (Cento Bull, 2007, pp. 98-104; 2008, pp. 415-417). Giorgio Napolitano, député communiste à l'époque, résume bien le point de vue qui fut celui des adversaires de De Felice quand il raconte l'évolution de la menace durant les années de plomb : « À partir de 1976, au moins, c'était les activités criminelles du terrorisme de gauche qui ont prévalu dans le bouleversement de la vie italienne, alors que durant les années précédentes, c'était les massacres et les violence opposées, parfois de matrice obscure – qui avaient commencé en 1969 avec l'attentat de la Banque de l'Agriculture de Milan – et pour la plupart clairement d'empreinte fasciste, qui avait frappé plus grande échelle et à plus grande fréquence » (Napolitano, 2005, p. 140; traduction libre).

publique dans un sens filo-fasciste » (De Felice, 2016k, p. 165)⁵³³. La fermeture de la voie vers le pouvoir à travers les alliances avec d'éventuels partenaires de gouvernement pour les néofascistes minimise, selon l'historien, le risque fasciste dans l'Italie des années 1970. Par ailleurs, De Felice fait une évaluation optimiste de la capacité des forces de l'ordre italiennes à gérer la mobilisation néofasciste. En entrevue avec Giorgio Bocca, il affirme :

Les anciennes défenses de l'ordre public, les mouvements de troupes autour des conflits syndicaux largement prévisibles, étaient impuissants contre les incursions des colonnes motorisées fascistes qui agissaient et frappaient en l'espace de quelques heures. Aujourd'hui, la situation m'apparaît différente, la police a les effectifs pour intervenir rapidement et une supériorité écrasante au niveau des armes (De Felice, 2016j, p. 171)⁵³⁴.

La tendance de De Felice à minimiser le danger que constitue l'extrême droite, tout en insistant sur la menace venant de la gauche, qu'elle soit parlementaire ou extraparlamentaire, a fortement teinté la réception de ses thèses sur le fascisme. Si le danger que constitue le fascisme dans les années 1970 apparaît moins important aux yeux de De Felice qu'à ceux de certains de ses adversaires, le biographe de Mussolini n'est pas sans savoir que la violence néofasciste a conditionné la réception de ses écrits sur le fascisme. Selon lui,

Ces derniers temps, par-dessus tout, les événements du néofascisme, les « intrigues noires », les faits tragiques de Brescia⁵³⁵ et les craintes pour la survie même des institutions démocratiques ont fait que le discours sur le fascisme risque toujours plus de perdre le contact avec la réalité (que ce soit la réalité historique ou actuelle) et d'adopter à nouveau les connotations démonologiques qui, à la longue, l'ont rendu inapte à véritablement expliquer quoi que ce soit et desquelles nous avons semblé nous libérer il y a une dizaine d'années (De Felice, 2016c, p. 3)⁵³⁶.

⁵³³ Traduction libre.

⁵³⁴ Traduction libre.

⁵³⁵ Le 28 mai 1974, un attentat à la bombe, revendiqué par Ordine Nuovo, frappe une manifestation en opposition au terrorisme d'extrême droite à la Piazza della Loggia de Brescia. L'attaque fait huit morts et 102 blessés (Prati & Bertolazzi, 2022). L'année 1974 marque un point culminant dans le terrorisme d'extrême droite en Italie. Après l'attentat de Piazza Fontana et plusieurs autres attaques au cours des années suivantes, deux attentats majeurs surviennent en 1974, soit l'attaque de Brescia et celle du train Italicus à San Benedetto Val di Sambro (Bramati, 2016, p. 117). Ces violences étaient encore profondément imprimées dans la mémoire des antifascistes au moment où est survenue la controverse de 1975.

⁵³⁶ Traduction libre.

La convergence de la violence néofasciste et des succès électoraux du MSI n'est pas préoccupante d'un point de vue politique, selon De Felice. La progression du parti serait due à l'absence d'un « parti conservateur véritable et spécifique, d'une droite pour ainsi dire propre », ce qui amène l'électorat conservateur à voter pour les néofascistes (De Felice, 2016a, p. 83). D'un autre côté, la multiplication des référents nazis au sein des rangs jeunesses de l'extrême droite montrerait que la voie fasciste est fermée en Italie. Le fait que les jeunes extrémistes préféreraient Hitler à Mussolini serait la preuve que « le fascisme historique est désormais devenu impensable, non seulement parce qu'il a perdu la guerre, mais parce qu'on se rend compte qu'il avait échoué avant même de perdre la guerre » (De Felice, 2016a, pp. 83-84)⁵³⁷.

L'historien opère une distinction complémentaire dans la politique italienne contemporaine. Alors que les succès électoraux du MSI coïncident avec la flambée de violence de l'extrême droite, il réserve un traitement fort différent aux électeurs du MSI et aux militants qui en choisissent les orientations idéologiques. En juin 1975, à la veille de la controverse sur Intervista, De Felice s'intéresse à la nature du MSI et aux causes de son succès aux élections de 1972. Ce succès ne serait pas le résultat d'une adhésion aux idées du parti par une part croissante de l'électorat. Il arrive plutôt à la conclusion que le parti constitue la « banque de la méfiance » italienne. Ainsi,

Au point où en sont arrivées les choses, le MSI-DN devient pour ces votes, plus qu'une position politique, une manifestation de méfiance psychologique, de dégoût irrationnel. Ce qui est la réaction la plus apolitique, mais aussi la plus difficile à surmonter par le raisonnement (De Felice, 2016j, p. 72)⁵³⁸.

Quant aux militants et dirigeants néofascistes, leur radicalisme est certes préoccupant, mais l'historien ne s'inquiète pas d'un éventuel retour du fascisme. Car le néofascisme aurait peu à voir avec le fascisme historique, auquel il aurait tourné le dos – tout en conservant un attachement à certains de ses symboles – au profit d'une idéologie inspirée davantage du nazisme et du racisme qui en constitue le noyau (De Felice, 2016a).

Le contexte de violence auquel a donné lieu la radicalisation de la politique extraparlamentaire, à droite comme à gauche, dans la foulée du cycle de mobilisation italien entamé au milieu des années 1960, a favorisé une discussion conflictuelle des thèses de De Felice sur le fascisme. L'historien lui-même a inscrit

⁵³⁷ Traduction libre.

⁵³⁸ Traduction libre.

ses travaux dans la poursuite d'objectifs politiques qui se sont précisés à partir des années 1970. Sa volonté de réfuter ce qu'il considérait comme une mythologie antifasciste participait de la recherche d'une normalité politique pour l'Italie. Cette normalité prendrait la forme d'une alternance politique où des partis s'échangeraient les rôles de l'exercice du pouvoir et de l'opposition, ce que l'Italie n'avait pas connu depuis son unification. Pour l'historien, l'obstacle principal à l'atteinte d'une telle normalité résidait dans la prédominance de forces antisystème bloquant le système de partis et la culture du radicalisme, qui nourrissait la violence, en était le moteur. Montrer que les mythes de la Résistance sur la nature du fascisme étaient historiquement faux devait permettre de saper les fondements du radicalisme de gauche et paver la voie à la transformation de la gauche communiste – une transformation qui impliquerait une rupture complète avec la tradition communiste soviétique – en une gauche modérée, qui pourrait alterner au pouvoir avec une droite issue des éléments modérés des traditions néofasciste et catholique.

Les adversaires de De Felice ont perçu cette lutte acharnée contre la tradition antifasciste comme une réhabilitation du fascisme parce que l'historien s'est appuyé sur des cadres d'interprétation mémoriels empruntés à la tradition néofasciste, mais aussi parce que cette transformation du regard porté sur le fascisme historique avait pour toile de fond la radicalisation violente du néofascisme. La suspicion envers le biographe de Mussolini s'est aggravée en raison de la minimisation du danger néofasciste à laquelle il se livrait publiquement, tout en appelant haut et fort à résister à la menace communiste.

Une fois le débat lancé, l'interaction conflictuelle a nourri une forme de polarisation croissante. De plus, le fait que l'historien soit revenu à la charge, d'abord en 1987-1988, puis en 1995, a contribué à attiser les tensions. Bien que la vague de violence se soit estompée, la normalisation et l'inclusion de l'extrême droite néofasciste, puis postfasciste, au sein de la coalition gouvernementale, a contribué à la perception selon laquelle De Felice a pavé la voie du pouvoir aux héritiers de Mussolini. Peu importe la validité de chacune de ses thèses, l'historien a contribué, par son rôle dans le débat public italien, à ouvrir la voie à une transformation du rapport au fascisme des institutions italiennes, ce qui a permis l'entrée au gouvernement d'une droite revendiquant l'héritage mussolinien. Si certains tenants de la position antifasciste ont amplement contribué à la conflictualité du débat par leur langage excessif, De Felice n'est pas en reste : il a lui-même alimenté les tensions qui ont fait de lui une cible pour les antifascistes. Il faut

le reconnaître, même si cela ne justifie en rien les violences dont il a fait l'objet à la suite de certaines de ses interventions publiques⁵³⁹.

6.3.2 L'opportunité manquée du nationalisme basque, l'exemple catalan et la réaction épidermique de la droite conservatrice espagnole

Si l'histoire de l'Italie a été marquée par des violences politiques importantes, le terrorisme n'a pas moins marqué les esprits en Espagne. Commenant avec le combat des républicains vaincus qui ont pris le maquis à la suite de la Guerre Civile⁵⁴⁰, la lutte armée s'est avérée être une composante durable pour des organisations d'extrême-gauche⁵⁴¹ dont la plus célèbre est le groupe nationaliste basque *Euskadi Ta Askatasuna* – dont le nom signifie Pays basque et liberté –, plus connu sous l'acronyme ETA (Preston, 2005, p. xi). Fondé en 1959, ETA fait partie d'une constellation d'organisations clandestines qui prend les armes pour combattre la dictature franquiste⁵⁴². Le groupe revendique notamment l'assassinat du chef du gouvernement, Luis Carrero Blanco, en 1973 (Pereda, 2021). ETA se distingue d'autres organisations antifranquistes par le nombre de ses victimes et par sa persistance au-delà du processus de

⁵³⁹ Le point culminant de ces violences survient quand maison de De Felice est visée par un attentat au cocktail molotov en février 1996 ("Molotov contro la casa di De Felice," 1996).

⁵⁴⁰ Sur l'histoire du maquis antifranquiste, voir Serrano (2021).

⁵⁴¹ Nous mettons ici l'accent sur les violences perpétrés par des groupes d'extrême-gauche, car la persistance de ces actions au tournant du millénaire a conditionné la réception du mouvement pour la récupération de la mémoire historique au sein de la droite conservatrice espagnole. Il faut cependant remettre la vague de violence qui atteint son sommet durant la transition démocratique dans son contexte. Alors qu'ETA et d'autres organisations d'extrême-gauche ont fait un grand nombre de victimes, suscitant des préoccupations importantes chez les dirigeants de l'époque, l'extrême droite était aussi très active, malgré le désintérêt que ses actions suscitaient au sein de la classe politique. Sophie Baby explique ce désintérêt par l'incapacité de l'extrême droite à offrir une alternative politique aux gouvernements réformistes de Suárez : « Ce que je constate, c'est que sinon dans le discours, dans la pratique, il n'y avait pas de volonté de contrôle des groupes d'extrême droite. L'impunité des ultras s'est perpétuée jusqu'à plus ou moins l'année 1980, avec l'arrivée de Juan José Rosón au Ministère de l'Intérieur. Parce que ce n'était pas une priorité. Les dirigeants pensaient que ce n'était pas un problème, puisqu'il n'y avait pas un parti derrière ces groupes, parce que Fuerza Nueva était un parti très minoritaire qui n'a rien accompli en termes de pourcentage des suffrages. Ils ne considéraient pas que c'était un danger, alors ils ne l'ont pas contrôlée [l'extrême droite], peut-être aussi par connivence idéologique, mais je ne crois pas que ce soit l'essentiel. Le danger ne venait pas selon eux de ces groupuscules et ces actions des ultras » (Elorduy, 2018; traduction libre). Sur la violence d'extrême droite durant la transition démocratique espagnole, voir González Sáez (2012). Sur la mémoire des violences d'extrême droite durant la transition, voir Aparicio Rodríguez (2022).

⁵⁴² Sur la constellation de groupes armés luttant contre la dictature durant la dernière étape du régime, voir Aparicio Rodríguez (2021) et Castro Moral (2010). Sur les causes du terrorisme d'extrême-gauche durant la transition démocratique, voir Sánchez-Cuenca et Aguilar (2009).

démocratisation⁵⁴³. Alors que la plupart des groupes armés sont disparus une fois la démocratie institutionnalisée, ETA a poursuivi ses attentats jusqu'en 2010⁵⁴⁴.

La violence d'ETA a atteint un sommet pour le nombre de victimes mortelles calculée sur une base annuelle durant la période de la transition démocratique. La figure C.1⁵⁴⁵ présente les données pour cet indicateur pour les années 1968 à 2010. Ainsi, 92 personnes étaient décédées dans des attentats du groupe indépendantiste en 1980. Le nombre de victimes mortelles diminue au courant des années 1990, pour tomber à zéro en 1999. Cependant, le terrorisme du groupe armé basque connaît une résurgence au début des années 2000, avant de disparaître après 2010, à la suite d'un déclin entamé en 2004 (Statista Research Department, 2011). Les controverses mémorielles sur la récupération de la mémoire historique et sur le révisionnisme espagnol sont survenues dans le contexte de cette résurgence et ont perduré durant la période de déclin de la violence. La polarisation de la société espagnole sur les questions d'interprétation du franquisme au cours des deux dernières décennies ne peut être véritablement comprise sans évoquer le contexte de violence que la dictature et ceux qui ont lutté contre elle ont légué aux Espagnols contemporains.

La violence armée, dans le contexte espagnol, a favorisé une réception alarmiste du mouvement pour la récupération de la mémoire historique par la droite nationaliste espagnole. Le débat sur la mémoire historique survient au moment où le terrorisme connaît une résurgence, après une période de déclin du nombre de victimes mortelles des attentats. Après un sommet à 46 morts en 1991 – qui est encore loin des chiffres des années 1978 à 1980 – les mortalités due au terrorisme du groupe nationaliste basque déclinent durant les années 1990 pour atteindre un plancher historique pour la période démocratique durant les années 1996 à 1999. Les années 2000 et 2001 donnent lieu à une reprise des violences, faisant

⁵⁴³ Le *Frente Revolucionario Antifascista y Patriota* (FRAP), groupe armé formé par le *Partido Comunista de España marxista-leninista* (PCE m-l), a tué 5 policiers entre 1973 et 1975 (Orella, 2021), délaissant ensuite la lutte armée jusqu'à sa dissolution en 1978 (HuffPost, 2020). De leur côté, les *Grupos de resistencia antifascista primero de octubre* (GRAPO), quant à eux, ont eu un impact plus durable et plus marqué, faisant entre 84 et 93 victimes mortelles – les estimations varient d'une source à l'autre – entre 1975 et 2006 – la majorité entre 1977 et 1979 (Galán, Abad Liñán, & Alameda, 2018; "Historia de los GRAPO: asesinatos, secuestros y extorsión," 2012; Morcillo, 2021). Sur les GRAPO, voir Castro Moral (2000) et Roldán Barbero (2008). Le groupe nationaliste catalan *Terra Lliure* – qui signifie Terre Libre – « a commis plus de 200 attentats terroristes, dont le bilan monte à 5 victimes mortelles (dont quatre membres de l'organisation) et plusieurs dizaines de blessés » entre sa fondation en 1978 et sa dissolution en 1991 (Documentación, 2021; traduction libre).

⁵⁴⁴ Sur la trajectoire historique d'ETA, de sa fondation à sa dissolution, voir Olmo (2018) et Aizpeloea (2015).

⁵⁴⁵ La figure C.1, présentant les données sur la mortalité due au terrorisme du groupe nationaliste basque ETA, se trouve dans l'Annexe C.

respectivement 23 et 15 morts, immédiatement après la première année sans victime mortelle depuis la mort de Franco.

Faisant une lecture de la situation ancrée dans les cadres d'interprétation mémoriels hérités du franquisme, la droite espagnole associe la revendication de la Seconde République par les partisans de la récupération de la mémoire historique à la violence proférée par ETA, en raison de l'opposition des deux mouvements au franquisme et de la coïncidence entre le développement du mouvement de revendication mémoriel et le retour en force du terrorisme. Pour les entrepreneurs politico-mémoriels critiques de la mémoire historique et partisans du révisionnisme, la Seconde République a été le théâtre de violences armées dont se seraient rendues coupables les différentes forces politiques de gauche. S'accrocher à ce passé reviendrait à légitimer la violence dans le présent, ce que n'hésitent pas à faire les nationalistes basques d'ETA, tout aussi prisonnier d'une logique de violence héritée du passé. Pour les nationalistes espagnols, l'appel à récupérer la mémoire antifranquiste des gauches républicaines fait le jeu des terroristes contemporains en légitimant les violences du passé et, par conséquent, les violences contemporaines.

À partir de 2002, le terrorisme basque entre dans une phase d'agonie, n'atteignant plus, jusqu'à ce jour, la dizaine de victimes mortelles sur une base annuelle. Le déclin du terrorisme basque n'a pas eu pour effet de calmer le camp révisionniste. Alors que la violence mène à une impasse, les nationalistes basques prennent de plus en plus exemple sur les nationalistes catalans, dont la stratégie axée sur la négociation et la revendication d'une plus grande autonomie au sein des institutions démocratiques espagnoles porte fruit. L'adoption d'un nouveau statut d'autonomie en Catalogne et son approbation par le parlement espagnol en 2006 renforce la croyance, chez les militants basques, que la voie la plus prometteuse vers l'autodétermination réside dans les urnes⁵⁴⁶. Ce virage démocratique des nationalismes périphériques aurait pu être accueilli avec soulagement par ceux qui ont dénoncé le terrorisme pendant des décennies. Cependant, au sein de la droite espagnole, la réception de cette profession de foi démocratique a été perçue comme une menace. Les entrepreneurs politico-mémoriels du camp révisionniste ont vu ce passage de la lutte armée à la politique démocratique comme une forme de violence symbolique contre les victimes du terrorisme et contre la nation espagnole. Ces acteurs des controverses mémoriels jugent que la vision du passé véhiculée par des groupes armés comme ETA est imposée à la population espagnole,

⁵⁴⁶ Sur la trajectoire empruntée par les nationalistes catalans, voir Garcia Agustín et Raftopoulos (2021).

laquelle est victime d'une forme de domination qui substitue aux armes la reconnaissance de la légitimité des revendications nationalistes, qu'ils jugent contraires à la constitution sur laquelle repose la pacification de la société espagnole.

La perception d'une forme de violence symbolique par le camp révisionniste repose sur l'assimilation d'un certain nombre d'éléments à un phénomène unique et cohérent. D'un côté, les détracteurs du mouvement pour la récupération de la mémoire historique assimilent les revendications des divers nationalismes périphériques – que celles-ci correspondent à une quête d'autonomie accrue ou à l'indépendance pure et simple vis-à-vis de l'Espagne –, la lecture que les acteurs qui portent ces visions du monde font du passé récent de l'Espagne et les moyens d'action qu'ont adoptés certains de ces acteurs⁵⁴⁷. De l'autre, ils assimilent l'ensemble des gauches contemporaines aux actions des figures du passé qu'ils considèrent les plus condamnables parmi les diverses traditions des gauches espagnoles⁵⁴⁸. Une fois faite l'association entre terrorisme, nationalismes périphériques, revendication du passé républicain et gauches contemporaine, les détracteurs de la mémoire historique n'ont plus besoin de violence physique pour dénoncer leurs adversaires en les associant au terrorisme.

Moa considère en ce sens qu'« ETA et le PSOE ont beaucoup en commun: ce sont deux partis rouges, socialistes et contraires à la Constitution⁵⁴⁹, qui considère que cette dernière vient du Franquisme, ce qui est vrai » (Gay, 2008). Il ajoute : « Ce sont de plus deux partis qui ont le même point de vue sur la situation internationale, sur les pays du Tiers Monde, les tyrannies qu'ils appuient; ce sont deux partis communistes, antifranquistes... Ils ont une base commune extraordinairement large » (Gay, 2008)⁵⁵⁰.

⁵⁴⁷ Selon Moa, par exemple, ETA « a une idée très semblable à celle du gouvernement sur la "mémoire historique", dont la loi est aussi faite pour faciliter la justification et la perception d'argent par les assassins » (Moa, 2009c; traduction libre). L'année suivante, il affirmait que « l'idéologie de Zapatero et celle d'ETA coïncident à 90% » (Redacción, 2010; traduction libre).

⁵⁴⁸ C'est notamment ce que fait Moa (2011c), qui juge qu'ETA a bénéficié, depuis sa fondation, d'un appui tacite et d'une complaisance aux conséquences tragiques de la part des oppositions antifranquistes, du PSOE et des partis nationalistes basques et catalans.

⁵⁴⁹ L'accent mis sur la Constitution permet ici au nationalisme unitaire de Moa de trouver un point d'appui pour rejeter les revendications indépendantistes et autonomistes des nationalistes basques et catalans en les assimilant aux moyens d'action violents d'une partis de ceux qui les mettent de l'avant, tout en délégitimant le PSOE, présenté comme complice de la fragilisation de l'unité de l'Espagne en tant que complice de l'institutionnalisation d'une autonomie accrue jugée contraire au principe de « l'unité indissoluble de la Nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols » ("Constitución Española," 1978; traduction libre).

⁵⁵⁰ Traduction libre.

González Cuevas se montre lui aussi fort émotif lorsqu'il est question de ce qu'il perçoit comme une forme de violence symbolique envers les familles des victimes du terrorisme basque. Lorsqu'il est question de l'ouverture de Mariano Rajoy à discuter de la libération de membres d'ETA emprisonnés pour des actes de terrorisme, l'historien affirme : « ça me déchire la chair ». Il ajoute que ce fut pour lui « une authentique révélation du vrai visage du *Partido Popular* », auquel il a tourné le dos pour militer au sein du parti d'extrême droite Vox (Barceló, 2015)⁵⁵¹.

Les entrepreneurs politico-mémoriels associés au camp révisionnistes font un lien entre la violence symbolique qu'ils perçoivent dans le processus d'intégration des nationalismes périphériques à la vie démocratique espagnole et le mouvement pour la récupération de la mémoire historique. Le leader du parti d'extrême droite Vox, Santiago Abascal, revendique le droit de chaque Espagnol d'adhérer à l'interprétation du passé qui lui convient, refusant l'imposition aux descendants des acteurs du camp franquiste d'une condamnation des membres de leurs familles. Dénonçant ce qu'il conçoit comme la mémoire sélective de la tradition progressiste espagnole, il affirme que les personnes soutenant la Loi de la mémoire historique « sont les mêmes qui veulent oublier ce qui s'est passé il y a à peine une décennie au Pays basque » (Pan-Montojo, 2019)⁵⁵².

Pour Jesús Palacios, le mouvement pour la récupération de la mémoire historique véhicule des mythes fortement ancrés dans les traditions de gauche espagnoles. Selon lui, « l'opposition démocratique au franquisme est un des grands mythes fabriqués par la propagande gauchiste au fil du temps ». Ce mythe aurait été soutenu par les « grands médias de communication et les partis politiques de centre-droit », qui aurait voulu par-là éviter de se faire taxer de « franquistes ou d'antidémocrates ». Selon lui, l'opposition à la dictature se serait essentiellement limitée à des organisations antidémocratiques ou terroristes, comme le PCE ou ETA (Palacios, 2020, p. 141). Palacios estime que la gauche espagnole contemporaine répète ses erreurs du passé en appuyant la « mémoire démocratique » sur l'idée d'une opposition démocratique au franquisme. Il affirme : « l'opposition au franquisme applaudissait et célébrait le terrorisme d'ETA sous le couvert de la croyance commode que l'organisation terroriste luttait contre la dictature, alors que la réalité est qu'elle le faisait contre le sens et le concept de l'Espagne en tant que nation » (Palacios, 2020, p. 146). Palacios déplore qu'encore aujourd'hui « ETA n'a pas demandé pardon pour les victimes qu'elle a causées et n'a pas fait une quelconque autocritique ». Ajoutant l'insulte à l'injure, à ses yeux, la normalisation de

⁵⁵¹ Traduction libre.

⁵⁵² Traduction libre.

l'indépendantisme basque constitue une forme de violence symbolique envers les victimes du terrorisme : « et son bras politique, EH Bildu, fait aujourd'hui partie de l'alliance qui a porté Pedro Sánchez à la présidence du gouvernement en juin 2018 et qui a approuvé son budget » (Palacios, 2020, p. 148)⁵⁵³⁵⁵⁴.

Peu d'acteurs de la vie publique espagnole montrent une émotion aussi forte que Federico Jiménez Losantos lorsque vient le temps de traiter de la violence terroriste et des nationalismes périphériques en Espagne. Ce journaliste – qui a surtout œuvré dans la sphère de l'opinion – a été victime d'un enlèvement par le groupe terroriste catalan Terra Lliure, dont les militants l'ont séquestré pendant deux heures et l'ont blessé d'une balle à la jambe, en 1981 (Canals, 1981; Prieto, 2020). Jiménez Losantos est particulièrement critique envers la participation du gouvernement espagnol à des négociations avec ETA. Il juge par ailleurs que l'adhésion revendiquée des partis indépendantistes aux règles du jeu démocratique est une stratégie visant « à vendre l'idée qu'il existe un bon séparatisme », une idée selon lui réfutée par les faits alors que le « séparatisme vient de montrer son visage avec le coup d'État en Catalogne en 2017 » (Fernández Úbeda, 2019)⁵⁵⁵⁵⁵⁶.

Moa critique aussi la recherche d'une solution politique face au terrorisme d'ETA. Constatant l'intensification de la violence du groupe armé durant les années de la transition démocratique, le polémiste présente une hypothèse pour expliquer la disparité de mortalité entre les années de la dictature et celle de la démocratisation. Selon lui, la volonté de négocier avec ETA, absente durant la dictature, a ouvert la voie à une augmentation de l'activité terroriste sous le gouvernement Suárez. La priorisation d'une solution politique négociée au détriment de la répression policière aurait marqué l'ensemble de

⁵⁵³ Traduction libre.

⁵⁵⁴ EH Bildu est un parti formé en 2012 et s'inscrivant dans ce qui est connu en Espagne comme la « gauche abertzale », qui signifie, en basque, gauche patriotique. L'idéologie du parti recoupe largement celle d'ETA, mais aucun lien organisationnel explicite n'a été démontré entre le parti et l'organisation terroriste jusqu'à maintenant. Sur la trajectoire d'EH Bildu et ses stratégies de communication, voir Orbegozo Terradillos, Iturbe Tolosa, et González Abrisketa (2017). Pour une comparaison des thématiques mises de l'avant dans les programmes politiques de partis « périphériques » en Espagne, incluant EH Bildu, voir Alonso, Cabeza, et Gómez (2017).

⁵⁵⁵ Traduction libre.

⁵⁵⁶ Jiménez Losantos fait ici référence à la déclaration unilatérale d'indépendance adoptée à majorité par le parlement catalan le 27 octobre 2017 (Ríos & Piñol, 2017).

l'ère démocratique, à l'exception du règne de José María Aznar⁵⁵⁷. Sous Zapatero, Moa juge que le terrorisme a pu de nouveau s'épanouir :

les bras politiques d'ETA furent de nouveau légalisés, ce qui a amené le gouvernement à financer la propagande en faveur du terrorisme avec des fonds publics et à remettre [à ces partis] les données des citoyens, incluant leurs adresses domiciliaires; la répression a chuté à un niveau symbolique durant plusieurs années, et bien qu'elle ait augmenté ultérieurement, elle se faisait dans la perspective que les prisonniers soit libérés rapidement, convertis en "héros populaires" (Moa, 2011c)⁵⁵⁸.

Selon Moa, « les concessions à ETA se sont réalisées au détriment de l'État de droit, de la démocratie et de l'unité de l'Espagne ». L'analyse que fait Moa des négociations entre ETA et le gouvernement espagnol ne laisse aucun doute sur l'association qu'il fait entre les finalités du groupe armé – en particulier l'indépendance – et les moyens utilisés. La critique se déplace de la violence au projet politique, alors que le polémiste juge que l'institutionnalisation d'une autonomie accrue pour les régions comme la Catalogne et le Pays basque constitue une concession illégitime accordée aux terroristes. Il affirme que « de toutes les concessions, la plus significative du point de vue politique a été celle des nouveaux statuts, qualifiés de "seconde génération", qui ne sont plus d'autonomie, mais d'État associé et laissent un pouvoir central résiduel » (Moa, 2011c)⁵⁵⁹.

Pour les nationalistes espagnols conservateurs, le débat sur la récupération de la mémoire historique constitue une nouvelle menace qui s'ajoute à celle déjà présentes sous la forme du terrorisme et de l'indépendantisme. Le mouvement pour la mémoire historique renforce la violence physique qu'incarne le terrorisme basque et la violence symbolique qui résulte de l'intégration dans le jeu démocratique de forces politiques autonomistes revendiquant plus que ce qu'accorde le cadre constitutionnel mis en place en 1978. Face à ceux qui, dans les rangs du PP, ont choisi de jouer la carte stratégique du patriotisme constitutionnel dans le but de solidifier le statu quo sur lequel repose l'unité espagnole, l'aile droite du conservatisme espagnol se montre sceptique. González Cuevas rejette l'image d'une « transition modèle » dont le résultat – la constitution de 1978 – devrait faire l'objet d'un patriotisme. Il rappelle les « près de

⁵⁵⁷ La thèse simpliste de Moa ne tient toutefois pas la route à la lumière des données présentées plus haut. Comme le montre la figure 6.9, le règne d'Aznar a été le théâtre d'un retour en force des attentats mortels d'ETA. L'accalmie et le déclin qui ont suivi ce brutal retour de la violence ont bel et bien commencé sous la présidence du leader conservateur, mais l'arrivée de Zapatero au pouvoir n'a pas donné lieu à un retour du terrorisme basque.

⁵⁵⁸ Traduction libre.

⁵⁵⁹ Traduction libre.

900 morts » qu’ont amené les violences durant la transition démocratique et estime que « sans le terrorisme d’ETA et le carnage nationaliste, ç’aurait été un processus absolument pacifique, sans morts ». La violence nationaliste qui a accompagné la transition aurait, à son avis, conditionné le contenu des arrangements constitutionnels, alors que « les pactes ont bénéficié aux gauches et aux nationalismes périphériques, qui n’avaient alors absolument pas de pouvoir ». Le pouvoir consolidé par les nationalistes basques et catalans avec l’État des autonomies constitue pour González Cuevas un obstacle majeur au fonctionnement de l’Espagne aujourd’hui. L’erreur aurait été d’accorder à ces forces politiques une base institutionnelle à partir de laquelle ils avaient l’intention, dès le départ, de promouvoir un approfondissement de leur autonomie comme voie vers l’indépendance. Ces concessions, insuffisantes pour consolider l’appui des nationalistes au pacte constitutionnel, auraient ouvert une boîte de pandore : « les Catalans disaient dans leurs manifestations : “d’abord, patience, ensuite indépendance” » (Barceló, 2015)⁵⁶⁰.

L’intégration des nationalismes périphériques à la vie démocratique espagnole constituerait une nouvelle étape dans un processus de réhabilitation d’une gauche hostile à la démocratie. González Cuevas, à l’instar de De Felice, déplore l’usage de la catégorie des forces antifascistes au détriment de celle des forces démocratiques. En assimilant la politique démocratique à la politique antifasciste, « les historiens qui tendent vers la gauche prennent l’habitude de définir les communistes, non pas avec leur dénomination traditionnelle et historique, mais comme “antifascistes”, ce qui semble leur donner un surplus de légitimité, au moins face à leur paroisse » (Navascués, 2021)⁵⁶¹.

La violence qui a marqué la transition démocratique espagnole est revenue hanter la vie publique au moment où s’est formé le mouvement pour la récupération de la mémoire historique. La résurgence du terrorisme et la mémoire des attentats passés ont conditionné la réception des revendications du mouvement par les conservateurs. La disparition du terrorisme basque n’a pas pour autant calmé le jeu, car l’intégration des nationalismes périphériques à la vie démocratique a été perçue comme une forme de violence symbolique envers les victimes du terrorisme par les nationalistes espagnols. Sans l’historique de violence qui a marqué le pays, la perception du danger que représentent ses adversaires, par chacun des

⁵⁶⁰ Traduction libre.

⁵⁶¹ Traduction libre.

camps, n'aurait pas été suffisante pour justifier l'investissement intensif et extensif de nombreux entrepreneurs politico-mémoriels dans les débats mémoriels portant sur le franquisme.

6.4 Expliquer les controverses mémorielles prenant pour objet les fascismes à travers une lecture multifactorielle

Les controverses mémorielles sur les fascismes sont des phénomènes complexes qui ne peuvent s'expliquer de façon satisfaisante qu'à travers une approche multifactorielle. Dans le chapitre 5, nous avons montré que la dynamique propre aux champs historiographiques – lesquels se caractérisent par des règles relevant à la fois des champs scientifiques et des champs intellectuels – permettait d'expliquer certains des objectifs poursuivis par les entrepreneurs-politico mémoriels lors de leur participation à ces controverses. Nous avons aussi montré que les règles au cœur de ces champs historiographiques expliquent partiellement ces conflits de mémoire les rapports de force qui les traversent. Cependant, nous avons conclu notre analyse à partir du concept de champ sur un constat : ce concept et les dynamiques qu'il met en lumière ne permet pas d'expliquer de façon satisfaisante les raisons qui amènent les acteurs en conflit à adopter une conception ou une autre du passé et à juger opportun d'entrer en débat avec les tenants d'autres interprétations du passé.

Le chapitre 6 qui se conclut ici avait pour objectif d'identifier certains facteurs permettant d'expliquer l'adhésion des entrepreneurs politico-mémoriels aux conceptions du passé qu'ils défendent et leur disposition à interagir de façon conflictuelle, sur la base de ces conceptions, avec les partisans de conceptions rivales. Nous avons soutenu que les interventions des entrepreneurs politico-mémoriels lors des controverses gagnent à être conçues comme des actes de langage comportant des dimensions illocutoire et perlocutoire. Les acteurs en conflit ne se contentent pas d'affirmer des choses en intervenant sur le passé fasciste; ils accomplissent des actes entraînant des conséquences concrètes dans le présent. Ces actes qu'ils accomplissent relèvent en partie de leurs intentions au moment d'utiliser le langage qu'ils choisissent. Une part de leur action échappe toutefois à leurs intentions : il s'agit des réactions suscitées par leurs interventions, lesquelles résultent des perceptions du public par rapport au débat.

Nous avons montré que les entrepreneurs politico-mémoriels cherchent à faire avancer une vision du monde au sein de laquelle le passé joue un rôle central, mais dans laquelle il interagit avec le présent et l'avenir. Les acteurs des controverses ne cherchent jamais seulement à identifier ce qui s'est réellement passé : ils proposent leur perspective sur le sens que doit prendre le passé fasciste dans le présent et sur les leçons qu'ils croient nécessaire d'en tirer pour l'avenir. La perspective qu'ils adoptent sur le passé ne

découle pas nécessairement de leur position dans le champ historiographique, mais bien des valeurs qu'ils ont intégrées au cours de leur processus de socialisation, de leur appartenance à une tradition politique et de l'utilité d'un tel point de vue sur le passé dans le cadre d'objectifs politiques poursuivis dans le présent.

Les perspectives que les entrepreneurs politico-mémoriels adoptent sur le passé sont le résultat d'un processus de construction dont permet de rendre compte l'analyse des processus de cadrage. Deux acteurs portant le regard sur un même ensemble de matériaux empiriques n'y trouveront pas nécessairement la même signification. C'est parce que les acteurs sociaux ne donnent pas la même réponse à la question qu'Erving Goffman voyait comme étant au cœur de l'expérience de la réalité telle que vécue par les individus : « what is it that's going on here ? » (Goffman, 1986, p. 8). Les acteurs sociaux opèrent toujours un cadrage de la réalité à laquelle ils sont confrontés et ils le font à partir du bagage que leur trajectoire individuelle leur a permis d'acquérir au fil du temps.

Les acteurs des controverses mémorielles prenant pour objet les fascismes mobilisent des cadres d'interprétation mémoriels. Ils empruntent ces cadres à d'autres et les transforment en fonction de leurs connaissances, de leurs valeurs et des besoins de leurs argumentaires. Les controverses mémorielles surviennent lorsque certains acteurs perçoivent la mobilisation de certains cadres d'interprétation mémoriels comme une menace en fonction de l'origine intellectuelle de ces cadres et des objectifs qu'ils jugent à l'origine de leur mobilisation. Autrement dit, quand des entrepreneurs politico-mémoriels empruntent des cadres d'interprétation mémoriels originaires des traditions politiques d'extrême droite ou d'extrême-gauche, une partie du public risque de s'inquiéter d'une légitimation du fascisme par l'adoption de sa grille de lecture du passé.

L'urgence et l'intensité des réactions vis-à-vis de la mobilisation de cadres d'interprétation mémoriels jugés menaçant dépend du contexte dans lequel surviennent les actes de langage à l'origine du conflit. Si la menace est perçue comme limitée à l'expression d'idées jugées problématiques, les réactions sont généralement mesurées, voire inexistantes lorsque ces idées demeurent à la marge de l'espace public – notamment dans des publications spécialisées ou destinées à un public militant, dont la diffusion n'atteint que marginalement le grand public. Les controverses surviennent au contraire quand la menace que constitue aux yeux de certains l'usage de cadres d'interprétation mémoriels problématiques s'accompagne d'une menace politique concrète. L'accession d'un parti d'extrême droite au pouvoir ou

l'ouverture au compromis vis-à-vis de partis ou de mouvements perçus comme menaçant la souveraineté nationale sont généralement perçus par les opposants à ces partis et ces mouvements comme la bataille principale dont la victoire repose sur une guerre de position préalable. Freiner la montée du fascisme, du communisme ou des nationalismes périphériques implique pour les entrepreneurs politico-mémoriels qui acceptent ces missions de s'imposer dans le débat d'idées sur le passé, qui est vu comme une source de légitimation d'un projet politique actuel.

Deux dimensions du contexte politique dans lequel surviennent les controverses nous ont semblé incontournable lorsque vient le temps d'expliquer que les divergences de vues sur le passé se transforment en conflits ouverts dans l'espace public. D'un côté, le contexte de la politique partisane semble propice aux controverses mémorielles lorsque la structure d'opportunité politique qui se présente à certains partis est favorable. Pour qu'une structure d'opportunité politique favorable à un parti mène à une controverse sur le passé fasciste, il faut cependant que ce parti soit en quête de légitimation à travers l'usage de cadres d'interprétation mémoriels largement véhiculés dans l'espace public et contestés par des historiens reconnus. Quand ces conditions sont réunies, c'est l'investissement des entrepreneurs politico-mémoriels dans le débat et l'instrumentalisation de la polarisation par des acteurs des milieux politique et médiatique qui détermine l'ampleur, l'intensité et la durée de la controverse.

La présence d'un climat de violence politique et d'une résolution de cette violence par l'intégration de forces politiques perçues comme étant liées aux responsables de la violence est aussi propice au développement des controverses. Quand des acteurs sociaux s'entretient dans la rue au nom d'idées politiques prenant racine dans l'opposition entre fascisme et antifascisme, la mobilisation de cadres d'interprétation mémoriels hérités d'un des camps historiques du conflit est souvent perçue comme une forme de violence symbolique par les adversaires du camp en question. L'urgence d'intervenir afin de contrer de telles idées est généralement à son comble dans un climat de violence. Cependant, quand les armes se taisent et laissent place à la compétition politique au sein des institutions, l'intégration d'acteurs politiques liés de près ou de loin aux responsables des violences – ne serait-ce que des acteurs partageant une idéologie ou un objectif commun avec les responsables de violences – suscite souvent des réactions fortes.

Si gagner la bataille de l'histoire est une étape préalable en vue d'imposer sa vision politique dans le présent, déterminer qui s'est imposé dans les débats historiographiques et mémoriels n'est pas aussi

simple que couronner un vainqueur à la suite d'une élection. Vaincre dans les débats, à défaut d'une procédure de résolution du conflit, revient toujours à donner l'impression à une partie du public, que la position défendue par son camp s'est imposée – peu importe les critères retenus pour revendiquer la victoire. Nous avons donc soutenu que les controverses mémorielles prenant pour objet les fascismes relèvent en partie d'une mise en scène de la vie quotidienne. Certains entrepreneurs politico-mémoriels se campent dans un rôle de persécuté, choisissant d'incarner la minorité éclairée face aux masses irrationnelles, alors que d'autres mettent en scène la force du nombre pour revendiquer la justesse de leur position. Finalement, une troisième approche à la mise en scène de leur rôle dans la controverse est celle des entrepreneurs politico-mémoriels qui choisissent de se présenter dans une position d'autorité en projetant un regard condescendant sur les positions défendues par leurs adversaires.

La mise en scène de ces trois positions dans les débats historiographiques et mémoriels constitue en soi un objet de débat. Les entrepreneurs politico-mémoriels notent l'usage de ces stratagèmes chez leurs adversaires et tentent de miner les fondements du rôle que ces derniers s'attribuent. La théâtralité de la controverse constitue par conséquent un carburant qui nourrit cette dernière et en assure la poursuite.

L'approche multifactorielle mise de l'avant dans ce chapitre et le précédent permet de rendre compte de la convergence de multiples dynamiques participant de l'éclatement et de la poursuite des controverses mémorielles. Elle ne permet pas de prédire avec précision quand éclateront de futures controverses, mais elle donne des clés d'interprétation à travers lesquels analyser des controverses mémorielles au-delà des cas étudiés ici. De telles analyses devraient viser à affiner les outils conceptuels utilisés ici à des fins comparatives afin de mieux mesurer et de hiérarchiser l'impact des divers facteurs évoqués dans notre analyse.

CONCLUSION

L'analyse présentée dans cette thèse a mis en lumière la complexité des controverses mémorielles portant sur les fascismes. En introduisant notre démarche, nous avons insisté sur le rôle spécifique de la recherche comparative, dont les résultats ne peuvent être évalués de la même façon que les travaux reposant sur des méthodes quantitatives ou sur des méthodes qualitatives plus conventionnelles. Il ne serait pas possible d'étudier les controverses mémorielles sur les fascismes à partir d'une démarche quantitative, car le nombre de cas d'un tel phénomène est relativement limité, ce qui empêcherait d'établir des relations statistiquement significatives afin d'expliquer le déroulement de ces cas. La littérature empirique sur les controverses étudiées est de plus en plus riche, mais nous avons fait le pari qu'un nouveau regard méritait d'être posé sur ces cas, afin d'expliquer le déclenchement, le déroulement et les conditions de clôture de ces débats à partir d'une approche comparative. Cette approche a le mérite de mettre en lumière la diversité des trajectoires que peuvent emprunter les controverses mémorielles. En contrastant ces trajectoires, il est possible de poser des hypothèses plausibles et appuyées sur une démonstration empirique pour rendre compte des convergences et divergences entre les cas étudiés. Cette démarche comparative nous a permis de formuler une question de recherche dont les termes participent d'une discussion théorique, c'est-à-dire qu'en répondant à la question, nous sommes amenés à faire des affirmations sur les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes en général plutôt que de nous limiter à développer des connaissances sur les cas particuliers étudiés. Cependant, la connaissance théorique que nous produisons grâce à cette démarche reste solidement appuyée par la recherche empirique, qui est au cœur de notre démonstration.

Notre étude tentait de répondre à la question suivante : quels sont les facteurs qui permettent d'expliquer le déclenchement des controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes, les avenues spécifiques qu'emprunte leur déroulement et la nature des arrangements et des résultats qu'apporte leur clôture ? Nous avons choisi, pour répondre à cette question, d'adopter une approche comparative qui s'appuie sur une étude minutieuse du contexte social et politique dans lequel se sont déroulées les controverses mémorielles italiennes et espagnoles que nous avons choisi comme cas à étudier.

Le chapitre 1 a présenté et problématisé l'objet d'étude que constituent les controverses mémorielles dans l'historiographie des fascismes. Nous y avons abordé le concept de controverses à la lumière des réflexions théoriques, méthodologiques et épistémologiques ayant cours en sociologie des sciences. Nous

avons survolé la littérature sur la mémoire afin de nuancer et préciser la relation entre l'histoire et la mémoire. Notre réflexion sur ces deux concepts a permis de définir un objet se situant à la frontière du champ de recherche universitaire que constitue l'histoire et du champ intellectuel qu'est la mémoire. Nous avons défini les controverses mémorielles comme des *conflits entre les tenants de certaines interprétations du passé et de son sens pour le présent et l'avenir – énoncées par des individus, mais dans de nombreux cas, partagées par des groupes et sous-groupes au sein de l'espace social – arbitrés par le public et déployés à travers le langage dans le cadre d'une joute argumentaire, ayant entre autres pour objet la procédure de résolution de ces conflits.*

Cet objet, les controverses mémorielles, connaît plusieurs occurrences, survenant dans des contextes différents et portant sur des thématiques variées. Nous nous sommes intéressés aux controverses mémorielles qui sont survenues dans l'historiographie des fascismes, un champ de recherche fortement marqué par des dynamiques propres aux champs historiographiques et aux champs intellectuels. Au terme du chapitre 1, nous avons identifié quatre cas de controverses mémorielles survenus dans l'historiographie des fascismes en Italie et en Espagne que nous nous sommes proposé d'expliquer dans le cadre de cette thèse.

Les controverses choisies, survenues en 1975 et en 1995 en Italie, et à partir du début des années 2000 en Espagne, comportent des similitudes qui justifient la pertinence de la comparaison. Parce qu'ils sont à certains égards similaires, il est possible d'attribuer à des facteurs spécifiques un rôle causal dans notre explication. Ces quatre controverses ont en commun d'impliquer des historiens et des personnes d'autres affiliations disciplinaires et professionnelles. Elles portent toutes sur des enjeux relevant à la fois d'un questionnement historiographique sur la nature du passé fasciste et sur les causes des processus historiques dans lesquels il s'inscrit, mais aussi d'un questionnement mémoriel sur le sens de ce passé pour la collectivité et sur les leçons qu'il importe d'en tirer. En somme, il s'agit de quatre controverses dont l'objet met au défi une distinction claire entre histoire et mémoire.

Afin d'analyser les controverses mémorielles choisies, nous avons élaboré un cadre théorique original que nous présentons au chapitre 2. Ce cadre théorique puise dans des traditions diverses afin de rendre compte de dimensions différentes de l'objet étudié. Parmi les facteurs explicatifs que nous avons identifiés, certains relèvent de la structuration de l'espace social. Nous avons soutenu que ce phénomène gagne à être étudié à travers le concept de champ, à partir, notamment des travaux de Pierre Bourdieu.

Contrairement à plusieurs recherches s'inscrivant dans la tradition bourdieusienne, toutefois, nous ne nous contentons pas d'utiliser le concept de champ pour rendre compte de la structure de l'espace social en insistant sur la cristallisation durable des rapports de force qui y ont cours. Nous mettons plutôt l'accent sur le jeu qui se joue dans le champ historiographique et qui explique, selon nous, les transformations que subissent parfois ces rapports de force qui structurent le champ concerné.

Mettre l'accent sur le jeu qui se joue dans le champ, et dont l'issue est incertaine au moment où il se joue, permet d'envisager les comportements des acteurs selon une lecture stratégique. En ce sens, le choix des arènes au sein desquelles les acteurs s'investissent constitue un choix stratégique d'importance. En choisissant certaines arènes, les acteurs des controverses opèrent parfois des changements d'échelle, un concept mis de l'avant par Charles Tilly et Sidney Tarrow, faisant varier l'étendue des acteurs concernés et convoqués dans le débat.

Les cas italiens et espagnols tendent à démontrer que le déclenchement, le déroulement et la conclusion des controverses mémorielles sont fortement dépendants du contexte intellectuel, politique et social dans lesquels elles surviennent. Il n'est donc pas possible de réduire les facteurs explicatifs permettant de rendre compte des controverses étudiées à un ensemble de lois universelles s'appliquant à l'ensemble des controverses ou à un type particulier parmi celles-ci. Si la faible autonomie des champs historiographiques explique la fréquence des controverses auxquelles donne lieu les travaux historiques, elle ne permet pas de rendre compte des thèses spécifiques qui suscitent les controverses et des moments particulièrement sensibles à l'éclatement des controverses mémorielles au sein d'une trajectoire historique spécifique.

L'approche explicative que nous avons choisie consiste plutôt à trouver les facteurs qui, dans chaque cas spécifique, ont joué un rôle dans le déclenchement, le déroulement et la clôture des controverses mémorielles italiennes et espagnoles. En identifiant la présence de ces facteurs à des moments précis de la trajectoire historique, nous avons montré que le déclenchement des controverses à ces moments spécifiques n'était pas le fruit du hasard.

Le cadre théorique que nous avons présenté au chapitre 2 met l'accent sur deux séries de facteurs explicatifs : la structuration de l'espace social, qui permet de distinguer les spécificités et les transformations dans le temps des champs historiographiques; et les contextes politiques et sociaux de d'énonciation et de réception des thèses qui sont débattues dans le cadre des controverses. La structuration de l'espace social permet d'expliquer le déroulement et le résultat des controverses

mémorielles en faisant une lecture stratégique des jeux d'acteurs dans un champ historiographique où le pouvoir social est inégalement distribué. Notre conception du concept de champ permet par ailleurs de prendre en compte la structuration de l'espace social comme un processus dynamique au sein duquel les acteurs en présence participent à la transformation du rapport de force par la négociation en continu des règles qui encadrent le jeu qui se joue dans le champ historiographique. Le pouvoir explicatif du concept de champ ne peut, selon nous, rendre compte du déclenchement des controverses mémorielles à l'étude ici.

Nous avons soutenu que les motivations qui animent les acteurs des controverses et les positions auxquelles ils souscrivent ne peuvent être expliqués par la structuration de l'espace social dans lequel se déroulent les controverses. Une lecture en termes de champ permet une meilleure compréhension de la distribution du rapport de force entre les acteurs en présence, ce qui permet d'expliquer la polarisation des débats et l'identité du camp qui en sort vainqueur.

Identifier les motivations des acteurs en présence, et par le fait même, les causes du déclenchement des controverses, implique de porter attention à des phénomènes par rapport auxquels le concept de champ apporte peu de réponses. Il faut s'intéresser à la relation entre le texte des interventions dans les controverses et le contexte politique et social dans lequel elles surviennent. Alors que le concept de champ nous invite à étudier les controverses dans l'espace restreint du champ historiographique, l'analyse contextuelle des controverses que nous mettons de l'avant insiste pour les inscrire dans un contexte plus large en inscrivant dans leur trame de fond les conflits politiques et sociaux qui surviennent au même endroit et à la même époque.

Nous avons mis de l'avant l'importance d'étudier ce que les acteurs des controverses font en formulant une interprétation du passé fasciste dans le contexte où ils le font. En somme, nous soutenons que l'analyse des controverses doit s'appuyer sur une lecture des intentions illocutoires des entrepreneurs politico-mémoriels, au moment d'intervenir dans le débat, et des conséquences perlocutoires de ces interventions, dans le contexte où elles sont formulées, sur la réception des thèses qu'ils mettent de l'avant.

Nous avons soutenu qu'une analyse de cadrage, inspirée par les travaux d'Erving Goffman, permet d'étudier ces intentions illocutoires et ces conséquences perlocutoires de façon heuristique. Le concept de cadre d'interprétation mémoriel, que nous avons développé au chapitre 2, nous permet de faire, au

chapitre 6, une analyse des thèses révisionnistes dans les controverses italiennes et espagnoles en les inscrivant dans des répertoires issus de traditions intellectuelles et politiques spécifiques : le néofascisme en Italie et le franquisme en Espagne. L'étude du contexte de ces emprunts aux répertoires néofasciste et franquiste permet d'éclairer les intentions des acteurs en présence, lesquels ne cherchent pas tant, comme leurs détracteurs l'ont souvent soutenu, à réhabiliter le fascisme, mais plutôt à délégitimer les traditions intellectuelles et politiques associées à la gauche antifasciste.

D'un autre côté, la réception des thèses révisionnistes s'explique par le contexte politique et social au sein desquels ces thèses ont été publiées. Les situations particulières dans lesquelles sont survenues les controverses mémorielles italiennes et espagnoles ne se caractérisent pas toutes par une dynamique similaire au sein des systèmes de partis, mais les trajectoires historiques des deux pays donnent lieu à une compétitivité électorale de plus en plus forte qui polarise les relations entre les traditions intellectuelles et politiques au-delà de la sphère partisane. La présence d'acteurs issus des traditions néofasciste et franquiste, parmi les forces politiques en croissance – et parfois parmi les aspirants au pouvoir – crée un contexte de réception particulièrement sensible pour des thèses controversées sur le fascisme. En somme, dans le contexte où les intellectuels perçoivent une lutte serrée pour l'exercice du pouvoir et voient l'extrême droite faire des gains sur le plan électoral, ils sont particulièrement enclins à percevoir l'emprunt de cadres d'interprétation mémoriels d'origine fasciste comme une tentative ou un danger de réhabilitation du fascisme.

Un phénomène similaire se produit avec un contexte social de violence. Celui-ci vient teinter la perception que développe un certain public à l'égard de thèse reprenant des cadres d'interprétation mémoriels d'origine controversée. C'est ce qui s'est passé en Italie, où le contexte de lutte armée entre néofasciste et mouvements d'extrême gauche a mené les intellectuels antifascistes à percevoir une menace fasciste dans le champ historiographique en raison des attaques qui survenaient à la même époque dans la rue. Une fois ces attaques reléguées au passé, les antifascistes ont analysé l'entrée, dans le premier gouvernement Berlusconi, d'acteurs issus de la tradition néofasciste à la lumière de ce passé de violence. En somme, sans identifier adéquatement les intentions de Renzo De Felice, les antifascistes ont bien vu ses emprunts au répertoire néofasciste de cadres d'interprétation mémoriels et ils en ont tiré des conclusions qui n'étaient pas déraisonnables dans le contexte politique et social où l'historien a mis ces thèses de l'avant.

En Espagne, le contexte social a davantage teinté la réception, par les intellectuels de droite, de thèses empruntant au répertoire de cadres d'interprétation mémoriels d'origine antifranquiste. Ces emprunts sont survenus à une époque où la violence politique déployée par le groupe terroriste basque ETA a connu un certain regain, pour ensuite s'estomper et culminer sur la dissolution du groupe. Les intellectuels de droite ont perçu ces emprunts au répertoire antifranquiste, à la lumière du regain de violence, comme la menace d'un retour aux dynamiques conflictuelles qui ont caractérisé la Seconde République espagnole. Puis, une fois les armes déposées, la droite a perçu l'intégration de forces politiques nationalistes comme EH Bildu comme une forme de violence symbolique à l'égard des victimes d'ETA. Les entrepreneurs politico-mémoriels du camp révisionniste ont reçu les thèses en faveur de la mémoire historique comme une menace à l'unité nationale en raison de cette perception que l'intégration des nationalismes périphériques au jeu démocratique était illégitime et s'inscrivait dans la foulée du terrorisme.

Notre explication des controverses mémorielles portant sur les fascismes en Italie et en Espagne s'appuie à la fois sur une lecture des jeux d'acteurs et des jeux d'arguments. Nous nous sommes penchés sur la structuration de l'espace social des controverses et sur le contexte politique et sociale au sein duquel elles sont survenues. Sans avoir fourni de réponses définitives à notre question de recherche, nous avons montré qu'un cadre théorique équilibré, prenant appui sur une pluralité de traditions théoriques et permettant de rendre compte de ces deux dimensions des controverses, a le potentiel de donner des réponses satisfaisantes aux chercheurs qui s'intéressent à ce type de phénomènes.

Le travail d'analyse des controverses mémorielles portant sur les fascismes est loin d'être terminé. La thèse que nous concluons ici constitue cependant une contribution significative à plusieurs champs de recherche. Nous présentons dans les prochains paragraphes les contributions les plus significatives que les travaux présentés ici apportent à la connaissance en sciences sociales.

Cette thèse constitue une contribution à la sociologie de la mémoire, à laquelle elle propose des pistes concrètes pour enrichir et nuancer la distinction entre histoire et mémoire. Nos travaux attirent également l'attention des spécialistes de la mémoire sur la nécessité d'étudier cette dernière comme un objet de conflit et en partie comme le résultat d'un travail conscient de mise en récit et en interprétation du passé par des acteurs sociaux, que nous avons qualifié d'entrepreneurs politico-mémoriels.

En sociologie des controverses, nos recherches suggèrent une approche nouvelle permettant de rendre compte de débats au sein desquels l'objet du conflit se décline sous la forme de questions relevant de

l'expertise des chercheurs et d'autres relevant des choix axiologiques des membres d'une communauté politique. Parce que notre objet chevauche, d'un côté, les questions strictement scientifiques sur la nature du passé fasciste et sur les causes des processus historiques dans lesquels il s'inscrit, et de l'autre, les questions relevant de choix axiologiques sur le sens à attribuer à ce passé et les leçons à en retenir, il pose un défi particulier aux chercheurs qui se proposent de l'expliquer. En effet, il n'est pas possible de conclure que les oppositions entre les camps impliqués dans une controverse de ce type résultent du niveau de spécialisation des intervenants, puisqu'une part importante des questions à débat relèvent des valeurs des intervenants et non de leur connaissance empirique plus ou moins approfondie du passé discuté.

Pour la sociologie des controverses, nos travaux suggèrent des pistes à explorer sur le plan théorique. Ils suggèrent que le concept de champ mis de l'avant par Pierre Bourdieu comporte un potentiel inexploité pour l'étude des controverses. Bien que ce concept ait été mobilisé dans de nombreux travaux portant sur des controverses, les chercheurs ont jusqu'ici privilégié une lecture structurale du champ. Nous avons montré le potentiel que comporte le concept de champ dans une acception plus dynamique, inspirée des travaux théoriques de Bourdieu et mettant davantage l'accent sur le champ comme jeu. Cela permet d'offrir une explication de la transformation du rapport de force au sein d'un champ au courant d'une controverse ou au sein d'un processus historique constitué de plusieurs controverses.

Pour l'histoire des idées et l'histoire intellectuelle, notre démarche tend à confirmer l'importance de prendre en compte le contexte politique et social quand vient le temps d'interpréter les débats d'idées. Pour ce faire, il n'est pas suffisant de confronter l'œuvre aux autres interventions auxquelles elle prétend répondre et avec lesquelles elle se présente explicitement en dialogue. Un contexte plus large, qui reste implicite dans le texte nous apparaît toujours nécessaire à l'éclairage d'une intervention dans les débats d'idées. Notre approche offre une nouvelle démonstration de la pertinence de la théorie des actes de langage, développée par John L. Austin, à l'analyse de courants intellectuels incluant les études historiques, car elle permet de mettre l'accent sur ce que font les intellectuels avec les mots et sur ce qui conditionne la perception et la réception de leurs œuvres.

Par ailleurs, nous contribuons au développement des outils théoriques en histoire des idées en introduisant une analyse de cadrage dans l'analyse des idées concernant le passé. Cet emprunt à l'interactionnisme symbolique et à la sociologie des mouvements sociaux permet de donner une portée concrète à l'analyse du langage évoquée plus haut.

Pour la sociologie politique, nos travaux offrent un exemple d'articulation entre l'analyse des idées politiques et mémorielles et l'étude de la pratique politique. Nous montrons à la fois comment des acteurs politiques s'approprient les idées des historiens pour faire avancer leur cause dans l'arène politique et comment les intellectuels profitent du contexte politique pour faire avancer des idées. Notre thèse constitue ainsi une contribution à plusieurs champs de la sociologie politique. Nous développons une sociologie des mouvements intellectuels, lesquels se situent sur un continuum dont les pôles sont les mouvements sociaux et les groupes d'intérêts. Nous contribuons par ailleurs au dialogue entre les études sur la mémoire collective, les mouvements sociaux, la sociologie électorale et l'étude des systèmes de partis et des institutions politiques.

La présente thèse se veut par ailleurs une contribution significative sur le plan empirique pour l'étude des quatre controverses étudiées. Notre contribution inclut la documentation des diverses interventions faites par les acteurs des controverses. En colligeant les bibliographies et références des diverses publications concernant chacune des controverses et en dépouillant les archives des principales publications au sein desquelles ces controverses se sont déroulées, nous avons réuni, au sein de notre étude, la littérature la plus exhaustive à ce jour sur les controverses italiennes et espagnoles.

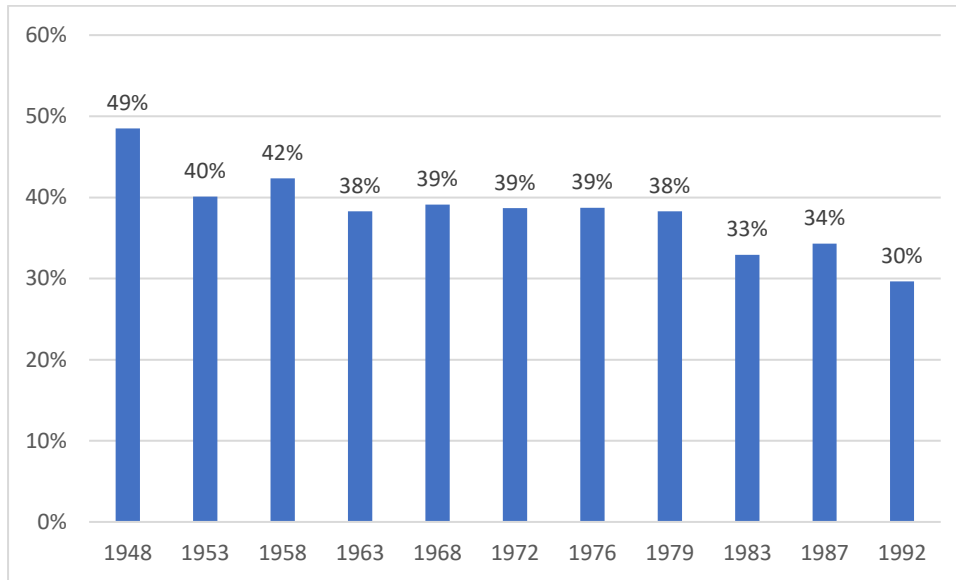
Notre contribution empirique concerne par ailleurs la documentation des contextes dans lesquels sont survenues les controverses étudiées. Nous avons réalisé des synthèses des travaux sur l'évolution des systèmes de partis italiens et espagnols. Nous avons aussi développé une analyse et une synthèse du cycle de mobilisation italien et nous avons documenté les conflits entre nationalismes en Espagne.

L'étude des controverses mémorielles portant sur les fascismes est un champ de recherche nouveau. Il offre de nombreuses avenues de recherche ayant le potentiel de contribuer à la connaissance sociologique, historique et politique affectant de nombreux champs de recherche. Nous avons voulu poser ici les bases d'une réflexion qui, nous l'espérons, permettra de mieux comprendre l'histoire intellectuelle des traditions spécifiques auxquelles nous avons dédié ces recherches, mais aussi, dans un plus large spectre, les dynamiques de conflits au cœur des relations entre les êtres humains. Que ces derniers aient l'habitude de se tourner vers le passé pour comprendre et intervenir dans le présent constitue une bonne raison de se pencher sur la mémoire conflictuelle qu'ils en conservent. Nous espérons qu'en tournant notre regard dans cette direction, nous aurons attiré l'attention d'une communauté de chercheurs sur ces enjeux qui sont, à nos yeux, cruciaux pour la connaissance en sciences sociales.

ANNEXE A

VARIATION DE LA PART DES SUFRAGES OBTENUES PAR LES PARTIS POLITIQUES ITALIENS⁵⁶²

Figure A. 1 Part des suffrages obtenue par la DC (1948-1992)



⁵⁶² Les données présentées dans les figures 6.1 à 6.4 sont issues de Ministero dell'Interno & Servizi Informatici Elettorali, Contabilità e Contratti. "Eligendo: l'Archivio." Consulté le 9 août, 2022, <https://elezionistorico.interno.gov.it/>.

Figure A. 2 Part des suffrages obtenue par le PCI (1953-1987)

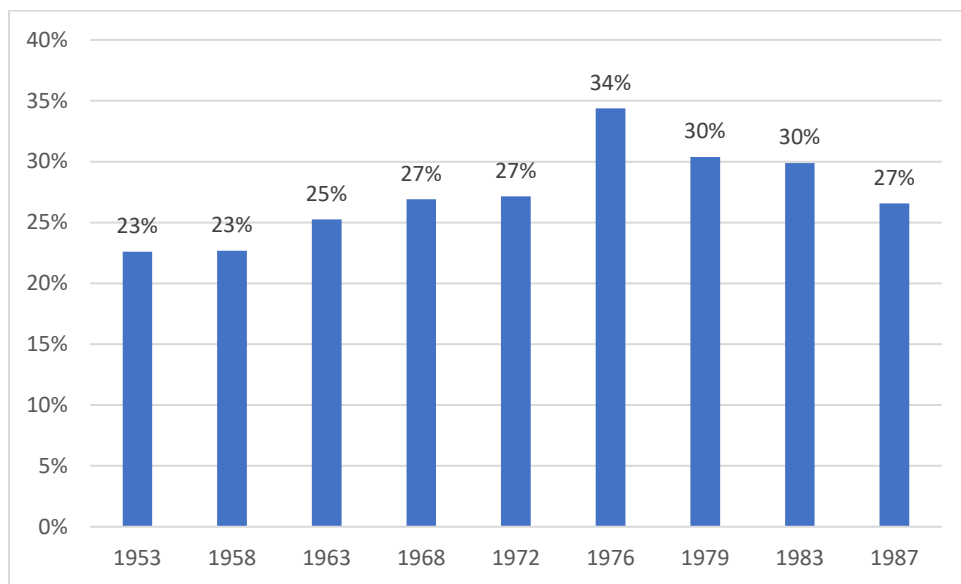


Figure A. 3 Part des suffrages obtenue par le MSI (1948-1992)

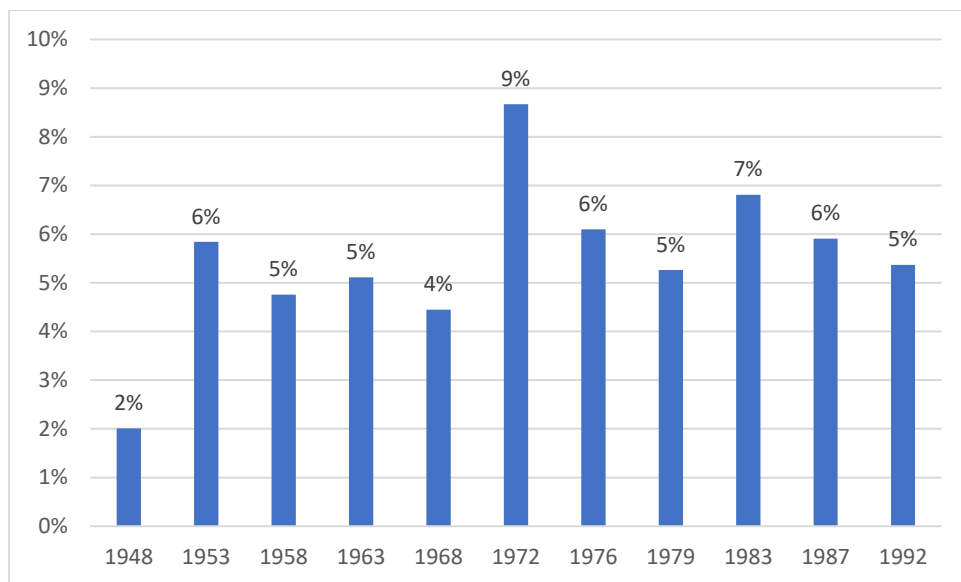
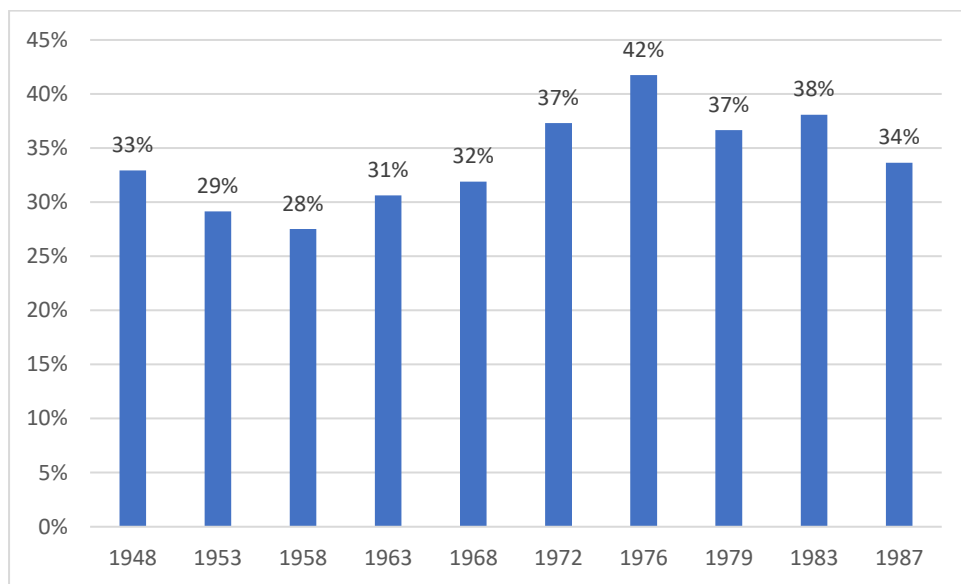
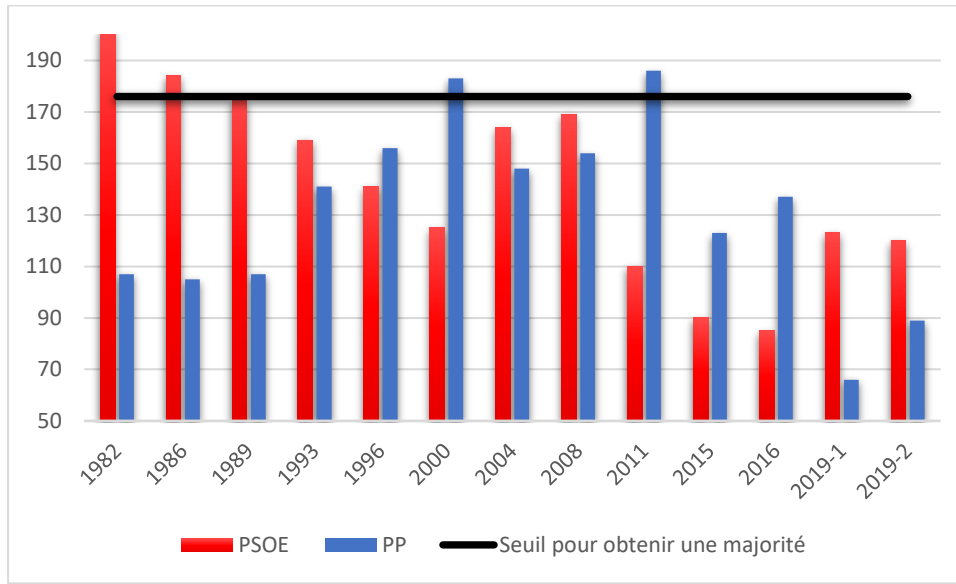


Figure A. 4 Proportion des sièges obtenus par les partis exclus des coalitions (PCI-MSI; 1948-1987)



ANNEXE B
VARIATION DE LA PART DES SUFFRAGES OBTENUES PAR LES PARTIS POLITIQUES
ESPAGNOLS⁵⁶³

Figure B. 1 Députation du PSOE et d'AP-PP à la suite des élections générales (1982-2019)



⁵⁶³ Les données présentées dans les figures 6.5 à 6.8 sont issues de Gobierno de España – Ministerio de Interior. "Consulta de resultados electorales." Consulté le 23 janvier, 2022, <http://www.infoelectoral.mir.es/infoelectoral/min/home.html>.

Figure B. 2 Somme des députés élus sous les bannières des deux premiers partis aux élections générales (1977-2019)

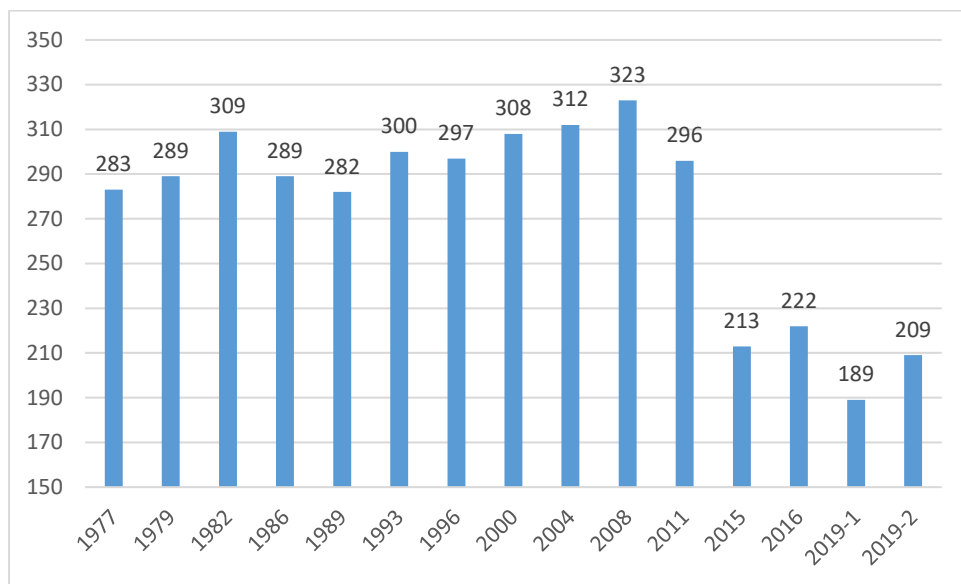


Figure B. 3 Répartition des sièges après l'élection de 2008

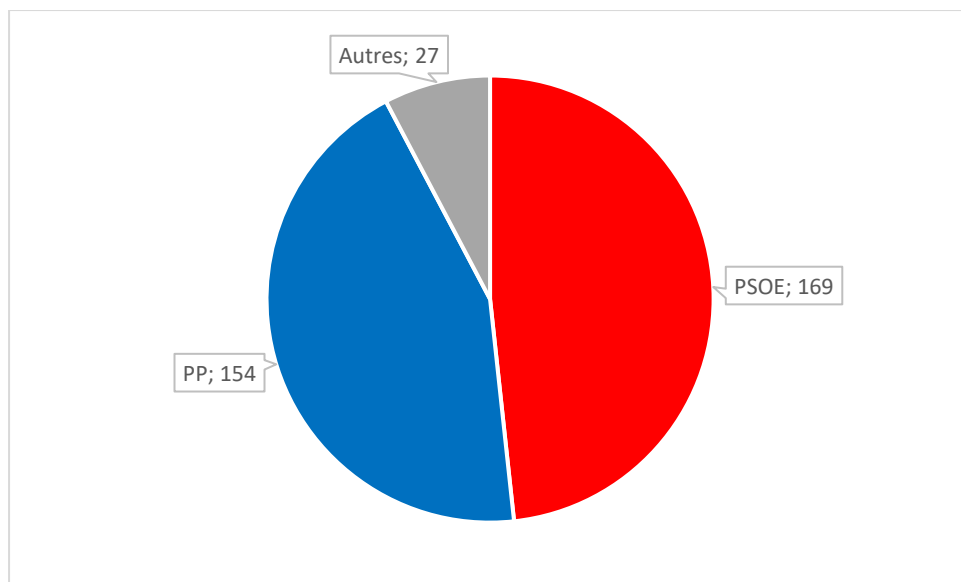
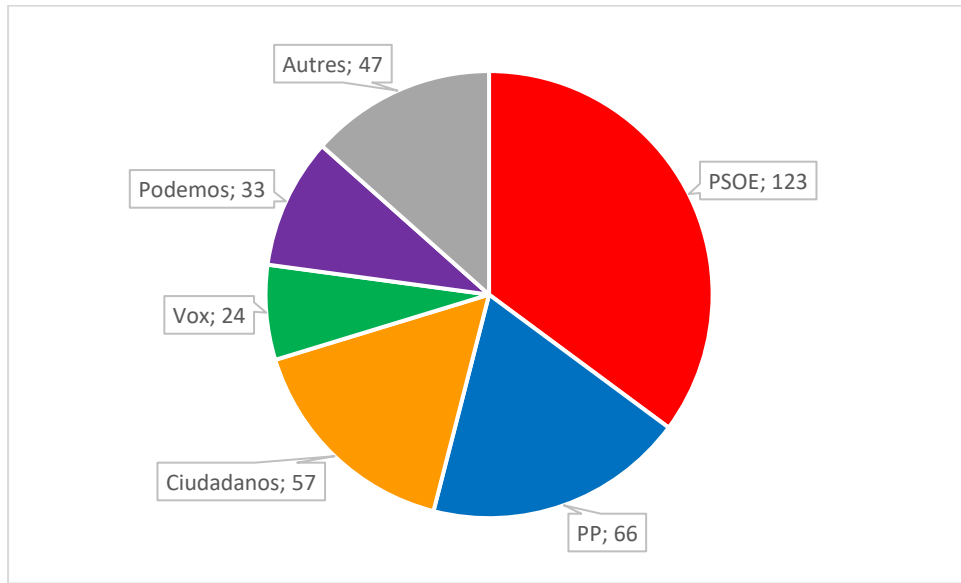


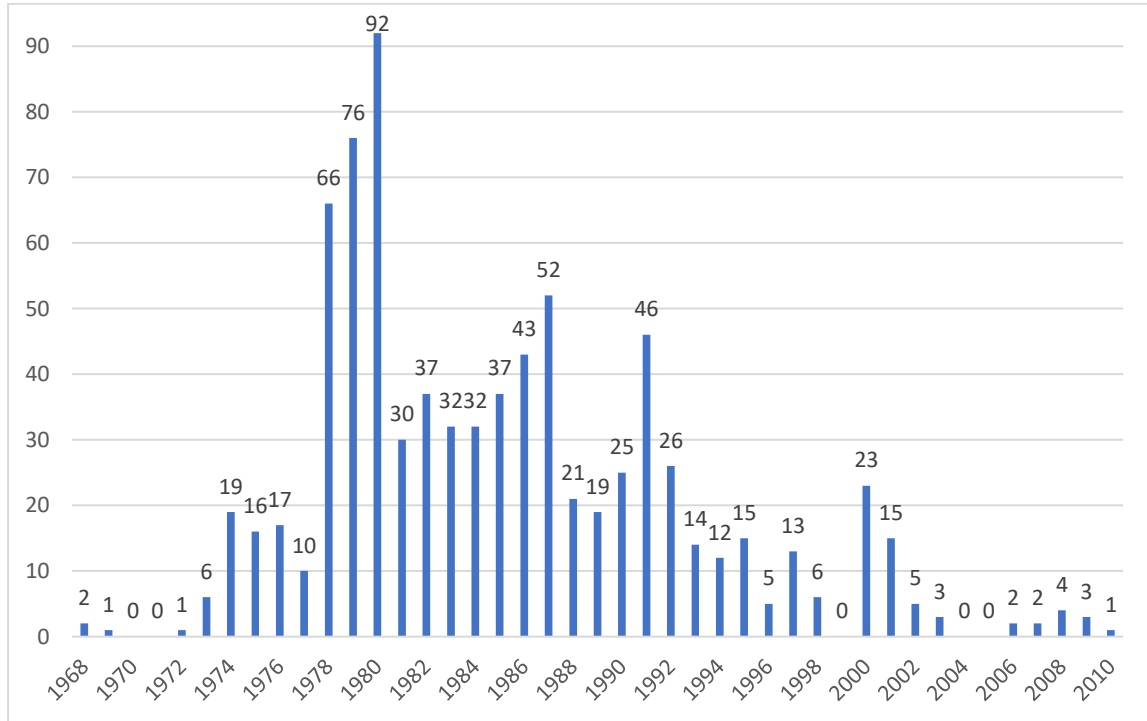
Figure B. 4 Répartition des sièges après les élections d'avril 2019



ANNEXE C

LA VIOLENCE POLITIQUE EXERCÉ PAR LE GROUPE NATIONALISTE BASQUE ETA (1968-2010)⁵⁶⁴

Figure C. 1 Nombre de victimes mortelles d'ETA par année (1968-2010)



⁵⁶⁴ Les données présentées dans la figure 6.9 sont issues de State Research Department (2011). "Número de muertos en atentados terroristas del grupo ETA en España desde 1968 hasta 2010." Consulté 14 juin, 2022, from <https://es.statista.com/estadisticas/702588/victimas-mortales-en-atentados-terroristas-de-eta-espana-1968-2010/>.

BIBLIOGRAPHIE

- Abad de Santillán, D. (1975). *Por Qué Perdimos la Guerra: Una Contribución a la Historia de la Tragedia Española*. Madrid: G. del Toro.
- Abascal, L. (2023, 24 septembre). Iconografía franquista en el desesperado acto de Feijóo antes de su fracaso en la investidura. *El Plural*. Repéré à https://www.elplural.com/politica/iconografia-franquista-desesperado-acto-feijoo-antes-fracaso-investidura_317374102
- ABC. (2005, 19 mars). Piqué se descuelga de la tesis del PP y apoya retirar los símbolos franquistas. *ABC*, p. 42.
- ABC. (2008, 4 août). Protestan por la retirada de una placa a las víctimas del franquismo. *ABC*, p. 43.
- Adorno, T. W. (2007). *Études sur la personnalité autoritaire*. Paris: Allia.
- Aduriz, I. (2019, 23 octobre). El PP y Franco: de alabar al dictador en la fundación de AP a evitar condenar el régimen y callar ante la exhumación. *El Diario*. Repéré à https://www.eldiario.es/politica/pp-franco-dictador-silencio-exhumacion_1_1299001.html
- AFP. (2022, 21 octobre). Italie : la dirigeante d'extrême droite Giorgia Meloni nommée cheffe du gouvernement. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1926778/italie-giorgia-meloni-nommee-cheffe-du-gouvernement>
- AFP. (2023, 23 juillet). Élections en Espagne : les socialistes surprennent et espèrent se maintenir au pouvoir. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1998337/elections-espagne-sanchez-feijoo>
- Aguilar, P. (1996). *Memoria y Olvido de la Guerra Civil Española*. Madrid: Alianza.
- Aguilar, P. (2001). Justice, politics and memory in the Spanish transition. Dans A. Barahona De Brito, C. González-Enríquez & P. Aguilar (Éds.), *The politics of memory. Transitional justice in democratizing societies* (pp. 92-118). Oxford: Oxford University Press.
- Aguilar, P. (2002). *Memory and amnesia : the role of the Spanish Civil War in the transition to democracy*. New York: Berghahn Books.

Aguilar, P. (2007). Los debates sobre la memoria histórica. *Claves de Razón Práctica*(172), 64-69.

Aguilar, P., & Payne, L. A. (2016). *Revealing new truths about Spain's violent past. Perpetrators' confessions and victim exhumations*. Londres: Palgrave Macmillan.

Aguilera, M. (2015, 23 novembre). Guerra de historiadores. *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/baleares/2015/11/23/5652eb6c46163fb1528b45d6.html>

Aizpeloeta, L. R. (2015, 20 novembre). ETA, la alargada herencia del franquismo. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2015/10/29/actualidad/1446133114_219941.html

Alatri, P. (1956). *Le origini del fascismo*. Roma: Editori riuniti.

Alatri, P. (1975, 7 juillet). Il nero c'è ma non lo vede. *Messaggero*.

Alcalá, C. (2004). El "patriotismo constitucional". *Revista Arbil*(66).

Almeida, J. (2007, 8 août). Supersticiones y curiosidades nacionales. *ABC*, p. 38.

Alonso de los Ríos, C. (1994). *Si España cae : asalto nacionalista al estado*. Madrid: Espasa Calpe.

Alonso de los Ríos, C. (2005a, 10 décembre). El gran error de Pío Moa. *Cultural*, p. 22.

Alonso de los Ríos, C. (2005b, 8 octobre). La última provocación de Pío Moa. *Cultural*, p. 24.

Alonso de los Ríos, C. (2006). *Yo digo España : contra la disolución nacional alentada por la izquierda*. Madrid: Libroslibres.

Alonso, S., Cabeza, L., & Gómez, B. (2017). Disentangling peripheral parties' issue packages in subnational elections. *Comparative European Politics*, 15(2), 240-263.
<http://dx.doi.org/10.1057/cep.2015.15>

Alpuente, M. (2011, 3 août). Ficcionario. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2011/08/03/madrid/1312370657_850215.html

- Alted Vigil, A. (2015). El Valle de los Caídos: ¿espíritu de cruzada o símbolo de reconciliación? *Ayer*, 98(2), 263-275.
- Alted Vigil, A., & Mateos López, A. (1990). Problemas de método en el estudio de la oposición al franquismo. La utilización del testimonio oral *Espacio, Tiempo y Forma, Serie V, Historia Contemporánea*(3), 57-68.
- Álvarez Tardío, M. (2006, 28 avril). La historia come arma arrojadiza. *ABC*, p. 25.
- Álvarez Tardío, M. (2010). Las "memorias" en la política española y los problemas de la democracia en el siglo XX. *Revista Hispano Cubana*(37), 115-124.
- Álvarez Tardío, M. (2013). The Impact of Political Violence During the Spanish General Election of 1936. *Journal of Contemporary History*, 48(3), 463-485. <http://dx.doi.org/10.2307/23488418>
- Álvarez Tardío, M., & del Rey Reguillo, F. (2012). *El laberinto republicano : la democracia española y sus enemigos (1931-1936)*. Barcelone: RBA.
- Álvarez Tardío, M., & del Rey Reguillo, F. (2013). *The Spanish Second Republic revisited : from democratic hopes to the Civil War (1931-1936)*.
- Álvarez Tardío, M., & Villa García, R. (2010). *El precio de la exclusión : la política durante la Segunda República*. Madrid: Encuentro.
- Álvarez Tardío, M., & Villa García, R. (2017). *1936. Fraude y violencia en las elecciones del Frente Popular*. Barcelone: Espasa.
- Amendola, G. (1960). *La democrazia italiana contro il fascismo, 1922-1924*. Milano-Napoli: Ricciardi.
- Amendola, G. (1975, 20 juillet 1975). Per una storia dell'antifascismo. *L'Unità*, p. 1.
- Ancelevici, M. (2015). Crisis and Contention in Europe: A Political Process Account of Anti-Austerity Protests. Dans H.-J. Trezz, C. Ruzza & V. Guiraudon (Éds.), *Europe's Prolonged Crisis. The Making or the Unmaking of a Political Union* (pp. 189-209): Palgrave Macmillan.
- Anderson, P. (2017). Knowing and Acknowledging Spain's Dark Civil War Past. *Journal of Contemporary History*, 52(1), 129-139. <http://dx.doi.org/10.1177/0022009416678802>

Anfuso, F. (1950). *Roma, Berlino, Salò (1936-1945)*. Milan: Garzanti.

Aparicio Rodríguez, V. (2021). Violencia política e izquierda revolucionaria en el Tardofranquismo y la Transición española. Discursos y prácticas (1968-1980). *Historia Contemporánea*(66), 557-592.

Aparicio Rodríguez, V. (2022). Memoria[s] de una transición violenta. Análisis de iniciativas digitales de víctimas de la extrema derecha y la violencia policial. *Hispania Nova. Revista de Historia Contemporánea*(20), 518-554.

Aquarone, A., & Vernassa, M. (1974). *Il Regime fascista*. Bologna: Il mulino.

Archivio Churchill: nessuna lettera di Mussolini. (1995, 19 settembre). *Corriere della Sera*.

Arendt, H. (2002). *Les origines du totalitarisme*. Paris: Gallimard.

Arfè, G. (1975, 27 juillet). Non aver paura della storia. *Avanti!*, p. 7.

Arfé, G., Rosa, G. D., Felice, R. D., Garosci, A., Giacobozzo, G., Manacorda, G., & Romeo, R. (2006). Un dibattito sul fascismo. *Mondo contemporaneo*(2), 143-163.

Aron, R. (1967). *Les étapes de la pensée sociologique : Montesquieu, Comte, Marx, Tocqueville, Durkheim, Pareto, Weber*. Paris: Gallimard.

Aróstegui, J. (1986). Vademécum para una rememoración. *Arbor. Ciencia, pensamiento y cultura*, 125(491), 9-24.

Aróstegui, J. (1992). La Historiografía sobre la España de Franco. Promesas y debilidades. *Historia Contemporánea*, 7, 77-100.

Aróstegui, J. (2002). La Mémoire de la Guerre Civile et du Franquisme dans l'Espagne Démocratique. *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, 74(2), 31-42.

Aróstegui, J. (2004). Retos de la memoria y trabajos de la historia. *Pasado y memoria. Revista de Historia Contemporánea*(3), 5-58.

- Aróstegui, J. (2009). La Ley de Memoria Histórica : reparación e insatisfacción. *Patrimonio cultural de España*(1), 41-60.
- Aróstegui, J. (Éd.). (2007). *España en la memoria de tres generaciones. De la esperanza a la reparación*. Madrid: Editorial Complutense.
- Arranz Notario, L. (2005). Ruido de sables historiográficos : democracia y segunda república, según Pío Moa. *Nueva revista de política, cultura y arte*(98), 45-60.
- Arrarás Iribarren, J. (1956). *Historia de la Segunda República española*. Madrid: Editora Nacional.
- as., m. (1995, 21 avril). Bobbio-De Felice, il sogno di un'Italia normale. *La Stampa*, p. 19.
- Astorga, A. (2003, 18 septembre). « La manipulación histórica excita el nacionalismo excluyente y bestial ». *ABC*, p. 56.
- Atlas, A. (2023, 16 mars). Abascal carga contra los medios de comunicación por el "acoso mediático" a Ramón Tamames. *Público*. Repéré à <https://www.publico.es/videos/1048100/abascal-carga-contra-los-medios-de-comunicacion-por-el-acoso-mediatico-a-ramon-tamames>
- Attal, F. (2010). Les intellectuels italiens et le terrorisme, 1977-1978 *L'Italie des années de plomb* (pp. 112-125). Paris: Autrement.
- Austin, J. L. (1970). *Quand dire, c'est faire*. Paris: Éditions du Seuil.
- Aznar, J. M. (2018, 10 décembre). José María Aznar: Más Constitución. *ABC*. Repéré à https://www.abc.es/espana/abci-jose-maria-aznar-mas-constitucion-201812060241_noticia.html?ref=https:%2F%2Fwww.google.com%2F
- Aznar, M. (1942). *Guerra y victoria de España (1936-1939)*. Madrid: Magisterio Español.
- Baby, S. (2024). *Juger Franco ? : Impunité, réconciliation, mémoire*. Paris: La Découverte.
- Baldini, G., Tronconi, F., & Angelucci, D. (2022). Yet Another Populist Party? Understanding the Rise of Brothers of Italy. *South European Society and Politics*, 27(3), 385-405. <http://dx.doi.org/10.1080/13608746.2022.2159625>

- Balfour, S. (2005). The reinvention of Spanish conservatism. The Popular Party since 1989. Dans S. Balfour (Éd.), *The politics of contemporary Spain* (pp. 146-168). Londres; New York: Routledge.
- Ballester Rodríguez, M. (2014). Auge y declive del Patriotismo Constitucional en España. *Foro Interno. Anuario de Teoría Política*, 14, 121-145.
- Barceló, J. L. (2015, 19 décembre). Entrevista al profesor Pedro González Cuevas, autor de "La razón conservadora: Gonzalo Fernández de la Mora". *Todo Literatura; República Ibérica de las Letras*. Repéré à <https://www.todoliteratura.es/noticia/9463/entrevistas/entrevista-al-profesor-pedro-gonzalez-cuevas-autor-de-la-razon-conservadora:-gonzalo-fernandez-de-la-mora.html>
- Barco, E. (1984). *El « golpe » socialista (octubre 1934)*. Madrid: Dyrsa.
- Bardeche, M., Eisermann, G., & Erra, E. (1976). *Sei risposte a Renzo De Felice*. Roma: Volpe.
- Barnes, B. (1974). *Scientific knowledge and sociological theory*. Londres: Routledge & Kegan Paul.
- Barnes, B. (1979). *Interests and the growth of knowledge*. Londres: Routledge.
- Barnes, B. (1982). *T.S. Kuhn and social science*. New York: Columbia University Press.
- Barnes, B., & Shapin, S. (1979). *Natural order: historical studies of scientific culture*. Beverly Hills: Sage.
- Barrios Flores, L. F. (2021). Las fuerzas armadas en la transición democrática de España. *Revista iberoamericana de autogestión y acción comunal*(78-79), 151-188.
- Barros, J. (2021, 18 octobre). «Consagrar una memoria proscribiendo las demás viola la libertad de conciencia». *El Debate*. Repéré à <https://www.eldebate.com/espana/20211018/roberto.html>
- Basso, L. (1951). *Due totalitarismi fascismo e democrazia cristiana*. Milano: A. Garzanti.
- Basso, L. (1975, 12 juillet). Quante omissioni ed errori nel "suo" fascismo. *Il Giorno*, p. 3.
- Battaglia, R. (1953). *Storia della resistenza italiana*. Turin: Einaudi.

- Battista, P. (1995, 23 mars). La destra sfida De Felice: sbagli. *La Stampa*, p. 4.
- Bauer, O. (1983). Austrian democracy under fire. Dans D. Beetham (Éd.), *Marxists in the face of fascism* (pp. 284-294). Manchester: Manchester University Press.
- Bauman, Z. (2002). *Modernité et Holocauste*. Paris: La Fabrique.
- Beauchamp, T. L. (1989). Ethical theory and the problem of closure. Dans H. T. Engelhardt & A. L. Caplan (Éds.), *Scientific controversies: case studies in the resolution and closure of scientific disputes in science and technology* (pp. 27-48). Cambridge; New York; Port Chester: Cambridge University Press.
- Belmonte, F. (2008). Mémoire, Histoire et Propagande. Retours sur la Guerre Civile. *Atala*, 11, 89-106.
- Benford, R. D., & Snow, D. A. (2000). Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment. *Annu. Rev. Sociol.*, 26(1), 611-639. <http://dx.doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.611>
- Bera, M. (2012). Durkheim versus lang la controverse scientifique comme démonstration de force. *Raisons Politiques*, 47(3), 83-113. <http://dx.doi.org/10.3917/rai.047.0083>
- Bernecker, W. L. (2020). La memoria histórica en España: un pasado más actual que nunca. *Versants. Revista Suiza De Literaturas románicas*, 3(67), 119-141.
- Bilbao, A. (1978). Fascismo y tecnocracia: carisma y desarrollo capitalista en España. *Sistema*(26), 73-92.
- Birken, M., & Herreros, R. (2022, 26 septembre). Pourquoi Giorgia Meloni est qualifiée de « post-fasciste ». *Huffington Post*. Repéré à https://www.huffingtonpost.fr/international/article/pourquoi-giorgia-meloni-est-qualifiee-de-post-fasciste_208230.html
- Blanco, P. R. (2019, 30 octobre). Primo de Rivera no es una víctima de la Guerra Civil, es un muerto en el conflicto. *El País*. Repéré à https://elpais.com/elpais/2019/10/29/hechos/1572351400_484533.html
- Blanco Valdés, R. L. (2017). El año que vivimos peligrosamente: del bipartidismo imperfecto a la perfecta ingobernabilidad. *Revista Española de Derecho Constitucional*,(109), 63-96.

- Bloch, M. (1997). *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'Historien*. Paris: Armand Colin.
- Bloor, D. (1976). *Knowledge and social imagery*. Londres: Routledge & Kegan Paul.
- Bloor, D. (1991). *Knowledge and social imagery* (2nd éd.). Chicago: University of Chicago Press.
- Blumberg, A. E., & Feigl, H. (1931). Logical Positivism: a new movement in European philosophy. *The Journal of Philosophy*, 28(11), 281-296. <http://dx.doi.org/10.2307/2015437>
- Bobbio, N. (1995, 4 septembre). Revisionismo nella storia d'Italia. *La Stampa*.
- Bobbio, N. (1996, 26 mai). Ma accertare i fatti non basta bisogna interpretarli. *La Stampa*, p. 19.
- Bobbio, N. (1997). La sinistra fragile e le due destre. Dans N. Bobbio (Éd.), *Verso la Seconda Repubblica* (pp. 32-34). Turin: La Stampa.
- Bocca, G. (1995a). *Il filo nero*. Milano: Mondadori.
- Bocca, G. (1995b, 5 septembre). Quattro no a De Felice. *La Repubblica*.
- Bocca, G. (1996, 26 mai). Lo storico che riscrisse il ventennio fascista. *La Repubblica*.
- Bolloten, B. (1961). *The Grand Camouflage : The Communist Conspiracy in the Spanish Civil War*. Londres: Hollis & Carter.
- Borja, J. (1978). Crisis del estado autoritario. Sistema de partidos en España. *Papers: revista de sociología*(8), 143-172. <http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v8n0.991>
- Borraz, M. (2022, 5 octobre). Aprobada definitivamente la nueva Ley de Memoria Democrática que declara ilegal la dictadura franquista. *El Diario*. Repéré à https://www.eldiario.es/sociedad/aprobada-definitivamente-nueva-ley-memoria-democratica-declara-ilegal-dictadura-franquista_1_9597256.html
- Botta, G. (1988, 15 mars). Il professor De Felice nell'arena. *La Repubblica*. Repéré à <https://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1988/03/15/il-professor-de-felice-nell-arena.html>

- Bottai, G. (1949). *Vent'anni e un giorno (14 luglio 1943)*. Milan: Garzanti.
- Bourdieu, P. (1975). La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison. *Sociologie et sociétés*, 7(1), 91-118.
- Bourdieu, P. (1976). Le champ scientifique. *Actes de la recherche en sciences sociales*(2), 88-104.
- Bourdieu, P. (1979). *La distinction : critique sociale du jugement*. Paris: Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1984a). Espace social et genèse des "classes". *Actes de la recherche en sciences sociales*, 3-14.
- Bourdieu, P. (1984b). *Homo academicus*. Paris: Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1999). Le fonctionnement du champ intellectuel. *Regards Sociologiques*(17/18), 5-27.
- Bourdieu, P. (2001). *Science de la science et réflexivité : Cours du Collège de France, 2000-2001*. Paris: Raisons d'agir.
- Bourdieu, P. (2004). *Esquisse pour une Auto-Analyse*. Paris: Raisons d'Agir.
- Bourdieu, P. (2013). Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975. *Actes de la recherche en sciences sociales*(200), 4-37.
- Bourdieu, P. (2021). *Microcosmes : théorie des champs*. Paris: Raisons d'agir.
- Bourdieu, P., & Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris: Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P., & Wacquant, L. (2014). *Invitation à la sociologie réflexive*. Paris: Seuil.
- Boyd, C. P. (2000). El hispanismo norteamericano y la historiografía contemporánea de España en la dictadura franquista. *Historia Contemporánea*(20), 103-116.

- Bracher, K. D. (1986). *La dictature allemande naissance, structure et conséquences du national-socialisme*. Toulouse: Privat.
- Bracops, M. (2010). Chapitre 1. Les philosophes du langage. *Introduction à la pragmatique* (pp. 33-103). Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur.
- Bramati, L. (2016). Dieci anni di strategia della tensione. *Studi e ricerche di storia contemporanea*(85), 113-118.
- Brenan, G. (1943). *The Spanish labyrinth : an account of the social and political background of the civil war*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Brice, C. (2002). *Histoire de l'Italie*. Paris: Perrin.
- Briquet, J.-L. (2011). *L'entrée en politique d'un homme d'affaires. Silvio Berlusconi et la création de Forza Italia (juin 1993-mars 1994)*. Communication présentée Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Strasbourg. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00903454/document>
- Broder, D. (2022, 26 septembre). Italy's drift to the far right began long before the rise of Giorgia Meloni. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/sep/26/italy-far-right-before-giorgia-meloni-berlusconi-brothers-of-italy>
- Broszat, M. (1985). *L'Etat hitlerien l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*. Paris: A. Fayard.
- Broszat, M. (1990). A plea for the historicization of National Socialism. Dans P. Baldwin (Éd.), *Reworking the past : Hitler, the Holocaust, and the historians' debate* (pp. 77-87). Boston: Beacon Press.
- Broszat, M., & Friedländer, S. (1988). A Controversy About the Historicization of National Socialism. *New German Critique*, 44, 85-126.
- Browning, C. (1992). *Ordinary men : Reserve Police Battalion 101 and the final solution in Poland*. New York: Aaron Asher Books.
- Brubaker, R. (2001). Au-delà de l'«identité». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139(4), 66-85. <http://dx.doi.org/10.3917/arss.139.0066>

- Brunat, D., & Ginés, R. (2019, 27 mars). Los traumas que esconden las listas de Vox y que están metiendo al partido en problemas. *El Confidencial*. Repéré à https://www.elconfidencial.com/espana/2019-03-27/vox-violencia-genero-racismo-candidatos-condenados_1905462/
- Bucchi, M. (2004). *Science in society : an introduction to the sociology of science* (Rev. and expanded éd.). London: Routledge.
- Bueno, G. (2014). La idea del «patriotismo constitucional». *El Catoblepas*(146).
- Bull, M. J. (2015). Institutions and the political system in Italy: a story of failure. Dans A. Mammone, E. Giap Parini & G. A. Veltri (Éds.), *The Routledge handbook of contemporary Italy. History, politics, society* (pp. 103-114). Londres; New York: Routledge.
- Burgos, A. (2005, 4 mai). Coplas no sexistas ni racistas. *ABC*, p. 5.
- Burke, P. (2002). Context in Context. *Common Knowledge*, 8(1), 152-177.
- Caballer, N. (2011, 21 juin). Más de 600 profesores universitarios piden la dimisión del director de la Academia de la Historia. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2011/06/21/actualidad/1308607211_850215.html
- Caballero, N. (2019, 4 décembre). Los votantes de Vox, en pie de guerra contra Losantos tras hablar del partido como una "secta". *El Plural*. Repéré à https://www.elplural.com/politica/espana/votantes-vox-pie-guerra-losantos-hablar-partido-secta_229007102
- Calleja, I. S. (2021, 25 décembre). Vox pesca en el hartazgo generalizado por las restricciones: "El PP ha renunciado a la libertad". *El Confidencial*. Repéré à https://www.elconfidencial.com/espana/2021-12-25/vox-hartazgo-restricciones-pp-libertad_3348831/
- Calvo Serer, R. (1962). *La Literatura universal sobre la guerra de España*. Madrid: Ateneo.
- Camacho, I. (2006, 14 décembre). Cautivos y desarmados. *ABC*, p. 5.
- Canal, J. (2013). [Compte rendu du livre *En el combate por la historia. La República, la guerra civil, el franquismo*, par Ángel Viñas & Julio Aróstegui (dir.)]. *Historia y Política*(30), 345-349.

- Canali, M. (2011). Il revisionismo storico e il fascismo. *Cercles: revista d'història cultural*(14), 82-109.
- Canals, E. (1981, 21 mai). El profesor Jiménez Losantos, herido en un atentado. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/1981/05/22/espana/359330421_850215.html
- Cañizares, M. J. (2007, 20 mars). Cataluña ampara por ley la exhumación de 9.000 republicanos de fosas comunes. *ABC*, p. 46.
- Carbonell, C.-O. (2003). *L'historiographie* (8e éd.). Paris: Presses universitaires de France.
- Caretto, E. (1995, 10 septembre). Sullivan: Caro De Felice tutte qui le tue rivelazioni? *Corriere della Sera*.
- Carr, R. (1971). *The Republic and the Civil War in Spain*. London: Macmillan.
- Carrasco-Polaino, R., Sánchez-de-la-Nieta-Hernández, & Trelles-Villanueva, A. (2020). Las elecciones al parlamento andaluz de 2018 en Instagram: partidos políticos, periodismo profesional y memes. *Revista Mediterránea de Comunicación/Mediterranean Journal of Communication*, 11(1), 75-85.
- Carrillo, M. (2000, 24 novembre). La memoria antifranquista. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2000/11/24/catalunya/975031641_850215.html
- Carrillo, S. (1993). *Memorias*. Barcelona: Planeta.
- Casals, X. (2000). La ultraderecha española: una presencia ausente (1975-1999). *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales*(3), 147-174.
- Casals, X. (2011). La nova dreta populista i l'«enigma espanyol». *L'Espill, Segona Època*(38), 82-91.
- Casals, X. (2019, 13 septembre). Vox, Podemos y Ciudadanos: tres miradas a la Transición. *El Periódico*. Repéré à <https://www.elperiodico.com/es/opinion/20190913/articulo-xavier-casals-vox-podemos-ciudadanos-tres-miradas-a-la-transicion-reforma-constitucional-7633343>
- Casals, X. (2020a). De fuerza nueva a vox: De la vieja a la nueva ultraderecha española (1975-2019). *Ayer*, 118(2), 365-380.

- Casals, X. (2020b). El ultranacionalismo de Vox: cinco claves para comprender "la España viva". *Grand Place. Pensamiento y cultura*(13), 27-35.
- Casanova, J. (2005, 19 novembre). Lo que queda del franquismo. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2005/11/20/espana/1132441213_850215.html
- Casanova, J. (2007a, 19 septembre). Después de tanta memoria... *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2007/09/20/opinion/1190239212_850215.html
- Casanova, J. (2007b, 25 juin). Franco, la Iglesia católica y sus mártires. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2007/06/26/opinion/1182808806_850215.html
- Casanova, J. (2008). Pasado y presente de la guerra civil española. *Historia Social*(60), 113-127.
- Casanova, J. (2011, 7 juin). La Academia y la historia. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2011/06/07/opinion/1307397605_850215.html
- Casanova, J. (2012, 5 mai). La Academia de la confusión. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2012/05/05/actualidad/1336239754_949707.html
- Casanova, J. (2016). Disremembering francoism: what is at stake in Spain's memory wars. Dans H. Graham (Éd.), *Interrogating francoism. History and dictatorship in twentieth-century Spain* (pp. 203-222). Londres: Bloomsbury.
- Casanova, J. (2017). Republic, Civil War and Dictatorship: The Peculiarities of Spanish History. *Journal of Contemporary History*, 52(1), 148-156. <http://dx.doi.org/10.1177/0022009416678803>
- Casanova, J. (Éd.). (2004). *Morir, Matar, Sobrevivir: La Violencia en la Dictadura de Franco*. Barcelona: Crítica.
- Casanova, J., & Gil Andrés, C. (2012). *Breve historia de España en el siglo XX*. Barcelona: Ariel.
- Casqueiro, J. (2001, 18 décembre). El PP considera el patriotismo constitucional aún más válido tras los atentados terroristas contra EE UU. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2001/12/19/espana/1008716415_850215.html

- Casqueiro, J. (2021, 19 juillet). Casado amenaza a Sánchez con Bruselas y los fondos europeos si cambia la elección del Poder Judicial. *El País*. Repéré à <https://elpais.com/espana/2021-07-19/casado-amenaza-a-sanchez-con-bruselas-y-los-fondos-europeos-si-cambia-la-eleccion-del-poder-judicial.html>
- Casqueiro, J., & Pérez, F. J. (2020, 7 janvier). Pedro Sánchez logra la investidura y formará el primer Gobierno de coalición de la democracia. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2020/01/07/actualidad/1578382922_404144.html
- Castro Moral, L. (2000). *Terrorismo y afirmación revolucionaria : el caso PCE(r)-GRAPO*. (Doctorat). Disponible chez ProQuest Dissertations & Theses Full Text.
- Castro Moral, L. (2010). L'extrême gauche en Espagne. *Sécurité globale*, 12(2), 59. <http://dx.doi.org/10.3917/secug.012.0059>
- Casucci, C. (1961). *Il Fascismo : antologia di scritti critici, a cura di Costanzo Casucci*. Bologna: Il Mulino.
- Cavagnola, B. (1995, 25 mars). "La democrazia ritrovata legittimò i post-fascisti". *L'Unità*, p. 2.
- Cento Bull, A. (2007). *Italian neofascism : the strategy of tension and the politics of nonreconciliation*. New York.; Oxford: Berghahn Books.
- Cento Bull, A. (2008). The Italian transition and national (non)reconciliation. *Journal of Modern Italian Studies*, 13(3), 405-421.
- Cento Bull, A., & Cooke, P. E. (2013). *Ending terrorism in Italy*. Londres: Routledge.
- Cento Bull, A., & Gilbert, M. (2001). *The Lega Nord and the northern question in Italian politics*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York: Palgrave Macmillan.
- Chalmers, A. F. (1990). *Qu'est-ce que la science? Récents développements en philosophie des sciences : Popper, Kuhn, Lakatos, Feyerabend*. Paris: Librairie générale française.
- Chateauraynaud, F. (2011). *Argumenter dans un champ de forces essai de balistique sociologique*. Paris: Editions Pétra.

- Chauviré, C. (2022). Le Tractatus et les sciences. *Revue internationale de philosophie*, 300(2), 57.
<http://dx.doi.org/10.3917/rip.300.0057>
- Chiarini, R. (1989). Perfil storico-critico del MSI. *Il Politico*, 54(3 (151)), 369-389.
- Clemente, E. (2007, 25 novembre). «¿Por qué voy a tener que condenar yo el franquismo?». *La Voz de Galicia*. Repéré à https://www.lavozdegalicia.es/noticia/espana/2007/10/14/tener-condenar-franquismo/0003_6226393.htm
- Coiduras, C. (2022, 1er juin). Cuatro años de la moción de censura que echó al PP del Gobierno. *El Plural*. Repéré à https://www.elplural.com/autonomias/madrid/cuatro-anos-mocion-censura-cambio-todo_290987102
- Colarizi, S., & Marco, G. (2012). *La tela di Penelope : storia della Seconda Repubblica, 1989-2011*. Rome: Laterza.
- Collier, R. B., & Collier, D. (1991). *Shaping the political arena critical junctures, the labor movement, and regime dynamics in Latin America*. Princeton: Princeton University Press.
- Collins, H. M. (1975). The Seven Sexes: A Study in the Sociology of a Phenomenon, or the Replication of Experiments in Physics. *Sociology*, 9(2), 205-224.
<http://dx.doi.org/10.1177/003803857500900202>
- Collins, H. M. (1981). Stages in the Empirical Programme of Relativism. *Social Studies of Science*, 11(1), 3-10. <http://dx.doi.org/10.1177/030631278101100101>
- Collins, H. M. (1985). *Changing order : replication and induction in scientific practice*. Londres: Sage.
- Collins, H. M., & Pinch, T. (1993). *The golem : what everyone should know about science*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Collotti, E. (2000). *Fascismo e antifascismo : rimozioni, revisioni, negazioni*. Rome: Laterza.
- Comín Colomer, E. (1955). *Historia secreta de la segunda República*. Madrid: Nos.

- Comintern. (1971). Extracts from the theses of the thirteenth ECCI plenum on fascism, the war danger, and the tasks of communist parties. Dans J. Degras (Éd.), *The Communist International 1919-1943. Documents vol. 3* (pp. 285-306). Londres: Frank Cass & Co. Ltd.
- Company, E. (2000, 13 décembre). El Parlament condena el franquismo y reivindica la memoria de sus víctimas. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2000/12/14/catalunya/976759645_850215.html
- Congostrina, A. L. (2016, 21 octobre). Derribada la estatua de Franco colocada en el Born de Barcelona. *El País*. Repéré à https://elpais.com/ccaa/2016/10/20/catalunya/1476997072_508117.html
- Constenla, T. (2011a, 9 juin). El Gobierno exige que se rectifique ya el Diccionario. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2011/06/09/cultura/1307570411_850215.html
- Constenla, T. (2011b, 30 mai). Franco, ese (no tan mal) hombre. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2011/05/30/cultura/1306706402_850215.html
- Constenla, T. (2012a, 6 mai). El PSOE exige al Gobierno que retire la subvención de 2012 al 'Diccionario'. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2012/05/06/actualidad/1336332982_075420.html
- Constenla, T. (2012b, 22 mai). Franco no fue dictador, y punto. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2012/05/22/actualidad/1337715805_274106.html
- Constenla, T. (2012c, 7 avril). Historiadores contra revisionistas. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2012/04/07/actualidad/1333817885_831167.html
- Constenla, T. (2013). Papeles de Salamanca: caso archivado. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2013/02/01/actualidad/1359752179_486563.html
- Constenla, T. (2014, 29 septembre). Franco, ¡presente!... en libros amigos. *El País*. Repéré à http://cultura.elpais.com/cultura/2014/09/28/actualidad/1411924441_159775.html
- Constitución Española, Boletín Oficial del Estado, BOE-A-1978-31229 Stat. (1978).
- Conti, D. (2013). *L'anima nera della Repubblica : storia del MSI*. Rome: Laterza.

- Contreras Casado, M., & Cebrían Zazurca, E. (2015). La ley para la reforma política: memoria y legitimidad en los inicios de la transición española a la democracia. *Revista de estudios políticos*(168), 77-114.
- Cortés, V. (2011, 20 juillet). Denuncia contra autores del 'Diccionario biográfico'. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2011/07/20/andalucia/1311114135_850215.html
- Cortina, Á. (2010, 1er juin). ¿Un centrista en la Historia de España? No es posible... *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/elmundo/2010/06/01/cultura/1275383225.html>
- Cosano, P. S. (2019). De la crisis económica a la crisis política: cambio en Europa y España. *Información Comercial Española, ICE: Revista de economía, 906*(125-138).
- Coser, L. A. (1956). *The functions of social conflict*. New York: MacMillan.
- Croce, B. (1943, 28 novembre). The fascist germ still lives. *New York Times*, pp. 9; 44-45.
- Croce, B. (1944). Il discorso inaugurale di Benedetto Croce *Gli atti del congresso di Bari. Prima libera assemblea dell'Italia e dell'Europa liberata. Teatro comunale « Piccinni » 28-29 gennaio 1944* (pp. 17-22). Bari: Messaggerie Meridionali.
- Croce, B. (1963). *Scritti e discorsi politici (1943-1947)*. Bari: Laterza.
- Cruz, M. (2016, 29 octobre). Rajoy, investido presidente gracias a la abstención de todos los diputados del PSOE excepto 15. *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/espana/2016/10/29/5814b9cb46163fce668b4581.html>
- Cuartas, J. (2003, 27 juillet). La memoria recuperada en el valle asturiano de la represión. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2003/07/28/espana/1059343218_850215.html
- Cué, C. E. (2003, 31 septembre). El delito de "auxilio a la rebelión". *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2003/09/01/espana/1062367212_850215.html
- Cué, C. E. (2023, 24 juillet). La resistencia del PSOE y Sumar frustra la mayoría del PP y Vox y deja abiertas todas las posibilidades. *El País*. Repéré à <https://elpais.com/espana/elecciones-generales/2023-07-23/la-resistencia-del-psoe-y-sumar-frustra-la-mayoria-del-pp-y-vox-y-deja-abiertas-todas-las-posibilidades.html>

Cuesta Bustillo, J. (1998). Memoria e Historia: Un estado de la cuestión. *Ayer*(32), 203-246.

Cuesta Bustillo, J. (2002). Tiempo y recuerdo: dimensiones temporales de la memoria política (España 1936-2000). Dans C. Navajas Zubeldia (Éd.), *Actas del III Simposio de Historia Actual. Logroño, 26-28 de octubre de 2000* (pp. 17-52). Logroño: Instituto de Estudios Riojanos.

Cuevas, A. (2004, 13 mai). El historiador Francisco Espinosa arremete contra Pío Moa en la UCM. *El Mundo*. Repéré à <http://www.elmundo.es/elmundo/2004/05/13/madrid/1084404420.html>

Custodero, A. (2018, 31 mai). Nasce il governo Conte, Di Maio e Salvini vice. Ecco i ministri dell'esecutivo M5s-Lega. *La Repubblica*. Repéré à https://www.repubblica.it/politica/2018/05/31/news/governo_conte_premier_tria_all_economia_milnesi_agli_esteri_savona_alle_politiche_comunitarie-197852722/?ref=RHPPLF-BH-IO-C8-P2-S1.8-F8

D'Orsi, A. (1975, 29 juillet). Le tesi di De Felice sul fascismo sono l'approdo di una parabola di destra. *Quotidiano dei lavoratori*, p. 2.

Dascal, M., & Boantz, V. D. (2011). *Controversies within the scientific revolution*. Amsterdam; Philadelphie: John Benjamins Publishing Company.

Dávila, C. (2003, 5 mai). La izquierda siempre tiene razón. *ABC*, p. 31.

De Castilla, E. (2010). Pío Moa y la polémica revisión de la historia contemporánea española. *La Razón histórica : revista hispanoamericana de historia de las ideas políticas y sociales*(13), 33-36.

De Felice, R. (1965). *Mussolini il rivoluzionario : 1883-1920*. Torino: Einaudi.

De Felice, R. (1970). *Mussolini il fascista*. Torino: Einaudi.

De Felice, R. (1972). *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*. Torino: G. Einaudi.

De Felice, R. (1974). *Mussolini il duce. Gli anni del consenso 1929-1936*. Torino: Einaudi.

De Felice, R. (2000). *Les interprétations du fascisme*. Paris: Editions des Syrtes.

- De Felice, R. (2016a). De Felice: il colore nazista del neofascismo di oggi. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977 - Volume I - Tomo II* (pp. 80-84). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016b). I nuovi "figli del caos". Dans R. De Felice (Éd.), *Renzo De Felice. Scritti giornalistici. Volume primo. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977. Tomo II 3. Al Giornale di Montanelli (1974-1977)* (pp. 177-182). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016c). Il fascismo e gli intellettuali. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977 - Volume I - Tomo II* (pp. 3-7). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016d). Il governo cammina sempre sul filo. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977 - Volume I - Tomo II* (pp. 29-33). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016e). Il guardaroba del fascismo. Dans R. De Felice (Éd.), *Renzo De Felice. Scritti giornalistici. Volume primo. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977. Tomo II 3. Al Giornale di Montanelli (1974-1977)* (pp. 56-60). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016f). Il parlamento ha fatto bene? Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini. 1960-1974 - Volume I - Tomo I* (pp. 232-233). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016g). Intervista sul totalitarismo. Dans R. De Felice (Éd.), *Renzo De Felice. Scritti giornalistici. Volume primo. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977. Tomo II 3. Al Giornale di Montanelli (1974-1977)* (pp. 204-213). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016h). L'identikit del fascismo modello 1922 e modello 1973. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini. 1960-1974 - Volume I - Tomo I* (pp. 229-231). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016i). Le vecchie sorprese del fascismo perenne. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini. 1960-1974 - Volume I - Tomo I* (pp. 171-175). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016j). Msi, banca della sfiducia. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977 - Volume I - Tomo II* (pp. 66-72). Milan: Luni Editrice.
- De Felice, R. (2016k). Sperano solo nel grande crack. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini. 1960-1974 - Volume I - Tomo I* (pp. 165-167). Milan: Luni Editrice.

De Felice, R. (2016). Sperano solo nel grande crack. Dans R. De Felice (Éd.), *Renzo De Felice. Scritti giornalistici. Volume primo. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977. Tomo II 3. Al Giornale di Montanelli (1974-1977)* (pp. 165-167). Milan: Luni Editrice.

De Felice, R., & Chessa, P. (1995). *Rosso e Nero*. Milan: Baldini & Castoldi.

De Felice, R., & Chessa, P. (1999a). *Les Rouges et les Noirs Mussolini, la République de Salò et la Résistance, 1943-1945*. Genève: Georg.

De Felice, R., & Chessa, P. (1999b). *Les Rouges et les Noirs. Mussolini, la République de Salò et la Résistance, 1943-1945*. Genève: Georg.

De Felice, R., & Degli Esposti, G. (2016). I sacrestani della cultura. Dans R. De Felice (Éd.), *Renzo De Felice. Scritti giornalistici. Volume primo. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977. Tomo II 3. Al Giornale di Montanelli (1974-1977)* (pp. 113-118). Milan: Luni Editrice.

De Felice, R., & Ferrara, G. (2017a). De Felice: la Costituzione non è certo Colosseo. Dans R. De Felice (Éd.), *Renzo De Felice. Scritti giornalistici. Volume secondo. I nemici dello Stato di diritto 1984-1988. Tomo II* (pp. 166-169). Milan: Luni Editrice.

De Felice, R., & Ferrara, G. (2017b). « Le norme contro il fascismo? Sono grottesche, aboliamole. Dans G. Parlato & G. Podda (Éds.), *Renzo De Felice. Scritti giornalistici. Volume secondo. I nemici dello Stato di diritto 1984-1988. Tomo II* (pp. 162-165). Milan: Luni Editrice.

De Felice, R., & Furno, L. (2016). Renzo De Felice: appello, a non votare per il Pci. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977 - Volume I - Tomo II* (pp. 126-129). Milan: Luni Editrice.

De Felice, R., & Ledeen, M. A. (1975). *Intervista sul fascismo*. Rome; Bari: Laterza.

De Felice, R., & Ledeen, M. A. (1976). *Fascism : an informal introduction to its theory and practice*. New Brunswick, N.J.: Transaction Books.

De Felice, R., & Listri, F. (2016). La storia nel corridoio. Dans R. De Felice (Éd.), *Scritti giornalistici. Dagli Ebrei a Mussolini 1974-1977 - Volume I - Tomo II* (pp. 180-185). Milan: Luni Editrice.

- De Grado, A. (2012, 23 février). La izquierda totalitaria. *La Razón*. Repéré à https://www.larazon.es/historico/5820-la-izquierda-totalitaria-OLLA_RAZON_437336/
- de la Cierva, R. (1986). *Nueva y definitiva historia de la Guerra Civil*. Madrid: Epoca.
- de la Cierva, R. (1995). *No nos robarán la historia*. Boadilla del Monte: Ed. Fénix.
- de Lima Grecco, G. (2014). El control del libro durante el Primer Franquismo. *Diálogo*, 18(1), 361-380. <http://dx.doi.org/10.4025/dialogos.v18i1.850>
- De Luna, G. (1995, 23 mars). I bersagli di De Felice. *L'Unità*2, pp. 1-2.
- De Luna, G., & Revelli, M. (1995). *Fascismo, antifascismo : le idee, le identità*. Florence: La Nuova Italia.
- De Miguel, A. (1975). *Sociología del franquismo : análisis ideológico de los ministros del régimen : [1938-1974]*. Barcelone: Euros.
- De Miguel, A. (1977). La sociología del franquismo revisitada. *Papers. Revista de Sociologia*(6), 174-180. <http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v6n0.953>
- De Riquer, B. (2012, 26 mai). La larga sombra del revisionismo historiográfico. *El País*. Repéré à http://elpais.com/elpais/2012/05/11/opinion/1336763053_612230.html
- De Santa Olalla Saludes, P. M. Italy: from Tangentopoli to the new party system. *Miscelánea Comillas*, 74(145), 443-479.
- Dechezelles, S. (2008). Des partis et des jeunes. Les droites juvéniles dans l'Italie de Berlusconi. *Histoire@Politique*, 4(1). <http://dx.doi.org/10.3917/hp.004.0014>
- Dechezelles, S. p. (2020). Commémorer Mussolini, dénoncer le fascisme Mobilisations contraires et émotions contrastées dans un lieu de mémoire sensible (Predappio, Italie). *Sensibilités*, 7(1), 68-80. <http://dx.doi.org/10.3917/sensi.007.0068>
- Decreto de 1 de Abril de 1940, disponiendo se alcen Basílica, Monasterio y Cuartel de Juventudes, en la finca situada en las vertientes de la Sierra de Guadarrama (El Escorial), conocida por Cuelgamuros, para perpetuar la memoria de los caídos de nuestra gloriosa Cruzada, Fundación Nacional Francisco Franco (1940 1er avril).

Del Boca, A., Legnani, M., & Rossi, M. G. (Éds.). (1995). *Il regime fascista : storia e storiografia*. Rome: Laterza.

Del Palacio, J. (2019, 30 juillet). El bipartidismo imposible. *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/espana/2019/07/30/5d3f2754fdddf12438b456e.html>

del Rey, F. (2011). Por tierras de La Mancha. Apuntes sobre la violencia revolucionaria en la Guerra Civil española (1936-1939). *Alcores : revista de historia contemporánea*(11), 223-263.

del Rey, F. (2012). Revisionismos y anatemas. A vueltas con la II República. *Historia Social*(72), 155-172.

Del Rey, F. (2015). Por la república. La sombra del franquismo en la historiografía «progresista». *Studia historica. Historia contemporánea*, 33, 301-326.

Del Riego, C. (2021, 28 février). Aznar salió al balcón: se cumplen 25 años de la primera victoria del PP. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/politica/20210228/6261010/aznar-pp-victoria-elecciones-25-anos-aniversario.html>

del Río Morillas, M. A. (2013). *Los orígenes de Alianza Popular: entre el reformismo institucional y la extrema derecha neofranquista nacional-populista (1976–1979). Un estado de la cuestión*. (PhD). Disponible chez ProQuest Dissertations & Theses Full Text.

del Río Morillas, M. A. (2015). Los orígenes de Alianza Popular: entre el reformismo institucional y la extrema derecha neofranquista nacional-populista (1976–1979). Un estado de la cuestión. *Franquisme & Transició*(3), 301-333.

dell'Interno, M., & Servizi Informatici Elettorali, C. e. C. Eligendo: l'Archivio. Repéré le 9 août à <https://elezionistorico.interno.gov.it/>

Della Porta, D. (1996). The system of corrupt exchange in local government. Dans S. Gundle & S. Parker (Éds.), *The New Italian Republic : From the Fall of the Berlin Wall to Berlusconi* (pp. 221-233). Londres; New York: Routledge.

Della Porta, D. (2006). *Social movement, political violence and the state : a comparative analysis of Italy and Germany*. Cambridge: Cambridge University Press.

Della Porta, D., & Rossi, M. (1984). *Cifre crudeli : bilancio dei terrorismi italiani*. Bologne: Istituto di Studi e Ricerche Carlo Cattaneo.

Demicheli, T. (2004, 9 septembre). Moradiellos rebate en « 1936. Los mitos de la guerra civil » las tesis del polémico libro de Pío Moa. *ABC*, p. 54.

Demicheli, T. (2005, 12 octubre). « No es buena idea un museo de la represión o de la reconciliación en el Valle de los Caídos ». *ABC*, p. 58.

Department, S. R. (2011). Número de muertos en atentados terroristas del grupo ETA en España desde 1968 hasta 2010. Repéré le 14 juin à <https://es.statista.com/estadisticas/702588/victimas-mortales-en-atentados-terroristas-de-eta-espana-1968-2010/>

Di Nolfo, E. (1960). *Mussolini e la politica estera italiana 1919-1933*. Padova: CEDAM.

Díez, A. (2004, 26 février). Zapatero promete que España dará un giro "al centro y a la izquierda" si él gana. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2004/02/27/espana/1077836406_850215.html

Díez, A. (2019, 25 juillet). Sánchez pierde la investidura pero anuncia nuevas negociaciones. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2019/07/25/actualidad/1564087724_034503.html

Dobry, M. (2003). La thèse immunitaire face aux fascismes. Pour une critique de la logique classificatoire. Dans M. Dobry (Éd.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme* (pp. 17-67). Paris: A. Michel.

Documentación. (2021, 15 juillet). Terra Lliure abandona las armas. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/hemeroteca/20210715/7601812/terra-lliure-organizacion-terrorista-grupo-armado-erc-catalunya-independentismo-espana.html>

Dormagen, J.-Y. (1995). Au nom du nom. La fin du parti communiste italien et la naissance du parti de la refondation communiste. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 48(4), 75-90.

Dormagen, J.-Y. (2008a). Le Duce et l'état-major du fascisme: contribution à une sociologie de la domination charismatique. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55(3), 35-60.

Dormagen, J.-Y. (2008b). *Logiques du Fascisme. L'État Totalitaire en Italie*. Paris: Fayard.

Dossetti, G. (1995). *Scritti politici : 1943-1951*. Genova: Marietti.

Drake, R. (1984). The Red and the Black: Terrorism in Contemporary Italy. *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, 5(3), 279-298.

Drake, R. (2021). *The Revolutionary Mystique and Terrorism in Contemporary Italy* (NED - New edition, 2 éd.). Bloomington: Indiana University Press.

Droz, J. (2001). *Histoire de l'antifascisme en Europe (1923-1939)*. Paris: La Découverte.

Dufour, F. G. (2019). *La sociologie du nationalisme : relations, cognition, comparaisons et processus*. Montréal: Presses de l'Université du Québec.

Dufour, P., Nez, H., & Ancelovici, M. (2016). Conclusion: Place-Based Movements and Macro Transformations. Dans P. Dufour, H. Nez & M. Ancelovici (Éds.), *Street Politics in the Age of Austerity: From the Indignados to Occupy* (pp. 295-304). Amsterdam: Amsterdam University Press.

Duque, A. (2015, 14 octobre). La invención del centro. *ABC*, p. 3.

Duval, J. (2013). L'analyse des correspondances et la construction des champs. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 200(5), 110-123. <http://dx.doi.org/10.3917/arss.200.0110>

Ealham, C. (2007). Review Article: 'Myths' and the Spanish Civil War: Some Old, Some Exploded, Some Clearly Borrowed and Some Almost 'Blue'. *Journal of Contemporary History*, 42(2), 365-376. <http://dx.doi.org/10.1177/0022009407075769>

Ealham, C. (2013). The Emperor's New Clothes: 'Objectivity' and Revisionism in Spanish History. *Journal of Contemporary History*, 48(1), 191-202. <http://dx.doi.org/10.1177/0022009412461776>

Eatwell, R. (1996). On defining the 'Fascist Minimum': The centrality of ideology. *Journal of Political Ideologies*, 1(3), 303-319. <http://dx.doi.org/10.1080/13569319608420743>

EFE. (2007, 15 octobre). Mayor Oreja defiende la "extraordinaria placidez" del franquismo. *20 Minutos*. Repéré à <https://www.20minutos.es/noticia/290641/0/oreja/memoria/franquismo/?autoref=true>

EFE. (2009a, 30 mars). Corral denuncia "lamentable revisionismo" de la historia de Vidal y Losantos. *El Confidencial*. Repéré à

http://www.elconfidencial.com/archivo/2009/03/30/23_corral_denuncia_lamentable_revisionismo_historia_vidal.html

EFE. (2009b, 2 mai). La dictadura franquista no fue una época fascista, según FAES. *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/05/02/espana/1241257108.html>

EFE. (2016, 16 mars). Baltasar Garzón consigue 80.000 apoyos para exigir la creación de una Comisión de la Verdad. *Público*. Repéré à <https://www.publico.es/politica/baltasar-garzon-80-000-apoyos.html>

El combate por la historia. (2013, 11 janvier). *El País*. Repéré à http://elpais.com/elpais/2013/01/10/opinion/1357844372_024917.html

El Congreso aprueba la Ley de Memoria Histórica sin el apoyo del PP y de ERC. (2007, 31 octubre). *El País*. Repéré à https://elpais.com/elpais/2007/10/31/actualidad/1193822222_850215.html

El País. (1983, 18 février). Hechos principales en la historia de UCD. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/1983/02/19/espana/414457218_850215.html

El País. (2000a, 25 août). Convergència reclama al PP una "reparación histórica" de la figura de Lluís Companys. *El País*.

El País. (2000b, 26 août). El PP no cree que deba reparar la figura histórica de Companys. *El País*.

El País. (2012, 8 mai). No todo vale en la historia. *El País*. Repéré à https://elpais.com/elpais/2012/05/07/opinion/1336416785_974714.html

El País. (2013, 30 août). Nuevas Generaciones del PP, mucho Twitter y Francisco Franco. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2013/08/30/actualidad/1377867191_640233.html

El País. (2015a, 7 avril). La Real Academia de la Historia modificará la definición de Franco. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2015/04/07/actualidad/1428402974_723203.html

El País. (2015b, 19 novembre). Muere el historiador franquista Ricardo de la Cierva. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2015/11/19/actualidad/1447950708_710699.html

El País. (2016, 30 octubre). Mariano Rajoy, presidente del Gobierno tras 10 meses en funciones. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2016/10/29/actualidad/1477734852_101043.html

El País. (2018, 2 juin). Moción de censura: Sánchez, presidente. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2018/06/01/actualidad/1527833707_590950.html

El País. (2020, 10 janvier). Este es el nuevo Gobierno de Pedro Sánchez. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2020/01/10/actualidad/1578660300_909263.html

El País. (2023, 28 mai). Los resultados de la batalla electoral del 28M en las 12 comunidades autónomas. *El País*. Repéré à <https://elpais.com/espana/elecciones-autonomicas/2023-05-28/votos-y-resultados-elecciones-28m-por-comunidades.html>

Elias, N. (2013). *Studies on the Germans : power struggles and the development of habitus in the nineteenth and twentieth centuries*. Dublin: University College Dublin Press.

Elorduy, P. (2018, 24 octubre). Sophie Baby: “En los 70 se esperaba la guerra civil, la percepción era que habría un millón de muertos”. *El Salto*. Repéré à <https://www.elsaltodiario.com/cultura-de-la-transicion/entrevista-sophie-baby-mitos-transicion-violencia>

Encuentros digitales: Pío Moa. (2004, 22 octubre). *El Mundo*. Repéré à <http://www.elmundo.es/encuentros/invitados/2004/10/1278/index.html>

Engelhardt, H. T., & Caplan, A. L. (Éds.). (1989). *Scientific controversies : case studies in the resolution and closure of disputes in science and technology*. Cambridge: Cambridge University Press.

Escribano Hernández, J. (2011). Ricardo de la Cierva y de Hoces. Dans R. A. d. I. Historia (Éd.), *Diccionario Biográfico español*. Madrid: Real Academia de la Historia.

Espinosa Maestre, F. (2004). Nueve propuestas sobre la memoria historica. *Ebre* 38(2), 1-4.

Espinosa Maestre, F. (2005). *El fenómeno revisionista o Los fantasmas de la derecha española: [sobre la matanza de Badajoz y la lucha en torno a la interpretación del pasado]*. Badajoz: Los libros del Oeste.

Espinosa Maestre, F. (2006). *Contra el olvido: historia y memoria de la guerra civil*. Madrid: Planeta.

Espinosa Maestre, F. (2007). De saturaciones y olvidos. Reflexiones en torno a un pasado que no puede pasar. *Hispania Nova: Revista de historia contemporánea*(7).

Espinosa Maestre, F. (2009). El pasado como campo de batalla: lucha de memorias (2007-2008). De la Ley de Memoria Histórica a la iniciativa del juez Garzón. *Trípodos*(25), 101-110.

Espinosa Maestre, F. (2015). *Lucha de historias, lucha de memorias. España, 2002-2015*. Séville: Aconcagua Libros.

Espinosa Maestre, F., & Ledesma, J. L. (2012). La violencia y sus mitos. Dans Á. Viñas (Éd.), *En el combat por la historia. La República, la Guerra Civil, el franquismo* (pp. 475-497). Barcelone: Pasado y Presente.

Europa Press. (2011, 18 avril). Preston: 'Si se exageran los muertos republicanos se arrojan dudas sobre la Guerra Civil'. *El Mundo*. Repéré à <http://www.elmundo.es/elmundo/2011/04/18/valencia/1303140488.html>

Evans, R. J. (2017). Introduction: Debate – Public Memory, Political Violence and the Spanish Civil War. *Journal of Contemporary History*, 52(1), 118-120. <http://dx.doi.org/10.1177/0022009416678805>

Faber, S. (2007). The Debate about Spain's Past and the Crisis of Academic Legitimacy: The Case of Santos Juliá. *The Colorado Review of Hispanic Studies*, 5, 165-190.

Fanjul, S. (2014, 29 mai). Gonzalo Anes y el diccionario. *ABC*, p. 3.

Fella, S. (2006). From Fiuggi to the Farnesina: Gianfranco Fini's Remarkable Journey. *Journal of Contemporary European Studies*, 14(1), 11-23. <http://dx.doi.org/10.1080/14782800600617888>

Fernández Barbadillo, P. (2015, 20 novembre). Ricardo de la Cierva, la soledad de la verdad. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/cultura/historia/2015-11-20/pedro-fernandez-barbadillo-ricardo-de-la-cierva-la-soledad-de-la-verdad-77323/>

Fernández, F. (2021). *Translating the crisis : politics and culture in Spain after the 15M*. Londres; New York: Routledge.

Fernández, J. J. (2018, 21 novembre). El PP y Ciudadanos evitan condenar el franquismo en el Senado. *El Periódico*. Repéré à <https://www.elperiodico.com/es/politica/20181121/senado-votacion-mocion-condena-franquismo-7159453>

- Fernández Úbeda, J. (2017, 15 novembre). Federico Jiménez Losantos: "Sin la nación española, es imposible sostener un régimen constitucional español". *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/espana/2017-11-15/federico-jimenez-losantos-sin-la-nacion-espanola-es-imposible-sostener-un-regimen-constitucional-espanol-1276609184/>
- Fernández Úbeda, J. (2019, 5 juin). Jiménez Losantos: "Las víctimas del terrorismo han sido las más abandonadas porque molestan". *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/espana/2019-06-05/jimenez-losantos-las-victimas-del-terrorismo-han-sido-las-mas-abandonadas-porque-molestan-1276639706/>
- Ferrara, G. (1975a, 3 juillet). Il fascismo ? C'è il rischio di 'capirlo' troppo. *Il Giorno*.
- Ferrara, G. (1975b, 9 juillet). La pugnalata dello storico. *Il Giorno*.
- Ferrara, G., & De Felice, R. (2005). De Felice e il superamento dell'antifascismo. Dans F. Focardi (Éd.), *Le Guerra della memoria : la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi* (pp. 252-258). Bari: Laterza.
- Ferraresi, F. (1995, 24 mars). « Sull'Università falsificazioni di destra ». *La Stampa*, p. 22.
- Ferraresi, F. (1996). *Threats to democracy. The radical right in Italy after the war*. Princeton: Princeton University Press.
- Ferreira, C. (2019). Vox como representante de la derecha radical en España: un estudio sobre su ideología. *Revista Española de Ciencia Política*(51), 73-98.
- Fertilio, D. (1995, 11 janvier). De Felice e Tranfaglia, la guerra è finita. *Corriere della Sera*.
- Fiori, S. (1995a, 23 mars). 'Debole la difesa di De Felice'. *La Repubblica*.
- Fiori, S. (1995b, 7 mars). Imbroglia a destra. *La Repubblica*.
- Firpo, L. (1975, 18 juillet). Ristudiando il fascismo. *La Stampa*, p. 11.
- Fligstein, N., & McAdam, D. (2011). Toward a General Theory of Strategic Action Fields. *Sociological Theory*, 29(1), 1-26. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-9558.2010.01385.x>

Fligstein, N., & McAdam, D. (2012). *A theory of fields*. Oxford: Oxford University Press.

FNFF, R. (2018). Manifiesto por la Historia y la Libertad. Repéré le 19 mai 2020 à <https://fnff.es/comunicados/773630282/manifiesto-por-la-historia-y-la-libertad.html>

Focardi, F. (2005). *La guerra della memoria : la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*. Rome: Laterza.

Folli, S. (1995a, 2 septembre). De Felice Né rosso né nero. *Corriere della Sera*.

Folli, S. (1995b, 24 août). L'otto settembre di De Felice e Bocca. *Corriere della Sera*.

Fontana, J. (2000). Reflexiones sobre la naturaleza y las consecuencias del franquismo. Dans J. Fontana (Éd.), *España Bajo el Franquismo* (pp. 9-38). Barcelone: Crítica.

Fontana, J. (2010, 29 juin). Julio de 1936. *Público*. Repéré à <https://blogs.publico.es/dominiopublico/2108/julio-de-1936/>

Forlin, O. (2013). *Le fascisme : historiographie et enjeux mémoriels*. Paris: La Découverte.

Formenti, C. (1995, 29 octobre 1995). Mack Smith accusa: "De Felice antibritannico. *Corriere della Sera*.

Fournier, M. (2015). Sociologie des sciences. Dans J. Prud'homme, P. Doray & F. d. r. Bouchard (Éds.), *Sciences, technologies et sociétés de A à Z* (pp. 212-216). Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

Fracassi, C., & Gambino, M. (1994). *Berlusconi : una biografia non autorizzata : la vita, le amicizie, gli affari*. Rome: Libera informazione editrice.

Friedrich, C. J., & Brzezinski, Z. K. (1968). *Totalitarian dictatorship and autocracy* (2nd éd.). New York: Praeger.

Fuentes, J. F. (2005, 19 novembre). Para todos los gustos. *Cultural*, pp. 14-.

- Fuertes Muñoz, C. (2018). La recepción de la educación política franquista: actitudes ante las organizaciones juveniles falangistas. *Spagna Contemporanea*(53), 101-122.
- Gaeta, F. (1975, 27 juillet). Ceti emergenti e ceti sommersi. *Avanti!*, p. 5.
- Galán, J., Abad Liñán, J. M., & Alameda, D. (2018, 4 mai). El rastro mortal de las bandas terroristas que sacudieron Europa occidental. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2018/05/02/actualidad/1525259651_003772.html
- Galante Garrone, A. (1995, 25 avril). La nostra resistenza. *La Stampa*, p. 1; 12.
- Gallego-Díaz, S. (2001, 4 novembre). Raro patriotismo constitucional. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2001/11/04/domingo/1004848235_850215.html
- Gallerano, N. (1986). Critica e crisi del paradigma antifascista. Dans M. Argentieri (Éd.), *Fascismo e antifascismo negli anni della Repubblica* (pp. 106-133). Milan: F. Angeli.
- Gallerano, N. (1994). History and the Public Use of History. *Diogenes*, 42(168), 85-102. <http://dx.doi.org/10.1177/039219219404216807>
- Gallerano, N. (1999). *Le verità della storia : scritti sull'uso pubblico del passato*. Rome: Manifestolibri.
- Galli Della Loggia, E. (1996a). *La morte della patria : la crisi dell'idea di nazione tra Resistenza, antifascismo e Repubblica*. Rome: Laterza.
- Galli della Loggia, E. (1996b, 25 juin). Renzo De Felice intellettuale scomodo. Ha cambiato il volto del nostro '900. *Corriere della Sera*.
- Galli della Loggia, E. (2005). Presidente, parliamo della patria. Dans F. Focardi (Éd.), *La guerra della memoria* (pp. 322-325). Rome: Laterza.
- Galli, G. (1986). *Storia del partito armato*. Milan: Rizzoli Editore.
- Garcia Agustín, Ó., & Raftopoulos, M. (2021). The Catalan Way to Independence and the Spanish–Catalan Conflict. Dans Ó. Garcia Agustín (Éd.), *Catalan Independence and the Crisis of Sovereignty* (pp. 3-29). Cham, Suisse: Palgrave Macmillan.

- García Cárcel, R. (2014, 1er novembre). Franco más allá de los prejuicios. *Cultural*, pp. 12-13.
- García, L. B. (2021, 14 avril). Menciones a la II República en el Congreso: Vox ve un "régimen criminal" que provocó la Guerra Civil. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/politica/20210414/6744161/referencias-ii-republica-congreso-abascal-rebate-sanchez-alegato-franquista-guerra-civil.html>
- Garea, F. (2015, 21 décembre). Gana el PP, sin votos para gobernar. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2015/12/20/actualidad/1450627692_212116.html
- Garea, F. (2016, 3 mai). El Rey firma el decreto de convocatoria de nuevas elecciones para el 26 de junio. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2016/05/03/actualidad/1462259176_031391.html
- Gattei, S. (2009). *Karl Popper's philosophy of science : rationality without foundations*. New York: Routledge.
- Gauthier, É., & Gingras, Y. (2015). Controverse. Dans P. Doray, F. d. r. Bouchard & J. Prud'homme (Éds.), *Sciences, technologies et sociétés de A à Z* (pp. 63-65). Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Gay, N. (2008, 23 mai). Pío Moa: "El PSOE y ETA tienen muchas cosas en común". *El Confidencial*. Repéré à https://www.elconfidencial.com/cultura/2008-05-23/pio-moa-el-psoe-y-eta-tienen-muchas-cosas-en-comun_497302/
- Gentile, E. (1998). Mussolini's charisma. *Modern Italy*, 3(2), 219-235.
- Gentile, E. (2003a). *Renzo De Felice : lo storico e il personaggio*. Rome: Laterza.
- Gentile, E. (2003b). *The struggle for modernity : nationalism, futurism and fascism*. Westport: Praeger.
- Gentile, E. (2004). *La voie italienne au totalitarisme : le parti et l'État sous le régime fasciste*. Monaco: Éditions du Rocher.
- Germinario, F. (1999). *L'altra memoria : l'estrema destra, Salò e la Resistenza*. Turin: Bollati Boringhieri.

- Gibelli, A. (2011). *Berlusconi, ou, La démocratie autoritaire*. Paris: Belin.
- Giddens, A. (1979). *Central problems in social theory : action, structure, and contradiction in social analysis*. Berkeley: University of California Press.
- Gil, A. (2016, 6 octobre). Podemos y la hipótesis populista: “los que faltan” y el “pueblo organizado”. *El Diario*. Repéré à https://www.eldiario.es/politica/podemos-reformula-hipotesis-populismo_1_3802622.html
- Gil, A. (2018, 16 novembre). Ser constitucionalista es condenar el franquismo. *El Diario*. Repéré à https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/constitucionalista-condenar-franquismo_129_1835161.html
- Gil, D. (2000, 23 octobre). Recuerdos contra el fascismo. *El País*.
- Gil Robles, J. M. a. (1968). *No fue posible la paz*. Barcelona: Ariel.
- Giner, S. (1977). Algunas Acotaciones al Análisis del Franquismo según Amando de Miguel. *Papers. Revista de Sociologia*, 6, 149-156.
- Gingras, Y. (2000). Pourquoi le "programme fort" est-il incompris?
- Gingras, Y. (2013a). *Sociologie des sciences* (1re éd.. éd.). Paris: Paris : Presses universitaires de France.
- Gingras, Y. (2013b). *Sociologie des sciences* (Deuxième édition.. éd.). Paris: Presses universitaires de France.
- Gingras, Y. (2014a). *Controverses: accords et désaccords en sciences humaines et sociales*. Paris: CNRS Éditions.
- Gingras, Y. (2014b). Introduction. Les dynamiques des controverses en sciences sociales et humaines. Dans Y. Gingras (Éd.), *Controverses : accords et désaccords en sciences humaines et sociales* (pp. 7-33). Paris: CNRS Éditions.
- Gingras, Y. (Éd.). (2014c). *Controverses: accords et désaccords en sciences humaines et sociales*. Paris: CNRS Éditions.

Ginsborg, P. (1990). *A history of contemporary Italy : society and politics : 1943-1988*. Londres: Penguin Books.

Giordano, B. (2000). Italian regionalism or 'Padanian' nationalism — the political project of the Lega Nord in Italian politics. *Political Geography*(19), 445-471.

Giordano, G. (2017). La denuncia di un tradimento: Il "Manifesto degli intellettuali antifascisti". // *pensiero italiano. Rivista di studi filosofici*, 1(1), 37-50.

Giovagnoli, A., & Mazéas, C. S. (2010). Penser l'affaire Aldo Moro : un tournant dans l'histoire de la République ? *L'Italie des années de plomb* (pp. 178-191). Paris: Autrement.

Giuffrida, A. (2022a, 22 octobre). Far-right leader Giorgia Meloni sworn in as Italy's prime minister. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/world/2022/oct/22/far-right-leader-giorgia-meloni-sworn-in-as-italys-prime-minister>

Giuffrida, A. (2022b, 11 août). Scepticism over Giorgia Meloni's claim 'fascism is history' in Italian far right. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/11/scepticism-over-giorgia-melonis-claims-fascism-is-history-in-italian-far-right>

Gobernación, E. E.-M. d. I. (1939). *Dictamen de la Comisión sobre ilegitimidad de poderes actuantes en 18 de julio de 1936*. Madrid: Editora Nacional.

Goffman, E. (1959). *The Presentation of Self in Everyday Life*. Garden City, NY: Anchor Books.

Goffman, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne*. Paris: Editions de Minuit.

Goffman, E. (1986). *Frame analysis: An Essay on the organization of experience* Boston: Northeastern University Press.

Goglia, L., Moro, R., & Fiorentino, F. (Éds.). *Renzo De Felice : studi e testimonianze*. Roma: Edizioni di storia e letteratura.

Gómez Bravo, G., & Marco, J. (2011). *La obra del miedo : violencia y sociedad en la España franquista (1936-1950)*. Barcelone: Ediciones Península.

- González Calleja, E. (2004). De campos, cárceles y checas. Maneras de ver la represión durante la Guerra Civil y la posguerra. [Una inmensa prisión. Los campos de concentración y las prisiones durante la Guerra Civil y el franquismo, Carme Molinero, Margarida Sala, Jaume Sobrequés; Checas de Madrid. Las cárceles republicanas al descubierto, César Vidal]. *Revista de libros de la Fundación Caja Madrid*(87), 6-8.
- González Calleja, E. (2011). *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*. Madrid: Alianza.
- González Calleja, E. (2013). « Récupération de la mémoire » et législation en Espagne. Chronique des controverses politiques et académiques. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 111 - 112(3), 5-16. <http://dx.doi.org/10.3917/mate.111.0005>
- González Calleja, E. (2015). La violence sous la Seconde République espagnole. Une question politique. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 127(3), 85-99. <http://dx.doi.org/10.3917/ving.127.0085>
- González Calleja, E. (2017). Tendencias y controversias de la historiografía sobre la política en la Segunda República española. *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*(52), 23-55.
- González Calleja, E., & Sánchez Pérez, F. (2018). Revisando el revisionismo. A propósito del libro 1936. Fraude y violencia en las elecciones del frente popular. *Historia Contemporánea*(58), 851-881.
- González Cuevas, P. C. (2001). Las tradiciones ideológicas de la extrema derecha española. *Hispania : Revista Española de historia*, 61(207), 99-142.
- González Cuevas, P. C. (2005). Fascismo y Franquismo. *Razón española : Revista bimestral de pensamiento*(132), 85-92.
- González Cuevas, P. C. (2006). Ortega y Gasset y las derechas españolas. *Alcores : revista de historia contemporánea*(1), 259-287.
- González Cuevas, P. C. (2007a). La derecha tecnocrática. *Historia y política : Ideas, procesos y movimientos sociales*(18), 23-48.
- González Cuevas, P. C. (2007b). Maurice Barrès y España. *Historia Contemporánea*(34), 201-224.
- González Cuevas, P. C. (2008a). El revisionismo histórico europeo. *Alcores : revista de historia contemporánea*(6), 277-305.

González Cuevas, P. C. (2008b). ¿Revisionismo histórico en España? *El Catoblepas*(82), 14.

González Cuevas, P. C. (2009a). Recuperar y rectificar. *El Catoblepas*(84), 10.

González Cuevas, P. C. (2009b). Renzo de Felice y Geoge L. Mosse: fascismo y revisionismo histórico europeo. *Razón española : Revista bimestral de pensamiento*(154), 135-162.

González Cuevas, P. C. (2009c). Renzo de Felice. Una semblanza intelectual. *La Razón histórica : revista hispanoamericana de historia de las ideas políticas y sociales*(6), 61-69.

González Cuevas, P. C. (2010). La historia de las derechas a la luz del revisionismo histórico. *Memoria y civilización : anuario de historia*(13), 77-98.

González Cuevas, P. C. (2011a). Miseria de la memoria histórica. *El Catoblepas*(116), 13.

González Cuevas, P. C. (2011b). Politique d'abord : respuesta al señor Ismael Saz Campos. *Historia del Presente*(18), 87-92.

González Cuevas, P. C. (2011c). Revisionismo histórico y escuela del resentimiento: dos visiones de la historia de las derechas españolas durante la crisis de la Restauración y la II República. *Razón española : Revista bimestral de pensamiento*(165), 19-50.

González Cuevas, P. C. (2012). De la irrelevancia del fascismo en España. Dans M. Álvarez Tardío & F. Del Rey Reguillo (Éds.), *El laberinto republicano*

la democracia española y sus enemigos (1931-1936) (pp. 419-444). Barcelone: RBA Libros.

González Cuevas, P. C. (2013a). En torno a una memoria distorsionada : la memoria de Anson. *Razón española : Revista bimestral de pensamiento*(177), 7-26.

González Cuevas, P. C. (2013b). La ira roja. *El Catoblepas*(140), 3.

González Cuevas, P. C. (2015a). El revisionismo histórico y los Guardianes de la Historia. *El Catoblepas*(162).

- González Cuevas, P. C. (2015b). Stanley G. Payne y la historia de España. *Alcores : revista de historia contemporánea*(19), 231-254.
- González Cuevas, P. C. (2016a). *Estudios revisionistas sobre las derechas españolas*. Salamanca: Universidad de Salamanca.
- González Cuevas, P. C. (2016b). Historia de España, derechas y fascismo en la obra de Stanley George Payne. *El Catoblepas*(171), 8.
- González Cuevas, P. C. (2017). Ernst Nolte en el contexto del revisionismo histórico europeo. *Razón española : Revista bimestral de pensamiento*(204), 15-36.
- González Cuevas, P. C. (2018a, 26 juin). Alberto Reig Tapia: el delator historiográfico. *La Crítica*. Repéré à <https://lacritica.eu/noticia/1488/pedro-gonzalez-cuevas/alberto-reig-tapia:-el-delator-historiografico.html>
- González Cuevas, P. C. (2018b). Ricardo de la Cierva: de guardián de la historia a historiador erradicado. *El Catoblepas*(183).
- González Cuevas, P. C. (2019a, 20 février). La guerras privadas de Viñas contra Franco. *El Español Digital. La Verdad sin Complejos*. Repéré à <https://www.xn--elesaoldigital-3qb.com/la-guerras-privadas-de-vinas-contra-franco/>
- González Cuevas, P. C. (2019b). Manuel Tuñón de Lara: marxismo, historiografía y redes de influencia universitaria. *Aportes : Revista de historia contemporánea*, 34(99), 7-53.
- González Cuevas, P. C. (2020, 6 février). Patrioterismo constitucional. *El Correo de España*. Repéré à <https://elcorreodeespana.com/politica/858423971/Patrioterismo-constitucional-Por--Pedro-Carlos-Gonzalez-Cuevas.html>
- González, M. (2019, 29 avril). Vox entra en el Congreso con 24 escaños, pero se queda lejos de sus expectativas. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2019/04/28/actualidad/1556467382_150442.html
- González, M. (2023, 24 juillet). Abascal culpa a Feijóo del “fracaso de la alternativa” por desmovilizar al electorado de derechas. *El País*. Repéré à <https://elpais.com/espana/elecciones-generales/2023-07-23/abascal-culpa-a-feijoo-del-fracaso-de-la-alternativa-por-desmovilizar-al-electorado-de-derechas.html>

- González, M. (2022). *Vox S. A. : el negocio del patriotismo español* (Primera edición. éd.). Barcelona: Península.
- González Sáez, J. M. (2012). La violencia política de la extrema derecha durante la transición española (1975-1982). Dans C. Navajas Zubeldia & D. Iturriaga Barco (Éds.), *Coetánea: III Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo* (pp. 365-376). Logroño: Universidad de la Rioja.
- Gooding, D. (1990). *Experiment and the making of meaning : human agency in scientific observation and experiment*. Dordrecht: Kluwer Academic Publishers.
- Gorton, W. A. (2006). *Karl Popper and the social sciences*. Albany: State University of New York Press.
- Gouesbier, Y. (2007). *La maison de sable : histoire et politique en Italie, de Benedetto Croce à Renzo De Felice*. Rome: Ecole française de Rome.
- Gramsci, A. (1983). On fascism. Dans D. Beetham (Éd.), *Marxists in face of fascism : writings by Marxists on fascism from the inter-war period* (pp. 82-87). Manchester: Manchester University Press.
- Graziani, R. (1950). *Ho difeso la patria*. Milan: Garzanti.
- Gregor, A. J. (1978). Professor Renzo De Felice and the Fascist Phenomenon. [Mussolini il duce: gli anni del consenso, 1929-1936., Renzo De Felice; Fascism: An Informal Introduction to Its Theory and Practice., Renzo De Felice]. *World Politics*, 30(3), 433-449. <http://dx.doi.org/10.2307/2009874>
- Grele, R. J., & Terkel, S. (1991). *Envelopes of sound : the art of oral history*. New York; Londres: Praeger.
- Griffin, R. (Éd.). (1998). *International Fascism: Theories, Causes and the New Consensus*. Oxford: Oxford University Press.
- Guasch, A. (2019, 25 avril). Bipartidismo: un sistema en horas bajas. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/vida/junior-report/20190423/461818508054/bipartidismo-elecciones-generales-espana.html>
- Guereña, J.-L. (2011). Archivos y memoria de la Guerra Civil. En torno al « Archivo de Salamanca ». *Amnis*(2). <http://dx.doi.org/10.4000/amnis.1521>

- Gunther, R., & Hopkin, J. (2002). A crisis of institutionalization: the collapse of the UCD in Spain. Dans R. Gunther & J. R. Montero (Éds.), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges* (pp. 191-230). Oxford: Oxford University Press.
- Gunther, R., & Montero, J. R. (2016). Partis, système de partis et élections. Dans H. Peres & C. Roux (Éds.), *La démocratie espagnole. Institutions et vie politique* (pp. 103-134). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Gúzman, C. (2013, 28 mai). Toque de atención de Israel al Gobierno del PP por el homenaje en Cataluña a la División Azul. *El Plural*. Repéré à <https://www.elplural.com/politica/espana/toque-de-atencion-de-israel-al-gobierno-del-pp-por-el-homenaje-en-cataluna-a-la-division-azul> 59910102
- Guzmán, C. (2012, 29 janvier). Multitudinario apoyo a Baltasar Garzón en Madrid. *El Plural*. Repéré à <https://www.elplural.com/politica/multitudinario-apoyo-a-baltasar-garzon-en-madrid> 46948102
- Guzmán, C. (2013, 25 août). La líder de NNGG califica de "bochornoso" e "indignante" no los gestos fascistas, sino las críticas. *El Plural*.
- Habermas, J. (1988a). Lettre au courrier des lecteurs du « Frankfurter Allgemeine Zeitung » (11 août 1986) *Devant l'Histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi* (pp. 77-79). Paris: Les Éditions du Cerf.
- Habermas, J. (1988b). Une Manière de Liquider les Dommages. Les Tendances Apologétiques dans l'Historiographie Contemporaniste Allemande *Devant l'Histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi* (pp. 47-59). Paris: Les Éditions du Cerf.
- Habermas, J. (1999). De l'usage public de l'histoire. La vision officielle que la République fédérale a d'elle-même est en train d'éclater *Écrits politiques : culture, droit, histoire* (pp. 247-260). Paris: Flammarion.
- Hacking, I. (2012). Introductory essay. Dans T. Kuhn (Éd.), *The Structure of Scientific Revolutions. With an Introductory Essay by Ian Hacking* (pp. vii-xxxvii). Chicago: University of Chicago Press.
- Hadden, R. W. (2009). *Sociological theory : an introduction to the classical tradition*. Toronto: University of Toronto Press.

- Hage, J. (2010). Les éditeurs de gauche et la lutte armée en Italie (1966-1979) *L'Italie des années de plomb* (pp. 98-111). Paris: Autrement.
- Halbwachs, M. (1968). *La mémoire collective* pref. de Jean Duvignaud. Introd. de J. Michel Alexandre. 2e ed. rev. et augm. Paris: Presses universitaires de France.
- Hamilton, P., & Shopes, L. (2008). *Oral history and public memories*. Philadelphie: Temple University Press.
- Hernández, F. (1977). De Miguel, Amando. *Sociología del franquismo*. 1977, 6, 4.
<http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v6n0.950>
- Hernández García, A. (1984). *La represión en la Rioja durante la guerra civil*. Logroño: Antonio Hernández García.
- Hernández Huerta, J. L., Martín González, M., & Moa, P. (2004). Charla con Pío Moa. *Foro de Educación*(4), 95-100.
- Herrero Balsa, G., & Hernández García, A. (1982). *La represión en Soria durante la guerra civil*. Soria: Gregorio Herrero Balsa.
- Heurtebize, F. d. r. (2014). *Le péril rouge Washington face à l'eurocommunisme*. Paris: Presses universitaires de France.
- Hilberg, R. (1961). *The destruction of the European Jews*. London: Allen.
- Hilberg, R. (1992). *Perpetrators victims bystanders : the jewish catastrophe 1933 -1945*. New York: Harper Collins.
- Hildebrand, K. (1988). L'ère des tyrans. Histoire et politique: les gestionnaires de l'*Aufklärung*, les risques encourus par la science et le confort propre à l'idéologie. Une réplique à Jürgen Habermas *Devant l'Histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi* (pp. 67-73). Paris: Les Éditions du Cerf.
- Hilwig, S. J. (2009). *Italy and 1968 : youthful unrest and democratic culture*. Houndmills; Basingstoke; Hampshire: Palgrave Macmillan.

Historia de los GRAPO: asesinatos, secuestros y extorsión. (2012, 19 juillet). *El Confidencial*. Repéré à <https://www.elimparcial.es/noticia/107935/nacional/historia-de-los-grapo:-asesinatos-secuestros-y-extorsion-.html>

HuffPost, R. (2020, 27 mai). ¿Qué es el FRAP? *HuffPost*. Repéré à https://www.huffingtonpost.es/entry/que-es-el-frap_es_5e3e3e44c5b6af633ec30fbd

Ibárruri, D. (1966). *They shall not pass : the autobiography of La Pasionaria*. New York: International Pub.

Ignazi, P. (1989). *Il Polo escluso : profilo del Movimento sociale italiano*. Bologne: Il Mulino.

Ignazi, P. (1995). *Postfascisti? : dal Movimento sociale italiano ad Alleanza nazionale*. Bologne: Il Mulino.

Ignazi, P. (2005). Legitimation and Evolution on the Italian Right Wing: Social and Ideological Repositioning of Alleanza Nazionale and the Lega Nord. *South European Society and Politics*, 10(2), 333-349. <http://dx.doi.org/10.1080/13608740500135058>

Ignazi, P. (2018). *I partiti in Italia dal 1945 al 2018*. Bologne: Il Mulino.

III Congreso Nacional de Alianza Popular. (1980). *Revista de Derecho Político*(6), 217-226.

. Il "contromanifesto" crociano. (1958). Dans E. R. Papa (Éd.), *Storia di due manifesti. Il fascismo e la cultura italiana* (pp. 92-102). Milan: Feltrinelli.

«Il fascismo è ancora vivo». L'inglese Mack Smith è contro De Felice. (1987, 29 décembre). *Stampa Sera*, p. 1.

Il manifesto degli intellettuali del Fascismo. (1925, 21 avril). *Il Popolo d'Italia*, p. 1.

. Il manifesto degli intellettuali del fascismo. (1958). Dans E. R. Papa (Éd.), *Storia di due manifesti. Il fascismo e la cultura italiana* (pp. 59-69). Milan: Feltrinelli.

Interior, G. d. E.-M. d. Consulta de resultados electorales. Repéré le 23 janvier à <http://www.infoelectoral.mir.es/infoelectoral/min/home.html>

- Izquierdo, J. M. (2010, 29 août). Pío Moa. El historiador de la casquería. *El País*. Repéré à http://elpais.com/diario/2010/08/29/domingo/1283053957_850215.html
- Izquierdo Martín, J. (2014). «Que los muertos entierren a sus muertos». Narrativa redentora y subjetividad en la España postfranquista. *Pandora: revue d'études hispaniques*(12), 43-63.
- Izquierdo Martín, J. (2017). Memoria normalizada: 1936 en la España de la impunidad. *Rey Desnudo: Revista de Libros*, 6(11), 118-134.
- Izquierdo Martín, J. (2018). Ante el desafío de la memoria: ¿disciplina o pluralismo interpretativo? *Ayer*, 111(3), 333-347.
- Jackson, G. (1965). *The spanish republic and the civil war, 1931-1939*. Princeton: Princeton University Press.
- Jannessari, S. (2019, 16 novembre). The Left Will Govern Spain, but the Far-Right Is the Real Winner. *Foreign Policy*. Repéré à <https://foreignpolicy.com/2019/11/16/spain-election-vox-far-right-socialists-winner/>
- Jiménez, J. L. (2008, 9 octobre). El PP condena la Dictadura en una propuesta trampa de PSOE y BNG para obviar la crisis. *ABC*, p. 24.
- Jiménez Losantos, F. (1999). Las brigadas de Stalin en España. *La Ilustración liberal : revista española y americana*(1).
- Jiménez Losantos, F. (2018a, 26 janvier). Cheka de la verdad. *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/opinion/2018/01/26/5a6a458746163fc6148b4669.html>
- Jiménez Losantos, F. (2018b). *Memoria del comunismo. De Lenin a Podemos*. Madrid: La Esfera de los Libros.
- Jiménez Losantos, F. (2019, 7 octobre). Vox tiene mucha razón. *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/opinion/2019/10/07/5d9a24e021efa0a63c8b470b.html>
- Juliá Díaz, S. (2006). Bajo el imperio de la memoria. *Revista de Occidente*(302-303), 7-20.
- Juliá Díaz, S. (2010). Por la autonomía de la historia. *Claves de razón práctica*(207), 8-19.

- Juliá, S. (1979). *Orígenes del frente popular en España (1934-1936)*. Madrid: Siglo Veintiuno Editores.
- Juliá, S. (1990). *Manuel Azaña : una biografía política : del Ateneo al Palacio Nacional*. Madrid: Alianza Editorial.
- Juliá, S. (1996, 20 juillet). Saturados de memoria. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/1996/07/21/espana/837900021_850215.html
- Juliá, S. (2003a). Echar al olvido: Memoria y amnistía en la transición. *Claves de Razón Práctica*(129), 14-25.
- Juliá, S. (2003b). Últimas noticias de la Guerra Civil. *Revista de libros*(81).
- Juliá, S. (2010a, 25 juin). Duelo por la República Española. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2010/06/25/opinion/1277416811_850215.html
- Juliá, S. (2010b). Por la autonomía de la historia. *Claves de Razón Práctica*(207), 8-19.
- Juliá, S. (2010c). Sobre violencia revolucionaria. Respuesta a Josep Fontana. Repéré à https://www.tendencias21.net/espana/Sobre-violencia-revolucionaria-Respuesta-a-Josep-Fontana_a22.html
- Juliá, S. (2011a). *Elogio de historia en tiempo de memoria*. Madrid: Marcial Pons.
- Juliá, S. (2011b). Y los políticos recuperan la memoria. Dans S. Juliá (Éd.), *Elogio de historia en tiempo de memoria* (pp. 143-178). Madrid: Marcial Pons.
- Juliá, S. (Éd.). (1999). *Victimas de la guerra civil y del franquismo*. Madrid: Temas de Hoy.
- Junquera, N. (2013, 17 mai). IU pide explicaciones al Gobierno por el homenaje a la División Azul. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2013/05/17/actualidad/1368794218_967476.html
- Kautsky, K. (1983). Methods and aims of the struggle against fascism. Dans D. Beetham (Éd.), *Marxists in the Face of Fascism* (pp. 272-273). Manchester: Manchester University Press.

- Keeley, G. (2008, 4 mai). Spanish speakers fight to save their language as regions have their say. *The Guardian*. Repéré à https://www.theguardian.com/world/2008/may/04/spain?CMP=gu_com
- Kershaw, I. (1997). *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*. Paris: Gallimard.
- Koselleck, R. (1985). *Futures past : on the semantics of historical times*. Cambridge, Massachusetts; Londres: The MIT Press.
- Kuhn, T. (1970). Logic of Discovery or Psychology of Research? Dans I. Lakatos & A. Musgrave (Éds.), *Criticism and the growth of knowledge* (pp. 1-23). Cambridge: Cambridge University Press.
- Kuhn, T. S. (1983). *La Structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion.
- Kuhn, T. S. (2012). *The Structure of Scientific Revolutions. With an Introductory Essay by Ian Hacking*. Chicago: University of Chicago Press.
- Lago Peñas, I., & Lago Peñas, S. (2000). El sistema electoral español: una cuantificación de sus efectos «mecánico» y «psicológico». *Revista de Estudios Políticos*(107), 225-250.
- Laínz, J. (2018, 9 mars). El porqué del totalitarismo izquierdista. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/cultura/historia/2018-03-09/jesus-lainz-el-porque-del-totalitarismo-izquierdista-84582/>
- Lakatos, I., & Musgrave, A. (Éds.). (1970). *Criticism and the growth of knowledge*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Lal, B. B. (1997). Ethnic Identity Entrepreneurs: Their Role in Transracial and Intercountry Adoptions. *Asian and Pacific Migration Journal*, 6(3-4), 385-413. <http://dx.doi.org/10.1177/011719689700600307>
- Las marchas de apoyo a Garzón se convierten en un homenaje a las víctimas del franquismo. (2010, 24 avril). *El País*. Repéré à https://elpais.com/elpais/2010/04/24/actualidad/1272097017_850215.html
- Lazar, M. (2017). Le terrorisme en Italie et en France. Questions de recherche. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 134(2), 37. <http://dx.doi.org/10.3917/ving.134.0037>

Lazar, M., & Matard-Bonucci, M.-A. (2010). Les années de plomb en Italie : quelques grands repères chronologiques *L'Italie des années de plomb* (pp. 409-416). Paris: Autrement.

Lázaro, J. M. (2012, 10 février). Garzón dice adiós a la carrera judicial al ser condenado a 11 años de inhabilitación. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2012/01/23/actualidad/1327315561_578421.html

Le Quang, G. (2014). Les années de plomb en Italie : la peur, miroir de la violence politique. *Storicamente*(10), 1-31. <http://dx.doi.org/10.12977/stor558>

Ledeen, M. A. (1976). Introduction. Dans R. D. Felice & M. A. Ledeen (Éds.), *Fascism an informal introduction to its theory and practice* (pp. 7-20). New Brunswick, N. J: Transaction.

Ledesma, J. L. (2009). Del pasado oculto a un pasado omnipresente: Las violencias en la Guerra Civil y la historiografía reciente. *Jerónimo Zurita. Revista de Historia*(84), 163-188.

Ledesma, J. L. (2012). El Diccionario Biográfico Español, el pasado y los historiadores. *Ayer*, 88(4), 247-265.

Lemieux, C. (2007). À quoi sert l'analyse des controverses ? *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 25(1), 191-212.

Levi, P. (1988). *Si c'est un homme*. Paris: Julliard.

Ley 1/1977, de 4 de enero, para la Reforma Política, Boletín Oficial del Estado, 1/1977 Stat. (1977).

Ley 20/2022, de 19 de octubre, de Memoria Democrática, Boletín Oficial del Estado, 20/2022 Stat. (2022).

Ley 46/1977, de 15 de octubre, de Amnistía, Boletín Oficial del Estado, 46/1977 Stat. (1977 17 octubre).

Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura, Boletín Oficial del Estado, 52/2007 Stat. (2007).

- Linz, J. J. (1964). An Authoritarian Regime: Spain. Dans E. Allardt & Y. Littunen (Éds.), *Cleavages, Ideologies and Party Systems. Contributions to Comparative Political Sociology* (pp. 291-341). Helsinki: Westermarck Society.
- Linz, J. J. (1976). Some Notes Toward a Comparative Study of Fascism in Sociological Historical Perspective. Dans W. Laqueur (Éd.), *Fascism a reader's guide-analyses, interpretations, bibliography* (pp. 3-121). Berkeley: University of California Press.
- Linz, J. J. (1978a). Una interpretación de los regímenes autoritarios. *Papers. Revista de Sociologia*, 8, 11-26. <http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v8n0.987>
- Linz, J. J. (1978b). *Una interpretación de los regímenes autoritarios* (Vol. 8).
- Linz, J. J. (2006). *Régimes totalitaires et autoritaires*. Paris: Armand Colin.
- López Alba, G. (2011, 2 avril). La 'era Zapatero'. Una llegada y un adiós prematuros. *Público*. Repéré à <https://www.publico.es/espana/zapatero-llegada-y-adios-prematuros.html>
- López Nieto, L. (2009). 20 años del Partido Popular : del aislamiento al liderazgo. *Cuadernos de Pensamiento Político*(24), 175-198.
- López Vega, A. (2020, 13 avril). Muere Carlos Seco Serrano, el decano de los historiadores españoles. *El País*. Repéré à <https://elpais.com/cultura/2020-04-13/muere-carlos-seco-serrano-el-decano-de-los-historiadores-espanoles.html>
- López Villaverde, Á. L. (2014). La cultura de la memoria. Nuevo balance bibliográfico. *Studia historica. Historia contemporánea*(32), 263-283.
- Losurdo, D. (2006). *Le révisionnisme en histoire : problèmes et mythes*. Paris: Albin Michel.
- Lytelton, A. (1975, 29 juin). E il fascista inglese ha risposto così. *L'Espresso*.
- Machamer, P. K., Pera, M., & Baltas, A. (2000). Scientific controversies: an introduction. Dans P. K. Machamer, M. Pera & A. Baltas (Éds.), *Scientific controversies : philosophical and historical perspectives* (pp. 3-17). New York: Oxford University Press.

- Mack Smith, D., & Ledeen, M. A. (1976). *Un monumento al duce? Contributo al dibattito sul fascismo*. Florence: Guaraldi.
- Mahoney, J. (2000). Path Dependence in Historical Sociology. *Theory and Society*, 29(4), 507-548.
- Malefakis, E. (1970). *Agrarian Reform and Peasant Revolution in Spain*. New Haven; Londres: Yale University Press.
- Manacorda, G. (1965). Recensione di Mussolini il rivoluzionario 1883-1920, di Renzo De Felice. *Studi Storici*, 6(2), 369-376.
- Manetto, F. (2014, 15 novembre). Pablo Iglesias promete acabar con el “régimen” de la Transición. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2014/11/15/actualidad/1416044494_928494.html
- Manifiesto 'Democracia Real Ya'. (2011, 17 mai). *El Periódico*. Repéré à <https://www.elperiodico.com/es/politica/20110517/manifiesto-democracia-real-1009708>
- Mann, M. (2004). *Fascists*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Marco, J. (2017). Francoist Crimes: Denial and Invisibility, 1936–2016. *Journal of Contemporary History*, 52(1), 157-163. <http://dx.doi.org/10.1177/0022009416678811>
- Marco, J. M. (2004, 13 juillet). Sobre el revisionismo histórico, Carta al director. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2004/07/14/opinion/1089756008_850215.html
- Marea, L. (2023, 3 janvier). La nostalgia que perdura en el PP por los símbolos franquistas. *La Marea*. Repéré à <https://www.lamarea.com/2023/01/03/la-nostalgia-que-perdura-en-el-pp-por-los-simbolos-franquistas/>
- Mariele, M., Corrado, S., & Daniela, V. (2019). A cinquant'anni dalla strage di Piazza Fontana. Riflessioni. *Rivista di studi e ricerche sulla criminalità organizzata*, 5(4). <http://dx.doi.org/10.13130/cross-13094>
- Marrero, V. (1961). *La guerra española y el trust de cerebros*. Madrid: Ediciones Punta Europa.

- Martí, R. (2021, 3 mai). La ley electoral española, ¿cómo funciona y por qué hay quien quiere cambiarla? *Esquire*. Repéré à <https://www.esquire.com/es/actualidad/a15920711/reforma-ley-electoral-espana/>
- Martín, J. L. (2012). Evolución política en la zona republicana. La difícil unidad ante una guerra adversa. Dans Á. Viñas (Éd.), *En el combate por la historia : la República, la guerra civil, el franquismo* (pp. 279-298). Barcelone: Pasado y Presente.
- Martinelli, R. (1995). *Storia del Partito comunista italiano*. Turin: Einaudi.
- Martínez Alier, J. (1978). Notas sobre el franquismo. *1978*, 8, 27-51.
<http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v8n0.989>
- Martínez Martín, J. A. (1986). Crónica de una rememoración. *Arbor. Ciencia, pensamiento y cultura*, 125(491), 245-253.
- Martínez, R. (2021, 6 juillet). Feijóo rectifica a Casado por su polémica interpretación de la Guerra Civil. *El Plural*. Repéré à https://www.elplural.com/politica/fejoo-rectifica-casado-polemica-interpretacion-guerra-civil_270305102
- Matard-Bonucci, M.-A. (2010). Des usages de l'antifascisme et de la résistance par les Brigades rouges *L'Italie des années de plomb* (pp. 15-35). Paris: Autrement.
- Matard-Bonucci, M.-A. (2018). *Totalitarisme fasciste*. Paris: CNRS Éditions.
- Mateo, J. J. (2015a, 25 juin). De Ciudadans a Ciudadanos, los 10 años de historia de un partido político. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2015/06/25/actualidad/1435219647_770153.html
- Mateo, J. J. (2015b, 5 juillet). Rivera: "Vengo a defender el patriotismo constitucional". *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2015/07/05/actualidad/1436077962_764956.html
- Matthews, J. (2012). *Reluctant Warriors: Republican Popular Army and Nationalist Army Conscripts in the Spanish Civil War, 1936–1939* Oxford: Oxford University Press.
- Mattioli, A. (2011). *Viva Mussolini! : la guerra della memoria nell'Italia di Berlusconi, Bossi e Fini*. Milan: Garzanti.

- Mayer, A. J. (1988). *Why did the heavens not darken? The "final solution" in history*. Londres: Verso.
- Mayor Ortega, L. (2019, 24 octobre). Franco, inhumado en el cementerio de Mingorrubio en El Pardo. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/politica/20191024/471170368612/franco-exhumacion-enterrado-cementerio-mingorrubio-el-pardo.html>
- Mazzantini, C. (1995). *I balilla andarono a Salò : l'armata degli adolescenti che pagò il conto della Storia*. Venise: Marsilio.
- McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly, C. (2004). *Dynamics of contention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1977). Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory. *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241. <http://dx.doi.org/10.1086/226464>
- McMullin, E. (1989). Scientific controversy and its termination. Dans H. T. Engelhardt & A. L. Caplan (Éds.), *Scientific controversies : case studies in the resolution and closure of disputes in science and technology* (pp. 49-91). Cambridge; New York; Port Chester: Cambridge University Press.
- Meinecke, F. (1963). *The German catastrophe : reflections and recollections*. Boston: Beacon Press.
- Memoria Histórica: mirando atrás. (2006, 26 juillet). *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/editorial/memoria-historica-mirando-atras-32585/>
- Merino, J. C. (2018, 25 mai). El PSOE registra una moción de censura contra Mariano Rajoy. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/politica/20180525/443815465652/psoe-mocion-de-censura-rajoy.html>
- Merton, R. K. (1957). Priorities in Scientific Discovery: A Chapter in the Sociology of Science. *American Sociological Review*, 22(6), 635-659. <http://dx.doi.org/10.2307/2089193>
- Merton, R. K. (1968). The Matthew Effect in Science. *Science*, 159(3810), 56-63.
- Merton, R. K. (1973a). The normative structure of science. Dans R. K. Merton & N. W. Storer (Éds.), *The Sociology of Science Theoretical and Empirical Investigations* (pp. 267-278). Chicago; Londres: University of Chicago Press.

- Merton, R. K. (1973b). *The sociology of science : theoretical and empirical investigations*. Chicago; Londres: The University of Chicago Press.
- Messina, D. (1995a, 10 septembre). Il mistero del carteggio con Churchill. Ecco la pista del fedelissimo David. *Corriere della Sera*.
- Messina, D. (1995b, 12 septembre). Manzzatini : « Io, un ragazzo di Salò *Corriere della Sera*.
- Milza, P. (1988). Italie 1968 : "le mai rampant". *Matériaux pour l'histoire de notre temps*(11-13), 38-41.
- Ministri, G. I.-P. d. C. d. I Governi dal 1943 ad oggi. Repéré le 26 janvier à <https://www.governo.it/it/i-governi-dal-1943-ad-oggi/191>
- Moa, P. (1999). *Los orígenes de la Guerra Civil Española*. Madrid: Encuentro.
- Moa, P. (2000). *Los personajes de la República vistos por ellos mismos*. Madrid: Encuentro.
- Moa, P. (2001a). *El derrumbe de la segunda república y la guerra civil*. Madrid: Encuentro.
- Moa, P. (2001b). *La sociedad homosexual y otros ensayos*. Madrid: Criterio Libros.
- Moa, P. (2002a). *De un tiempo y de un país : La izquierda violenta, 1968-1978* (2e éd.). Madrid: Encuentro.
- Moa, P. (2002b, 27 janvier). Dos tendencias en el PP. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/dos-tendencias-en-el-pp-7800/>
- Moa, P. (2002c, 18 janvier). Lo que no es España. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/lo-que-no-es-espana-7679/>
- Moa, P. (2002d). Proyección de la culpa. *La Ilustración liberal : revista española y americana*(12).
- Moa, P. (2003a, 31 janvier). Azaña y la democracia. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/ideas/azana-y-la-democracia-1275750199.html>

- Moa, P. (2003b). *Contra la mentira*. Madrid: Libroslibres.
- Moa, P. (2003c). *Los mitos de la Guerra Civil*. Madrid: La Esfera.
- Moa, P. (2003d, 20 septembre). Réplica de Pío Moa. *ABC*, p. 8.
- Moa, P. (2003e, 6 mars). Revisionismo. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/revisionismo-12685/>
- Moa, P. (2003f, 22 février). Sobre una indignación. *ABC*, p. 10.
- Moa, P. (2004a). *1934 : comienza la Guerra Civil : el PSOE y la Esquerra emprenden la contienda*. Barcelona: Áltera.
- Moa, P. (2004b, 15 octubre). Companys. *ABC*, p. 3.
- Moa, P. (2004c, 7 décembre). El descrédito de historiografía universitaria. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/el-descredito-de-la-historiografia-universitaria-19604/>
- Moa, P. (2004d, Décembre). El descrédito de historiografía universitaria. *La Ilustración Liberal*.
- Moa, P. (2004e, 15 juin). El espíritu de la checa. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/el-espiritu-de-la-checa-19195/>
- Moa, P. (2004f, 16 septembre). Un debate tan necesario como difícil. *ABC*, p. 59.
- Moa, P. (2005a). *1936 : el asalto final a la República*. Barcelone: Áltera.
- Moa, P. (2005b, 16 décembre). El punto de vista del historiador. *ABC*, p. 8.
- Moa, P. (2005c). *Franco, un balance histórico*. Barcelone: Planeta.
- Moa, P. (2006a). Alternancia en la II República. *La Ilustración liberal : revista española y americana*(29), 3-12.

Moa, P. (2006b). *Contra la balcanización de España : asalto a la democracia*. Madrid: La Esfera de los Libros.

Moa, P. (2006c). *La República que acabó en guerra civil : la marcha al desastre en imágenes*. Barcelone: Áltera.

Moa, P. (2006d). *Los crímenes de la Guerra Civil y otras polémicas*. Madrid: La Esfera de los Libros.

Moa, P. (2006e, 6 novembre). ¿Qué es un historiador? *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/que-es-un-historiador-34238/>

Moa, P. (2007, 25 janvier). En cuanto a mis tesis... *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/en-cuanto-a-mis-tesis-35565/>

Moa, P. (2009a, 28 octobre). Cinco fantasías de Ángel Viñas. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/historia/cinco-fantasias-de-angel-vinas-1276237114.html>

Moa, P. (2009b). *El derrumbe de la segunda república y la guerra civil*. Madrid: Encuentro.

Moa, P. (2009c, 22 juin). ETA y sus colaboradores. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/la-eta-y-sus-colaboradores-49756/>

Moa, P. (2009d). *Franco para antifranquistas : en 36 preguntas clave*. Barcelone: Áltera.

Moa, P. (2009e). *La democracia ahogada : ensayos sobre la España de hoy*. Barcelone: Áltera.

Moa, P. (2009f). *Los orígenes de la Guerra Civil Española* (5e augmentée éd.). Madrid: Encuentro.

Moa, P. (2009g). Para un debate productivo. *El Catoblepas*(83), 10.

Moa, P. (2010, 24 novembre). "A por ellos, como en Paracuellos". *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/a-por-ellos-como-en-paracuellos-57321/>

- Moa, P. (2011a, 9 juin). Defender el franquismo. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/defender-el-franquismo-60023/>
- Moa, P. (2011b, 13 juin). Franco, desde el liberalismo. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/franco-desde-el-liberalismo-60056/>
- Moa, P. (2011c, 19 mai). La matriz del terrorismo. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/libros/la-matriz-del-terrorismo-1276239014.html>
- Moa, P. (2011d, 20 juillet). La represión de posguerra. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/historia/la-represion-de-posguerra-1276239237.html>
- Moa, P. (2012). *España contra España : claves y mitos de su historia*. Madrid: LibrosLibres.
- Moa, P. (2013). Los méritos del franquismo. *Altar Mayor*(151), 97-98.
- Moa, P. (2014, 17 juillet). ¿Contra qué fue el 18 de julio? *La Gaceta*. Repéré à <https://gaceta.es/blogs/pio-moa/18-julio-17072014-1113-20140717-0000/>
- Moa, P. (2018). Eso del "patriotismo constitucional" es una solemne estupidez. El patriotismo es por la patria, no por la constitución de las que la patria ha tenido ya unas cuantas y tendrá más. Dans @PioMoa1 (Éd.): Twitter.
- Moa, P. (2019, 22 novembre). VOX es hoy el único partido democrático en España. *El Correo de España*. Repéré à <https://elcorreodeespana.com/opinion/195618103/VOX-es-hoy-el-unico-partido-democratico-en-Espana-Por-Pio-Moa.html>
- Moa, P. (2021, 19 juillet). 10 puntos sobre la legalidad del 18 de Julio. Por Pío Moa. *El Correo de España*. Repéré à <https://elcorreodeespana.com/historia/664954706/10-puntos-sobre-la-legalidad-del-18-de-Julio-Por-Pio-Moa.html>
- Molinero, C. (2004, 6 novembre). Memoria y democracia. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2004/11/07/opinion/1099782010_850215.html
- Molinero, C., Sala, M., & Sobrequés i Callicó, J. (2003). *Una Inmensa prisión : los campos de concentración y las prisiones durante la guerra civil y el franquismo*. Barcelone: Crítica.

- Molinero, C., & Ysàs, P. (2003). *El règim franquista: feixisme, modernització i consens*. Vic: Eumo.
- Molinero, C., & Ysàs, P. (2008). *La Anatomía del franquismo : de la supervivencia a la agonía, 1945-1977*. Barcelona: Crítica.
- Molotov contro la casa di De Felice. (1996, 16 février). *La Stampa*, p. 1.
- Mommsen, H. (1976). National Socialism: Continuity and Change. Dans W. Laqueur (Éd.), *Fascism a reader's guide-analyses, interpretations, bibliography* (pp. 179-210). Berkeley: University of California Press.
- Montanelli, I. (1995a, 6 septembre). De Felice: dove sono le prove. *Corriere della Sera*.
- Montanelli, I. (1995b, 16 septembre). Quando trovai il testamento del Duce. *Corriere della sera*, p. 1&5.
- Montanelli, I. (1996, 26 mai). Un uomo coraggioso. *Corriere della Sera*.
- Monteforte Jaén, M. (2018, 21 novembre). Todas las veces en las que el PP ha rechazado condenar el franquismo en el Congreso. *Público*. Repéré à <https://www.publico.es/politica/veces-pp-rechazado-condenar-franquismo.html>
- Montero, J. R. (1977). *La CEDA : el catolicismo social y político en la II República*. Madrid: Ediciones de la Revista de trabajo.
- Moore, B. (1966). *Social origins of dictatorship and democracy lord and peasant in the making of the modern world*. Harmondsworth: Penguin Books.
- Moradiellos, E. (2003a). Las razones de una crítica histórica: Pío Moa y la intervención extranjera en la Guerra Civil española índice de la polémica. *El Catoblepas*(15), 11.
- Moradiellos, E. (2003b). Visiones de la guerra civil española: acotaciones sobre una polémica a tres bandas *El Catoblepas*(16), 12.
- Moradiellos, E. (2005). Usos y abusos de la historia. Apuntes sobre el caso de la guerra civil. *Historia del Presente*(6), 145-152.

Moradiellos, E. (2012). La no intervención. Una farsa política y diplomática. Dans Á. Viñas (Éd.), *En el combate por la historia : la República, la guerra civil, el franquismo* (pp. 221-234). Barcelone: Pasado y Presente.

Morán Breña, C. (2005, 27 avril). La memoria de los profesores. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2005/04/28/ultima/1114639201_850215.html

Morcillo, C. (2021, 15 mars). Víctimas del GRAPO, las grandes olvidadas. *ABC*. Repéré à https://www.abc.es/espana/abci-victimas-grapo-grandes-olvidadas-202103150148_noticia.html

Moreno Juliá, X. (2017). El profesor Payne en el hacer de un estudiante de historia en los primeros años de la democracia. 1978-1984. *La Albolafia: Revista de humanidades y cultura*(11), 107-116.

Morente, F. (2013). [Compte rendu du livre *En el combate por la historia. La República, la guerra civil, el franquismo*, par Ángel Viñas & Julio Aróstegui (dir.)]. *Franquisme i Transició*(1), 288-295.

Mosse, G. L. (1964). *The crisis of German ideology : intellectual origins of the Third Reich*. New York: Grosset & Dunlap.

Mosse, G. L. (1966). Introduction: The Genesis of Fascism. Dans G. L. Mosse & W. Laqueur (Éds.), *International fascism, 1920-1945* (pp. 14-26). New York: Harper & Row.

Mosse, G. L. (1999). *The fascist revolution toward a general theory of fascism*. New York: H. Fertig.

Moya Valle, A.-P. (2003). ¿Existió la guerra civil? *Lateral : Revista de Cultura*(106), 18.

Mühlberger, D. (1987). *The Social basis of European fascist movements*. London ; New York: Croom Helm.

Mühlberger, D. (1991). *Hitler's followers studies in the sociology of the Nazi movement*. London: Routledge.

Mühlberger, D. (2003). *The social bases of Nazism, 1919-1933*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.

- Müller, J.-W. (2000). *Another country : German intellectuals, unification and national identity*. New Haven: Yale University Press.
- Müller, J.-W. (2016). *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace* (F. Joly, Trad.). Paris: Premier Parallèle.
- Muñoz Molina, A. (1997, 8 novembre). La historia y el olvido. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/1997/11/09/opinion/879030003_850215.html
- Musiedlak, D. (2009). Mussolini, charisma and decision-making. *Portuguese Journal of Social Science*, 8(1), 31-41.
- Musseau, F. (2016, 11 mai). Esprit du 15 mai, es-tu (toujours) là ? *Libération*. Repéré à https://www.liberation.fr/planete/2016/05/11/esprit-du-15-mai-es-tu-toujours-la_1451986/
- Mussolini-Churchill: i documenti a Londra. (1995, 16 septembre). *Corriere della sera*, p. 29.
- Naishtat, F. (2011). Historiographic refocalization and change in the historicity regime. The controversy space surrounding the representation of past and contemporary historical catastrophes. Dans O. Nudler (Éd.), *Controversy spaces : a model of scientific and philosophical change* (pp. 29-56). Amsterdam; Philadelphia: John Benjamins Publishing Company.
- Napolitano, G. (2005). *Dal Pci al socialismo europeo : un'autobiografia politica*. Rome; Bari: Laterza.
- Navarro, V. (2001, 15 juin). Los costes de la desmemoria histórica. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2001/06/16/opinion/992642408_850215.html
- Navarro, V. (2015, 19 mai). Ciudadanos es la misma derecha que el PP. *Público*. Repéré à <https://blogs.publico.es/vicenc-navarro/2015/05/19/ciudadanos-es-la-misma-derecha-que-el-pp/>
- Navascués, J. (2021, 30 novembre). El historiador Pedro González Cuevas analiza su último libro Mitos y falsedades del antifascismo. *Info Católica*. Repéré à <https://www.infocatolica.com/blog/caballeropilar.php/2111280747-el-historiador-pedro-gonzalez>
- Neveu, É. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux* (4e éd.). Paris: La Découverte.

Newton-Smith, W., & Lukes, S. (1978). The Underdetermination of Theory by Data. *Proceedings of the Aristotelian Society, Supplementary Volumes*, 52, 71-107.

Nolte, E. (1966). *Three faces of fascism : Action Française, Italian fascism, National Socialism* (1st éd.). New York: Holt, Rinehart and Winston.

Nolte, E. (1988). Un passé qui ne veut pas passer. Conférence qui, une fois écrite, ne put pas être prononcée. *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*

(pp. 29-35). Paris: Les Éditions du Cerf.

Nora, P. (1997). *Les lieux de mémoire*. Paris: Gallimard.

Nudler, O. (2011). *Controversy Spaces: A Model of Scientific and Philosophical Change*. Amsterdam; Philadelphie: John Benjamins Publishing Company.

Okasha, S. (2000). The underdetermination of theory by data and the “strong programme” in the sociology of knowledge. *International Studies in the Philosophy of Science*, 14(3), 283-297.
<http://dx.doi.org/10.1080/026985900437782>

Oliva, G. (2019). *Anni di piombo e di tritolo : 1969-1980 : il terrorismo nero e il terrorismo rosso da Piazza Fontana alla strage di Bologna*. Milan: Mondadori.

Olivas Osuna, J. J. (2021). Populismo en España: fundamentos teóricos y relatos dominantes. *Araucaria: Revista Iberoamericana de Filosofía, Política, Humanidades y Relaciones Internacionales*, 23(47), 371-401.

Olmo, G. D. (2018, 4 mai). 7 momentos para entender qué fue ETA, el grupo armado que quiso separar al País Vasco de España y Francia. *BBC News Mundo*. Repéré à <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-43985393>

Olson, M. (1978). *Logique de l'action collective*. Paris: Presses universitaires de France.

Oltra, B. (1978). Materiales bibliográficos para el estudio de la dictadura. *Papers: revista de sociología*, 8, 173.

- Oltra, B., & de Miguel, A. (1978). Bonapartismo y catolicismo: una hipótesis sobre los orígenes ideológicos del franquismo. *Papers: revista de sociología*, 8, 53-102.
<http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v8n0.988>
- Orbegozo Terradillos, J., Iturbe Tolosa, A., & González Abrisketa, M. (2017). Análisis de la nueva estrategia comunicativa de EH Bildu (2016) : hacia una narrativa de la emoción. *Análisi*, (57), 97-114. <http://dx.doi.org/10.5565/rev/analisi.3111>
- Ordaz, P. (2018, 7 décembre). ¿Es Vox un partido fascista? *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2018/12/05/actualidad/1544044017_653308.html
- Orella, J. L. (2021, 4 mars). ¿Qué fue el FRAP? *La Razón*. Repéré à <https://www.larazon.es/memoria-e-historia/20210304/gwn6nijt2zdxnngyquydhxgi.html>
- Orlando, F. (1975, 19 juillet). « Le accuse sono infondate ». *Il Giornale*.
- Orriols, L., & Cordero, G. (2016). The Breakdown of the Spanish Two-Party System: The Upsurge of Podemos and Ciudadanos in the 2015 General Election. *South European Society and Politics*, 21(4), 469-492. <http://dx.doi.org/10.1080/13608746.2016.1198454>
- Ortega Dolz, P. (2000, 19 novembre). Los presos de Franco saldan sus cuentas. *El País*.
- Ouelbani, M. (2006). *Le cercle de Vienne*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Pacto para la revancha histórica. (2007, 21 avril). *ABC*, p. 4.
- Palacios, J. (2020). ¿Existió la oposición democrática al franquismo? “*Memoria histórica*”, amenaza para la paz en Europa (pp. 140-149): ECR Grupo.
- Pallol Trigueros, R., & Touboul Tardieu, E. (2015). Le renouvellement du corps des professeurs d’histoire pendant le premier franquisme. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 127(3), 101-115.
<http://dx.doi.org/10.3917/ving.127.0101>
- Palomino, Á. (1988). *1934. la Guerra civil empezó en Asturias*. Madrid: Planeta.
- Pan-Montojo, N. (2019, 14 janvier). Abascal cree que la memoria histórica es “un debate infecto”. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2019/01/14/actualidad/1547461441_818774.html

- Panofsky, A. L. (2010). A Critical Reconsideration of the Ethos and Autonomy of Science. Dans C. Calhoun (Éd.), *Robert K. Merton: Sociology of science and sociology as science* (pp. 140-163). New York: Columbia University Press.
- Panvini, G. (2009). Memorie in conflitto. L'uso politico della memoria nel neofascismo e nella sinistra extraparlamentare. *Meridiana*(64), 211-230.
- Papa, E. R. (1958). *Storia di due manifesti. Il fascismo e la cultura italiana*. Milan: Feltrinelli.
- Papuzzi, A. (1995a, 20 mars). « Ma attenti alle esagerazioni ». Rusconi: Pericoli non solo da destra. *La Stampa*, p. 14.
- Papuzzi, A. (1995b, 20 mars). Possiamo non essere antifascisti? *La Stampa*, p. 14.
- Parlato, G. (2010). Renzo De Felice, il Sessantotto e la difesa dello Stato di diritto. *VENTUNESIMO SECOLO*, 9(22), 37-64.
- Parsons, T. (1964). *Essays in sociological theory*. New York: Free Press of Glencoe.
- Pascual, A. (2019, 4 avril). Albert Rivera es incapaz de decir qué bando hubiese elegido en la Guerra Civil. *HuffPost España*. Repéré à https://www.huffingtonpost.es/entry/la-respuesta-de-albert-rivera-en-el-programa-de-ar-sobre-que-bando-habria-elegido-en-la-guerra-civil_es_5ca5be26e4b05acba4dc6baf
- Pauné, M. M., & Sallés, Q. (2016, 2 août). El Born expondrá en plena calle dos iconos escultóricos del franquismo. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20160802/403616054421/exposicio-born-icnos-franquismo-victoria-franco-ecuestre.html>
- Pavone, C. (1959). Le idee della Resistenza. Antifascisti e fascisti di fronte alla tradizione del Risorgimento. *Passato e Presente*(7), 850-918.
- Pavone, C. (1991). *Una guerra civile : saggio storico sulla moralità nella Resistenza*. Torino: Bollati Boringhieri.
- Pavone, C. (2001). The Two Levels of Public Use of the Past. *Mediterranean Historical Review*, 16(1), 74-86. <http://dx.doi.org/10.1080/714004565>

Pavone, C. (2005). *Une guerre civile : essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*. Paris: Seuil.

Paxton, R. O. (1996). The uses of fascism. *The New York Review of Books*, 43(19).

Paxton, R. O. (2004). *Le fascisme en action*. Paris: Éditions du Seuil.

Payne, S. (1961). *Falange: a history of spanish fascism*. Stanford: Stanford University Press.

Payne, S. (1967). *Franco's Spain*. New York: Thomas Crowell.

Payne, S. (1980). *Fascism: Comparison and Definition*. Madison: University of Wisconsin Press.

Payne, S. (1995). *A history of fascism 1914-1945*. Madison, Wisc.: University of Wisconsin Press.

Payne, S. (2003). Mitos y tópicos de la Guerra Civil. *Revista de Libros*(79-80).

Payne, S. (2005). 1934 : Comienza la guerra civil : En torno al libro de pío moa. *Cuadernos de Pensamiento Político FAES*(5), 187-192.

Payne, S. (2015). [Compte rendu du livre *La razón conservadora: Gonzalo Fernández de la Mora, una biografía político-intelectual*, par Pedro Carlos González Cuevas]. *Revista de Estudios Políticos*(170), 347-349.

Payne, S. (2017). *Alcalá Zamora and the failure of the Spanish Republic, 1931-1936*. Brighton: Sussex Academic Press.

Payne, S., & Palacios, J. (2014). *Franco, una biografía personal y política*. Madrid: Espasa.

Payne, S. G. (1977). Comentarios a la sociología del Franquismo. *Papers. Revista de Sociologia*, 6, 4. <http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v6n0.951>

Peces-Barba Martínez, G. (2004). El patriotismo constitucional: reflexiones en el vigésimo quinto aniversario de la Constitución española. *Pasajes: Revista de pensamiento contemporáneo*(13), 5-19.

- Pedreño, J. M. (2004). ¿Qué es la Memoria Histórica? *Pueblos. Revista de Información y Debate*(12).
- Pellizzi, C. (1924). *Problemi e realtà del fascismo*. Florence: Vallecchi.
- Penadés, A., & Santiuste, S. (2013). La desigualdad en el sistema electoral español y el premio a la localización del voto. *Revista Española de Ciencia Política*(32), 89-116.
- Pensiamo l'Italia, il domani c'è già. Valori, idee e progetti per l'Alleanza Nazionale. (1994, 7 décembre). // *Secolo d'Italia*.
- Perea Morales, B. (2003, 29 avril). Ante las urnas. *ABC*, p. 6.
- Pereda, R. (2021, 26 mai). El atentado contra Carrero Blanco: legitimación “extraordinaria” para ETA y una sucesión por resolver en el régimen de Franco. *El Diario*. Repéré à https://www.eldiario.es/euskadi/atentado-carrero-blanco-legitimacion-extraordinaria-eta-sucesion-resolver-regimen-franco_1_7974916.html
- Peres, H. (2023). *La politique en Espagne*. Paris: La Découverte.
- Periódico, E. (2012, 22 septembre). Las frases lapidarias de Aznar sobre el nacionalismo. *El Periódico*. Repéré à <https://www.elperiodico.com/es/politica/20120922/las-frases-lapidarias-de-aznar-sobre-el-nacionalismo-2210044>
- Pestre, D. (2006). *Introduction aux science studies*. Paris: La Découverte.
- Petracca, O. M. (1995, 13 septembre). Fascismo storia e verità. *Corriere della sera*, p. 31.
- Pierson, P. (2000). Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics. *The American Political Science Review*, 94(2), 251-267. <http://dx.doi.org/10.2307/2586011>
- Piñar Ramírez, A. (2020, 27 novembre). ¿Qué es el Valle de los Caídos? *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/vida/junior-report/20201127/49738548993/que-es-el-valle-de-los-caidos.html>

- Piñol, À., & Carranco, R. (2013, 16 mai). La delegada del Gobierno en Cataluña entrega un diploma a la División Azul. *El País*. Repéré à http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/05/16/catalunya/1368708685_692728.html
- Pocock, J. G. A. (1975). *The Machiavellian moment Florentine political thought and the Atlantic Republican tradition*. Princeton: Princeton University Press.
- Pocock, J. G. A. (1981). The Reconstruction of Discourse: Towards the Historiography of Political Thought. *MLN*, 96(5), 959-980. <http://dx.doi.org/10.2307/2906228>
- Pocock, J. G. A. (1989). *Politics, language, and time : essays on political thought and history*. Chicago: University of Chicago Press.
- Poggio, P. P. (2000). Repubblica sociale italiana. Dans E. Collotti, R. Sandri & F. Sessi (Éds.), *Dizionario della Resistenza. Volume primo Storia e geografia della Liberazione* (pp. 66-77). Turin: Giulio Einaudi Editore.
- Poole, R. (2008). Memory, history and the claims of the past. *Memory Studies*, 1(2), 149-166. <http://dx.doi.org/10.1177/1750698007088383>
- Popper, K. (1973). *La logique de la découverte scientifique*. Paris: Payot.
- Popper, K. (2002). *The logic of scientific discovery*. Londres: Routledge Classics.
- Popular, P. (2002, 31 janvier). El patriotismo constitucional del siglo XXI. Repéré à https://www.abc.es/contenidos/apoyos/documentos/HTM_48_1.html
- Popular, P. (2023). Es el momento. Programa electoral. Un proyecto al servicio de un gran país. Madrid: Partido Popular.
- Pouthier, J.-L. (2022). Le fascisme revient-il en Italie ? *Études*, 2022(11), 7-16. <http://dx.doi.org/10.3917/etu.4298.0007>
- Prada Rodríguez, J. (2010). *La España masacrada: la represión franquista de guerra y posguerra*. Madrid: Alianza.

- Prati, P., & Bertolazzi, C. (2022, 27 mai). Strage di Piazza Loggia: 48 anni dopo tra memoria e ricerca di verità. *Giornale di Brescia*. Repéré à <https://www.giornaledibrescia.it/brescia-e-hinterland/strage-di-piazza-loggia-48-anni-dopo-tra-memoria-e-ricerca-di-verit%C3%A0-1.3721266>
- Prego, V. (2017, 12 avril). "Azaña conocía y validó el fraude en las elecciones de 1936". *El Independiente*. Repéré à <https://www.elindependiente.com/politica/2017/04/12/azana-conocia-y-valido-el-fraude-en-las-elecciones-de-1936/>
- Press, E. (2021, 23 mars). ¿Cómo funciona el sistema electoral español? *Europa Press*. Repéré à <https://www.europapress.es/nacional/noticia-elecciones-cataluna-2021-funciona-sistema-electoral-espanol-20210127130301.html>
- Preston, P. (1999, 9 novembre). Herbert Southworth. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/news/1999/nov/09/guardianobituaries>
- Preston, P. (2005). *The triumph of democracy in Spain*. Londres: Routledge.
- Preston, P. (2011). *El Holocausto español. Odio y exterminio en la guerra civil y después*. Barcelone: Debate.
- Preston, P. (Éd.). (1976). *Spain in Crisis: Evolution and Decline of the Franco Regime*. Londres: Branch Line.
- Preti, L. (1968). *Impero fascista. Africani ed ebrei*. Milan: Ugo Mursia.
- Prévost, J.-G. (1995). *De l'étude des idées politiques*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Prévost, J. G. (2009). Totalitarianism and Fascist Italy: A Review Essay. *Totalitarian Movements and Political Religions*, 10(3-4), 361-367. <http://dx.doi.org/10.1080/14690760903268949>
- Prieto, D. (2020, 24 janvier). Federico Jiménez Losantos: De hijo de zapatero a fundar la gran cadena de radio liberal de España. *El Mundo*. Repéré à <https://www.elmundo.es/loc/famosos/2020/01/24/5e2b40c2fc6c83561f8b46a8.html>
- Prieto, J. (2000, 13 mars). Aznar consigue una histórica mayoría absoluta. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2000/03/13/espana/952902014_850215.html

Prieto, J. (2008, 4 novembre). El juez Baltasar Garzón autoriza abrir las fosas del cementerio. *ABC*, p. 50.

Prieto, J., & González Ibañez, J. (1989, 19 janvier). Manuel Fraga lanza hoy el Partido Popular como clave de la renovación del centro-derecha. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/1989/01/20/espana/601254006_850215.html

Puleo, L., & Piccolino, G. (2022). Back to the Post-Fascist Past or Landing in the Populist Radical Right? The Brothers of Italy Between Continuity and Change. *South European Society and Politics*, 27(3), 359-383. <http://dx.doi.org/10.1080/13608746.2022.2126247>

Pulpillo Leiva, C. (2018). La lectura de la República que hace el primer franquismo: El Noticiero de España como fuente. *Revista de historiografía*(29), 229-251. <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.20318/revhisto.2018.4299>

Quazza, G. (1973). *Fascismo e società italiana*. Turin: Einaudi.

Quine, W. V. (1970). On the Reasons for Indeterminacy of Translation. *The Journal of Philosophy*, 67(6), 178-183. <http://dx.doi.org/10.2307/2023887>

r.c. (1995, 1er février). Mussolini ultimi segreti. *La Stampa*, p. 17.

Rama, J., Cordero, G., & Zagórski, P. (2021). Three Is a Crowd? Podemos, Ciudadanos, and Vox: The End of Bipartisanship in Spain. *Frontiers in Political Science*, 3. <http://dx.doi.org/10.3389/fpos.2021.688130>

Ramonedá, J. (1997, 6 novembre). Memoria, amnesia, perdón. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/1997/11/07/opinion/878857204_850215.html

Ramos Antón, R. (2021). La crisis de la Covid-19 como oportunidad política. El uso de Twitter por Santiago Abascal durante el estado de alarma en España (14 de marzo-20 de junio de 2020). *Doxa Comunicación. Revista Interdisciplinar de Estudios de Comunicación y Ciencias Sociales*, 75-98. <http://dx.doi.org/10.31921/doxacom.n33a993>

Raynaud, D. (2003). *Sociologie des controverses scientifiques*. Paris: Presses universitaires de France.

Rayner, H. (2010). Protéger, subir et réprimer : la délicate « gestion » du terrorisme par l'État Italien durant les « années de plomb » *L'Italie des années de plomb* (pp. 36-49). Paris: Autrement.

Récanati, F. o. (1981). *Les énoncés performatifs : contribution à la pragmatique*. Paris: Editions de Minuit.

Redacción. (2010, 7 avril). Pío Moa: "La ideología de Zapatero y de ETA coinciden en un 90%". *EITB*. Repéré à <https://www.eitb.eus/es/noticias/politica/detalle/392517/pmoa-la-ideologzapatero-eta-coinciden-90/>

Redacción. (2013, 16 mai). Llanos de Luna entregó un diploma a un miembro de la Hermandad de Combatientes de la División Azul. *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/politica/20130516/54374144592/polemica-entre-llanos-luna-miembro-hermandad-division-azul.html>

Redacción. (2019a, 15 octubre). Fernando del Rey presenta 'Retaguardia roja': "No estamos libres del pasado, fíjate lo que está pasando en Catalunya". *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/vida/20191015/471005704200/fernando-del-rey-presenta-retaguardia-roja-no-estamos-libres-del-pasado-fijate-lo-que-esta-pasando-en-cataluna.html>

Redacción. (2019b, 9 octubre). Rivera pide dejar el tema de Franco y dice que en la Transición se "taparon las heridas del pasado para mirar al futuro". *La Vanguardia*. Repéré à <https://www.lavanguardia.com/vida/20191009/47884408341/rivera-pide-dejar-el-tema-de-franco-y-dice-que-en-la-transicion-se-taparon-las-heridas-del-pasado-para-mirar-al-futuro.html>

Reich, W. (1972). *La psychologie de masse du fascisme*. Paris: Payot.

Reig Tapia, A. (1997). Memoria viva y memoria olvidada de la guerra civil. *Sistema*(136), 27-41.

Reig Tapia, A. (2003). Ideología e historia : quosque tandem, Pío Moa? *Sistema*(177), 103-119.

Reig Tapia, A. (2006a). *Anti-Moa : la subversión neofranquista de la historia de España*. Barcelone: Ediciones B.

Reig Tapia, A. (2006b). *La Cruzada de 1936 : mito y memoria*. Madrid: Alianza.

Reig Tapia, A. (2008). *Revisionismo y política : Pio Moa revisado*. Madrid: Foca.

Reig Tapia, A. (2011, 18 juillet). Revisionismo e historia. *Público*. Repéré à <http://www.publico.es/espana/revisionismo-e-historia.html>

Reig Tapia, A. (2017a). *La Crítica de la crítica : inconsecuentes, insustanciales, impotentes, prepotentes y equidistantes*. Madrid: Siglo XXI.

Reig Tapia, A. (2017b). La derecha española y la II República: neofranquismo e historia. *Cultura de la República: Revista de análisis crítico*(1), 129-148.

Reiter, H., & Weinbauer, K. (2007). Police and Political Violence in the 1960s and 1970s: Germany and Italy in a Comparative Perspective. *European Review of History: Revue Européenne d'Histoire*, 14(3), 373-395.

Revelli, M. (1996). *La destra nazionale*. Milan: Il saggiatore.

Reverte, J. M. (2006, 4 novembre). Paracuellos, 7 de noviembre de 1936. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2006/11/05/domingo/1162702356_850215.html

Reverte, J. M. (2012, 14 avril). Manual de combate. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2012/04/11/actualidad/1334141787_651882.html

Reverte, J. M. (2016, 2 juillet). Carpetazo. *El País*. Repéré à https://elpais.com/elpais/2016/06/17/opinion/1466174288_736675.html

Revilla-Blanco, M., & Molina-Sánchez, C. (2021). Cycle of Protest and Changes in Spanish Party System: 15M, Mareas and New Parties. *FORUM. Revista Departamento Ciencia Política*(20), 206-232. <http://dx.doi.org/> <https://doi.org/10.15446/frdcp.n20.88762>

Riaño, P. H. (2012a, 9 avril). El Gobierno avala el 'Diccionario biográfico español'. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2012/04/09/actualidad/1334000895_583847.html

Riaño, P. H. (2012b, 10 février). Insistimos: Franco no fue totalitario. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2012/02/10/actualidad/1328898316_256044.html

Richard, É., & Vorms, C. (2015). Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 127(3), 13-41. <http://dx.doi.org/10.3917/ving.127.0013>

Ricoeur, P. (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris: Éditions du Seuil.

- Riley, D. J. (2010). *The civic foundations of fascism in Europe : Italy, Spain, and Romania, 1870-1945*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Ringer, F. (2000). *Toward a social history of knowledge : collected essays*. New York: Berghahn Books.
- Ríos, P., & Piñol, Á. (2017, 27 octobre). El Parlament de Catalunya aprueba la resolución para declarar la independencia. *El País*.
- Riva, V. (1975, 29 juin). Quel Mussolini lì era un po' di sinistra? *L'Espresso*.
- Roberts, D. D. (2016). *Fascist interactions : proposals for a new approach to fascism and its era, 1919-1945*. Oxford: Berghahn Books.
- Robitaille, M.-P. (2023a, 17 juillet). Élections anticipées en Espagne : le pari risqué des socialistes face à une droite conquérante. *La Conversation Canada*. Repéré à <https://theconversation.com/elections-anticipees-en-espagne-le-pari-risque-des-socialistes-face-a-une-droite-conquerante-206659>
- Robitaille, M.-P. (2023b, 19 avril). Espagne : l'extrême droite pourrait faire son entrée au gouvernement. *La Conversation Canada*. Repéré à <https://theconversation.com/espagne-lextreme-droite-pourrait-faire-son-entree-au-gouvernement-202569>
- Rocca, G. (1996, 26 mai). Ma raccontò solo l'Italia del consenso. *L'Unità*2, pp. 1-2.
- Rochat, G. (1971). *Militari e politici nella preparazione della campagna d'Etiopia. Studio e documenti, 1932-1936*. Milan: Franco Angeli.
- Rochat, G. (1973). *Il colonialismo italiano. Documenti*. Turin: Loescher.
- Ródenas, V. (2005, 15 mai). « Franco de fascista y totalitario no tenía nada, y es algo que debe corregirse ». *ABC*, p. 52.
- Rodon, T., & Hierro, M. J. (2016). Podemos and Ciudadanos Shake up the Spanish Party System: The 2015 Local and Regional Elections. *South European Society and Politics*, 21(3), 339-357. <http://dx.doi.org/10.1080/13608746.2016.1151127>

- Rodrigo, J. (2004). Los mitos de la derecha historiográfica. Sobre la memoria de la Guerra Civil y el revisionismo a la española. *Historia del Presente*(3), 185-195.
- Rodrigo, J. (2006). Tirarse los muertos y los libros a la cabeza : modos de ver la Guerra Civil española. *Alcores : revista de historia contemporánea*(2), 247-273.
- Rodrigo, J. (2008). *Hasta la raíz. La violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*. Madrid: Alianza.
- Rodrigo, J. (2009a). España era una patria enferma. La violencia de la Guerra Civil y su legitimación en la extrema derecha española: entre historia, representación y revisionismo. *Revista de historia Jerónimo Zurita*(84), 189-232.
- Rodrigo, J. (2009b). *La naturaleza del franquismo: un acercamiento desde la perspectiva comparada de los fascismos europeos*. Communication présentée au VI Congreso de Historia Local de Aragón.
- Rodrigo, J. (2012). El relato y la memoria. Pasados traumáticos, debates públicos, y viceversa. *Ayer*, 87(3), 239-249.
- Rodrigo, J. (2016). *La guerra fascista. Italia en la Guerra Civil española, 1936-1939*. Madrid: Alianza.
- Rodríguez, E. (2010, 20 décembre). 'Los editores debemos ser visionarios'. *El Mundo*. Repéré à <http://www.elmundo.es/elmundo/2010/12/20/cultura/1292836649.html>
- Rodríguez, J. C. (2011, 13 juin). Defender la democracia. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/jose-carlos-rodriguez/defender-la-democracia-60055/>
- Rodríguez Jiménez, F. J. (2015). Stanley G. Payne: ¿Una trayectoria académica ejemplar? *Hispania Nova: Revista de historia contemporánea*(1 extraordinario), 24-54.
- Rodríguez Jiménez, J. L. (2008). La división de la clase política en el tardofranquismo. Dans C. Navajas Zubeldia & D. Iturriaga Barco (Éds.), *Crisis, dictaduras, democracia: I Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo* (pp. 45-61). Logroño: Universidad de la Rioja.
- Rodríguez, P. (2010, 23 avril). « Garzón está atrapado en sus propias contradicciones ». *ABC*, p. 67.

- Rodríguez Rivero, M. (2017, 29 juillet). El pasado es imprescindible. *El País*. Repéré à https://elpais.com/cultura/2017/07/26/babelia/1501085985_068966.html
- Rodríguez Teruel, J., & Barrio, A. (2016). Going National: Ciudadanos from Catalonia to Spain. *South European Society and Politics*, 21(4), 587-607.
<http://dx.doi.org/10.1080/13608746.2015.1119646>
- Rojo, J. A. (2005, 21 septembre). Contra la manipulación. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2005/09/22/cultura/1127340001_850215.html
- Rojo, J. A. (2011, 17 juillet). ¿Es posible cerrar las fosas de la memoria? *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2011/07/17/domingo/1310874759_850215.html
- Roldán Barbero, H. (2008). *Los GRAPO : un estudio criminológico*. Grenade: Editorial Comares.
- Romeo, R. (1975, 19 juillet). No al linciaggio. *Il Giornale*.
- Rosaspina, E. (1995, 3 septembre). Mussolini ucciso dagli inglesi? Un coro di no alla tesi di De Felice. *Corriere della Sera*, p. 27.
- Rouso, H. (1990). *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours* (2e éd.). Paris: Éditions du Seuil.
- RTVE.es, & EFE. (2022, 20 octobre). Así es la Ley de Memoria Democrática que entra en vigor: mapa de desaparecidos y anulación de condenas franquistas. *RTVE*. Repéré à <https://www.rtve.es/noticias/20221020/asi-ley-memoria-democratica-entra-hoy-vigor-del-mapa-desaparecidos-anulacion-condenas-franquistas/2406472.shtml>
- Ruinas, S. (1946). *Pioggia sulla repubblica*. Rome: Corso.
- Ruiz de Almirón, V. (2018, 16 août). Podemos exige a Sánchez un «pack anti austeridad» y una subida fiscal para apoyar los objetivos de déficit. *ABC*. Repéré à https://www.abc.es/espana/abci-podemos-exige-sanchez-pack-anti-austeridad-y-subida-fiscal-para-apoyar-objetivos-deficit-201808151418_noticia.html
- Ruiz, J. (2015). *Paracuellos, una verdad incómoda*. Barcelone: Espasa.
- Ruiz Torres, P. (2001). Political Uses of History in Spain. *Mediterranean Historical Review*, 16(1), 95-116.

Ruiz Torres, P. (2007). Los discursos de la memoria histórica en España. *Hispania Nova: Revista de historia contemporánea*(7).

Ruiz Torres, P. (2015). La controversia de los historiadores sobre la memoria histórica en España. Dans C. Forcadell, I. Peiró Martín & M. Yusta (Éds.), *El pasado en construcción : revisionismos históricos en la historiografía contemporánea* (pp. 67-106). Saragosse: Instituto Fernando el Católico.

Rusconi, G. E. (1995a, 22 mars). La destra non fa i conti con Salò. *La Stampa*, p. 19.

Rusconi, G. E. (1995b, 23 septembre). Ma l'antifascismo non si può cancellare. *Tutto Libri*, p. 4.

Rusconi, G. E. (1995c). *Resistenza e postfascismo*. Bologne: Il mulino.

Rusiñol, P. (2000, 14 octobre). La izquierda se vuelca en la conmemoración del 60º aniversario del fusilamiento de Companys. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2000/10/14/catalunya/971485651_850215.html

S.E. (2007, 11 décembre). El Senado da vía libre a la Ley de la Memoria Histórica pese al veto de PP y ERC. *ABC*, p. 40.

Sáenz de Ugarte, I. (2018, 1er novembre). “La mayor parte de los nacionalistas no se reconocen como tales, y eso es usual en nacionalismos con Estado”. *El Diario*. Repéré à https://www.eldiario.es/politica/nacionalismo-espanol-entrevista-seixas_128_1864983.html

Saiz, E. (2018, 3 décembre). El PSOE se hunde, la izquierda pierde la mayoría y Vox irrumpe con 12 diputados. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2018/12/02/actualidad/1543774582_128933.html

Salas Larrazábal, R. (1977). *Perdidas de la guerra*. Barcelone: Planeta.

Salgado, M. (2012, 9 novembre). Albert Rivera, el abogado bilingüe del nuevo antiindependentismo. *20 Minutos*. Repéré à <https://www.20minutos.es/noticia/1635800/0/albert-rivera/ciudadans-ciudadanos/cataluna-independencia-elecciones-25n/>

Salvemini, G. (1966). *Scritti sul fascismo : a cura di Roberto Vivarelli*. Milan: Feltrinelli.

San Martín, E. (2006, 1er mai). De memorias y olvidos. *ABC*, p. 6.

Sánchez-Cuenca, I., & Aguilar, P. (2009). Terrorist Violence and Popular Mobilization: The Case of the Spanish Transition to Democracy. *Politics & Society*, 37(3), 428-453.

Sánchez-Mellado, L. (2013, 5 octubre). El peligroso juego del 'aguilucho'. *El País*. Repéré à https://elpais.com/politica/2013/10/05/actualidad/1380992517_354386.html

Sánchez Cámara, I. (2002, 26 janvier). Totalitarismo e ideología. *ABC*. Repéré à https://www.abc.es/opinion/abci-totalitarismo-ideologia-200201260300-74321_noticia.html

Sánchez, I. (2021, 1er juillet). Casado y la naturaleza franquista del PP. *El Siglo de Europa*. Repéré à <https://elsigloeuropa.es/casado-y-la-naturaleza-franquista-del-pp/>

Sánchez León, P. (2006). La objetividad como ortodoxia. Los historiadores y el conocimiento de la guerra civil española. Dans J. Aróstegui & F. Godicheau (Éds.), *Guerra Civil. Mito y memoria* (pp. 95-135). Madrid: Marcial Pons.

Sánchez Martínez, A. (2003). Pío Moa, sus censores y la Historia de España. *El Catoblepas*(14), 14.

Sánchez, R. (2011). [Compte rendu du livre *Conservadurismo heterodoxo. Tres vías ante las derechas españolas: Maurice Barrès, José Ortega y Gasset y Gonzalo Fernández de la Mora*, par Pedro Carlos González Cuevas]. *Historia y Política*(26), 338-342.

Sánchez Recio, G. (2017). Dictadura franquista e historiografía del franquismo. *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*(52), 71-82.

Santarelli, E. (1967). *Storia del movimento e del regime fascista*. Rome: Riuniti.

Santarelli, E. (1975a, 5 août). L'interpretazione del fascismo. *L'Unità*, p. 3.

Santarelli, E. (1975b, 7 août). Le basi del fascismo. *L'Unità*.

Santiago Abascal: "Los que defienden la obra de Franco tienen cabida en Vox". (2019, 29 septembre). *HuffPost España*. Repéré à https://www.huffingtonpost.es/entry/santiago-abascal-los-que-defienden-la-obra-de-franco-tienen-cabida-en-vox_es_5d90aaefe4b0019647aa05be

- Santomassimo, G. (1975). Il fascismo degli anni trenta. *Studi Storici*, 16(1), 102-125.
- Santomassimo, G. (1998). Il ruolo di Renzo De Felice. *Italia contemporanea*(212), 555-563.
- Santomassimo, G. (2000). Il ruolo di Renzo De Felice. Dans E. Collotti (Éd.), *Fascismo e antifascismo : rimozioni, revisioni, negazioni* (pp. 415-429). Rome: Laterza.
- Sassoli, D. (1975a, 21 juillet). Le esigenze politiche della cultura. *Il Popolo*, p. 7.
- Sassoli, D. (1975b, 13 juillet). Terrorismo culturale. *Il Popolo*, p. 3.
- Saz, I. (1999). El primer franquismo. *Ayer*(36), 201-222.
- Saz, I. (2004). *Fascismo y franquismo*. Valence: Universitat de València.
- Saz, I. (2011). Va de revisionismo. *Historia del Presente*(17), 161-164.
- Searle, J. R. (2005). *Speech acts : an essay in the philosophy of language*. Cambridge; New York: Cambridge Univ. Press.
- Searle, J. R., & Vanderveken, D. (2009). *Foundations of illocutionary logic*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Selva Roca de Togores, E. (2011). [Compte rendu du livre *Conservadurismo heterodoxo. Tres vías ante las derechas españolas: Maurice Barrès, José Ortega y Gasset y Gonzalo Fernández de la Mora*, par Pedro Carlos González Cuevas]. *Investigaciones históricas: Época moderna y contemporánea*(31), 241-246.
- Senado, U. (2018). Condenar el Franquismo es necesario en democracia para avanzar hacia la verdad, la justicia y la reparación de las víctimas de la dictadura. Dans @UnidosPodemosND (Éd.): Twitter.
- Serrano, R. (2001, 7 septembre). La memoria exhumada. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2001/09/08/espana/999900018_850215.html
- Serrano, S. (2021). *Maquis : histoire des guérillas anti-franquistes*. Paris: Nouveau Monde Éditions.

- Sevilla-Guzmán, E., Pérez Yruela, M., & Giner, S. (1978). Despotismo moderno y dominación de clase: para una sociología del régimen franquista. *Papers: revista de sociología*, 8, 103-141. <http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v8n0.990>
- Sevillano Calero, F. (2003). La construcción de la memoria y el olvido en la España democrática. *Ayer*(52), 297-319.
- Sevillano Calero, F. (2007). El revisionismo historiográfico, sobre el pasado reciente en España. *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*(6), 8. <http://dx.doi.org/10.14198/pasado2007.6.10>
- Shapin, S. (1982). History of Science and its Sociological Reconstructions. *History of Science*, 20(3), 157-211. <http://dx.doi.org/10.1177/007327538202000301>
- Sismondo, S. (2010). *An introduction to science and technology studies* (2nd éd.). Chichester, U.K.: Wiley-Blackwell.
- Skinner, Q. (1972). 'Social Meaning' and the Explanation of Social Action. Dans P. Laslett, W. G. Runciman & Q. Skinner (Éds.), *Philosophy, Politics and Society* (pp. 136-157). New York: Barnes and Noble.
- Skinner, Q. (1978a). *The foundations of modern political thought*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Skinner, Q. (1978b). *The foundations of modern political thought. Volume one: The Renaissance*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Skinner, Q. (1981). *Machiavelli*. Oxford: Oxford University Press.
- Skinner, Q. (1988a). Meaning and understanding in the history of ideas. Dans J. Tully (Éd.), *Meaning and Context: Quentin Skinner and his Critics* (pp. 29-67). Princeton: Princeton University Press.
- Skinner, Q. (1988b). Motives, intentions and the interpretation of texts. Dans J. Tully (Éd.), *Meaning and Context: Quentin Skinner and his Critics* (pp. 68-78). Princeton: Princeton University Press.
- Skinner, Q. (1988c). 'Social meaning' and the explanation of social action. Dans J. Tully (Éd.), *Meaning and Context: Quentin Skinner and his Critics* (pp. 79-96). Princeton: Princeton University Press.

Skinner, Q. (1996). *Reason and rhetoric in the philosophy of Hobbes*. New York: Cambridge University Press.

Smith, G. (2006). *Erving Goffman*. Londres: Routledge.

Snow, D. A., & Benford, R. D. (1988). Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization. *International Social Movement Research, 1*, 197-217.

Snow, D. A., Vliegenthart, R., & Ketelaars, P. (2019). The Framing Perspective on Social Movements: Its Conceptual Roots and Architecture. Dans D. A. Snow, S. A. Soule, H. Kriesi & H. J. McCammon (Éds.), *The Wiley Blackwell Companion to Social Movements. Second Edition*. Oxford

Wiley Blackwell.

Solé i Sabaté, J. M. (1985). *La repressió franquista a Catalunya, 1938-1953*. Barcelone: Edicions 62.

Solé i Sabaté, J. M., & Villarroya i Font, J. (1983). *La repressió a la guerra i a la postguerra a la comarca del Maresme (1936-1945)*. Barcelone: Abadia de Montserrat.

Solé i Sabaté, J. M., & Villarroya i Font, J. (1989). *La repressió a la rera guarda de Catalunya (1936-1939)*. Barcelone: Abadia de Montserrat.

Soler Paricio, P. (2017). ABC, El País y La Vanguardia frente a la memoria histórica. Tratamiento del fenómeno y últimas novedades del caso. *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*(18).

Sosetti, G., & Chessa, P. (1995, 21 avril). Non solo "anti" *L'Unità*2, pp. 2-3.

Sotelo, I. (1977). Sociología del franquismo o el franquismo en la sociología. *1977, 6*, 9.
<http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v6n0.952>

Soulez, A. (Éd.). (1985). *Manifeste du Cercle de Vienne et autres écrits*. Paris: Presses universitaires de France.

Southworth, H. (1964). *Le mythe de la croisade de Franco*. Paris: Ruedo Ibérico.

- Sternhell, Z. (1978). *La droite révolutionnaire 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*. Paris: Éditions du Seuil.
- Sternhell, Z. (1983). *Ni droite ni gauche l'ideologie fasciste en France*. Paris: Éditions du Seuil.
- Strauss, L., & Cropsey, J. (2006). *History of political philosophy*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Stürmer, M. (1988). L'histoire dans un pays privé de son histoire *Devant l'Histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi* (pp. 25-27). Paris: Les Éditions du Cerf.
- Suárez Iñiguez, E. (2011). La transición a la democracia en España. Adolfo Suárez y la ruptura pactada. *Estudios Políticos*, 9(23), 161-177.
<http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.22201/fcpys.24484903e.2011.23>
- Taboada, P. (2013, 9 septembre). "Nadie del PP me ha recriminado nunca honrar al franquismo". *El País*. Repéré à https://elpais.com/ccaa/2013/09/06/galicia/1378494815_707017.html
- Tamames, R. (1973). *La República : la era de Franco*. Madrid: Alianza.
- Tarchi, M. (2003). The political culture of the Alleanza nazionale: an analysis of the party's programmatic documents (1995-2002). *Journal of Modern Italian Studies*, 8(2), 135-181.
<http://dx.doi.org/10.1080/1354571032000078248>
- Tarchi, M. (2013). What's Left of the Italian Right? *Romanian Political Science Review*, XIII(4), 693-709.
- Tarrow, S. (1990). *Democrazia e disordine : movimenti di protesta e politica in Italia : 1965-1975*. Rome: Laterza.
- Tarrow, S. G. (1989). *Democracy and disorder : protest and politics in Italy, 1965-1975*. Oxford; New York: Clarendon Press ; Oxford University Press.
- Tasca, E., & Garcia de Blas, E. (2021, 20 juillet). Críticas al PP por el acto que organizó en el que un exministro negó que Franco diese un golpe de Estado. *El País*. Repéré à <https://elpais.com/espana/2021-07-20/criticas-al-pp-por-el-acto-que-organizo-donde-un-exministro-nego-que-franco-diese-un-golpe-de-estado.html>

- Tezanos, J. F. (1978). Notas para una interpretación sociológica del franquismo. *Sistema*(23), 47-99.
- Thalheimer, A. (1984). On fascism. Dans D. Beetham (Éd.), *Marxists in face of fascism : writings by Marxists on fascism from the inter-war period* (pp. 187-194). Totowa, N.J.: Barnes & Noble Books.
- Thälmann, E. (1983). The revolutionary way out and the KPD. Dans D. Beetham (Éd.), *Marxists in the Face of Fascism* (pp. 161-167). Manchester: Manchester University Press.
- Thomas, H. (1961). *The Spanish Civil War*. Londres: Eyre & Spottiswoode.
- Thomas, H. (2012, 29 avril). El diccionario biográfico español. *ABC*, p. 3.
- Thomas, M. (2017). Political Violence in the Republican Zone of Spain during the Spanish Civil War: Evolving Historiographical Perspectives. *Journal of Contemporary History*, 52(1), 140-147. <http://dx.doi.org/10.1177/0022009416678813>
- Tilly, C. (1984). Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*(4), 89-108. <http://dx.doi.org/10.2307/3769489>
- Tilly, C. (2006). *Regimes and repertoires*. Chicago: University of Chicago Press.
- Tilly, C., & Tarrow, S. G. (2015). *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution* (R. Bouyssou, Trad.). Paris: Presses de Sciences Po.
- Todos los partidos menos PPC y Ciudadans piden la destitución de Llanos de Luna. (2013, 16 mai). *El Periódico*. Repéré à <https://www.elperiodico.com/es/politica/20130516/esquerra-psc-iniciativa-cup-piden-destitucion-llanos-luna-homenaje-division-azul-tropas-hitler-2392404>
- Togliatti, P. (1983). *Appel aux fascistes*. Paris: Nautilus.
- Tompkins, P. (1995). *L'Altra resistenza*. Milan: Rizzoli.
- Tornabuoni, L. (1972, 6 avril). Sono passati cinquant'anni. *La Stampa*, p. 2.

- Tranfaglia, N. (1975, 6 juillet). La pugnalata dello storico. *Il Giorno*.
- Tranfaglia, N. (1983). Fascismo e mass media: dall'intervista di De Felice agli sceneggiati televisivi. *Passato e Presente*, 3, 135.
- Tranfaglia, N. (1996). *Un passato scomodo : fascismo e postfascismo*. Rome: Laterza.
- Tranfaglia, N. (2003). *La transizione italiana : storia di un decennio*. Milan: Garzanti.
- Traverso, E. (1998). Les intellectuels et l'antifascisme. Pour une historisation critique. *Lignes*, 34(2), 119.
<http://dx.doi.org/10.3917/lignes0.034.0119>
- Traverso, E. (2002). *La violence nazie, une généalogie européenne*. Paris: La Fabrique.
- Traverso, E. (2005). *Le passé, modes d'emploi : histoire, mémoire, politique*. Paris: La Fabrique.
- Traverso, E. (2011). *L'histoire comme champ de bataille : interpréter les violences du XXe siècle*. Paris: La Découverte.
- Tremending. (2021, 30 novembre). Pablo Iglesias recuerda las vergüenzas del PP: "A la derecha todavía le huelen los pies a franquismo". *Público*. Repéré à
<https://www.publico.es/tremending/2021/11/30/pablo-iglesias-recuerda-las-verguenzas-del-pp-a-la-derecha-todavia-le-huelen-los-pies-a-franquismo/>
- Trias Sagnier, J. (2005, 12 décembre). Nacionalismo = fascismo. *ABC*, p. 6.
- Trotsky, L. (1971). *The struggle against fascism in Germany*. New York: Pathfinder Press.
- Trouvé, M. (2017). L'acte I de la transition démocratique espagnole : La loi de réforme politique du 18 novembre 1976. *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, HS 12(3), 223-231.
<http://dx.doi.org/10.3917/parl2.hs12.0223>
- Trujillo, I. (2019, 28 avril). Así ha cambiado España: del bipartidismo eterno a cinco partidos clave. *La Razón*. Repéré à <https://www.larazon.es/elecciones-generales/asi-ha-cambiado-espana-del-bipartidismo-eterno-a-cinco-partidos-clave-MJ23088343/>

- Tumiati, R. (1995). *La pace del mondo gelatina : una giovinezza nel fascismo*. Milan: Mondadori.
- Tuñón de Lara, M. (1976). *La II República*. Madrid: Siglo XXI.
- Tuñón de Lara, M. (1977). Algunas propuestas para el análisis del franquismo. Dans M. Tuñón de Lara (Éd.), *Ideología y sociedad en la España contemporánea. Por un análisis del franquismo. VII Coloquio de Pau. De la crisis del Antiguo Régimen al franquismo* (pp. 89-102). Madrid: Edicusa.
- Turi, G. (1995). *Giovanni Gentile : una biografia*. Florence: Giunti.
- Turnbull-Dugarte, S. J. (2019). Explaining the end of Spanish exceptionalism and electoral support for Vox. *Research & Politics*, 6(2), 1-8. <http://dx.doi.org/10.1177/2053168019851680>
- Tusell, J. (1969). *Sociología electoral de Madrid*. Madrid: Cuadernos para el diálogo.
- Tusell, J. (1970). *La Segunda República en Madrid*. Madrid: Tecnos.
- Tusell, J. (1982). La experiencia democrática republicana (1931-1939). *Cuenta y Razón*(5), 47-62.
- Tusell, J. (1988). *La dictadura de Franco*. Madrid: Alianza.
- Tusell, J. (1993). La dictadura de Franco a los cien años de su muerte. *Ayer*(10), 13-28.
- Tusell, J. (1997, 26 juin). El ocaso de la desmemoria. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/1997/06/27/opinion/867362403_850215.html
- Tusell, J. (2000, 16 juillet). Por una política de la memoria. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2000/07/17/opinion/963784815_850215.html
- Tusell, J. (2004, 8 juillet). El revisionismo histórico español. *El País*. Repéré à http://elpais.com/diario/2004/07/08/opinion/1089237607_850215.html
- Tusell, J., & Soto Carmona, A. (1996). *Historia de la transición y consolidación democrática en España (1975-1986). II, Perspectiva internacional, análisis comparado, política exterior, economía, sindicatos y sociedad*. Madrid: Universidad Nacional de Educación a Distancia.

Una storiografia afascista per la « maggioranza silenziosa ». (1975). *Italia Contemporanea*(119), 3-7.

Valdecantos, C. (1996, 4 mai). Aznar, investido presidente, lleva al Gobierno al PP. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/1996/05/05/espana/831247229_850215.html

Valdeón Baroque, J. (1998). Luis Suárez Fernández. *Revista de Historia Jerónimo Zurita*(73), 29-40.

Valiani, L. (1967). La storia del fascismo nella problematica della storia contemporanea e nella biografia di Mussolini. *Rivista storica italiana*.(2), 459-481.

Valiani, L. (1975a, 5 juillet). No, il fascismo fu proprio nero. *Corriere della Sera*.

Valiani, L. (1975b, 23 juillet). Polemica su fascismo e antifascismo. *Corriere della Sera*, p. 3.

Valiani, L. (1995, 18 septembre). Resistenza. Non fu solo rosso e nero. *Corriere della sera*.

Valverde, J. L. (2003, 24 avril). Seamos consecuentes, Carta al director. *ABC*, p. 10.

Van-Halen, J. (2012, 22 juin). La memoria histórica. *ABC*, p. 3.

Varela, S. (1978). *Partidos y parlamento en la II República española*. Madrid: Fundación Juan-March.

Ventrone, A. (2020). La strage di piazza Fontana. *Il Politico*, 251(2), 105-120.
<http://dx.doi.org/10.4081/ilpolitico.2019.238>

Vidal, C. (2004). *Cecas de Madrid: Las cárceles republicanas al descubierto*. Barcelone: Debolsillo.

Vidal, C. (2005). *Paracuellos-Katyn. Un ensayo sobre el genocidio de la izquierda*. Madrid: Libroslibres.

Vidal, C. (2008, 17 octubre). Por qué la izquierda está muerta o siete razones para abandonarla. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/opinion/fin-de-semana/por-que-la-izquierda-esta-muerta-o-siete-razones-para-abandonarla-1276235588.html>

- Vidal, C. (2010, 7 avril). Los disparates de la "memoria histórica", según César Vidal. *Libertad Digital*. Repéré à <https://www.libertaddigital.com/sociedad/los-disparates-de-la-memoria-historica-segun-cesar-vidal-1276389527/>
- Vidal, C. (2011, 17 avril). El chollo de la Memoria Histórica. *La Razón*. Repéré à https://www.larazon.es/historico/5285-el-chollo-de-la-memoria-historica-SLLA_RAZON_371025/
- Vidal, C. (2019). El irresistible ascenso de Vox. Dans C. Vidal (Éd.), *La Voz de César Vidal* (Vol. 2020).
- Vidal, C., & Jiménez Losantos, F. (2011). *Historia de España. De los primeros pobladores a los Reyes Católicos*. Barcelone: Planeta.
- Vilches, J. (2017, 11 juin). El guardián parcial de la historia. *La Razón*. Repéré à <https://www.larazon.es/cultura/el-guardian-parcial-de-la-historia-BB15360753/>
- Villa García, R. (2013). Political Violence in the Spanish Elections of November 1933. *Journal of Contemporary History*, 48(3), 446-462. <http://dx.doi.org/10.2307/23488417>
- Viñas, A. (2017). On the 80th Anniversary of the Spanish Civil War. *Journal of Contemporary History*, 52(1), 121-128. <http://dx.doi.org/10.1177/0022009416678814>
- Viñas, Á. (2001). *Franco, Hitler y el estallido de la Guerra Civil : antecedentes y consecuencias*. Madrid: Alianza.
- Viñas, Á. (2011). *La conspiración del General Franco : y otras revelaciones acerca de una guerra civil desfigurada*. Barcelona: Crítica.
- Viñas, Á. (2012a). Los apoyos exteriores, palancas de la victoria y de la derrota. Dans Á. Viñas (Éd.), *En el combate por la historia : la República, la guerra civil, el franquismo* (pp. 251-263). Barcelone: Pasado y Presente.
- Viñas, Á. (2016). Sobre mitos y falacias de la Guerra Civil que aún persisten. *Bulletin Hispanique*, 118(1), 49-64.
- Viñas, Á. (2017, 13 octobre). Contra la distorsión en historia. *Info Libre*. Repéré à https://www.infolibre.es/noticias/los-diablos-azules/2017/10/12/contra-distorsion-historia-70593_1821.html

- Viñas, Á. (Éd.). (2012b). *En el combate por la historia : la República, la guerra civil, el franquismo*. Barcelone: Pasado y Presente.
- Vinck, D. (1995). *Sociologie des sciences*. Paris: Armand Colin.
- Vinyes, R. (2013). Naturaleza y consecuencias del conflicto memorial en España. Entre la impunidad y la privatización. *Anuari del Conflict Social*(3), 1025-1042.
- Vivarelli, R. (1967). Benito Mussolini dal socialismo al fascismo. *Rivista storica italiana*.(2), 433-458.
- Vivarelli, R. (2000). *La fine di una stagione : memoria 1943-1945*. Bologne: Il mulino.
- Vivas, Á. (2015, 25 juin). Pío Moa vuelve al franquismo. *El Mundo*. Repéré à <http://www.elmundo.es/cultura/2015/06/25/558928c0268e3e8c068b4576.html>
- Von Tangen Page, M. (1998). *Prisons, peace and terrorism : penal policy in the reduction of political violence in Northern Ireland, Italy and the Spanish Basque country, 1968-97*. New York: St. Martin's Press.
- Vox. (2023). Vox: un programa para lo que importa. Programa electoral para las Elecciones Generales del 23J de 2023 Madrid: Vox.
- Wacquant, L. (2014). Pour une praxéologie sociale. Structure et logique de la sociologie de Pierre Bourdieu. Dans L. Wacquant (Éd.), *Invitation à la sociologie réflexive* (pp. 35-100). Paris: Le Seuil.
- Weber, M. (1995). *Economie et société. 1. Les catégories de la sociologie*. Paris: Plon.
- Weber, M. (2002). *Le savant et le politique*. Paris: Plon.
- Weinberg, L., & Eubank, W. L. (1988). Neo-Fascist and Far Left Terrorists in Italy: Some Biographical Observations. *British Journal of Political Science*, 18(4), 531-549.
- Weingart, P., & Pansegrau, P. (1999). Reputation in science and prominence in the media: the Goldhagen debate. *Public Understanding of Science*, 8(1), 1-16. <http://dx.doi.org/10.1088/0963-6625/8/1/001>

- Wood, E. M. (2013). *Des citoyens aux seigneurs : une histoire sociale de la pensée politique de l'Antiquité au Moyen Âge*. Montréal: Lux Éditeur.
- Wood, E. M. (2014). *Liberté et propriété : une histoire sociale de la pensée politique occidentale de la Renaissance aux Lumières*. Montréal: Lux Éditeur.
- Wood, E. M., & Wood, N. (1978). *Class ideology and ancient political theory socrates, plato, and aristotle in social context*. Oxford: Blackwell.
- Worley, M. (2004). Courting Disaster? The Communist International in the Third Period. Dans M. Worley (Éd.), *In search of revolution : international communist parties in the third period* (pp. 1-17). Londres; New York: I.B. Tauris.
- Worrall, J. (2003). Normal Science and Dogmatism, Paradigms and Progress: Kuhn 'versus' Popper and Lakatos. Dans T. Nickles (Éd.), *Thomas Kuhn* (pp. 65-100). Cambridge: Cambridge University Press.
- Ximénez de Sandoval, P. (2006, 20 novembre). El Valle de los Caídos quiere librarse de los 'ultras'. *El País*. Repéré à https://elpais.com/diario/2006/11/21/espana/1164063621_850215.html
- Yerushalmi, Y. H. (1984). *Zakhor. Histoire juive et mémoire juive*. Paris: La Découverte.
- Yusta Rodrigo, M. (2002). Historia oral, historia vivida: El uso de fuentes orales en la investigación histórica. *Pandora: revue d'études hispaniques*(2), 235-244.
- Yusta Rodrigo, M. (2008). La "recuperación de la memoria histórica": ¿una reescritura de la historia en el espacio público? (1995-2005). *Revista de historiografía*(9), 105-117.
- Yusta Rodrigo, M. (2014). El pasado como trauma: Historia, memoria y «recuperación de la memoria histórica» en la España actual. *Pandora: revue d'études hispaniques*(12), 23-41.
- Zangrandi, R. (1963). *Il lungo viaggio attraverso il fascismo : contributo alla storia di una generazione*. Milan: Feltrinelli.